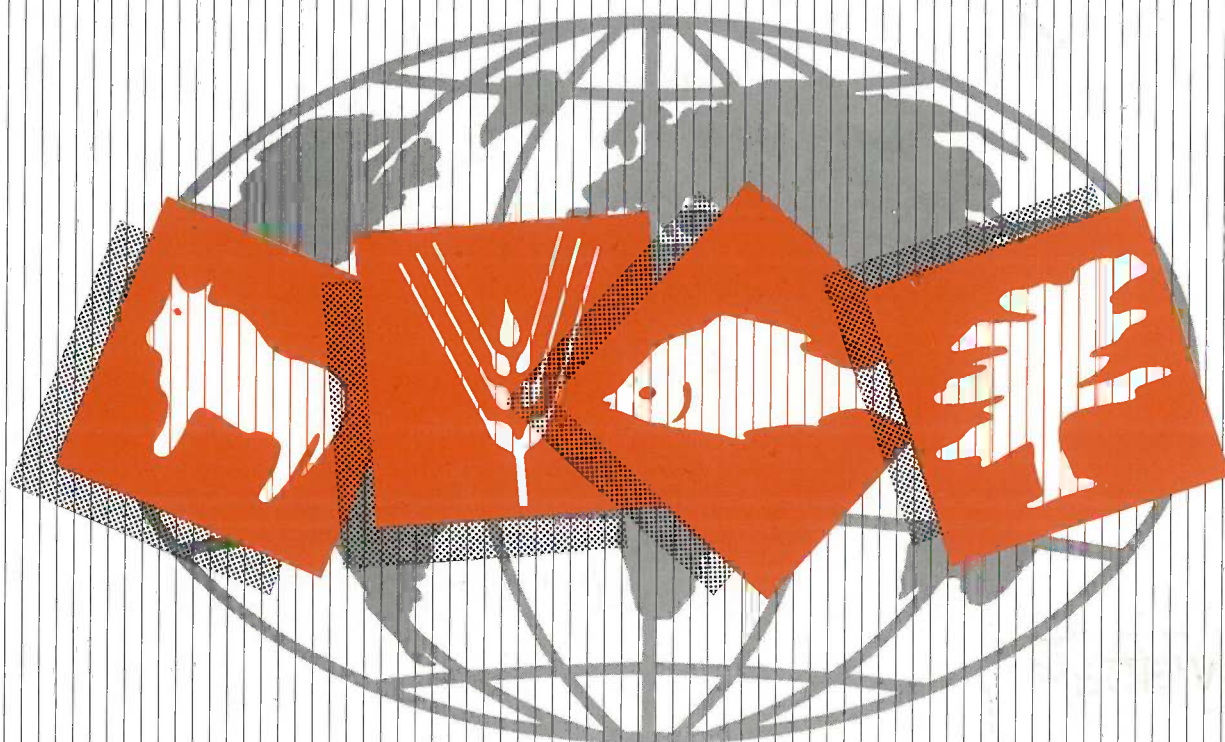


1 9 8 6

LA SITUATION MONDIALE DE L'ALIMENTATION ET DE L'AGRICULTURE

Situation mondiale - Situation région par région
Le financement du développement agricole



ORGANISATION DES NATIONS UNIES POUR L'ALIMENTATION ET L'AGRICULTURE

Chapitres spéciaux

Depuis 1957, ce rapport présente chaque année, outre l'étude habituelle récente de l'alimentation et de l'agriculture dans le monde, un ou plusieurs chapitres spéciaux consacrés à des problèmes d'intérêt plus permanent. Les sujets ainsi traités ont été les suivants:

1957

Facteurs influençant les tendances de la consommation alimentaire.

Changements survenus après la guerre dans certains facteurs institutionnels affectant l'agriculture.

1958

Evolution de la situation alimentaire et agricole en Afrique au sud du Sahara.

Le développement des industries forestières et ses répercussions sur les forêts du monde.

1959

Revenus et niveaux de vie agricoles dans des pays à différents stades d'évolution économique.

Etude de certains problèmes généraux de développement agricole dans les pays insuffisamment développés, à la lumière des enseignements de l'après-guerre.

1960

Les programmes de développement agricole.

1961

La réforme agraire et l'évolution des institutions. Vulgarisation, éducation et recherche agricoles en Afrique, en Asie et en Amérique latine.

1962

Le rôle des industries forestières dans la lutte contre le sous-développement économique.

La production animale dans les pays insuffisamment développés.

1963

Principaux facteurs influant sur le développement de la productivité agricole.

L'utilisation des engrais: à la pointe du développement agricole.

1964

Nutrition protéique: besoins et perspectives. Les produits synthétiques et leurs effets sur le commerce des produits agricoles.

1966

Agriculture et industrialisation.

Le riz dans l'économie alimentaire mondiale.

1967

Mesures propres à stimuler ou à décourager la production agricole dans les pays en voie de développement.

Aménagement des ressources halieutiques.

1968

Progrès technique et relèvement de la productivité agricole dans les pays en voie de développement.

L'amélioration de l'emmagasiner et sa contribution aux disponibilités alimentaires mondiales.

1969

Programmes d'amélioration de la commercialisation agricole: quelques leçons tirées de l'expérience récente.

Modernisation des institutions dans l'intérêt du développement forestier.

1970

L'agriculture au seuil de la deuxième Décennie pour le développement.

1971

La pollution des eaux et ses effets sur les ressources biologiques aquatiques et sur les pêches.

1972

Education et formation en matière de développement.

Comment accélérer la recherche agricole dans les pays en développement.

1973

L'emploi agricole dans les pays en développement.

1974

Population, approvisionnement alimentaire et développement agricole.

1975

La deuxième Décennie des Nations Unies pour le développement: examen et évaluation à mi-terme.

1976

Energie et agriculture.

1977

Situation des ressources naturelles et de l'environnement au regard de l'alimentation et de l'agriculture.

1978

Problèmes et stratégies des régions en développement.

1979

La foresterie et le développement rural.

1980

Les pêches maritimes à l'ère des nouvelles juridictions nationales.

1981

Le paupérisme rural dans les pays en développement et les moyens d'y remédier.

1982

La production animale: aperçu mondial.

1983

La femme dans le développement agricole.

1984

Urbanisation, agriculture et systèmes alimentaires.

1985

Consommation d'énergie en agriculture. Aspects écologiques de la production alimentaire et agricole. Commercialisation.

LA SITUATION MONDIALE DE L'ALIMENTATION ET DE L'AGRICULTURE 1986

LA SITUATION MONDIALE DE L'ALIMENTATION ET DE L'AGRICULTURE 1986

**Situation mondiale et situation région par région
Le financement du développement agricole**

Matériel statistique préparé par la FAO sur la base des renseignements disponibles au 1^{er} mars 1987.

Les appellations employées dans cette publication et la présentation des données qui y figurent n'impliquent de la part de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture aucune prise de position quant au statut juridique des pays, territoires, villes ou zones, ou de leurs autorités, ni quant au tracé de leurs frontières ou limites. Les expressions pays développés et pays en développement sont utilisées pour des raisons de commodité statistique et n'expriment pas nécessairement un jugement quant au niveau de développement atteint par tel ou tel pays ou région.

Le chapitre 3, «Le financement du développement agricole», a été préparé par la Division FAO de l'analyse des politiques, en collaboration avec la Division des services agricoles, sur la base des travaux de consultants: D.W. Adams, D. Diakosavvas, R. Roberts, J. Sharpley et M. Spinedi.

Catalogage avant publication de la Bibliothèque
David Lubin

FAO, Rome (Italie)

La situation mondiale de l'alimentation et de
l'agriculture 1986.

(Collection FAO: Agriculture, n° 20)

1. Agriculture 2. Production alimentaire 3. Commerce

I. Titre II. Série

FAO code: 70 AGRIS: E16 E70 1987

ISBN 92-5-202595-2

ISSN 0251-1460

Rétrospectivement, 1986 peut être considérée comme une année plutôt bonne pour la production agricole; mais le tableau est assombri par les incertitudes du climat économique et l'aggravation des problèmes du commerce alimentaire et agricole.

La performance du secteur agricole a été bonne dans beaucoup de pays en développement, où il suffit d'une mauvaise campagne pour que la survie de millions d'êtres humains soit menacée. C'est particulièrement le cas en Afrique, où la reprise après la sécheresse récente a été presque générale, et où les approvisionnements alimentaires se sont beaucoup améliorés dans de nombreux pays. Dans plusieurs pays d'Asie aussi les approvisionnements ont continué à s'accroître à un rythme rapide, chose d'autant plus importante dans une perspective mondiale que les populations concernées sont extrêmement nombreuses.

Pour satisfaisantes que soient ces réalisations, elles ne doivent pas masquer la précarité de la situation économique et agricole mondiale. Malgré le progrès lent, mais régulier, de la nutrition dans le monde, des centaines de millions d'êtres humains souffrent encore de faim et de malnutrition. Seule une croissance économique viable et une distribution plus équitable de ses retombées permettra de leur assurer à long terme l'accès aux vivres.

Le marasme persistant de l'économie mondiale, qui déprime partout la demande, et les politiques de commerce et de coopération internationale sont restés au centre des préoccupations en 1986. Le retour à une croissance économique vigoureuse est compromis dans un grand nombre de pays en développement par des facteurs sur lesquels ces pays n'ont guère de prise. La chute de leurs recettes d'exportation a été accentuée par la résurgence du protectionnisme dans le monde industrialisé, à un moment où beaucoup d'entre eux cherchaient à tout prix à produire des excédents commerciaux pour assurer le service de leur dette. Dans ces conditions, ils n'avaient d'autre choix que de réduire les importations et les investissements et même la consommation, perpétuant ainsi une situation de régression économique et sociale. Les mesures d'ajustement que plusieurs pays d'Amérique latine et des Caraïbes ont été contraints de prendre ont aggravé la récession; les problèmes économiques et financiers inextricables où se débattent beaucoup de pays de cette région les ont incités à demander à la FAO d'entreprendre une grande étude sur les obstacles qui entravent le développement agricole et rural et les mesures possibles pour les surmonter, pour combattre la pauvreté et pour améliorer la nutrition. Cette étude, qui débouchera sur un plan d'action pour résoudre les principaux problèmes du secteur alimentaire et agricole, sera présentée à la prochaine Conférence régionale de la FAO pour l'Amérique latine et les Caraïbes en octobre 1988.

Dans beaucoup de pays, les difficultés économiques actuelles sont à la fois la cause et l'effet des problèmes de l'agriculture. Le scandale si souvent dénoncé de l'existence simultanée de pénuries alimentaires dans

certains pays en développement et de pléthores dans d'autres pays, surtout développés, a persisté en 1986. Malgré la nécessité de réduire les déséquilibres budgétaires et de stabiliser les marchés mondiaux, la plupart des pays industrialisés n'ont pas trouvé de politique qui leur permette à la fois de limiter les excédents et de sauvegarder les revenus agricoles.

En dépit du ralentissement de la croissance de la production agricole en 1986, les stocks mondiaux — surtout ceux de céréales — ont démesurément gonflé, les prix agricoles sont tombés à des niveaux sans précédent depuis un demi-siècle, et la concurrence sur les marchés agricoles mondiaux s'est soldée par des conflits de plus en plus vifs entre zones commerciales, le principe fondamental de l'avantage comparatif étant de moins en moins respecté.

Le pouvoir d'achat des exportations agricoles des pays en développement a beaucoup baissé en 1985 et 1986, ce qui a pratiquement annulé les gains des deux années antérieures. Dans certains de ces pays, les bonnes récoltes se sont soldées par des excédents invendables et de graves problèmes d'entreposage et de financement; elles se sont en définitive révélées presque aussi néfastes pour les revenus des agriculteurs que les mauvaises récoltes.

Plusieurs autres pays ont continué à souffrir de pénuries alimentaires anormales et l'Afrique a été menacée par une résurgence des infestations de sauteriaux et de criquets. Bien que la communauté internationale ait généreusement répondu en 1986 aux appels lancés par la FAO, de vastes zones de l'Afrique subsaharienne restent menacées. Il faut donc rester vigilants et prêts à toute éventualité.

L'évolution de l'alimentation et de l'agriculture en 1986 inspire plusieurs réflexions. En particulier, il est indispensable d'améliorer les termes de l'échange agricole des pays en développement et d'assurer à ces pays des prix stables pour leurs exportations, le libre accès aux marchés internationaux et les moyens de diversifier leurs produits et d'en accroître la valeur ajoutée par une transformation plus poussée. La FAO ne peut que partager la déception des pays qui, après avoir consacré tant d'énergie et de ressources à l'amélioration de la production et de la productivité de leur agriculture, ont constaté que le seul fruit de leurs efforts avait été de produire des excédents invendables, coûteux à conserver et dont personne ne voulait.

La FAO est intervenue de façon décisive pour diriger les excédents céréaliers vers des zones déficitaires évitant ainsi un effondrement des prix. A cet effet, j'ai exhorté les donateurs actuels et potentiels à fournir un maximum d'aide financière pour développer les opérations triangulaires et les accords de troc.

Malgré l'amélioration récente des approvisionnements en Afrique, il faut rester vigilant et ne pas perdre de vue les problèmes alimentaires immédiats de cette région. Il est généralement reconnu qu'un progrès économique et social viable en Afrique passe nécessairement par une

approche intégrée des problèmes agricoles et alimentaires. Dans l'étude *L'agriculture africaine: les 25 prochaines années*, j'ai formulé plusieurs propositions concrètes dans ce sens, et la FAO se tient prête à aider les pays d'Afrique à affronter la tâche énorme de traduire ces propositions en programmes et ces programmes en actions spécifiques et efficaces.

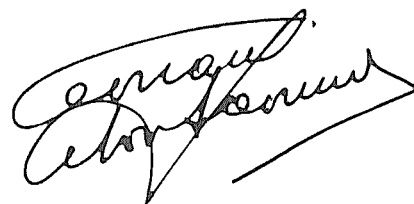
Je compte bien qu'au cours des prochaines négociations commerciales multilatérales les parties contractantes au GATT jetteront les bases d'un cadre plus rationnel pour le commerce agricole. Un autre problème fondamental, le financement du développement agricole, fait l'objet d'un chapitre spécial du présent rapport.

Il est essentiel que les pays mobilisent un maximum de ressources intérieures et extérieures à investir. Les engagements extérieurs en faveur de l'agriculture stagnent depuis le début des années 80, et les engagements à des conditions de faveur tendent même à diminuer. Les perspectives à court terme ne sont pas brillantes: l'aide publique au développement ne devrait augmenter que d'à peine 2 pour cent par an en valeur réelle d'ici la fin de la décennie.

Au risque de me répéter, je soulignerai une fois de plus que le secteur agricole a besoin de davantage d'aide extérieure. Comme cette assistance est de toute façon limitée, il faut par ailleurs trouver les moyens de l'utiliser plus efficacement compte tenu des besoins réels des agriculteurs. J'ai préconisé, plus particulièrement

dans le cas de l'Afrique, une expansion de l'aide pour les approvisionnements en intrants des pays en développement. Les pays industrialisés pourraient sans difficulté fournir en abondance des intrants tels que machines et outils agricoles, moyens de transport, pièces détachées, engrais.

En formulant mes propositions d'action, je ne perds pas de vue l'ampleur du défi à relever. Les pays en développement, y compris certains des plus peuplés, nous offrent des exemples récents de réformes viables des politiques et de mesures propres à combattre la faim et la malnutrition. Un préalable essentiel à l'adoption de politiques viables est une bonne connaissance des réalités et des problèmes actuels du secteur alimentaire et agricole. J'espère que le présent rapport contribuera à cette connaissance.



Edouard Saouma
Directeur général

Table des matières

Avant-propos	v
Abréviations	xiv
Note explicative	xv
Introduction	1

Chapitre 1 **SITUATION MONDIALE**

ÉCONOMIE, FINANCES ET COMMERCE INTERNATIONAL	7
---	----------

Vue d'ensemble	7
Evolution de la production	7
Evolution du commerce international	9
Inflation et taux d'intérêt	10

SITUATION ET PERSPECTIVES DE L'ALIMENTATION ET DE L'AGRICULTURE	12
--	-----------

Production alimentaire et agricole	12
Céréales	16
Engrais - Prix et consommation	16

PÊCHES	18
---------------	-----------

Production de poisson	18
Commerce international du poisson et des produits de la pêche	18
Perspectives pour 1986	20
Principaux problèmes	21

FORÊTS	21
---------------	-----------

Production et commerce des produits forestiers en 1985	21
---	----

Evolution des prix des produits forestiers entre 1970 et 1985	23
--	----

Le Plan d'action forestier tropical	24
-------------------------------------	----

QUELQUES TENDANCES DE L'ALIMENTATION ET DE L'AGRICULTURE AU DÉBUT DES ANNÉES 80	25
--	-----------

Disponibilités alimentaires	25
-----------------------------	----

Productivité de la terre et du travail	27
---	----

Consommation d'intrants dans les années 70 et au début des années 80	28
--	----

Exportations et revenus agricoles	28
-----------------------------------	----

COMMERCE AGRICOLE	29
--------------------------	-----------

Vue d'ensemble	29
----------------	----

Termes de l'échange	34
---------------------	----

AIDE EXTÉRIEURE	37
------------------------	-----------

Apports de ressources à l'agriculture	37
--	----

Aide alimentaire	37
------------------	----

ANNEXE - Événements économiques, financiers et institutionnels récents intéressant l'agriculture	40
---	----

Chapitre 2
SITUATION RÉGION PAR RÉGION

AFRIQUE 45

 Engagement politique en faveur de
 l'alimentation et de l'agriculture 45

 Les raisons du retard de la
 croissance agricole 48

Réformes récentes 49

 Situation alimentaire et agricole en
 1986 et depuis le début des
 années 80 52

AMÉRIQUE LATINE 54

 Evolution récente de l'alimentation
 et de l'agriculture 54

 Caractéristiques des politiques
 agricoles 56

 Les politiques d'ajustement et le
 secteur agricole dans les années 80 56

EXTRÊME-ORIENT 59

 Evolution récente de l'alimentation
 et de l'agriculture 59

Problèmes d'actualité 59

PROCHE-ORIENT 63

 Evolution récente de l'économie et
 de l'agriculture 63

Problèmes d'actualité 66

**PAYS DÉVELOPPÉS À ÉCONOMIE
 DE MARCHÉ 67**

Etats-Unis 67

 Communauté économique
 européenne (CEE) 69

Canada, Océanie et Japon 69

PAYS À ÉCONOMIE PLANIFIÉE 72

 Europe orientale et URSS: évolution
 générale de l'économie en 1985 72

Evolution récente de l'agriculture 72

Politique agricole de la Hongrie 75

 ANNEXE - Liste des pays utilisés
 dans les tableaux du chapitre 2 78

Chapitre 3
LE FINANCEMENT DU DÉVELOPPEMENT
AGRICOLE

APERÇU MACRO-ÉCONOMIQUE 82

Ajustement externe 82

Ajustement interne 86

COMPOURTEMENT DU SECTEUR
AGRICOLE 88

Croissance de la valeur ajoutée
agricole 88

L'agriculture et le déficit courant 88

Investissement agricole et rapport
épargne/investissement 89

BUDGET DE L'ÉTAT 92

Vue d'ensemble 92

Dépenses agricoles du secteur
public 93

Sources extérieures de financement
de l'agriculture 96

Recettes de l'Etat et fiscalité
agricole 107

Conclusions et orientations futures
des politiques 111

LE SECTEUR PRIVÉ 115

Vue d'ensemble 115

Marchés financiers ruraux 116

Développement des institutions
selon les régions 117

Le rôle du crédit dans le
développement agricole et
l'évolution des marchés financiers
ruraux 118

Viabilité des institutions bancaires
rurales 120

Liens entre les marchés financiers
officiels et non officiels 122

Investissements étrangers directs
dans les pays en développement 124

Investissements étrangers directs
dans l'agriculture 126

Sociétés transnationales: évolution
et caractéristiques 127

ORIENTATIONS FUTURES DE LA
RECHERCHE 128

ANNEXE - Programmes d'épargne
rurale dans certains pays en
développement, 1985-1986 130

TABLEAUX

SITUATION MONDIALE

1.1	Variation annuelle de certains indicateurs économiques et financiers, 1980-1986	8
1.2	Indices trimestriels des prix des exportations, 1984-1986	9
1.3	Production alimentaire et non alimentaire, 1984-1986	13
1.4	Production agricole, par produit, 1985-1986	14
1.5	Variation de la production vivrière par habitant, 1985-1986	15
1.6	Consommation d'engrais, par grands éléments fertilisants, 1982-1985	16
1.7	Captures de poissons, crustacés et mollusques (tous organismes aquatiques à l'exception des baleines et des algues) par région, 1983-1985	19
1.8	Indice FAO du volume, de la valeur et de la valeur unitaire des exportations de poisson et produits halieutiques, 1983-1985	19
1.9	Principales productions forestières, pays en développement et pays développés, 1983-1985	22
1.10	Volume des exportations des principaux produits forestiers, pays en développement et pays développés, 1983-1985	23
1.11	Evolution des disponibilités énergétiques alimentaires (DEA) par habitant et de différents facteurs dans 102 pays en développement entre 1980 et 1984	26
1.12	Taux annuels de variation de la productivité de la terre et du travail, par région, 1971-1980 et 1980-1984	27
1.13	Taux annuels de variation de l'emploi de certains intrants agricoles, par région, 1971-1980 et 1980-1983	28
1.14	Valeur des exportations mondiales de produits agricoles (végétaux et animaux), halieutiques et forestiers, à prix courants, 1983-1985	29

1.15	Indices FAO du volume, de la valeur et de la valeur unitaire des exportations mondiales de produits végétaux et animaux, par grands groupes de produits, 1983-1985	30
1.16	Valeur des échanges mondiaux de produits agricoles (végétaux et animaux) aux prix courants, par région, 1983-1985	31
1.17	Termes de l'échange des exportations agricoles par rapport aux articles manufacturés et au pétrole brut, 1981-1985	32
1.18	Engagements d'aide extérieure à l'agriculture au sens large, 1983-1985	38

SITUATION RÉGION PAR RÉGION

2.1	Afrique: taux de croissance	46
2.2	Amérique latine: taux de croissance	55
2.3	Extrême-Orient: taux de croissance	60
2.4	Proche-Orient: taux de croissance	64
2.5	Pays développés à économie de marché: taux annuels de variation de la production agricole et alimentaire	68
2.6	Europe orientale et URSS: variations annuelles de certains indicateurs économiques, 1981-1985	73
2.7	Europe orientale et URSS: variations annuelles de la production agricole et alimentaire, 1983-1986	74

LE FINANCEMENT DU DÉVELOPPEMENT AGRICOLE

3.1	Commerce de marchandises, par région, 1974-1984	85
3.2	Paielements effectués au titre du service de la dette en pourcentage des exportations de biens et services, par région, 1975 et 1980-1984	86
3.3	Réserves de devises en pourcentage des importations de biens et services, par région, 1975 et 1980-1984	86
3.4	Taux annuel de croissance du PIB, du PIB agricole et de la population, par région, 1974-1984	89

3.5	Variation des exportations et importations de marchandises agricoles, par région, 1974-1984	89	3.20	Financement du déficit budgétaire dans certains pays, 1983	116
3.6	Dépenses agricoles des administrations centrales, par région, 1974-1983	94	3.21	Recouvrement des prêts agricoles en Asie	123
3.7	Croissance des dépenses agricoles réelles et de la population agricole active, par région, 1974-1983	94	3.22	Coûts des opérations de crédit au niveau des exploitations dans certains pays, selon l'importance des prêts	124
3.8	Instabilité des dépenses agricoles réelles, par région, 1974-1983	96	3.23	Ecart entre les taux d'intérêt sur les dépôts et le taux d'inflation dans certains pays en développement, 1976-1984	125
3.9	Evolution des engagements d'aide publique à l'agriculture (y compris dons d'assistance technique), 1974-1984	97	3.24	Investissements étrangers directs dans les pays en développement, 1974-1984	126
3.10	Répartition des engagements d'aide publique à l'agriculture, par affectation, au milieu des années 70 et au début des années 80	99			
3.11	Part des différentes régions dans la population agricole et dans les engagements d'aide publique à l'agriculture, et montant de ces engagements rapportés à la population agricole, 1974-1976 et 1982-1984	100			
3.12	Valeur annuelle moyenne et part des engagements extérieurs privés au profit de l'agriculture, par région et type de créanciers, 1974-1984	100			
3.13	Estimation de l'aide alimentaire bilatérale et multilatérale, à prix courants, 1974-1984	102			
3.14	Décaissements annuels moyens de prêts extérieurs destinés à l'agriculture, par région, 1980-1984	102			
3.15	Décaissements nets de prêts à l'agriculture, par bénéficiaires, 1980-1984	103			
3.16	Décaissements annuels moyens de prêts extérieurs destinés à l'ensemble des secteurs, par région, 1980-1984	105			
3.17	Aide alimentaire en céréales, par région, moyenne 1980-1984	105			
3.18	Grands bénéficiaires de l'aide alimentaire en céréales, moyenne annuelle 1980-1984	107			
3.19	Taxes sur les exportations agricoles et dépenses agricoles, 1975-1977 et 1981-1983	108			

TABLEAUX ANNEXES

A.1	Volume de la production des principaux produits agricoles, halieutiques et forestiers	137
A.2	Indices de la production alimentaire	145
A.3	Indices de la production agricole	147
A.4	Volume des exportations des principaux produits agricoles, halieutiques et forestiers	149
A.5	Valeurs unitaires moyennes des exportations mondiales de certains produits agricoles, halieutiques et forestiers	157
A.6	Volume des importations des principaux produits agricoles, halieutiques et forestiers	158
A.7	Indices de la valeur des exportations de produits agricoles, halieutiques et forestiers	166
A.8	Indices du volume des exportations de produits agricoles, halieutiques et forestiers	168
A.9	Indices de la valeur des importations de produits agricoles, halieutiques et forestiers	170
A.10	Indices du volume des importations de produits agricoles, halieutiques et forestiers	172
A.11	Importance de l'agriculture dans l'économie	174
A.12a	Les ressources et leur emploi dans l'agriculture	176
A.12b	Les ressources et leur emploi dans l'agriculture	178
A.13	Mesures de la production et de la productivité de l'agriculture	180
A.14	Stocks de report de quelques produits agricoles	182
A.15	Variations annuelles des prix à la consommation: tous articles et produits alimentaires	183
A.16	Disponibilités énergétiques d'origine alimentaire par habitant dans certains pays développés et en développement	185

A.17	Part destinée à l'agriculture (au sens large) dans les engagements d'aide publique à tous les secteurs, par sources multilatérales et bilatérales, 1978-1985	187
A.18	Ventilation des engagements d'aide publique multilatérale et bilatérale à l'agriculture (au sens large), 1978-1985	188
A.19	Pays du CAD: engagements bilatéraux d'aide publique au développement (APD) et part destinée à l'agriculture (au sens large)	189
A.20	Ventilation des engagements d'aide publique à l'agriculture (non compris les dons d'assistance technique) par affectation, 1978-1985	190
A.21	Répartition par régions et groupes économiques des engagements d'aide publique à l'agriculture au sens large (non compris les dons d'assistance technique), toutes sources confondues, 1978-1985	191

FIGURES

1.1	Prix des engrais à l'exportation, 1980-1986	17
1.2	Cours internationaux de certains produits agricoles, 1981-1986	34
1.3	Expéditions d'aide alimentaire en céréales, de 1974/75 à 1986/87	37
3.1	Ajustement externe et interne par région, 1974-1984	84
3.2	Part de l'agriculture et des exportations et importations agricoles dans le PIB total, par région, 1974-1984	90
3.3	Dépenses et recettes de l'administration centrale en pourcentage du PIB, toutes régions, 1974-1983	93
3.4	Crédit intérieur au secteur privé et à l'Etat, par région, 1974-1984	117

ENCADRÉS

1.1	L'accident de Tchernobyl	11
1.2	Accord international sur les bois tropicaux	33
1.3	L'agriculture au GATT: l'Uruguay Round	35
2.1	Etude approfondie de la FAO sur les problèmes alimentaires et agricoles de l'Afrique	51
2.2	L'offensive des criquets et sauteriaux en Afrique et au Proche-Orient	53
2.3	Etude approfondie de la FAO sur l'agriculture en Amérique latine et dans les Caraïbes	58
2.4	Croissance, équité et pauvreté en Extrême-Orient	62
2.5	Mobilité de la main-d'œuvre au Proche-Orient	65
2.6	Commerce agricole: rapports difficiles entre les Etats-Unis et la CEE et réaction des autres pays	71
2.7	L'agriculture polonaise dans les années 80	76
3.1	Echantillon de 35 pays	83
3.2	Part de l'agriculture dans les investissements	87
3.3	Le problème des dépenses de fonctionnement	98
3.4	Assistance extérieure dans le secteur des pêches	110
3.5	Financement du secteur forestier	112
3.6	Taxes sur les exportations agricoles	114
3.7	Mobilisation de l'épargne rurale: Indonésie et République dominicaine	119
3.8	Solutions novatrices au Zimbabwe	120

Abréviations

AID	Agence pour le développement international	OPEP	Organisation des pays exportateurs de pétrole
AIEA	Agence internationale de l'énergie atomique	OUA	Organisation de l'unité africaine
APD	Aide publique au développement (CAD)	PAC	Politique agricole commune (CEE)
BIRD	Banque internationale pour la reconstruction et le développement	PAM	Programme alimentaire mondial
CAD	Comité d'aide au développement (OCDE)	PCT	Programme de coopération technique (FAO)
CAEM	Conseil d'assistance économique mutuelle	PIB	Produit intérieur brut
CEE	Communauté économique européenne	PMA	Pays les moins avancés
CMRADR	Conférence mondiale sur la réforme agraire et le développement rural	PNUD	Programme des Nations Unies pour le développement
CNUCED	Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement	PRAA	Programme de relèvement de l'agriculture en Afrique
CTPD	Coopération technique entre pays en développement	RAIU	Réserve alimentaire internationale d'urgence
DEA	Disponibilités énergétiques alimentaires	SFI	Société financière internationale
DTS	Droits de tirage spéciaux	SME	Système monétaire européen
FIDA	Fonds international de développement agricole		
FMI	Fonds monétaire international		
GATT	Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce		
GCRAI	Groupe consultatif pour la recherche agricole internationale		
ICOR	Coefficient marginal de capital		
IDA	Association internationale de développement		
IFPRI	Institut international de recherche sur les politiques alimentaires		
NAMBOARD	Office de commercialisation agricole (Zambie)		
NCM	Négociations commerciales multilatérales		
OCDE	Organisation de coopération et de développement économiques		
OIBT	Organisation internationale des bois tropicaux		
OIC	Organisation internationale du café		

Note explicative

Les signes conventionnels suivants sont utilisés dans les tableaux statistiques:

- Néant ou négligeable
- ... Renseignement non disponible

«1985/86» s'entend de la campagne agricole, de la campagne commerciale ou de l'exercice à cheval sur les deux années indiquées. «1984-1986» s'entend de la moyenne des trois années civiles.

Dans les tableaux statistiques, les totaux ne correspondent pas nécessairement à la somme des chiffres, certains d'entre eux ayant été arrondis. Les variations annuelles et les pourcentages de variation sont calculés à partir des chiffres non arrondis. Sauf indication contraire, on a utilisé partout le système métrique. Le dollar (\$) s'entend du dollar des Etats-Unis.

Indices de la production

La période de base est 1979-1981. Les données de production se rapportent aux produits primaires (par exemple, canne et betterave, et non sucre). On utilise comme coefficient de pondération la moyenne des prix nationaux à la production. Les indices des produits alimentaires excluent le tabac, le café, le thé, les graines oléagineuses non comestibles, les fibres d'origine animale et végétale et le caoutchouc. Ils sont calculés sur la base des données de production pour l'année civile ¹.

Indices du commerce

Pour les indices du commerce des produits agricoles, la période de base est également 1979-1981. Tous les produits et pays figurant dans l'*Annuaire FAO du commerce 1985* sont pris en compte. Les indices du total des denrées alimentaires comprennent les produits comestibles généralement classés comme «aliments».

Tous les indices représentent les modifications intervenues dans la valeur courante des exportations (f.o.b.) et des importations (c.a.f.), exprimées en dollars. Pour les pays qui évaluent leurs importations sur une base f.o.b., les chiffres sont ajustés afin de déterminer leur valeur c.a.f. approximative. Ces estimations divergent chaque fois que le fret et l'assurance n'évoluent pas dans le même sens que les prix unitaires des produits.

Les indices relatifs au volume et à la valeur unitaire indiquent les changements dans la somme des quantités, pondérée par les prix, et dans les valeurs unitaires, pondérées par le volume, des produits échangés entre les pays. Les coefficients de pondération sont, respectivement, les prix et les volumes de 1979-1981, période de base de tous les indices calculés par la FAO. La formule utilisée est celle de Laspeyres ².

Définitions «large» et «étroite» de l'agriculture

On utilise en général, pour l'aide extérieure à l'agriculture, les définitions de l'OCDE. Au sens «étroit», l'agriculture s'entend des activités suivantes:

- Evaluation des ressources naturelles
- Mise en valeur et aménagement des ressources naturelles
- Recherche
- Approvisionnement en facteurs de production
- Engrais
- Services agricoles
- Formation et vulgarisation
- Production végétale
- Elevage
- Pêches
- Agriculture (non précisé)

Au sens «large», elle englobe aussi les activités ci-après:

- Foresterie
- Production d'intrants
- Agro-industries
- Infrastructure rurale
- Développement rural
- Développement régional
- Mise en valeur des bassins hydrographiques

Pays développés et pays en développement

Par pays en développement, on entend: *i)* les pays à économie de marché d'Afrique, d'Amérique latine, du Proche-Orient ³, d'Extrême-Orient, et autres et *ii)* les pays d'Asie à économie planifiée (Chine, Kampuchea démocratique, Mongolie, République populaire démocratique de Corée et Viet Nam).

Par pays développés ⁴, on entend: *i)* les pays à économie de marché d'Amérique du Nord, d'Europe occidentale ainsi que la Yougoslavie, l'Océanie, Israël, le Japon et l'Afrique du Sud et *ii)* les pays à économie planifiée d'Europe orientale (Bulgarie, Hongrie, Pologne, République démocratique allemande, Roumanie, Tchécoslovaquie) et l'URSS ⁵.

³ Le Proche-Orient se compose des pays suivants: Egypte, Jamahiriya arabe libyenne, Soudan, Afghanistan, Bahreïn, Chypre, République islamique d'Iran, Iraq, Jordanie, Koweït, Liban, Oman, Qatar, Royaume d'Arabie saoudite, République arabe syrienne, Turquie, Emirats arabes unis, République arabe du Yémen et Yémen démocratique.

⁴ Selon la définition du FMI, les pays industriels (voir tableau 1.1) sont les suivants: Allemagne (République fédérale d'), Australie, Autriche, Belgique, Canada, Danemark, Espagne, Etats-Unis d'Amérique, Finlande, France, Irlande, Islande, Italie, Japon, Luxembourg, Norvège, Nouvelle-Zélande, Pays-Bas, Royaume-Uni, Suède et Suisse. (La Yougoslavie, la Grèce, Israël, l'Afrique du Sud, les pays à économie planifiée et quelques autres petits pays ne font pas partie de ce groupe.)

⁵ L'Albanie est exclue, faute de données.

¹ Voir *Annuaire FAO de la production 1985*, Rome, 1986.

² Voir *Annuaire FAO du commerce 1985*, Rome, 1986.

Introduction

Malgré de grandes différences d'une région à l'autre et d'un pays à l'autre, deux grandes tendances se dégagent de l'évolution de l'alimentation et de l'agriculture mondiales en 1986. D'un côté, la sécurité alimentaire a nettement progressé sur plusieurs fronts: depuis cinq ans, jamais la production alimentaire par habitant n'avait augmenté dans autant de pays, le ravitaillement est devenu moins précaire dans plusieurs pays très peuplés et s'est aussi amélioré dans certaines zones critiques, notamment en Afrique. De l'autre côté, dans certains pays industrialisés, l'accroissement des disponibilités alimentaires et agricoles est préoccupant, étant donné la pléthore de nombreux produits agricoles, le gonflement des stocks, les prix déprimés, la dégradation des revenus agricoles qui se poursuit malgré le coût croissant des programmes de soutien, et la montée du protectionnisme.

Dans cette ère de transition entre récession et reprise, l'amélioration de la production agricole a soulagé de nombreux pays pauvres et a donné à leurs économies un élan dont elles avaient bien besoin. Le premier chapitre montre que les efforts qu'ont faits ces pays pour surmonter la crise se sont heurtés à un climat économique international défavorable, caractérisé par des incohérences et des faiblesses qui sont responsables de beaucoup des problèmes qui accablent l'agriculture: i) les pays industrialisés n'ont pas véritablement réussi à relancer leurs économies ni donc à servir de locomotive au reste du monde, malgré le ralentissement de l'inflation, la baisse des taux d'intérêt et un certain rééquilibrage des taux de change; ii) la performance du commerce international a été décevante, car la baisse des cours des produits n'a pas stimulé les exportations; iii) le problème de l'endettement s'est aggravé pour de nombreux pays en développement, malgré la réduction des apports nets de capitaux, la baisse des taux d'intérêt et les efforts d'ajustement qui, par ailleurs, ont coûté cher sur le plan social.

Quant au secteur agricole, l'offre abondante de denrées alimentaires, s'il faut s'en féliciter du point de vue de la sécurité alimentaire mondiale, n'en risque pas moins d'avoir des effets pervers. La croissance de la production alimentaire s'est ralentie en 1986, mais elle reste supérieure à celle de la demande. En conséquence, la pléthore à l'échelle mondiale de beaucoup de produits agricoles a persisté, des stocks invendables, en particulier de céréales, de produits laitiers et de viande de bœuf, ont continué à s'accumuler dans plusieurs pays industrialisés et dans certains pays en développement, et les prix internationaux se sont effondrés. La concurrence féroce, les subventions des exportations et d'autres mesures d'incitation qui ont faussé les avantages comparatifs et le jeu régulateur de l'offre et de la demande ont créé des distorsions sur les marchés agricoles.

Toutefois, les pays industrialisés ont réussi en 1986 à limiter dans une certaine mesure l'offre excédentaire de produits agricoles. Si la production alimentaire par habitant a encore augmenté en 1980-1985 dans la plupart

d'entre eux (et de façon notable dans certains), ce n'était plus le cas que dans quelques-uns en 1986. En revanche, la production vivrière a progressé de façon encourageante dans un plus grand nombre de pays en développement en 1986 que précédemment. Et ces progrès ont eu lieu là où ils étaient le plus nécessaires: dans les pays très peuplés et dans les pays d'Afrique frappés les années antérieures par de graves pénuries alimentaires.

Il faut dans l'ensemble se féliciter de ces deux tendances opposées, mais toutes les régions et tous les pays sont loin d'en avoir profité dans la même mesure. La croissance généralement forte de la production alimentaire et agricole a exacerbé les difficultés sur les marchés de certains produits, du fait que plusieurs pays ont relevé leur taux d'autosuffisance au moment où d'autres commençaient à avoir des excédents exportables désormais difficiles à écouler.

En *Afrique*, la production vivrière a augmenté au total de plus de 8 pour cent en 1985 et en 1986. C'est un résultat remarquable; néanmoins, cinq pays du continent sont restés en proie à des pénuries alimentaires anormales. Par ailleurs, l'impossibilité d'écouler les excédents localisés inattendus montre bien les carences du système alimentaire africain. Comment ne pas comprendre la frustration des pays dont l'économie repose sur l'agriculture et qui ont réussi à accroître leur production, mais n'ont pu profiter de ce succès faute de débouchés.

Les infestations de sauteriaux et de criquets qui menaçaient de ravager les cultures vivrières en Afrique à la fin de 1985 et au début de 1986 ont été maîtrisées, mais des résurgences restent à craindre dans certaines zones et la lutte doit se poursuivre. Un an après la première alerte lancée par la FAO, le bilan des campagnes massives de lutte est cependant très positif.

En *Amérique latine*, la modeste reprise de 1984 et 1985 est restée sans lendemain. Malgré la décélération de l'inflation, l'activité économique a ralenti et le commerce extérieur s'est beaucoup détérioré. Aux problèmes posés par la grave crise économique s'est ajoutée une série de difficultés sectorielles: la production alimentaire et agricole a stagné et les recettes d'exportation ont souffert de la détérioration très prononcée des termes de l'échange. En outre, les difficultés de service de la dette sont redevenues d'une brûlante actualité.

En *Extrême-Orient*, l'évolution a été d'une façon générale plus favorable. Dans beaucoup de pays d'Asie, 1986 a été une bonne année pour l'agriculture et, dans plusieurs des plus peuplés d'entre eux, la croissance est restée soutenue. Paradoxalement, les succès de l'effort de relance de l'agriculture ont entraîné dans certains pays des difficultés croissantes de commercialisation et d'ajustement de l'offre à la demande.

Au *Proche-Orient*, beaucoup des grands problèmes du secteur agricole en 1986 étaient liés à la chute des recettes pétrolières et à la contraction qui en est résultée de l'activité économique et de l'emploi. Tant dans les pays exportateurs de pétrole que dans les autres, le secteur alimentaire et agricole a souffert d'une réduction

des investissements et des subventions à la production et à la consommation, ainsi que de migrations massives de main-d'œuvre.

C'est dans le domaine du commerce agricole que la situation a été la plus inquiétante. La pléthore de nombreux produits et le marasme de la demande d'importation des pays industrialisés, des pays exportateurs de pétrole et des pays accablés par leur dette extérieure se sont conjugués pour faire stagner le volume des exportations agricoles et tomber leur valeur. L'effondrement des cours des produits agricoles et la forte détérioration des termes de l'échange de l'agriculture ont porté un rude coup aux recettes d'exportation de beaucoup de pays en développement. Dans l'ensemble, la balance commerciale agricole des pays en développement s'est améliorée, mais pour nombre d'entre eux cela tient à la contraction de leurs importations alimentaires, car, faute d'argent, ils n'ont pas pu profiter de la faiblesse des cours internationaux.

Les résultats des secteurs de la pêche et des forêts en 1986 ne sont pas encore entièrement connus, mais on sait que leur production a beaucoup augmenté en 1985. La production de poisson a augmenté pour la huitième année de suite, grâce surtout à l'accroissement des captures au large de l'Amérique du Sud. Mais ces captures sont essentiellement destinées à la production de farine de poisson, et ont donc moins d'importance pour l'alimentation de l'homme que leur volume ne pourrait le laisser entendre. La stagnation de la production de poisson en Afrique, malgré la richesse des ressources au large de l'Afrique occidentale notamment, reste une source de préoccupation. Le volume des échanges mondiaux de poisson a augmenté en 1985 deux fois plus vite que la production. C'est d'ailleurs la seule touche de lumière dans le tableau généralement sombre des échanges de produits alimentaires et agricoles.

La production forestière a augmenté en 1985 pour la troisième année de suite et a atteint des niveaux records pour tous les produits. Les échanges de produits forestiers, qui avaient beaucoup progressé depuis 15 ans, ont stagné en 1985 et ceux des pays en développement se sont même contractés. L'Accord international sur les bois tropicaux adopté au milieu de 1986 et le Plan d'action forestier tropical de la FAO qui a été appuyé par le neuvième Congrès forestier mondial ainsi que par le Comité FAO des forêts et la Conférence internationale sur l'arbre et la forêt pourront avoir une importance considérable pour le secteur forestier.

Ce rapport passe en revue certaines tendances du secteur alimentaire et agricole au début des années 80. Du fait des graves difficultés économiques de cette période, la nutrition s'est détériorée dans près de la moitié des quelque 100 pays étudiés, et dans un tiers la ration calorique s'est à peine améliorée. En plus, c'est dans les pays où elle était déjà le plus insuffisante que la ration calorique a le plus diminué. Les reculs sont particulièrement importants en Afrique et en Amérique

latine, tandis que dans certains pays du Proche-Orient, la consommation calorique ne s'est accrue qu'au prix d'une augmentation des importations de vivres. Par contre, l'amélioration des disponibilités alimentaires dans certains pays d'Asie, qui regroupent une bonne partie de la population totale des pays en développement, peut être considérée comme un grand succès.

La crise du début des années 80 a eu sur la productivité et sur l'utilisation des intrants dans l'agriculture des effets divers selon les régions. Le présent rapport indique que la productivité de la terre et du travail ont nettement diminué en Afrique et en Amérique latine, mais augmenté en Asie et au Proche-Orient. La récession a, dans bien des cas, beaucoup limité l'utilisation d'engrais et de tracteurs ainsi que les progrès de l'irrigation. Le clivage entre les pays dont l'agriculture est essentiellement axée sur l'exportation et ceux où elle approvisionne surtout le marché intérieur s'est encore accentué pendant la première moitié des années 80.

Le deuxième chapitre décrit la performance de l'agriculture dans les différentes régions, y compris les régions développées, dans le contexte de la crise économique des années 80.

En dehors de la normalisation des conditions météorologiques en 1985 et 1986, on observe en Afrique une modification des politiques, qui font désormais plus de place à l'agriculture en tant que moteur de la relance économique. En Amérique latine, c'est surtout sur ce secteur qu'a reposé la politique d'ajustement rendue nécessaire par la crise économique, et particulièrement l'effort de promotion des exportations et de réduction des importations.

Les revenus agricoles restent faibles en Asie; certains pays de la région, notamment la Chine et l'Inde, où l'agriculture a été très dynamique ces dernières années, ont maintenant des problèmes d'ajustement de l'offre à la demande. Etant donné les dimensions de la Chine, le rôle qu'elle peut jouer dans l'économie agricole par son marché intérieur et par ses exportations a de l'importance non seulement pour l'Asie mais pour l'ensemble du monde.

Au Proche-Orient, l'agriculture a joué un rôle variable selon les pays. Toutefois, elle a dû s'ajuster à la contraction des recettes pétrolières tant dans les pays importateurs de pétrole que dans les pays exportateurs. Dans certains pays, les fortes subventions des produits agricoles à la production et à la consommation ont dû être réduites par souci d'austérité budgétaire; d'autres pays ont souffert de la réduction des envois des émigrés et ont par ailleurs dû réinsérer ceux qui rentraient au pays.

L'ajustement agricole a été un problème d'actualité dans les pays développés à économie de marché, où toutefois on s'est surtout soucié de relever les revenus agricoles tout en comprimant l'ampleur et le coût du soutien de l'agriculture. Les petits pays exportateurs de ce groupe ont eu du mal à conserver leurs parts de marché face à une concurrence féroce, et leur agriculture en a souffert.

L'agriculture des pays d'Europe orientale et de l'URSS a dans une certaine mesure réussi à s'adapter au climat économique très dur des années 80. Certains pays ont dû s'accommoder du renchérissement de l'énergie et des intrants, de la réduction des subventions de l'Etat et de la contraction des importations d'intrants et autres. Dans l'ensemble, ils y ont réussi, et la croissance de la production s'est accélérée.

Cette année, le chapitre spécial de *La situation mondiale de l'alimentation et de l'agriculture* est consacré au financement de l'agriculture dans les pays en développement: sources, utilisations, problèmes. Des problèmes récents communs à de nombreux pays en développement — ajustements rendus nécessaires par les difficultés de balance des paiements, aggravation de la situation de l'endettement, énormes déficits budgétaires — ont amené à réexaminer le rôle de l'agriculture à la fois en tant que source et que destinataire de ressources financières, en cette période d'ajustements extérieurs et intérieurs. C'est dans cette optique que sont examinés les apports de fonds de sources publiques et privées et leur utilisation pour le développement en général et pour l'agriculture.

Dans beaucoup de pays en développement, le financement de l'agriculture est sévèrement limité par les difficultés budgétaires, par la stagnation des flux d'assistance extérieure, par le souci de ne pas accroître la dette en contractant de nouveaux emprunts à l'étranger (à supposer que ces emprunts soient possibles) et de ne pas augmenter les dépenses budgétaires. Deux options seulement restent possibles pour accroître les apports de ressources en faveur du développement agricole.

La première consiste à promouvoir les investissements étrangers directs. Cela est particulièrement difficile dans les pays pauvres où l'agriculture, en raison de sa structure, a peu de chances d'attirer des capitaux étrangers. En outre, ces investissements ont été relativement faibles dans le passé, sauf dans un petit nombre de pays, et même si, s'agissant de participation, ils ne sont pas strictement considérés comme faisant partie de la dette, ils se soldent pour le pays qui en bénéficie par certains coûts et obligations dont il faut bien tenir compte.

La deuxième approche consiste à renforcer les marchés financiers ruraux pour leur permettre de stimuler et de mobiliser l'épargne intérieure et de jouer plus efficacement le rôle d'intermédiaire entre épargnants et emprunteurs. La capacité d'épargne des ruraux à bas revenus est faible, mais leur propension à l'épargne est étonnamment forte. Si les incitations financières sont suffisantes, l'épargne rurale peut atteindre dans la plupart des pays en développement un niveau considérable en raison du très grand nombre de ruraux. Les politiques appliquées dans le passé — institutions financières paraétatiques et programmes de crédit subventionné — ont freiné le développement des marchés financiers ruraux. Cependant, les réformes ne seront pas toujours faciles à appliquer si on tolère une trop grande distorsion des taux d'intérêt. La voie de l'ajustement risque d'être difficile.

Ce bref examen des sources et des utilisations des fonds destinés à l'agriculture dans une ère d'ajustements macro-économiques montre qu'il faut approfondir les recherches. Les concepts sont souvent incohérents et l'on manque de données fiables. On ne saurait trop souligner qu'il importe d'améliorer la collecte et l'analyse des données sur les dépenses publiques ainsi que sur l'épargne et l'investissement privés en milieu rural. L'information fait particulièrement défaut en ce qui concerne les éléments des dépenses publiques dans le secteur agricole (budget de l'Etat, offices agricoles, organismes quasi étatiques). Le potentiel d'épargne rurale, les montants épargnés et les formes prises par cette épargne doivent être évalués de façon approfondie. Le montant et la nature des investissements privés dans l'agriculture doivent être chiffrés plus précisément. Enfin, il faudrait analyser plus à fond la taxation explicite du secteur agricole.

CHAPITRE 1

SITUATION MONDIALE

ÉCONOMIE, FINANCES ET COMMERCE INTERNATIONAL

Vue d'ensemble

L'évolution de l'économie et du commerce international en 1985 et au premier semestre de 1986 a été marquée à la fois par des progrès et par des incertitudes. Plusieurs facteurs, en principe favorables à la croissance économique et à l'expansion des échanges, se sont renforcés: l'inflation a ralenti dans la plupart des pays, grâce surtout à la chute des prix du pétrole et d'autres produits de base; les taux d'intérêt sont tombés, en valeur nominale, à leur plus bas niveau depuis le début des années 80; enfin, le dollar a perdu beaucoup de sa valeur, même si son repli s'est effectué en relativement bon ordre. Malgré ces facteurs, les estimations montrent que le ralentissement de la croissance en 1985 et au premier semestre de 1986 a été plus marqué que prévu dans les pays industriels et notamment aux États-Unis. En outre, les échanges ont stagné, les pressions protectionnistes se sont intensifiées et beaucoup de pays en développement, déjà accablés par leur dette extérieure qui les a contraints à des mesures d'austérité, ont vu continuer à baisser les prix de leurs exportations de produits de base.

Les pays importateurs de capitaux ont beaucoup réduit leurs importations, et leur solde commercial s'est amélioré: d'un déficit de 67,2 milliards de dollars en 1981, ils sont passés à un excédent de 10 milliards en 1985. Toutefois, pour 1986, on s'attend de nouveau à un déficit — de 6,6 milliards de dollars. La dette extérieure — bien que restructurée — est restée l'un des principaux obstacles à la reprise de la croissance de nombreux pays en développement. Le ratio du service de la dette des pays importateurs de capitaux a augmenté pour atteindre 24 pour cent en 1985 — soit un peu plus que le pourcentage jusque-là record de 1982 — et, selon les prévisions, 25,5 pour cent en 1986 (tableau 1.1).

On s'attend à moyen terme à une reprise de l'activité économique et à une croissance en général mieux équilibrée, mais ces perspectives demeurent incertaines. En effet, tout dépendra en grande partie de facteurs dont l'évolution est difficile à prévoir (taux de change, taux d'intérêt, prix du pétrole et d'autres produits de base) ainsi que de la capacité des pays en développement de profiter de la reprise des pays industrialisés. On ne sait pas non plus si les créanciers, privés et publics, accroîtront leurs prêts aux pays très endettés pour leur permettre de résorber leur dette et de relancer leur économie, ni si les gouvernements des grands pays importateurs résisteront aux pressions protectionnistes.

L'effet sur l'agriculture d'une reprise économique ne saurait être sous-estimé. Comme on a pu le constater

ces dernières années, l'environnement économique peut avoir autant d'influence sur la production, le commerce et la consommation des produits alimentaires et agricoles que les politiques et facteurs purement sectoriels.

Les progrès de la coopération économique internationale ont été inégaux. Il subsiste certains points importants de désaccord entre pays industriels sur des questions telles que les taux de change et d'intérêt ou les moyens de remédier au déséquilibre des balances courantes des différents pays. En ce qui concerne le commerce international, l'un des principaux événements a été la décision de lancer une huitième série de négociations commerciales multilatérales (l'Uruguay Round) (voir encadré 1.3).

Evolution de la production

Selon le FMI (Fonds monétaire international), la production de biens et de services n'a augmenté que de 3,1 pour cent en 1985, alors qu'elle s'était accrue de 4,4 pour cent en 1984. Le ralentissement a été particulièrement sensible dans les *pays industriels* (3 pour cent en 1985, contre 4,8 pour cent l'année précédente). Il tient à l'essoufflement de l'économie aux États-Unis et, dans une moindre mesure, au Japon et en Europe.

Au premier semestre de 1986, l'activité économique s'est nettement ralentie dans les pays industriels à cause, notamment, d'un certain plafonnement des stocks aux États-Unis, d'une baisse des exportations nettes de ce pays et des effets négatifs des réévaluations au Japon et en République fédérale d'Allemagne. Malgré certains signes de reprise de la demande intérieure et de l'activité économique vers la fin de l'année, il est peu probable que l'augmentation du PIB réel du groupe des pays industriels soit aussi forte en 1986 qu'en 1985.

On s'attend à ce que l'activité économique s'améliore légèrement en 1987 dans les pays industriels grâce aux efforts d'assainissement budgétaire, au ralentissement de l'inflation, à la baisse des taux d'intérêt et à l'amélioration des termes de l'échange. Ces facteurs devraient plus que compenser les effets de la compression des dépenses publiques et de la réduction des débouchés dans les pays en développement.

La production des *pays en développement* n'a augmenté en moyenne que de 3,2 pour cent en 1985, contre un peu plus de 4 pour cent l'année précédente. L'Amérique latine est la seule région du tiers monde où l'expansion s'est nettement accélérée en valeur réelle. Certains grands pays en développement (Inde et Brésil) ont connu une forte croissance, mais les résultats ont été décevants dans la plupart des autres pays. Par habitant, le PIB réel n'a pas du tout augmenté dans presque 60 pour cent des pays en développement — et dans la grande majorité des pays d'Amérique latine et d'Afrique. Les pays exportateurs de pétrole ont été les

TABLEAU 1.1 Variation annuelle de certains indicateurs économiques et financiers, 1980-1986
(en pourcentage)

	1980	1981	1982	1983	1984	1985	1986 ¹
PRODUCTION							
Pays industriels	1,2	1,4	- 0,4	2,6	4,8	3,0	2,7
Pays en développement	3,5	2,2	1,6	1,4	4,1	3,2	2,7
<i>Afrique</i>	3,7	1,8	0,8	- 1,7	1,7	2,0	1,4
<i>Asie</i>	5,4	5,5	5,0	7,6	7,9	6,0	4,6
<i>Proche-Orient</i>	- 2,2	- 1,8	- 0,1	0,1	0,9	- 1,2	-
<i>Amérique latine</i>	5,3	0,9	- 1,0	- 3,1	3,2	3,7	2,7
PRIX À LA CONSOMMATION							
Pays industriels	11,8	9,9	7,3	4,9	4,7	4,0	2,2
Pays en développement	27,1	26,1	24,4	33,0	37,9	39,6	28,4
<i>Afrique</i>	16,4	22,0	11,4	19,3	20,0	13,1	12,6
<i>Asie</i>	13,1	10,6	6,3	6,6	7,2	7,4	5,8
<i>Proche-Orient</i>	16,8	15,2	12,7	12,3	14,7	11,7	11,2
<i>Amérique latine</i>	54,2	59,0	66,4	102,7	123,4	145,7	86,5
VOLUME DES EXPORTATIONS							
Pays industriels	4,0	3,6	- 2,1	2,7	9,6	4,3	3,0
Pays en développement	- 4,1	- 5,9	- 8,2	3,1	6,7	0,7	5,8
<i>Afrique</i>	- 0,6	- 15,8	- 7,5	3,1	4,8	3,7	5,0
<i>Asie</i>	9,0	8,2	0,8	10,8	13,8	3,8	6,9
<i>Proche-Orient</i>	- 15,2	- 17,6	- 19,7	- 9,2	- 5,4	- 5,4	12,8
<i>Amérique latine</i>	1,2	6,1	- 2,5	8,5	8,6	- 1,7	- 0,1
VOLUME DES IMPORTATIONS							
Pays industriels	- 1,7	- 2,2	0,6	4,6	12,5	4,8	7,5
Pays en développement	8,5	6,7	- 4,1	- 2,7	1,7	- 1,1	- 3,7
<i>Afrique</i>	8,7	10,9	- 8,3	- 10,3	0,2	- 7,0	- 9,8
<i>Asie</i>	10,2	3,4	- 0,3	8,1	5,5	5,6	1,7
<i>Proche-Orient</i>	9,4	16,0	5,9	- 2,9	- 7,0	- 14,0	- 18,7
<i>Amérique latine</i>	9,8	2,5	- 17,7	- 22,3	3,0	- 0,6	-
TERMES DE L'ÉCHANGE							
Pays industriels	- 7,2	- 2,0	1,9	1,5	0,5	0,9	8,0
Pays en développement	16,8	3,0	- 0,9	- 3,8	1,4	- 2,2	- 16,3
<i>Afrique</i>	15,5	2,4	- 3,2	- 2,7	2,8	- 1,2	- 24,2
<i>Asie</i>	- 1,7	- 4,4	- 0,7	- 0,5	1,3	- 1,8	- 3,9
<i>Proche-Orient</i>	41,3	13,3	2,2	- 8,8	0,1	- 3,6	- 44,0
<i>Amérique latine</i>	7,1	- 4,3	- 5,4	- 3,0	3,5	- 2,6	- 12,4
COEFFICIENT DU SERVICE DE LA DETTE²							
Pays importateurs de capitaux	17,3	20,7	24,7	22,3	23,9	24,0	25,5
<i>Afrique</i>	13,8	15,4	20,6	23,0	25,8	28,4	33,5
<i>Asie</i>	8,2	9,6	11,3	10,9	11,9	12,7	13,1
<i>Pays du Proche-Orient non producteurs de pétrole</i>	17,3	21,1	26,4	26,5	28,9	31,7	34,6
<i>Amérique latine</i>	33,7	41,2	50,6	41,9	41,1	40,3	46,0

Source: FMI, *Perspectives de l'économie mondiale*, octobre 1986.

¹ Chiffres provisoires. - ² Paiements (intérêts, amortissement financier, ou les deux), en pourcentage des exportations de biens et services.

TABLEAU 1.2 Indices trimestriels des prix des exportations, 1984-1986
(1980 = 100)

	1984		1985				1986	
	III	IV	I	II	III	IV	I	II
Produits alimentaires ¹	72	68	65	65	66	71	78	77
Produits agricoles non alimentaires	89	86	80	80	76	75	76	75
Minéraux	95	95	94	94	94	93	83	47
Pétrole brut	93	93	91	91	91	91	80	42
Articles manufacturés ²	83	83	81	84	88	93	99	104

Source: Nations Unies, *Bulletin mensuel de statistique*, novembre 1986.

¹ Y compris le café. - ² Indice de la valeur unitaire des exportations des pays développés à économie de marché.

plus touchés; leur production stagne depuis le début des années 80. Par ailleurs, le coup de fouet à la croissance économique que l'on attendait de la baisse des prix de l'or noir ne s'est pas encore manifesté dans les pays importateurs de pétrole ¹.

Selon les estimations, la croissance économique des pays en développement est tombée à 2,7 pour cent en 1986 à cause de la détérioration des termes de l'échange en 1985. Par habitant, le PIB réel de ce groupe de pays n'a pratiquement pas augmenté de 1981 à 1986 et, vu le bas prix du pétrole et des autres produits primaires, on ne s'attend à aucune amélioration pour 1987.

Les résultats varient selon les régions. On s'attend à ce que la production de l'Afrique n'augmente que de 1,4 pour cent, soit nettement moins que la population; entre 1980 et 1986, son PIB par habitant a diminué de plus de 11 pour cent en valeur réelle. La croissance économique de l'Extrême-Orient est estimée à 4,6 pour cent pour 1986; c'est le plus mauvais résultat depuis le début des années 80. En Amérique latine, l'activité économique, qui avait légèrement repris les deux années précédentes, a également ralenti.

La production des pays exportateurs de pétrole, durement touchés par la baisse des prix de l'or noir, a probablement continué à diminuer en 1986 et ne devrait guère augmenter en 1987. On s'attend donc à un nouveau ralentissement de leurs importations alimentaires qui, en volume, ont progressé de moins de 4 pour cent par an durant la période 1980-1984 (contre 16 pour cent par an dans les années 70).

¹ La part du pétrole dans les importations des pays en développement pour lesquels on dispose de données a été en moyenne de 15-20 pour cent durant la période 1982-1984. Elle a augmenté de 30 pour cent à la suite du quasi-doublement des prix du pétrole entre 1979 et 1981. Au milieu de 1986, le pétrole étant moitié moins cher, elle pourrait diminuer de 30 pour cent, toutes choses égales par ailleurs.

Evolution du commerce international

En volume, les exportations des pays industriels n'ont augmenté que de 4 pour cent environ en 1985, contre près de 10 pour cent en 1984. Pour les pays en développement, l'effondrement est encore plus spectaculaire: de 7 pour cent à pratiquement zéro. Ce ralentissement s'explique par la situation du marché et notamment par l'offre exceptionnellement abondante de produits primaires. Les prix des produits agricoles ont été plus touchés que ceux des articles manufacturés, ce qui a contribué à la dégradation de plus de 2 pour cent des termes de l'échange des pays en développement (tableau 1.2).

Selon des estimations préliminaires, la croissance du volume des échanges mondiaux a encore ralenti au premier semestre de 1986. Elle est tombée à 3 pour cent en rythme annuel. La baisse des taux d'intérêt, la chute des prix du pétrole, les réalignements monétaires et notamment la dépréciation du dollar n'ont pas eu autant d'impact que prévu sur l'économie des pays industriels.

Le manque de dynamisme du commerce mondial est dû à plusieurs facteurs, en général interdépendants: ralentissement de l'activité économique mondiale; surtension du système financier international; volonté de réduire les importations d'énergie; manque de devises; politiques d'ajustement de beaucoup de pays endettés; introduction ou renforcement de mesures protectionnistes, que n'ont pas réussi à compenser les efforts de libéralisation. De ce fait, la demande a été peu vigoureuse alors que l'offre de la plupart des produits, et notamment des denrées alimentaires et des matières premières agricoles, était très abondante.

Région par région, le bilan n'est guère plus brillant. En 1985, après deux années encourageantes, l'Amérique latine a vu le volume de ses exportations diminuer de 1,7 pour cent, et ses termes de l'échange se dégrader de 3 pour cent; en outre, les perspectives sont plutôt sombres pour 1986, notamment en ce qui concerne les termes de l'échange. L'Afrique est, de toutes les régions développées ou en développement, celle où la valeur unitaire des exportations a le plus diminué (5,4 pour cent) et on s'attend à une baisse encore plus marquée (presque 18 pour cent) pour 1986. A la fin de 1985, la moitié des pays de l'Afrique subsaharienne avaient à peine assez de réserves pour financer un mois d'importation, et un autre tiers seulement deux mois. L'Asie s'est elle aussi ressentie du marasme du commerce international: en 1985, ses exportations n'ont augmenté que de 3,8 pour cent en volume, soit nettement moins que la moyenne des années 80. En outre, ses termes de l'échange se sont dégradés. Cette dégradation devrait se poursuivre en 1986; en revanche, le volume des exportations devrait augmenter.

En volume, les importations de toutes les régions en

développement, sauf l'Asie, ont beaucoup diminué à cause à la fois de la baisse des recettes d'exportation et du coût du service de la dette. Les secteurs les plus tributaires de l'étranger pour leur approvisionnement s'en sont particulièrement ressentis.

Les estimations pour 1986 ne sont guère encourageantes pour la plupart des pays en développement. Selon le FMI, les prix des produits de base continueront à baisser, ce qui se soldera par une dégradation de 16 pour cent de leurs termes de l'échange, et le volume de leurs exportations n'augmentera que de 6 pour cent. Leurs recettes d'exportation diminueront donc, ce qui réduira inévitablement leur capacité d'importation et de paiement de leur dette et retardera la reprise de leur économie. Toutefois, la baisse des prix de l'or noir sera bénéfique aux pays importateurs de pétrole, qu'il s'agisse de leur balance commerciale ou de leurs coûts de production. Le déficit de la balance courante des pays en développement importateurs nets de pétrole devrait ainsi tomber à 12,9 milliards de dollars en 1986, contre 21,4 milliards l'année précédente.

Inflation et taux d'intérêt

En 1985 et 1986, plusieurs facteurs ont contribué à un ralentissement de l'inflation et à une réduction du différentiel entre pays industriels: baisse des prix du pétrole, des produits alimentaires et des matières premières importés; politiques monétaires et budgétaires généralement prudentes des gouvernements et des banques centrales; progression ralentie des salaires en raison de la persistance d'un taux élevé de chômage; évolution des taux de change et notamment dépréciation du dollar à partir du deuxième trimestre de 1985, qui a contribué à freiner la hausse des coûts et des prix en dehors des Etats-Unis.

Le taux moyen d'inflation des pays développés a ainsi été ramené de 4,2 pour cent en 1984 à 3,8 pour cent en 1985. En 1986 et 1987, selon le FMI, les prix à la consommation devraient augmenter d'à peine plus de 3 pour cent par an dans les pays industriels. Il faut remonter aux années 60 pour trouver d'aussi bons résultats. La crainte de l'inflation n'en persiste pas moins, ainsi qu'en témoignent la hausse des cours de l'or et les chutes brutales observées à la bourse au troisième trimestre de 1986.

Dans les pays en développement, la hausse des prix a été l'un des grands problèmes de la dernière décennie, mais les pressions inflationnistes semblent s'être relâchées dans la majorité d'entre eux depuis 1985. En outre, les mesures radicales d'ajustement prises ces derniers mois par plusieurs des pays les plus touchés par l'inflation se sont déjà soldées par un net ralentissement de la hausse des prix d'un mois sur l'autre.

Dans les pays en développement, les prix à la con-

sommation devraient augmenter en moyenne d'environ 28 pour cent en 1986, ce qui est peu pour les années 80. Cette amélioration sera surtout due à l'Amérique latine où le taux d'inflation tombera à 86 pour cent, contre 146 pour cent en 1985.

Le ralentissement de l'inflation dans les pays développés a entraîné une baisse des taux d'intérêt nominaux, qui n'en demeurent pas moins élevés dans l'absolu. En novembre 1986, le taux d'intérêt à court terme était en moyenne de 6 pour cent environ dans les sept grands pays industrialisés (contre 8,5 pour cent en 1985) et le taux à long terme était de 7 pour cent (contre 9,8 pour cent l'année précédente).

Les facteurs dont dépend la croissance économique ont des effets différents selon les régions et groupements de pays. Le bas prix des produits de base et notamment du pétrole favorisera la croissance économique mondiale et, avec le ralentissement prévu de l'inflation, il devrait faire baisser les taux d'intérêt nominaux, mais il réduira aussi les recettes d'exportation de certains pays endettés dont les problèmes d'endettement s'aggraveront donc malgré la baisse des taux d'intérêt.

Les divergences entre experts portent sur deux points essentiels. Le premier est de savoir dans quelle mesure les pays industriels pourront servir de locomotive aux pays en développement. Selon certains, l'austérité budgétaire qui prévaut dans les pays industriels ne permettra pas une croissance économique suffisante, même si ces pays ont récemment fait des efforts pour coordonner leurs politiques économiques et remédier ainsi aux distorsions des taux de change et d'intérêt. En outre, malgré la perspective de négociations devant conduire à une plus grande liberté des échanges, les pressions protectionnistes demeureront probablement très fortes et risquent d'empêcher les échanges mondiaux de retrouver leur rythme de croissance antérieur. Enfin, les changements structurels de la demande de produits primaires dans les pays industriels assombrissent les perspectives commerciales des pays en développement.

A supposer même que les relations économiques et commerciales s'améliorent, les pays en développement ne pourront véritablement profiter des facteurs extérieurs de croissance que s'ils font de leur côté des efforts pour adopter des politiques monétaires et budgétaires stables, pour réduire les distorsions de prix et pour introduire plus de souplesse sur le marché du travail.

Le deuxième point de désaccord concerne les flux de ressources. Seront-ils suffisants pour que les pays en développement retrouvent des taux de croissance socialement acceptables? Entre 1981 et 1984, les pays importateurs de capitaux ont amélioré leur solde commercial essentiellement en réduisant leurs importations. Leurs rentrées nettes de capitaux (emprunts extérieurs nets, plus apports non générateurs de dettes, plus transactions d'actifs commerciaux) sont tombées de 128 à 49

milliards de dollars de 1981 à 1985. Durant la même période, le revenu net de leurs investissements est devenu de plus en plus négatif (de moins 42 à moins 60 milliards de dollars). Le transfert net de ressources est ainsi passé de 86 milliards en 1981 à moins 11 milliards en 1985. Malgré leur excédent commercial et bien qu'ils soient restés de gros importateurs de capitaux, ces pays ont donc eu des sorties nettes de ressources en 1985. Pour pouvoir redémarrer, il faudrait qu'ils bénéficient d'un flux accru de ressources.

Plusieurs initiatives et suggestions ont récemment été lancées à ce sujet. Le Plan Baker, par exemple, annoncé en septembre 1985, consiste à associer pays débiteurs, organismes multilatéraux et banques commerciales en vue de prêter 29 milliards de dollars sur trois ans aux 15

pays les plus endettés, sous réserve que ces pays procèdent à certaines réformes. D'autres propositions récentes, qui tiennent compte à la fois des besoins d'emprunt et de la nécessité de décharger d'une façon ou d'une autre les pays en développement du fardeau de leur dette, reposent sur une participation active des banques commerciales. Une suggestion particulièrement intéressante a été lancée en juillet: il s'agit de créer des mécanismes spéciaux de financement qui permettraient de recycler les excédents courants du Japon et de l'Europe du Nord au profit des pays débiteurs.

Les mesures à prendre en faveur de l'Afrique, notamment pour le développement de son agriculture et des secteurs connexes, ont été présentées à l'Assemblée générale des Nations Unies en mai 1986, à l'occasion de

ENCADRÉ 1.1

L'accident de Tchernobyl

L'accident de Tchernobyl, le 26 avril 1986, a libéré dans l'atmosphère de grosses quantités d'isotopes radioactifs. Il a montré que l'agriculture n'est pas à l'abri de ce genre de catastrophes. Le réacteur qui a explosé se trouve en Ukraine, d'où provient environ 20 pour cent de la production céréalière de l'URSS. Toutefois, comme seule la zone située dans un rayon de l'ordre de 30 km a été fortement contaminée, la production céréalière ne devrait pas trop s'en ressentir. Transportés par le vent, les éléments radioactifs se sont dispersés en Europe orientale et occidentale et dans certaines parties de l'Asie. La crainte d'une contamination des fruits, des légumes et des produits de l'élevage a gravement perturbé le commerce intérieur et extérieur. La CEE a interdit, jusqu'à la fin de mai 1986, d'importer ce type de produits de zones situées dans un rayon de 1 000 km autour de Tchernobyl.

Il est encore trop tôt pour évaluer l'effet à *long terme* de cet accident sur l'environnement. Il a en tout cas montré la nécessité d'une action internationale pour fixer des limites acceptables à la contamination des aliments par les radionucléides. Ce travail incombe au Codex Alimentarius et à la Division mixte FAO/AIEA¹. A titre de première étape, la FAO a organisé, du 1^{er} au 5 décembre 1986, une consultation d'experts qui a recommandé des limites internationales pour la contamination des aliments par les radio-

nucléides. On s'emploiera à faire connaître ces recommandations qui seront en outre présentées pour examen à la Commission du Codex Alimentarius. Leur adoption et leur application par les autorités nationales permettront d'éviter que le commerce ne soit désorganisé comme cela s'est passé après l'accident de Tchernobyl.

¹ Division mixte des applications de l'énergie nucléaire et de la biotechnologie à l'alimentation et l'agriculture.

la session extraordinaire sur la crise économique et sociale de l'Afrique (voir chapitre 2).

Les difficultés rencontrées par certaines initiatives récentes visant à remédier au problème de la dette sont à l'évidence liées à la dégradation du rapport dette/recettes d'exportation ainsi qu'à la sévérité des programmes d'ajustement. L'accord signé en juillet 1986 par le Mexique et le FMI est un bon exemple de la façon dont on peut moduler les mesures d'ajustement en fonction des besoins particuliers de chaque pays.

SITUATION ET PERSPECTIVES DE L'ALIMENTATION ET DE L'AGRICULTURE

Production alimentaire et agricole ²

La production agricole a augmenté de 1,3 pour cent en 1986. La production vivrière s'est accrue de 2 pour cent tandis que la production non vivrière a diminué de 7,3 pour cent, soit la plus forte baisse enregistrée depuis 1970 (tableau 1.3).

Ces résultats marquent dans l'ensemble un recul par rapport à 1985 ou à la moyenne 1980-1986. Toutefois, la situation varie beaucoup d'une région ou d'un groupe de pays à l'autre.

En 1986, la production vivrière des *pays en développement* a augmenté de 3,7 pour cent, soit à peu près le même rythme que durant la période 1980-1986 (3,5 pour cent par an). En Afrique, elle s'est nettement moins accrue qu'en 1985 (3,1 pour cent contre 7 pour cent). Sa croissance a cependant été supérieure à la moyenne de 1980-1986 alors qu'elle lui a été inférieure en Extrême-Orient. En Amérique latine, la production vivrière n'a augmenté que de 0,4 pour cent en 1986, contre une moyenne de 2,2 pour cent durant la période 1980-1986 (ce qui était déjà moins que la croissance démographique, à savoir environ 2,3 pour cent par an). Au Proche-Orient, elle s'est accrue de 5,8 pour cent, c'est-à-dire plus vite qu'en 1985 (5,1 pour cent). Dans les pays asiatiques à économie planifiée, la croissance de la production vivrière, qui avait ralenti en 1985, s'est accélérée, notamment en Chine, et a atteint 6,6 pour cent en 1986.

Dans les pays développés, la production vivrière a pratiquement stagné en 1986 car, si elle a baissé de 1,6 pour cent dans les pays à économie de marché, elle a augmenté de 4,3 pour cent en Europe orientale et en URSS. Dans la CEE (Communauté économique européenne), elle est restée globalement inchangée.

Dans les pays en développement, la production non vivrière, source importante de revenus et de devises, a baissé de 7,6 pour cent en 1986 à cause du recul observé pour de grands produits tels que le coton, le tabac, le café ou le thé (tableau 1.4).

En revanche, 1986 a été dans beaucoup de pays une bonne année pour la production vivrière. Par habitant, celle-ci a en effet augmenté dans 40 pays en développement sur 97. Parmi ces 40 pays, pour la plupart asiatiques ou africains, on trouve notamment la Chine, l'Inde, le Pakistan, l'Indonésie et l'Égypte, qui regroupent une grande partie de la population du tiers monde (tableau

² Des renseignements plus détaillés figurent au chapitre 2.

TABLEAU 1.3 Production alimentaire et non alimentaire, 1984-1986

	Indice (1979-1981 = 100)			Variation		Taux annuel de variation 1980-1986 (%)
	1984	1985	1986	1984-1985 (%)	1985-1986	
PRODUCTION ALIMENTAIRE						
Pays en développement à économie de marché	111	115	118	3,6	2,4	2,7
<i>Afrique</i>	104	112	115	6,9	3,1	2,1
<i>Extrême-Orient</i>	116	119	122	2,4	2,7	3,5
<i>Amérique latine</i>	109	113	114	3,4	0,4	2,2
<i>Proche-Orient</i>	106	111	118	5,1	5,8	2,1
Pays d'Asie à économie planifiée	125	126	135	0,8	6,6	5,4
Ensemble des pays en développement	115	119	123	2,7	3,7	3,5
Pays développés à économie de marché	106	107	105	1,1	− 1,6	1,1
<i>Amérique du Nord</i>	103	108	104	5,6	− 3,5	1,0
<i>Océanie</i>	105	107	105	1,0	− 1,5	2,0
<i>Europe occidentale</i>	110	107	107	− 3,4	0,2	1,1
Europe orientale et URSS	110	110	115	− 0,1	4,3	2,6
Ensemble des pays développés	107	108	108	0,8	0,1	1,5
TOTAL MONDIAL	111	113	115	1,8	2,0	2,5
PRODUCTION NON ALIMENTAIRE						
Pays en développement à économie de marché	105	115	105	9,6	− 9,1	1,9
<i>Afrique</i>	110	123	125	12,1	2,0	
<i>Extrême-Orient</i>	109	120	110	10,1	− 8,0	2,7
<i>Amérique latine</i>	99	110	92	10,8	− 16,9	0,3
<i>Proche-Orient</i>	107	108	106	0,9	− 1,8	1,4
Pays d'Asie à économie planifiée	178	153	148	− 14,1	− 3,6	7,6
Ensemble des pays en développement	121	124	114	1,8	− 7,6	3,3
Pays développés à économie de marché	100	105	92	4,6	− 11,5	− 0,1
<i>Amérique du Nord</i>	95	96	75	0,6	− 22,0	− 2,6
<i>Océanie</i>	106	119	118	12,8	− 0,9	2,8
<i>Europe occidentale</i>	116	124	121	6,7	− 2,0	4,0
Europe orientale et URSS	98	103	104	5,0	0,9	0,2
Ensemble des pays développés	99	104	97	4,8	− 6,8	−
TOTAL MONDIAL	114	117	108	2,7	− 7,3	2,2

Source: FAO, Division de la statistique.

TABLEAU 1.4 Production agricole, par produit, 1985-1986

	Pays développés			Pays en développement			Monde	
	1985 (en millions de tonnes)	1986 ¹	Variation de 1985 à 1986 (%)	1985 (en millions de tonnes)	1986 ¹	Variation de 1985 à 1986 (%)	1985 (en millions de tonnes)	Variation de 1985 à 1986 (%)
Production céréalière totale ²	918,6	907,1	-1,3	925,0	953,0	3,0	1 843,6	1 860,0
Blé	301,8	308,2	2,1	203,6	216,3	6,2	505,4	524,5
Riz	26,3	25,9	-1,5	446,4	454,2	1,8	472,7	480,2
Céréales secondaires	590,5	572,9	-3,0	275,0	282,4	2,7	865,5	855,4
Plantes-racines	215,8	212,4	-1,6	369,3	373,5	1,1	585,1	585,9
Légumineuses à grains	17,1	18,5	8,2	34,3	35,9	4,5	51,4	54,4
Cultures oléagineuses ³								
Huile	24,1	23,4	-3,0	40,6	42,6	4,8	64,7	66,0
Tourteaux	67,5	65,2	-3,3	67,7	65,7	-2,8	135,1	131,0
Sucre centrifugé (brut)	41,9	41,0	-2,1	79,6	81,5	2,3	121,5	122,5
Fèves de cacao	-	-	-	2,0	2,0	-	2,0	2,0
Café	-	-	-	6,0	5,2	-13,8	6,0	5,2
Thé	0,3	0,3	-4,0	2,1	2,0	-1,7	2,3	2,3
Fibre de coton	6,2	5,4	-12,5	11,0	10,2	-7,3	17,2	15,7
Tabac	2,1	2,0	-6,8	4,4	4,3	-2,6	6,6	6,3
Production totale de viande	95,3	97,0	1,8	54,8	57,9	5,7	150,1	154,9
Production totale de lait	386,2	391,2	1,3	125,1	128,1	2,4	511,3	519,3
Oeufs de poule	18,8	19,1	1,4	11,8	12,3	4,7	30,6	31,4

Source: FAO, Division de la statistique.

¹ Chiffres préliminaires. - ² Y compris le riz en équivalent-paddy. - ³ Quantité totale récoltée.

TABLEAU 1.5 Variation de la production vivrière par habitant, 1985-1986

Variation	Pays en développement	Pays développés
Plus de 10 pour cent	Ouganda, Arabie saoudite, Iraq, Maroc	
De 5,01 à 10 pour cent	Chili, République arabe syrienne, Yémen, Mauritanie, Mali, Guinée-Bissau, Maurice, Malaisie, Liban, Chine	Yougoslavie, Canada, Bulgarie
De 3,01 à 5 pour cent	Soudan, Swaziland, Burundi, Ghana, Tchad	URSS, Pologne, République fédérale d'Allemagne
De 1,01 à 3 pour cent	Turquie, Burkina Faso, Pakistan, Birmanie, Jordanie, Inde, Indonésie, Haïti	République démocratique allemande, Espagne
De 2,01 à 1 pour cent	Colombie, Egypte, République de Corée, Argentine, Rwanda, Ethiopie, Gabon, Jamaïque, Cameroun, Philippines, Trinité-et-Tobago, Uruguay, Bhoutan	Pays-Bas, Danemark
De -0,01 à 1 pour cent	Koweït, Oman, Emirats arabes unis, Kenya, Mozambique, Népal, Brunéi, République islamique d'Iran, Singapour, Guatemala, Tanzanie, Somalie, Congo, Chypre, Zaïre	Royaume-Uni, Roumanie, Japon, Suisse, Norvège
De -1 à -3 pour cent	Sierra Leone, Bangladesh, Panama, Namibie, Madagascar, Venezuela, Botswana, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Costa Rica, Zambie, Zimbabwe, Mexique, Malawi, Honduras, Nigéria, Brésil, République centrafricaine, Angola, République dominicaine, Bénin, Nicaragua	Italie, Finlande, Australie, Belgique, Luxembourg, France, Islande, Irlande
De -3,01 à -5 pour cent	Pérou, Guinée, Equateur, Niger, Yémen démocratique, Cuba, Sri Lanka	Grèce, Autriche, Tchécoslovaquie, Hongrie
De -5,01 à -10 pour cent	El Salvador, Thaïlande, Togo, Côte d'Ivoire, Algérie, Paraguay, Afghanistan, Bolivie, Guyana, Lesotho, Libéria	Etats-Unis, Afrique du Sud, Nouvelle-Zélande, Suède
Baisse de plus de 10 pour cent	Tunisie, Gambie, Sénégal, Jamahiriya arabe libyenne	Israël

Source: FAO, Division de l'analyse des politiques.

1.5). A titre de comparaison, on notera que la production vivrière par habitant n'avait augmenté que dans 33 pays de 1980 à 1985.

La tendance est inverse dans les pays industriels. La production vivrière par habitant y a augmenté entre 1980 et 1985, sauf en Afrique du Sud, en Islande, en Grèce et en Yougoslavie. Elle s'est même beaucoup accrue dans plusieurs grands pays producteurs et exportateurs de produits alimentaires (de 1,5 à 4,8 pour cent par an). Parmi ces pays, on trouve le Danemark, l'Australie, le Japon, la République fédérale d'Allemagne, le Royaume-Uni et la plupart des pays d'Europe orientale. En 1986, l'expansion de la production vivrière a ralenti et elle n'a été supérieure à la croissance démographique que dans un tiers des pays développés.

L'évolution a donc été inverse dans les pays dévelop-

pés et dans les pays en développement mais, dans l'un et l'autre cas, elle a été la bienvenue. Dans le monde en développement, l'accélération de la croissance de la production vivrière a contribué à réduire les pénuries et à améliorer la situation économique de beaucoup de zones critiques, notamment en Afrique. Le ralentissement observé dans de nombreux pays industriels a aussi été une bonne chose, compte tenu de leurs excédents alimentaires.

Comme il est indiqué plus en détail dans la deuxième partie, des problèmes d'excédents alimentaires sont également apparus dans certains pays en développement, ou sont devenus plus aigus, parce que la demande solvable y est limitée, que les moyens de stockage et de commercialisation sont insuffisants et que l'accès aux marchés internationaux est difficile.

TABLEAU 1.6 Consommation d'engrais, par grands éléments fertilisants, 1982-1985

	Consommation			Variation		Taux annuel de variation
	1982/83	1983/84	1984/85	de 1982/83	de 1983/84	de 1980/81
				à 1983/84	à 1984/85	à 1984/85
	(en millions de tonnes)			(%)		(%)
PAYS DÉVELOPPÉS						
Azote	34,57	38,09	38,69	10,2	1,6	2,4
Phosphate	20,79	22,42	22,34	7,8	− 0,4	0,7
Potasse	19,20	21,48	21,25	11,9	− 1,1	1,8
TOTAL	74,56	81,98	82,29	10,0	0,4	1,8
PAYS EN DÉVELOPPEMENT						
Azote	26,48	29,04	31,81	9,7	9,5	6,5
Phosphate	9,79	10,47	11,93	6,9	13,9	5,9
Potasse	3,69	3,94	4,64	6,8	17,8	3,3
TOTAL	39,96	43,45	48,38	8,7	11,3	6,0
Afrique	1,33	1,47	1,47	10,5	—	0,5
Extrême-Orient	11,24	12,41	14,30	10,4	15,1	8,7
Amérique latine	6,45	5,73	7,39	− 11,2	28,8	− 1,4
Proche-Orient	3,82	4,37	4,24	14,4	− 3,0	8,4
Pays d'Asie à économie planifiée	17,10	19,45	20,98	13,8	7,8	7,1
ENSEMBLE DU MONDE						
Azote	61,05	67,13	70,51	10,0	5,0	4,2
Phosphate	30,58	32,88	34,27	7,5	4,2	2,3
Potasse	22,88	25,41	25,89	11,1	1,9	2,0
TOTAL	114,51	125,43	130,67	9,5	4,2	3,2

Source: FAO, Division de la mise en valeur des terres et des eaux.

Céréales

Pour les céréales, il ne devrait pas y avoir de grands changements en 1986/87 par rapport aux années précédentes: les excédents ont porté les stocks à des niveaux records, et les importations, de même que les prix, restent déprimés.

La production de céréales a légèrement augmenté en 1986, car la baisse observée dans les pays développés pour le riz et les céréales secondaires (respectivement moins 1,5 pour cent et moins 3 pour cent) a été plus que compensée par une augmentation dans les pays en développement où la production de blé, notamment, s'est accrue de plus de 6 pour cent.

Selon les prévisions, les stocks devraient atteindre un niveau record de l'ordre de 450 millions de tonnes à la fin de la campagne 1986/87, soit 27 pour cent de la consommation mondiale, par suite d'une augmentation de plus de 40 millions de tonnes pour les céréales secondaires et de 7 millions de tonnes pour le blé. En revanche, les stocks de riz devraient être en baisse de 4 millions de tonnes environ.

Selon la FAO, les importations céréalières de 1986/87 devraient être à peu près du même ordre que celles de

la campagne précédente, soit environ 182 millions de tonnes seulement. L'URSS devrait importer moins car ce pays a rentré de bonnes récoltes en 1986. Les importations céréalières des pays en développement, dont beaucoup ont bénéficié de conditions particulièrement favorables à une amélioration des approvisionnements locaux, ne devraient augmenter que de 2 pour cent.

Les Etats-Unis ont abaissé les prix de soutien des céréales pour la récolte de 1986. Cette décision, ajoutée à l'augmentation des stocks et de l'offre, s'est soldée par un nouveau fléchissement des cours internationaux. En décembre 1986, la baisse était de plus de 30 dollars la tonne par rapport à l'année précédente pour le blé dur d'hiver des Etats-Unis ainsi que pour le maïs. Seuls les prix du riz de qualité supérieure sont restés relativement stables.

Engrais - Prix et consommation

Comme la demande est restée en général peu dynamique et l'offre abondante, les prix à l'exportation des principaux engrais ont baissé et se sont même parfois effondrés (figure 1.1). Ainsi, dans les derniers mois de

1986, le sulfate d'ammonium accusait une baisse de plus de 40 pour cent par rapport à l'année précédente; toutefois, son prix s'est redressé en fin d'année. Celui du chlorure de potassium a chuté de plus de 20 pour cent durant la même période et les prix d'autres engrais de 20 à 27 pour cent, selon les fournisseurs. En général, les prix des engrais ont évolué dans le même sens que les cours internationaux des céréales.

La consommation des trois grands éléments fertilisants a augmenté de 4,2 pour cent en 1984/85, soit plus que la moyenne des années 80 (tableau 1.6). Cette progression est surtout due aux pays en développement. Globalement, leur consommation s'est accrue à un rythme accéléré ces deux dernières années. Toutefois, elle a baissé au Proche-Orient et elle a stagné en Afrique, qui s'est sans doute encore ressentie des effets de la sécheresse. En Amérique latine, la croissance de la consommation a été très forte en 1984/85, après la chute de l'année précédente, mais, en moyenne, elle a été négative dans les années 80, ce qui est imputable aux programmes d'austérité. En Extrême-Orient, elle s'est beaucoup accélérée.

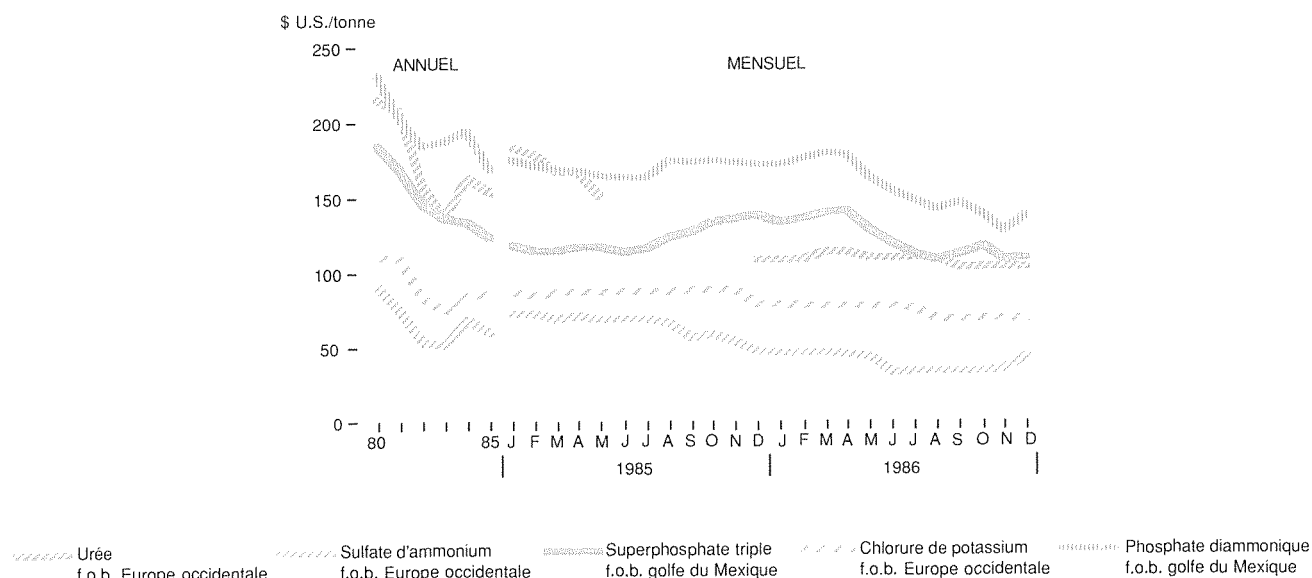
La reprise de la demande dans les pays développés en 1983/84 a été suivie d'une très légère augmentation en 1984/85, ce qui a porté la consommation à plus de 82 millions de tonnes, soit presque 122 kg par hectare de terres arables et cultivées en permanence.

On manque encore de données complètes sur la consommation d'engrais en 1985/86, mais les premières estimations font apparaître de légères diminutions dans

les pays développés. Le bas niveau du prix des engrais a peut-être profité aux agriculteurs des pays en développement importateurs, mais il a aussi découragé les producteurs d'engrais. Dans plusieurs pays, des usines ont commencé à tourner au ralenti ou ont été fermées afin de freiner l'augmentation des stocks.

Figure 1.1

PRIX DES ENGRAIS À L'EXPORTATION, 1980-1986



Source: FAO, Division de la mise en valeur des terres et des eaux.

PÊCHES

Production de poisson

En 1985, dernière année pour laquelle on dispose de données complètes, la production mondiale de poisson a, selon les estimations, augmenté de 3,2 pour cent pour atteindre près de 86 millions de tonnes (tableau 1.7). Sans être aussi spectaculaire que la croissance de près de 5,8 millions de tonnes réalisée en 1984, c'est tout de même, et pour la huitième année consécutive, un accroissement de la production mondiale de poisson, qui est maintenant de 30 pour cent supérieure à celle de 1975.

D'autre part, 3,7 millions de tonnes de plantes aquatiques et algues ont été récoltées dans les eaux marines et intérieures. Les trois quarts de ces produits végétaux proviennent d'activités aquacoles. L'aquaculture a également contribué, avec quelque 5,5 millions de tonnes de poisson, crustacés et mollusques, à la production mondiale totale de poisson. Pratiquée dans un nombre croissant de pays, c'est cependant en Asie, et principalement en Chine, au Japon, en République de Corée et aux Philippines, que l'aquaculture participe de façon plus sensible aux disponibilités alimentaires.

Comme en 1984, l'un des principaux facteurs de cet accroissement de la production a encore été la forte progression des captures des pays sudaméricains situés en bordure de l'océan Pacifique. La croissance combinée de la production de l'Equateur (39 pour cent), du Pérou (15 pour cent) et du Chili (7 pour cent) en a été l'élément principal. Cette nouvelle augmentation des captures réalisées dans le Pacifique Sud-Est s'est composée principalement de petites espèces pélagiques, comme le pilchard sud-américain pêché au large du Chili (progression de 12 pour cent) et l'anchoveta pêché au large du Pérou (dont les captures sont passées de 23 000 tonnes en 1984 à plus de 800 000 tonnes en 1985). Dans le passé, les captures de ces petites espèces pélagiques grégaires, sujettes à de considérables fluctuations sous l'effet du phénomène "El Niño" ont été, dans bien des cas, utilisées surtout pour fabriquer de la farine de poisson. Leur incidence sur les quantités de poisson disponibles pour la consommation humaine directe est donc moins significative que ne pourraient le suggérer les variations annuelles des captures totales.

L'autre facteur qui a le plus contribué à l'augmentation des captures mondiales totales a été la nouvelle et forte progression de la production chinoise, passée de 850 000 tonnes à 6,8 millions de tonnes. Globalement, la production ichthyque des autres pays en développement de l'Extrême-Orient n'a que marginalement augmenté, avec des résultats très variables selon les pays. Ainsi, la production a augmenté en Birmanie (6 pour cent), en République de Corée (7 pour cent), au Pakistan

(3 pour cent), en Inde et aux Philippines (1 pour cent chacun), tandis que les captures des autres grands producteurs ont baissé, notamment celles de la Thaïlande (6 pour cent) et de la Malaisie (5 pour cent).

Les captures des pays africains ont de nouveau enregistré une diminution globale. Cette baisse est peut-être en partie imputable à une profonde révision des systèmes de collecte des statistiques de la production au Nigéria, grand producteur. Il est néanmoins évident que la longue stagnation de la production ichthyque des pays africains se poursuit. D'un côté, il leur faut encore acquérir les moyens d'exploiter plus complètement leurs ressources marines, et notamment les importants stocks qui se trouvent au large de l'Afrique de l'Ouest; de l'autre, certaines grandes pêcheries continentales ont continué, en 1985, de souffrir de la sécheresse.

Les deux principaux producteurs mondiaux de poisson — Japon et URSS — ne sont parvenus ni l'un ni l'autre à améliorer leurs résultats en 1985. Les captures du Japon ont diminué de quelque 4 pour cent et celles de l'URSS ont été d'environ 70 000 tonnes inférieures au record de 1984. Le Canada a regagné 11 pour cent sur ses résultats décevants de 1984. Les captures des Etats-Unis, après avoir progressé régulièrement pendant 10 ans — période durant laquelle la production a augmenté de près de deux tiers —, ont légèrement fléchi.

En Europe occidentale, la relative stabilité qui caractérise la production totale depuis 1979 — entre 11 et 11,5 millions de tonnes annuelles — s'est maintenue. La Norvège a, pour la deuxième année de suite, vu ses captures diminuer fortement (16 pour cent); la production des pêcheries industrielles, en particulier, a considérablement reculé, avec une chute de 300 000 tonnes des captures de capelan. En République fédérale d'Allemagne, les captures sont tombées de près d'un tiers, les diminutions touchant toutes les espèces sauf les crustacés. L'Islande a, pour sa part, poursuivi sa très nette reprise après le creux de 1982; les bons résultats des pêcheries de capelan et, dans une moindre mesure, de morue ont contribué à une augmentation globale de 9 pour cent des débarquements. Les prises d'un autre grand producteur, l'Espagne, n'ont pratiquement pas changé par rapport aux 1,3 million de tonnes annuelles de ces dernières années.

Les pays d'Europe orientale sont parvenus à maintenir leurs niveaux de production, exception faite de la République démocratique allemande dont les captures ont baissé de 11 pour cent.

Commerce international du poisson et des produits de la pêche

En 1985, le volume total des produits halieutiques entrés dans le commerce international a augmenté d'environ 6 pour cent (tableau 1.8). Les prix de la farine de poisson

TABLEAU 1.7 Captures de poissons, crustacés et mollusques (tous organismes aquatiques à l'exception des baleines et des algues) par région, 1983-1985

	Captures			Variation	Taux annuel de variation
	1983	1984 (en millions de tonnes)	1985	1984-1985 (%)	1980-1985
PAYS EN DÉVELOPPEMENT					
Pays en développement à économie de marché	29,5	31,9	34,5	8,0	4,0
<i>Afrique</i>	3,6	3,3	3,1	-4,1	-0,9
<i>Extrême-Orient</i>	15,2	15,3	15,6	2,1	3,0
<i>Amérique latine</i>	9,3	12,0	14,3	19,0	6,7
<i>Proche-Orient</i>	1,1	1,2	1,2	1,0	3,9
Pays d'Asie à économie planifiée	7,6	8,4	9,3	10,1	8,1
Ensemble des pays en développement	37,1	40,3	43,8	8,5	4,8
PAYS DÉVELOPPÉS					
Pays développés à économie de marché	29,0	30,7	30,0	-2,2	2,0
<i>Amérique du Nord</i>	5,5	6,1	6,2	1,6	4,7
<i>Océanie</i>	0,5	0,5	0,4	-4,1	7,3
<i>Europe occidentale</i>	11,2	11,5	11,2	-2,5	0,2
<i>Autres</i> ¹	11,9	12,6	12,2	-3,7	2,4
Europe orientale et URSS	11,2	11,9	11,8	-0,9	2,6
Ensemble des pays développés	40,2	42,6	41,8	-1,8	2,1
TOTAL MONDIAL	77,2	83,0	85,6	3,2	3,4

Source: FAO, Département des pêches.

¹ Japon, Afrique du Sud et Israël.

TABLEAU 1.8 Indice FAO du volume, de la valeur et de la valeur unitaire des exportations de poisson et produits halieutiques, 1983-1985

	Indice (1979-1981 = 100)			Variation		Taux annuel de variation
	1983	1984	1985	de 1983 à 1984	de 1984 à 1985	1980 à 1985
				(%)	(%)	(%)
VOLUME						
Total mondial	109,8	115,5	122,3	5,2	5,9	4,1
Pays en développement	114,8	123,2	133,4	7,3	8,3	6,0
Pays développés	107,0	110,5	115,6	3,3	4,6	2,9
VALEUR						
Total mondial	104,2	105,0	110,6	0,8	5,3	1,4
Pays en développement	110,8	114,5	118,3	3,3	3,3	3,2
Pays développés	99,8	98,5	105,5	-1,3	7,1	0,1
VALEUR UNITAIRE						
Total mondial	94,8	91,0	90,0	-4,0	-1,1	-2,7
Pays en développement	95,1	93,5	90,8	-1,7	-2,9	-2,4
Pays développés	93,3	89,2	89,7	-4,4	0,6	-2,9

Source: FAO, Département des pêches.

ayant baissé, la valeur totale des échanges n'a augmenté que de 5,3 pour cent. A long terme toutefois, la valeur des échanges internationaux de produits halieutiques poursuit sa remarquable croissance; elle approche maintenant 17 milliards de dollars par an, contre 1,3 milliard en 1961, soit un taux d'expansion supérieur à celui de la plupart des produits agricoles.

Le commerce des produits à base de poisson alimentaire a connu, en 1985, une expansion tant de son volume que de sa valeur, cela sous l'effet principalement de la demande, toujours forte sur certains grands marchés, de poissons démersaux, morue et églefin notamment, qui a considérablement fait monter les prix. Le Canada est resté au premier rang des exportateurs mondiaux de poisson et a accru de 7 pour cent ses ventes à l'exportation. La valeur des exportations halieutiques a également augmenté pour la plupart des autres grands pays exportateurs dont l'Islande (21 pour cent), les Etats-Unis (15 pour cent), la Norvège (2 pour cent) et le Danemark (6 pour cent). Le Japon a fait exception: ses exportations ont diminué de 7 pour cent, essentiellement en raison d'un recul des ventes de bonite à ventre rayé congelée et en boîte. Les exportations de poisson et de produits halieutiques des pays en développement ont conservé une croissance régulière. Elles totalisent maintenant quelque 44 pour cent de la valeur des échanges mondiaux, contre 24 pour cent il y a 20 ans.

Les produits halieutiques mis dans le commerce international en 1985 ont pour moitié abouti sur les marchés du Japon et des Etats-Unis. La prédominance persistante, dans la demande japonaise, des produits halieutiques de valeur élevée s'est concrétisée par une augmentation de 13 pour cent, tant en volume qu'en valeur, des importations de ce pays. Aux Etats-Unis, c'est une substantielle augmentation des importations de farine de poisson qui est principalement à l'origine de l'accroissement (6 pour cent) du volume total des importations de produits halieutiques. Les importations de produits à base de poisson alimentaire ont également sensiblement augmenté tant en volume qu'en valeur. Les pays de la CEE qui, en valeur, représentent conjointement plus du quart des importations mondiales de produits ichthyiques ont, de leur côté, continué de dépendre fortement des produits d'autres pays. En particulier, la facture d'importation de la France et de l'Italie, qui ont été les principaux marchés au sein de la Communauté en 1985, a augmenté d'environ 11 pour cent.

Le commerce du poisson et des produits de la pêche, qui se distingue surtout par son hétérogénéité et la variété de ses produits, a présenté des aspects contradictoires. On a déjà parlé des marchés du poisson et des poissons démersaux congelés qui sont dominés par les vendeurs. En ce qui concerne le thon congelé, le marché mondial est resté morose et les prix se sont établis à des niveaux généralement inférieurs à ceux de 1984. D'autre

part, l'année 1985 se signale par une expansion des importations de thon en boîte à bas coût, dont la Thaïlande, qui assure plus de 60 pour cent des importations croissantes des Etats-Unis, a été le principal bénéficiaire. Sur la plupart des autres marchés de produits de poisson en boîte, à l'exception de la crevette, le commerce mondial est resté déprimé; le maquereau en boîte a été particulièrement touché par le maintien de la fermeture du marché nigérian et par une réduction des importations des pays du Proche-Orient.

Le commerce international de la crevette congelée s'est maintenu au même niveau qu'en 1984, la valeur totale des produits commercialisés représentant près du cinquième des échanges de produits halieutiques, soit le résultat le plus élevé parmi toutes les catégories de produits de la mer. Les trois principaux marchés consommateurs — Japon, Etats-Unis et Europe — ont importé en 1985 environ 500 000 tonnes de crevettes. Les produits à base de céphalopodes (encornets, poulpes et sèches) sont restés très demandés et ont trouvé des débouchés intéressants et améliorés au Japon et en Europe; les importations mondiales de ces produits ont augmenté de 14 pour cent en valeur et de 8 pour cent en volume.

Si la production de poisson séché, salé, fumé a peu changé, la place de ces produits dans le commerce international s'est considérablement rétrécie au cours des 25 dernières années; leur part du commerce mondial du poisson est tombée à 6 pour cent en valeur, contre 14 pour cent en 1960. En 1985, toutefois, les disponibilités de poisson séché et salé ont été d'une manière générale bien inférieures à la demande et les prix ont monté sur les principaux marchés européens, à savoir le Portugal, l'Espagne et l'Italie.

La production mondiale de farine de poisson a, en 1985, surpassé les résultats déjà excellents de 1984. La demande a été stimulée par des prix compétitifs comparés à ceux d'autres farines d'oléagineux et le volume des échanges s'est considérablement amplifié, les importations ayant augmenté de près de 30 pour cent et dépassé 2,9 millions de tonnes. Les recettes tirées des exportations ont cependant baissé de 9 pour cent par rapport à l'année précédente.

Perspectives pour 1986

Il semble peu probable que les captures mondiales de 1986 excèdent de façon appréciable celles de 1985. Les pays latino-américains ont déclaré des débarquements moins importants; concernant le lieu de l'Alaska qui, ces dernières années, a été, en volume, la principale espèce exploitée, les captures du Japon et de l'URSS sont tombées. D'autres grandes pêcheries, en particulier dans l'Atlantique Nord, sont demeurées contingentées.

Le commerce international du poisson et des produits

halieutiques s'est, en 1986, grandement ressenti des fluctuations du dollar. Certains pays à monnaie forte, comme le Japon, ont accru leurs importations; d'autres, notamment les Etats-Unis, les ont ralenties. D'une manière générale, les prix des produits halieutiques exprimés en dollars ont monté, sauf ceux du thon et de l'huile de poisson.

Pour ce qui est de produits déterminés, les tendances ont varié en 1986. L'offre est restée tendue en ce qui concerne la morue et l'églefin, et le merlu a conquis du terrain en tant que produit de remplacement. Le boom du thon en boîte en provenance de pays où la main-d'œuvre est bon marché s'est encore poursuivi en 1986. Les prix de la crevette ont continué de se renforcer, tant aux Etats-Unis qu'au Japon, mais la demande est restée élevée. De même, le marché européen du poisson séché a été ferme, les prix poursuivant leur tendance à la hausse. Malgré les pressions exercées sur les prix par une production élevée et par l'abondance des stocks d'autres produits transformables en farines d'oléagineux, les prix de la farine de poisson se sont raffermis à cause des fluctuations du dollar.

Principaux problèmes

A longue échéance, le défi principal reste le même, à savoir accroître la quantité de poisson disponible pour la consommation humaine et faire face à une demande en progression constante. Poussée par la croissance démographique, par le besoin grandissant de denrées de base de la part des nations en développement, mais aussi par le regain d'intérêt manifesté par les sociétés d'abondance qui voient dans le poisson un aliment sain et attrayant, cette demande est en plein essor.

Ce qu'il faut, donc, c'est non seulement accroître les disponibilités globales de poisson alimentaire, mais aussi mieux utiliser les ressources une fois qu'elles sont récoltées et mettre sur le marché des produits valables à des prix abordables. Il est possible de réaliser certaines économies, d'une part en réduisant les fortes pertes qu'occasionnent fréquemment les gaspillages ou le rejet en mer d'espèces de moindre valeur et d'autre part en mettant au point de nouveaux types de produits.

Pour accroître les disponibilités, il faut continuer d'aider les pays en développement à renforcer leurs propres capacités de gérer, de récolter, de transformer et de commercialiser les ressources souvent substantielles que le nouveau régime juridique des océans a placées sous leurs juridictions nationales. Ces pays doivent pouvoir accéder plus facilement aux compétences, aux technologies et aux ressources financières nécessaires. A cet égard, la collaboration entre pays jouissant d'une longue expérience dans le domaine des pêches et ceux qui disposent de potentialités non exploitées continuera de jouer un rôle important.

FORÊTS

En 1985, le secteur forestier a poursuivi sa croissance pour la troisième année de suite. De nouveaux records de production ont été atteints dans toute la filière bois (tableau 1.9). Dans les pays développés, l'expansion économique s'est poursuivie et la demande de produits forestiers est restée très soutenue en Amérique du Nord tandis que dans les pays en développement, la croissance du secteur forestier a continué, mais à un rythme très faible.

Production et commerce des produits forestiers en 1985

En 1985, les quantités enlevées ont augmenté moins vite que pendant la période 1980-1985, mais la consommation de bois de feu des pays en développement a continué à s'accroître de 2 pour cent par an; elle représente 20 pour cent des approvisionnements en énergie de ces pays et absorbe quelque 80 pour cent de leur production totale de bois. Dans les pays développés, la chute des prix de l'énergie commerciale a rendu moins intéressante l'utilisation du bois de feu et du charbon de bois, dont la consommation plafonne depuis 1981, alors qu'aussitôt après le deuxième choc pétrolier, en 1979, son taux de croissance avait atteint 13 pour cent.

En 1985, les industries mécaniques du bois ont été particulièrement dynamiques en Amérique du Nord, où 1,9 million de logements ont été mis en chantier, presque autant qu'en 1984. La baisse des taux d'intérêt hypothécaire a favorisé le dynamisme du secteur du logement en Amérique du Nord. Ainsi, aux Etats-Unis, la consommation de sciages et de panneaux a augmenté d'environ 15 pour cent et les importations de ces produits ont aussi beaucoup progressé, essentiellement grâce au renforcement du dollar jusqu'au début de 1985.

En Europe et au Japon, l'industrie du bois a stagné, car le secteur du logement est resté déprimé dans de nombreux pays. Ce marasme de la construction s'explique par l'austérité persistante des budgets publics et par les problèmes structurels du secteur du logement dans certains pays développés. L'offre étant supérieure à la demande, les prix ont tendu à baisser. En Finlande et en Autriche, la capacité excédentaire a obligé à fermer plusieurs usines. D'après les premières estimations de 1986, la construction poursuit son essor en Amérique du Nord et marque une certaine reprise en Europe.

La production de bois tropicaux a augmenté de 2 pour cent en 1985; en effet, si la production de grumes d'exportation a un peu diminué et si les exportations de sciages ont à peine augmenté, la production et les exportations de contre-plaqué se sont notablement

TABLEAU 1.9 Principales productions forestières, pays en développement et pays développés, 1983-1985

	Production			Variation de 1984 à 1985 (%)	Taux annuel de variation de 1980 à 1985 (%)
	1983	1984 (en millions de m ³)	1985		
BOIS ROND	3 053	3 127	5 165	1,2	1,7
<i>Pays en développement</i>	1 687	1 728	1 760	1,9	2,1
<i>Pays développés</i>	1 366	1 399	1 405	0,4	1,2
Bois de feu et charbon de bois	1 575	1 632	1 663	1,9	2,1
<i>Pays en développement</i>	1 351	1 378	1 408	2,2	2,2
<i>Pays développés</i>	253	254	255	0,4	1,3
Bois d'œuvre et d'industrie	1 449	1 495	1 502	0,5	1,3
<i>Pays en développement</i>	336	350	351	0,3	1,7
<i>Pays développés</i>	1 113	1 145	1 151	0,5	1,1
PRODUITS TRANSFORMÉS					
Sciages et traverses	448	461	465	0,9	1,3
<i>Pays en développement</i>	97	103	105	1,9	3,6
<i>Pays développés</i>	351	359	360	0,3	0,7
Panneaux	102	106	109	2,8	1,8
<i>Pays en développement</i>	17	18	19	5,6	6,3
<i>Pays développés</i>	84	88	89	1,1	0,8
	(en millions de tonnes)			(%)	(%)
Pâte à papier	132	140	141	0,7	2,3
<i>Pays en développement</i>	15	16	18	12,5	7,1
<i>Pays développés</i>	117	123	123	—	1,6
Papiers et cartons	177	190	193	1,6	3,0
<i>Pays en développement</i>	22	25	27	8,0	7,9
<i>Pays développés</i>	155	165	166	0,6	2,3

Source: FAO, Département des forêts.

accrues. En 1985, les importations japonaises de bois tropicaux transformés ont augmenté, se substituant à des importations antérieures de grumes: les importations de sciages ont augmenté de 50 pour cent, celles de contre-plaqués de 150 pour cent. Comme il est dit plus haut, l'Amérique du Nord a aussi importé de gros volumes de contre-plaqués tropicaux sous l'impulsion du secteur du logement. On prévoit que les exportations de contre-plaqués tropicaux augmenteront encore, car le Japon réduit en 1987 les droits de douane sur le contre-plaqué.

Le secteur des pâtes et papiers a poursuivi son expansion et la production a atteint un niveau record. Mais la croissance de 1985 a été marginale par comparaison à l'essor de 1983 et de 1984 qui avait suivi le marasme des années 1980-1982. Si la production a stagné dans les pays développés, la production et la consommation ont beaucoup augmenté dans certains pays en développement, particulièrement en Chine et

au Brésil. La production chinoise de papier a augmenté de plus de 1 million de tonnes et devrait s'accroître considérablement à l'avenir. L'expansion de la consommation en Amérique du Sud résulte à la fois de l'accroissement de la production et de la réduction des exportations.

La valeur totale des échanges de produits forestiers en 1985 — 50 milliards de dollars, soit environ 2,7 pour cent des échanges de marchandises — a été légèrement inférieure à celle de l'année précédente. La baisse a été de quelque 4 pour cent pour les pays en développement, tandis que la valeur des échanges des pays développés n'a pas changé. On note de même une stagnation générale du volume des exportations des principaux produits forestiers à quelques exceptions près (tableau 1.10). En ce qui concerne les pays en développement, les exportations de grumes et de sciages ont plutôt diminué, mais celles de panneaux ont beaucoup augmenté; leurs exportations de pâte et papier, qui ne

TABLEAU 1.10 Volume des exportations des principaux produits forestiers, pays en développement et pays développés, 1983-1985

	Exportations			Variation		Taux annuel de variation
	1983	1984 (en millions de m ³)	1985	de 1983 à 1984 (%)	de 1984 à 1985	de 1980 à 1985 (%)
Bois d'œuvre et d'industrie	99	102	105	2,4	5,9	-1,0
<i>Pays en développement</i>	32	28	29	-11,0	2,9	-6,1
<i>Pays développés</i>	67	73	76	8,7	3,7	1,5
Sciages et traverses	84	86	86	2,8	-0,3	3,0
<i>Pays en développement</i>	10	10	10	-3,1	-4,4	-1,0
<i>Pays développés</i>	74	76	76	3,7	0,3	3,6
Panneaux	17	18	19	3,3	5,3	3,1
<i>Pays en développement</i>	7	7	7	1,3	8,4	8,7
<i>Pays développés</i>	11	11	12	4,5	3,5	0,3
	(en millions de tonnes)			(%)		(%)
Pâte	20	20	21	2,6	1,5	1,6
<i>Pays en développement</i>	2	2	2	-1,1	-1,3	2,1
<i>Pays développés</i>	18	18	19	3,0	1,7	1,6
Papiers et cartons	37	40	40	8,3	1,2	3,3
<i>Pays en développement</i>	1	1	1	38,8	-5,3	10,7
<i>Pays développés</i>	36	38	39	7,4	1,5	1,6

Source: FAO, Département des forêts.

représentent qu'une faible part du total mondial, ont augmenté beaucoup plus vite que celles des pays développés.

Evolution des prix des produits forestiers entre 1970 et 1985

Après une longue période de stabilité relative, qui a duré du milieu des années 50 à la fin des années 60, la décennie suivante a été marquée par deux fortes augmentations des prix, en 1973-1974 et en 1979-1980.

Il y a eu une brève flambée des prix de presque tous les produits forestiers en 1973-1974, particulièrement marquée dans le cas des prix réels des matières premières telles que les grumes de conifères et les grumes tropicales qui, en valeur réelle, ont augmenté de quelque 40 à 45 pour cent par rapport à 1970.

Pendant les quatre années suivantes, les prix réels des produits forestiers, sans se maintenir à ce niveau exceptionnel, sont restés légèrement supérieurs au niveau d'avant 1973, à l'exception notable des prix des panneaux et de la pâte qui sont tombés en dessous du niveau de 1970. Les progrès technologiques, joints à la capacité excédentaire de l'industrie, ont contribué à accroître l'offre et à faire baisser les coûts et les prix des

panneaux, particulièrement ceux des panneaux de particules. Le prix réel de la pâte de bois est tombé en 1978-1979 au-dessous du niveau de 1970. En effet, la demande n'a pas suivi la forte expansion de la production des années antérieures et les gros stocks invendus, principalement détenus par des producteurs scandinaves, ont pesé sur les prix.

La deuxième flambée des prix réels a eu lieu en 1979-1980; à certains égards, elle a été différente de celle de 1973-1974. Tout d'abord, les prix réels n'ont pas augmenté autant, à l'exception notable des grumes tropicales d'Asie, pour lesquelles la hausse a dépassé 50 pour cent. Deuxièmement, ce sont surtout les prix des produits d'origine tropicale qui ont augmenté, mais cette augmentation a été plus marquée pour les produits d'Asie que pour ceux d'Afrique. Enfin, les ajustements à la baisse qui ont suivi cette flambée ont été beaucoup plus graduels, et les prix réels sont restés à des niveaux plus élevés que ceux où ils étaient tombés après 1973-1974. Depuis 1981, les prix réels des produits des bois tropicaux fluctuent d'une année sur l'autre autour d'une tendance à la baisse.

Les prix réels des panneaux restent orientés à la baisse mais ceux de la pâte et du papier se raffermissent régulièrement, après le déclin de la fin des années 70.

Cette hausse s'explique par la vigoureuse croissance de la consommation mondiale de papier, jointe à un meilleur équilibre entre l'offre et la demande.

Les prix réels d'autres produits des pays développés qui font l'objet d'importants échanges internationaux, tels les grumes et les sciages de conifères, ont baissé par rapport au niveau record de 1973-1974. En 1985, le prix réel des grumes de conifères était d'environ 3 pour cent au-dessus du niveau de 1970 et celui des sciages de conifères de 4 pour cent au-dessous.

Pendant cette période, les pays en développement ont surtout bénéficié de la hausse des prix des produits transformés des forêts tropicales, qui a contribué à améliorer les termes de l'échange de leurs exportations.

Le Plan d'action forestier tropical

Le Plan d'action forestier tropical est une nouvelle initiative de la communauté internationale qui vise à arrêter la déforestation et assurer un développement équilibré des forêts tropicales en y investissant davantage de ressources humaines et financières dans le cadre d'un programme d'action à long terme.

Les forêts couvrent environ 40 pour cent de la superficie émergée des régions tropicales. Elles peuvent être un atout substantiel pour le développement en répondant à certains des besoins fondamentaux des ruraux, en contribuant à la sécurité alimentaire, en appuyant la croissance de l'industrie et en protégeant l'environnement. C'est là que se trouvent les habitats les plus riches et les plus variés du monde sur le plan biologique.

Les tragédies causées par la sécheresse, la pauvreté et la faim dans beaucoup de régions tropicales ont à plusieurs reprises ému l'opinion mondiale ces dernières années. Plus de 2 milliards de personnes vivent sous les tropiques; ce sont en grande majorité des ruraux. On reconnaît généralement aujourd'hui que la principale cause du déboisement dans les tropiques est la pauvreté des habitants des forêts et des zones voisines, qui tirent de la forêt aliments, matériaux de construction, énergie et revenus. La dévastation des forêts tropicales est donc un problème de développement qui ne pourra être résolu que si la conservation et l'utilisation rationnelle de ces forêts est plus profitable et plus motivante pour les ruraux que leur pillage.

Pour cela, il faut radicalement modifier les politiques, les programmes et les attitudes dans le secteur forestier. Mais il faudra aussi renforcer considérablement les efforts nationaux et internationaux et les investissements dans la foresterie tropicale. Il était donc urgent de proposer une stratégie d'action bénéficiant de l'appui le plus large de l'opinion publique et des pouvoirs politiques, et qui soit propre à mobiliser des ressources humaines et financières.

Le Comité FAO de la mise en valeur des forêts dans les tropiques a reconnu la nécessité de définir pour la communauté internationale des donateurs une telle stratégie de développement et a recommandé que la FAO propose un plan d'action à l'échelle mondiale. Le Plan a été présenté au Comité qui l'a adopté à sa septième session à Rome en juin 1985.

Par la suite, le Plan a été appuyé par le neuvième Congrès forestier mondial (Mexico, juillet 1985), par une consultation internationale de conseillers forestiers (La Haye, novembre 1985) et par la Conférence internationale sur l'arbre et la forêt (Paris, février 1986).

Le Comité FAO des forêts, à sa huitième session (avril 1986), a approuvé le Plan d'action et recommandé qu'il soit adopté par les pays et organismes intéressés comme cadre pour harmoniser l'action internationale. Il a en outre recommandé que la FAO joue un rôle central de coordination.

Le Plan d'action s'articule en cinq programmes prioritaires interdépendants, à savoir:

1. *La foresterie dans l'utilisation des terres*: il s'agit de l'interface entre foresterie et agriculture et du rôle direct de la forêt dans la sécurité alimentaire. Quatre grandes lignes d'action sont proposées: *i)* développement agrosylvopastoral; *ii)* aménagement intégré des bassins versants; *iii)* foresterie des zones arides et lutte contre la désertification; *iv)* planification de l'utilisation des terres.
2. *Développement des industries forestières*: il s'agit de promouvoir des industries forestières appropriées pour utiliser pleinement toute la gamme des produits, bois et autres, des forêts tropicales. Les cinq lignes d'action stratégiques sont: *i)* aménagement plus intensif; *ii)* méthodes efficaces d'exploitation; *iii)* développement d'industries forestières appropriées; *iv)* récupération des déchets; *v)* développement des capacités de commercialisation. Le programme vise à associer foresterie, industries forestières et populations locales pour promouvoir le développement économique.
3. *Bois de feu et énergie*: il s'agit de reconstituer les ressources en bois de feu dans les pays qui en manquent le plus. Les trois grandes lignes d'action sont: *i)* accroître les ressources en bois de feu en améliorant l'aménagement des forêts existantes et en plantant massivement des arbres à croissance rapide et à utilisation multiple hors forêts dans les divers systèmes d'utilisation des terres; *ii)* utiliser plus efficacement la dendroénergie grâce à une amélioration des techniques de conversion; *iii)* remplacer le bois de feu à usage domestique par d'autres formes d'énergie chaque fois que possible et utiliser la dendroénergie pour les industries rurales là où il existe des excédents de bois.
4. *Conservation des écosystèmes forestiers tropicaux*: il s'agit de prévenir l'appauvrissement phyto- et zoogénétique de la forêt tropicale et de promouvoir une gestion intégrée de la faune, et en général des produits de la

forêt autres que le bois. L'objectif est de protéger les écosystèmes et les ressources génétiques tout en offrant aux populations locales des possibilités appropriées de développement.

5. *Institutions*: il s'agit de renforcer le cadre institutionnel en vue d'un développement viable des forêts tropicales. Les stratégies proposées sont notamment les suivantes: *i*) amélioration de l'efficacité financière et opérationnelle des organismes forestiers publics; *ii*) renforcement des programmes d'éducation et de formation pour satisfaire les besoins de cadres, de techniciens et d'ouvriers qualifiés; *iii*) mise en place d'une bonne capacité de recherche et de vulgarisation; *iv*) développement des capacités institutionnelles des populations locales pour leur permettre d'agir de façon autonome.

QUELQUES TENDANCES DE L'ALIMENTATION ET DE L'AGRICULTURE AU DÉBUT DES ANNÉES 80

Pour beaucoup de pays en développement, les années 80 ont été une période de graves difficultés économiques et financières. Quels en ont été les effets sur les disponibilités alimentaires ainsi que sur les revenus et la productivité agricoles?

Disponibilités alimentaires

Nous commencerons par examiner l'évolution des disponibilités alimentaires dans les pays en développement entre 1980 et 1984, à partir de données récentes de la FAO sur les disponibilités énergétiques alimentaires (DEA) par habitant.

Les 102 pays en développement pour lesquels on dispose de données ont été répartis en cinq groupes, en fonction de l'évolution de leurs DEA par habitant entre 1980 et 1984. Cette évolution a ensuite été étudiée à la lumière des caractéristiques générales des différents groupes et de certains facteurs (tableau 1.11).

Dans beaucoup de pays en développement, la période 1980-1984 a été décevante sur le plan nutritionnel. La ration calorique a diminué dans 46 pays sur 102, et elle n'a augmenté de 0,5 pour cent l'an, ou davantage, que dans un tiers de ces 102 pays. Toutefois, de gros progrès ont été faits dans certains pays asiatiques où se concentre une part importante de la population du monde en développement.

On observe que c'est dans les pays où elles étaient déjà relativement élevées que les DEA par habitant ont le plus augmenté de 1980 à 1984, et que c'est dans les pays où elles étaient le plus faibles qu'elles ont le plus baissé. L'écart s'est donc creusé.

Les groupes ayant obtenu les plus mauvais résultats de 1980 à 1984 se composent surtout de pays africains et, dans une moindre mesure, de pays latino-américains. Dans les pays du Proche-Orient, les DEA n'ont augmenté que grâce à un accroissement des importations vivrières. Dans la plupart des pays d'Extrême-Orient, la consommation calorique par habitant s'est nettement accrue.

L'évolution des DEA a varié selon les produits. En Amérique latine, les performances ont surtout été médiocres pour les produits d'origine animale, ce qui s'est répercuté sur la qualité du régime, notamment dans les familles dont l'alimentation est à base de racines et tubercules. Dans la plupart des pays africains, on observe une dégradation à la fois qualitative (moins de produits animaux) et quantitative. En Extrême-Orient,

TABLEAU 1.11 Evolution des disponibilités énergétiques alimentaires (DEA) par habitant et de différents facteurs dans 102 pays en développement entre 1980 et 1984

	Variation des DEA				
	Groupe 1	Groupe 2	Groupe 3	Groupe 4	Groupe 5
	-6,9 à -1,0%	-0,9 à -0,2%	-0,1 à +0,3%	+0,4 à +1,0%	+1,1 à +4,5%
Population (en millions d'habitants)	287	403	227	342	2 175
Répartition par région (nombre de pays)					
Afrique	18	7	7	6	9
Extrême-Orient	—	2	5	5	7
Amérique latine	1	10	4	5	2
Proche-Orient	—	1	4	5	4
DEA en 1984 (kcal/habitant/jour)					
TOTAL	1 970	2 389	2 469	2 574	2 635
DEA d'origine végétale	1 805	2 039	2 125	2 25	2 345
DEA d'origine animale	165	350	344	350	290
Variations annuelles, 1980-1984 (%)					
TOTAL	-3,1	-0,8	—	0,6	2,9
DEA d'origine végétale	-3,2	-0,5	—	0,6	2,9
DEA d'origine animale	-1,8	-2,5	0,2	-0,2	3,7
Variations annuelles de différents facteurs, 1980-1984 (%)					
Production	-5,0	—	-0,1	-0,5	4,1
Exportations alimentaires	-2,6	4,5	2,0	11,3	1,4
Importations alimentaires	-1,8	-1,5	0,9	4,1	10,2
PIB par habitant	-4,3	-1,4	-0,6	0,8	5,0
Taux d'autosuffisance alimentaire ¹					
1978-1980	91	105	116	86	96
1982-1984	89	109	12	84	95
PIB par habitant, 1982 (\$U.S.)	728	1.315	1 086	1 205	382

Source: FAO, Division de la statistique et Division de l'analyse des politiques.

¹ Rapport entre les disponibilités caloriques d'origine locale et les disponibilités caloriques totales.

TABEAU 1.12 Taux annuels de variation de la productivité de la terre et du travail, par région, 1971-1980 et 1980-1984

	Travail		Terre	
	1971-1980	1980-1983	1971-1980	1980-1983
	(%)			
<i>Afrique</i>	0,6	-0,2	1,1	0,7
<i>Extrême-Orient</i>	2,2	3,3	2,6	4,1
<i>Chine</i>	2,9	7,8	3,6	7,1
<i>Amérique latine</i>	2,7	1,3	1,9	0,7
<i>Proche-Orient</i>	2,3	2,4	3,7	4,5

Source: FAO, Division de l'analyse des politiques.

l'amélioration des DEA a surtout été due aux produits d'origine animale.

Examinons maintenant le rapport entre le revenu et la nutrition. Du côté de l'offre, on peut s'attendre à ce qu'il existe un lien étroit entre la croissance du PIB, les performances de l'agriculture et l'évolution des DEA dans le groupe des pays étudiés, essentiellement agricoles. Du côté de la demande, l'évolution des revenus influe sur la capacité des consommateurs d'acheter de la nourriture et sur la capacité des pays d'importer des vivres.

Le tableau 1.11 confirme la corrélation entre le revenu global et les disponibilités caloriques. Dans les trois groupes de pays où les DEA ont diminué ou stagné entre 1980 et 1984, le PIB par habitant a lui aussi diminué ou stagné, alors qu'il a augmenté dans les deux autres. Dans le groupe 1, la situation, déjà mauvaise en 1980, n'a cessé de se dégrader, qu'il s'agisse des revenus ou des DEA. Toutefois, dans ce groupe composé surtout de pays africains, la baisse des DEA est plus directement liée à d'autres facteurs, à commencer par la sécheresse.

C'est entre l'évolution de la production et celle des DEA que le lien semble à l'évidence le plus étroit dans beaucoup de pays. C'est indubitablement le cas dans les deux groupes extrêmes. Dans le groupe 1, on voit baisser à la fois la production vivrière et la ration calorique, alors qu'elles augmentent l'une et l'autre dans le groupe 5. Dans les trois autres groupes, l'évolution de la production vivrière ne correspond pas à celle des DEA, car d'autres facteurs entrent en jeu. Ainsi, dans les groupes 2 et 3, on trouve plusieurs pays — Argentine, Uruguay, Côte d'Ivoire, Malaisie — qui exportent de un à deux tiers des calories produites et, dans ce cas, la diminution des DEA est due en grande partie à la forte augmentation des exportations vivrières.

Les importations vivrières jouent aussi un rôle clé dans l'évolution des disponibilités alimentaires totales. Les pays du groupe 1, dont les DEA ont fléchi, sont de plus en plus dépendants de l'étranger pour leur approvisionnement alimentaire — comme l'atteste la baisse de leur taux d'autosuffisance, déjà faible — et, en même temps, de moins en moins capables de financer les importations de vivres dont ils ont besoin. Dans ce groupe, la quantité de calories importées par habitant a baissé de près de 2 pour cent l'an entre 1980 et 1984 mais, comme la diminution a été encore plus importante pour les calories de production locale, le rapport impor-

tations/disponibilités alimentaires a continué à augmenter dans tous les pays. Dans les groupes 4 et 5, les DEA ont nettement progressé mais cette amélioration est principalement due à un accroissement des importations. Cela est particulièrement vrai dans le groupe 4, auquel appartiennent plusieurs pays exportateurs de pétrole et en voie d'industrialisation dont les revenus par habitant sont relativement élevés et les taux d'autosuffisance faibles, et où l'on observe une diminution des disponibilités caloriques d'origine locale par habitant.

Les caractéristiques et les performances du groupe 5 sont fortement influencées par la présence dans ce groupe de la Chine, de l'Inde et, dans une moindre mesure, de l'Indonésie. L'amélioration de la nutrition de leur population entre 1980 et 1984 constitue un grand succès pour ces pays. Ils sont parvenus à augmenter en moyenne de près de 3 pour cent la ration calorique de plus de la moitié des habitants du monde en développement, et ce en recourant très peu aux importations de vivres puisqu'ils ont atteint des taux d'autosuffisance proches de 100 pour cent. En outre, la qualité du régime alimentaire s'est beaucoup améliorée dans ces pays, comme le montre l'augmentation sensible de la part des disponibilités d'origine animale.

La situation du groupe 5 demeure positive, même si l'on exclut la Chine et l'Inde. La production calorique par habitant a augmenté de 1,5 pour cent par an, et les disponibilités caloriques totales de 1,7 pour cent. Toutefois, l'amélioration des DEA a souvent une origine différente. On trouve en effet dans ce groupe des pays comme l'Égypte, la République arabe syrienne, la République islamique d'Iran, l'Arabie saoudite et l'Algérie, qui ont toujours beaucoup compté sur l'étranger pour leur approvisionnement alimentaire et qui, dans certains cas, ont considérablement accru leurs importations vivrières de 1980 à 1984.

Productivité de la terre et du travail

La crise économique a-t-elle eu des effets mesurables sur la productivité agricole³? On constate que la productivité du travail et de la terre s'est beaucoup moins améliorée au début des années 80 qu'en 1971-1980 en Afrique et en Amérique latine. En Afrique, la productivité du travail a même baissé, à cause surtout de la sécheresse (tableau 1.12). Sa croissance s'est en effet beaucoup ralentie dans de nombreux pays africains, y compris la Tanzanie, la Côte d'Ivoire, le Niger et le Zimbabwe.

En Amérique latine, la croissance de la productivité du travail et de la terre a considérablement faibli au

³ Mesurée par la valeur de la production (aux prix de 1979-1981) par actif agricole ou par hectare de terre arable et cultivée en permanence.

TABLEAU 1.13 Taux annuels de variation de l'emploi de certains intrants agricoles, par région, 1971-1980 et 1980-1983

	Engrais par ha de terre arable		Tracteurs par ha de terre arable		Irrigation par ha de terre arable	
	1971-1980	1980-1983	1971-1980	1980-1983	1971-1980	1980-1983
	(%)					
Afrique	4,5	-0,3	2,0	1,3	7,9	5,1
Extrême-Orient	8,6	4,7	12,9	10,2	1,2	1,0
Amérique latine	8,1	-9,3	4,5	5,8	1,6	0,6
Proche-Orient	10,9	12,7	14,5	6,2	-	0,5
TOUTES RÉGIONS	10,7	3,0	8,1	5,4	1,1	0,2

Source: FAO, Division de l'analyse des politiques.

Mexique et au Brésil, mais elle est demeurée positive, alors que, dans certains pays d'Amérique centrale où elle était auparavant très forte, elle est devenue négative à cause des conflits qui déchirent cette sous-région.

Au Proche-Orient, et surtout en Extrême-Orient, elle est devenue encore plus rapide. En Chine, le gain a été de plus de 7 pour cent par an, aussi bien pour la productivité de la terre que pour celle du travail, alors qu'en Inde, il a été respectivement de près de 5 et de 4 pour cent. A l'inverse, la croissance de la productivité de la terre et du travail s'est beaucoup ralentie aux Philippines, où elle est tout juste demeurée positive, et elle est devenue négative à Sri Lanka, mais il s'agit là de deux exceptions.

Consommation d'intrants dans les années 70 et au début des années 80

Les variations de la productivité agricole sont aussi liées à l'évolution de la consommation d'intrants. La récession du début des années 80, le marasme économique persistant, le bas prix des produits de base, les problèmes d'endettement et le haut niveau des taux d'intérêt ont freiné la croissance de la consommation d'engrais dans les pays en développement, qui est tombée de près de 11 pour cent par an dans les années 70 à 3 pour cent par an entre 1980 et 1983. La consommation d'engrais a même baissé en Afrique et en Amérique latine (tableau 1.13). La croissance a également faibli en ce qui concerne l'utilisation de tracteurs (sauf en Amérique latine) et l'irrigation (sauf au Proche-Orient). En Afrique, la tractorisation, déjà peu avancée dans les années 70, a encore ralenti dans les années 80.

Les pays relativement les plus développés — Algérie, Maroc, Nigéria, République de Corée, Malaisie, Brésil, Venezuela — semblent être ceux où la consommation d'intrants s'est le plus ressentie des difficultés budgétaires et des déséquilibres des opérations courantes. Dans ces pays, la consommation d'engrais a en effet beaucoup baissé au début des années 80. L'augmentation dans les années 80 du nombre de tracteurs par hectare en Amérique latine est due en grande partie à la forte progression observée au Mexique et au Brésil (9 et 7,5

pour cent respectivement), deux pays dotés d'une grande capacité de fabrication et de montage de tracteurs.

Exportations et revenus agricoles

Le début des années 80 a notamment été marqué par un ralentissement de la croissance des échanges agricoles. La valeur des exportations agricoles des pays en développement, qui avait augmenté de 14 pour cent l'an entre 1971 et 1980, a légèrement fléchi entre 1980 et 1984. Ce recul a-t-il eu des effets sur les revenus agricoles, tels que mesurés par le PIB agricole?

Les pays en développement examinés ont été choisis en fonction des données disponibles pour 1980-1984. Seuls 39 pays avaient des données à la fois sur le PIB agricole et sur les exportations agricoles. On les a répartis en deux groupes. Le premier comprend 20 pays ayant un rapport exportations/PIB agricoles relativement élevé (de 86 pour cent pour le Costa Rica à 16 pour cent pour le Soudan, la moyenne du groupe étant de 36 pour cent); il s'agit donc de pays dont les revenus agricoles dépendent dans une large mesure des exportations. Le deuxième groupe se compose de 19 pays où le rapport exportations/PIB agricoles est en moyenne de 5 pour cent (de 13 pour cent environ pour le Pérou à 1 pour cent pour le Venezuela). Le secteur agricole a autant d'importance dans les deux groupes puisque la part de l'agriculture dans le PIB est de 18 pour cent dans les deux cas. Toutefois, le PIB agricole du premier groupe n'est que le tiers de celui du deuxième; autrement dit, les exportateurs agricoles sont des pays à économie beaucoup plus réduite.

En dollars, les exportations agricoles du premier groupe (exportateurs agricoles) ont augmenté de 16,5 pour cent par an de 1971 à 1980 et baissé de 1,5 pour cent par an de 1980 à 1984. Toujours en dollars, le taux annuel de croissance du PIB agricole de ces pays a été de 20 pour cent entre 1971 et 1980 et de moins 4,4 pour cent en 1980-1984. En monnaie locale et en valeur réelle, il a été de 3,5 pour cent en 1971-1980, et de 1,9 pour cent en 1980-1984⁴.

En dollars, les exportations agricoles du deuxième groupe (19 pays où la part des exportations dans le PIB agricole est en moyenne de 5 pour cent) ont augmenté de 11,8 pour cent par an de 1971 à 1980 et baissé de 4,4 pour cent par an de 1980 à 1984. En dollars, le taux annuel de croissance du PIB agricole de ces pays a été de 12 pour cent dans les années 70 et de 2,7 pour cent

⁴ Le PIB agricole en monnaie locale a été corrigé par le coefficient déflateur du PIB total pour refléter le pouvoir d'achat intérieur du secteur agricole. Les moyennes des groupes ont été pondérées en fonction de la part des divers pays dans le PIB agricole du groupe en dollars de 1980.

TABEAU 1.14 Valeur des exportations mondiales de produits agricoles (végétaux et animaux), halieutiques et forestiers, à prix courants, 1983-1985

	Valeur			Variation		Taux annuel de variation
	1983	1984	1985	de 1983 à 1984	de 1984 à 1985	de 1980 à 1985
	(en milliards de dollars)			(%)		(%)
Produits agricoles	208,6	219,8	206,6	5,4	-6,0	-2,2
<i>Pays en développement</i>	66,4	73,7	69,1	10,9	-6,2	-0,2
<i>Pays développés</i>	142,2	146,2	137,5	2,8	-5,9	-3,2
Produits halieutiques	15,8	15,9	16,4	1,1	2,7	1,2
<i>Pays en développement</i>	6,8	7,1	7,1	4,6	-	3,2
<i>Pays développés</i>	9,0	8,8	9,3	-1,6	5,4	-0,2
Produits forestiers	47,7	50,5	49,8	5,9	-1,4	-1,7
<i>Pays en développement</i>	7,4	7,3	7,2	-1,3	-1,6	-3,6
<i>Pays développés</i>	40,2	43,1	42,5	7,2	-1,4	-1,4
TOTAL	272,1	286,2	272,7	5,2	-4,7	-2,0
<i>Pays en développement</i>	80,7	88,1	83,4	9,2	-5,3	-0,2
<i>Pays développés</i>	191,4	198,1	189,3	3,5	-4,4	-2,7
	(%)					
Part des pays en développement	30	31	31			

Source: FAO, Division de la statistique.

entre 1980 et 1984, mais, en monnaie locale et en valeur réelle, il a été de 2,4 pour cent dans les années 70 et de 2,6 pour cent au début des années 80.

Bref, la croissance des revenus agricoles réels s'est beaucoup ralentie dans les pays les plus tributaires des exportations, mais sans que cela se solde par une baisse, tandis qu'elle s'est légèrement accélérée dans l'autre groupe de pays entre les années 70 et le début des années 80. Ces résultats s'expliquent non seulement par l'évolution des marchés d'exportation, mais aussi par l'orientation des politiques suivies par les pays intéressés.

Entre 1980 et 1984, à un moment où les prix des produits baissaient, le premier groupe, qui est le plus tributaire des exportations, a accru le volume de ses exportations agricoles de 3,7 pour cent par an. A l'inverse, les exportations agricoles du deuxième groupe ont diminué en volume de 1 pour cent par an pendant cette période. Dans le premier groupe, le rapport exportations agricoles/PIB agricole s'est accru de 3 pour cent en moyenne par an, alors qu'il a baissé de près de 7 pour cent par an dans l'autre groupe. Par conséquent, le début des années 80 a vu s'accroître les différences entre pays en ce qui concerne la source de leurs revenus agricoles. Les exportateurs agricoles sont de plus en plus tributaires des exportations alors que, dans les autres pays, le marché intérieur joue un rôle grandissant.

COMMERCE AGRICOLE

Vue d'ensemble

En 1985 et au premier semestre de 1986, les échanges commerciaux ont été dans l'ensemble peu dynamiques, et le marasme a en général été plus marqué dans le secteur agricole que dans les autres. En 1985, le commerce des marchandises a augmenté d'environ 3 pour cent en volume, alors que celui des produits agricoles a stagné. En outre, la baisse continue de la valeur unitaire de ces produits en dollars (-8 pour cent en 1985, contre -1,7 pour cent pour l'ensemble des marchandises) s'est soldée par une détérioration globale des termes de l'échange de l'agriculture et a contribué à une forte baisse de la valeur des exportations agricoles.

Les exportations de produits de l'agriculture, des pêches et des forêts se sont limitées à 272,7 milliards de dollars en 1985, soit près de 5 pour cent de moins que l'année précédente et à peu près le même niveau qu'en 1983 (tableau 1.14). C'est pour les produits de l'agriculture et de l'élevage que la baisse a été la plus prononcée, mais les échanges de produits forestiers se sont eux aussi contractés. En revanche, le commerce des produits de la pêche a augmenté, avec notamment une hausse de plus de 5 pour cent en 1985 dans les pays développés: c'est le seul sous-secteur à avoir eu un taux de croissance positif, quoique modeste, entre 1980 et 1985.

En ce qui concerne les produits de l'agriculture et de l'élevage, on note que le commerce des denrées alimentaires et des matières premières a peu changé en volume par rapport à 1984 mais que sa valeur a baissé

TABLEAU 1.15 Indices FAO du volume, de la valeur et de la valeur unitaire des exportations mondiales de produits végétaux et animaux, par grands groupes de produits, 1983-1985

	Indices (1979-1981 = 100)			Variation		Taux annuel de variation
	1983	1984	1985 ¹	de 1983 à 1984 (%)	de 1984 à 1985	de 1980 à 1985 (%)
VOLUME						
TOTAL	106	109	109	2,8	—	1,5
Produits alimentaires	106	109	108	3,1	-0,5	1,3
Céréales	104	111	103	6,4	-7,3	0,4
Aliments pour animaux	125	116	123	-6,7	6,0	3,7
Matières premières	99	101	100	2,0	-0,1	-0,1
Produits pour boissons ²	107	112	117	4,8	4,2	3,5
VALEUR						
TOTAL	92	97	89	4,7	-7,8	-3,0
Produits alimentaires	92	96	88	4,4	-8,5	-3,6
Céréales	93	98	81	5,6	-16,8	-5,0
Aliments pour animaux	116	101	82	-13,1	-18,0	-3,5
Matières premières	91	96	87	6,5	-9,4	-2,8
Produits pour boissons ²	90	107	106	18,7	-0,5	1,7
VALEUR UNITAIRE						
TOTAL	89	90	83	1,8	-7,5	-4,1
Produits alimentaires	88	89	82	1,1	-7,7	-4,5
Céréales	91	91	82	—	-9,7	-4,6
Aliments pour animaux	93	88	70	-5,6	-21,0	-6,4
Matières premières	93	97	89	4,0	-7,5	-2,4
Produits pour boissons ²	84	95	92	12,6	-3,5	-1,5

Source: FAO, Division de la statistique.

¹ Chiffres préliminaires. - ² Café et thé. Le cacao est comptabilisé sous la rubrique produits alimentaires.

de 7 à 8 pour cent (tableau 1.15). Les exportations d'aliments pour animaux ont augmenté en volume, mais leur valeur a beaucoup diminué.

Le manque de vigueur de la demande et les excédents de toutes sortes de produits sur les marchés mondiaux sont la cause principale du marasme du commerce agricole. Les approvisionnements se sont maintenus à un niveau record dans beaucoup de grands pays exportateurs et importateurs, et les stocks ont continué à gonfler. La demande d'importation a été freinée par différents facteurs: situation économique et financière difficile, programmes d'ajustement de nombre de pays en développement endettés, contraction de la demande dans les pays exportateurs de pétrole. L'amélioration des approvisionnements locaux a réduit les besoins d'importation de plusieurs grands pays en développement, dont la Chine, l'Inde et le Brésil, et leurs importations vivrières ont chuté. En ce qui concerne les pays développés, les augmentations observées en Europe occidentale ont été plus qu'annulées par une baisse de 8 à 9 pour cent des importations alimentaires de l'URSS et du Japon.

L'évolution des exportations des pays en développement a été particulièrement décevante en 1985. Les

recettes qu'ils tirent de leurs exportations agricoles (agriculture et élevage) ont baissé de plus de 6 pour cent, et leurs importations agricoles ont diminué de près de 11 pour cent (tableau 1.16). A titre de comparaison, on notera que leurs exportations totales de marchandises ont baissé de 5,5 pour cent, et leurs importations de 6,5 pour cent. Leur part dans le commerce des produits agricoles est ainsi tombée à un tiers pour les exportations et environ un quart pour les importations.

L'excédent de la balance commerciale agricole des pays en développement qui, au début des années 80, avaient perdu pour un temps leur position traditionnelle d'exportateurs agricoles nets, a augmenté ces dernières années: le taux de couverture des importations par les exportations est passé de 94 pour cent en 1981 à plus de 113 pour cent en 1985.

Toutefois, l'amélioration globale de la balance commerciale agricole des pays en développement en 1985 tient à des facteurs tantôt positifs, tantôt négatifs, selon les régions et pays. L'évolution observée sur ce plan dans un certain nombre de pays asiatiques, dont la Chine et l'Inde, est tout à fait positive. La Chine a cessé de faire partie des pays à déficit vivrier et, grâce à

TABLEAU 1.16 Valeur des échanges mondiaux de produits agricoles (végétaux et animaux) aux prix courants, par région, 1983-1985

	Valeur			Variation		Taux annuel de variation	
	1983	1984	1985	de 1983 à 1984	de 1984 à 1985	de 1980 à 1985	
	(en millions de dollars)			(%)		Prix courants	Volume ¹
						(%)	
PAYS EN DÉVELOPPEMENT À ÉCONOMIE DE MARCHÉ							
<i>Exportations</i>	61,1	68,2	62,9	10,8	-7,8	-0,7	2,9
<i>Importations</i>	58,4	62,4	56,0	6,8	-10,2	-1,4	2,4
Afrique							
<i>Exportations</i>	7,8	8,9	8,8	14,1	-0,3	-2,6	-0,4
<i>Importations</i>	9,3	9,4	9,2	0,5	-2,1	-3,2	2,5
Extrême-Orient							
<i>Exportations</i>	17,9	21,1	18,4	17,8	-12,8	0,2	3,5
<i>Importations</i>	16,7	18,3	16,3	9,9	-11,0	0,5	3,1
Amérique latine							
<i>Exportations</i>	30,1	32,1	30,7	6,7	-4,4	-0,1	3,9
<i>Importations</i>	11,2	11,3	10,1	1,6	-10,6	7,0	-2,8
Proche-Orient							
<i>Exportations</i>	5,4	5,5	4,5	3,5	-18,3	-2,2	-0,2
<i>Importations</i>	20,5	22,7	19,8	10,6	-12,8	1,5	5,5
PAYS D'ASIE À ÉCONOMIE PLANIFIÉE							
<i>Exportations</i>	4,9	5,4	6,2	11,7	14,2	6,6	11,1
<i>Importations</i>	6,9	6,0	4,9	-12,8	-18,1	-11,2	-6,2
TOTAL PAYS EN DÉVELOPPEMENT							
<i>Exportations</i>	66,4	73,7	69,1	10,9	-6,2	-0,2	3,4
<i>Importations</i>	65,3	68,4	60,9	4,8	-10,9	-2,5	1,6
PAYS DÉVELOPPÉS À ÉCONOMIE DE MARCHÉ							
<i>Exportations</i>	133,8	138,1	129,6	3,2	-6,1	-3,1	1,3
<i>Importations</i>	137,2	144,6	144,5	5,4	-0,1	-1,4	2,5
EUROPE ORIENTALE ET URSS							
<i>Exportations</i>	8,4	8,1	7,9	-4,0	-2,3	-5,3	-0,2
<i>Importations</i>	26,5	27,0	25,0	1,6	-7,1	-3,5	0,1
TOTAL PAYS DÉVELOPPÉS							
<i>Exportations</i>	142,2	146,2	137,5	2,8	-5,9	-3,2	1,4
<i>Importations</i>	163,7	171,6	169,5	4,8	-1,2	-1,8	2,2
MONDE							
<i>Exportations</i>	208,6	219,8	206,6	5,4	-6,0	-2,2	1,9
<i>Importations</i>	229,1	240,0	230,4	4,8	-4,0	-2,0	2,0
PART DES PAYS EN DÉVELOPPEMENT DANS LES ÉCHANGES MONDIAUX DE PRODUITS AGRICOLES (%)							
<i>Exportations</i>	32	34	33				
<i>Importations</i>	28	8	26				

Source: FAO, Division de la statistique.

¹ On a appliqué comme coefficients de déflation les indices (1979-1981 = 100) de la valeur unitaire des exportations et des importations de produits agricoles.

TABLEAU 1.17 Termes de l'échange des exportations agricoles par rapport aux articles manufacturés et au pétrole brut, 1981-1985
(1979-1981 = 100)

	1981	1982	1983	1984	1985
TERMES DE L'ÉCHANGE NETS					
Pays développés à économie de marché	103	98	100	101	94
Pays en développement à économie de marché	97	89	97	106	97
<i>Afrique</i>	88	84	90	105	100
<i>Extrême-Orient</i>	99	85	96	109	92
<i>Amérique latine</i>	98	92	98	106	97
<i>Proche-Orient</i>	103	97	101	106	108
TERMES D'ÉCHANGE DE REVENUS					
Pays développés à économie de marché	108	102	104	108	99
Pays en développement à économie de marché	102	94	106	118	110
<i>Afrique</i>	92	87	87	103	103
<i>Extrême-Orient</i>	105	93	104	128	108
<i>Amérique latine</i>	102	95	111	118	114
<i>Proche-Orient</i>	113	114	116	123	100

Source: FAO, Division de l'analyse des politiques.

l'amélioration de ses approvisionnements locaux, ses exportations agricoles ont dépassé ses importations de plus d'un cinquième. La situation a évolué dans le même sens en Inde, où le taux de couverture des importations par les exportations a atteint 164 pour cent pour les produits agricoles. Comme il s'agit de deux pays très peuplés, cette évolution a une incidence sur le commerce et la sécurité alimentaire, non seulement de la région, mais du monde entier.

En revanche, l'amélioration des balances commerciales agricoles en Amérique latine et en Afrique est essentiellement due au fait que les importations ont encore plus diminué que les recettes d'exportation.

L'évolution en 1985 des exportations des différentes régions en développement et des principaux pays exportateurs de ces régions est décrite ci-après.

Au total, 90 des 140 pays en développement étudiés ont vu diminuer les recettes qu'ils tirent de leurs exportations agricoles.

C'est au *Proche-Orient* que la baisse a été la plus prononcée. Dans cette région, les exportations varient souvent beaucoup d'une année sur l'autre mais le recul a pris en 1985 une ampleur exceptionnelle dans plusieurs pays non exportateurs de pétrole. Ainsi, les recettes d'exportation de la Syrie et du Soudan ont représenté à peine les trois quarts de leur moyenne de 1983-1985, et la diminution a été de l'ordre de 10 pour cent pour l'Égypte et la Turquie. La baisse des recettes d'exportation est notamment due au coton, dont la valeur unitaire à l'exportation a fléchi de 17 pour cent dans la région.

Les recettes tirées des exportations agricoles ont également beaucoup baissé dans plusieurs grands pays exportateurs d'*Extrême-Orient*. Les Philippines ont souffert du grave marasme du marché de l'huile de coco, du tourteau de copra et du sucre, qui a contribué à la baisse de 30 pour cent de leurs exportations agricoles en 1984. Les recettes d'exportation de la Malaisie ont diminué de 18 pour cent à cause du manque de vigueur de la demande de caoutchouc naturel et de la chute des prix de l'huile de palme. La forte contraction des exportations de riz et la diminution marquée de leur valeur unitaire ont fait baisser de 16 pour cent les recettes d'exportation agricoles de la Thaïlande. Celles de l'Inde, bien que relativement moins touchées, ont diminué pour la deuxième année consécutive à cause principalement de l'effondrement des cours du thé.

La baisse de 6 pour cent de la valeur des exportations agricoles de l'*Afrique* tient au fait que, malgré l'augmentation de leur volume, les exportations de sucre, de thé et de céréales, notamment, ont moins rapporté que l'année précédente, et que les gains obtenus pour le café (augmentation de 12 pour cent en volume et de 10 pour cent en valeur) et, à un moindre degré, pour le cacao et le coton n'ont pas suffi à compenser ces pertes. Quatre pays — Cameroun, Côte d'Ivoire, Ouganda et Zimbabwe, où la production des cultures d'exportation a généralement été bonne et a permis d'exporter plus — sont à l'origine de la plupart des progrès à l'exportation réalisés dans la région. Dans les deux tiers des pays, les exportations agricoles ont baissé, et souvent de façon spectaculaire. Parmi les grands exportateurs, le Kenya et le Ghana ont beaucoup souffert de la baisse des prix du thé et du cacao respectivement.

Comme dans les autres régions, le fléchissement des recettes d'exportation de l'*Amérique latine* est essentiellement dû à l'évolution des prix. En Argentine, l'augmentation du volume des exportations n'a pas suffi à compenser la baisse des prix de la plupart des produits agricoles, sauf le tabac et les produits laitiers. Au Brésil, les recettes provenant de l'exportation du soja, du café et du sucre ont beaucoup diminué et seules celles tirées du cacao et des produits dérivés ont nettement progressé. La valeur des exportations cubaines de sucre a stagné; celle des exportations colombiennes n'a que légèrement augmenté car les baisses observées pour la viande et la banane ont annulé les gains obtenus pour le sucre et le café. En revanche, grâce notamment à la vigueur du marché international des fruits et légumes, le Chili a accru ses exportations agricoles de 27 pour cent et, pour la première fois depuis des années, le solde de ses échanges agricoles a été positif.

Dans les pays développés aussi, les recettes tirées des exportations agricoles ont diminué, mais moins que dans le monde en développement. En 1985, la valeur en dollars de leurs exportations de produits de l'agriculture,

de la pêche et des forêts a baissé de plus de 4 pour cent, c'est-à-dire encore plus que les quatre années précédentes. Leurs exportations de produits alimentaires d'origine végétale (plus de la moitié de leurs exportations agricoles) ont chuté de 8 pour cent (avec un recul de 18 pour cent pour les céréales).

Le fléchissement des recettes d'exportation des pays développés est surtout dû à la baisse de 16 pour cent de celles de l'Amérique du Nord. Les exportations céréalières des Etats-Unis, en particulier, ont diminué de 32 pour cent, jusqu'à ne plus représenter que 34 pour cent du total mondial, contre 42 pour cent les deux années précédentes et 44 pour cent en 1980.

En ce qui concerne les autres grands exportateurs du monde développé à économie de marché, on observe que les recettes tirées des exportations agricoles ont

augmenté de 2-3 pour cent en Europe occidentale et en Océanie mais sont restées nettement inférieures à leur niveau du début des années 80.

Enfin, les exportations agricoles des pays développés à économie planifiée, en baisse constante depuis le début des années 80, ont continué à diminuer en 1985, mais à un rythme plus lent.

On ne dispose pas encore de données complètes sur le commerce en 1986. Compte tenu des conditions actuelles des marchés et de l'évolution des échanges pour les différents produits et pays, on prévoit que le volume du commerce agricole n'augmentera guère par rapport à 1985 et, comme les prix de certains grands produits restent orientés à la baisse, la valeur des exportations agricoles devrait rester plus ou moins inchangée.

ENCADRÉ 1.2

Accord international sur les bois tropicaux

L'Accord international sur les bois tropicaux a été lancé en 1983 sous les auspices de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED) dans le cadre de son Programme intégré pour les produits de base. Les objectifs de l'Accord sont les suivants: *i)* offrir un cadre efficace pour la coopération et les consultations entre les membres producteurs et les membres consommateurs de bois tropicaux en ce qui concerne tous les aspects pertinents de l'économie des bois tropicaux; *ii)* favoriser l'expansion et la diversification du commerce international des bois tropicaux; *iii)* améliorer la structure du marché. L'Accord ne contient aucune clause de stabilisation des échanges ni des prix. Après des négociations prolongées, l'Organisation internationale des bois tropicaux (OIBT) a été créée au milieu de 1986 pour administrer l'Accord et en superviser le fonctionnement. Elle a son siège à Yokohama (Japon).

L'OIBT est placée sous l'autorité du Conseil international des bois tropicaux, qui compte 41 Etats membres, tant producteurs que consommateurs. Ses opérations portent principalement sur les domaines suivants:

- Recherche-développement pour améliorer l'aménagement des forêts et l'utilisation du bois;
- Information pour assurer une meilleure transparence du marché international des bois tropicaux;

— Développement de la transformation des bois tropicaux dans les pays membres producteurs pour stimuler leur industrialisation et accroître ainsi leurs recettes d'exportation;

— Promotion des bois tropicaux, du reboisement et de l'aménagement des forêts, ainsi que de la conservation des forêts tropicales et de leurs ressources génétiques et maintien de l'équilibre écologique dans les régions concernées.

Termes de l'échange

Les cours internationaux de pratiquement tous les grands produits agricoles ont beaucoup baissé en 1985 et durant les trois premiers trimestres de 1986. En 1985, l'indice des Nations Unies des prix des produits alimentaires à l'exportation a baissé de 9 pour cent et celui des produits agricoles non alimentaires de 14 pour cent, alors que les prix des articles manufacturés ont augmenté de 1 pour cent, que ceux du pétrole brut ont baissé de 8 pour cent et que ceux des minéraux, pétrole non compris, se sont accrus de 3 pour cent. En utilisant comme déflateur l'indice composite des prix des articles manufacturés et du pétrole brut, on observe que les termes de l'échange nets des produits agricoles ont baissé en 1985 de 7 pour cent dans les pays développés à économie de marché et de 8 pour cent dans les pays

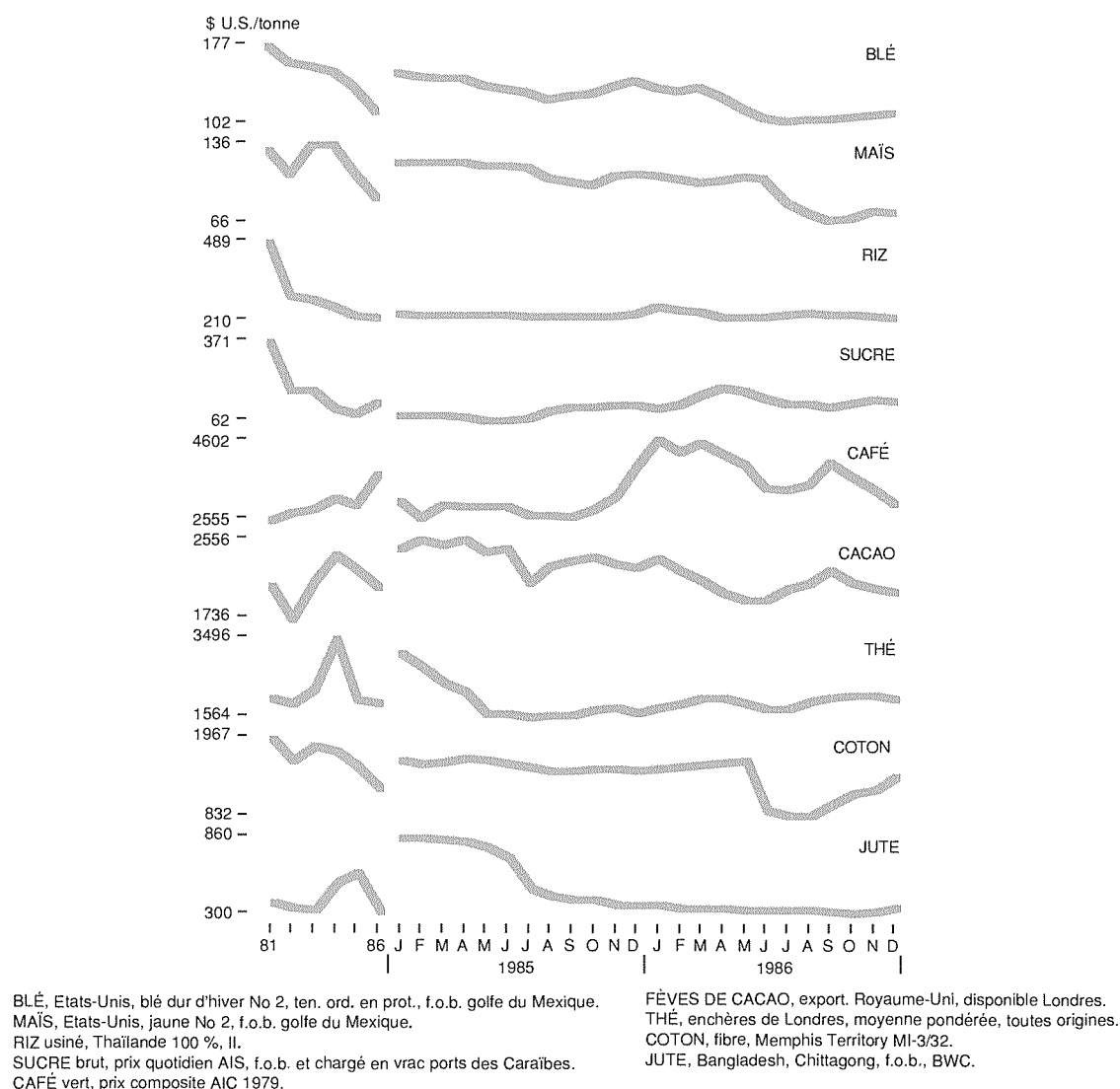
en développement à économie de marché (tableau 1.17). Cette baisse annule en grande partie les gains des deux années précédentes; la détérioration des termes de l'échange, amorcée en 1977, a donc repris. L'Extrême-Orient est la région en développement qui a le plus souffert de cette détérioration en 1985.

On observe des tendances identiques pour les termes d'échange de revenus, qui permettent d'apprécier l'évolution du pouvoir d'achat des exportations agricoles. Dans une optique à long terme, c'est dans les pays développés à économie de marché que leur détérioration est la plus prononcée puisque la baisse de 1985 (9 pour cent) est la plus forte jamais enregistrée depuis le premier choc pétrolier de 1973-1974.

Dans les pays en développement à économie de marché, le recul est de 8 pour cent en 1985. L'Afrique et

Figure 1.2

COURS INTERNATIONAUX DE CERTAINS PRODUITS AGRICOLES, 1981-1986



Source: FAO, Division de la statistique.

ENCADRÉ 1.3

**L'agriculture au GATT:
l'Uruguay Round**

En septembre 1986, les ministres des parties contractantes à l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce (GATT), réunis en session extraordinaire à Punta del Este, ont décidé de lancer un nouveau cycle de négociations commerciales multilatérales: l'Uruguay Round.

Pour la première fois depuis que le GATT organise des négociations commerciales multilatérales, une place de choix sera faite à l'agriculture. A Punta del Este, les parties contractantes sont convenues «qu'il faut d'urgence renforcer la discipline et améliorer la prévisibilité dans les échanges mondiaux de produits agricoles en corrigeant et en prévenant les restrictions et les distorsions, y compris celles qui sont liées aux excédents structurels, de façon à réduire l'incertitude, les déséquilibres et l'instabilité qui règnent sur les marchés agricoles mondiaux». Ces dernières années, on a en effet vu s'aggraver nombre des distorsions déjà anciennes dont souffre l'agriculture à cause des politiques protectionnistes. Au niveau international, les tensions se sont exacerbées entre partenaires commerciaux, à propos, en particulier, des subventions à l'exportation et autres pratiques analogues, et, au lieu de promouvoir un système multilatéral ouvert, on s'est orienté de plus en plus vers des accords bilatéraux. Au niveau national aussi, les problèmes occasionnés par le protectionnisme se sont aggravés. Les prix du marché intérieur sont de plus en plus isolés des cours mondiaux. Les

programmes de soutien de l'agriculture grèvent le budget de beaucoup de pays industriels, ce qui n'empêche que les revenus des agriculteurs restent à la traîne et que les faillites se multiplient dans certains pays.

Les négociations du GATT sur l'agriculture «viseront à libéraliser davantage le commerce des produits agricoles et à assujettir toutes les mesures touchant l'accès à l'importation et la concurrence à l'exportation à des règles et disciplines du GATT renforcées et rendues plus efficaces dans la pratique ... par l'amélioration de l'accès aux marchés, au moyen notamment de la réduction des obstacles aux importations; par l'amélioration de l'environnement compétitif grâce à un accroissement de la discipline concernant l'utilisation de toutes les subventions directes et indirectes ainsi que des autres mesures touchant directement ou indirectement le commerce des produits agricoles, en incluant la réduction progressive de leurs effets négatifs et en s'occupant de leurs causes; par la réduction au minimum des effets défavorables que les réglementations et obstacles sanitaires et phytosanitaires peuvent avoir sur le commerce des produits agricoles, en tenant compte des accords internationaux applicables en l'espèce.»

Les négociations porteront sur les droits de douane et sur les mesures non tarifaires ainsi que sur les subventions qui ont un effet direct sur les importations et les exportations. On a aussi reconnu implicitement que le commerce agricole souffre de distorsions dues aux politiques de subvention qui visent principalement des objectifs nationaux — soutien des revenus, soutien des prix — et qui affectent indirectement les échanges de par leur impact sur la production ou la consommation intérieure.

Le déclaration de Punta del Este prévoit la création de groupes de négociation, y compris pour les produits tropicaux et les produits provenant des ressources naturelles (dont les produits de la pêche et des forêts). Les négociations sur l'agriculture se dérouleront en deux étapes principales. Durant la première phase qui devrait s'achever à la fin de 1987, on s'emploiera à identifier les principaux problèmes et leurs causes, y compris toutes les mesures qui ont une incidence directe ou indirecte sur les échanges. Des informations complémentaires sur les mesures et politiques qui influent sur ces échanges seront présentées et l'on étudiera les principes fondamentaux qui

devraient régir le commerce mondial des produits agricoles. Les participants soumettront et commenceront à examiner des propositions visant à atteindre l'objectif des négociations. La deuxième étape consistera à examiner plus à fond les propositions, et à préparer et entamer les négociations proprement dites en vue des objectifs énoncés dans la déclaration ministérielle.

En ce qui concerne les produits tropicaux et les produits provenant des ressources naturelles, les négociations «viseront à réaliser la libéralisation la plus complète du commerce ... de ces produits, y compris ... à l'état transformé et semi-transformé». Une attention particulière sera portée aux intérêts des pays en développement ainsi qu'à la situation et aux problèmes spécifiques des pays les moins avancés.

l'Amérique latine ont réussi à compenser en partie la baisse des prix par une augmentation du volume de leurs exportations tandis que l'Extrême-Orient n'y est pas parvenu et que le volume des exportations du Proche-Orient a beaucoup diminué.

On ne dispose pas encore de suffisamment de données sur le volume du commerce et sur les cours internationaux pour évaluer précisément l'évolution des termes de l'échange agricoles en 1986. Toutefois, on peut s'attendre à une nouvelle dégradation car la baisse des cours internationaux de la plupart des grands produits agricoles s'est poursuivie ces derniers mois, alors que les prix d'autres produits, notamment des articles manufacturés, se sont raffermis. La seule exception notable pourrait être le café dont les cours se sont redressés à la fin de 1985 à la suite de la sécheresse au Brésil, mais le déficit de l'offre prévu pour 1986 ne s'est pas matérialisé de sorte qu'ils sont retombés. Quant aux cours du sucre, leur flambée au milieu de 1986 n'a été qu'un feu de paille (figure 1.2).

L'évolution des prix, de la valeur et des termes de l'échange des exportations agricoles doit être évaluée en fonction des variations des taux de change durant la période considérée et notamment de la dépréciation du dollar depuis le deuxième trimestre de 1985. Par rapport aux DTS, le dollar a augmenté de 4 pour cent en 1984 et de 1 pour cent en 1985, mais il a perdu 6 pour cent de sa valeur au premier semestre de 1986.

Toute dépréciation du dollar a pour effet que, toutes choses égales d'ailleurs, les recettes d'exportation et le coût des importations des pays autres que les Etats-Unis sont moins élevés que ne l'indiquent les statistiques en dollars. Bien entendu, l'effet de l'évolution du dollar sur la compétitivité, ainsi que des rapports différents selon les pays entre les prix et les coûts de production, et des politiques agricoles et commerciales varie selon les cas. Les monnaies de beaucoup de pays qui ont adopté récemment des politiques plus souples en matière de change et de commerce — souvent dans le cadre de vastes programmes d'ajustement — ont faibli par rapport au dollar. A l'inverse, d'autres monnaies telles que le franc CFA, aligné sur le franc français, se sont appréciées vis-à-vis du dollar depuis le début de 1985. Nombre des pays dont la monnaie s'est ainsi appréciée ont vu leurs coûts de production augmenter en dollars, d'où une moindre compétitivité de leurs exportations agricoles, et, comme le coût de leurs importations alimentaires a diminué en monnaie locale, les prix se sont orientés à la baisse sur le marché intérieur. Dans le même temps, les prix à la production, même lorsqu'ils sont restés inchangés en monnaie locale, ont augmenté en dollars.

Quel a été l'effet de la dépréciation récente du dollar sur les prix des produits? On a souvent postulé que l'augmentation du dollar jusqu'aux premiers mois de

1985 était en grande partie responsable de la faiblesse des prix agricoles dans cette monnaie et qu'elle contribuait à la compenser. Une dépréciation du dollar aurait donc dû faire remonter les prix. L'expérience récente montre qu'il n'en est rien, du moins à court terme: les prix de nombreux produits ont continué à baisser en 1985 et pendant une bonne partie de 1986, ce qui prouve qu'ils dépendent avant tout de l'offre et de la demande. La baisse des prix des produits est encore plus marquée en DTS qu'en dollars. Par exemple, au premier semestre de 1986, les prix du blé ont diminué d'environ 20 pour cent en dollars et de 26 pour cent en DTS.

AIDE EXTÉRIEURE

Apports de ressources à l'agriculture

En 1984, les engagements d'aide extérieure publique à l'agriculture ont diminué de 9 pour cent en prix courants mais de 5 pour cent seulement aux prix de 1980, par suite de la hausse du dollar jusqu'à la fin de février 1985 (tableau 1.18). Cette contraction est entièrement imputable aux engagements multilatéraux sans conditions de faveur qui ont baissé de presque 28 pour cent en prix courants, après avoir augmenté de moitié entre 1980 et 1983. En revanche, les engagements à des conditions de faveur se sont accrus de 3 pour cent en prix courants et de presque 7 pour cent aux prix de 1980. Cette hausse est uniquement due aux engagements bilatéraux: les engagements multilatéraux à des conditions de faveur ont en effet diminué.

Selon les estimations, les engagements totaux ont augmenté en 1985 de 2 à 3 pour cent en prix courants et de 1,4 pour cent seulement aux prix de 1980 en raison de l'affaiblissement du dollar à partir de mars 1985. Les engagements d'aide à des conditions de faveur ont plafonné tandis que les engagements sans conditions de faveur ont augmenté de plus de 9 pour cent. Cela tient au fait que les engagements bilatéraux — presque toujours à des conditions de faveur — ont diminué tandis que les engagements multilatéraux — sans conditions de faveur pour plus de la moitié d'entre eux — ont augmenté. En 1983, 1984 et 1985, les engagements

bilatéraux et les engagements multilatéraux ont évolué en sens inverse, ce qui a contribué à stabiliser plus ou moins le montant total des engagements. En ce qui concerne l'aide multilatérale, on observe que les engagements de l'Association internationale de développement (IDA) en faveur de l'agriculture ont constamment progressé tandis que ceux de la Banque internationale pour la reconstruction et le développement (BIRD) ont beaucoup fluctué.

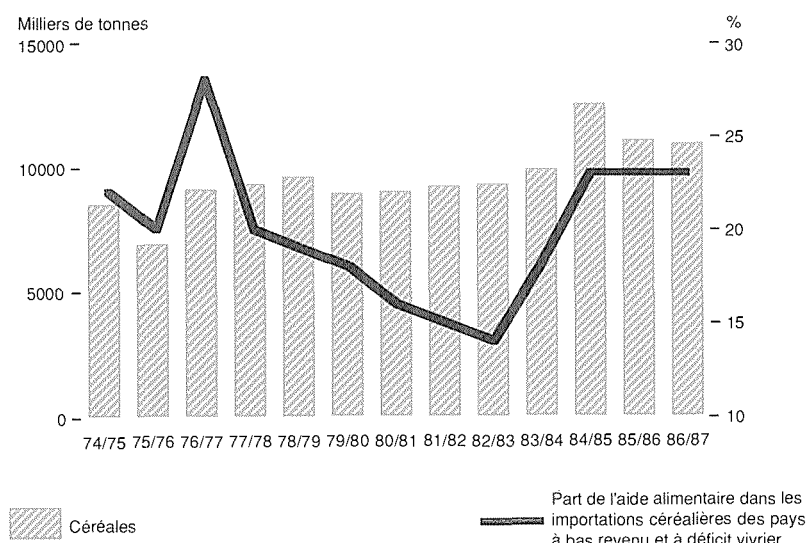
Certains événements récents auront une incidence sur l'aide extérieure à l'agriculture, notamment dans les pays à bas revenu pouvant prétendre à une aide assortie de conditions de faveur:

— Les négociations relatives à la huitième reconstitution des ressources de l'IDA ont abouti en décembre 1986. Les pays donateurs ont accepté de fournir 12,4 milliards de dollars pour 1987-1990, soit nettement plus que l'objectif de 10,5 à 12 milliards de dollars qu'ils s'étaient eux-mêmes fixé en janvier 1986, et beaucoup plus encore que les 9 milliards de la septième reconstitution. De 45 à 50 pour cent des prêts de l'IDA iront à l'Afrique subsaharienne, en proie à de graves problèmes. Une bonne partie des prêts (de 3 à 3,5 milliards de dollars) serviront à appuyer les politiques nationales d'ajustement.

— Au début de 1986, la deuxième reconstitution du Fonds international de développement agricole (FIDA) a été approuvée à hauteur de 500 millions de dollars pour trois ans, avec effet rétroactif au 1^{er} janvier 1985. La première reconstitution avait porté sur 1,1 milliard de

Figure 1.3

EXPÉDITIONS D'AIDE ALIMENTAIRE EN CÉRÉALES, DE 1974/75 À 1986/87



Source: FAO, Division des produits et du commerce international.

TABLEAU 1.18 Engagements d'aide extérieure à l'agriculture au sens large, 1983-1985
(en millions de dollars)

	Engagements totaux			Engagements à des conditions de faveur			Engagements sans conditions de faveur		
	1983	1984	1985	1983	1984	1985	1983	1984	1985
AUX PRIX COURANTS									
ENGAGEMENTS TOTAUX	12 115	11 075	11 363	7 364	7 603	7 564	4 751	3 472	3 799
Bilatéraux	4 537	4 984	4 446	4 384	4 840	4 320	153	144	126
Multilatéraux	7 578	6 091	6 917	2 980	2 763	3 244	4 598	3 328	3 673
Banque mondiale	5 280	3 261	4 235	1 334	1 487	1 862	3 946	1 774	2 373
BIRD	3 946	1 774	2 373	—	—	—	3 946	1 774	2 373
IDA	1 334	1 487	1 862	1 334	1 487	1 862	—	—	—
FIDA	258	188	182	258	159	159	—	29	23
Banques régionales de développement	1 339	1 911	1 737	786	476	567	553	1 435	1 170
OPEP (engagements multilatéraux)	224	253	266	125	163	159	99	90	107
PNUD	169	142	150	169	142	150	—	—	—
FAO (FF/PCT)	143	161	175	143	161	175	—	—	—
GCRAI	165	175	172	165	175	172	—	—	—
A PRIX CONSTANTS (1980) ¹									
ENGAGEMENTS TOTAUX	13 767	13 029	13 213	8 368	8 945	8 795	5 399	4 084	4 417
Bilatéraux	5 516	5 863	5 170	4 982	5 694	5 023	534	169	146
Multilatéraux	8 611	7 166	8 043	3 386	3 251	3 772	5 225	3 915	4 271

Sources: FAO (Division de l'analyse des politiques) et OCDE.

¹ Délateur utilisé: indice des Nations Unies de la valeur unitaire des exportations d'articles manufacturés, 1980 = 100.

dollars, que l'on avait fait durer quatre ans (1981-1984). Le FIDA mobilise par ailleurs des ressources auprès des donateurs pour financer un programme de 300 millions de dollars destiné à aider les pays d'Afrique subsaharienne victimes de la sécheresse et de la désertification. En décembre 1986, à la dixième session du Conseil des gouverneurs du FIDA, de nouvelles contributions ont été annoncées pour ce programme intéressant 22 pays, ce qui porte le total des engagements fermes et des décaissements à 197 millions de dollars.

— La session extraordinaire de l'Assemblée générale des Nations Unies sur l'Afrique (27 mai-1^{er} juin 1986) a permis de prendre conscience de l'importance des ressources à mobiliser pour appuyer les efforts de redressement économique et de développement des pays africains. Des ressources extérieures supplémentaires de l'ordre de 5 milliards de dollars par an ont été jugées nécessaires pour 1986-1990. Cette question est examinée plus en détail dans la partie consacrée à l'Afrique (chapitre 2).

— L'Afrique a besoin de plus d'intrants pour améliorer sa situation alimentaire. En septembre 1986, la quatorzième Conférence régionale de la FAO pour l'Afrique a donc demandé que la FAO étudie la faisabilité d'une expansion de l'aide en nature, notamment pour l'approvisionnement en engrais. L'étude, qui est axée sur l'Afrique et dont les résultats ont été présentés en novembre 1987 à la Conférence de la FAO, pour décision, a deux grands objectifs: déterminer les besoins probables d'intrants au cours des cinq prochaines années; évaluer les possibilités de couvrir ces besoins grâce à une expansion de l'aide en nature et définir les modalités de cette aide.

— Le FMI a récemment annoncé la création d'une facilité d'ajustement structurel qui permettra aux pays à bas revenu ayant des problèmes de balance des paiements d'obtenir des prêts à des conditions de faveur. Sa dotation est de 2,7 milliards de DTS (environ 3,1 milliards de dollars au taux de change actuel) provenant de remboursements au Fonds fiduciaire, déjà reçus ou attendus en 1985-1991. Soixante pays peuvent avoir recours à ce nouveau mécanisme mais les deux plus grands, à savoir la Chine et l'Inde, ont déjà annoncé qu'ils ne s'en serviraient pas. Une grande partie des prêts devraient servir à appuyer le développement agricole.

durant la campagne précédente et un cinquième environ des importations de céréales de ces pays. Les expéditions de source multilatérale devraient atteindre 2,5 millions de tonnes (8 pour cent de plus qu'en 1985/86).

Au début de décembre 1986, 47 opérations d'urgence du PAM (Programme alimentaire mondial ONU/FAO) avaient été approuvées (24 en Afrique, 13 en Extrême-Orient, 2 au Proche-Orient, 8 en Amérique latine). En 1984 et en 1985, le nombre de ces opérations avait été respectivement de 63 et 55. Les opérations approuvées en 1986 portent sur 392 619 tonnes de céréales et 54 848 tonnes d'autres produits, d'une valeur totale de 145,2 millions de dollars, dont 119,7 millions provenant de la RAIU (Réserve alimentaire internationale d'urgence) et 25,5 millions de l'allocation annuelle du PAM de 45 millions de dollars pour les opérations d'urgence.

Aide alimentaire

Selon les prévisions de la FAO, l'aide alimentaire en céréales devrait être de 10,2 millions de tonnes en 1986/87, soit 7 pour cent de plus qu'en 1985/86 mais 18 pour cent de moins qu'en 1984/85, où l'aide avait atteint un niveau record à cause de la crise alimentaire en Afrique (figure 1.3). Environ 8,6 millions de tonnes (soit 84 pour cent des expéditions) devraient aller aux pays à bas revenu et à déficit vivrier, soit 6 pour cent de plus que

ANNEXE. Événements économiques, financiers et institutionnels récents intéressant l'agriculture

Décembre 1985

23

Le président Reagan signe le *Food Security Act* qui définit la politique agricole des Etats-Unis pour les cinq prochaines années. Cette nouvelle loi, qui porte sur toute une gamme de produits agricoles, insiste sur le rôle des forces du marché dans l'ajustement de l'offre et de la demande. Elle prévoit un abaissement des prix des céréales et du coton sur le marché intérieur afin de promouvoir les exportations des Etats-Unis et de réduire les stocks. Enfin, elle donne au Secrétaire d'Etat à l'agriculture plus de latitude pour la fixation des «loan rates» en vue de rendre plus compétitives les exportations céréalières des Etats-Unis. La loi contient des dispositions concernant les prix d'objectif, les «loan rates», la réduction des superficies, les stocks des exploitants, la conservation et l'expansion des exportations.

Janvier 1986

1^{er}

L'Espagne et le Portugal entrent dans la *Communauté économique européenne* (CEE). Les clauses des actes d'adhésion concernant la production et le commerce des produits agricoles prennent effet le 1^{er} mars 1986.

Février

5-7

A Paris, la *Conférence internationale sur l'arbre et la forêt* se penche sur le problème des pluies acides et en appelle à la solidarité Nord-Sud pour combattre la désertification en Afrique.

Mars

17-21

La dix-huitième *Conférence régionale de la FAO pour le Proche-Orient*, réunie à Istanbul (Turquie), juge nécessaire un renforcement de la sécurité alimentaire régionale ainsi que de la formation à tous les aspects de la production semencière.

Avril

6-7

Réalignment des monnaies du *Système monétaire européen* (en particulier, le franc français est dévalué de 3 pour cent tandis que le mark est réévalué dans les mêmes proportions), ce qui fait augmenter les prix agricoles dans la plupart des pays de la CEE. (Le Royaume-Uni ne fait pas partie du SME.)

8-12

Réunions à Washington du *Groupe des 5*, du *Groupe des 10*, du *Groupe des 24*, du *Comité intérimaire du FMI* et du *Comité du développement FMI/Banque mondiale*. Ils conviennent, entre autres, de conserver le système des taux de change flexibles.

21-25

Le Conseil des ministres de l'agriculture de la CEE se réunit à Luxembourg pour fixer les *prix agricoles de la CEE* en 1986/87. Les décisions sont notamment les suivantes: gel des prix de la plupart des produits; taxe de 3 pour cent sur la production de céréales; réduction de 3 pour cent des quotas laitiers dans un délai de trois ans; diverses réductions des versements pour le stockage des excédents alimentaires.

Le *Comité FAO des forêts* souligne qu'il est urgent de sensibiliser l'opinion publique à l'importance des forêts et demande à la FAO de coordonner l'application du Plan d'action forestier tropical.

26

Accident nucléaire de *Tchernobyl* en URSS (évacuation de 116 000 personnes vivant dans un rayon de 30 km).

28/4 - 2/5

A Istanbul (Turquie), la quinzième *Conférence régionale de la FAO pour l'Europe* examine les moyens d'ajuster la production et les prix agricoles, d'accroître les exportations des pays en développement en Europe et de lutter contre la pollution atmosphérique transfrontière. Elle examine aussi le rôle des politiques phytosanitaires dans la sécurité des aliments et la protection de l'environnement, ainsi que les moyens de développer l'aquaculture en Europe.

Mai	
4-6	Les responsables des sept grands <i>pays industrialisés</i> se réunissent à Tokyo pour leur <i>douzième sommet économique annuel</i> . Ils conviennent de la nécessité d'une coordination étroite et continue de leurs politiques économiques, reconnaissent que les excédents structurels mondiaux de certains produits agricoles importants exigent une réorientation des politiques et une adaptation des structures de la production à la demande mondiale, et approuvent l'utilisation de divers indicateurs pour la surveillance multilatérale.
7	A deux réunions de donateurs, organisées en mai et juillet, la FAO lance une campagne financée par la communauté internationale pour sauver la production vivrière de l'Afrique menacée par les <i>criquets</i> et les <i>sauteriaux</i> . En décembre, elle a déjà mobilisé environ 50 millions de dollars. Selon les dernières estimations, plus de 90 pour cent des récoltes de l'ouest et de l'est de l'Afrique ont ainsi été sauvées, mais l'Afrique australe reste une «zone de danger».
9-25	A Brasilia, les ministres du commerce extérieur des pays membres du Groupe des 77 lancent une première série de négociations en vue d'un <i>Système global de préférences commerciales</i> entre pays en développement.
12-22	La CEE interdit l'importation d'aliments en provenance d'Europe orientale (mise à part la République démocratique allemande) à cause de la contamination radioactive provoquée par l'accident de Tchernobyl. A la fin du mois, elle met fin à cette interdiction et fixe des limites concernant la concentration maximale des radionucléides dans les produits agricoles.
27/5 - 1/6	L' <i>Assemblée générale des Nations Unies</i> , réunie à New York en <i>session extraordinaire</i> pour examiner la situation critique de l'Afrique, adopte un Programme d'action pour le redressement économique et le développement de l'Afrique 1986-1990 en vue d'aider cette région à relancer son agriculture et à faire face à ses problèmes d'endettement. Le coût de ce programme est estimé à environ 128 milliards de dollars et doit être financé pour les deux tiers (82,5 milliards) par les pays africains eux-mêmes.
Juillet	
8-17	A Rome, la dix-huitième <i>Conférence de la FAO pour l'Asie et le Pacifique</i> fait ressortir que, malgré l'augmentation de la production agricole de cette région et la plus grande stabilité de ses approvisionnements alimentaires, il reste encore près de 300 millions de pauvres et de mal-nourris.
16-26	Nouvel <i>accord international sur le cacao</i> , d'une durée de trois ans. Il remplace le précédent, qui expire le 30 septembre 1986, et vise à stabiliser les prix en baisse de 16 pour cent depuis le début de l'année.
28-30	L' <i>Organisation de l'unité africaine</i> (OUA) tient sa vingt-deuxième conférence annuelle à Addis-Abeba. Denis Sasson-Nguesso (Congo) est élu président. La Conférence des Nations Unies sur l'huile d'olive adopte un quatrième <i>accord international sur l'huile d'olive et les olives de table</i> , le précédent (qui n'incluait pas les olives de table) expirant à la fin de 1986.
28	Le Conseil international des bois tropicaux décide que l' <i>Organisation internationale des bois tropicaux</i> (OIBT) aura son siège à Yokohama (Japon). Bin Chem Yeong (Malaisie) est élu Directeur exécutif.
30	Nouvel <i>accord international sur le blé</i> , qui comprend la Convention relative au commerce du blé et la Convention relative à l'aide alimentaire. Il diffère peu du précédent, arrivé à expiration le 30 juin. Le <i>prix du pétrole</i> tombe nettement au-dessous de 10 dollars le baril (contre 28 dollars en janvier) mais remonte ensuite aux alentours de 15 dollars après la décision de l'OPEP de réduire la production.

Août1^{er}

Renouvellement, pour cinq ans, de l'*arrangement multifibres*. Il est plus restrictif que le précédent. Il couvre désormais toutes les fibres végétales et garantit un traitement plus favorable aux pays les moins avancés. Un traitement particulier est réservé aux pays producteurs de coton et des mesures renforcées sont prévues pour éviter tout contournement de l'accord.

5-13

A Bridgetown (Barbade), la dix-neuvième *Conférence régionale de la FAO pour l'Amérique latine et les Caraïbes* demande à la FAO d'entreprendre une étude détaillée du potentiel et des perspectives à long terme de l'agriculture dans la région (voir encadré 2.3).

La FAO met en place le *Centre d'intervention antiacridienne d'urgence*.

Septembre

2-11

A Yamoussoukro (Côte d'Ivoire), la quatorzième *Conférence régionale de la FAO pour l'Afrique* examine l'étude approfondie de la FAO sur *L'agriculture africaine: les 25 prochaines années* (voir encadré 2.1).

15-21

Les ministres des parties contractantes au *GATT*, réunis à Punta del Este (Uruguay) décident de lancer un huitième cycle de négociations commerciales multilatérales, qui débutera officiellement le 31 octobre 1986 à Genève et devra aboutir dans les quatre ans. Les négociations porteront sur les services ainsi que sur les marchandises, y compris les produits agricoles, les produits tropicaux et les produits provenant des ressources naturelles, dont les produits de la pêche et des forêts (voir encadré 1.3).

30/9 - 3/10

A leur quarante et unième assemblée annuelle, à Washington, la *Banque mondiale* et le *FMI* conviennent qu'il faut viser à une meilleure coordination des politiques macro-économiques et décident d'utiliser des indicateurs économiques pour la surveillance par le FMI des politiques des Etats membres.

Octobre

3

Le Conseil du commerce et du développement décide que la *Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement* (CNUCED) tiendra sa septième session à Genève du 6 au 31 juillet 1987 et examinera notamment les questions suivantes: ressources pour le développement, produits de base, commerce international, problèmes des PMA.

16

Journée mondiale de l'alimentation, axée sur le rôle et la situation des artisans pêcheurs et de leurs familles.

Novembre

17-28

Le *Conseil de la FAO*, réuni à Rome pour sa quatre-vingt-dixième session, adopte notamment une résolution sur la lutte contre les ravageurs migrants (criquets et sauteriaux) en Afrique.

20-21

Le *Conseil international du sucre* décide de proroger jusqu'au 31 décembre 1987 l'accord international de 1984. Sans clause économique, l'accord vise seulement à permettre à l'Organisation internationale du sucre de continuer à fonctionner.

Décembre

16

Les *ministres de l'agriculture de la CEE* approuvent des mesures destinées à réduire les excédents de lait et de viande bovine. Par exemple, les quotas laitiers diminueront de 9,5 pour cent au cours des deux prochaines années, tandis que le prix de soutien versé par la CEE aux producteurs de viande de bœuf baissera de 11 pour cent.

CHAPITRE 2

SITUATION RÉGION

PAR RÉGION

L'évolution de l'alimentation et de l'agriculture ces dernières années, les politiques suivies dans ces secteurs ainsi que certains autres facteurs sont examinés ci-après région par région. La liste des régions et pays considérés figure à l'annexe. Dans la partie consacrée aux régions en développement, une place particulière est faite à l'évolution récente de l'agriculture africaine.

En ce qui concerne les régions développées, plusieurs questions intéressant l'agriculture en Hongrie et en Pologne sont examinées à la lumière d'informations communiquées par des organismes officiels d'Europe orientale.

AFRIQUE

La crise économique et agricole de l'Afrique n'a cessé de s'aggraver dans les années 80. Entre 1980 et 1984, son PIB a légèrement diminué, de même que son PIB agricole, soit, par habitant, une baisse de l'ordre de 3 pour cent par an. En outre, les échanges de marchandises de la plupart des sous-régions, ainsi que leurs échanges agricoles, se sont contractés (tableau 2.1).

Plusieurs facteurs, notamment la fin de la sécheresse, la croissance économique prévue dans les pays industriels — principaux partenaires commerciaux de l'Afrique — et la diminution de la facture pétrolière, ont un peu amélioré les perspectives de la plupart des pays africains pour la période 1986-1990¹. Le Fonds monétaire international prévoit que, par habitant, le PIB réel de l'Afrique subsaharienne augmentera de 2,6 et de 1,1 pour cent respectivement en 1986 et 1987, alors qu'il a baissé en moyenne de 1,3 pour cent par an entre 1980 et 1985². Toutefois, la reprise attendue dans la région n'a guère de chance de se concrétiser sans une amélioration marquée et ininterrompue des résultats du secteur agricole.

Engagement politique en faveur de l'alimentation et de l'agriculture

Depuis le début des années 70, la production vivrière par habitant ne cesse de diminuer en Afrique. En effet, la production vivrière totale augmente de moins de 2 pour cent par an, alors que la population s'accroît chaque année d'environ 3 pour cent. Les gouvernements africains et la communauté internationale se sont émus des mauvais résultats du secteur agricole. En 1978, les ministres africains de l'agriculture ont adopté un Plan alimentaire régional pour l'Afrique (AFPLAN) qui a par la suite été intégré dans le Plan d'action de Lagos, approuvé en 1980 par les chefs d'Etat africains³.

Malgré ces bonnes intentions, l'Afrique a vu s'aggraver ses problèmes économiques et financiers au début des années 80 et, en plus, elle a été victime d'une épouvantable sécheresse.

La croissance de sa production vivrière s'est encore ralentie entre 1980 et 1984 et, par habitant, elle n'a été positive que dans deux sous-régions. Cette aggravation a

¹ La majorité des pays africains importent du pétrole; certains y consacrent jusqu'à 30 pour cent de leurs recettes en devises.

² Non compris le Nigéria et l'Afrique du Sud.

³ OUA, «Plan d'action de Lagos pour le développement économique de l'Afrique, 1980-2000», Genève, 1981.

TABLEAU 2.1 Afrique: taux de croissance

(pourcentage par an)

Pays et groupes de pays	Population 1980-1986	Actifs agricoles 1980-1986	PIB 1980-1984	PIB agricole 1980-1984	Exportations (\$) 1980-1985	Importations (\$) 1980-1985	Exportations agricoles (\$) 1980-1985	Importations agricoles (\$) 1980-1985	Production agricole 1980-1986	Production vivrière 1980-1986
Tunisie	2,08	1,65	3,73	1,12	-6,40	-5,18	-5,11	-3,54	3,71	3,76
Algérie	3,09	5,01	5,51	1,79	-5,30	-0,96	-17,82	-1,31	2,39	2,24
Maroc	2,49	2,87	2,90	-0,77	-4,89	-3,82	-15,76	-5,11	5,19	5,20
AFRIQUE DU NORD-OUEST	2,69	3,54	4,81	0,71	-5,39	-2,37	-13,68	-2,47	3,78	3,72
Sénégal	2,60	1,21	5,01	2,69	0,28	-2,48	1,57	-1,03	2,30	2,14
Gambie	1,99	0,67	-0,43	21,14	6,01	-7,55	2,44	2,14	2,98	3,17
Niger	2,89	1,78	-3,67	1,24	-11,22	-11,51	-4,52	-2,42	-0,45	-0,46
Mauritanie	2,99	3,29	0,41	2,88	11,80	-4,34	-2,41	2,65	0,52	0,52
Burkina Faso	2,45	1,13	-0,87	1,41	-0,25	-7,73	0,50	0,75	5,86	5,67
Mali	2,86	2,41	1,08	3,03	0,26	-3,08	0,76	7,93	2,35	2,13
Tchad	2,33	1,21	-9,04	0,96	7,76	9,23	6,27	43,93	3,52	3,25
SAHEL	2,65	1,68	1,25	2,24	-0,17	-4,78	1,16	2,40	2,46	2,35
Togo	3,01	1,27	-3,87	-1,21	-9,34	-14,25	0,53	4,51	0,65	0,29
Bénin	3,01	-2,92	3,07	0,94	13,43	5,72	20,65	2,53	7,82	7,17
Guinée-Bissau	1,83	1,24	4,60	7,67	-4,17	-13,22	1,55	-11,26	7,63	7,63
Sierra Leone	1,82	0,02	0,23	-2,55	-5,71	-17,64	5,00	-11,78	0,90	0,91
Guinée	2,37	0,40	1,58	0,37	-3,77	-1,64	-11,52	-4,66	1,84	1,89
Ghana	3,30	0,96	-2,07	-1,32	-10,76	-7,80	-11,42	-4,30	4,61	4,78
AFRIQUE OCCIDENTALE, BAS REVENU	2,83	0,28	-1,83	-1,24	-6,99	-4,33	-6,89	-3,87	4,05	3,93
Côte d'Ivoire	3,70	4,55	-2,61	-2,53	-1,35	-11,80	1,70	-10,61	2,89	3,85
Congo	2,64	-5,27	10,11	-7,28	8,74	9,13	5,21	7,31	0,89	0,87
Gabon	1,63	1,14	0,0	0,0	0,17	-0,14	-13,88	2,39	0,98	0,96
Libéria	3,21	1,69	-2,08	-1,95	-7,24	-5,69	-2,46	-2,90	2,73	2,99
Nigéria	3,41	-0,61	-4,64	1,41	-12,24	-13,64	-3,27	-11,00	2,97	3,01
Cameroun	2,75	2,79	5,94	0,27	-4,12	-8,21	-3,43	-0,00	2,11	2,24
AFRIQUE OCCIDENTALE, REVENU MOYEN	3,35	0,27	-3,17	0,85	-8,75	-11,80	-0,10	-9,27	2,11	2,36

TABLEAU 2.1 Afrique: taux de croissance (suite)

(pourcentage par an)

Pays et groupes de pays	Population 1980-1986	Actifs agricoles 1980-1986	PIB 1980-1984	PIB agricole 1980-1984	Exportations (\$) 1980-1985	Importations (\$) 1980-1985	Exportations agricoles (\$) 1980-1985	Importations agricoles (\$) 1980-1985	Production agricole 1980-1986	Production vivrière 1980-1986
Burundi	2,86	1,00	2,50	1,84	11,93	2,94	9,38	-1,06	2,36	2,33
Zaïre	2,99	3,52	0,29	1,84	-0,55	-0,43	-2,40	1,48	2,81	2,76
Rwanda	3,37	2,67	6,40	8,30	3,24	0,14	1,71	7,31	0,70	0,26
République centrafricaine	2,33	3,24	-0,27	1,57	0,52	3,18	4,08	2,37	1,22	1,01
AFRIQUE CENTRALE	2,99	3,08	1,52	1,77	-0,05	0,24	1,37	1,95	1,76	1,61
Ouganda	3,40	2,22	6,62	9,07	9,79	-0,70	7,65	-19,17	6,26	5,98
Tanzanie	3,60	2,22	-2,47	-8,48	-5,93	-6,19	-4,50	-7,90	1,80	2,28
Somalie	2,88	4,79	6,43	13,40	-0,41	2,12	-11,05	-1,14	0,65	0,66
Kenya	4,22	3,07	2,94	3,20	-6,07	-10,73	2,67	1,29	3,21	2,22
Ethiopie	2,52	-0,25	2,76	1,47	0,67	6,55	-5,49	28,98	0,39	-0,11
AFRIQUE ORIENTALE	3,21	1,54	2,86	2,24	-2,53	-4,77	0,06	3,84	2,57	2,31
Madagascar	2,85	2,36	-5,30	-0,32	-4,15	-7,76	-2,80	-9,94	2,18	2,20
Malawi	3,16	2,31	2,38	4,40	0,34	-8,12	1,76	-13,90	1,79	1,23
Namibie	2,84	2,40	0,0	0,0	0,0	0,0	-13,42	0,08	-1,18	-0,86
Mozambique	2,85	-1,13	-3,63	-6,56	-17,76	-1,67	-19,63	4,93	-0,49	-0,30
Comores	3,11	-0,06	0,0	0,0	8,99	3,45	28,68	-8,22	2,38	2,34
AFRIQUE AUSTRALE, BAS REVENU	2,92	0,91	-2,40	-6,56	-4,90	-5,55	-3,71	-2,83	0,98	0,96
Réunion	0,89	1,23	0,0	0,0	-11,26	-1,11	-10,07	-3,15	0,78	0,96
Maurice	1,87	-0,07	3,74	5,69	3,33	-2,21	-4,44	-7,26	3,81	3,50
Swaziland	3,10	1,48	4,51	3,88	-8,45	-7,92	-11,45	3,00	2,04	2,32
Lesotho	2,58	1,42	6,17	6,62	-14,69	-0,32	-1,87	2,76	0,16	-0,08
Botswana	3,87	3,13	13,25	-9,47	12,03	-2,37	-0,78	1,40	0,36	0,36
Angola	2,53	-1,07	-2,62	0,69	-12,62	-11,96	-13,87	1,50	0,16	0,22
Zambie	3,39	1,49	-0,51	2,13	-12,38	-8,84	4,07	-12,35	2,62	2,42
Zimbabwe	3,57	0,32	3,09	-2,79	-3,62	-6,38	-0,86	2,33	4,10	2,64
AFRIQUE AUSTRALE, BAS REVENU	3,04	0,42	0,90	0,40	-5,98	-5,79	-5,22	-1,80	1,79	1,56
AFRIQUE	3,06	1,38	-0,03	-0,21	-6,55	-6,38	-2,32	-3,40	2,39	2,30

Note: Les pays sont classés, à l'intérieur de chaque groupe, en fonction de leurs disponibilités énergétiques alimentaires en 1981-1983.

entraîné de terribles pénuries alimentaires et même des famines dans 25 pays d'Afrique entre 1983 et 1985. Elle a suscité un remarquable élan de solidarité dans le monde entier et a incité les gouvernements intéressés à s'efforcer de mettre au point une «stratégie africaine» de développement centrée sur l'alimentation et l'agriculture.

La Déclaration de Harare, adoptée en 1984 au Zimbabwe par la treizième Conférence régionale de la FAO pour l'Afrique, et le Programme prioritaire de redressement économique de l'Afrique 1986-1990, approuvé par l'Organisation de l'unité africaine en 1985, témoignent de cette volonté politique. Ces deux documents tracent les grandes lignes de stratégies axées sur l'alimentation et l'agriculture et notamment sur le développement de la petite agriculture. Ces stratégies sont au centre des documents présentés par les gouvernements africains à la session extraordinaire que l'Assemblée générale des Nations Unies a consacrée à l'Afrique du 27 mai au 1^{er} juin 1986.

A cette session, l'Assemblée générale a adopté une déclaration qui est proche du texte présenté par l'OUA, mais qui tient compte aussi des réserves émises par les donateurs quant à l'aide supplémentaire disponible, au rééchelonnement de la dette de l'Afrique et aux problèmes commerciaux.

Un consensus s'est dégagé sur les points suivants:

- La franchise avec laquelle sont analysées les causes de la crise économique de l'Afrique dans les documents.
- La nécessité de donner la priorité des priorités au développement de l'agriculture et des secteurs dont elle est tributaire, et de faire un effort particulier en faveur des petits exploitants et des agricultrices.
- Le besoin de ressources importantes pour aider à la restructuration et au développement des économies africaines dans un sens favorable à la stratégie «pro-agricole».
- La nécessité, pour les gouvernements africains, d'améliorer sensiblement la gestion de leur économie et de leurs ressources, notamment l'utilisation des terres, les politiques de prix et le rôle économique de l'Etat.
- L'inutilité de créer des structures ou mécanismes nouveaux pour donner suite à la session extraordinaire.
- La nécessité de reconstituer les ressources de l'Association internationale de développement (IDA) à hauteur de 12 milliards de dollars. (Comme indiqué dans la première partie de ce rapport, cet objectif a été dépassé: les donateurs ont promis 12,4 milliards pour 1987-1990.)

Selon les documents présentés, la mise en œuvre complète du Programme prioritaire de redressement économique de l'Afrique exigerait 128,1 milliards de dollars sur cinq ans (1986-1990). Les pays africains se sont engagés à mobiliser 82,5 milliards de dollars (64,4 pour cent du total), le reste (45,6 milliards de dollars) devant être fourni par la communauté internationale

(environ 9 milliards de dollars par an). On a fait valoir que 19 milliards de dollars sont déjà disponibles ou promis de sources extérieures. Il reste donc à trouver 27 milliards de dollars, soit 5,4 milliards par an. Cela correspond à environ 14 pour cent de l'aide publique au développement en 1984, et à 46 pour cent environ de la moyenne annuelle des investissements publics dans l'agriculture africaine prévus pour 1986-1990.

La Banque mondiale, qui s'est penchée sur le cas des 29 pays les plus pauvres de l'Afrique subsaharienne (revenu par habitant inférieur à 550 dollars en 1984), a évalué les besoins de ressources extérieures supplémentaires à 2,5 milliards de dollars par an d'aide à des conditions de faveur et d'allègement de la dette (compte tenu des engagements «connus et prévus»). Cela permettrait de rétablir au niveau de 1980-1982 le volume des importations par habitant entre 1986 et 1990 et d'atteindre l'objectif modeste d'une croissance de 3-4 pour cent du PIB réel, qui suivrait ainsi tout juste la croissance démographique.

Les documents présentés par l'OUA à la session extraordinaire de l'Assemblée générale font état de paiements de l'ordre de 24 milliards de dollars par an entre 1986 et 1990 au titre du service de la dette, dont 6,8 milliards pour les pays subsahariens à bas revenu. Le rééchelonnement ou l'annulation de cette dette fait partie de l'aide supplémentaire demandée, mais les principaux pays créanciers ne se sont pas montrés disposés à discuter de cette question à la session, par crainte de créer un précédent. Ils ont jugé que les négociations concernant l'aide et la dette doivent avoir lieu pays par pays et non pas globalement entre le «bloc» africain et les pays donateurs/créanciers.

Quant aux questions commerciales — protectionnisme, accès aux marchés, prix des produits — elles ont été renvoyées aux négociations commerciales multilatérales du GATT qui ont démarré officiellement à Genève en octobre 1986.

Le Programme d'action des Nations Unies présenté à la session extraordinaire comporte deux engagements: i) celui des gouvernements africains de lancer des programmes de développement économique conformes au Programme prioritaire de redressement économique de l'Afrique; ii) celui de la communauté internationale d'appuyer les efforts de l'Afrique. Plusieurs pays, notamment le Canada, les Pays-Bas et des pays scandinaves, ont annoncé pendant la session des initiatives prévoyant un accroissement de leur aide et un moratoire sur la dette de certains pays africains, voire l'annulation de cette dette.

Les raisons du retard de la croissance agricole

A l'origine des médiocres performances de l'agriculture africaine, on distingue, à côté de causes spécifiques

variant d'un pays à l'autre, un certain nombre de facteurs communs, tant endogènes qu'exogènes⁴. Les facteurs endogènes, dus à une mauvaise orientation des politiques, sont les suivants:

- Absence d'engagement politique des gouvernements africains en faveur de l'agriculture et du secteur rural.
- Gestion inadéquate des ressources; stratégies et politiques de développement mal formulées; systèmes inefficaces de prix et aussi de change; coût des organismes de production, de commercialisation et de financement agricoles gérés par l'Etat; carences des services de recherche et de vulgarisation.
- Manque d'infrastructure pour le transport et les communications, et insuffisance des moyens financiers alloués à l'agriculture et aux secteurs apparentés.
- Rapidité de la croissance démographique (plus de 3 pour cent par an) et de l'urbanisation; absence dans la plupart des pays d'une politique démographique cohérente à l'appui des politiques de développement.

L'effet de ces facteurs a été aggravé par des sécheresses catastrophiques, notamment dans la zone sahélienne au début des années 70 et dans toute l'Afrique entre la fin de 1982 et le début de 1985.

Deux facteurs exogènes, d'ailleurs apparentés, ont aussi contribué à la crise économique de l'Afrique. Le premier concerne le *secteur des exportations* — dans lequel les produits agricoles jouent un grand rôle — et notamment les termes de l'échange. Entre 1981 et 1983, ceux-ci se sont dégradés de près de 6 pour cent dans l'ensemble de l'Afrique, et de 18 pour cent en Afrique subsaharienne où la part des produits agricoles dans les exportations est plus élevée. Cette dégradation s'est soldée pour les pays subsahariens (Nigéria non compris) par des pertes estimées à 15 milliards de dollars pour le début des années 80, ce qui équivalait à peu près à l'augmentation de leur dette extérieure.

Deuxième facteur exogène: la *dette* de l'Afrique estimée par le FMI à quelque 140 milliards de dollars en 1986, c'est-à-dire presque deux fois plus qu'il y a huit ans. Le FMI évalue la dette de l'Afrique subsaharienne à quelque 66,5 milliards de dollars (Nigéria non compris). Le ratio du service de la dette de l'Afrique est de l'ordre de 30-32 pour cent, contre 15-17 pour cent en 1978.

Dans les années 80, l'Afrique, notamment l'Afrique subsaharienne, s'est trouvée prise en tenaille. Le montant net de ses emprunts à l'extérieur a diminué (de 8,4 à 3,9 milliards de dollars de 1981 à 1985) et le revenu net de ses investissements est devenu de plus en plus

négatif (de -2 à -3,4 milliards de dollars) à cause essentiellement de l'augmentation des sommes versées à titre d'intérêts sur la dette. Ses recettes d'exportation ont elles aussi baissé (de 24,2 milliards de dollars en 1980 à 20,4 milliards en 1985). Il a donc fallu considérablement réduire les importations (de 27,4 à 20,3 milliards de dollars) juste au moment où beaucoup de pays victimes de la sécheresse avaient besoin d'importer, non seulement plus de nourriture, mais aussi plus d'intrants (y compris pièces de rechange et combustible) pour faire tourner leur économie et notamment leur agriculture. En valeur, les importations de marchandises ont diminué de plus de 6 pour cent par an et les importations agricoles (intrants et vivres) de plus de 3 pour cent par an durant la période 1980-1985.

Pour réparer les dommages causés à son agriculture par la sécheresse, tirer parti du retour des pluies à la normale en 1985-1986 et mettre en œuvre le Programme prioritaire de redressement économique, l'Afrique a besoin de plus de ressources financières, mais elle voit diminuer ses rentrées d'argent. C'est pourquoi on a demandé à la session extraordinaire de l'Assemblée générale que les pays africains qui, de leur côté, s'engagent à mobiliser leurs ressources propres et à réformer leurs politiques, bénéficient d'un surcroît de ressources extérieures, soit sous forme de capitaux, soit par un allègement de leur dette.

Réformes récentes

Depuis 1980, face à la gravité de plus en plus manifeste de la crise économique en Afrique, de nombreuses réformes ont été opérées⁵. Au total, 26 pays subsahariens non exportateurs de pétrole ont mis en œuvre des programmes d'ajustement structurel appuyés par le FMI durant la période 1980-1984; en 1981, ils ont été 19 dans ce cas, ce qui constitue un record.

La dévaluation de beaucoup de monnaies est l'aspect le plus frappant de la réforme des politiques macro-économiques. Entre le milieu de 1984 et le début de 1986, le taux de change de la monnaie nationale vis-à-vis du DTS est resté inchangé dans quatre des 43 pays africains pour lesquels on dispose de données; il a augmenté dans 15 autres — la majorité appartenant à la zone CFA — et diminué dans 24. Certaines dévaluations ont été très fortes: 372 pour cent pour le shilling ougandais, 311 pour cent pour le kwacha zambien, 274 pour cent pour le shilling somali. En moyenne non pondérée, la baisse a

⁴ Cette question est examinée plus en détail dans l'étude de la FAO *L'agriculture africaine: les 25 prochaines années*, qui a été présentée à la quatorzième Conférence régionale de la FAO pour l'Afrique, réunie à Yamoussoukro (Côte d'Ivoire) du 2 au 11 septembre 1986.

⁵ Un rapport publié par la Banque mondiale en 1986 (*Financing Adjustment with Growth in Sub-Saharan Africa, 1986-90*) décrit certains des succès obtenus et souligne l'importance des réformes entreprises, notamment depuis 1983.

été de l'ordre de 39 pour cent entre le milieu de 1984 et le milieu de 1986. Parallèlement à ce réaligement des monnaies en fonction des réalités économiques, d'autres mesures d'ajustement structurel ont souvent été prises.

L'ajustement des taux de change s'est en effet fréquemment accompagné de réformes de grande portée au profit de l'agriculture, selon trois axes principaux: *i)* changements institutionnels et notamment réforme des offices agricoles par souci d'efficacité et d'économie; *ii)* relèvement des prix à la production facilité, dans le cas des cultures d'exportation, par les dévaluations; *iii)* réduction des subventions pour les produits alimentaires et les intrants agricoles. Les réformes opérées dans certains pays sont brièvement décrites ci-après à titre d'exemple.

Le *Ghana* a annoncé un plan d'action agricole 1986-1988 qui s'inscrit dans le cadre d'un programme de redressement économique donnant une grande priorité à l'agriculture. La forte dévaluation du cedi a permis un relèvement — non proportionnel il est vrai — des prix à la production. Pour le cacao et le maïs, par exemple, les prix annoncés pour 1985/86 étaient ainsi en hausse de 367 et 100 pour cent respectivement par rapport à avril 1983.

La privatisation des activités de certains organismes paraétatiques, qui ne sont plus viables, a aussi été annoncée, de même qu'une réorganisation du Ministère de l'agriculture.

Durant la période 1980-1985 (y compris donc l'année 1983, catastrophique), la production vivrière a augmenté en moyenne de 4 pour cent l'an, alors qu'elle avait diminué de près de 2 pour cent par an durant la période 1971-1980. En 1986, elle s'est accrue de plus de 10 pour cent.

Le *Nigéria* n'a pas dévalué sa monnaie mais a procédé à des réformes dans deux domaines, à savoir les institutions et le commerce extérieur. Il a ainsi annoncé en avril 1986 que sept offices paraétatiques de commercialisation (céréales, cacao, huile de palme, caoutchouc, arachide, coton, racines et tubercules) mettront un terme à leurs opérations commerciales le 30 juin 1986 et cesseront totalement de fonctionner à la fin de l'année (ils devaient 637 millions de naira à la fin de 1984). Le commerce de ces produits était déjà en grande partie assuré par le secteur privé. Désormais, l'Etat n'interviendra plus dans la commercialisation des produits agricoles que comme «acheteur de dernier ressort». Par ailleurs, il a ramené de 80 à 20 pour cent la subvention du prix des engrais.

En ce qui concerne le commerce extérieur, la principale réforme a consisté à interdire les importations de riz et de maïs à compter du 1^{er} octobre 1985, et celles d'huile végétale à compter du 1^{er} janvier 1986. Le Nigéria s'estime capable de produire riz, maïs et huile végétale en quantité suffisante pour couvrir tous ses besoins;

d'ailleurs, il était autrefois un gros exportateur d'huile végétale.

La production vivrière s'est accrue de 4 pour cent en 1985 — contre une moyenne de moins de 1 pour cent durant la période 1980-1984 et de moins de 3 pour cent durant la période 1971-1980 — alors que la population a augmenté de plus de 3 pour cent. En 1986, la production vivrière par habitant a été en hausse de 1,3 pour cent.

La *Zambie* compte quant à elle davantage sur les prix que sur des réformes institutionnelles pour stimuler sa production agricole. Elle ne s'en est pas moins attachée à rendre plus efficaces les organismes de commercialisation et services agricoles et à financer des programmes élargis de soutien à l'agriculture.

Le kwacha a été officiellement dévalué à plusieurs reprises au début des années 80. En octobre 1985, la Zambie a renoncé au taux de change fixe pour un régime de ventes aux enchères hebdomadaires des devises. En deux semaines, le kwacha a chuté de 200 pour cent vis-à-vis du dollar; après une stabilisation aux alentours de 145 pour cent à la fin de 1985, il a recommencé à perdre du terrain. L'augmentation des prix des importations et des exportations en monnaie locale a entraîné une très forte hausse des prix à la production. Ceux du maïs et du blé ont augmenté respectivement de 125 et de 103 pour cent entre la campagne agricole 1983/84 et novembre 1985.

La subvention des engrais a été réduite de 63 pour cent en 1983. De nouveaux ajustements ont été opérés par la suite pour tenir compte de l'évolution du taux de change et de la nécessité de limiter les dépenses publiques. Les prix des engrais ont ainsi augmenté d'environ 220 pour cent entre 1983 et 1986. En conséquence, la consommation de ces produits a baissé de 18 pour cent en 1984/85 mais on signale qu'elle s'est redressée en 1986. Les mêmes prix s'appliquent dans tout le pays, et à tous les types d'engrais, ce qui ne contribue guère à rationaliser distribution et utilisation.

En 1985, la production vivrière de la Zambie a augmenté de 5 pour cent (contre un taux annuel moyen de 1,5 pour cent durant la période 1980-1984 et de 2,8 pour cent durant la période 1971-1980), et la production de maïs s'est accrue de 13 pour cent. En 1986, la production vivrière a encore progressé de 5 pour cent environ.

La transformation radicale des politiques agricoles des pays africains ces dernières années, qui s'est fréquemment accompagnée de changements dans d'autres secteurs et, notamment, d'une réorientation des politiques macroéconomiques, a souvent coûté cher à certains, à commencer par les citoyens qui ont vu augmenter le coût des aliments ainsi que des biens de consommation importés, tandis que la restructuration ou la suppression de divers organismes paraétatiques les privait d'un certain nombre d'emplois. Le coût politique de ces sacrifices ne saurait être sous-estimé.

ENCADRÉ 2.1

Etude approfondie de la FAO sur les problèmes alimentaires et agricoles de l'Afrique

Face à l'aggravation de la crise de la production vivrière sur leur continent, les ministres africains de l'agriculture, réunis en juillet 1984 à l'occasion de la treizième Conférence régionale de la FAO pour l'Afrique, ont demandé au Directeur général d'entreprendre une étude approfondie des problèmes agricoles et alimentaires de la région et de proposer des mesures concrètes pour les surmonter. Cette étude, intitulée *L'agriculture africaine: les 25 prochaines années* (ARC/86/3), a été présentée à la quatorzième Conférence régionale de la FAO pour l'Afrique, réunie à Yamoussoukro (Côte d'Ivoire) du 2 au 11 septembre 1986.

L'étude a porté essentiellement sur la production vivrière de base et, accessoirement, sur l'élevage, la pêche continentale et la foresterie. Ses cinq grandes conclusions sont les suivantes:

i) La situation alimentaire de l'Afrique est non seulement mauvaise mais, dans certains cas, insupportable. Si les tendances actuelles persistaient, le coût des importations céréalières sextuplerait en 25 ans. Nombre de pays n'auraient pas les moyens d'importer autant, et la survie de certains serait menacée.

ii) A condition de faire ce qu'il faut pour mobiliser et sauvegarder son potentiel, l'Afrique peut se nourrir elle-même. Les ressources en terres sont suffisantes pour répondre aux besoins futurs mais elles sont souvent fragiles et exigent plus de soins. Une croissance moyenne minimale de 3 pour cent par an de la production agricole est considérée comme un objectif réaliste; le rendement des cultures de base pourrait doubler d'ici 25 ans.

iii) Les terres agricoles sont surexploitées et les pâturages surchargés, tandis que la forêt recule. Le domaine agricole rétrécit et perd de sa fertilité à cause de la désertification et de l'érosion. Il faut adopter une stratégie de développement fondée sur la conservation. Pour cela, il existe des méthodes qui ont fait leurs preuves, mais l'Afrique manque de moyens financiers et de mécanismes institutionnels.

iv) Il faut améliorer les quatre «i» du développement agricole: incitations (pour que les agriculteurs produisent des excédents commercialisables); intrants; institutions; infrastructures.

v) Une plus grande priorité devrait être donnée à l'agriculture dans les budgets nationaux; il faudrait aussi que l'environnement économique extérieur s'améliore; enfin, des changements doivent être apportés à l'assistance financière et technique.

A la lumière de ces conclusions, un Programme d'action pour l'agriculture africaine a été présenté à la conférence régionale. Il comprend deux parties: *i)* une stratégie en quatre points pour accroître la production vivrière; et *ii)* une proposition de forte expansion de l'aide en nature pour faire augmenter rapidement la production.

La *stratégie en quatre points* consiste à: *i)* réformer les économies nationales pour donner plus de priorité à l'agriculture; *ii)* améliorer les quatre «i» du développement agricole (incitations, intrants, institutions et infrastructures); *iii)* appliquer des stratégies de conservation des ressources naturelles; *iv)* améliorer l'environnement économique extérieur (par exemple, favoriser la croissance des échanges, alléger le fardeau de la dette et fournir plus d'assistance financière).

Une expansion de l'*aide en nature* a été proposée pour les raisons suivantes: *i)* pour que la croissance de la production s'accélère, il faut plus d'intrants (engrais, pesticides, semences, outillage, pièces de rechange); *ii)* beaucoup de pays n'ont pas les moyens d'importer autant d'intrants qu'ils en auraient besoin; *iii)* le manque d'intrants empêche les agriculteurs de produire plus, ce qui réduit l'impact des mesures d'incitation; *iv)* il faut trouver un meilleur équilibre entre l'aide alimentaire et l'aide à la production alimentaire. Il reste maintenant à étudier les modalités possibles d'un élargissement de l'aide en nature pour les différents intrants et les différents pays.

Ces réformes mettront du temps à être appliquées et à porter tous leurs fruits. Leur effet s'est conjugué à l'amélioration des conditions météorologiques en 1985: la production alimentaire et agricole de l'Afrique a augmenté d'environ 7 pour cent, contre un taux annuel moyen de moins de 2 pour cent durant la période 1980-1984 et de l'ordre de 2 pour cent durant la période 1971-1980.

Cette amélioration est la bienvenue mais n'a pas été sans créer certains problèmes. On a signalé dans bien des endroits des difficultés dues au manque de moyens de transport et de stockage, d'où effondrement des prix du marché. Dans d'autres cas, on a manqué de sacs. Le financement de la récolte escomptée, avec des prix plus élevés, a posé des problèmes. Ainsi, en Zambie, les besoins de financement de la récolte de maïs 1984/85 par le NAMBOARD étaient estimés à 210 millions de kwacha; l'encours de la dette de cet organisme était déjà de 70 millions de kwacha.

C'est donc à juste titre que le Programme prioritaire de redressement économique de l'Afrique ne se limite pas à préconiser des mesures propres à accroître directement la production agricole et à créer un environnement plus favorable à l'agriculture, mais prévoit aussi l'allocation de ressources supplémentaires à des secteurs d'appui tels que les transports et les communications. Le risque serait de laisser passer l'occasion d'exploiter un environnement économique plutôt plus favorable faute de pouvoir financer les importations et les investissements nécessaires.

Au début de septembre 1986, le Directeur général de la FAO a présenté à la quatorzième Conférence régionale pour l'Afrique un programme d'action pour l'agriculture africaine, axé sur une stratégie en quatre points (voir encadré 2.1).

Situation alimentaire et agricole en 1986 et depuis le début des années 80

Après des années de sécheresse, l'agriculture africaine a redémarré en 1985 et 1986. La production vivrière a augmenté durant ces deux années de plus de 8 pour cent au total. Au début de 1987, par suite des bonnes récoltes de 1985/86, 10 pays africains avaient des excédents exportables de céréales secondaires, et huit autres avaient des excédents locaux exceptionnels⁶. Malheureusement, il est difficile d'écouler ces excédents à cause du bas niveau des cours mondiaux, du manque de pouvoir d'achat de la population et de l'insuffisance des

infrastructures nécessaires pour transporter les vivres jusqu'aux zones déficitaires. Dans le même temps, cinq pays africains étaient en proie à des pénuries alimentaires exceptionnelles⁷. Bien que la situation se soit dans l'ensemble nettement améliorée, il subsiste donc de très graves problèmes alimentaires dans certaines parties de l'Afrique. Entre 1980 et 1986, la production vivrière de cette région n'a augmenté que de 2,3 pour cent par an, alors que sa population s'est accrue au rythme annuel de 3,1 pour cent. En outre, durant la période 1980-1984, la valeur de ses exportations a diminué de 2 pour cent par an et son PIB agricole a stagné (tableau 2.1).

En *Afrique du Nord-Ouest*, la production vivrière n'a pas augmenté en 1986 mais il faut se rappeler que les récoltes avaient été exceptionnelles en 1985. En outre, la stagnation de 1986 est essentiellement due à une chute de 30 pour cent de la production céréalière de la Tunisie, après une année record. La production vivrière a augmenté de 14 pour cent au Maroc. Entre 1980 et 1986, elle s'est accrue dans la sous-région de 3,6 pour cent par an en moyenne, soit près d'un point de plus que la croissance démographique. Malheureusement, les exportations agricoles ont chuté.

Au *Sahel*, la production de céréales devait atteindre un niveau record en 1986, bien que la production vivrière totale ait diminué dans quelques pays comme le Sénégal. En Mauritanie et au Mali, la production alimentaire et agricole a augmenté de 11 à 12 pour cent. Entre 1980 et 1986, la production vivrière de la sous-région n'a progressé que de 1 pour cent par an, soit moins que la croissance démographique (2,6 pour cent). Durant la période 1980-1985, les exportations agricoles ne se sont accrues que de 1,2 pour cent par an, cependant que la croissance réelle du PIB agricole a été supérieure à celle du PIB total.

En *Afrique occidentale*, 1986 a été dans l'ensemble une bonne année pour l'agriculture. Toutefois, la situation varie beaucoup d'un pays à l'autre. La production a baissé en Côte d'Ivoire, au Libéria et au Togo, tandis qu'elle a beaucoup augmenté dans d'autres pays, notamment au Ghana et au Cameroun. Entre 1980 et 1986, la production vivrière a augmenté un peu plus vite dans les pays à bas revenu de la sous-région que dans les pays à revenu moyen (près de 3 pour cent par an contre 2,7 pour cent). Toutefois, durant la période 1980-1985, les exportations agricoles des premiers de ces pays ont beaucoup plus diminué (près de 7 pour cent par an) que celles des seconds. Cela tient surtout à l'augmentation des exportations de la Côte d'Ivoire et du Congo, qui sont tous deux des pays à revenu moyen.

En *Afrique centrale*, les conditions de culture ont été

⁶ Excédents exportables: Bénin, Burkina Faso, Côte d'Ivoire, Kenya, Malawi, Mali, Niger, Ouganda, Soudan et Zimbabwe. Excédents locaux exceptionnels: Burkina Faso, Malawi, Mali, Ouganda, Sénégal, Soudan, Tchad et Zimbabwe.

⁷ Angola, Botswana, Ethiopie, Lesotho et Mozambique.

normales en 1986, mais la production vivrière n'a pas augmenté en République centrafricaine. Malgré une progression de près de 3,5 pour cent en 1986, la production vivrière de la sous-région ne s'est accrue en moyenne que de 2 pour cent par an entre 1980 et 1986, soit près d'un point de moins que la croissance démographique. Durant la même période, les exportations agricoles n'ont augmenté que de 1,4 pour cent par an.

En *Afrique orientale*, les récoltes ont été supérieures à la moyenne dans la plupart des pays, mais les conditions ont été peu favorables en Somalie et la production vivrière n'a pas retrouvé son niveau d'avant la sécheresse en Ethiopie. A la fin de 1986, les «pluies courtes» ont été bonnes (sauf en Somalie), d'où des perspectives favorables pour les cultures vivrières secondaires dont la production sera commercialisée au début de 1987. A cause de la sécheresse, la production vivrière de la sous-région n'a augmenté en moyenne que de 2 pour cent par an entre 1980 et 1986, alors que la croissance démographique a été supérieure à 3 pour cent. Durant la période 1980-1985, la valeur des exportations agricoles est restée pratiquement inchangée. On note toutefois de grosses différences selon les pays.

En *Afrique australe*, la situation a été assez variable en 1986. Toutefois, la production vivrière n'a diminué que dans un seul pays, le Lesotho. Elle a très peu augmenté en Angola. La plupart des autres pays ont poursuivi sur leur lancée de 1985, année marquée pour certains d'entre eux par des récoltes records. Les progrès ont été particulièrement prononcés à Maurice et au Swaziland. Les pluies ont commencé à tomber vers la fin de l'année dans cette sous-région. A certaines exceptions près, elles ont été bien réparties jusqu'à présent. La production vivrière et agricole du Mozambique et de l'Angola continue malheureusement à souffrir des désordres civils. Entre 1980 et 1986, la production vivrière a augmenté de moins de 1 pour cent par an dans les pays à bas revenu de la sous-région et de 1,9 pour cent dans les pays à moyen revenu, alors que la population de ces deux groupes de pays s'est accrue d'environ 3 pour cent par an. Durant la période de 1980-1985, leurs exportations agricoles ont diminué respectivement de 3,7 et 5,2 pour cent; seules celles des Comores, de la Zambie et du Malawi ont augmenté en valeur.

Les pluies relativement abondantes de ces deux dernières années ont favorisé la pullulation des criquets et

ENCADRÉ 2.2

L'offensive des criquets et sauteriaux en Afrique et au Proche-Orient

En 1985, les pluies sont redevenues pratiquement normales en Afrique, ce qui a favorisé la pullulation des criquets et sauteriaux. Ces infestations ont pris une grande ampleur vers la fin de l'été dans certains pays sahéliens d'Afrique occidentale. La FAO a alors lancé l'alerte pour avertir la communauté internationale de l'énorme menace pesant sur les cultures vivrières dans une bonne partie du continent africain.

En 1986, des opérations intensives, aériennes et terrestres, appuyées par la FAO, le PNUD, la CEE et l'AID, ont permis d'éviter de grosses pertes alimentaires dans l'ouest et l'est de l'Afrique. Le Directeur général de la FAO a réuni les donateurs à Rome, le 7 mai 1986, afin de mobiliser des fonds. Le coût de la campagne, estimé par la FAO à presque 50 millions de dollars en décembre 1986, a été entièrement financé par des donateurs bilatéraux et multilatéraux. Un peu plus d'un an après la première alerte lancée par la FAO, la réaction rapide des gouvernements africains et de la communauté internationale avait donné des résultats largement satisfaisants.

Toutefois, une recrudescence du criquet pèlerin est à craindre en 1987 au Soudan et dans la péninsule Arabique. Jamais depuis 20 ans la situation n'avait été aussi grave sur les bords de la mer Rouge qu'au début de cette année. Par ailleurs, le criquet brun continue à menacer l'Afrique australe, ce qui exige la poursuite des efforts de lutte. Enfin, dans l'ouest du Sahel, les sauteriaux restent potentiellement aussi dangereux en 1987 qu'en 1986. Les œufs qu'ils ont déposés dans le sol attendent les pluies du milieu de 1987 pour éclore. Si les conditions météorologiques sont favorables, de gros essaims de criquets et de sauteriaux se formeront. D'après les résultats de la réunion des donateurs et des pays sinistrés, organisée à Rome en décembre 1986, la communauté internationale est prête à faire face à cette éventualité. La principale difficulté tient au fait que le fléau acridien menace beaucoup de pays, sur une vaste superficie, et que son évolution dépend de multiples facteurs imprévisibles.

sauteriaux. Le fléau acridien, qui menace depuis la nuit des temps l'approvisionnement alimentaire de l'Afrique, risque de prendre des proportions catastrophiques dans certaines zones. Depuis octobre 1985, la FAO redouble d'efforts pour conjurer le péril. En août 1986, elle a mis en place un Centre d'intervention antiacridienne d'urgence pour aider les pays à mobiliser les moyens financiers et matériels nécessaires et pour coordonner l'action. Plus d'un million d'hectares de cultures en train de mûrir dans les pays sahéliens d'Afrique occidentale ont été protégés par une campagne d'épandage aérien (voir encadré 2.2).

Le bilan de la campagne agricole 1985/86 est en général satisfaisant sur le plan alimentaire dans la plupart des pays africains. Au début de 1987, les principales priorités étaient les suivantes:

1. Programmes d'intervention d'urgence contre les criquets et sauteriaux — ils doivent être prioritaires et il faut que les donateurs soient prêts à fournir une aide supplémentaire à bref délai.
2. Accords de troc, opérations triangulaires et achats locaux — il faut les promouvoir afin d'écouler le reste des excédents des récoltes céréalières de 1985.
3. Aide alimentaire 1986/87 — pour 30 pays, les besoins non encore couverts sont estimés à 1,2 million de tonnes de céréales, dont près de 800 000 tonnes de secours d'urgence pour cinq pays en proie à des pénuries alimentaires exceptionnelles (Angola, Botswana, Ethiopie, Lesotho et Mozambique).
4. Livraison de l'aide alimentaire — l'arrivée de l'aide promise mais non encore livrée doit être soigneusement programmée.
5. Systèmes nationaux et régionaux d'alerte rapide et d'information sur la situation alimentaire — il faut en créer dans beaucoup de zones sujettes à la sécheresse ou étoffer ceux qui existent déjà.

AMÉRIQUE LATINE

Evolution récente de l'alimentation et de l'agriculture

Globalement, la production agricole de cette région a augmenté beaucoup moins vite dans les années 80 que dans les années 70 et, par habitant, les taux de croissance de la production alimentaire et agricole sont même devenus négatifs, sauf pour trois grands produits — sucre, oléagineux et fruits. Ce ralentissement s'observe dans presque tous les pays latino-américains, mais ce sont ceux d'Amérique centrale et des Caraïbes ainsi que les pays andins qui ont été le plus touchés: entre 1980 et 1985, leur production agricole a augmenté deux fois moins vite environ que dans les années 70.

Pourtant, l'agriculture s'en est plutôt mieux sortie que les autres secteurs. La production agricole a en effet augmenté de 1,4 pour cent par an entre 1980 et 1986 alors que le PIB (en monnaie locale constante) a baissé de 0,3 pour cent entre 1980 et 1984 (tableau 2.2). Outre qu'elle a plus de ressort que d'autres secteurs, l'agriculture a échappé aux pires effets de la crise économique grâce notamment aux grands investissements réalisés dans les années 70, qui ont commencé à porter leurs fruits au début des années 80.

Plusieurs pays (Brésil, Argentine, Chili, Venezuela et Uruguay) semblent être arrivés au stade où la population agricole active commence à diminuer, ce qui dénote une augmentation de la productivité du travail.

En valeur, les importations agricoles ont beaucoup diminué, mais moins que l'ensemble des importations. Ce recul est dû, à parts pratiquement égales, à la baisse des valeurs unitaires — qui s'explique par la récession mondiale de 1980-1982 — et à la contraction du volume des importations. Cette contraction est le résultat de la diminution de la demande d'importation et des dévaluations entraînées par la crise économique de la région et par les politiques adoptées pour la combattre. Le fléchissement des importations agricoles a été particulièrement marqué en Argentine, au Brésil, au Costa Rica, au Guatemala, au Honduras, en Uruguay, ainsi qu'au Chili mais, dans ce dernier pays, il est essentiellement dû à l'augmentation du taux d'autosuffisance en blé.

Les exportations agricoles ont elles aussi diminué en valeur, mais beaucoup moins que les importations. Cette contraction tient, non à une diminution de leur volume — qui, en fait, a augmenté au même rythme à peu près que la production agricole — mais à la baisse des valeurs unitaires des produits exportés. Les recettes tirées des exportations agricoles ont diminué dans des proportions particulièrement importantes en Bolivie, en El Salvador et à Trinité-et-Tobago.

La production alimentaire et agricole de la région a beaucoup augmenté en 1984 et surtout en 1985 où sa croissance a été nettement supérieure à la moyenne des

TABLEAU 2.2 Amérique latine: taux de croissance

(en pourcentage par an)

Pays et groupes de pays	Population 1980-1986	Actifs agricoles 1980-1986	PIB 1980-1984	PIB agricole 1980-1984	Exportations (\$) 1980-1985	Importations (\$) 1980-1985	Exportations agricoles (\$) 1980-1985	Importations agricoles (\$) 1980-1985	Production agricole 1980-1986	Production vivrière 1980-1986
Mexique	2,59	0,09	0,43	2,36	7,29	-11,91	-0,60	-8,03	1,33	1,59
Brésil	2,23	1,52	-0,13	1,95	5,08	-12,06	0,00	-12,46	2,97	3,20
Trinité-et-Tobago	1,60	2,48	5,19	-1,20	-13,56	-14,56	-9,68	-0,37	0,06	0,20
Cuba	0,66	-2,35	0,0	0,0	2,83	5,91	2,19	-0,83	2,65	2,48
Jamaïque	1,46	-5,57	1,31	2,00	-9,98	-2,30	2,44	-1,24	3,18	3,18
Costa Rica	2,63	1,42	-0,80	2,05	-0,80	-4,96	-1,13	-8,43	1,53	0,57
République dominicaine	2,34	3,21	2,23	3,33	-6,21	-3,17	-5,58	-1,32	2,44	2,58
Guyana	1,94	-2,72	-5,18	-2,58	-13,63	8,15	-14,75	-14,19	-1,77	-1,74
Panama	2,18	0,68	3,56	3,47	-3,92	-1,51	-2,89	0,36	1,13	0,45
Nicaragua	3,40	0,69	2,18	4,67	-7,01	-2,61	-6,64	-2,05	0,61	1,14
Guatemala	2,86	1,99	-1,73	-1,49	-3,53	-6,46	-4,73	-6,63	0,00	1,53
Honduras	3,40	3,07	0,23	2,03	-0,04	1,23	-1,63	-10,18	1,75	0,93
El Salvador	2,99	2,80	-2,89	-3,43	-2,84	0,88	-7,46	-3,39	-1,06	0,78
Haïti	2,56	0,91	-1,12	-1,64	-0,61	5,95	-1,32	-1,89	1,37	1,19
AMÉRIQUE CENTRALE ET CARAÏBES	2,27	1,38	1,93	1,84	-3,60	-0,76	-0,86	-2,05	1,03	1,13
Venezuela	2,86	0,44	-1,93	0,83	-5,41	-12,09	19,18	-4,08	1,04	0,73
Chili	1,58	-0,16	-2,69	0,92	-2,76	-13,13	4,75	-19,29	2,08	2,10
Colombie	2,16	-2,81	1,67	1,05	-0,30	-4,35	-2,79	-3,80	0,90	1,49
Pérou	2,62	-0,01	-1,64	1,86	3,07	-7,81	1,09	-12,86	2,58	2,91
Bolivie	2,73	2,33	-5,84	-4,35	-7,56	-2,56	-21,98	-3,02	0,60	0,78
Equateur	2,91	2,37	0,72	-1,50	1,83	-2,67	-1,10	2,94	2,80	2,33
PAYS ANDINS	2,42	-0,22	-1,11	0,37	-3,13	-9,12	-1,48	-7,00	1,69	1,73
Argentine	1,58	-0,77	-1,67	3,90	-0,13	-17,97	0,95	-17,37	1,30	1,31
Paraguay	3,01	2,27	0,48	-0,76	0,35	-1,20	5,64	-9,27	3,08	2,55
Uruguay	0,71	-4,59	-4,40	-3,02	-5,95	-18,25	-7,11	-12,82	0,60	0,06
CÔNE SUD	1,65	-0,15	-1,66	3,47	-0,71	-17,05	0,53	-15,96	1,68	1,30
AMÉRIQUE LATINE	2,30	0,77	-0,34	1,79	0,88	-9,23	-0,41	-7,44	1,39	1,43

Note: Les pays sont classés, à l'intérieur de chaque groupe, en fonction de leurs disponibilités énergétiques alimentaires en 1981-1983.

années 80. La progression a été particulièrement marquée au Brésil, en Equateur et au Venezuela, tandis qu'on a observé un fléchissement au Pérou, en Haïti, au Nicaragua et au Costa Rica. L'année 1986 a été décevante. Après les résultats encourageants des deux années précédentes, la production agricole a baissé d'environ 1,5 pour cent. Par habitant, la production vivrière a diminué de près de 2 pour cent car les récoltes ont été médiocres pour la plupart des grands produits de base, exception faite surtout des racines et tubercules. La production vivrière n'a réussi à suivre le rythme de la croissance démographique que dans quatre pays: Chili, Colombie, Argentine et Uruguay. Plusieurs pays, déjà en proie à de graves problèmes alimentaires et nutritionnels, ont vu leur production vivrière par habitant diminuer de 3 à 8 pour cent (Bolivie, Equateur, Nicaragua, El Salvador). Le fléchissement a été encore plus marqué pour les cultures non vivrières: moins 11 pour cent pour les oléagineux, moins 21 pour cent pour les fibres et moins 21 pour cent aussi pour les stimulants primaires.

Les médiocres résultats de l'agriculture latino-américaine entre 1980 et 1986 sont dus pour une part à des facteurs naturels. Au début des années 80, la région a été victime d'un nombre impressionnant de catastrophes naturelles auxquelles sont venus s'ajouter, plus récemment, de grandes vagues de sécheresse au Brésil, des inondations en Argentine, le tremblement de terre du Mexique et l'éruption du volcan Nevado del Ruiz en Colombie. Toutefois, ces événements n'expliquent pas tout. Les diverses formes d'intervention de l'Etat dans le développement agricole et les réformes imposées par la crise économique ont joué un rôle également important.

Caractéristiques des politiques agricoles

Comme il est de tradition, l'Etat a privilégié les villes et l'industrie aux dépens de l'agriculture, de même qu'il a eu tendance à favoriser la production agricole commerciale ainsi que les exportations de produits agro-industriels tels que les céréales fourragères, les graines oléagineuses et les produits alimentaires destinés aux citadins.

En général, l'Etat s'est employé à «tenir» les prix alimentaires et à stimuler l'activité économique dans les zones urbaines, et il a laissé libre cours à des importations alimentaires faisant souvent concurrence à la production locale traditionnelle. A certaines époques, les industries ont été exagérément protégées et les monnaies surévaluées afin de stimuler la croissance industrielle, considérée comme le moteur du développement. Faute d'une bonne liaison entre l'agriculture locale et les autres secteurs, une grande partie de la demande de produits agricoles a été couverte par des importations alimentaires.

Dans le secteur agricole, les pouvoirs publics ont

manifestement privilégié les grandes et moyennes entreprises, qu'il s'agisse de l'investissement, des prix, des ressources allouées à la science et à la technique, de la mécanisation ou du crédit. Ils ont négligé les petits agriculteurs traditionnels, d'où un déséquilibre de la production agricole et de la répartition des revenus qui n'a été qu'en partie compensé par les réformes agraires — dont le rythme s'est en outre ralenti — et par les programmes de crédit et de développement rural.

Les politiques d'ajustement et le secteur agricole dans les années 80

Les politiques macro-économiques — monnaie, fiscalité, taux de change, commerce, salaires — ont eu autant d'impact sur l'agriculture que les politiques agricoles. En fait, celles-ci ont souvent essayé de corriger les effets négatifs des politiques macro-économiques. C'est manifestement le cas depuis le début des années 80, marquées par de graves déséquilibres internes et externes.

Les ajustements des politiques agricoles ont en général porté sur des produits spécifiques, sans suivre de modèle défini. Ils ont souvent été opérés dans le cadre de stratégies économiques de plus en plus axées sur le marché (libération des prix et des taux d'intérêt, réduction des subventions, privatisation des offices de commercialisation, etc.). Dans les pays ayant appliqué avec le plus de vigueur une politique économique libérale, la nécessité d'une plus grande flexibilité et d'un plus grand pragmatisme a fini par se manifester. Beaucoup de formes traditionnelles d'intervention de l'Etat ont ainsi été réétablies.

Les possibilités de crédit ont beaucoup diminué et le coût du crédit a considérablement augmenté. Les taux d'intérêt préférentiels en faveur de l'agriculture ont souvent été abandonnés, sauf pour certains produits, producteurs ou zones. Ainsi, depuis 1981, le Brésil a progressivement réduit les subventions de même que le crédit à l'agriculture et, en 1984, il a indexé les taux d'intérêt à 3 pour cent au-dessus du taux d'inflation. En Argentine, en Uruguay et au Chili, le crédit public a diminué à la fin des années 70 et le crédit commercial à court terme a gagné en importance. La déréglementation des taux d'intérêt les a portés à un niveau extrêmement élevé en valeur réelle.

Il y a aussi eu un effort d'austérité budgétaire. Par exemple, au Mexique, le déficit du secteur public a été ramené de 17,6 pour cent du PIB en 1982 à 8,9 pour cent en 1983 et 6,9 pour cent en 1984; toutefois, il est remonté à 9,9 pour cent en 1985. Au Brésil, il est tombé de 6,2 pour cent en 1982 à 2,7 pour cent en 1983, et un excédent de 0,2 pour cent a été dégagé en 1984.

En dehors des quelques rares pays où les recettes de l'Etat ont augmenté, la réduction du déficit public n'a été rendue possible que par une forte compression des

dépenses d'équipement et de fonctionnement, qui n'a pas épargné des investissements à long terme d'importance capitale pour l'agriculture. Alors que les effets de la crise ont initialement été atténués par les investissements et les progrès techniques des années 70, la réduction récente des investissements aura inévitablement pour conséquence de ralentir dans le proche avenir le rythme du développement agricole.

Les économies réalisées sur les salaires et les effectifs du secteur public ont contribué à une détérioration des services techniques, éducatifs et sanitaires offerts aux ruraux, même si les programmes liés à un financement extérieur ont en général été maintenus. Très souvent, les subventions accordées pour les produits alimentaires de base et les intrants agricoles ont été réduites, voire supprimées.

Les mesures prises pour accroître les recettes fiscales n'ont pas eu d'effets directs importants sur l'agriculture, mais le renchérissement des prix des services publics ou paraétatiques a fait augmenter les coûts de production agricole.

Dans la plupart des pays, la politique des revenus s'est soldée par une diminution de l'emploi et des salaires, une accélération de l'inflation et, par voie de conséquence, une chute du pouvoir d'achat des salariés. La baisse des revenus réels et l'augmentation des prix alimentaires ont eu beaucoup d'impact sur la production vivrière, mais moins toutefois que sur d'autres secteurs où l'élasticité de la demande par rapport aux prix et aux revenus est plus grande. Les ouvriers agricoles et notamment les travailleurs occasionnels qui occupent désormais une grande place dans l'agriculture de la région ont beaucoup souffert de la baisse des salaires réels et d'une concurrence accrue sur le marché du travail.

Les dévaluations massives qui ont été opérées pour relever le prix des importations et stimuler les exportations sont en grande partie à l'origine de la forte baisse des importations de produits alimentaires, d'engrais, de pesticides et de machines agricoles. La réduction des importations d'intrants a beaucoup nui à la productivité de l'agriculture.

Les dévaluations, ainsi que des mesures spécifiques de promotion, ont favorisé les exportations agricoles. Celles de certains pays ont augmenté en raison de la contraction de la demande intérieure, par exemple dans le cas de la viande.

L'augmentation du prix relatif des importations a parfois conduit à leur remplacement, mais il est encore trop tôt pour évaluer la viabilité à long terme de ce processus.

Les tensions sociales engendrées par la crise ont fait ressortir la nécessité de politiques de sécurité alimentaire. Dans certains cas, il s'est agi de programmes de distribution de vivres aux indigents; dans d'autres, de

plans associant développement rural, alimentation et nutrition.

Il y a depuis peu un regain d'intérêt pour ces programmes, même si beaucoup d'entre eux ont dû être abandonnés, en tout ou en partie, à cause de la crise. On citera notamment les plans brésilien et péruvien de développement, le programme alimentaire du Mexique (PRONAL) et les programmes de distribution aux familles à bas revenu en Argentine, en République dominicaine, à la Jamaïque et en Uruguay.

ENCADRÉ 2.3

Etude approfondie de la FAO sur l'agriculture en Amérique latine et dans les Caraïbes

A la dix-neuvième Conférence régionale pour l'Amérique latine et les Caraïbes, réunie à Bridgetown (Barbade) du 5 au 13 août 1986, la FAO a été priée d'entreprendre une étude approfondie du potentiel et des perspectives à long terme de l'agriculture dans la région.

Cette demande s'explique par la crise économique dans laquelle se débattent beaucoup de pays de la région depuis le début des années 80, par la dégradation de leur situation alimentaire et agricole et par leur désir que soit établi un plan d'action indiquant la voie qu'ils doivent suivre ainsi que le rôle de la communauté internationale.

L'évolution récente de l'agriculture dans la région montre combien une telle étude est nécessaire. Premièrement, après plus de 20 ans de croissance soutenue, l'expansion de la production agricole a beaucoup ralenti au début des années 80.

Deuxièmement, il subsiste des déséquilibres et des problèmes structurels que la modernisation de l'agriculture n'a pas résolus: clivage de plus en plus marqué entre agriculture moderne et agriculture traditionnelle; perpétuation de la misère dans beaucoup de zones rurales; persistance de la malnutrition; dégradation rapide des forêts pluviales particulièrement fragiles; dépendance à l'égard des importations alimentaires que seules les mesures radicales d'ajustement macro-économique de ces dernières années ont réussi à réduire, mais à quel prix.

Troisièmement, la région a du mal à écouler ses produits agricoles sur les marchés mondiaux à cause, surtout, de la montée du protectionnisme, des subventions et autres aides à l'exportation, et de l'avance technique des producteurs des pays développés. La croissance rapide de divers produits de remplacement a également réduit ses débouchés. A court terme, les perspectives sont plutôt sombres sur la plupart des marchés agricoles qui intéressent la région.

Quatrièmement, l'urbanisation galopante a eu beaucoup de répercussions sur le secteur alimentaire: transformation des circuits de commercialisation, importance accrue des industries alimentaires, progression des importations de vivres, modification de la structure de la consommation alimentaire et tendance à une spécialisation de la production, tant dans les exploitations qu'au niveau sous-régional.

Enfin, il y a la crise économique et financière. Le développement de l'agri-

culture et l'amélioration de la nutrition sont freinés par la compression des dépenses publiques, par le manque de devises pour importer des aliments et des intrants agricoles, par la stagnation de la demande alimentaire intérieure et par l'arrêt presque total des apports de capitaux étrangers.

L'étude permettra d'évaluer la situation de l'agriculture, d'examiner son évolution d'ici l'an 2000 selon divers scénarios et d'établir un plan d'action pour résoudre les principaux problèmes alimentaires et agricoles. Elle contribuera à appeler l'attention de la communauté internationale sur la gravité de ces problèmes et sur les moyens d'y remédier et devrait donc déboucher sur une augmentation de l'assistance technique et financière à la région.

Les résultats de l'étude seront officiellement présentés à la prochaine Conférence régionale de la FAO pour l'Amérique latine et les Caraïbes, en octobre 1988.

EXTRÊME-ORIENT

Evolution récente de l'alimentation et de l'agriculture

Chine comprise, la production vivrière de la région a augmenté de presque 4 pour cent par an entre 1980 et 1986 et, par habitant, de 2,7 pour cent par an. En Chine, l'augmentation a été voisine de 6 pour cent en moyenne annuelle, soit 4,4 points de plus que la croissance démographique (tableau 2.3). En Inde, la production vivrière et agricole s'est aussi beaucoup accrue (environ 4 pour cent l'an); dans ce pays, les disponibilités en céréales, coton et thé ont été très abondantes, et la production d'huile comestible a nettement augmenté. La valeur des exportations agricoles de la région a stagné, bien que la Chine ait obtenu de très bons résultats dans ce domaine.

Le Bangladesh, Sri Lanka et les Philippines sont parmi les rares pays dont la production vivrière n'a pas réussi à suivre la croissance démographique. Cela tient principalement à des facteurs naturels (inondations, typhons, mauvaises moussons) mais aussi aux répercussions des difficultés économiques sur le crédit agricole, sur les importations d'intrants et sur la demande de consommation, notamment aux Philippines. Le ralentissement de la production vivrière de ces pays au début des années 80 n'est toutefois pas catastrophique car, à long terme, le bilan est généralement positif. Inversement, si la croissance de la production vivrière a été relativement rapide au Népal, ce dernier n'en reste pas moins, avec le Kampuchea démocratique, l'un des pays d'Asie les plus touchés par les pénuries alimentaires.

Entre 1980 et 1984, le PIB agricole de la région (Chine non comprise) a augmenté de 3,7 pour cent par an, soit environ les deux tiers de la croissance du PIB total. Le nombre d'actifs agricoles ne s'est guère accru (entre 0,8 et 1,8 pour cent par an dans les diverses sous-régions). La valeur ajoutée par actif agricole a donc augmenté dans des proportions comprises entre plus de 1 et plus de 3 pour cent l'an. La productivité du travail s'est accrue beaucoup plus vite dans l'agriculture que dans les autres secteurs en Asie du Sud-Est; l'inverse est vrai en Asie du Sud. En Chine et en République de Corée, la croissance du PIB agricole a été très forte — parmi les plus rapides du monde entre 1980 et 1984 —, cependant que le nombre de personnes employées dans l'agriculture a diminué dans le second de ces pays.

Dans le secteur agricole, la productivité et les revenus ont évolué dans le même sens que les termes de l'échange, lesquels ont été fortement influencés par les interventions de l'Etat en faveur de l'agriculture ou, inversement, par les transferts de ressources de ce secteur vers d'autres secteurs. L'impact de ces facteurs ne peut être évalué que sur une longue période. On constate toutefois que les efforts faits en Asie du Sud et

en Chine pour améliorer les termes de l'échange de l'agriculture, notamment en assouplissant les politiques des prix à la production, ont donné d'assez bons résultats depuis la fin des années 70.

Dans la grande majorité des pays d'Extrême-Orient, 1986 a été une bonne année pour l'agriculture. Les disponibilités alimentaires de beaucoup d'entre eux s'étaient déjà remarquablement améliorées depuis le début des années 80. En 1986, la production vivrière par habitant a augmenté dans tous les pays de la région, sauf à Sri Lanka, au Bangladesh, au Népal et au Brunéi. Dans plusieurs des pays les plus peuplés (Chine, Malaisie, Pakistan et Inde), l'augmentation a été de 2 à près de 6 pour cent. Ce dernier pourcentage est l'un des plus élevés du monde en développement.

En 1986, la production agricole s'est accrue de 1,8 pour cent. Les augmentations observées pour les cultures vivrières (2,7 pour cent) et pour les produits de l'élevage (3,8 pour cent) ont en effet plus que compensé la baisse de près de 8 pour cent de la production non vivrière. La production de fibres végétales, source très importante de devises pour certains pays d'Asie du Sud, a diminué de 16 pour cent.

Problèmes d'actualité

Malgré les remarquables progrès de ces dernières années, l'agriculture de la région reste confrontée à divers problèmes. Dans plusieurs pays, la croissance de la production et des revenus agricoles demeure relativement lente. Par ailleurs, un certain nombre de pays ont du mal à adapter l'offre à la demande.

Les excédents de céréales — une bonne chose en principe pour la sécurité alimentaire — sont devenus un problème dans des pays comme la Chine, l'Inde, la République de Corée ou l'Indonésie. Comme les cours mondiaux sont déprimés, ils ne peuvent être exportés sans subventions; ils ne peuvent pas non plus être écoulés à l'intérieur du pays sans faire baisser les prix du marché et les prix de soutien, et les programmes sélectifs de distribution coûtent cher et sont difficiles à gérer.

La persistance dans certains de ces pays de vastes poches de malnutrition dans la population à bas revenu montre que le problème des excédents agricoles tient pour une part à l'étroitesse de la demande solvable. En Inde, malgré tous les efforts qui ont été faits, les contraintes financières et administratives limitent l'utilisation des excédents dans les programmes subventionnés de lutte contre la malnutrition. En Chine, où le problème de la malnutrition est en grande partie résolu, les difficultés créées par les excédents de céréales tiennent surtout au manque de moyens d'entreposage, de transport et de transformation.

Les responsables sont confrontés à un terrible dilemme. D'une part, ils doivent, dans l'immédiat, amé-

TABLEAU 2.3 Extrême-Orient: taux de croissance

(en pourcentage par an)

Pays et groupes de pays	Population 1980-1986	Actifs agricoles 1980-1986	PIB 1980-1984	PIB agricole 1980-1984	Exportations (\$) 1980-1985	Importations (\$) 1980-1985	Exportations agricoles (\$) 1980-1985	Importations agricoles (\$) 1980-1985	Production agricole 1980-1986	Production vivrière 1980-1986
Brunéi	4,53	-17,71	0,0	0,0	-8,81	0,75	-32,44	5,18	2,34	2,34
Fidji	1,86	-1,38	0,48	0,79	-8,77	-6,40	-13,78	-0,96	1,52	1,55
République de Corée	1,60	-1,27	7,46	7,79	11,50	6,56	-10,69	-5,09	4,07	4,30
Hong-kong	1,92	-2,07	6,16	-1,21	8,81	5,46	14,16	-0,09	0,16	0,16
Singapour	1,16	-0,99	7,89	-0,60	3,74	1,65	5,02	4,39	1,23	1,31
Malaisie	2,45	1,73	6,35	3,28	5,88	4,12	2,65	2,52	3,24	4,25
Indonésie	1,95	0,61	4,70	4,05	-5,28	-1,57	1,34	-11,27	3,28	3,33
Philippines	2,42	-0,07	1,01	1,21	-3,71	-5,82	-10,15	-2,86	1,01	1,02
Thaïlande	1,98	1,70	5,44	3,47	1,54	0,49	-2,37	-1,66	3,50	3,35
Papouasie-Nouvelle-Guinée	2,59	3,18	0,64	3,15	-0,92	-2,94	3,54	-7,76	2,13	2,43
Macao	4,06	-24,32	0,0	0,0	8,14	6,17	26,10	3,20	-0,63	-0,63
ASIE DE L'EST ET DU SUD-EST	2,01	0,66	5,49	4,15	3,84	2,89	-0,50	-2,16	3,93	4,08
Birmanie	1,96	1,08	5,65	6,05	-9,30	-7,57	-11,80	-8,91	5,96	6,04
Sri Lanka	1,77	1,45	5,18	4,17	7,12	-0,04	5,23	-3,90	-0,37	-1,00
Pakistan	3,01	1,97	5,84	1,56	0,41	3,53	-9,67	11,91	3,90	3,40
Népal	2,35	2,17	3,82	4,00	8,30	8,03	-19,57	1,51	2,79	2,92
Bangladesh	2,75	3,34	3,28	2,44	6,60	3,75	4,19	2,64	2,21	2,11
Bhoutan	2,04	2,01	0,0	0,0	0,0	0,0	1,31	6,56	2,35	2,39
ASIE DU SUD	2,65	2,48	5,12	2,86	2,44	2,66	-3,60	5,26	2,87	2,74
Inde	1,93	-0,02	4,66	2,82	-1,00	-2,85	-3,97	3,99	4,08	4,20
Chine	1,23	-2,06	8,94	10,09	6,30	10,32	10,72	-19,99	5,87	5,66
EXTRÊME-ORIENT	1,72	-0,58	6,48	6,28	3,87	3,48	0,54	-4,93	3,65	3,67

Note: Les pays sont classés, à l'intérieur de chaque groupe, en fonction de leurs disponibilités énergétiques alimentaires en 1981-1983.

liorer la sécurité alimentaire, assurer des revenus suffisants aux agriculteurs et réduire la pauvreté, ce qui, à court terme, n'est souvent possible que par des mesures protectionnistes et des programmes de subvention. D'autre part, il est évident qu'il ne saurait y avoir de solutions durables sans réformes structurelles, notamment dans les pays qui ne sont pas encore parvenus à l'autosuffisance alimentaire. La prise de conscience de cette nécessité s'est soldée par des infléchissements plus ou moins marqués. En Chine, on s'efforce, à ce nouveau stade des réformes agricoles, d'améliorer la commercialisation en limitant le rôle de l'Etat en matière de prix et d'achat, et en libéralisant la politique de prix à la production et au détail.

Dans d'autres pays excédentaires, qui n'ont pas procédé à un ensemble complet de réformes, ce sont les problèmes budgétaires et la nécessité de réduire des stocks de plus en plus lourds à supporter qui ont amené l'Etat à limiter son intervention dans la commercialisation et la distribution des produits alimentaires. En République de Corée, l'appui de l'Etat va maintenant aux cultures légumières et fourragères, aux dépens des aliments de base, d'où une réduction du soutien des prix du blé et éventuellement du riz. En Indonésie, la situation est analogue. Les programmes d'intensification de la production, qui sont à l'origine des excédents de riz de ce pays, ont été réorientés vers les cultures secondaires. En Inde, pour faire baisser les stocks, on a notamment élargi les programmes de distribution sélective (par exemple programmes «vivres contre travail») et libéralisé peu à peu le commerce des céréales, ce qui devrait réduire la part de la production gérée par l'Etat.

En général, cependant, les responsables ont souvent eu du mal à adapter leurs politiques à un contexte national et international qui évolue très rapidement. Faute d'une approche intégrée, les mesures agricoles ne se sont pas toujours accompagnées d'une action d'ensemble bien coordonnée. En outre, elles n'ont pas été suffisamment modulées en fonction des problèmes particuliers des différentes zones et des techniques disponibles.

Dans les années qui viennent, les politiques d'ajustement et de développement de l'agriculture se heurteront à de graves problèmes financiers. Différents facteurs — mobilisation insuffisante de l'épargne, déficits budgétaires, problèmes de balance des paiements, raréfaction des financements à des conditions de faveur — pèsent de plus en plus sur les budgets d'équipement. L'agriculture est prioritaire dans la plupart des pays, de sorte qu'elle devrait être plus épargnée par les mesures d'austérité que d'autres secteurs. Elle risque néanmoins de s'en ressentir et on peut donc se demander si la région parviendra à accroître sa production agricole à un rythme aussi rapide que ces 10 dernières années.

En Indonésie, pour des raisons budgétaires, le nombre

des projets de développement agricole a été ramené de 458 en 1985-1986 à 273 en 1986-1987. En 1985, les crédits publics en faveur de l'agriculture n'ont que très légèrement progressé au Pakistan qui, à cause du mauvais temps, a du mal à atteindre ses objectifs de production de 1984-1988 pour certains produits alimentaires. Au Bangladesh, le climat n'est pas favorable à l'épargne ni à l'investissement à cause du bas niveau des exportations, de l'épargne et des recettes fiscales; en outre, les lourdes dettes contractées par ce pays ces dernières années pour financer ses importations vivrières imposent une politique d'austérité.

Même les pays qui ont les taux d'épargne/investissement les plus élevés de la région connaissent des problèmes de liquidités. En Inde, il ne faut pas s'attendre à une forte progression de l'épargne, et les investissements financés par d'autres sources — exportations, emprunts extérieurs — sont compromis par la conjoncture économique et financière. Par ailleurs, les efforts de libéralisation des échanges ont à court terme pour effet d'alourdir la facture d'importation.

ENCADRÉ 2.4

**Croissance, équité
et pauvreté
en Extrême-Orient**

Il est toujours très difficile d'établir un classement entre plusieurs pays en fonction de leur évolution socio-économique, car on se heurte à de gros problèmes conceptuels et statistiques ainsi qu'à des problèmes de définition. Même dans des zones géographiques restreintes, les ressources, contraintes et politiques dont dépend cette évolution sont parfois extrêmement différentes d'un pays à l'autre. Les résultats peuvent aussi beaucoup varier selon les secteurs et périodes étudiés.

La FAO n'en a pas moins essayé récemment de comparer l'évolution de 11 pays asiatiques depuis 23 ans à l'aide de 16 indicateurs se rapportant à la croissance économique, à la répartition des revenus et à la situation sociale¹.

L'agriculture occupe encore une grande place dans la plupart des pays de la région et il est donc normal que plusieurs des indicateurs utilisés se rapportent à ce secteur, qu'il s'agisse de la croissance (PIB agricole, production vivrière, production céréalière, etc.), de l'équité et de la répartition des revenus (par exemple, dépenses alimentaires et ventilation des exploitations agricoles) ou de la situation sociale (analyse de la nutrition).

Le classement des pays étudiés avec, entre parenthèses, l'indice composite obtenu en pondérant les différents indicateurs est le suivant:

Maximum:

République de Corée (160),
Malaisie (145).

Plus de la moyenne:

Thaïlande (112), Chine (109).

Moyenne:

Philippines (99), Indonésie (98).

Moins de la moyenne:

Sri Lanka (91), Pakistan (85), Inde (78).

Minimum:

Bangladesh (62), Népal (61).

Les pays les moins bien classés sont ceux où la part de l'agriculture dans le PIB est la plus élevée (59 pour cent au Népal et 47 pour cent au Bangladesh). A l'inverse, ce sont les pays où la part de l'agriculture est la plus faible (14 pour cent en République de Corée et 21 pour cent en Malaisie) et celle de l'industrie la plus forte qui arrivent en première position.

On note une très forte corrélation entre le classement des pays et le taux de croissance de leur PIB ainsi que leur PIB par habitant. Il y a aussi une forte corrélation entre ce classement et les indicateurs sociaux. Le rapport est moins manifeste pour les indicateurs de répartition.

La très forte corrélation entre le PIB et le classement des différents pays confirme l'importance d'une croissance suffisante, non seulement pour accroître les revenus et stimuler l'investissement mais aussi, dans bien des cas, pour créer les conditions nécessaires à une réduction des inégalités et à une amélioration de la situation sociale. Toutefois, ce jugement mérite d'être nuancé, compte tenu de la diversité des situations selon les pays. On trouve en effet les cas suivants: *i) résultats uniformément médiocres* (le Népal et le Bangladesh viennent en dernière position dans pratiquement tous les indices); *ii) développement relativement équilibré mais résultats inférieurs à la moyenne* (Sri Lanka, Pakistan et Inde); *iii) résultats moyens* mais déséquilibrés, avec beaucoup d'inégalités et une forte croissance démographique, mais de meilleures mesures sociales (Philippines), ou avec une croissance économique plus rapide mais des résultats plus médiocres sur le plan social et en matière d'équité (Indonésie); et *iv) résultats positifs* et équilibrés (République de Corée, Malaisie, Thaïlande et Chine, pays ayant des idéologies et des politiques très différentes mais accordant tous une grande place au secteur public). La République de Corée vient en tête, juste avant la Malaisie et la Thaïlande; il s'agit de pays en développement à économie de marché. La Chine, pays à économie planifiée, se classe en quatrième position bien qu'elle soit partie de plus bas.

¹ FAO, *Growth, Equity and Poverty in Asia: Comparative Country Performances*, ESP, 1987.

PROCHE-ORIENT

Evolution récente de l'économie et de l'agriculture

Au Proche-Orient, étant donné l'extrême diversité des ressources, des systèmes de production et des politiques, l'évolution de l'économie et de l'agriculture varie énormément selon les pays. L'événement économique majeur de ces dernières années a été la chute brutale des recettes des pays exportateurs de pétrole à la suite de l'effondrement des cours de l'or noir. Presque tous ces pays ont vu nettement baisser leur PIB. La diminution de 19 pour cent par an de leurs recettes d'exportation les a contraints à de sévères mesures d'ajustement de leurs échanges commerciaux. Après une croissance soutenue durant les années 70, leurs importations de marchandises ont diminué en valeur de près de 2 pour cent par an entre 1980 et 1985 (tableau 2.4).

Le ralentissement de l'activité économique et la contraction du marché de l'emploi dans les pays exportateurs de pétrole ont entraîné une inversion massive des flux migratoires dans la région; on estime que, depuis le début des années 80, plus d'un million de personnes ont quitté l'Arabie saoudite et environ 70 000 la Jamahiriya arabe libyenne pour rentrer au pays (encadré 2.5).

L'économie des pays non exportateurs de pétrole s'est aussi beaucoup ressentie de l'évolution du marché pétrolier. L'allègement de la facture pétrolière a apporté un soulagement financier et stimulé l'activité, mais une importante source de revenus des pays à main-d'œuvre excédentaire — les envois de fonds des expatriés — s'est en partie tarie. La diminution du nombre des pétroliers empruntant le canal de Suez a coûté cher au trésor égyptien. Par ailleurs, les apports financiers extérieurs, en particulier les nouveaux prêts des organismes de financement régionaux, bilatéraux et multilatéraux, se sont raréfiés, et plusieurs pays ont été confrontés à des problèmes de plus en plus graves de liquidités et d'endettement. Dans l'ensemble toutefois, la croissance de l'activité économique a été relativement soutenue dans les pays non exportateurs de pétrole durant la période 1980-1984. Font exception des pays comme le Liban, la République arabe syrienne, le Soudan ou l'Afghanistan, où les difficultés économiques ont été aggravées par les conflits armés et les désordres civils.

En ce qui concerne l'agriculture, la production a évolué de manière tout à fait différente dans les pays exportateurs de pétrole et dans les pays à bas revenu. Le PIB agricole et la production alimentaire des premiers ont augmenté particulièrement vite — alors que leur PIB total a baissé — sous l'effet de subventions massives visant à améliorer leur autosuffisance alimentaire. Entre 1980 et 1984, le PIB agricole a augmenté de 22 pour cent

au Koweït, de 9,3 pour cent dans les Emirats arabes unis et de 8,3 pour cent en Arabie saoudite. Ces résultats ont été obtenus malgré les sévères handicaps naturels dont souffre l'agriculture dans ces pays, moyennant des investissements considérables dans l'infrastructure et des importations massives d'intrants et de techniques modernes.

Dans les pays à bas revenu, l'évolution de l'agriculture, dont le rôle est pourtant beaucoup plus crucial, a été dans l'ensemble décevante entre 1980 et 1984, et seuls quelques pays ont vu leur production alimentaire s'accroître plus vite que leur population. Dans ce groupe de pays qui dépend notoirement des conditions météorologiques et dans lequel 70 pour cent environ des terres cultivées sont des terres de culture pluviale, les résultats ont été irréguliers et ont particulièrement souffert de la forte sécheresse de 1984.

Dans l'ensemble, le temps s'est nettement amélioré dans la région en 1985, année marquée par un redressement remarquable de la production agricole. En Egypte, l'agriculture a été l'un des rares sujets de satisfaction dans une économie généralement déprimée: la production alimentaire a augmenté de 4,2 pour cent, et l'accroissement de la production et des exportations de coton a atténué la pénurie de devises. La production alimentaire a aussi augmenté de façon spectaculaire en Iraq, en République arabe syrienne, en Jordanie et au Soudan. L'Arabie saoudite a eu plusieurs récoltes records de blé, d'où des excédents exportables parfois encombrants.

Selon les dernières estimations, la production agricole s'est de nouveau beaucoup accrue dans les principaux pays producteurs de la région en 1986, et la production vivrière a augmenté de 5,8 pour cent, soit plus qu'en 1985. Par habitant, elle se serait donc accrue de plus de 5 pour cent en deux ans. La production vivrière a progressé de façon spectaculaire en Arabie saoudite (17,5 pour cent par an entre 1980 et 1986). En 1986, elle a aussi beaucoup augmenté en Iraq et en République arabe syrienne. Dans ce dernier pays, cela n'a pas suffi à compenser la diminution de la production vivrière par habitant entre 1980 et 1985.

Dans la région, c'est pour les céréales, les légumineuses à grains et les oléagineux que la progression a été la plus forte. En revanche, la croissance de la production animale a été nettement inférieure à la tendance à long terme.

En ce qui concerne le commerce agricole, les importations ont encore augmenté à cause de l'écart croissant entre l'offre et la demande de produits alimentaires dans la région, mais à un rythme beaucoup moins rapide que dans les années 70. Celles de céréales ont culminé en 1984 et ont représenté la moitié des besoins totaux de la région; elles ont légèrement fléchi en 1985 mais pourraient augmenter à nouveau en 1986.

TABLEAU 2.4 Proche-Orient: taux de croissance

(pourcentage par an)

Pays et groupes de pays	Population 1980-1986	Actifs agricoles 1980-1986	PIB 1980-1984	PIB agricole 1980-1984	Exportations (\$) 1980-1985	Importations (\$) 1980-1985	Exportations agricoles (\$) 1980-1985	Importations agricoles (\$) 1980-1985	Production agricole 1980-1986	Production vivrière 1980-1986
Emirats arabes unis	5,96	33,47	-3,72	9,25	-8,11	-6,59	-17,60	-2,98	0,0	0,0
Koweït	5,51	4,20	-2,54	22,06	-11,22	2,60	-9,02	-1,08	0,0	0,0
Oman	4,60	5,66	0,0	0,0	3,84	10,42	14,86	11,00	0,0	0,0
HAUT REVENU	5,38	12,71	-3,22	12,78	-8,10	-0,70	-11,73	-0,12	0,0	0,0
Jamahiriya arabe libyenne	3,90	-4,69	-6,93	1,72	-12,61	-0,19	0,0	-3,91	9,78	9,84
Arabie saoudite	4,22	4,28	-1,20	8,32	-25,32	-0,58	-1,39	-1,84	17,36	17,52
Iran	2,91	1,62	0,0	0,0	0,46	-0,65	-8,87	2,73	1,38	1,26
Iraq	3,62	3,57	0,0	0,0	-11,06	-6,66	-4,86	-0,04	4,69	4,57
EXPORTATEURS DE PÉTROLE	3,30	2,47	-2,38	6,85	-18,97	-1,84	-5,48	-0,47	8,87	8,89
Chypre	1,22	1,75	3,60	-0,51	-1,68	1,90	-0,94	0,30	-1,00	-1,00
Turquie	2,08	-1,19	4,65	2,57	19,64	7,11	-0,15	14,83	2,17	2,28
République arabe syrienne	3,62	5,50	2,37	-2,14	-4,73	-2,00	1,51	5,97	1,38	0,97
Liban	0,28	-9,27	0,0	0,0	-5,59	-0,33	-15,70	-5,83	3,26	3,46
Jordanie	3,79	8,00	5,98	6,84	4,91	0,33	-11,82	1,15	2,44	2,61
REVENU MOYEN	2,32	-0,22	4,11	1,26	8,69	2,80	-1,47	3,42	1,70	1,72
Egypte	2,45	2,48	5,66	1,82	2,71	13,08	0,50	6,68	2,59	3,42
Yémen démocratique	2,83	5,07	-0,78	-13,98	-2,53	1,28	-9,22	-0,26	0,63	0,28
Afghanistan	1,02	1,63	0,0	0,0	5,15	8,08	-9,04	-7,32	0,08	0,03
République arabe du Yémen	2,77	2,28	10,10	0,59	-0,95	-8,31	-35,14	-1,02	4,45	4,57
Soudan	2,89	2,88	1,23	-0,54	0,40	-7,02	-4,51	-5,03	2,84	2,43
BAS REVENU	2,32	2,45	5,31	1,10	2,00	6,07	-2,70	4,15	2,17	2,23
PROCHE-ORIENT	2,67	1,79	0,09	2,02	-14,40	0,05	-2,52	1,26	4,08	4,11

Note: Les pays sont classés, à l'intérieur de chaque groupe, en fonction de leurs disponibilités énergétiques alimentaires en 1981-1983.

ENCADRÉ 2.5

Mobilité de la main-d'œuvre au Proche-Orient

Au Proche-Orient, les migrations de main-d'œuvre d'un pays à l'autre sont monnaie courante. Elles se sont intensifiées dans les années 70 et au début des années 80, surtout en direction des pays exportateurs de pétrole. Le mouvement s'est brutalement inversé à la fin du boom pétrolier et beaucoup d'immigrés sont rentrés au pays.

Durant le boom pétrolier, les pays exportateurs de pétrole se sont lancés dans de gigantesques programmes d'équipement et ont dû faire appel à des travailleurs étrangers. Ces travailleurs sont notamment venus de pays voisins, à bas revenu, qui ont trouvé là l'occasion de se procurer les devises qui leur faisaient défaut et de résorber leur excédent de main-d'œuvre.

Cette immigration a fini par prendre d'énormes proportions. Les chiffres varient, mais on peut estimer à plus de 4,5 millions le nombre de travailleurs du Proche-Orient expatriés dans les pays exportateurs de pétrole de la région au début des années 80. Il s'agissait, à 70 pour cent environ, de travailleurs temporaires. L'Asie du Sud a aussi fourni un gros contingent d'immigrés, les Indiens et les Pakistanais représentant environ 23 pour cent de la main-d'œuvre totale.

Le pourcentage d'immigrés dans les pays exportateurs de pétrole est monté en flèche. Par exemple, au début des années 80, pas moins de 90 pour cent de la population des Emirats arabes unis se composait d'expatriés. La proportion était de 70 pour cent au Koweït et au Qatar. Elle était plus faible dans d'autres pays mais les expatriés constituaient néanmoins la moitié de la main-d'œuvre en Oman et un tiers en Arabie saoudite.

Cette expatriation et les envois de fonds des immigrés ont indubitablement présenté des avantages économiques et sociaux pour les pays à excédent de main-d'œuvre: amélioration de la balance des opérations courantes, coup de fouet à l'épargne et à l'investissement dans la construction, meilleur accès à la technologie étrangère. D'un autre côté, ce phénomène a eu un effet négatif sur l'agriculture puisqu'une bonne partie de la population agricole active (14 pour cent en République arabe du Yémen, un tiers en Jordanie) s'est expatriée. Ces pays qui, avec l'Égypte, ont fourni plus des trois quarts des immigrés à l'intérieur du Proche-Orient, ont de ce fait souffert de graves pénuries de main-d'œuvre dans le secteur agricole et la structure de leur production s'est parfois transformée. Par

exemple, les cultures qui exigent beaucoup de travail (blé d'hiver notamment) ont régressé à Oman; le Soudan a manqué de bras pour la cueillette du coton; le qat a de plus en plus pris la place du café avec l'écroulement quasi total du système de culture en terrasses en République arabe du Yémen. Par ailleurs, les migrations ont fait apparaître des distorsions sur le marché du travail, car les travailleurs qualifiés ont davantage eu tendance à s'expatrier que les autres.

La demande de main-d'œuvre a beaucoup diminué à la suite de la chute des prix du pétrole et de l'achèvement d'un grand nombre de projets d'infrastructure lancés durant les années 70 et au début des années 80. Depuis 1984, environ 150 grands contrats avec des sociétés étrangères ont été annulés en Jamahiriya arabe libyenne, et 70 000 immigrés ont quitté le pays. Le départ de plus d'un million d'immigrés a commencé en Arabie saoudite. D'autres pays exportateurs de pétrole se préparent aussi au départ des travailleurs expatriés.

Il est encore trop tôt pour évaluer l'effet global de ce phénomène sur les pays à excédent de main-d'œuvre. D'un côté, le retour de travailleurs compétents et expérimentés et les investissements privés des rapatriés en monnaie étrangère favorisent l'activité économique. De l'autre, la soudaineté et l'ampleur des retours empêchent que cette main-d'œuvre, même qualifiée, soit absorbée rapidement, complètement et sans problème par le marché intérieur.

Problèmes d'actualité

Les difficultés économiques et financières des années 80 ont exigé des ajustements majeurs. La plupart des pays exportateurs de pétrole et notamment l'Arabie saoudite et la Jamahiriya arabe libyenne s'orientent vers des mesures d'austérité qui auront nécessairement des répercussions dans toute la région. Dans ces pays, les dépenses publiques ont été fortement comprimées pour remédier au déficit budgétaire, tandis que la tendance au ralentissement dans le secteur de la construction, amorcée au début des années 80, s'est fortement accentuée depuis la baisse des prix du pétrole.

A court terme, toutefois, la nécessité de procéder à des ajustements influera sans doute davantage sur l'ampleur que sur la nature de l'intervention de l'Etat dans le secteur de l'alimentation et de l'agriculture. Pour stimuler leur production et accroître leur taux d'autosuffisance, les pays exportateurs de pétrole continueront à subventionner les intrants, mais dans des proportions de plus en plus réduites, et à pratiquer des prix incitatifs à la production. Dans le proche avenir, les consommateurs des pays à haut revenu continueront à bénéficier de subventions généreuses dans le cadre de divers systèmes d'importation et de distribution des produits alimentaires. Les pays à bas revenu, dont beaucoup doivent affronter d'énormes problèmes budgétaires, auront plus de mal à maintenir les subventions alimentaires.

Comme il est de tradition dans la région que les consommateurs aient largement accès à des aliments bon marché, la politique de subvention de la consommation ne peut être modifiée que graduellement, sous peine de mécontenter gravement l'opinion publique comme cela s'est déjà produit dans certains pays. Par exemple, l'Egypte a récemment autorisé une majoration des prix de la farine de blé et du pain, mais la pression des forces sociales a empêché une forte hausse de ces prix. Un réexamen et une rationalisation de la subvention des produits alimentaires à la consommation semblent toutefois inévitables, étant donné le poids de cette subvention dans les dépenses publiques⁸.

Quant aux mesures qui influent sur la production, la crise a fait comprendre aux responsables que l'agriculture — qui n'est pas une source tarissable, contrairement au pétrole — peut être à long terme la meilleure garantie de développement et de bien-être social.

Le potentiel de production agricole de la région n'est pas encore pleinement exploité. Comme l'agriculture pluviale prédomine, il faut, pour accroître la production vivrière, réduire les incertitudes et les risques liés aux

conditions agroclimatiques. La plupart des pays cherchent à obtenir des résultats rapides en remettant en état et en renforçant les réseaux d'irrigation et en rationalisant les projets en cours, ce qui coûte moins cher que de lancer de nouveaux projets d'investissement.

Etant donné les fortes fluctuations de la production dans les différentes sous-régions, il faut mettre en place un système d'alerte rapide efficace qui fournira des informations et des prévisions dignes de foi sur les besoins et les disponibilités alimentaires. La sécurité alimentaire exige aussi que l'on établisse de nouveaux stocks stratégiques, comme l'ont fait l'Iraq et la République arabe syrienne.

Les politiques de prix ont beaucoup influé ces dernières années sur l'évolution de l'agriculture et de la consommation. Elles posent désormais un problème extrêmement difficile, étant donné les pressions croissantes qui s'exercent sur les maigres ressources financières et administratives. Quels que soient les changements apportés à la nature et à l'ampleur de l'intervention de l'Etat, il est indispensable que la continuité et la crédibilité des mesures de soutien des prix soient préservées. Un effort d'austérité et de rationalisation est nécessaire; il faudra en profiter pour améliorer la coordination des institutions participant à l'élaboration des politiques de prix.

L'autosuffisance alimentaire reste un objectif difficile à atteindre au Proche-Orient, même dans les pays à fort potentiel agricole. Malgré la baisse des recettes d'exportation, les importations de vivres continuent à augmenter plus vite que la production alimentaire dans plusieurs grands pays agricoles. En volume, les importations alimentaires et agricoles n'ont pas été sensiblement réduites, sauf dans quelques pays comme le Soudan.

La croissance des importations alimentaires des pays exportateurs de pétrole s'est généralement ralentie ces dernières années, mais il est improbable qu'elles diminuent fortement à court ou moyen terme. En fait, les produits alimentaires ne représentent qu'une part modeste des importations de ces pays (environ 15 pour cent), et leurs réserves (qui ont diminué au début de 1986 pour la première fois depuis le boom pétrolier) restent suffisantes pour couvrir les besoins d'importation. En outre, le ralentissement des investissements et les économies ainsi réalisées sur les importations de main-d'œuvre et de machines dégageront des ressources pour le financement des importations alimentaires.

Les pays à bas revenu et ceux qui sont tributaires des devises rapatriées par leurs ressortissants à l'étranger ainsi que d'autres transferts (comme l'Egypte, la Jordanie et la République arabe du Yémen) auront beaucoup plus de mal à maintenir leurs importations alimentaires à un niveau élevé. En Egypte, une forte réduction des importations de produits jugés non essentiels, comme la

⁸ Les dépenses budgétaires pour la subvention des produits alimentaires à la consommation représentaient, à la fin des années 70, environ 7 pour cent des dépenses publiques de l'Arabie saoudite et 17 pour cent de celles de l'Egypte.

volaille ou la viande de bœuf congelée, a été décidée dans le cadre des mesures d'austérité. Si les importations égyptiennes de vivres sont restées élevées ces dernières années, c'est uniquement grâce à l'aide alimentaire.

Les politiques agricoles ont en général privilégié le blé au détriment des céréales secondaires et d'autres aliments de base. L'amélioration des revenus dans toute la région durant le boom pétrolier s'est toutefois accompagnée d'une modification sensible de la structure de la consommation alimentaire, au profit notamment des produits de l'élevage. Cette nouvelle demande a creusé l'écart entre l'offre et les besoins de céréales fourragères et elle a engendré une charge financière qui pourrait prendre des proportions considérables à moyen ou long terme. La réponse de la production animale a parfois été encourageante (par exemple en Arabie saoudite, en Iraq et en République arabe syrienne), mais son expansion n'a souvent été possible qu'au prix de grosses importations d'aliments pour animaux ainsi que d'équipement et de technologies vétérinaires, car, pour ces intrants, la région accuse encore beaucoup de retard.

PAYS DÉVELOPPÉS À ÉCONOMIE DE MARCHÉ

Le tableau 2.5 montre comment a évolué la production alimentaire et agricole dans les principaux groupes de pays développés à économie de marché. A l'exception majeure du Japon, presque tous ces pays ont eu une production agricole excédentaire dans les années 80 et se sont livrés à une âpre concurrence sur les marchés mondiaux, d'où une baisse des cours. Comme la croissance de la demande s'est ralentie, les stocks ont atteint des niveaux historiques et les dépenses budgétaires sont montées en flèche. Les deux principaux protagonistes — les Etats-Unis et la Communauté économique européenne — ont tous deux été confrontés à ce problème mais, jusqu'à une date récente, ce sont les Etats-Unis qui ont réagi le plus vigoureusement. D'autres grands exportateurs agricoles, en particulier l'Australie, la Nouvelle-Zélande et le Canada, ont aussi vu baisser leurs recettes d'exportation et leurs revenus agricoles.

Etats-Unis

L'agriculture américaine a continué à produire des excédents en 1985 et 1986, malgré une crise financière qui a acculé à la faillite un nombre de fermiers et de banques agricoles sans précédent depuis la grande dépression des années 30. La baisse de 240 milliards de dollars de la valeur des terres agricoles entre 1981 et 1985 témoigne de la gravité de la crise.

Plusieurs facteurs se sont conjugués depuis le début des années 80 pour mettre les agriculteurs américains dans une position économique et financière difficile:

— La politique de restriction monétaire et d'incitation budgétaire des Etats-Unis s'est soldée par une hausse des taux d'intérêt. Cette hausse a fait augmenter les prix de revient des agriculteurs et la valeur du dollar, d'où ralentissement de la demande de produits agricoles américains à l'étranger. En outre, la déréglementation progressive des institutions financières américaines, amorcée en 1980, a eu pour effet d'intégrer les finances agricoles dans les finances nationales, ce qui a rendu l'agriculture plus vulnérable à l'instabilité financière.

— La loi agricole de 1981 a été élaborée en période de forte inflation, de faibles taux d'intérêt réels, de croissance économique rapide et d'expansion du commerce mondial, y compris pour les produits agricoles, cependant que la faim sévissait dans beaucoup de pays et que l'on s'attendait à une aggravation de leur situation. D'où le maintien des prix garantis des céréales et du coton à des niveaux qui ont placé un plancher sous les cours mondiaux après que la récession mondiale a ralenti la croissance de la demande. La demande intérieure et extérieure n'a pas suffi à absorber la production, notam-

TABLEAU 2.5 Pays développés à économie de marché: taux annuels de variation de la production agricole et alimentaire

(en pourcentage par an)

	Amérique du Nord ¹			CEE (12 pays)			Océanie ²			Japon			Europe occidentale (moins CEE)		
	1984-1985	1985-1986	1986-1987	1984-1985	1985-1986	1986-1987	1984-1985	1985-1986	1986-1987	1984-1985	1985-1986	1986-1987	1984-1985	1985-1986	1986-1987
Agriculture	5,3	-4,3	0,9	-2,7	-	1,2	3,0	-1,4	2,1	0,2	0,2	2,3	-7,0	1,9	1,1
Produits alimentaires	5,6	-3,5	1,0	-2,8	-	1,1	1,1	-1,5	2,0	0,7	0,2	2,7	-7,2	1,9	1,1
Produits non alimentaires	0,6	-22,0	-2,6	7,1	-2,6	4,0	12,8	-0,9	2,8	-7,4	1,6	-3,7	4,0	2,9	4,0
Céréales	10,2	-6,6	1,8	-8,1	-4,6	2,6	-10,5	-5,6	7,6	-1,2	-0,3	3,5	-9,5	4,0	2,6
Cultures oléagineuses	10,3	-4,7	1,7	4,3	0,3	4,2	56,8	-14,4	13,0	-0,6	4,7	3,3	1,2	4,0	4,2
Produits de l'élevage	2,4	0,,	1,2	-0,6	0,7	0,8	4,9	-0,4	0,5	3,4	1,2	2,5	-2,0	-0,5	0,8
Viande	1,8	0,3	1,2	-0,1	1,1	1,1	4,8	-0,2	-0,8	5,0	1,1	3,4	-2,1	-2,8	1,1

Source: FAO, Division de la statistique.

¹ Etats-Unis et Canada. - ² Australie et Nouvelle-Zélande.

ment parce que les prix américains n'étaient plus concurrentiels sur les marchés mondiaux. En outre, quelques pays importateurs de produits agricoles sont devenus exportateurs nets ou ont du moins progressé sur la voie de l'autosuffisance.

— La croissance de l'économie mondiale a ralenti et les marchés en expansion sur lesquels comptaient les Etats-Unis ont souffert des problèmes d'endettement qui ont réduit la demande d'importation, notamment celle de produits agricoles américains. En 1985, les exportations agricoles des Etats-Unis sont tombées à 29 milliards de dollars contre 43,3 milliards en 1981, et, en mai 1986, pour la première fois depuis 15 ans, leurs échanges agricoles se sont soldés par un déficit.

Les discussions sur le Farm Security Act de 1985, entré en vigueur en 1986, ont eu lieu dans un climat de grave préoccupation face à la situation financière des agriculteurs et à la forte contraction des exportations. Cette loi vise essentiellement à rendre les céréales et le coton américains plus concurrentiels sur le marché mondial, tout en protégeant les revenus agricoles. Pour cela, elle envisage surtout d'abaisser les prix de soutien et d'accroître les transferts directs aux agriculteurs. Ces derniers sont incités à placer des terres dans une «réserve à long terme», et doivent chaque année «mettre de côté» des terres pour profiter des avantages du programme agricole. Le Secrétaire à l'agriculture est autorisé à appliquer la loi avec beaucoup de souplesse. Ce pouvoir discrétionnaire se traduira probablement par une intensification des pressions, intérieures et extérieures, sur la politique de prix des Etats-Unis.

La loi vise aussi à améliorer la qualité des exportations américaines, à combattre les pratiques commerciales jugées déloyales, à éliminer les contraintes en matière de politique étrangère, à abaisser les barrières commerciales dans le cadre des négociations multilatérales du GATT, et à sensibiliser les responsables américains aux

conséquences pour les agriculteurs de décisions budgétaires et monétaires sur lesquelles ils n'ont aucune prise.

La loi de 1985 est aussi caractérisée par une politique d'aide alimentaire qui tend notamment à promouvoir l'entreprise privée dans les pays bénéficiaires (Public Law 480). Les dons minimaux d'aide alimentaire prévus au titre II de la PL 480 ont été portés de 1,8 à 1,9 million de tonnes.

En 1985, la production agricole des Etats-Unis s'est accrue à un rythme supérieur à la tendance par suite surtout d'une récolte sans précédent de maïs. En 1986, selon les estimations, elle a diminué de 4 pour cent mais les stocks n'en continueront pas moins à grossir à cause notamment d'une production presque record de maïs. En 1986/87, les stocks de maïs devraient ainsi atteindre 171,5 millions de tonnes, soit trois fois plus qu'en 1984/85 (58 millions de tonnes), et ceux de blé 53 millions de tonnes.

Les revenus agricoles nets se sont élevés à 30,5 milliards de dollars en 1985, soit plus de 2 milliards de moins que l'année précédente. Selon les prévisions, ils diminueront légèrement en 1986 (entre 25 et 29 milliards de dollars). Le Département de l'agriculture estime que près du quart de ces revenus proviendront de source publique en 1986.

D'un autre côté, le Département de l'agriculture prévoit une amélioration pour les agriculteurs encore en proie à de graves difficultés financières. Durant la période 1983-1986, la dette agricole a diminué de 20-22 milliards de dollars. Selon le Département de l'agriculture, le taux d'endettement devrait se stabiliser, voire diminuer en 1987-1988, de même que le rapport entre le coût des intérêts et les revenus. Le secteur agricole devrait donc bénéficier d'une plus grande stabilité financière.

La conservation des sols est devenue un sujet d'actualité aux Etats-Unis et elle occupe une grande place

dans la loi agricole de 1985. Selon les estimations, presque 34 millions d'hectares de terres agricoles s'érodent plus vite qu'ils ne se régénèrent. Un programme spécial (Conservation Reserve Programme) a été lancé pour la vingtaine de millions d'hectares qui s'érodent trois fois plus vite qu'ils ne se régénèrent. En août 1986, environ 3,4 millions d'hectares avaient déjà été mis en réserve au titre de ce programme. Il est prévu que 4 millions d'hectares supplémentaires viendraient s'y ajouter en 1987 après l'annonce en octobre 1986 de ce qui devrait être le plus grand programme de réduction des superficies de toute l'histoire des Etats-Unis.

Communauté économique européenne (CEE)

Les excédents de beaucoup de produits agricoles ont continué à grossir par suite de gains annuels de production de 2-3 pour cent jusqu'en 1984 et d'une croissance de la consommation de moins de 1 pour cent par an. La CEE se retrouve ainsi avec des stocks agricoles d'un poids financier de moins en moins supportable. La production agricole a diminué en 1985 et a stagné en 1986, ce qui pourrait être l'amorce d'un mouvement durable. Néanmoins, le marasme des marchés mondiaux, la baisse du dollar et la menace d'une concurrence de plus en plus vive ont assombri les perspectives de la CEE, qu'il s'agisse des revenus des agriculteurs ou du budget de la Politique agricole commune (PAC).

L'intégration progressive de l'Espagne et du Portugal dans la Communauté pose aussi un certain nombre de problèmes. Pour l'application de la PAC, on a prévu une période de transition de sept ans dans le cas de l'Espagne et de 10 ans (en deux étapes) pour le Portugal. Cette période de transition a commencé le 1^{er} mars 1986. L'Espagne est un gros producteur d'huile d'olive et de vin, produits déjà excédentaires dans la CEE. Beaucoup d'inquiétudes se sont manifestées à propos de l'adoption par l'Espagne et par le Portugal des règles communautaires, notamment pour les céréales. Elles étaient justifiées. En mars 1986, le prélèvement sur les importations espagnoles de maïs est passé de 20 pour cent à près de 100 pour cent. Des discussions intenses se sont engagées à ce sujet entre les Etats-Unis et la CEE et une «guerre commerciale» a été évitée de justesse à la fin de janvier 1987 (encadré 2.6).

La crise budgétaire plus ou moins permanente de la CEE a été exacerbée par la baisse du dollar. En 1986, rien que pour cette raison, les subventions à l'exportation ont probablement coûté 1,5 milliard de dollars de plus que prévu. L'effondrement des cours internationaux des principales céréales a aussi coûté très cher au budget de la CEE à cause de ses prélèvements variables, de ses restitutions à l'exportation et de la grosse valeur comptable de ses stocks.

La CEE a décidé de geler, pour la troisième année de

suite, les prix agricoles pour 1986/87. Toutefois, en monnaie nationale, ils augmenteront légèrement en France, en Italie et en Grèce. Par ailleurs, les producteurs de céréales devront acquitter une taxe de coresponsabilité de 3 pour cent à titre de participation aux frais de stockage et aux subventions à l'exportation, et les prix des céréales de qualité inférieure seront frappés d'une réduction de 5 pour cent.

La Commission de la CEE avait prévu un déficit de 4 milliards d'ECU dans le budget de 1987, rejeté par le Parlement européen. En conséquence, et face aux pressions internationales pour une baisse de la production ainsi qu'à l'augmentation rapide des stocks de céréales, de produits laitiers, de viande de bœuf, de vin et d'huile d'olive, le Conseil de la CEE a décidé au milieu de décembre 1986 de faire baisser la production de lait de 9,5 pour cent d'ici 1989 et de réduire le prix garanti de la viande de bœuf de 11 pour cent en moyenne en 1987. Ces révisions sont les plus importantes qui aient jamais été opérées depuis le lancement de la PAC et elles devraient ouvrir la voie à de nouvelles réductions de la production de blé, de vin et d'huile d'olive. Toutefois, chacun de ces sous-secteurs est un cas à part. La production de vin et d'huile d'olive des pays méditerranéens de la CEE posera des problèmes particulièrement difficiles car il s'agit d'un secteur où les revenus sont en général les plus bas de la Communauté.

Les pays d'Europe occidentale qui ne font pas partie de la Communauté ont eu moins de problèmes que ceux de la CEE en 1986 mais il leur faudra revoir leurs politiques agricoles compte tenu du marasme des marchés mondiaux. Les lois que beaucoup d'entre eux avaient promulguées pour protéger leur agriculture de montagne ont récemment été étendues à d'autres exploitations afin de garantir la viabilité à long terme de l'agriculture. L'un des objectifs principaux des lois qui ont été adoptées est de permettre aux agriculteurs de prendre une retraite anticipée ou de convertir les terres agricoles en parcs nationaux.

Canada, Océanie et Japon

Au Canada, la sécheresse de 1984 et de 1985, le bas prix des céréales et la férocité de la concurrence sur les marchés mondiaux ont bien failli provoquer une catastrophe dans le secteur agricole mais le gouvernement central et les provinces ont aidé financièrement les agriculteurs qui ont en outre bénéficié de la dépréciation du dollar canadien, du niveau relativement bas des taux d'intérêt et d'une bonne récolte de blé en 1986. Même si les revenus agricoles nets ne se sont pas effondrés, plus de 10 pour cent des fermiers connaissent des problèmes financiers.

Une loi adoptée en août 1986 crée dans chaque province un conseil chargé d'aider les agriculteurs le

plus endettés. Déjà, en septembre 1985, il avait été décidé de suspendre les saisies pour dette à l'égard d'organismes publics. En outre, le gouvernement a annoncé en décembre 1986 le lancement d'un programme de 1 milliard de dollars canadiens en faveur des producteurs de céréales et d'huile végétale victimes des mesures commerciales prises par la CEE et par les États-Unis.

A cause de la baisse des cours mondiaux, la valeur des exportations agricoles du Canada a diminué, même si le marché est resté relativement ferme pour son blé de printemps, de haute qualité. Par suite de la sécheresse de 1984-1985 et de l'effort de promotion des exportations, les stocks de céréales sont tombés à un niveau sans précédent depuis 30 ans et le cheptel bovin n'a jamais été aussi réduit depuis 1960.

La santé financière du secteur agricole suscite de réelles inquiétudes au Canada à cause de la concurrence féroce entre exportateurs et du bas niveau des cours mondiaux, d'autant plus que les exportations assurent environ la moitié des revenus agricoles. Le Gouvernement canadien a institué des droits compensateurs très lourds sur le maïs importé des États-Unis et sur la viande de bœuf importée de la CEE pour protéger l'agriculture contre ce qu'il considère comme des subventions déloyales.

Les agriculteurs australiens et néo-zélandais ont beaucoup souffert du bas prix des produits agricoles et de l'intensification de la concurrence entre exportateurs, ainsi que du haut niveau des taux d'intérêt et de l'augmentation des coûts de production. On estime à 12 000 le nombre de fermiers australiens menacés de faillite en 1986. Ni l'Australie, ni la Nouvelle-Zélande ne sont en mesure de rivaliser avec les subventions accordées aux producteurs d'autres grands pays exportateurs, et il leur a donc fallu demander un effort encore accru à des secteurs agricoles pourtant déjà considérés comme «techniquement efficaces».

En Australie, le prix minimal garanti du blé a diminué de 13 pour cent en 1986, mais la baisse du dollar australien et un gros effort de promotion devraient permettre d'exporter des quantités records de blé (16 millions de tonnes) en 1986. De même, les exportations de produits animaux sont en forte hausse. Néanmoins, on s'attend à ce que la valeur réelle nette de la production agricole chute de plus de 20 pour cent en 1986 à cause du bas niveau des prix.

En Nouvelle-Zélande, les agriculteurs ont souffert du nouveau programme agricole, qui réduit le soutien qui leur est accordé, ainsi que de l'appréciation du dollar néo-zélandais, qui a freiné les exportations. Les taux d'intérêt restent élevés et la valeur réelle nette de la production agricole a baissé de plus de 20 pour cent.

En 1986, la Rural Bank of New Zealand, organisme public, signalait que 80 pour cent de ses clients agricul-

teurs avaient des problèmes financiers. Par rapport à l'année précédente, les revenus des éleveurs d'ovins et de bovins ont diminué de 52 pour cent en 1985-1986. La situation dans son ensemble a été comparée à celle des années 30.

Au Japon, la production de céréales et de produits animaux a continué à augmenter en 1985-1986 et l'appréciation du yen a fait baisser le coût des intrants agricoles importés, d'où progression des revenus agricoles nets. L'agriculture est de plus en plus une activité à temps partiel. Selon les estimations, en 1984, environ 86 pour cent des familles d'agriculteurs s'adonnaient à des activités extra-agricoles durant la saison agricole.

Le Japon s'emploie à diversifier son agriculture. En 1986, 610 000 hectares de rizières ont été convertis à la production de fourrage, de blé et de soja. La riziculture n'en reste pas moins très protégée. Le Japon s'inquiète beaucoup des conséquences que pourrait avoir une ouverture de son marché aux importations de riz à la suite des négociations du GATT. Récemment, il a un peu libéralisé d'autres marchés tels que celui de la viande de bœuf ou celui des oranges. Pour la production alimentaire, le Japon reste autosuffisant à 50 pour cent environ.

ENCADRÉ 2.6

Commerce agricole: rapports difficiles entre les Etats-Unis et la CEE et réaction des autres pays

Les Etats-Unis et la CEE ont joué un rôle de premier plan dans les préliminaires aux négociations commerciales multilatérales car le GATT a eu à s'occuper de beaucoup de différends intéressant ces deux grands partenaires commerciaux. Certains de ces différends, déjà anciens, ont été réglés en 1986, mais d'autres subsistent.

En février 1986, les Etats-Unis et la CEE sont parvenus à un règlement mutuellement satisfaisant au sujet des aides de la CEE à la production de pêches, petits pois et cocktails de fruits en boîte ainsi que de raisins secs. Cet accord fera date car, pour la première fois, un groupe du GATT a jugé que les subventions à la production intérieure ont une incidence sur les échanges internationaux. En août, la «guerre des pâtes» a été temporairement désamorcée: les Etats-Unis ont abaissé leurs droits de douane sur les exportations communautaires de pâtes, et la CEE a fait de même pour les exportations américaines d'agrumes et de noix.

L'élargissement de la CEE — plus précisément, l'adoption par l'Espagne et le Portugal des règlements communautaires — a été à l'origine d'un autre différend. A la suite de cet élargissement, les exportations américaines de maïs se sont en effet heurtées à de nouveaux obstacles, ce qui a conduit les Etats-Unis à demander des compensations. Les règles de la CEE imposaient à l'Espagne et au Portugal de relever leurs droits de douane sur les importations de maïs et de sorgho en provenance des Etats-Unis. Le gouverne-

ment de ce pays a estimé que cela coûterait quelque 430 millions de dollars par an à ses agriculteurs. Une solution temporaire a été adoptée pour six mois, afin que les NCM puissent se dérouler normalement mais, le 1^{er} janvier 1987, les Etats-Unis ont annoncé que des droits de 200 pour cent s'appliqueraient à la fin du mois à certaines exportations communautaires: fromages (Gouda et Edam), jambon en boîte, carottes, olives en saumure, gin, brandy et vin blanc de qualité inférieure. Le 29 janvier 1987, les deux parties sont parvenues à un accord sur les ventes de céréales à l'Espagne. Au titre de cet accord, d'une durée de quatre ans, la CEE autorise l'exportation en Espagne, à tarif réduit, de 2 millions de tonnes de maïs et de 3 millions de tonnes de sorgho par an. Par ailleurs, le Portugal cessera d'acheter 15 pour cent de ses importations de céréales à la CEE. Les Etats-Unis devraient bénéficier des deux tiers environ des quotas espagnols et portugais.

Les Etats-Unis et la CEE sont donc parvenus à des accords bilatéraux qui ont donné certains résultats positifs mais sans trop se préoccuper des conséquences que cela pouvait avoir pour d'autres pays. Sur le plan intérieur, les Etats-Unis et la CEE se sont efforcés de soutenir les revenus agricoles en appliquant des politiques qui se sont soldées par d'énormes excédents et par une baisse des cours mondiaux. A l'extérieur, ils ont essayé de conserver leurs parts de marché par des actions unilatérales et bilatérales qui, dans certains cas, ont apparemment réduit les débouchés traditionnels d'autres pays exportateurs. Ces derniers sont en général plus vulnérables aux fluctuations des échanges commerciaux et ils ont donc beaucoup souffert du rétrécissement de leurs marchés et de l'intensification de la concurrence.

Quatorze de ces pays se sont réunis en Thaïlande, puis à Cairns, en Australie, pour unir leurs forces. Le «Groupe de Cairns»¹ assure de 20 à 25 pour cent des échanges agricoles mondiaux. Il a déjà fait pression à Punta del Este pour que la subvention des exportations agricoles figure à l'ordre du jour de l'Uruguay Round et il est décidé à continuer à peser de tout son poids.

Aucun de ces pays n'a un budget qui lui permette de rivaliser avec les Etats-Unis ou la CEE mais, ensemble, ils peuvent espérer avoir suffisamment de poids dans les instances internationales pour influencer sur les pratiques commerciales.

Même individuellement, certains d'entre eux peuvent peser sur les importations. Par exemple, le Canada a récemment institué des droits très lourds sur le maïs des Etats-Unis et sur la viande de bœuf de la CEE.

Par ailleurs, l'Australie, le Canada et la Nouvelle-Zélande sont membres du Comité de l'agriculture de l'OCDE qui pourrait, dans le proche avenir, jouer un rôle important en ce qui concerne les problèmes du commerce agricole.

Ce comité, réuni en décembre 1986, a approuvé le principe d'élaborer une plateforme pour la négociation d'arrangements visant à remédier aux problèmes à court et à moyen terme du commerce agricole. Ces arrangements devraient être conformes aux principes du GATT et parallèles aux négociations à long terme engagées sous les auspices de cet organisme. Des discussions allant dans ce sens devraient également avoir lieu dans d'autres instances internationales au début de 1987².

¹ Argentine, Australie, Brésil, Canada, Chili, Colombie, Fidji, Hongrie, Indonésie, Malaisie, Nouvelle-Zélande, Philippines, Thaïlande et Uruguay.

² NCM en janvier; série de discussions commerciales commençant le 9 février; réunion des exportateurs de blé en février; réunion des ministres du commerce extérieur en mars; réunion ministérielle de l'OCDE en mai; Conseil mondial de l'alimentation et Sommet économique des pays occidentaux en juin.

PAYS À ÉCONOMIE PLANIFIÉE

Europe orientale ⁹ et URSS: évolution générale de l'économie en 1985

Dans la région Europe orientale et URSS, la croissance économique, qui s'était accélérée en 1982 et 1983, a un peu ralenti en 1984 et, de nouveau, en 1985 (tableau 2.6). Toutefois, la situation varie beaucoup d'un pays à l'autre, qu'il s'agisse des politiques, des objectifs des plans ou des résultats obtenus.

Les résultats de 1985 s'expliquent par l'évolution de l'offre et de la demande. En ce qui concerne l'offre, un hiver particulièrement rigoureux et un été très sec ont eu un impact considérable sur des secteurs clés tels que l'énergie et, par voie de conséquence, sur l'industrie, le transport et l'agriculture dans la plupart des pays. La production agricole a baissé de 13,1 pour cent en Bulgarie, de 7,7 pour cent en Hongrie et de 4,8 pour cent en Roumanie. Elle a stagné en Pologne tandis que, dans les autres pays, elle ne s'est que légèrement accrue. La production d'énergie a très peu augmenté ou a diminué. En URSS, celle de pétrole a baissé de 3 pour cent.

En volume, les exportations de la région ont beaucoup moins augmenté qu'en 1984, où elles s'étaient accrues de 6 pour cent, tandis que la croissance des importations n'a que légèrement ralenti (4,7 pour cent contre 5 pour cent en 1984), de sorte que l'excédent commercial de la région a diminué de 7 milliards de dollars en 1984-1985.

Pour ce qui est de la demande, le ralentissement des échanges mondiaux et, surtout, de la demande d'importation des pays développés à économie de marché a réduit les débouchés de l'URSS et de la plupart des pays d'Europe orientale. Le déficit chronique du commerce de ces pays avec l'URSS (en roubles) s'est transformé en excédent en 1985.

En ce qui concerne la situation financière extérieure des pays d'Europe orientale, les résultats toujours positifs — mais beaucoup moins bons — obtenus par la plupart d'entre eux n'ont été rendus possibles que par une stricte réglementation des importations et par la compression de la demande intérieure. Dans certains pays, les mesures d'austérité se sont soldées par des pénuries alimentaires, par le rationnement des vivres et par une hausse des prix à la consommation.

Evolution récente de l'agriculture

Ces dernières années, plusieurs pays de la région ont réformé leurs politiques et notamment la gestion et la

planification du secteur agricole. Nous examinerons ci-après plus particulièrement les changements intervenus en Hongrie, en Pologne et en URSS, pays pour lesquels on dispose des informations les plus complètes.

En Hongrie, la production agricole, qui avait augmenté dans des proportions sans précédent en 1984, a baissé en 1985 (tableau 2.7). La production végétale a diminué de 6,9 pour cent, à cause surtout du mauvais temps, et la production animale, devenue moins rentable, a chuté de 8,3 pour cent. La situation du secteur agricole s'est dégradée. Comme les années précédentes, les prix des produits agricoles à la production ont moins augmenté que ceux des intrants. Par suite de la baisse des revenus et de la hausse de 8,6 pour cent du prix des engrais, la consommation de ce type d'intrants a diminué de presque 12 pour cent. Les impôts à la charge des grandes exploitations ont augmenté, et une taxe de 20 pour cent a été instituée sur les investissements, sauf pour la colonisation agraire, la bonification des terres et l'achat de machines agricoles. Par ailleurs, les impôts locaux, autrefois très faibles, ont triplé en 1985. Il en est résulté un ralentissement de la croissance des investissements agricoles ¹⁰.

Face aux difficultés éprouvées par le secteur agricole en milieu d'année, le Gouvernement hongrois a décidé de relever les prix à la production et de réduire les impôts frappant ce secteur. La production agricole n'en a pas moins continué à diminuer en 1986, ce qui tient, pour une part, à la persistance de la sécheresse, pour la deuxième année de suite, et à la contraction de la demande des produits d'exportation traditionnels.

En Pologne, la production agricole a plus ou moins stagné en 1985 alors qu'elle s'était beaucoup accrue en 1984, année de rendement record pour les principales cultures. La production végétale a fléchi, tandis que la production animale a augmenté, notamment celle de viande, exportation traditionnelle du pays. L'accroissement de la production de viande s'est soldé non seulement par une augmentation de la consommation intérieure, mais aussi par une progression des exportations. Cette amélioration a contribué à réduire le déficit de la balance commerciale en devises convertibles, de même que les nouvelles politiques mises en œuvre depuis 1983 ont permis à l'agriculture polonaise d'être beaucoup moins tributaire des importations d'aliments pour animaux.

Les changements apportés à la politique de prix ont fait augmenter la production de céréales, de colza, de bétail et de viande. Contrairement aux objectifs, la parité des revenus entre les agriculteurs et les autres travailleurs n'a pas été tout à fait atteinte mais l'amélioration

⁹ Bulgarie, Hongrie, Pologne, République démocratique allemande, Roumanie et Tchécoslovaquie. (L'Albanie est exclue, faute de données.)

¹⁰ Voir également la section suivante consacrée à la politique agricole de la Hongrie.

TABLEAU 2.6 Europe orientale et URSS: variations annuelles de certains indicateurs économiques, 1981-1985
(en pourcentage)

	1981	1982	1983	1984	1985
PRODUIT MATÉRIEL NET					
<i>Bulgarie</i>	5,0	4,2	3,0	4,6	1,8
<i>Tchécoslovaquie</i>	-0,1	0,2	2,3	3,5	3,2
<i>République démocratique allemande</i>	4,8	2,6	4,6	5,5	5,2
<i>Hongrie</i>	2,5	2,6	0,3	2,5	-1,4
<i>Pologne</i>	-12,0	-5,5	6,0	5,6	3,2
<i>Roumanie</i>	2,2	2,7	3,7	7,7	5,9
<i>URSS</i>	3,3	3,9	4,2	3,2	3,5
Europe orientale et URSS	1,7	2,8	4,1	3,8	3,5
PRIX DE DÉTAIL					
<i>Bulgarie</i>	0,5	0,3	1,4	0,7	0,9
<i>Tchécoslovaquie</i>	0,8	5,1	0,9	0,9	2,5
<i>République démocratique allemande</i>	0,2	-	-	-	-
<i>Hongrie</i>	4,0	6,6	7,2	8,5	6,3
<i>Pologne</i>	18,4	109,4	21,9	14,5	14,1
<i>Roumanie</i>	2,1	16,9	5,2	1,1	0,4
<i>URSS</i>	1,0	2,8	0,7	-1,3	0,7
Europe orientale et URSS	...	...	...	...	...
VOLUME DES EXPORTATIONS					
<i>Bulgarie</i>	8,4	11,3	4,4	11,6	2,2
<i>Tchécoslovaquie</i>	0,5	6,1	5,7	8,5	2,6
<i>République démocratique allemande</i>	8,4	5,4	10,6	3,7	1,7
<i>Hongrie</i>	2,6	7,3	9,4	5,8	-0,3
<i>Pologne</i>	-19,0	8,7	10,3	9,5	1,6
<i>Roumanie</i>	13,6	-7,6	0,9	15,0	1,6
<i>URSS</i>	1,9	4,5	3,3	2,5	-4,3
Europe orientale et URSS	1,5	5,1	5,7	6,0	-0,6
VOLUME DES IMPORTATIONS					
<i>Bulgarie</i>	9,3	3,2	5,2	5,6	10,9
<i>Tchécoslovaquie</i>	-6,9	2,9	2,0	4,8	4,6
<i>République démocratique allemande</i>	-1,3	-4,7	5,3	5,7	2,3
<i>Hongrie</i>	0,1	-0,1	3,9	0,1	1,1
<i>Pologne</i>	-16,9	-13,7	5,2	8,6	7,2
<i>Roumanie</i>	-7,2	-22,8	-5,0	9,9	10,3
<i>URSS</i>	6,4	9,7	4,0	4,4	4,0
Europe orientale et URSS	-0,1	1,5	3,7	5,0	4,7

Source: Commission économique pour l'Europe, ONU, Genève.

de la rentabilité ainsi que les garanties politiques de «stabilité» pour la petite agriculture ont beaucoup encouragé les paysans à accroître leur production, leurs ventes et leurs investissements. Les fermes d'Etat disposent désormais d'une autonomie complète de gestion et opèrent sur une base strictement économique, après la disparition du système autrefois très développé de subventions.

Les mesures prises en faveur de l'agriculture exigent de l'industrie un meilleur approvisionnement en intrants,

faute de quoi il sera difficile de maintenir la production végétale à son niveau record de 1983-1984 et d'accroître les effectifs du cheptel. En 1986, on a craint que le secteur industriel n'arrive pas à suivre la demande, mais la production agricole n'en a pas moins augmenté d'environ 4 pour cent grâce notamment à des conditions météorologiques favorables.

En URSS, l'un des objectifs fondamentaux est de parvenir à une augmentation rapide et régulière de la production agricole, sujette à de fortes variations sous

TABEAU 2.7 Europe orientale et URSS: variations annuelles de la production agricole et alimentaire, 1983-1986

(en pourcentage)

	1983	1984	1985	1986
PRODUCTION AGRICOLE				
<i>Bulgarie</i>	-9,6	8,3	-13,1	8,7
<i>Tchécoslovaquie</i>	4,3	5,6	1,0	-3,7
<i>République démocratique allemande</i>	2,4	8,3	1,2	2,3
<i>Hongrie</i>	-2,8	6,2	-7,7	-4,7
<i>Pologne</i>	4,7	3,1	0,2	3,9
<i>Roumanie</i>	-1,7	11,8	-4,8	0,5
<i>URSS</i>	5,2	-0,6	0,7	5,5
<i>Europe orientale et URSS</i> ¹	3,7	0,9	0,2	4,1
PRODUCTION ALIMENTAIRE				
<i>Bulgarie</i>	-8,3	7,0	-13,3	7,4
<i>Tchécoslovaquie</i>	4,3	5,6	0,9	-3,8
<i>République démocratique allemande</i>	2,5	7,9	1,2	2,3
<i>Hongrie</i>	-2,7	6,2	-7,8	-4,6
<i>Pologne</i>	4,7	3,0	-0,1	4,3
<i>Roumanie</i>	-1,7	11,6	-4,8	0,4
<i>URSS</i>	5,7	-	0,3	5,9
<i>Europe orientale et URSS</i> ¹	4,0	1,3	-0,1	4,3

Source: FAO, Division de la statistique.

¹ Y compris l'Albanie.

l'effet des conditions météorologiques. Un accroissement constant de la production céréalière est également nécessaire pour combler le fossé qui sépare encore les besoins d'aliments pour animaux des disponibilités locales. C'est d'ailleurs pourquoi le plan agricole annoncé en 1985 prévoit que la production végétale augmente de 6 pour cent en 1986, et la production animale de 1-2 pour cent seulement. Il reste aussi à améliorer l'infrastructure agricole pour réduire les pertes de production.

En 1985, le Plan 1986-1990 a été arrêté, et de nouvelles stratégies et politiques, qui pourraient avoir une grande portée, ont été adoptées. En novembre 1985, on a mis en place un nouveau comité (GOSAGROPROM) qui sera l'organe directeur central du Complexe agro-industriel (APK); ce comité est chargé d'accroître la production, d'exécuter les plans d'achat de produits agricoles, de fournir des moyens d'entreposage, de développer la capacité de transformation et d'élargir la gamme des produits agricoles disponibles. Il remplace les ministères de l'agriculture, des fruits et légumes, de la viande et du lait, des industries alimentaires, de la construction rurale, ainsi que le Comité d'Etat chargé de l'approvisionnement de l'agriculture en intrants.

De grandes réformes ont été opérées en mars 1986 pour améliorer la gestion et la planification du secteur agricole:

— Une prime de 50 pour cent sur les prix à la production au-delà des objectifs moyens de 1981-1985 pour les céréales, la viande, le lait, le coton, le soja, la betterave à sucre, le thé, la laine, etc. Le précédent système liait les primes à des objectifs souvent irréalistes.

Par exemple, pour les céréales, le Plan 1981-1985 fixait un objectif moyen de 239 millions de tonnes, contre une production effective de 180 millions de tonnes.

— Les fermes d'Etat et fermes collectives sont maintenant autorisées à vendre aux commerces et aux marchés locaux une partie de leur production de fruits et légumes, jusqu'à concurrence de 30 pour cent de l'objectif fixé pour les achats de l'Etat. Ce système devrait non seulement faire augmenter la production, mais aussi améliorer la distribution, et donc se solder par une augmentation de la consommation.

— Désormais, les collectivités locales peuvent fixer les prix de détail des fruits et légumes dans les points de vente locaux. Ainsi, les prix seront mieux adaptés aux conditions du marché ainsi qu'aux fluctuations de la production. En 1980, les exploitations familiales et auxiliaires ont assuré 42 et 33 pour cent respectivement de la production de fruits et légumes. Toutefois, en mai 1986, le gouvernement a décidé de renforcer le contrôle des prix sur les marchés kolkhoziens.

Si, globalement, la production agricole brute de l'URSS n'a guère augmenté en 1985, celle de céréales a été de l'ordre de 192 millions de tonnes, soit 11 pour cent de plus qu'en 1984, où elle était tombée très bas. Durant la campagne 1984/85, les importations de céréales ont atteint le niveau sans précédent de plus de 55 millions de tonnes.

En 1986, grâce à une récolte record de céréales, officiellement estimée à environ 210 millions de tonnes (y compris les légumes secs), la production agricole de l'URSS a augmenté de 5,5 pour cent et sa production vivrière de 5,9 pour cent. On a rentré quelque 18 millions de tonnes de céréales de plus qu'en 1985 et presque 27 millions de plus que le volume moyen des cinq années précédentes. Les importations de céréales ont de ce fait diminué. Par ailleurs, les recettes en devises fortes tirées des exportations énergétiques ont baissé à cause de la chute des cours du pétrole en 1986, ce qui a aussi contribué à la contraction des importations agricoles.

En 1985, la Bulgarie a souffert d'un hiver très rigoureux et d'un été très sec, ce qui a fait chuter la production agricole — notamment de céréales — et, par suite, les exportations, et il a fallu importer de grosses quantités de céréales pour répondre à la demande intérieure. En 1986, la production s'est redressée, mais pas au point de compenser les pertes de l'année précédente.

En Tchécoslovaquie, la production végétale a diminué de 2,7 pour cent en 1985 mais les récoltes de céréales ont été presque aussi bonnes qu'en 1984, où elles avaient atteint le niveau record de 12 millions de tonnes. Le pays a ainsi été presque autosuffisant en céréales en 1984-1985. Par ailleurs, il a pu répondre à la demande intérieure de viande et de produits laitiers et dégager des excédents exportables de certains produits agricoles. En

1986, la production agricole a diminué de presque 4 pour cent à cause surtout de la sécheresse.

En République démocratique allemande, la production agricole, exceptionnelle en 1984, a peu augmenté en 1985. On a rentré quelque 12 millions de tonnes de céréales et les objectifs du Plan ont été dépassés. Ces bonnes récoltes ont permis de maintenir les effectifs du cheptel et la production de l'élevage. Celle de viande a augmenté de 5,2 pour cent. En 1986, la production agricole et alimentaire a de nouveau augmenté, cette fois de 2,3 pour cent.

En Roumanie, la production agricole, qui avait énormément augmenté en 1984, a diminué de 4,8 pour cent en 1985. A la fin de l'année, un programme spécial d'autogestion et d'autosuffisance agricoles a été lancé afin d'assurer un bon approvisionnement en produits agricoles. En 1986, les gains de production ont été modestes.

Politique agricole de la Hongrie

Depuis le milieu des années 60 et l'introduction de nouveaux mécanismes économiques, y compris dans l'agriculture, l'intervention de l'Etat dans le secteur agricole se concentre de plus en plus sur les prix, les subventions et la fiscalité.

Les prix sont déterminés principalement par l'Etat directement, mais aussi, dans certains cas, par le marché. Entre 1980 et 1985, 60-63 pour cent de la production agricole a été vendue à des prix officiels, alors que la proportion est d'environ 33 pour cent pour l'ensemble de la production.

Les prix agricoles peuvent être classés comme suit:

- Prix officiels fixes pour les céréales et la viande de bœuf et de porc.
- Prix maximaux pour les principaux intrants, notamment les aliments composés d'origine agricole destinés à nourrir le bétail.
- Prix d'orientation, avec des limites maximales et minimales, pour d'importants produits saisonniers tels que les pommes ou les pommes de terre; pour fixer ces limites, on tient compte du volume de la production.
- Prix protecteurs pour des produits saisonniers destinés à être transformés, tels que fruits et légumes.
- Prix du marché libre, déterminés par le vendeur et l'acheteur, pour les produits commercialisés sans contrat de production.

Les prix officiels, annoncés chaque automne pour une période d'un an, ne s'appliquent que lorsque des contrats de production ont été conclus entre les agriculteurs et l'industrie alimentaire ou les grossistes.

Pour fixer ces prix, on estime les coûts moyens de production et on tient compte aussi de l'évolution courante ou prévue du marché. Les fluctuations des cours mondiaux n'ont pas d'incidence directe à court

terme. Dans l'industrie alimentaire, la majorité des prix à la production sont dits «libres» mais, en fait, les entreprises industrielles ne peuvent pas les fixer librement. Leurs marges sont strictement limitées par les prix officiels annoncés des produits agricoles destinés à être transformés; par le coût de l'énergie et par les prix contrôlés des biens de consommation. De ce fait, l'Etat est parfois obligé d'accorder des subventions qui grèvent le budget et qui n'encouragent guère les industries alimentaires à améliorer leur efficacité.

Les prix agricoles contractuels sont plus élevés que les prix libres. Ils varient en fonction de la qualité des produits, du volume des achats et de la saison (notamment pour les produits laitiers, pour des produits saisonniers tels que les fruits et légumes et, depuis 1983, pour la volaille et les lapins).

Il existe un système très complexe de subventions et impôts agricoles qui, globalement, a eu un impact de plus en plus négatif sur les revenus des agriculteurs ces dernières années. Selon les estimations, les subventions entrent pour 10-11 pour cent dans les revenus agricoles mais ceux-ci sont ponctionnés de 13-14 pour cent par le fisc. Il y a 10 ans, la proportion était de 20 pour cent pour les subventions et de 11-12 pour cent pour les impôts. L'agriculture rapporte donc davantage au budget de l'Etat qu'elle ne lui coûte.

Il y a des subventions indirectes et des subventions directes. Les premières concernent les moyens de production et ont beaucoup diminué ces dernières années. Désormais, l'Etat n'en verse plus pour les petites machines agricoles ni pour les pesticides, et les engrais sont beaucoup moins subventionnés qu'autrefois.

Il existe plusieurs sortes de subventions directes. Celles concernant les investissements agricoles ont perdu de leur importance par rapport à d'autres. En effet, la part de l'agriculture dans les subventions est tombée d'environ 40 pour cent au début des années 70 à moins de 15 pour cent. Les types suivants d'investissements sont actuellement subventionnés: *i)* construction et modernisation des bâtiments, notamment des élevages laitiers et porcins; *ii)* création de vignobles et de vergers dans certaines zones; *iii)* amélioration des terres.

La subvention des investissements prend par exemple la forme d'une somme fixe par tête de bétail ou par hectare de terre, ou elle finance une partie du coût total de l'investissement.

Une gamme bien plus large d'investissements est subventionnée par bonification d'intérêt. Ce type de subvention a pris de l'importance depuis la hausse récente des taux d'intérêt — environ 13-14 pour cent en 1986 — désormais plus conformes aux réalités du marché et aux taux internationaux. Par exemple, la bonification d'intérêt est de 2 pour cent pour la construction d'entrepôts, d'installations de transformation alimentaire ou de mélange d'aliments pour animaux, de

ENCADRÉ 2.7

**L'agriculture polonaise
dans les années 80**

Au début des années 80, la Pologne s'est trouvée plongée dans une grave crise économique qui s'est notamment manifestée par: *i)* un lourd déficit de ses échanges de produits alimentaires et agricoles; *ii)* une demande alimentaire très supérieure à l'offre locale, celle-ci ayant été freinée par une politique de bas prix à la consommation; *iii)* une stagnation structurelle des petites exploitations (les deux tiers environ des terres agricoles); *iv)* l'incapacité de l'industrie d'assurer l'approvisionnement de l'agriculture en intrants.

Depuis 1982, le gouvernement a pris toute une série de mesures pour sortir de la crise: *i)* politique de prix agricoles visant à stimuler la production, notamment de céréales et de colza; *ii)* politique d'autosuffisance en produits alimentaires et agricoles pour stabiliser la dette des années 70, due pour plus de moitié aux importations de produits d'alimentation animale; *iii)* réduction graduelle de la subvention des prix alimentaires (l'équivalent de 19 pour cent des ventes de produits alimentaires en 1985, contre environ 41 pour cent en 1980), d'où forte hausse des prix de détail; et *iv)* système de négociation des prix entre les syndicats paysans et l'Etat en vue de compenser l'augmentation des coûts de production due au renchérissement des intrants et, en partie, la hausse du coût de la vie.

A la suite de ces mesures et grâce aussi à de bonnes conditions météorologiques, la croissance annuelle de la production agricole est passée de 1,3 pour cent durant la période 1971-1980 à 2,8 pour cent entre 1980 et 1986. Les rendements de la céréaliculture ont augmenté de 11 pour cent entre la seconde moitié des années 70 et la première moitié des années 80. La production de colza — principale culture oléagineuse de la Pologne — a doublé de 1984 à 1986, dépassant ainsi le million de tonnes. Entre 1980 et 1986, la production végétale s'est accrue de 4,7 pour cent par an, ce qui a amélioré les approvisionnements en aliments pour animaux. Les importations de céréales sont tombées de 7 millions de tonnes environ à la fin des années 70 à 2,2 millions en 1985, et celles d'oléagineux ont été ramenées de 1,3 à 1 million de tonnes. Quelque 8 milliards de dollars de céréales et d'oléagineux ont été importés entre 1970 et 1980, contribuant pour moitié environ au déficit commercial en monnaies convertibles. C'est à ce prix que l'on a pu porter la consommation de viande à 74 kg par habitant en

1980, contre 53 kg en 1970. Par la suite de la contraction des importations d'aliments pour animaux, la consommation de viande est retombée à 58 kg par habitant en 1982 avant de remonter à 60 kg en 1985.

Jusqu'à présent, la nouvelle politique agricole a donné de bons résultats. Le grand problème est que l'industrie ne suit pas. Elle a été incapable, non seulement de mettre sur le marché les biens de consommation que réclame la population mais aussi de respecter les objectifs fixés pour les principaux intrants agricoles. La production d'engrais, de produits phytosanitaires et d'aliments transformés pour le cheptel est restée inférieure à son niveau de 1978, avant la crise, et a en outre augmenté plus lentement que la production des industries connexes. Il faut voir là le résultat d'une politique d'investissement qui, dans le passé, a négligé les industries dont est tributaire le secteur agricole. Par exemple, l'agriculture se heurte à des problèmes de transformation et de distribution des produits alimentaires, d'où des pertes; par ailleurs, le manque d'intrants ou leur mauvaise qualité réduit la productivité. La réussite de la politique d'encouragement de la production agricole a fait ressortir les problèmes de transformation et de distribution des produits alimentaires, le retard des industries qui doivent approvisionner l'agriculture en intrants ainsi que les carences de l'infrastructure agricole. De coûteux programmes d'investissement sont en train d'être lancés par le gouvernement pour surmonter ces difficultés et accroître ainsi la production de l'agriculture.

canalisations d'eau, de routes, etc. Elle est de 4 pour cent pour les élevages, les réseaux d'irrigation ou la protection des cultures maraîchères par des bâches de polythène.

Des subventions sont également accordées pour encourager la production de lait et de viande de bœuf ainsi que pour la mise en culture de nouvelles terres (la moitié des frais sont à la charge de l'Etat). Il existe aussi une subvention temporaire pour compenser la hausse du coût de l'énergie.

Des subventions spéciales destinées à promouvoir l'emploi sont versées aux grandes entreprises qui opèrent dans des conditions particulièrement difficiles. Elles prennent la forme d'exonérations fiscales et de primes. Par exemple, en fonction de la capacité de production du sol, l'Etat peut verser une prime de complément de 6 à 20 pour cent, selon le type de production. Par ailleurs, pour encourager la diversification des sources de revenus, il peut, par exemple, consentir un abattement de 15-40 pour cent de l'impôt sur les activités non agricoles, à la condition qu'il s'agisse d'investissements dans l'industrie.

Des subventions sont accordées aux petites exploitations afin qu'elles puissent acheter pesticides et engrais à un prix aussi avantageux que les grandes entreprises. Elles bénéficient en outre d'une aide pour accroître leur cheptel bovin. Un autre type de subvention couvre 40 pour cent du coût initial des investissements pour la production de légumes. Des aides sont également accordées pour la plantation de vignobles et de vergers, sous réserve de respecter les exigences techniques des grandes entreprises et de leur être lié. En outre, plusieurs petits producteurs peuvent bénéficier d'une aide si la superficie totale de leurs cultures correspond à un certain minimum.

L'Etat prélève différents droits et impôts sur les producteurs agricoles afin de s'assurer des recettes et d'orienter les activités des entreprises. Il y a la catégorie suivante de prélèvements obligatoires:

— Cotisation au système national d'assurance, qui est passée de 17 pour cent au milieu des années 70 à 33 pour cent en 1986.

— Impôt foncier, calculé selon un barème de la valeur des terres. Il s'applique à partir de l'indice 14 de ce barème (56 Ft/ha) jusqu'à l'indice 40 (680 Ft/ha)¹¹. Les entreprises agricoles sont imposées sur la valeur moyenne de l'ensemble de l'exploitation.

— Impôt sur la production industrielle et impôt sur le chiffre d'affaires, pourcentage du revenu brut, qui dépend du type d'activité ou de production. Ces impôts ont été conçus de telle manière que la contribution des

entreprises agricoles soit équivalente à celle des sociétés industrielles.

Une autre catégorie d'impôts frappe les revenus:

— Impôt communal de 3 pour cent sur le revenu brut des entreprises.

— Impôt sur les bénéfices ou sur le revenu, d'application progressive à partir de 33 000 Ft; il va de 4 pour cent pour les revenus compris entre 35 000 et 40 000 Ft à 34 pour cent au-delà de 75 000 Ft.

— Impôt sur le revenu des particuliers, perçu sur des accroissements du revenu moyen de plus de 5 pour cent. Les accroissements supérieurs peuvent être pénalisés par des taux de plus de 100 pour cent.

— Taxe de 5-20 pour cent sur les investissements, afin d'orienter les capitaux vers les secteurs prioritaires. Par exemple, les investissements destinés à bonifier les terres ou à protéger l'environnement sont exonérés.

¹¹ 1 dollar = 45 forint.

ANNEXE - Liste des pays utilisés dans les tableaux du chapitre 2

Afrique (44)	<i>Algérie</i>	<i>Guinée-Bissau</i>	<i>République centrafricaine</i>
	<i>Angola</i>	<i>Kenya</i>	<i>Réunion</i>
	<i>Bénin</i>	<i>Lesotho</i>	<i>Rwanda</i>
	<i>Botswana</i>	<i>Libéria</i>	<i>Sénégal</i>
	<i>Burkina Faso</i>	<i>Madagascar</i>	<i>Sierra Leone</i>
	<i>Burundi</i>	<i>Malawi</i>	<i>Somalie</i>
	<i>Cameroun</i>	<i>Mali</i>	<i>Swaziland</i>
	<i>Comores</i>	<i>Maroc</i>	<i>Tanzanie</i>
	<i>Congo</i>	<i>Maurice</i>	<i>Tchad</i>
	<i>Côte d'Ivoire</i>	<i>Mauritanie</i>	<i>Togo</i>
	<i>Ethiopie</i>	<i>Mozambique</i>	<i>Tunisie</i>
	<i>Gabon</i>	<i>Namibie</i>	<i>Zaïre</i>
	<i>Gambie</i>	<i>Niger</i>	<i>Zambie</i>
	<i>Ghana</i>	<i>Nigéria</i>	<i>Zimbabwe</i>
	<i>Guinée</i>	<i>Ouganda</i>	
Amérique latine (23)	<i>Argentine</i>	<i>Equateur</i>	<i>Panama</i>
	<i>Bolivie</i>	<i>Guatemala</i>	<i>Paraguay</i>
	<i>Brésil</i>	<i>Guyana</i>	<i>Pérou</i>
	<i>Chili</i>	<i>Haïti</i>	<i>République dominicaine</i>
	<i>Colombie</i>	<i>Honduras</i>	<i>Trinité-et-Tobago</i>
	<i>Costa Rica</i>	<i>Jamaïque</i>	<i>Uruguay</i>
	<i>Cuba</i>	<i>Mexique</i>	<i>Venezuela</i>
	<i>El Salvador</i>	<i>Nicaragua</i>	
Extrême-Orient (19)	<i>Bangladesh</i>	<i>Hong-kong</i>	<i>Papouasie-Nouvelle-Guinée</i>
	<i>Bhoutan</i>	<i>Inde</i>	<i>Philippines</i>
	<i>Birmanie</i>	<i>Indonésie</i>	<i>Singapour</i>
	<i>Brunéi</i>	<i>Macao</i>	<i>Sri Lanka</i>
	<i>Chine</i>	<i>Malaisie</i>	<i>Thaïlande</i>
	<i>Corée, République de</i>	<i>Népal</i>	
	<i>Fidji</i>	<i>Pakistan</i>	
Proche-Orient (17)	<i>Afghanistan</i>	<i>Jamahiriya arabe libyenne</i>	<i>République islamique d'Iran</i>
	<i>Arabie saoudite</i>	<i>Jordanie</i>	<i>Soudan</i>
	<i>Chypre</i>	<i>Koweït</i>	<i>Turquie</i>
	<i>Egypte</i>	<i>Liban</i>	<i>Yémen</i>
	<i>Emirats arabes unis</i>	<i>Oman</i>	<i>Yémen démocratique</i>
	<i>Iraq</i>	<i>République arabe syrienne</i>	

CHAPITRE 3
**LE FINANCEMENT DU
DÉVELOPPEMENT AGRICOLE**

Les fortes variations de la production et du commerce agricoles à la fois dans le temps et entre pays et régions en développement qui ont été mises en évidence dans les chapitres précédents conduisent à s'interroger sur le rôle du financement agricole dans ces disparités. Elles s'expliquent en partie par l'effort passé d'investissement dans l'élevage, l'arboriculture, la bonification des terres, l'irrigation, la mécanisation et les infrastructures; la part des dépenses consacrée aux services et intrants agricoles est un autre facteur explicatif. L'analyse de ces flux financiers devrait permettre d'élaborer des prescriptions utiles à l'usage des décideurs et conduire à une utilisation plus rationnelle et plus efficace des maigres ressources disponibles.

Le financement du développement est un problème très complexe. Il est de ce fait difficile de parvenir à des conclusions sans ambiguïté. C'est notamment le cas pour le secteur agricole des pays en développement; dans la plupart d'entre eux, l'agriculture fournit — et absorbe — une forte proportion des ressources consacrées au développement. Une grande partie de l'investissement n'est d'ailleurs pas monétaire, par exemple la main-d'œuvre absorbée par le défrichage ou l'amélioration des terres, ou le temps consacré à s'occuper du cheptel reproducteur.

Il est nécessaire d'investir hors de l'agriculture pour réaliser les infrastructures — routes ou installations portuaires — qui permettront d'exploiter rationnellement le produit des investissements agricoles. De même, il ne suffit pas que l'Etat dépense beaucoup pour le fonctionnement des centres de recherche ou des services vétérinaires, par exemple; il faut aussi qu'il distribue au mieux les crédits et que la population rurale soit capable de tirer le meilleur parti de ces services, ce qui dépend du niveau antérieur et de la répartition des dépenses consacrées aux réseaux de distribution d'intrants, aux services agricoles, à l'enseignement, voire à la santé des ruraux. On peut aussi s'interroger sur la comparabilité des données dans ce domaine en période de forte inflation et de distorsion des taux de change. Enfin, le secteur public (c'est-à-dire l'Etat) et le secteur privé ont, selon les pays, des rôles extrêmement divers dans la mobilisation des ressources financières et dans les décisions qui touchent à leur utilisation.

Malgré ces problèmes d'analyse, il est d'autant plus opportun d'examiner le financement du développement agricole que les convulsions de plus en plus violentes qui agitent l'économie mondiale depuis quelques années ont jeté le doute sur la justesse des raisonnements classiques, sur lesquels se sont fondés depuis 30 à 40 ans une grande partie des efforts de développement. On a longtemps cru que le secteur public devait être le moteur du développement, par sa politique budgétaire. Dans les années 70, il était facile d'emprunter à bon compte sur le marché mondial des capitaux, et le

volume des emprunts a effectivement beaucoup augmenté pendant une dizaine d'années, jusqu'au début des années 80. L'aide extérieure a pris d'autant plus d'importance que la pénurie chronique de capitaux et de devises était considérée comme l'un des principaux obstacles au développement. Or, depuis quelque temps, on observe des signes d'essoufflement de l'aide chez certains donateurs, une réduction marquée des apports de capitaux extérieurs privés, et une compression des dépenses publiques. Le volume et la régularité des apports financiers classiques, et l'utilisation qui en est faite, sont autant de sujets d'actualité.

Dans les pages qui suivent, nous tenterons de «déblayer le terrain», en donnant une vue cavalière des divers flux de ressources financières que reçoit le secteur agricole, et de leur utilisation au cours d'une décennie de tensions et d'ajustements économiques. Dans ce cadre, nous analyserons le rôle et la place de l'agriculture dans le financement du développement, et nous examinerons certains grands problèmes; nous proposerons aussi des lignes d'action pour l'élaboration des politiques, et pour la recherche.

APERÇU MACRO-ÉCONOMIQUE

Dans la présente section nous examinerons les mécanismes de l'ajustement macro-économique entre 1974 et 1984 dans un échantillon de 35 pays en développement ¹ avant d'étudier plus en détail les diverses composantes du financement agricole, dans un environnement économique placé sous le signe de l'ajustement et du changement.

Les flux de ressources financières sont divisés en deux groupes: ceux qui passent par le budget de l'Etat et ceux qui relèvent plutôt du domaine privé. Dans chacun des groupes, les flux sont ventilés en fonction de leur source et de leur utilisation.

La relation entre l'ajustement macro-économique interne et externe d'un pays est donnée par l'identité ci-après utilisée en comptabilité nationale *ex post* ².

$$(M - X) + R = I - S_n$$

où M = importations de biens et de services non facteurs

X = exportations de biens et de services non facteurs

R = rémunération nette des facteurs, constituée principalement par le remboursement des intérêts de la dette extérieure; les profits et dividendes payés sur les investissements étrangers directs; enfin, les envois de fonds des expatriés

I = investissement total, y compris variations des stocks

S_n = épargne nationale, c'est-à-dire la somme de l'épargne des entreprises, des ménages et de l'Etat.

La partie gauche (ajustement externe) indique le déficit ou l'excédent des paiements courants, et la partie droite (ajustement interne), l'écart entre investissement et épargne. Ainsi, *ex post*, l'ajustement externe égale l'ajustement interne, et la variation du déficit ou de

l'excédent des paiements courants égale la variation de l'écart investissement-épargne.

Globalement, le déficit courant des 35 pays de l'échantillon s'est creusé en 1975 après le premier choc pétrolier de 1973. Les mesures d'ajustement externe prises par ces pays (compression des importations) l'ont ramené à 3,5 pour cent du PIB en 1977 (figure 3.1) ³, mais il a recommencé à augmenter après le deuxième choc pétrolier (1979) pour atteindre 6,9 pour cent du PIB en 1981. A la suite des nouvelles mesures d'ajustement externe prises par la plupart des pays, il est retombé à 3,5 pour cent en 1984.

Comme le déficit courant, l'écart investissement-épargne s'est creusé entre 1977 et 1981, pour se réduire entre 1982 et 1984. En théorie, l'écart croissant investissement-épargne aurait pu s'accompagner d'une augmentation ou d'une diminution des taux d'investissement ou des taux d'épargne. En fait, le taux d'épargne moyen n'a cessé de diminuer de 1977 à 1982, après quoi la tendance s'est inversée. Le taux d'investissement n'a commencé à baisser que plusieurs années après le taux d'épargne et il est resté relativement stable jusqu'en 1980, mais sa baisse s'est poursuivie après 1982 dans la plupart des régions, alors que l'épargne commençait à reprendre.

Après cette vue d'ensemble de l'ajustement macro-économique entre 1974 et 1984 dans les 35 pays de l'échantillon, examinons la situation région par région. Nous verrons que les processus d'ajustement externe et interne, et leur étalement dans le temps, varient énormément.

Ajustement externe

Le déficit courant moyen des pays africains de l'échantillon a été constamment supérieur à celui des pays d'Extrême-Orient, d'Amérique latine et du Proche-Orient: 9,4 pour cent du PIB entre 1977 et 1982, contre 5 pour cent en Amérique latine, 4 pour cent en Extrême-Orient et 3,1 pour cent au Proche-Orient. L'Afrique s'est donc appuyée sur les sources extérieures de financement.

Sous l'effet du choc pétrolier de 1973, le déficit courant s'est creusé dans les quatre régions en 1974. En 1976, il a commencé à se réduire quelque peu. En 1977, il a continué de diminuer en Extrême-Orient, en Amérique latine et au Proche-Orient, tandis qu'en Afrique, il s'est de nouveau creusé pour atteindre 10,7 pour cent du PIB en 1978 et 11,2 pour cent en 1980 (après la nouvelle hausse des prix du pétrole en 1979).

A la suite des mesures d'ajustement externe prises

¹ Cet échantillon est tiré de la liste des 39 pays choisis pour l'étude de la FAO sur les *Politiques de prix agricoles: problèmes et propositions* (Rome, 1987) et pour lesquels on avait réuni des données concernant les finances agricoles. La liste des pays est reproduite dans l'encadré 3.1.

² Voir à ce sujet Paul Høst-Madsen, *Macroeconomic Accounts: An Overview*, Pamphlet series IMF No. 29, FMI, Washington, 1979, et Banque interaméricaine de développement, *Economic and Social Progress in Latin America, External Debt: Crisis and Adjustment*, Washington, 1985 (en particulier chapitres 1 et 2).

³ En comptabilité nationale, le déficit courant est affecté du signe positif.

ENCADRÉ 3.1

Echantillon de 35 pays

Voici la liste des 35 pays en développement de l'échantillon sur lequel se base le présent chapitre:

<i>Extrême-Orient (9)</i>	<i>Amérique latine (10)</i>	<i>Afrique (12)</i>	<i>Proche-Orient (4)</i>
1. Bangladesh	10. Argentine	20. Côte d'Ivoire	32. Egypte
2. Corée, Rép. de	11. Bolivie	21. Ethiopie	33. Soudan
3. Inde	12. Brésil	22. Ghana	34. Syrie
4. Indonésie	13. Colombie	23. Kenya	35. Turquie
5. Malaisie	14. Costa Rica	24. Malawi	
6. Pakistan	15. Equateur	25. Maroc	
7. Philippines	16. Jamaïque	26. Niger	
8. Sri Lanka	17. Mexique	27. Nigéria	
9. Thaïlande	18. Pérou	28. Sénégal	
	19. Rép. dominicaine	29. Sierra Leone	
		30. Tanzanie	
		31. Tunisie	

Cet échantillon de 35 pays en développement a été comparé à «l'ensemble des pays en développement» (103 pays) figurant dans la banque de données de *La situation mondiale de l'alimentation et de l'agriculture*.¹ Quatre indicateurs ont été utilisés: *i)* part du PIB agricole dans le PIB total, *ii)* part des exportations agricoles dans les exportations de marchandises; *iii)* PIB par habitant; et *iv)* rapport entre le commerce de marchandises et le

PIB total, en tant que mesure de l'«ouverture» de l'économie. Tous les chiffres sont des moyennes 1981-1983, sauf le PIB par habitant (1983).

Les résultats de cette comparaison sont résumés ci-après:

	PIB agricole/PIB total (%)	Exportations agricoles/expor- tations totales (%)	PIB par habitant (\$)	Commerce/ PIB (%)
<i>Echantillon de 35 pays</i>				
Afrique	32	39	819	45
Amérique latine	14	33	1 475	33
Proche-Orient	24	37	1 018	33
Extrême-Orient	27	27	755	46
Total	25	34	1 019	41
<i>103 pays en développement</i>				
Afrique	33	42	732	58
Amérique latine	15	41	1 820	42
Proche-Orient	12	15	5 696	88
Extrême-Orient	27	23	1 347	72
Total	25	35	1 919	62

C'est pour le Proche-Orient que les différences sont le plus marquées. Les pays ont en effet été choisis en fonction de l'importance de leur agriculture. Dans

l'échantillon de 35 pays, le PIB par habitant est inférieur, sauf pour l'Afrique, et les économies apparaissent moins ouvertes.

dans toutes les régions au début des années 80, les déficits courants ont diminué à partir de 1982.

En 1984, ils ne représentaient plus que 4 pour cent du PIB en Amérique latine et en Afrique (dans cette dernière région, l'ajustement a été particulièrement radical) et environ 3 pour cent du PIB en Extrême-Orient et au Proche-Orient.

Pour comprendre le mécanisme et l'enchaînement dans le temps des ajustements externes, il faut examiner les causes du déficit courant et notamment l'évolution des termes de l'échange, des exportations (volume et pouvoir d'achat), des importations et du ratio du service de la dette.

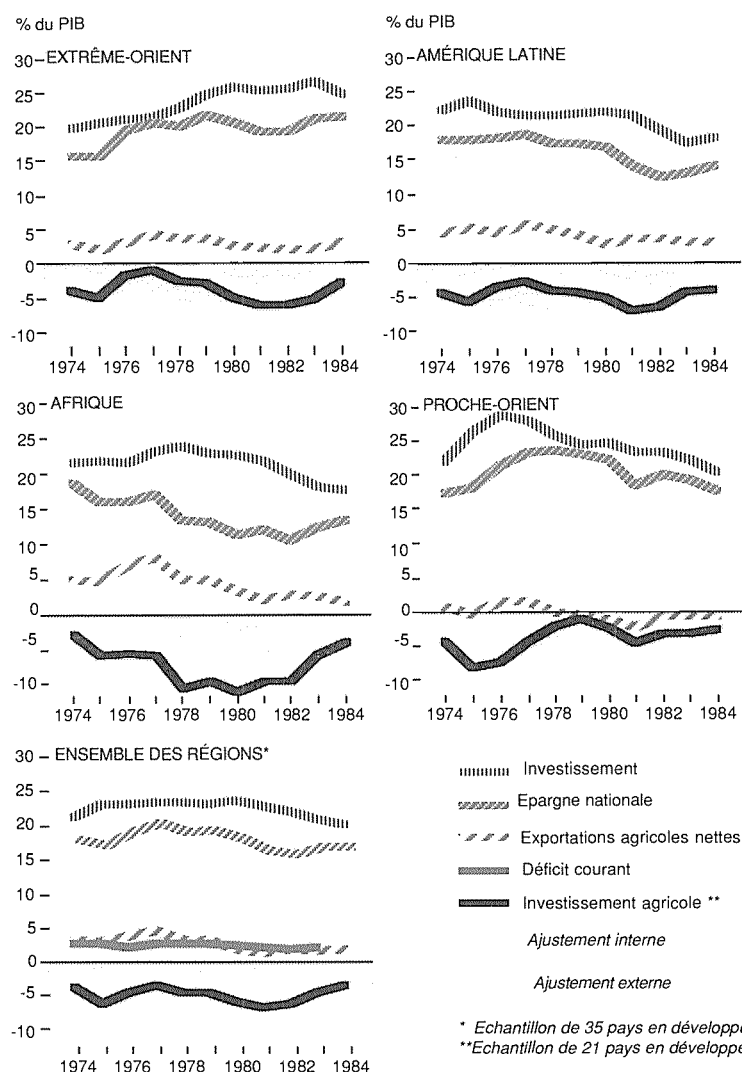
Entre 1974 et 1984, les termes de l'échange des 35 pays de l'échantillon se sont dégradés en moyenne de

17 pour cent (tableau 3.1). C'est l'Extrême-Orient qui en a le plus souffert, et le Proche-Orient (y compris l'Egypte) le moins.

L'évolution des exportations, en volume, a beaucoup varié selon les régions, sous l'effet de divers facteurs: composition par produits des exportations de chaque région; demande de ces produits sur les marchés mondiaux; effet des conditions météorologiques sur l'offre de produits agricoles; incidence des politiques nationales de prix et autres sur l'offre et la demande intérieures. En volume, les exportations de l'Amérique latine, du Proche-Orient et surtout de l'Extrême-Orient ont augmenté entre 1974 et 1984 tandis que celles de l'Afrique ont diminué. Ainsi, malgré la dégradation des termes de l'échange, le pouvoir d'achat des exportations des trois

Figure 3.1

AJUSTEMENT EXTERNE ET INTERNE PAR RÉGION*, 1974-1984



Sources: FMI, Statistiques financières internationales; FAO, Division de l'analyse des politiques.

TABLEAU 3.1 Commerce de marchandises, par région¹, 1974-1984

	Variation		
	1974-1980	1980-1984 (%)	1974-1984
TERMES DE L'ÉCHANGE			
<i>Extrême-Orient</i>	-26	0	-26
<i>Amérique latine</i>	-15	-2	-17
<i>Afrique</i>	-13	-4	-17
<i>Proche-Orient</i>	-4	-3	-7
Ensemble des régions	-17	-2	-19
VOLUME DES EXPORTATIONS			
<i>Extrême-Orient</i>	53	35	88
<i>Amérique latine</i>	21	13	34
<i>Afrique</i>	5	-13	-8
<i>Proche-Orient</i>	9	17	26
Ensemble des régions	19	11	30
POUVOIR D'ACHAT DES EXPORTATIONS			
<i>Extrême-Orient</i>	4	35	39
<i>Amérique latine</i>	0	11	11
<i>Afrique</i>	-8	-16	-24
<i>Proche-Orient</i>	4	14	18
Ensemble des régions	-3	9	6
VOLUME DES IMPORTATIONS			
<i>Extrême-Orient</i>	39	24	63
<i>Amérique latine</i>	2	-14	-12
<i>Afrique</i>	13	-20	-7
<i>Proche-Orient</i>	44	43	87
Ensemble des régions	-10	0	10

Sources: CNUCED, *Manuel de statistiques du commerce international et du développement*, 1985; FMI, *World Economic Outlook*, avril 1986.

¹ Sur la base de l'échantillon de 35 pays, mais sans la Tanzanie et la Turquie.

premières régions a progressé, l'augmentation allant de 11 à 39 pour cent. En revanche, le pouvoir d'achat des exportations africaines a diminué de 24 pour cent. Les plus gros changements, tant positifs que négatifs, du pouvoir d'achat des exportations se sont produits entre 1980 et 1984.

En volume, les importations ont considérablement augmenté au Proche-Orient et en Extrême-Orient entre 1974 et 1984. En Afrique et en Amérique latine, leur progression a été très modeste au cours de la période 1974-1980. L'augmentation du déficit courant de ces deux régions est donc due essentiellement à la hausse des prix, notamment du pétrole. Faute de devises, elles ont dû beaucoup réduire leurs importations entre 1980 et 1984.

Beaucoup de pays se sont endettés pour accroître ou maintenir leurs importations, mais les conditions des prêts se sont durcies entre 1974 et 1984: raccourcissement des différés d'amortissement et des durées de remboursement, raréfaction des prêts à des conditions de faveur, hausse des taux d'intérêt moyens. Dans les quatre régions, le coût du service de la dette a augmenté plus vite que les recettes d'exportation (tableau 3.2). C'est en Afrique que le ratio du service de la dette a le plus augmenté entre 1975 et 1984 (de 6,5 à 22,5 pour cent des recettes d'exportation) à cause en partie de la diminution du volume des exportations; mais c'est en Amérique latine qu'il est resté le plus élevé, le remboursement des intérêts et du principal absorbant plus du quart des recettes d'exportation de cette région entre 1980 et 1984. Même en Extrême-Orient, le ratio du service de la dette a augmenté, de 8,4 pour cent des exportations de biens et services en 1980 à 13,6 pour cent quatre ans plus tard.

Pour financer le déficit de leur balance des paiements, beaucoup de pays en développement ont largement puisé dans leurs réserves de devises. Il n'y a qu'en Extrême-Orient que ces réserves, en proportion des importations de biens et services, ont été entre 1980 et 1984 du même niveau qu'en 1975 (tableau 3.3). Des quatre régions, c'est l'Amérique latine qui a conservé la plus forte proportion de réserves entre 1980 et 1984, en partie pour assurer le service de sa dette, en général plus lourd que partout ailleurs. En Afrique, où le déficit courant est resté le plus élevé sur toute la période 1974-1984, les réserves de devises se sont rapidement dégaînées: elles ne couvraient plus que 10 pour cent environ de la facture d'importation en 1984 (contre 23 pour cent en 1975), soit seulement cinq semaines d'importations bien que le volume de celles-ci n'ait cessé de diminuer à partir de 1978. Au Proche-Orient aussi les réserves de devises en proportion de la facture d'importation ont rapidement baissé à cause notamment de la forte expansion du volume des importations — vivrières en particulier.

TABLEAU 3.2 Paiements effectués au titre du service de la dette en pourcentage des exportations de biens et services, par région¹, 1975 et 1980-1984

	1975	1980	1981	1982	1983	1984
<i>Extrême-Orient</i>	11,3	8,4	9,1	11,2	13,7	13,6
<i>Amérique latine</i>	14,4	21,3	25,4	28,0	26,7	27,1
<i>Afrique</i>	6,5	14,7	17,1	17,9	19,4	22,5 ²
<i>Proche-Orient</i>	17,6	17,9	17,9	18,4	19,2	23,5
<i>Ensemble des régions</i>	11,3	15,3	17,5	19,1	20,0	21,2

Source: FMI, *Statistiques financières internationales: Annuaire*, divers numéros.

¹ Échantillon de 35 pays en développement. - ² Sept pays seulement.

TABLEAU 3.3 Réserves de devises en pourcentage des importations de biens et services, par région¹, 1975 et 1980-1984

	1975	1980	1981	1982	1983	1984
<i>Extrême-Orient</i>	23,4	29,6	22,0	20,8	22,1	21,4
<i>Amérique latine</i>	18,4	35,9	24,2	25,4	21,6	29,1
<i>Afrique</i>	22,8	15,7	12,0	10,8	12,6	10,4 ²
<i>Proche-Orient</i>	21,0	21,2	13,5	13,3	11,7	9,4
<i>Ensemble des régions</i>	21,5	25,7	18,2	17,2	17,5	17,6

Source: FMI, *Statistiques financières internationales: Annuaire*, divers numéros.

¹ Échantillon de 35 pays en développement. - ² Six pays seulement.

Ajustement interne

Les modalités de l'ajustement interne entre 1974 et 1984 ont beaucoup varié selon les régions, comme le montre l'évolution de l'investissement et de l'épargne nationale dans les pays de l'échantillon (voir aussi figure 3.1).

Entre 1974 et 1984, c'est en Extrême-Orient et au Proche-Orient que les taux moyens d'épargne nationale et d'investissement ont été le plus élevés (respectivement 20 pour cent environ et 23-25 pour cent du PIB)⁴. Les taux d'investissement ont été identiques en Amérique latine et en Afrique (21 pour cent), mais les taux d'épargne nationale ont été plus élevés dans la première de ces régions (16 pour cent) que dans la seconde (14 pour cent), et en général plus stables.

En Extrême-Orient, les taux d'investissement ont constamment augmenté durant la période considérée, sauf en 1984; cette augmentation a été plus ou moins parallèle à celle du déficit courant. Les taux d'investissement ont commencé à baisser après 1976 au Proche-Orient et deux ans plus tard en Afrique. En Amérique latine, ils sont restés relativement stables jusqu'en 1980, puis ils se sont dégradés pendant trois ans avant de se redresser un peu en 1984. Ils ont en revanche continué de diminuer au Proche-Orient et en Afrique.

De même, la réaction de l'épargne a été beaucoup plus vive en Extrême-Orient que dans les autres régions, où l'épargne nationale en proportion du PIB a diminué de façon presque continue entre 1977 et 1983, en raison

de l'augmentation de la rémunération nette des facteurs à l'étranger. La part de l'épargne nationale dans l'investissement a beaucoup baissé, en particulier en Afrique où cette épargne n'a financé que 55 pour cent des investissements au cours de la période considérée.

Après 1982, le déficit courant a diminué dans les quatre régions; la forme la plus satisfaisante d'ajustement interne aurait été d'accroître l'épargne intérieure, pour compenser la diminution de l'épargne extérieure et ne pas compromettre la formation de capital, mais il en a été tout autrement. Entre 1982 et 1984, aucune région n'a réussi à faire progresser à la fois le taux d'épargne nationale et le taux d'investissement. En Afrique, en Extrême-Orient et en Amérique latine, les taux d'épargne nationale se sont améliorés, mais les taux d'investissement ont continué de baisser (Afrique) ou ont plus ou moins stagné (Extrême-Orient et Amérique latine). Au Proche-Orient, l'épargne nationale et les taux d'investissement ont continué de diminuer.

⁴ L'épargne nationale est égale à l'épargne intérieure moins la rémunération nette des facteurs. Par conséquent, si cette dernière augmente sans que l'épargne intérieure change, l'épargne nationale diminue.

ENCADRÉ 3.2

Part de l'agriculture
dans les investissements

Quelle doit être la part de l'agriculture dans l'investissement pour que soient atteints les objectifs de croissance assignés au secteur agricole et à l'économie dans son ensemble? Pour le savoir, on peut utiliser les coefficients marginaux de capital (CMC), qui sont des outils empiriques commodes et non point des mesures ou des indicateurs précis des résultats. Si l'on dispose de données fiables sur la production agricole et la formation de capital, on peut calculer les coefficients marginaux de capital pour l'agriculture sur des périodes suffisamment longues pour lisser les fluctuations conjoncturelles et suffisamment courtes pour que l'évolution des techniques et les autres changements structurels n'aient pas d'effets sensibles. Pour déterminer la durée de cette période, il faut avoir une bonne connaissance du secteur agricole et de sa place dans l'économie nationale.

La part de l'investissement agricole dans l'investissement total peut être déterminée, à des fins de planification, au moyen de l'égalité suivante:

$$I_A/I_T = g_A/g_T \cdot \text{PIB}_A/\text{PIB}_T \cdot \text{CMC}_A/\text{CMC}_T^1$$

où:

I = investissement

g = taux de croissance du produit

Les lettres A et T portées en indice signifient «agricole» et «total».

Si $g_A = 4\%$, $g_T = 5\%$, $\text{PIB}_A/\text{PIB}_T = 25\%$, $\text{CMC}_A = 3,3$ (CMC_A médian pour l'échantillon de 21 pays), et $\text{CMC}_T = 4$, on obtient $I_A/I_T = 0,04/0,05 \times 0,25 \times 3,3/4 = 0,165$.

Pour que la production agricole augmente de 4 pour cent par an, il faut donc que la part de l'investissement agricole dans l'investissement total soit de l'ordre de 16 à 17 pour cent. Les résultats sont assez sensibles au changement des variables: par exemple, si l'on donne au CMC_A la valeur de 4 au lieu de 3,3 dans l'exemple ci-dessus, la part de l'investissement agricole passe à 20 pour cent.

Bien sûr, cette méthode empirique ne permet pas de résoudre un certain nombre de problèmes très importants: ventilation des investissements à l'intérieur du secteur agricole; ressources disponibles pour financer les dépenses de fonctionnement; investissement dans les secteurs non agricoles, transports par exemple

(dont l'agriculture est directement tributaire); cadre général dans lequel sont réalisés les investissements (politiques, incitations). Cependant, à moins d'avoir de bonnes raisons de croire que le coefficient marginal de capital évolue rapidement ou changera au cours de la période envisagée (si tel est le cas, on cherchera pourquoi), cette méthode est un bon point de départ pour fixer des objectifs sectoriels d'investissement.

¹ Il y a d'autres formules. Par exemple, les besoins en capital de l'agriculture peuvent être déterminés selon la formule $I = gkr/s$, où g est le taux de croissance souhaité pour la production agricole, k le coefficient marginal de capital pour l'agriculture, r la part de l'agriculture dans le PIB et s la part du PIB imputée à la formation brute de capital. Voir Rajkrishna, «Some Aspects of Agricultural Growth, Price Policy and Equity in Developing Countries», *Food Research Institute Studies*, vol. 18, n° 3, 1982.

COMPORTEMENT DU SECTEUR AGRICOLE

Comment l'agriculture s'est-elle comportée dans les 35 pays en développement de l'échantillon étudiés durant cette période d'ajustement économique ? Pour en juger, nous examinerons ci-après : *i)* la croissance de la valeur ajoutée (PIB agricole); *ii)* la contribution de l'excédent commercial dégagé par l'agriculture à la réduction du déficit courant (ajustement externe); et *iii)* le rôle de l'agriculture dans l'amélioration du rapport épargne/investissement (ajustement interne).

Croissance de la valeur ajoutée agricole

Globalement, le PIB des 35 pays étudiés a augmenté plus vite que leur PIB agricole (tableau 3.4). Par habitant et en moyenne annuelle, il a en effet progressé de 2,6 pour cent entre 1974 et 1980, contre 0,2 pour cent seulement pour le PIB agricole. Entre 1980 et 1984, l'un et l'autre ont augmenté moins vite que la population, mais, par habitant, le PIB total a moins diminué que le PIB agricole ($-0,7$ pour cent environ par an contre $-1,1$ pour cent). Pourtant, le ralentissement de la croissance de l'agriculture au cours de cette période a été moins prononcé que celui de l'économie dans son ensemble. En effet, si le PIB agricole a augmenté deux fois moins vite que durant la période 1976-1980, le PIB total a lui progressé trois fois moins vite. L'agriculture a donc un peu contribué à stabiliser la croissance du PIB total.

En Afrique, le PIB agricole a stagné entre 1980 et 1984 et il a augmenté deux fois moins vite que la population sur l'ensemble de la décennie 1974-1984. Les médiocres performances de l'agriculture, terriblement éprouvée par la sécheresse de 1983-1984, sont l'une des causes de la crise économique de l'Afrique. Les résultats du secteur agricole n'ont guère été meilleurs en Amérique latine où la croissance du PIB agricole a beaucoup ralenti dans les années 80. Toutefois, elle est restée nettement plus rapide que celle du PIB total durant cette période de crise économique, exacerbée par le problème de la dette extérieure. Au Proche-Orient, le PIB agricole a augmenté beaucoup moins vite durant la période 1980-1984 qu'entre 1974 et 1980, mais il a réussi à suivre le rythme de la croissance démographique sur l'ensemble de la décennie. Sur ce plan aussi, l'Extrême-Orient se distingue: le PIB agricole par habitant, qui n'avait cessé d'augmenter entre 1974 et 1980, a continué à progresser durant la période 1980-1984.

Comme le PIB total des pays de l'échantillon a, globalement, augmenté plus vite que leur PIB agricole durant la période 1980-1984, la part de l'agriculture dans le PIB a beaucoup diminué, notamment dans les pays d'Extrême-Orient et du Proche-Orient où la croissance

du PIB non agricole a été particulièrement rapide (figure 3.2). Entre 1974-1980 et 1980-1984, la part de l'agriculture dans le PIB total a diminué de quatre points en Extrême-Orient (de 32 à 28 pour cent) et de quatre points aussi au Proche-Orient (de 28 à 24 pour cent). L'agriculture est restée le secteur le plus important en Afrique, avec 35 pour cent du PIB durant la période 1974-1980, contre seulement 15 pour cent en Amérique latine. Dans ces deux régions, la part de l'agriculture dans le PIB a diminué de deux points entre 1974-1980 et 1980-1984.

L'agriculture et le déficit courant

Il existe des liens étroits entre le commerce extérieur, l'épargne, l'investissement et la croissance économique. Les exportations permettent à un pays de se spécialiser dans les productions pour lesquelles il dispose d'un avantage comparatif. De cette façon, il peut économiser des ressources à investir pour promouvoir la croissance économique. De même, un pays peut exploiter des ressources agricoles inutilisées pour dégager des excédents exportables qui leur permettront d'importer des biens qui n'ont pas de véritables équivalents locaux, de remédier aux goulets d'étranglement qui freinent la production et d'accroître ainsi l'épargne et l'investissement. Comme l'agriculture reste le secteur prédominant dans la plupart des pays en développement, l'excédent tiré des échanges agricoles joue un rôle important dans le financement du développement.

En volume, les exportations agricoles des 35 pays de l'échantillon ont augmenté relativement moins que leurs exportations totales entre 1974 et 1984, et ce dans toutes les régions (sauf en Afrique durant la période 1980-1984), en partie parce que les produits agricoles ont eu plus de mal à trouver preneur sur les marchés mondiaux que les autres produits et parce que la croissance agricole a été moins rapide que la croissance totale (tableau 3.5)⁵. Globalement, les exportations agricoles des 35 pays de l'échantillon n'ont augmenté que de 5 pour cent en volume entre 1974 et 1984 et cette augmentation est entièrement due à la période 1980-1984. En valeur, elles ont bénéficié de la flambée des prix des produits durant la période 1975-1977.

Les efforts d'ajustement extérieur du début des années 80 ont été d'autant plus difficiles dans les 35 pays de l'échantillon que la valeur en dollars courants de leurs exportations agricoles s'est en général contractée durant la période 1980-1984 — le Proche-Orient étant la seule exception notable — et que la part de ces exportations dans le PIB total a diminué de 1977 à 1983 dans la plupart de ces pays (voir figure 3.2).

⁵ Les exportations de marchandises de ces pays sont indiquées au tableau 3.1.

TABLEAU 3.4 Taux annuel de croissance du PIB, du PIB agricole et de la population, par région¹, 1974-1984
(en pourcentage)

	PIB			PIB agricole			Population
	1974-1980	1980-1984	1974-1984	1974-1980	1980-1984	1974-1984	1974-1984
<i>Extrême-Orient</i>	6,4	4,9	5,8	3,1	3,4	3,2	2,3
<i>Amérique latine</i>	3,8	-0,4	1,8	2,2	1,3	1,7	2,3
<i>Afrique</i>	4,1	0,3	2,8	2,2	—	1,6	3,0
<i>Proche-Orient</i>	7,3	3,5	5,6	4,0	0,5	2,9	2,8
Toutes régions	5,0	1,7	3,6	2,6	1,3	2,2	2,4

Source: FAO, Agrostat.

¹ Echantillon de 35 pays en développement.

TABLEAU 3.5 Variation des exportations et importations de marchandises agricoles, par région¹, 1974-1984
(en pourcentage)

	1974-1980	1980-1984	1974-1984
VOLUME DES EXPORTATIONS AGRICOLES			
<i>Extrême-Orient</i>	32	11	43
<i>Amérique latine</i>	-4	2	-2
<i>Afrique</i>	-10	-5	-15
<i>Proche-Orient</i>	-10	30	20
Toutes régions	—	5	5
VALEUR DES EXPORTATIONS AGRICOLES			
<i>Extrême-Orient</i>	90	1	91
<i>Amérique latine</i>	89	—	89
<i>Afrique</i>	52	-18	34
<i>Proche-Orient</i>	25	16	41
Toutes régions	79	-1	78
VALEUR DES IMPORTATIONS AGRICOLES			
<i>Extrême-Orient</i>	97	-5	92
<i>Amérique latine</i>	101	-25	76
<i>Afrique</i>	129	-12	117
<i>Proche-Orient</i>	194	48	146
Toutes régions	102	-1	101

Source: FAO, Agrostat.

¹ Echantillon de 35 pays en développement.

La valeur des importations agricoles a doublé entre 1974 et 1980, et elle a presque triplé au Proche-Orient. Elle a généralement diminué entre 1980 et 1984, sauf au Proche-Orient où elle a continué à beaucoup augmenter du fait surtout des importations alimentaires de l'Égypte. Cette contraction générale des importations témoigne des sacrifices consentis par beaucoup de pays dans le cadre de leurs politiques d'ajustement extérieur. On notera toutefois que les importations agricoles de l'Afrique (en pourcentage du PIB) ont augmenté en 1983 et 1984 à cause de la sécheresse.

Entre 1974 et 1984, le commerce agricole des 35 pays du groupe a été excédentaire tous les ans (en moyenne 2,7 pour cent du PIB) alors que, durant la même période, le déficit courant a été en moyenne de 5 pour cent du PIB (voir figure 3.1). Les mesures d'ajustement macro-économique ont réduit ce déficit depuis 1982, mais les recettes nettes tirées des exportations agricoles n'y ont guère contribué.

En Extrême-Orient, ces recettes ont représenté en moyenne 2,9 pour cent du PIB durant la période 1974-1984 mais ont eu tendance à diminuer à partir de la fin des années 70. Dans les autres régions, leur contraction a été beaucoup plus marquée avant 1982 et, ensuite, leur redressement a été beaucoup plus lent. L'excédent net tiré des exportations agricoles n'a cessé de diminuer en Afrique de 1977 à 1984. Cette année-là, la terrible sécheresse qui a frappé beaucoup de pays a réduit les disponibilités exportables et obligé à importer plus d'aliments. Toutefois, la sécheresse n'a fait qu'aggraver les choses: l'excédent net tiré des exportations agricoles de l'Afrique avait commencé à diminuer quelques années plus tôt.

Investissement agricole et rapport épargne/investissement

Selon les données disponibles pour 21 pays de l'échantillon, la part de l'investissement agricole (formation brute de capital) dans l'ensemble des investissements et dans le PIB est restée relativement stable: respectivement 8-15 pour cent et 2,5-3 pour cent environ (voir figure 3.1). Le taux d'investissement agricole (formation brute de capital agricole rapporté au PIB agricole) a beaucoup plus varié. La fourchette va en effet de 5 à 29 pour cent, la moyenne étant de 13 pour cent.

Les deux faits saillants sont les suivants:

i) le taux d'investissement agricole tend à augmenter au fur et à mesure que les revenus par habitant s'accroissent et que la part de l'agriculture dans le PIB total diminue.

ii) la part de l'investissement agricole dans la formation brute de capital évolue en sens inverse: plus les revenus d'un pays sont faibles, et plus la part de l'agriculture dans les investissements augmente.

L'investissement agricole s'intensifie (sa part dans le PIB agricole augmente) au fur et à mesure du développement économique.

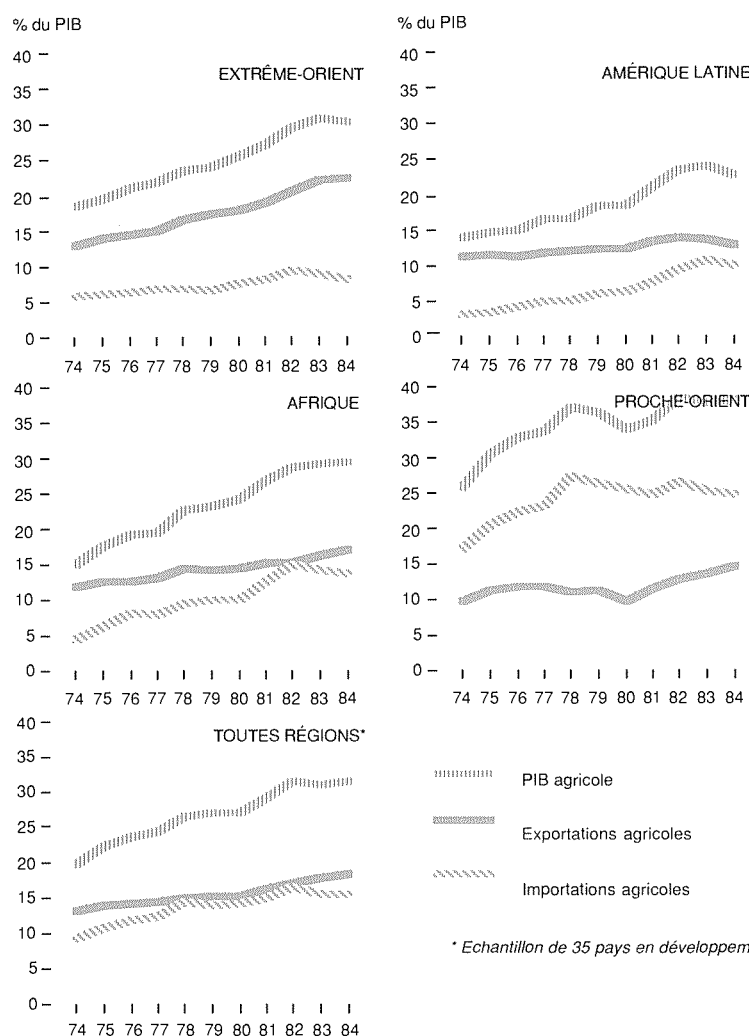
Sur la base de ces rapports entre l'investissement agricole, d'une part, les revenus et la place de l'agriculture dans l'économie de l'autre, on peut essayer d'identi-

fier les pays où l'investissement agricole est relativement élevé par rapport a) à leur revenu (ce qui permet de mesurer l'effort d'investissement) et b) à la part de l'agriculture dans leur PIB.

Les résultats que l'on obtient en utilisant un échantillon très limité de pays ne permettent pas de tirer des conclusions définitives, mais on constate que l'effort d'investissement dans l'agriculture durant les années 70 et au début des années 80 a été particulièrement intense dans certains pays tels que l'Inde, le Kenya, le Pakistan et la Tanzanie. On note aussi que, dans certains de ces pays, la production agricole a augmenté ces dernières années plus vite que la moyenne, mais la corrélation n'est pas très forte. En outre, les statistiques limitées dont on dispose sur les politiques de prix font apparaître

**PART DE L'AGRICULTURE ET DES EXPORTATIONS ET IMPORTATIONS AGRICOLES
DANS LE PIB TOTAL, PAR RÉGION*, 1974-1984**

Figure 3.2



certaines incohérences⁶. En effet, on constate parfois que les prix agricoles sont très défavorables aux producteurs alors que l'on fait un gros effort d'investissement dans l'agriculture. Toutefois, on ne peut pas tirer de conclusion définitive car il est très difficile de mesurer la distorsion des prix. Par ailleurs, certains pays semblent compter davantage sur l'investissement que sur les prix à la production pour promouvoir le développement agricole.

En ce qui concerne la période d'ajustement économique 1974-1984, aucune grande tendance ne se dégage de l'évolution des investissements agricoles, si ce n'est un certain essoufflement en 1979, comme d'ailleurs pour l'ensemble des investissements. L'investissement agricole a donc apparemment peu souffert des mesures prises pour combler le fossé entre l'investissement et l'épargne. Une des raisons en est peut-être que, dans la plupart des pays, l'investissement agricole est en grande partie privé (souvent 50-60 pour cent) et qu'une bonne part de ces investissements privés sont des investissements en travail, par exemple pour la bonification des terres, la construction de bâtiments ou l'élevage. Une analyse portant sur 21 pays, réalisée pour l'étude de la FAO *Agriculture: Horizon 2000*, montre que de 30 à 33 pour cent des investissements agricoles sont de ce type. L'investissement agricole n'est donc pas très sensible à l'évolution des politiques de prix, des taux d'intérêt, etc. Il est possible aussi que l'évaluation des investissements agricoles ne soit pas suffisamment précise pour saisir des changements relativement mineurs mais néanmoins significatifs.

On ne dispose pas de données fiables sur l'épargne agricole d'un nombre suffisant de pays. Il est donc difficile de déterminer dans quelle mesure elle contribue à réduire l'écart entre l'épargne et l'investissement. Les moyens de mobiliser l'épargne rurale pour investir rentablement dans le secteur privé et pour aider à financer le déficit budgétaire seront examinés plus loin dans la section consacrée aux marchés financiers ruraux. La contribution tirée de l'agriculture, pour financer le budget de l'Etat, sous forme de prélèvements fiscaux, est examinée dans la section suivante.

En conclusion, la performance du secteur agricole, qu'il s'agisse de la croissance de la valeur ajoutée ou de sa contribution à la réduction des déficits (déficit courant et déficit épargne/investissement), n'a pas été uniformément satisfaisante. Durant une période de grands ajustements structurels dans la plupart des pays en développement, la croissance agricole, à certaines exceptions près, a ralenti et l'excédent commercial agricole a

diminué (l'ajustement extérieur étant en général assuré par une compression des importations de marchandises), mais l'investissement dans l'agriculture n'a pas beaucoup diminué. C'est seulement par sa contribution à la croissance du PIB que l'agriculture s'est révélée raisonnablement dynamique dans certaines régions. Toutefois, les résultats varient beaucoup d'une région à l'autre. Les résultats décevants s'expliquent en partie par des facteurs extérieurs à l'agriculture, notamment la dégradation des termes de l'échange de ce secteur et le ralentissement de la croissance du volume des exportations agricoles causé par la récession économique du début des années 80. On peut néanmoins s'interroger sur l'efficacité de l'investissement agricole et des dépenses que l'Etat consacre à l'agriculture ainsi que des politiques qu'il met en œuvre.

⁶ Pour plus de détails sur les distorsions de prix, voir FAO, *Politiques de prix agricoles: problèmes et propositions*, Rome, 1987.

BUDGET DE L'ÉTAT

Nous développons ci-après la partie droite de l'identité présentée au début du chapitre 3 («Aperçu macro-économique») afin d'analyser dans le détail chacune des composantes. Par souci de simplicité, nous n'avons pas fait de distinction trop rigoureuse entre transferts courants et transferts de capitaux⁷.

$$(M - X + R) = (I_G + G - T) + (I_p - S_p)$$

Secteur extérieur Secteur public Secteur privé

La partie droite se compose du secteur public (budget de l'Etat) et du secteur privé, examiné dans une autre section.

Dans le secteur public:

- I_G = Formation de capital ou budget d'équipement.
- G = Dépenses ordinaires ou budget de fonctionnement.
- T = Recettes fiscales et extrafiscales (par souci de simplicité, on peut regrouper les recettes publiques de toute source).

Dans le secteur agricole, les principales *utilisations* des fonds publics sont:

- les dépenses d'équipement (I_G) et les dépenses de fonctionnement (G) consacrées à l'agriculture par les ministères de tutelle et par les organismes agricoles paraétatiques.

Les *recettes* (T) sont:

- Les emprunts contractés à l'extérieur pour l'agriculture, ce qui inclut les prêts publics ou garantis par l'Etat, avec ou sans conditions de faveur;
- l'aide au développement sous forme de dons, y compris l'aide alimentaire, qui finance des projets agricoles et soulage le budget;
- les recettes intérieures de l'Etat, y compris la fiscalité agricole.

Après cette présentation sommaire des dépenses et recettes de l'Etat dans le secteur agricole, nous examinons plus particulièrement le financement de l'agriculture dans les années 80, époque d'ajustements internes destinés à réduire le déficit budgétaire⁸.

Vue d'ensemble

Les dépenses totales des administrations centrales ont représenté en moyenne un quart du PIB des 35 pays de l'échantillon entre 1974 et 1983 (figure 3.3). Durant la majeure partie de cette période, la proportion a augmenté. Elle a été en moyenne de 21-22 pour cent en Amérique latine et en Extrême-Orient, de 28 pour cent en Afrique et de 35 pour cent au Proche-Orient. Les dépenses n'ont cessé de s'accroître de 1974 à 1982; elles ont brutalement chuté en 1983 sous l'effet des politiques d'ajustement interne. Les données dont on dispose pour 18 pays de l'échantillon indiquent que cette baisse s'est poursuivie en 1984.

Les dépenses des administrations centrales, en pourcentage du PIB, ont augmenté en moyenne de six points entre 1974 et 1982 dans l'échantillon de 35 pays. L'augmentation a été particulièrement forte en 1974 et 1975 à cause des effets budgétaires du premier choc pétrolier (1973). Elle s'est poursuivie de 1976 à 1979. A la suite du deuxième choc pétrolier (1979), les dépenses ont encore augmenté pour atteindre en moyenne 28 pour cent du PIB en 1982.

Le déficit budgétaire s'est creusé au fur et à mesure que les dépenses des administrations centrales augmentaient. En moyenne, il est passé dans les 35 pays de l'échantillon de 2,2 pour cent du PIB en 1974 à 8,6 pour cent en 1982, après quoi il s'est réduit. En 1983, il ne représentait plus que 7,1 pour cent du PIB et, selon les données disponibles pour 18 des 35 pays, il a encore diminué en 1984. Son évolution a été analogue dans les quatre régions. Il a augmenté jusqu'en 1982 pour atteindre 8,3 pour cent du PIB en Extrême-Orient, 8,6 pour cent en Afrique et au Proche-Orient, et 9 pour cent en Amérique latine. En 1983, il a diminué dans les quatre régions, et surtout en Extrême-Orient. En 1984, selon les données dont on dispose pour huit des neuf pays d'Extrême-Orient faisant partie de l'échantillon, le déficit budgétaire de cette région ne représentait plus que 5,9 pour cent du PIB; il était donc du même ordre que vers la fin des années 70, avant le deuxième choc pétrolier.

L'Etat a eu d'autant plus de mal à réduire le déficit budgétaire au début des années 80 que ses recettes ont baissé à cause essentiellement de la contraction des rentrées extrafiscales et des dons extérieurs. Ses recettes avaient augmenté de 1976 à 1980 jusqu'à représenter 20,8 pour cent du PIB. Ce pourcentage a diminué de deux points de 1980 à 1983. Dans les années 80, les recettes sont restées stables en Extrême-Orient mais ont diminué en Amérique latine, en Afrique et au Proche-

⁷ Par exemple, R comprend les transferts privés et publics sans contrepartie. Les envois de fonds des travailleurs expatriés et les intérêts versés sur la dette extérieure privée constituent l'essentiel des transferts privés et peuvent être considérés comme des transferts courants, tandis que l'aide au développement sous forme de dons, principale composante des transferts publics, représente un transfert de capitaux.

⁸ Des données sur les dépenses agricoles des 35 pays de l'échantillon entre 1974 et 1984 sont présentées dans les pages qui suivent. Faute d'informations détaillées sur les sources extérieures et intérieures de recettes durant cette même décennie, il a souvent fallu se limiter à la période 1980-1984.

Orient. Les recettes fiscales ont légèrement augmenté entre 1974 et 1984, et la fiscalité a rapporté à l'État plus des quatre cinquièmes de ses recettes durant cette période. La variation des recettes a surtout été due aux fortes fluctuations des rentrées extrafiscales, et notamment des emprunts extérieurs.

Dépenses agricoles du secteur public

Importance relative. Contrairement aux dépenses totales, les dépenses agricoles de l'échantillon de 35 pays sont restées remarquablement stables entre 1974 et 1983, se maintenant aux alentours de 2,2 pour cent du PIB (voir figure 3.3). La moyenne a été de 1,5 à 1,9 pour cent du PIB en Amérique latine et en Extrême-Orient, de 2,4 pour cent en Afrique et de 2,8 pour cent au Proche-Orient. En pourcentage du PIB, les dépenses agricoles ont eu tendance à légèrement diminuer en Amérique latine et au Proche-Orient entre 1974-1980 et 1980-1983, tandis qu'elles sont restées relativement stables en Extrême-Orient et qu'elles ont augmenté en Afrique.

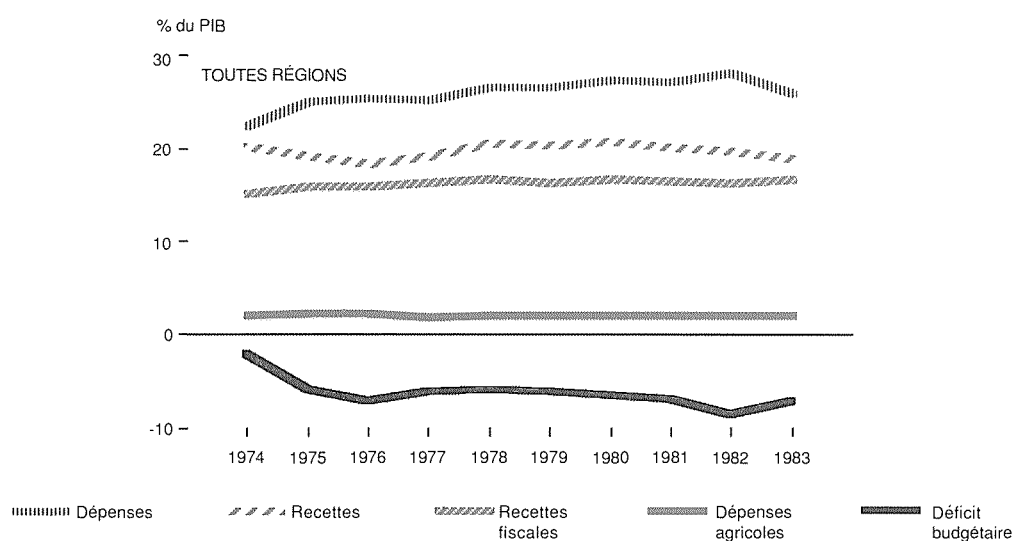
En Afrique, la part de l'agriculture dans les dépenses publiques a augmenté au début des années 80, période marquée par des ajustements internes destinés à réduire le déficit budgétaire, passant de 7,7 pour cent entre 1974 et 1979 à 9,2 pour cent entre 1980 et 1983. L'évolution a été inverse dans toutes les autres régions (tableau 3.6).

La part de l'agriculture dans les dépenses d'équipement a diminué en Extrême-Orient et au Proche-Orient à partir de 1979 tandis qu'elle a augmenté en Afrique et en Amérique latine. Sa part dans les dépenses de fonctionnement a baissé dans toutes les régions, sauf en Afrique, à partir de 1979. On notera par ailleurs qu'elle a été de trois à cinq fois plus faible que sa part des dépenses d'équipement. Les dépenses de fonctionnement sont en effet moins lourdes pour les investissements agricoles que pour les investissements dans d'autres secteurs tels que la santé ou l'éducation (voir encadré 3.3). Par ailleurs, les dépenses agricoles de fonctionnement sont sous-estimées dans beaucoup de pays en développement car les données disponibles sont loin de rendre compte de toutes les dépenses occasionnées ou effectuées par les organismes agricoles paratataiques. Le coût budgétaire des importations de céréales, des subventions alimentaires, des pertes des offices de commercialisation et le non-remboursement des prêts agricoles sont souvent financés directement par le trésor public au lieu d'être imputés au ministère de l'agriculture.

Comme le montre le tableau 3.6, la part de l'agriculture dans les dépenses publiques a été de l'ordre de 8 pour cent (de 6 à 10 pour cent environ selon les régions durant la période 1974-1983). Les dépenses consacrées à ce secteur ont représenté en moyenne de 6 à 12 pour cent seulement du PIB agricole. C'est au Proche-Orient et en Amérique latine qu'elles ont été le plus élevées en

DÉPENSES ET RECETTES DE L'ADMINISTRATION CENTRALE EN POURCENTAGE DU PIB,
TOUTES RÉGIONS*, 1974-1983

Figure 3.3



* Echantillon de 35 pays en développement.

Sources: FMI, Government Finance Statistics; FAO, Division de l'analyse des politiques.

TABLEAU 3.6 Dépenses agricoles des administrations centrales, par région¹, 1974-1983

	Moyenne annuelle		
	1974-1979	1979-1983 (%)	1974-1983
PART DE L'AGRICULTURE			
DANS			
LES DÉPENSES			
D'ÉQUIPEMENT			
ET DE			
FONCTIONNEMENT			
<i>Extrême-Orient</i>	10,4	9,6	10,1
<i>Amérique latine</i>	7,0	6,0	6,6
<i>Afrique</i>	7,7	9,2	8,3
<i>Proche-Orient</i>	8,4	7,2	7,9
Ensemble des régions	8,4	8,3	8,3
PART DE L'AGRICULTURE			
DANS			
LES DÉPENSES			
D'ÉQUIPEMENT			
<i>Extrême-Orient</i>	23,8	18,7	21,8
<i>Amérique latine</i>	15,4	17,6	16,3
<i>Afrique</i>	16,2	19,2	17,4
<i>Proche-Orient</i>	14,2	12,5	13,6
Ensemble des régions	17,9	17,8	17,9
PART DE L'AGRICULTURE			
DANS			
LES DÉPENSES DE			
FONCTIONNEMENT			
<i>Extrême-Orient</i>	4,5	4,0	4,3
<i>Amérique latine</i>	4,5	3,9	4,2
<i>Afrique</i>	4,8	5,6	5,1
<i>Proche-Orient</i>	5,4	4,9	5,2
Ensemble des régions	4,7	4,7	4,7

Source: FMI, *Government Finance Statistics Yearbook*, divers numéros, et FAO.¹ Échantillon de 35 pays en développement.TABLEAU 3.7 Croissance des dépenses agricoles réelles¹ et de la population agricole active, par région², 1974-1983

	Taux annuels moyens			
	Dépenses agricoles totales	Dépenses agricoles d'équipement	Dépenses agricoles de fonctionnement (%)	Population agricole active
<i>Extrême-Orient</i>	7,2	8,6	5,8	1,2
<i>Amérique latine</i>	-1,1	2,7	-6,6	0,7
<i>Afrique</i>	6,3	6,5	4,4	1,7
<i>Proche-Orient</i>	3,4	2,8	8,0	0,3
Ensemble des régions	4,0	5,2	2,9	1,0

Sources: FMI, *Government Finance Statistics Yearbook*, divers numéros; Banque mondiale, *La pauvreté et la faim - La sécurité alimentaire dans les pays en développement: problèmes et options*, 1986; FAO, *Agrostat*.¹ Régressions semi-logarithmiques, prix de 1980 calculés à l'aide du déflateur du PIB. - ² Échantillon de 35 pays en développement.

pourcentage du PIB agricole. On trouve ensuite l'Afrique (8 pour cent) et, en dernière position, l'Extrême-Orient (6 pour cent). La situation varie beaucoup selon les pays. Dans certains, les dépenses publiques consacrées à l'agriculture n'ont guère représenté que 2 pour cent du PIB agricole alors que la proportion a été de 20 pour cent au Mexique et de plus de 20 pour cent dans des pays aussi divers que la Jamaïque ou la Tunisie.

Evolution des dépenses publiques dans le secteur agricole. Les dépenses agricoles réelles (aux prix de 1980) ont augmenté dans toutes les régions, sauf en Amérique latine, entre 1974 et 1983 (tableau 3.7). En moyenne annuelle, elles ont progressé de 4 pour cent durant cette période dans les 35 pays de l'échantillon, et les dépenses d'équipement du secteur agricole ont augmenté de plus de 5 pour cent. Toutefois, l'évolution a beaucoup varié selon les régions.

En Amérique latine, les dépenses agricoles réelles ont diminué dans huit des dix pays de l'échantillon et, globalement, elles ont baissé de 1,1 pour cent par an entre 1974 et 1983. Cette baisse est due aux dépenses de fonctionnement, qui ont diminué de 6,6 pour cent par an, tandis que les dépenses d'équipement ont continué à légèrement augmenter. La plupart des pays d'Amérique latine ont donc apparemment essayé de maintenir l'investissement agricole en sacrifiant les dépenses de fonctionnement. Il est possible aussi que les dépenses des administrations provinciales ne soient pas toutes comprises dans les statistiques.

Au Proche-Orient, les dépenses agricoles ont légèrement augmenté. On notera que la croissance de la population agricole active est relativement lente dans les pays de cette région faisant partie de l'échantillon. Dans le secteur agricole, les dépenses de fonctionnement se sont accrues aux dépens des dépenses d'équipement, c'est-à-dire de l'investissement. Cette évolution est due en grande partie à la République arabe syrienne et au Soudan où les dépenses d'équipement agricole ont diminué en valeur réelle alors que les dépenses agricoles de fonctionnement ont augmenté de 8 à 14 pour cent par an durant la période 1974-1983. Cela tient peut-être à une plus grande intervention de l'Etat dans le secteur agricole.

C'est en Extrême-Orient que les dépenses agricoles réelles ont le plus augmenté. Leur progression a été de 7,2 pour cent par an entre 1974 et 1983. Tous les pays de l'échantillon ont participé à cette hausse mais, dans trois sur neuf, les taux de croissance ne sont pas significatifs. Les dépenses de fonctionnement et d'équipement ont évolué de façon moins disparate que dans les deux premières régions.

Entre 1974 et 1983, les dépenses agricoles réelles ont augmenté en moyenne de 6,3 pour cent par an dans les pays africains de l'échantillon. Il n'y a qu'en Tanzanie et

au Ghana qu'elles n'ont pas progressé. Les dépenses d'équipement agricole se sont accrues particulièrement vite. Toutefois, ces chiffres se fondent sur les ouvertures de crédits et il est possible que les carences institutionnelles aient dans certains cas freiné les dépenses.

On considère en général que les dépenses publiques tendent à progresser plus vite que le PIB quand le revenu national par habitant s'accroît, d'une part parce que la capacité contributive augmente et, d'autre part, parce que la population attend de l'Etat une amélioration des services sociaux et d'autres types d'intervention⁹. L'élasticité-revenu des dépenses publiques est donc supérieure à l'unité. Est-ce vrai aussi des dépenses agricoles dans les pays relativement peu développés?

Les 35 pays en développement de l'échantillon ont été classés en trois groupes en fonction de leur revenu annuel moyen par habitant durant la période 1974-1983: i) moins de 400 dollars (14 pays); ii) de 400 à 1 099 dollars (14 pays); et iii) 1 100 dollars et plus (7 pays).

L'élasticité-revenu des dépenses agricoles de ces trois groupes est la suivante:

PNB par habitant	Dépenses de fonctionnement ¹	Dépenses d'équipement ¹	Total ¹
Moins de 400 dollars	1,042	1,174	1,120
De 400 à 1 099 dollars	0,689	1,177	0,931
1 100 dollars et plus	0,914	1,118	0,959

¹ Seuil de signification: 1 pour cent.

Les élasticité-revenu sont élevées, voire supérieures à l'unité, et en outre très significatives. Par exemple, dans les pays à bas revenu, une augmentation de 1 pour cent du revenu par habitant se solde par un accroissement de 1,1 pour cent des dépenses agricoles; c'est pour les dépenses d'équipement que la réponse est la plus forte. L'élasticité est plus faible dans les pays à revenu moyen et dans les pays à haut revenu. Ces derniers reçoivent moins d'aide au développement, ce qui tend à réduire la taille relative du budget d'équipement.

D'autres régressions montrent que l'évolution du rapport entre le PIB par habitant et les dépenses agricoles, exprimées en pourcentage du PIB ou des dépenses publiques totales, est conforme à ce que l'on pouvait attendre. Les dépenses agricoles augmentent plus vite que le PIB dans les pays à bas revenu alors que l'inverse est vrai dans les pays à haut revenu. De même, la part de l'agriculture dans les dépenses totales augmente,

mais très lentement, dans les pays à bas revenu, à mesure que leur PIB s'accroît, tandis qu'elle diminue dans les pays à moyen ou haut revenu où les dépenses progressent moins vite dans le secteur agricole que dans d'autres secteurs. Cela n'a rien d'étonnant étant donné que l'agriculture occupe une place de plus en plus réduite dans l'économie au fur et à mesure du développement.

Vulnérabilité des dépenses agricoles. Quelques études empiriques ont été effectuées pour déterminer la vulnérabilité relative des dépenses agricoles aux compressions ou aux augmentations des dépenses publiques¹⁰. On peut considérer que l'agriculture est relativement bien protégée si les dépenses réelles qui lui sont consacrées diminuent relativement moins ou augmentent relativement plus que les dépenses réelles totales. On a calculé les taux de variation des dépenses agricoles et des dépenses totales (aux prix de 1980) des 35 pays de l'échantillon durant les périodes 1974-1983 et 1979-1983.

Les résultats montrent que les dépenses agricoles ont été plus vulnérables que les dépenses totales dans la moitié des pays de l'échantillon et moins vulnérables dans l'autre moitié durant les deux périodes considérées. Région par région, les résultats sont plus significatifs. En Extrême-Orient, en Amérique latine et au Proche-Orient, les dépenses agricoles réelles ont été plus vulnérables que les dépenses totales dans les deux tiers des pays. En revanche, en Afrique, elles ne l'ont été que dans trois des 12 pays, ce qui signifie que l'agriculture a été bien protégée dans plus des deux tiers des pays africains. Les résultats région par région sont les mêmes pour la période 1979-1983.

Instabilité des dépenses agricoles. La protection apparente des dépenses agricoles en Afrique est-elle aussi nette pour les dépenses d'équipement que pour les dépenses de fonctionnement, ou les unes ont-elles été privilégiées par rapport aux autres? Qu'en est-il des autres régions? On sait relativement peu de choses de l'effet des variations des dépenses totales sur les dépenses d'équipement et sur les dépenses de fonctionnement. Pour essayer de déterminer le degré de stabilité des dépenses agricoles, on a mesuré les variations des dépenses d'équipement et des dépenses de fonctionnement par rapport à la courbe logarithmique linéaire (aux prix de 1980, calculés à l'aide du déflateur du PIB).

En Extrême-Orient, en Amérique latine et au Proche-

⁹ Voir R.S. Thorn, «The Evolution of Public Finance During Economic Development», *The Manchester School*, vol. 35, 1967.

¹⁰ Voir N. Hicks et A. Kubisch, «Cutting Government Expenditures in LDCs», *Finances et développement*, FMI, septembre 1984.

TABLEAU 3.8 Instabilité des dépenses agricoles réelles, par région¹, 1974-1983

	Ecart moyen par rapport à la tendance ²		
	Dépenses agricoles totales	Dépenses agricoles d'équipement (%)	Dépenses agricoles de fonctionnement
<i>Extrême-Orient</i>	13	15	20
<i>Amérique latine</i>	19	28	30
<i>Afrique</i>	23	26	22
<i>Proche-Orient</i>	14	15	16
Ensemble des régions	17	21	22

Sources: FMI, *Government Finance Statistics Yearbook*, divers numéros, et FAO.

¹ Echantillon de 35 pays en développement. - ² Ecart absolu par rapport à la courbe logarithmique linéaire; prix de 1980, calculés à l'aide du déflateur du PIB.

Orient, les dépenses de fonctionnement ont été plus instables que les dépenses d'équipement dans le secteur agricole; on s'est donc efforcé dans ces régions de protéger l'investissement (tableau 3.8). L'inverse est vrai en Afrique: dans huit des douze pays africains de l'échantillon, les dépenses d'équipement ont été plus instables que les dépenses de fonctionnement dans le secteur agricole, les gouvernements préférant modifier leur budget d'équipement plutôt que de déstabiliser la consommation. Globalement, c'est dans les pays africains que les dépenses agricoles réelles ont été le plus instables avec un écart par rapport à la tendance de 22 pour cent en moyenne, contre une fourchette de 13 à 19 pour cent pour les autres régions durant la période 1974-1983.

Quelques conclusions. Notre étude de l'ajustement interne et des dépenses agricoles n'a porté que sur un échantillon non aléatoire de 35 pays seulement. Il faut donc se garder d'en tirer des conclusions trop catégoriques. Toutefois, il semble bien que l'Afrique ait fait plus d'efforts que d'autres régions pour maintenir ses dépenses agricoles.

Au début des années 80, les dépenses ont été comprimées dans toutes les régions mais les dépenses agricoles ont été relativement épargnées en Afrique — où elles ont eu tendance à augmenter, tant en pourcentage des dépenses qu'en pourcentage du PIB — alors qu'elles ont été plus touchées que l'ensemble des dépenses en Extrême-Orient, en Amérique latine et au Proche-Orient. En outre, en Afrique, les dépenses agricoles de fonctionnement sont très largement sous-estimées dans beaucoup de pays où les dépenses des organismes parapublics ne sont pas imputées directement au budget du ministère de l'agriculture. On notera aussi qu'elles ont été plus stables que les dépenses d'équipement durant la période considérée.

Malgré tous ces efforts, le PIB agricole de l'Afrique a stagné entre 1980 et 1984 et la sécheresse n'explique pas tout puisque, déjà durant la période 1974-1980, il n'avait augmenté que de 2,2 pour cent par an, c'est-à-dire nettement moins que la population. La ventilation et

l'efficacité des dépenses agricoles de l'Etat et des organismes paraétatiques méritent donc d'être examinées de plus près.

Il y a très peu d'études empiriques de la contribution des dépenses publiques à la croissance agricole. Une étude récente de neuf pays d'Amérique latine pendant la période 1950-1980¹¹ montre que cette contribution, qui est d'autant plus forte que les dépenses par hectare sont élevées, a été en moyenne de 8 pour cent, c'est-à-dire comparable à celle d'intrants modernes tels que les engrais, et que les dépenses consacrées à l'irrigation, à la recherche et à la vulgarisation ont été particulièrement rentables.

Si les dépenses publiques en faveur de l'agriculture étaient définies de façon plus large de manière à inclure les dépenses d'enseignement, de santé et de réforme agraire, les deux premiers postes étant toujours les plus importants (en Extrême-Orient, l'irrigation vient généralement en tête), leur contribution représenterait plus de 10 pour cent de la production agricole sur 10 ans.

L'auteur de l'étude sur l'Amérique latine a réuni des données très détaillées sur les dépenses (administrations centrales, collectivités locales, organismes publics ou parapublics autonomes). C'est indispensable pour évaluer avec précision les dépenses du secteur public et leurs composantes. Malheureusement, il était impossible pour ce chapitre d'entrer à ce point dans le détail. Les recherches devront donc se poursuivre.

On attend en général des dépenses publiques consacrées à l'agriculture qu'elles accroissent la production en modifiant la courbe de l'offre. Les politiques de prix influent sur la production sans infléchir cette courbe, du moins à court terme. Les politiques de prix peuvent avoir une incidence sur les dépenses publiques (par exemple, subventions alimentaires) et donc sur le budget. En période d'austérité, l'augmentation de telles ou telles dépenses se solde obligatoirement par la réduction d'autres dépenses. Les choix doivent donc être étudiés avec soin afin de maximiser la contribution du secteur public à la croissance agricole.

Sources extérieures de financement de l'agriculture

Vue d'ensemble. Les capitaux provenant de sources extérieures améliorent la balance des paiements et soulagent le budget. Les rentrées de devises sous forme de prêts, de dons ou de contributions assimilables à des dons complètent les recettes d'exportation et aident l'Etat à financer ses dépenses.

¹¹ Victor J. Elias, *Government Expenditures on Agriculture and Agricultural Growth in Latin America*, étude de l'IFPRI, n° 50, Washington, octobre 1985.

TABLEAU 3.9 Evolution des engagements d'aide publique à l'agriculture¹ (y compris dons d'assistance technique), 1974-1984

	1974-1976	1976-1978	1978-1980	1980-1982	1982-1984	Taux annuel de variation ³ 1974-1984 (%)
	(en millions de dollars de 1980 par an) ²					
ENGAGEMENTS À DES CONDITIONS DE FAVEUR	5 341	6 581	7 854	8 476	8 500	5,5
Multilatéraux	2 223	2 742	3 272	3 600	3 390	5,7
IDA	968	1 287	1 681	1 721	1 666	6,3
Banques régionales	604	694	804	861	698	2,9 ⁴
OPEP	80	138	105	150	174	12,6
Autres ⁵	396	398	406	491	542	4,8
Bilatéraux	3 119	3 840	4 583	4 867	5 109	5,5
CAD/CEE	2 742	3 492	4 381	4 429	4 684	6,1
OPEP	377	348	201	438	425	- 2,4 ⁴
ENGAGEMENTS SANS CONDITIONS DE FAVEUR	2 876	3 461	3 396	3 939	4 761	5,7
Multilatéraux	2 384	2 994	3 075	3 775	4 509	7,2
BIRD	1 982	2 486	2 445	2 642	3 192	4,3
Banques régionales	399	489	614	1 099	1 220	13,6
OPEP	4	19	8	16	75	65,5
Bilatéraux	492	467	322	164	252	- 8,8
CAD/CEE	287	348	271	162	252	- 1,1 ⁴
OPEP	205	119	52	-	-	- 210,1
ENGAGEMENTS TOTAUX	8 219	10 042	11 249	12 406	13 261	5,6
Multilatéraux	4 608	5 736	6 346	7 375	7 900	6,5
BIRD/IDA	3 125	3 973	4 126	4 362	4 858	4,6
Banques régionales	1 003	1 183	1 418	1 960	1 918	8,8
OPEP	84	158	112	166	249	15,7
Autres ⁵	396	398	406	492	542	4,8
Bilatéraux	3 611	4 306	4 904	5 031	5 361	4,4
CAD/CEE	3 029	3 840	4 652	4 591	4 935	5,6
OPEP	582	466	252	440	425	- 7,1 ⁴
En millions de dollars courants	5 002	7 146	10 075	11 795	11 724	11,1

Sources: FAO et OCDE.

¹ Au sens large. - ² L'indice des Nations Unies de la valeur des exportations d'articles manufacturés a servi de déflateur. - ³ Taux fondés sur les tendances exponentielles - ⁴ Non significatif au plan statistique au niveau de 10 pour cent. - ⁵ PNUD, GCRAI, FAO (fonds fiduciaires et PCT).

ENCADRÉ 3.3

Le problème des dépenses de fonctionnement

Le financement des coûts de fonctionnement et d'entretien des investissements est un problème qui retient de plus en plus l'attention¹. Sur le terrain, on ne voit hélas que trop souvent des tracteurs en panne, des centres de formation ou de recherche paralysés par le manque de crédits, des routes impraticables faute d'entretien. Le financement des dépenses de fonctionnement est un problème chronique dans les pays à bas revenu, où l'Etat n'a guère de moyens d'accroître ses recettes. Les politiques d'ajustement économique qui visent principalement à réduire le déficit budgétaire en comprimant les dépenses risquent d'aggraver les choses car, dans ce cas, les dépenses de fonctionnement sont souvent sacrifiées.

Le problème résulte en partie de l'intensification des efforts de développement ces dernières années. L'investissement public a augmenté grâce, bien souvent, à une aide ou à des financements extérieurs. Dans certains cas, une redevance est perçue auprès des usagers pour financer au moins l'entretien et la réparation des nouveaux équipements (bains antiparasitaires, irrigation) mais, le plus souvent, c'est l'Etat qui doit prendre directement à sa charge les dépenses de fonctionnement.

Le problème des dépenses de fonctionnement a trois grandes causes:

i) Ces dépenses sont en général financées par le budget de fonctionnement. Pour réduire le déficit budgétaire, on décidera souvent de rogner sur ce budget ou d'en limiter la croissance plutôt que de toucher au budget d'équipement, le développement étant généralement assimilé à l'investissement.

ii) Les dépenses de fonctionnement sont plus ou moins lourdes selon le type d'investissement. D'ordinaire, les investissements agricoles ne sont pas très «gourmands» (par exemple, 10 dollars par an de dépenses de fonctionnement pour 100 dollars d'investissement). Les chiffres sont beaucoup plus élevés pour les projets de développement rural ou pour des services sociaux tels que les écoles et les hôpitaux: jusqu'à 70 dollars par an pour 100 dollars investis².

iii) Dans le budget de fonctionnement, le relèvement des traitements des fonctionnaires, les dépenses militaires ou de sécurité, etc., ont souvent la priorité, d'autant plus que les conséquences du sous-financement des dépenses ordinaires entraînées par les investissements ne sont pas immédiatement visibles et sont donc facilement négligées.

Examinons maintenant le financement des dépenses de fonctionnement de notre échantillon de 35 pays durant la période 1974-1984. À l'aide d'un modèle simple qui lie ces dépenses, par pays et par an, aux dépenses passées d'équipement et à l'inflation (autre cause de sous-financement), nous avons calculé les coefficients régionaux ci-après:

	1974-1984	
	1 pour cent de variation de:	
	Dépenses d'équipement	Inflation
	Pourcentage de variation des dépenses de fonctionnement	
Extrême-Orient	0,633 ¹	0,103 ²
Amérique latine	0,054	0,598 ¹
Afrique	0,385 ¹	0,204 ¹
Proche-Orient	0,172	0,301 ¹

¹ Seuil de signification: 1 pour cent. - ² Seuil de signification: 5 pour cent.

Les coefficients ont le signe correct. Ils sont inférieurs à l'unité, ce qui signifie que la variation des dépenses de fonctionnement est inférieure à celle des dépenses d'équipement et à l'inflation. Ils ne sont pas significatifs pour les dépenses d'équipement de l'Amérique latine et du Proche-Orient et ne le sont guère (5 pour cent) pour l'inflation en Extrême-Orient. Le tableau montre qu'une variation de 10 pour cent par exemple des dépenses d'équipement s'est accompagnée d'une variation de 6,3 pour cent seulement des dépenses de fonctionnement en Extrême-Orient, et de moins de 4 pour cent en Afrique. Par ailleurs, l'inflation a joué un plus grand rôle dans la variation des dépenses de fonctionnement en Amérique latine et au Proche-Orient que dans les autres régions.

Sans informations plus détaillées sur les types d'investissements et leur impact sur les dépenses de fonctionnement, il est impossible de juger si ces dépenses sont d'un niveau suffisant ou non.

¹ Une étude détaillée de ce problème (*Recurrent Costs and Agricultural Development*) a été publiée en 1985 sous la direction de J. Howell, Overseas Development Institute, Londres.

² Pour une classification des divers types d'investissement en fonction du poids des dépenses de fonctionnement, voir P. Heller, «The Underfinancing of Recurrent Development Costs», *Finances et développement*, FMI, mars 1979.

TABLEAU 3.10 Répartition des engagements d'aide publique à l'agriculture, par affectation, au milieu des années 70 et au début des années 80

	Milieu des années 70 (%)	Début des années 80 (%)
Mise en valeur des terres et des eaux	18	17
Services agricoles	9	11
Approvisionnement en intrants	3	6
Production végétale	5	7
Production animale	5	2
Pêche	2	3
Recherche, vulgarisation, formation	2	4
Développement rural et infrastructure	18	22
Fabrication d'intrants	14	4
Agro-industries	7	6
Forêts	3	2
Développement régional	3	5
Fonds non affectés	11	11
	100	100

Sources: FAO et OCDE.

Ces capitaux peuvent provenir de sources publiques ou privées. Les apports privés sont normalement garantis par l'Etat et décaissés par des organismes publics ou parapublics. Les emprunts privés ainsi garantis alourdissent la dette extérieure publique et sont donc examinés ici avec le budget.

Avant de poursuivre l'analyse des 35 pays de l'échantillon, il convient de donner une vue d'ensemble des apports extérieurs dont bénéficie le secteur agricole. Il s'agit des engagements d'aide publique à l'agriculture, qui se composent de dons ainsi que de prêts avec ou sans conditions de faveur, bilatéraux ou multilatéraux; de l'aide alimentaire, dont la plus grande partie (70 pour cent) est assimilable à un don, mais qui n'est pas destinée exclusivement à l'agriculture; des emprunts auprès de sources extérieures privées (prêts des banques commerciales et crédits fournisseurs). Selon l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), les organisations non gouvernementales mobilisent de plus en plus de ressources en faveur des pays en développement (selon les estimations, 2,3 milliards de dollars en 1983), dont environ un sixième pour le développement agricole et rural.

Aide publique à l'agriculture. La FAO dispose de données sur les engagements d'aide publique à l'agriculture depuis 1974, c'est-à-dire depuis que les donateurs admettent en général qu'il faut donner la priorité à ce secteur. Ces engagements ont augmenté de 5,6 pour cent par an en moyenne (aux prix de 1980) entre 1974-1976 et 1982-1984 (tableau 3.9), mais leur croissance a ralenti d'une période triennale à l'autre.

Globalement, les engagements assortis de conditions de faveur et les engagements sans conditions de faveur ont progressé à peu près au même rythme entre 1978 et 1984. A la fin des années 70, les premiers ont augmenté de 47 pour cent et les seconds de 18 pour cent seulement; mais la situation s'est bientôt inversée: les engagements à des conditions de faveur n'ont progressé que de 8 pour cent entre 1982 et 1984 alors que les autres se sont accrus de 40 pour cent. La croissance de l'aide multilatérale à l'agriculture a été plus rapide que celle de l'aide bilatérale (6,5 pour cent contre 4,4 pour cent par an). Les engagements sans conditions de faveur des banques régionales — générateurs de dettes — ont augmenté de presque 14 pour cent l'an.

Les engagements d'aide publique à l'agriculture sont surtout destinés à financer les dépenses d'équipement, mais la part des dépenses de fonctionnement tend à augmenter conformément à l'expansion de l'aide aux programmes et au budget. La répartition des engagements par affectation a sensiblement changé au cours de la dernière décennie: on observe une diminution pour *i)* la fabrication locale d'intrants et *ii)* la production animale, et une hausse pour *i)* l'approvisionnement en

intrants, *ii)* la recherche, la vulgarisation et la formation, et *iii)* le développement régional (tableau 3.10).

En ce qui concerne la répartition par région des engagements d'aide publique à l'agriculture, on observe que l'Extrême-Orient vient en tête, avec 46 pour cent du total entre 1982 et 1984. Toutefois, entre 1974-1976 et 1982-1984, ce sont les engagements en faveur de l'Afrique qui ont progressé le plus vite (10,4 pour cent par an, aux prix de 1980, contre 8 pour cent par an en Extrême-Orient). De 1974 à 1984, les engagements ont progressé, en valeur réelle, de 6 pour cent par an en Amérique latine et très peu au Proche-Orient.

Durant la même période, les engagements à des conditions de faveur ont augmenté particulièrement vite en Afrique (11,8 pour cent par an) tandis que c'est en Amérique latine que les engagements sans conditions de faveur ont progressé le plus rapidement (9,6 pour cent par an). La part des pays à déficit vivrier dans les engagements totaux est passée de 59 à 65 pour cent, et celle des PMA de 16 à 19 pour cent.

Si l'on rapporte les engagements à la population agricole et au revenu par habitant, on constate que l'Extrême-Orient reçoit moins que sa part, même si l'on exclut la Chine (tableau 3.11), et que l'Amérique latine reçoit presque trois fois plus, bien que sa part ait diminué.

Décaissements. On ne dispose de données sur les décaissements d'aide publique à l'agriculture qu'à partir de 1980. On observe qu'ils ont suivi la même évolution que les engagements, avec un certain décalage dans le temps. Les décaissements de la Banque mondiale, qui avait précédemment accru ses engagements en faveur de l'agriculture, ont beaucoup augmenté. Récemment, ils ont été supérieurs aux engagements, car la croissance de ces derniers a ralenti.

TABLEAU 3.11 Part des différentes régions dans la population agricole et dans les engagements d'aide publique à l'agriculture, et montant de ces engagements rapportés à la population agricole, 1974-1976 et 1982-1984

	1974-1976			1982-1984		
	Engagements rapportés à la population agricole (\$)	Part régionale		Engagements rapportés à la population agricole (\$)	Part régionale	
		Population agricole (%)	Engagements (%)		Population agricole (%)	Engagements (%)
Extrême-Orient ¹	3,70	62	43	6,60	61	49
Afrique	5,50	21	21	11,40	23	27
Proche-Orient	7,50	8	13	6,80	8	7
Amérique latine	12,10	9	24	18,40	8	20

Source: FAO.

¹ Chine non comprise.

Note: Des erreurs d'arrondis sont possibles.

TABLEAU 3.12 Valeur annuelle moyenne et part des engagements extérieurs privés au profit de l'agriculture ¹, par région et type de créanciers, 1974-1984

	1974-1976	1976-1978	1978-1980	1980-1982	1982-1984	1974-1976	1976-1978	1978-1980 (%)	1980-1982	1982-1984
	(en millions de dollars)									
Afrique	356	693	920	897	426	31	46	49	43	42
Extrême-Orient	131	213	121	574	422	11	14	6	27	42
Amérique latine	615	546 ²	776 ³	514	148	53	36	42	25	14
Proche-Orient	55	62	46	97	18	5	4	3	5	2
Total ⁴	1 157	1 514	1 863	2 082	1 014	100	100	100	100	100
dont:										
Crédits-fournisseurs	358	299	147	442	344	31	20	8	21	34
Institutions financières	799	1 184	1 693	1 641	670	69	80	92	79	66
Aux prix de 1980 ⁵	1 884	2 184	2 076	2 189	1 133	—	—	—	—	—

Sources: Banque mondiale (système de notification de la dette) et FAO.

¹ Au sens large. - ² Dont 25 millions de dollars de prêts obligataires. - ³ Dont 70 millions de dollars de prêts obligataires. - ⁴ 82 pays déclarants. - ⁵ Déflateur: indice des Nations Unies de la valeur des exportations d'articles manufacturés. Le nombre de pays n'est pas le même que pour les engagements d'aide publique à l'agriculture.

Une analyse détaillée des décaissements d'aide publique à l'agriculture depuis 1980 a été entreprise pour un échantillon de pays. Entre 1980 et 1983, on note une corrélation statistiquement significative mais faible entre le PIB agricole par habitant et les décaissements, mesurés par rapport *i)* au PIB agricole (moyenne de 3,5 pour cent et fourchette allant de 0,2 à 14 pour cent); *ii)* à la population agricole active, en dollars de 1980 (moyenne de 36 dollars et fourchette allant de 4 à 206 dollars); et *iii)* aux dépenses publiques en faveur de l'agriculture (moyenne de 32 pour cent et fourchette allant de moins de 1 pour cent à 87 pour cent). On observe qu'au fur et à mesure que les revenus agricoles augmentent, les décaissements — en proportion du PIB agricole et des dépenses totales consacrées à l'agriculture — diminuent, mais que certains pays à bas revenu reçoivent moins que leur part alors que l'inverse est vrai pour certains pays à revenu relativement élevé. Les pays qui reçoivent le plus d'aide publique pour leur agriculture ne sont pas nécessairement ceux qui en ont le plus besoin. L'analyse fait aussi apparaître une corrélation positive et statistiquement significative entre l'aide publique reçue par un pays pour son agriculture et ses dépenses d'équipement agricole. Naturellement, la corrélation entre l'aide publique à l'agriculture et les dépenses de fonctionnement est beaucoup moins forte.

Prêts privés extérieurs. La «privatisation» des emprunts des pays en développement, phénomène marquant des années 70, s'est poursuivie jusqu'en 1981. Les prêts du secteur privé (institutions financières privées et crédits-fournisseurs) sont passés de 15 pour cent des flux de ressources à long terme destinées à l'ensemble des secteurs en 1970 à 29 pour cent en 1973 pour atteindre un maximum de 32 pour cent en 1981, après quoi ils ont beaucoup fléchi.

Toutefois, les prêts extérieurs privés ont joué un rôle nettement moins important dans le financement de l'agriculture. Les données disponibles pour 82 pays montrent qu'entre 1982 et 1984 les engagements privés en faveur de l'agriculture ont été en moyenne de 1 014 millions de dollars courants par an, contre une moyenne annuelle de 2 083 millions entre 1980 et 1982 et de 1 157 millions entre 1974 et 1976 (tableau 3.12).

Les apports de fonds extérieurs privés à l'agriculture ont beaucoup varié selon les pays et régions. Entre 1980 et 1983, ils ont représenté en moyenne moins de 1 pour cent des décaissements totaux au Bangladesh, mais près de 60 pour cent au Nigéria. Ces différences tiennent à plusieurs facteurs: possibilité d'obtenir des conditions de faveur, degré d'intervention de l'Etat dans le secteur agricole, solvabilité du pays.

Entre 1974 et 1984, les apports extérieurs privés en faveur de l'agriculture ont été relativement importants dans quelques pays africains et ils ont récemment

beaucoup augmenté en Extrême-Orient (surtout en Indonésie et aux Philippines), ce qui n'a cependant pas suffi à compenser les baisses observées en Amérique latine et en Afrique. Au Brésil, la part des apports privés est tombée de 46 pour cent en 1980 à moins de 1 pour cent en 1983 et, au Pérou, de 69 pour cent en 1981 à 13 pour cent en 1983.

On observe une corrélation faible mais positive entre les apports privés à l'agriculture et les décaissements d'aide publique depuis 1980, ce qui dénote une certaine complémentarité. En d'autres termes, les pays qui empruntent le plus de capitaux privés sont aussi ceux qui reçoivent le plus d'aide publique (assortie ou non de conditions de faveur) et vice-versa. Comme on pouvait s'y attendre, c'est entre les apports privés et les apports publics sans conditions de faveur que la corrélation est plus forte.

Aide alimentaire. La valeur en dollars courants de l'aide alimentaire a augmenté d'environ 4 pour cent par an entre 1974 et 1984 (tableau 3.13). Elle s'est beaucoup accrue à la fin des années 70, puis a plus ou moins stagné. Les expéditions de céréales (en équivalent grain) ont recommencé à s'accroître à partir de 1983, à cause surtout de la crise alimentaire de l'Afrique, mais elles n'ont pas augmenté en valeur par suite de la baisse des cours.

L'aide alimentaire multilatérale acheminée par le Programme alimentaire mondial (PAM) a augmenté d'environ 9 pour cent par an, c'est-à-dire presque trois fois plus vite que l'aide bilatérale, jusqu'à représenter près du quart du total. Comme elle se compose entièrement de dons et que la part de ces derniers dans l'aide bilatérale a brutalement augmenté ces dernières années, près des trois quarts de l'aide alimentaire totale prennent désormais la forme de dons. Par ailleurs, la part des secours d'urgence dans l'aide alimentaire multilatérale a rapidement augmenté, comme le démontre l'accroissement des expéditions de la Réserve alimentaire internationale d'urgence (RAIU), mise en place par le PAM en 1976.

L'aide alimentaire n'est pas nécessairement affectée au développement agricole et peut servir à soulager le budget en dégageant des fonds de contrepartie. Néanmoins, l'aide alimentaire du PAM est destinée, pour près des deux tiers, à appuyer des projets de développement de l'agriculture ou des infrastructures. Une bonne partie de l'aide bilatérale est quant à elle une aide aux programmes ou au budget. Il est donc plus rationnel de considérer l'aide alimentaire par rapport à l'ensemble de l'aide publique en développement (APD) que de la comparer aux décaissements d'aide à l'agriculture à des conditions de faveur. La part de l'aide alimentaire dans l'APD, qui était de l'ordre de 14 pour cent en 1974-1976, a diminué à la fin des années 70 à cause de l'augmentation rapide de l'APD mais s'est un peu redressée dernière-

TABLEAU 3.13 Estimation de l'aide alimentaire bilatérale et multilatérale, à prix courants, 1974-1984

	1974-1976	1976-1978	1978-1980 (en millions de dollars)	1980-1982	1982-1984
AIDE ALIMENTAIRE TOTALE ¹ DONT:	1 816	1 919	2 323	2 678	2 640
Multilatérale ²	291	355	519	630	619
Bilatérale ³	1 525	1 564	1 804	2 048	2 021
Dons	903	912	1 010	1 185	1 322
Prêts	622	652	794	863	699
Aide alimentaire totale à prix constants de 1983 (millions de dollars) ⁴	2 792	2 482	2 379	2 594	2 658
Part des dons d'aide alimentaire (%)	66	66	66	68	73
Part de l'aide d'urgence dans l'aide alimentaire multilatérale (%) ⁵	14	21	26	30	34
Expéditions de céréales (millions de tonnes) ⁶	8,1	9,2	9,1	9,1	10,3

Source: FAO, *L'aide alimentaire en chiffres*, 1985; et *Bulletin sur l'aide alimentaire*, n° 3, juillet 1986.

¹ Aide alimentaire des membres du Comité d'aide au développement (OCDE), y compris leurs contributions à des organismes multilatéraux, mais non les décaissements de ces derniers. - ² Inclut les contributions de la CEE acheminées par des organismes multilatéraux mais exclut les contributions des Etats membres acheminées par la CEE. - ³ Y compris dons bilatéraux de la CEE. - ⁴ Déflateur: moyenne pondérée des déflateurs du PNB des pays du CAD (coefficients de pondération: APD 1983). - ⁵ Y compris RAIU à partir de 1976. - ⁶ De juillet à juin. La série va de juillet 1974 à juin 1985.

TABLEAU 3.14 Décaissements annuels moyens de prêts extérieurs¹ destinés à l'agriculture², par région³, 1980-1984

	Extrême-Orient	Amérique latine	Afrique	Proche-Orient	Toutes régions ³
VALEUR EN MILLIONS DE DOLLARS					
Décaissements bruts	1 985	1 112	998	289	4 385
Paiements du service de la dette	638	953	718	160	2 469
Décaissements nets	1 341	165	280 ⁴	128	1 915
EN POURCENTAGE DES EXPORTATIONS DE MARCHANDISES					
Décaissements bruts	2,3	1,8	3,7	2,7	2,3
Paiements du service de la dette	0,7	1,5	2,7	1,5	1,3
Décaissements nets	1,6	0,3	1,0 ⁴	1,2	1,0
EN POURCENTAGE DES DÉPENSES DES ADMINISTRATIONS CENTRALES					
Décaissements bruts	2,0	1,4	2,6	0,8	1,7
Paiements du service de la dette	0,6	1,1	1,9	0,4	1,0
Décaissements nets	1,4	0,2	0,7 ⁴	0,4	0,7
Décaissements bruts en pourcentage des dépenses agricoles publiques	20,8	23,3	28,3	11,1	20,5

Sources: Banque mondiale, Division de la dette extérieure; FAO; FMI, *Government Finance Statistics Yearbook* et *Statistiques financières internationales*.

¹ Prêts publics (bilatéraux et multilatéraux) et à garantie publique (institutions financières, crédits-fournisseurs, nationalisation, prêts obligataires). - ² Au sens large. - ³ Echantillon de 35 pays en développement. - ⁴ Décaissements nets négatifs en 1984.

rement. En 1982-1984, elle était de 9,4 pour cent et la tendance était à la hausse en raison de la crise alimentaire de l'Afrique ¹²

L'échantillon de 35 pays: le secteur extérieur. Après ce survol des trois sources extérieures de financement public de l'agriculture, revenons à notre échantillon de 35 pays. Ci-après, nous distinguons: *i)* les décaissements de crédits ou de prêts, avec ou sans conditions de faveur, qui sont générateurs de dettes; et *iii)* les dons et les contributions assimilables.

Décaissements de crédits ou de prêts. Les décaissements bruts de prêts extérieurs destinés à l'agriculture ont été en moyenne de 4 385 millions de dollars courants par an entre 1980 et 1984 dans l'échantillon de 35 pays (tableau 3.14) ¹³. Ils sont restés relativement stables durant cette période tout en étant légèrement plus élevés en 1984 qu'au cours des quatre années précédentes. En Extrême-Orient, en Amérique latine et au Proche-Orient, ils ont été, en 1984, égaux ou légèrement supérieurs à leur niveau des quatre années précédentes.

En Afrique, ils ont diminué, de sorte que les transferts nets sont devenus négatifs. La répartition entre régions est très inégale. L'Extrême-Orient vient nettement en tête, avec 45 pour cent des décaissements bruts en faveur de l'agriculture et 70 pour cent des transferts nets au cours de cette période de cinq ans.

En outre, les pays d'Extrême-Orient ont en général bénéficié de conditions de crédit plus favorables. Dans cette région, les paiements au titre du service de la dette ont représenté en moyenne le tiers des décaissements bruts durant la période 1980-1984, contre les trois quarts environ en Afrique et encore plus en Amérique latine.

Quatre grands pays — Inde, Indonésie, Nigéria et Philippines — ont bénéficié de la plus grosse partie (près de 60 pour cent) des décaissements nets de prêts à l'agriculture des 35 pays de l'échantillon, à savoir environ 1,1 milliard de dollars par an durant la période 1980-1984 (tableau 3.15).

Les décaissements nets en faveur de l'agriculture durant la période 1980-1984 n'ont apporté qu'un maigre soutien à la balance des paiements puisqu'ils n'ont représenté en moyenne qu'un pour cent de la valeur des

TABLEAU 3.15 Décaissements nets de prêts ¹ à l'agriculture ², par bénéficiaires, 1980-1984

21 des 35 pays de l'échantillon ³	Moyenne annuelle des décaissements nets en faveur de:		
	Agriculture (en millions de dollars)	Agriculture en pourcentage des exportations de marchandises	Agriculture en pourcentage des dépenses des administrations centrales
Bangladesh	87	12,1	4,3
Soudan	64	11,4	3,1
Sénégal	35	6,8	6,9
Tanzanie	32	6,7	1,9
Inde	550	6,4	2,0
Ethiopie	23	5,6	1,8
Egypte	70	4,4	1,0
Niger	16	4,0	5,6
Sierra Leone	5	4,0	2,2
Pakistan	76	2,9	1,2
Nigéria	158	2,7	2,3
République dominicaine	24	2,6	2,0
Sri Lanka	30	2,6	1,4
Philippines	103	2,0	2,6
Jamaïque	16	2,0	1,5
Mexique	18	1,8	0,9
Pérou	46	1,6	1,1
Kenya	21	1,5	1,0
Indonésie	325	1,4	1,6
Malawi	3	1,4	1,0
Thaïlande	81	1,2	0,9

Sources: Banque mondiale, Division de la dette extérieure; FAO; FMI, *Government Finance Statistics Yearbook* et *Statistiques financières internationales*.

¹ Prêts publics (bilatéraux et multilatéraux) et à garantie publique (institutions financières, crédits-fournisseurs, nationalisation, prêts obligataires). - ² Au sens large. - ³ On a retenu les pays où les décaissements nets en faveur de l'agriculture ont été supérieurs à 1 pour cent des recettes tirées des exportations de marchandises durant la période 1980-1984.

¹² La valeur estimative de l'aide alimentaire est incluse dans l'APD et non dans les engagements d'aide publique à l'agriculture. La part indiquée de l'aide alimentaire a été calculée sans tenir compte de l'aide du Conseil d'assistance économique mutuelle (CAEM).

¹³ Les décaissements englobent les prêts publics bilatéraux et multilatéraux, les crédits privés à garantie publique octroyés par des organismes financiers, les crédits-fournisseurs, la nationalisation et les prêts obligatoires. Par décaissements ou transferts nets, on entend les décaissements bruts moins les remboursements du principal et des intérêts de la dette.

exportations de marchandises des 35 pays. Toutefois, on observe de grosses différences selon les régions et les pays. Dans quelques pays comme le Bangladesh ou le Soudan, ces décaissements nets ont représenté plus de 11 pour cent des recettes tirées des exportations de marchandises, et la proportion a été de 6 à 7 pour cent au Sénégal, en Tanzanie, en Inde et en Ethiopie.

Dans 26 des 35 pays de l'échantillon, les décaissements nets en faveur de l'agriculture ont généralement représenté une moindre part des dépenses publiques que des recettes d'exportation de marchandises car les premières ont été supérieures aux secondes durant toute la période considérée. Globalement, ils ont représenté moins de 1 pour cent des dépenses des administrations centrales des 35 pays de l'échantillon. L'Extrême-Orient est la seule région où la proportion a été supérieure. On notera que le pourcentage est relativement élevé au Sénégal (6,9 pour cent) et au Niger (5,6 pour cent).

Les décaissements totaux de prêts extérieurs ont naturellement été beaucoup plus importants, mais les prêts aux secteurs non agricoles s'accompagnent généralement de conditions moins favorables. Dans l'échantillon de 35 pays, les décaissements bruts en faveur de l'ensemble des secteurs ont été en moyenne de 65,7 milliards de dollars par an entre 1980 et 1984, mais le service de la dette a coûté 56,2 milliards, soit des transferts nets de seulement 9,5 milliards de dollars par an (tableau 3.16).

En ce qui concerne la répartition entre régions de ces transferts nets, on constate, comme pour l'agriculture, que l'Extrême-Orient vient largement en tête, avec 7,4 milliards de dollars par an durant la période 1980-1984, contre 2,7 milliards pour l'Afrique. Dans cette dernière région, les transferts nets, après avoir été de 3,5 milliards de dollars en moyenne annuelle entre 1980 et 1983, sont brutalement tombés à - 300 millions de dollars en 1984. En Amérique latine, ils ont été négatifs (en moyenne, - 2,1 milliards de dollars par an sur l'ensemble de la période considérée): après avoir atteint 8,1 milliards de dollars en 1981, ils sont devenus négatifs en 1982 et, en 1984, ils ont été de - 11,8 milliards de dollars.

Dans l'échantillon de 35 pays, les décaissements extérieurs nets en faveur de l'ensemble des secteurs ont représenté en moyenne 5,2 pour cent de la valeur des exportations de marchandises durant la période considérée. En Amérique latine, ils ont été négatifs et donc préjudiciables à la balance des paiements. En revanche, au Proche-Orient, ils ont représenté 14,2 pour cent des exportations de marchandises; on trouve ensuite l'Afrique (10,1 pour cent) et l'Extrême-Orient (8,9 pour cent).

Les décaissements extérieurs nets en faveur de l'ensemble des secteurs ont représenté en moyenne 3,8 pour cent des dépenses des administrations centrales durant la période 1980-1984 dans l'échantillon de 35

pays. Région par région, les pourcentages sont les suivants: plus de 7 pour cent en Afrique et en Extrême-Orient, 4,2 pour cent au Proche-Orient et - 2,1 pour cent (sorties nettes) en Amérique latine.

En résumé, c'est en Extrême-Orient que les décaissements bruts en faveur de l'agriculture ont été nettement le plus importants (en dollars courants et par rapport au budget et à la balance des paiements), mais leur contribution *nette* à l'ajustement interne et externe ne doit pas être exagérée. Entre 1980 et 1984, dans les neuf pays d'Extrême-Orient de l'échantillon, les décaissements nets en faveur de l'agriculture n'ont représenté en moyenne que 1,6 pour cent des recettes tirées des exportations de marchandises et 1,4 pour cent des dépenses publiques.

Pour comparer les décaissements de prêts extérieurs aux dépenses publiques dans le secteur agricole, il vaut mieux utiliser les décaissements bruts que les décaissements nets puisque ce n'est pas l'agriculture mais l'ensemble des secteurs qui doit assurer le service de la dette extérieure si celle-ci s'assortit d'une garantie publique. La part de l'agriculture dans les dépenses publiques est relativement faible (en général moins de 10 pour cent, voir tableau 3.6). Les décaissements bruts ont représenté en moyenne 20-21 pour cent des dépenses agricoles publiques durant la période 1980-1984. La proportion a été supérieure à 28 pour cent en Afrique (voir tableau 3.14).

Durant la même période, les décaissements nets en faveur de l'ensemble des secteurs ont été 8 ou 10 fois supérieurs aux transferts nets à l'agriculture en Afrique et au Proche-Orient tandis qu'en Amérique latine ils ont été négatifs, d'où une sortie nette de ressources. C'est en Extrême-Orient que les décaissements nets ont été le plus importants, aussi bien pour l'agriculture que pour l'ensemble des secteurs.

Dons et contributions assimilables à des dons. Les décaissements de dons à l'agriculture (au sens large) ou de contributions assimilables à des dons durant la période 1980-1984 dans les 35 pays de l'échantillon sont indiqués ci-après en moyenne annuelle:

Extrême-Orient	Amérique latine	Afrique	Proche-Orient	Total
(en millions de dollars)				
485	47	292	148	972

Ces apports représentent moins du quart des décaissements bruts de prêts extérieurs destinés à l'agriculture mais la moitié des décaissements nets (voir tableau 3.14). L'Extrême-Orient vient largement en tête avec la moitié du total.

Le classement des régions change complètement si

TABLEAU 3.16 Décaissements annuels moyens de prêts extérieurs¹ destinés à l'ensemble des secteurs, par région², 1980-1984

	Extrême-Orient	Amérique latine	Afrique	Proche-Orient	Toutes régions
VALEUR EN MILLIONS DE DOLLARS COURANTS					
Décaissements bruts	21 762	30 262	8 086	5 660	65 721
Paievements du service de la dette	14 317	32 360	5 291	4 240	56 199
Décaissements nets	7 454	- 2 097	2 745	1 419	9 522
EN POURCENTAGE DES EXPORTATIONS DE MARCHANDISES					
Décaissements bruts	25,7	48,3	30,2	52,6	35,4
Paievements du service de la dette	16,8	51,1	20,1	38,4	30,1
Décaissements nets	8,9	- 2,8 ³	10,1 ⁴	14,2	5,2 ⁴
EN POURCENTAGE DES DÉPENSES DES ADMINISTRATIONS CENTRALES					
Décaissements bruts	22,6	36,9	21,6	15,5	25,6
Paievements du service de la dette	14,8	39,0	14,4	11,3	21,8
Décaissements nets	7,8	- 2,1 ³	7,2	4,2	3,8 ⁴

Source: Banque mondiale, *Tableaux de la dette internationale 1984-1985*.

¹ Prêts publics (bilatéraux et multilatéraux) et à garantie publique (institutions financières, crédits-fournisseurs, nationalisation, prêts obligataires). - ² Echantillon de 35 pays en développement. - ³ Décaissements nets négatifs en 1982-1984. - ⁴ Décaissements nets négatifs en 1984.

TABLEAU 3.17 Aide alimentaire en céréales, par région¹, moyenne 1980-1984

	Extrême-Orient	Amérique latine	Afrique	Proche-Orient	Toutes régions
Expéditions d'aide alimentaire en céréales (en milliers de tonnes) ²	2 712	603	1 503	2 298	7 117
Volume de l'aide alimentaire en céréales en pourcentage du volume des importations de céréales	16,0	4,0	23,8	26,6	14,3 ²
Valeur des importations de céréales en pourcentage de la valeur des exportations de marchandises	3,9	4,7	7,1	16,9	5,4 ²
Estimation de la valeur de l'aide alimentaire en céréales en pourcentage de la valeur des exportations de marchandises	0,6	0,2	1,7	4,5	0,8 ²
Estimation de la valeur de l'aide alimentaire en céréales en pourcentage de la valeur des dépenses publiques	0,5	0,2	1,2	1,3	0,5 ^b

Sources: FAO, *L'aide alimentaire en chiffres*, 1985, et Agrostat.

¹ Echantillon de 35 pays en développement. - ² Exercices 1980/81-1984/85. - ³ Chiffres pondérés en fonction du volume de céréales et de la valeur des échanges de chaque pays.

l'on compare les dons aux décaissements nets durant la période 1980-1984. Dans les pays africains, les dons ont été supérieurs aux décaissements nets, devenus négatifs en 1984. Ils ont représenté 73 pour cent des décaissements nets (relativement limités) dans le petit échantillon de pays du Proche-Orient.

Entre 1980 et 1984, les dons ont représenté 36 pour cent des décaissements de prêts en Extrême-Orient et 28 pour cent en Amérique latine. Ils ont été faibles par rapport aux recettes d'exportation ou aux dépenses des administrations centrales: pour l'ensemble de l'échantillon, les dons à l'agriculture ont représenté en moyenne 1,5 pour cent des exportations agricoles (3,8 pour cent au Proche-Orient, 2,7 pour cent en Afrique et moins de 1 pour cent en Amérique latine) et 4,3 pour cent des dépenses agricoles publiques (près de 8 pour cent en Afrique, 6,4 pour cent au Proche-Orient, 5,3 pour cent en Extrême-Orient et moins de 1 pour cent en Amérique latine).

Aide alimentaire. L'aide alimentaire aux pays en développement est financée en partie par des prêts bilatéraux à des conditions de faveur (selon les estimations, 30 pour cent de l'aide alimentaire, en valeur, entre 1980 et 1984), mais elle prend le plus souvent la forme de dons bilatéraux et multilatéraux.

Dans les paragraphes précédents, la partie de l'aide alimentaire financée par des prêts est comprise dans les décaissements de prêts extérieurs publics à l'ensemble des secteurs. La section qui suit porte plus particulièrement sur les dons d'aide alimentaire en céréales et leur contribution à la balance des paiements et au budget dans l'échantillon de 35 pays. Elle est axée sur l'aide alimentaire en tant que source de financement, mais il n'a pas été possible de calculer la proportion de recettes en provenant qui est utilisée directement par le secteur agricole.

Entre 1980 et 1984, les expéditions d'aide alimentaire en céréales destinées aux 35 pays de l'échantillon ont été en moyenne de 7,1 millions de tonnes par an, soit plus des deux tiers des 9,9 millions de tonnes expédiées à l'ensemble du monde en développement (tableau 3.17).

En volume, les expéditions d'aide alimentaire à destination des pays d'Extrême-Orient de l'échantillon ont été à peu près du même ordre en 1984-1985 qu'en 1980-1981; en moyenne annuelle, elles se sont élevées à 2,7 millions de tonnes durant la période 1980-1984, dont les deux cinquièmes pour le Bangladesh. Au Proche-Orient, les expéditions ont été en moyenne de 2,3 millions de tonnes par an durant la période considérée, et c'est l'Égypte qui en a été le principal bénéficiaire. En Afrique, elles ont fluctué aux alentours de 1,2 million de tonnes de 1980-1981 à 1983-1984, mais ont plus que doublé en 1984-1985 à cause de pénuries alimentaires

généralisées, notamment en Éthiopie. Enfin, les pays d'Amérique latine ont reçu moins de 10 pour cent des expéditions d'aide alimentaire destinées aux 35 pays de l'échantillon entre 1980 et 1984.

C'est au Proche-Orient que la contribution de l'aide alimentaire en céréales à la balance des paiements a été la plus importante: durant la période 1980-1984, cette aide a représenté 4,5 pour cent des exportations de marchandises (contre 1,7 pour cent en Afrique).

Il est difficile d'obtenir des statistiques sur la valeur de l'aide alimentaire en céréales reçue par les différents pays. Pour l'estimer, il faut rapporter le volume de cette aide au volume des importations totales de céréales. En volume, les expéditions d'aide alimentaire en céréales à destination des 35 pays de l'échantillon ont représenté en moyenne 14,3 pour cent de leurs importations totales de céréales entre 1980/1981 et 1984/1985. La valeur de ces importations totales (importations commerciales et importations à des conditions de faveur) a été égale à 5,4 pour cent des recettes tirées des exportations de marchandises au cours de cette période. On peut donc évaluer l'aide alimentaire en céréales à environ 0,8 pour cent des recettes d'exportation de marchandises entre 1980 et 1984. Cette estimation repose sur le postulat que le rapport entre volume et valeur est le même pour l'aide alimentaire en céréales que pour les importations céréalières totales. Il ne s'agit donc que d'une approximation. Pour affiner les estimations, il faudrait des informations plus détaillées sur la composition de l'aide alimentaire et sur la façon dont les produits sont évalués.

La contribution de l'aide alimentaire aux efforts d'ajustement externe et interne entrepris par les pays en développement durant les années 80 a été limitée dans la plupart des pays. En Extrême-Orient et en Amérique latine, elle n'a représenté que 1 pour cent environ des recettes moyennes d'exportation de la période 1980-1984. Elle a été beaucoup plus forte dans les grandes régions bénéficiaires. Dans les pays du Proche-Orient de l'échantillon, dont l'Égypte et le Soudan, la valeur de l'aide alimentaire a été presque quatre fois supérieure aux décaissements nets de prêts extérieurs. En Afrique, elle a représenté presque le double.

L'importance de l'aide alimentaire en céréales apparaît plus réduite si on l'exprime en pourcentage des dépenses des administrations centrales: moins d'un demi pour cent en moyenne dans l'échantillon de 35 pays durant la période 1980-1984 (mais plus de 1 pour cent en Afrique et au Proche-Orient).

Durant la même période, ce sont le Bangladesh et l'Égypte qui ont reçu le plus d'aide alimentaire en céréales, et cette aide a beaucoup soulagé leur budget (tableau 3.18). Au Bangladesh, elle a en effet représenté 8,4 pour cent des dépenses des administrations centrales. En Égypte, la valeur estimée de l'aide alimentaire en

TABLEAU 3.18 Grands bénéficiaires de l'aide alimentaire en céréales, moyenne annuelle 1980-1984

17 des 35 pays de l'échantillon	Aide alimentaire en céréales:		
	Volume (moyenne annuelle 1980-1984) (en milliers de tonnes)	Valeur estimée en pourcentage des exportations de marchandises (1980-1984) (%)	Valeur estimée en pourcentage des dépenses des administrations centrales (1980-1984) (%)
Bangladesh	1 131	22,5	8,4
Egypte	1 874	11,2	2,5
Maroc	341	11,2	4,4
Ethiopie	360	7,5	2,4
Sri Lanka	293	5,1	3,7
Tanzanie	195	3,5	1,0
Jamaïque	105	3,2	2,4
Bolivie	134	2,8	2,4
Pakistan	360	2,6	1,0
Sénégal	121	2,6	2,6
République dominicaine	110	2,3	1,9
Costa Rica	89	2,2	3,3
Inde	346	1,9	0,6
Sierra Leone	21	1,8	1,0
Niger	65	1,5	0,2
Pérou	145	1,1	0,7
Soudan	396	1,0	0,3

Sources: FAO, *Bulletin sur l'aide alimentaire*, et base de données; FMI, *Statistiques financières internationales*.

céréales fournie sous forme de dons ou de prêts à des conditions de faveur a représenté 2,5 pour cent des dépenses publiques totales.

En résumé, les dons d'aide alimentaire en céréales ont représenté un gros appui à la balance des paiements et au budget de quelques grands pays bénéficiaires durant la période 1980-1984 mais, pour l'ensemble des 35 pays, la valeur estimative de ces dons a représenté moins de 1 pour cent des recettes d'exportation et 0,5 pour cent des dépenses des administrations centrales. La proportion est de 6 pour cent si l'on rapporte les dons d'aide alimentaire à la moyenne des dépenses agricoles publiques.

Recettes de l'Etat et fiscalité agricole

On manque de données sur les recettes de l'Etat dans certains pays ainsi que sur les recettes du secteur parapublic, mais les statistiques du FMI indiquent qu'en 1983 les recettes des administrations centrales (recettes ordinaires et recettes en capital) équivalaient à 21 pour cent du PIB dans les pays en développement. La même année, selon la Banque mondiale, les recettes ordinaires des administrations centrales, en pourcentage du PNB, ont été les suivantes: 14 pour cent dans les pays à faible revenu, 23 pour cent dans les pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure et 24 pour cent dans les pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure¹⁴.

Entre 1980 et 1984, les décaissements extérieurs nets en faveur de tous les secteurs, y compris l'aide alimentaire, ont représenté moins de 5 pour cent des dépenses

des administrations centrales des 35 pays de l'échantillon, qui ont atteint 27 pour cent du PIB. Par conséquent, les dépenses budgétaires ont été essentiellement financées par des sources intérieures, et les recettes de l'Etat ont représenté environ 20 pour cent du PIB.

La fiscalité est à l'évidence la principale source de recettes intérieures, même dans les pays en développement. Selon le FMI, les taxes sur les biens et services ont rapporté à l'Etat 27 pour cent de ses recettes entre 1977 et 1983. Les principales autres sources de recettes ont été les suivantes: impôts sur le revenu, les bénéfices et les plus-values (24 pour cent); recettes extrafiscales, provenant essentiellement d'activités de l'administration (21 pour cent); taxes sur les échanges et transactions internationaux (16 pour cent). Les 12 pour cent restants proviennent d'autres prélèvements tels que cotisations à la sécurité sociale, impôts sur les salaires, impôts sur la fortune, impôts personnels, etc. On observe de fortes variations d'une région en développement à l'autre. Au Proche-Orient, l'Etat a tiré jusqu'à 70 pour cent de ses recettes de sources extrafiscales alors que, dans les pays africains, il a tiré 41 pour cent de ses recettes de l'impôt sur le revenu et 20 pour cent des taxes sur les biens et services. En général, c'est dans les pays les moins avancés que la part des recettes provenant des taxes sur les biens et les services et sur les échanges internationaux est la plus élevée. Au fur et à mesure du développement, la part de l'impôt sur le revenu et des cotisations à la sécurité sociale augmente.

Dans les pays en développement, le PIB agricole représente en général une grande part du PIB total (en moyenne 25 pour cent dans les 35 pays de l'échantillon). La fiscalité agricole pourrait donc être une source importante de recettes et, partant, un puissant instrument de

¹⁴ Banque mondiale, *Rapport sur le développement dans le monde*, 1986.

TABLEAU 3.19 Taxes sur les exportations agricoles et dépenses agricoles, 1975-1977 et 1981-1983

21 des 35 pays de l'échantillon	Taxes sur les exportations agricoles:				Dépenses agricoles:	
	en pourcentage des recettes fiscales		en pourcentage des dépenses des administrations centrales		en pourcentage des dépenses des administrations centrales	
	1975-1977	1981-1983	1975-1977	1981-1983	1975-1977	1981-1983
EXTRÊME-ORIENT						
<i>Inde</i>	0,3	0,1	0,3	0,1	10,6	12,9
<i>Malaisie</i>	17,2	4,3	12,8	2,2	9,1	7,4
<i>Pakistan</i>	3,8	0,8	1,6	0,5	5,5	6,0
<i>Philippines</i>	6,2	1,9	5,0	1,6	11,2	11,4
<i>Sri Lanka</i>	8,4	15,5	6,0	8,6	8,3	5,4
AMÉRIQUE LATINE						
<i>Argentine</i>	8,1	5,7	5,2	3,5	1,1	4,1
<i>Brésil</i>	1,1	1,7	1,1	1,5	5,3	7,0
<i>Colombie</i>	6,0	2,7	4,7	1,9	...	...
<i>Costa Rica</i>	19,0	34,1	14,2	23,9	4,6	4,7
<i>République dominicaine</i>	18,0	4,7	16,0	3,0	11,5	13,2
<i>Equateur</i>	8,9	0,3	4,4	2,2	6,2	6,7
AFRIQUE						
<i>Ethiopie</i>	22,9	13,8	13,6	7,3	8,7	9,5
<i>Ghana</i>	30,0	19,9	16,4	9,4	7,6	9,9
<i>Kenya</i>	...	0,7	...	0,5	10,3	9,9
<i>Niger</i>	1,1	...	1,0	...	4,5	10,2
<i>Nigéria</i>	0,1	—	0,6	—	2,6	4,4
<i>Sénégal</i>	2,0	0,9	1,7	0,9	4,4	9,2
<i>Sierra Leone</i>	11,5	6,0	6,6	2,8	7,6	10,9
<i>Tanzanie</i>	9,5	1,1	5,5	0,6	13,8	8,0
PROCHE-ORIENT						
<i>Soudan</i>	3,7	2,8	2,4	1,6	10,5	10,3
<i>Syrie</i>	2,5	0,7	0,6	0,2	6,8	4,6
Total 21 pays	8,6	5,9	5,7	3,6	7,5	8,3

Sources: FMI, *Government Finance Statistics Yearbook*; Banque mondiale; FAO.

la politique de développement. Elle peut être une forme d'épargne forcée lorsque les marchés financiers ruraux en sont encore à l'état embryonnaire. La fiscalité a aussi des incidences sur les revenus, l'épargne, l'investissement et la productivité et, par conséquent, sur les revenus et impôts futurs, ce qui montre la «circularité» des effets de la plupart des instruments financiers.

Selon les données dont on dispose, la fiscalité agricole explicite n'est pas une grosse source de recettes pour l'Etat. Beaucoup de pays en développement prélèvent des impôts sur le revenu, mais l'imposition des revenus agricoles est rare. La fiscalité sur les biens et services est presque universelle mais la part prélevée sur les produits agricoles est relativement faible. Les taxes sur les échanges internationaux sont principalement les droits d'entrée, mais les droits de sortie sont importants dans certains pays. La location des terres domaniales est une source non négligeable des recettes extrafiscales dans certains pays. Les droits perçus auprès des producteurs pour les services de l'administration publique rapportent assez peu. L'impôt personnel et les contributions foncières représentent une très petite part des recettes de l'Etat.

En Afrique subsaharienne, les terres sont rarement imposées car leur utilisation est le plus souvent régie par le droit coutumier, même lorsque l'Etat en est propriétaire; celui-ci peut toutefois percevoir des droits pour leur location. L'étude d'un échantillon de 37 pays d'Extrême-Orient et d'Amérique latine où l'impôt foncier est plus répandu a montré que, dans les années 60, la part de cet impôt dans les recettes fiscales a été inférieure à 5 pour cent dans 20 pays, comprise entre 5 et 10 pour cent dans 14 autres, et supérieure à 10 pour cent dans 3 pays seulement. Des données plus récentes montrent que la part de l'impôt foncier dans les recettes de l'Etat a constamment diminué, et dans de fortes proportions, tombant par exemple de 17 pour cent en 1951-1952 à 2-3 pour cent en 1978-1979 en Inde, qui est toutefois un cas extrême.

On ne dispose pas d'informations sur la fiscalité agricole directe (impôt foncier, impôt personnel sur le revenu et impôt sur les sociétés) pour un nombre suffisant de pays de l'échantillon, mais les données disponibles pour la Malaisie, le Maroc, le Pakistan et la Tunisie donnent à penser qu'elle n'a sans doute pas rapporté plus de 2 pour cent des recettes fiscales totales durant la période 1981-1983.

Taxes à l'exportation. La fiscalité sur les exportations agricoles a toujours davantage rapporté que l'impôt foncier. Dans un échantillon de 68 pays en développement, par exemple, 58 percevaient des taxes à l'exportation et 48 un impôt foncier dans les années 60, et les droits de sortie rapportaient presque deux fois plus que l'impôt foncier. Dans 21 des 35 pays de l'échantillon, les

taxes sur les exportations agricoles ont rapporté en général moins de 10 pour cent des recettes fiscales en 1975-1977 et en 1981-1983 (tableau 3.19).

Entre ces deux périodes, la part de ces taxes dans les recettes fiscales a diminué dans la plupart des 21 pays considérés, tombant de 8,6 pour cent en moyenne entre 1975 et 1977 à moins de 5,9 pour cent entre 1981 et 1983. Au début des années 80, elle n'était supérieure à 10 pour cent qu'au Costa Rica, à Sri Lanka, en Ethiopie et au Ghana et n'était en augmentation que dans les deux premiers de ces pays. Le fléchissement observé dans l'échantillon tient en partie à la récession mondiale de 1980-1982, qui a freiné les exportations des pays en développement, mais elle s'explique aussi par l'évolution des politiques nationales qui ont visé à encourager la production de produits exportables et à accroître les recettes en devises en réduisant la fiscalité explicite sur les exportations.

Les taxes sur les exportations agricoles ne contribuent donc guère au financement des dépenses publiques; elles n'ont couvert en moyenne que 3,6 pour cent des dépenses des administrations centrales dans les 21 pays considérés durant la période 1981-1983. Néanmoins, elles ont joué un rôle bien plus important que les sources extérieures de financement (par exemple, décaissements d'aide à l'agriculture). En outre, comme l'agriculture n'absorbe le plus souvent qu'une faible part des dépenses publiques, ces taxes ont financé en général de 40 à 50 pour cent des dépenses agricoles des administrations centrales.

Dans l'échantillon de 21 pays, ces dépenses agricoles ont donc été nettement supérieures en moyenne aux recettes provenant de la taxation explicite de l'agriculture, ce qui implique un apport net de ressources budgétaires au secteur agricole. Les administrations centrales ont consacré à ce secteur 8,3 pour cent de leurs dépenses durant la période 1981-1983, soit plus de deux fois les recettes provenant de la taxation des exportations agricoles, lesquelles ont représenté 3,6 pour cent des dépenses totales des administrations centrales (on postule que peu d'autres taxes explicites ont été perçues). Il n'y a qu'au Costa Rica et à Sri Lanka que les dépenses agricoles des administrations centrales ont été inférieures aux recettes tirées des taxes sur les exportations agricoles; en Argentine, au Ghana et en Ethiopie, elles leur ont été plus ou moins égales.

Au lieu de fiscaliser l'agriculture dans le cadre d'une politique délibérée de développement, il est courant qu'on la taxe implicitement par différents biais: prix à la production, marges et coûts de commercialisation, taux de change, orientations du commerce extérieur. L'étude récente de la FAO sur les prix agricoles¹⁵ montre que,

¹⁵ FAO, *Politiques de prix agricoles*, Rome, 1987.

dans les pays en développement, l'agriculture a souvent été pénalisée par une protection négative — due à des politiques nationales aboutissant, par exemple, à restreindre les échanges et à des mesures macro-économiques telles que le contrôle des changes —, et que les agriculteurs africains ont été plus touchés que les autres. Compte tenu de la fréquence et de l'amplitude des fluctuations de prix nuisibles à l'agriculture, il était urgent au début des années 80 de réviser les politiques afin de stimuler les producteurs par des prix motivants.

Les nombreuses dévaluations opérées au début des années 80, souvent dans le cadre de programmes d'ajustement structurel, ont atténué les distorsions de prix. Il n'empêche que les prix réels à la production ont apparemment baissé par la suite. Toutefois, les interventions de l'Etat ont sans doute permis de les maintenir au-dessus des cours mondiaux qui, pour beaucoup de produits agricoles, ont continué à diminuer au milieu des années 80.

L'efficacité des interventions de l'Etat ou des organismes paraétatiques dans la commercialisation des produits agricoles et dans l'approvisionnement en intrants ainsi que des politiques de subvention est aussi un problème clé dans les efforts d'ajustement structurel. Il s'agit de réduire les dépenses de l'Etat tout en améliorant les incitations à la production de manière à favoriser la production agricole et, du même coup, l'épargne et l'investissement.

L'abandon de la taxation implicite de l'agriculture, encore très répandue, est l'occasion de revoir les politiques de taxation explicite en vue d'assurer à l'Etat les recettes nécessaires pour financer le développement. L'augmentation de la production et de la productivité agricoles accroîtra les recettes nettes des producteurs et l'épargne rurale. Il incombera à l'Etat d'aider à canaliser l'épargne supplémentaire vers l'agriculture.

ENCADRÉ 3.4

Assistance extérieure dans le secteur des pêches

L'aide extérieure à des conditions de faveur, y compris l'assistance technique, accordée aux pays en développement dans le secteur des pêches est passée de 138 à 496 millions de dollars de 1974-1975 à 1983-1984, soit une progression de plus de 15 pour cent par an. Toutefois, cette tendance à la hausse s'est inversée en 1983 et, selon des données encore provisoires, il n'est pas impossible que l'assistance au secteur des pêches ait diminué de quelque 15 pour cent en 1985. Le nombre de projets lancés chaque année a également fléchi: environ 260 à la fin des années 70, et seulement 150 au milieu des années 80. Abstraction faite de l'assistance technique (faute de données sur tous les secteurs) et des prêts sans conditions de faveur, la part des pêches dans les engagements d'aide publique à l'agriculture (au sens large) a été de l'ordre de 2 à 3 pour cent ces dernières années.

La répartition de l'aide a sensiblement changé. L'aide au développement de l'infrastructure (ports et surtout bateaux de pêche) représente traditionnellement jusqu'à un tiers de l'assistance au secteur des pêches mais elle a récemment fléchi au profit de l'aquaculture et des activités «après capture» (transformation et commercialisation). L'aide à l'aquaculture a

quadruplé de 1978 à 1984. Sa part est ainsi passée de 9 à 16 pour cent. Celle du secteur après capture est désormais de l'ordre de 7 pour cent contre environ 3 pour cent en 1978.

Bien que son importance soit désormais beaucoup mieux reconnue que par le passé, la pêche artisanale ne reçoit toujours que 17 pour cent environ de l'aide au secteur des pêches. Toutefois, ces dernières années, des donateurs tels que la Banque mondiale se sont efforcés de l'intégrer de plus en plus dans les projets de développement rural. Plusieurs projets intégrés de développement de la pêche artisanale ont par ailleurs été lancés récemment, par exemple en Afrique occidentale, à Zanzibar ou dans le golfe du Bengale.

Conclusions et orientations futures des politiques

Nous avons examiné jusqu'ici l'agriculture sous l'angle macro-économique et étudié certains aspects du budget de l'Etat par rapport au financement de ce secteur. Cet examen soulève toute une série de questions ou groupes de questions. Plusieurs sont examinées ci-après sous trois grandes rubriques: balance courante, écart épargne-investissement, budget.

Balance courante. L'agriculture est un secteur qui joue un grand rôle dans le commerce extérieur et continue à occuper une grande place dans la majorité des pays en développement. Dans les cas les plus typiques, elle assure 25 pour cent de leur PIB et 33 pour cent de leurs exportations de marchandises. Elle dégagne en général un excédent net grâce aux recettes d'exportation et au remplacement des importations agricoles. Cet excédent couvre une part relativement importante du déficit courant des secteurs non agricoles. L'excédent du commerce agricole représente couramment 5 pour cent du PIB; le déficit total est à peu près du même ordre. Nous avons montré précédemment qu'un déficit courant nettement supérieur à 5 pour cent du PIB devient vite insupportable et contraint en général les pays à des mesures d'ajustement structurel. Nous avons aussi noté un phénomène préoccupant: l'excédent net dégagé par l'agriculture a diminué, bien que les importations agricoles se soient contractées. Comme les exportations non agricoles n'ont guère progressé ces dernières années, la réduction du déficit global, signalée précédemment, n'a pu être obtenue que par une forte compression des importations non agricoles. Une telle compression, quand elle frappe les biens d'équipement, ne peut avoir à long terme qu'un effet négatif sur la capacité de production. L'agriculture s'en ressentira aussi si l'investissement dans des infrastructures telles que le transport ou les installations portuaires diminue.

Le tassement des exportations agricoles peut s'expliquer dans certains cas par la volonté des pays en développement d'exporter des produits finis ou semi-finis au lieu de produits primaires. Toutefois, cette évolution n'est le plus souvent que très graduelle.

Les cours des produits agricoles sont déprimés sur les marchés mondiaux où les perspectives ne sont en général guère brillantes, ce qui se solde par une faible rentabilité des investissements réalisés dans l'agriculture en vue de l'exportation, ainsi que par une réduction de l'épargne extérieure pouvant être investie dans d'autres secteurs économiques. Cette conclusion très générale montre qu'il faut, non seulement s'employer à éliminer les pratiques commerciales déloyales et à réduire l'offre lorsqu'elle est supérieure à ce qu'exige la sécurité alimentaire, mais aussi prendre des mesures macro-économiques pour soutenir la croissance de l'économie mondiale et ainsi améliorer les débouchés, notamment dans

les pays en développement. En l'absence de telles mesures, la meilleure solution est de compter moins sur les exportations agricoles et de développer la production pour la consommation intérieure.

L'écart épargne-investissement. Comment l'agriculture se comporte-t-elle dans une situation «typique» où l'épargne extérieure diminue à cause de la compression des importations, où le paiement des intérêts sur la dette augmente et où les envois des fonds des expatriés sont probablement en baisse? Si l'épargne extérieure diminue, il faut stimuler l'épargne intérieure afin de maintenir le niveau des investissements. C'est souvent difficile quand l'Etat s'efforce de réduire le déficit budgétaire et que le secteur privé est confronté à une baisse des revenus réels qui conduit à épargner moins pour essayer de ne pas rogner sur la consommation.

En ce qui concerne les investissements, l'agriculture est normalement moins capitaliste que d'autres secteurs dans les pays en développement, où les investissements non monétaires ont beaucoup d'importance (notamment temps consacré à la bonification des terres, à la construction de bâtiments, etc.). Comme nous l'avons vu, dans les cas les plus typiques, les pays en développement investissent dans l'agriculture de 10 à 13 pour cent de leur PIB agricole alors que l'ensemble de leurs investissements représente de 22 à 25 pour cent de leur PIB total. L'investissement non agricole représente donc de 25 à 30 pour cent du PIB non agricole¹⁶. Cela signifie aussi que l'agriculture peut exiger moins d'investissements que les autres secteurs, notamment si la stratégie de développement rejette les projets capitalistiques (grands programmes d'irrigation ou de mise en valeur des terres).

Nous avons vu que le taux d'investissement agricole est resté dans l'ensemble plus ou moins stable entre 1974 et 1984, sauf dans les pays dont le budget a bénéficié des recettes pétrolières et autres recettes du même type, et qui ont beaucoup investi dans les secteurs non agricoles. Certains signes donnent cependant à penser que les taux d'investissement agricole ont plutôt eu tendance à diminuer du milieu des années 70 au début des années 80. Dans ces conditions, il est plus important que jamais que les prix relatifs des intrants et des produits, agricoles et non agricoles, permettent aux producteurs de rentabiliser leurs investissements. Dans le même temps, les politiques de subvention et la fiscalité devraient être aussi transparentes que possible. Pour soutenir l'investissement dans certains secteurs clés, il faut veiller soigneusement à ce que l'investisse-

¹⁶ Bien entendu, le secteur non agricole croît aussi en général plus vite que l'agriculture (voir encadré 3.2 sur les coefficients marginaux de capital).

ENCADRÉ 3.5

**Financement
du secteur forestier**

Les problèmes de financement des investissements forestiers sont d'autant plus d'actualité que la communauté internationale a désormais pris conscience de la gravité des conséquences que pourraient avoir la déforestation et le mauvais aménagement des forêts. Par ailleurs, les ressources en bois de feu diminuent à un rythme alarmant, ce qui menace l'approvisionnement en énergie de plus d'un milliard d'êtres humains, selon les calculs de la FAO. Enfin, il faut aussi accroître l'investissement pour soutenir une expansion dynamique des produits industriels tirés du bois, tels que le papier.

Pourquoi faut-il démontrer qu'il est au moins aussi rentable d'investir dans la foresterie que dans d'autres secteurs? Pourquoi les investissements dans la foresterie ne sont-ils pas «spontanés»? En dehors de la diversité, peut-être plus grande, des projets forestiers (avec, à un extrême, des projets industriels à fort coefficient de capital et, à l'autre extrême, des projets à fort coefficient de main-d'œuvre visant à améliorer l'approvisionnement en bois des populations pauvres), les *investissements forestiers* présentent certaines caractéristiques qui tendent à décourager les investisseurs, par exemple:

— Ils tardent à porter leurs fruits, de sorte qu'il est difficile de les justifier lorsque les taux d'intérêt sont élevés et que l'on pense avant tout au court terme.

— Ils ont souvent un très bon rapport économique, compte tenu de toutes leurs retombées (par exemple, protection des bassins versants, avantages socio-économiques), mais leur rendement financier direct est parfois assez faible, ce qui décourage les investisseurs privés.

— Les forêts sont souvent considérées comme la propriété de tous, ce qui décourage l'investissement et encourage le pillage.

— Le décaissement et le financement des prêts internationaux présentent des caractéristiques qui ne cadrent pas avec les besoins financiers de la plupart des projets forestiers.

Les planificateurs du secteur forestier doivent donc innover pour attirer les investisseurs. Ils ont, par exemple, à leur disposition les options suivantes:

— Les investissements dans les ressources forestières, qui mettent du temps à porter leurs fruits, peuvent être liés à des activités industrielles ayant une grande rentabilité financière.

— Dans certains cas, les richesses tirées des forêts naturelles peuvent aider à financer les programmes de boisement.

— Compte tenu des avantages écologiques et économiques indirects de la foresterie, celle-ci peut être intégrée dans de grands projets d'irrigation ou d'aménagement des bassins versants.

— Le coût des opérations est parfois élevé dans les projets de développement communautaire à forte participation populaire, mais on peut le réduire en décidant de financer des coopératives ou des collectivités plutôt que des particuliers.

Il faut s'employer avec énergie à éliminer les obstacles qui freinent le développement forestier. Dans cette optique, la FAO a élaboré en 1985 le Plan d'action forestier tropical dont l'objectif est de promouvoir et d'harmoniser la coopération multilatérale et bilatérale en vue de mobiliser plus de ressources à investir dans le secteur forestier des pays tropicaux. Le Plan a reçu un large appui de la communauté internationale et, en outre, certains organismes tels que la Banque interaméricaine de développement ont entrepris d'adapter leurs programmes de prêts aux besoins financiers particuliers du développement forestier.

Le financement du secteur forestier dépend aussi beaucoup des politiques nationales. Le problème est souvent de concilier avantages socio-économiques et rentabilité financière. Les initiatives prises par certains pays ont eu beaucoup de succès: subvention directe du reboisement au Chili, exonérations fiscales temporaires pour de grands programmes de boisement au Brésil, programme de crédit subventionné en République de Corée. Les mesures doivent être adaptées au degré de développement des marchés financiers ruraux et aux types d'activités forestières nécessaires. Par ailleurs, compte tenu de l'ampleur des problèmes, il faut investir massivement.

ment public et l'investissement privé jouent le rôle qui leur incombe afin de répartir au mieux les maigres ressources disponibles, entre secteurs et à l'intérieur des secteurs. La rentabilité à court terme a inévitablement plus d'importance pour le secteur privé que pour le secteur public.

Le potentiel d'épargne rurale reste en grande partie inexploité. Si les plus pauvres ne peuvent pas mettre d'argent de côté, en revanche il y a beaucoup de ruraux à bas revenu (petits exploitants, ouvriers agricoles, employés des services ruraux informels) dont la propension à l'épargne est très importante, mais il manque les mécanismes qui permettraient de mobiliser cette épargne sous forme monétaire. Individuellement, les petits paysans n'économiseront guère, mais ils sont nombreux. Pour mobiliser cette épargne, il faut développer les marchés financiers ruraux. C'est une tâche difficile. Aux premiers stades du développement, les intermédiaires financiers s'intéressent en général plus à leur actif, c'est-à-dire aux prêts, qu'à leur passif, c'est-à-dire aux dépôts. Cette tendance se renforce du fait qu'ils canalisent généralement les crédits octroyés par les banques centrales, souvent à des taux d'intérêt subventionnés, ou provenant de sources extérieures, au profit de certains groupes cibles. Les problèmes que pose le développement des marchés financiers ruraux sont examinés plus en détail dans une autre section.

Le budget de l'Etat. Deux grands problèmes se posent en ce qui concerne les dépenses agricoles de l'Etat. Premièrement, ce n'est pas tant la quantité qui compte que la qualité et l'efficacité. Ces dépenses doivent être mieux centrées sur les activités pour lesquelles l'Etat a un avantage comparatif. Il peut s'agir par exemple de la recherche, de la vulgarisation et de l'enseignement agricoles, et moins de la commercialisation. La privatisation des activités de commercialisation risque toutefois de susciter une opposition politique et de coûter assez cher au départ car il faudra aider le secteur privé à prendre la relève. Par ailleurs, dans beaucoup de pays, la recherche sur des cultures d'exportation telles que le café ou le thé est traditionnellement financée par les planteurs eux-mêmes, de même, dans certains cas, que les services de vulgarisation.

Le deuxième problème concerne le financement des dépenses «récurrentes», c'est-à-dire d'entretien et de fonctionnement des projets et programmes. Il faut veiller à une bonne répartition du budget entre dépenses d'équipement et dépenses de fonctionnement (les premières sont en général financées de source extérieure et par le reste du budget, le cas échéant, après financement des dépenses de fonctionnement) afin de couvrir aussi les dépenses de fonctionnement des projets, passés et en cours. Il y a en général conflit. Les donateurs considèrent parfois les dépenses de fonctionnement

comme des dépenses de «consommation», même si elles sont le corollaire des dépenses d'équipement. Par ailleurs, les gouvernements peuvent juger qu'il est impossible, politiquement, de toucher à la partie «non récurrente» de leur budget ordinaire.

En ce qui concerne les recettes budgétaires, on constate que, dans les dernières années de la période 1974-1984, la croissance de l'aide au développement de l'agriculture a faibli, même si l'on tient compte de l'appréciation du dollar et du ralentissement de l'inflation. Il est peu probable que la part de leur revenu national que les pays de l'OCDE consacrent à l'aide au développement augmente beaucoup; on peut toutefois penser qu'elle s'accroîtra un peu car des pays donateurs essaieront, en réponse aux appels internationaux, d'atteindre l'objectif fixé par les Nations Unies, à savoir 0,7 pour cent du PIB (et même 1 pour cent dans certains cas) alors que leur aide ne représente le plus souvent aujourd'hui que 0,35 pour cent ou moins de leur PIB. Il est improbable que la part de l'agriculture dans l'aide au développement augmente; elle s'est accrue à la fin des années 70 mais a régressé depuis 1982. En conséquence, la croissance des engagements d'aide publique à l'agriculture pourrait être de 3-4 pour cent par an seulement, contre 5-6 pour cent en moyenne durant la période 1974-1984, et encore plus au début de cette période. Certains jugeront peut-être qu'il est impossible que la croissance des engagements retrouve son rythme antérieur car les pays en développement n'ont pas une capacité d'absorption suffisante.

Il faut replacer les engagements d'aide publique à l'agriculture dans leur juste perspective. Les décaissements bruts peuvent représenter un fort pourcentage des dépenses agricoles publiques (environ 30 pour cent dans les cas les plus typiques), mais la fourchette est très large et la moyenne est gonflée par le volume relativement important d'assistance reçu par un petit nombre de pays, essentiellement pour des raisons politiques, même si l'aide est en général mieux répartie qu'auparavant. En 1983-1984, les engagements bruts d'aide publique à l'agriculture ont représenté moins de 15 pour cent des recettes que les pays en développement ont tirées de leurs exportations de produits de l'agriculture, de l'élevage, de la pêche et des forêts. Beaucoup de personnel qualifié, relativement rare dans les pays en développement, est nécessaire pour administrer ces transferts. Il faudrait s'orienter davantage vers le financement sectoriel, l'aide aux programmes ainsi que l'appui budgétaire à des activités approuvées afin d'accroître la capacité d'absorption, d'améliorer l'utilisation des fonds et de réduire le besoin de personnel qualifié.

Si l'on tient compte de tous les emprunts extérieurs (prêts publics et à garantie publique), les décaissements nets peuvent être beaucoup moins importants que les décaissements bruts. Pour reprendre un exemple déjà

cité, l'agriculture latino-américaine a reçu, en chiffres bruts, 1,1 milliard de dollars par an durant la période 1980-1984, mais l'économie dans son ensemble n'a reçu que 165 millions de dollars nets d'intérêts et de remboursements. Si les fonds empruntés ne sont pas investis rationnellement, le reste de l'économie risque de souffrir. On manque d'informations pour étudier cette question plus à fond, mais la Banque mondiale signale que les taux de rentabilité des projets agricoles qu'elle a financés, bien que conformes aux objectifs, ont été en général inférieurs à ceux obtenus pour les investissements dans d'autres secteurs productifs. Par ailleurs, le taux d'échec est relativement élevé.

En ce qui concerne les recettes intérieures de l'Etat, la taxation explicite de l'agriculture est en général assez faible mais la fiscalité implicite, même si l'on manque de données à ce sujet, est probablement assez lourde. Par taxation implicite, on entend notamment les interventions sur le marché, les marges excessives des monopsones et la surévaluation des taux de change. Cette surévaluation peut permettre à l'Etat d'économiser sur les achats agricoles plutôt que de gagner de l'argent mais elle se solde de toute façon par un transfert de ressources préjudiciable à l'agriculture. L'achat forcé de produits alimentaires peut être un autre moyen. On peut y ajouter l'effet de transfert de ressources de la

panoplie de mesures destinées à protéger les industries, y compris celles qui produisent des intrants agricoles. Il serait préférable d'éliminer ces distorsions occultes qui ont un effet pervers sur la rentabilité de l'agriculture et d'adopter une politique de taxation directe et indirecte de l'agriculture, progressive et parfaitement transparente.

ENCADRÉ 3.6

Taxes sur les exportations agricoles

On a récemment étudié les taxes à l'exportation dans 31 pays en développement qui en ont tiré plus de 5 pour cent de leurs recettes durant la période 1973-1979¹. La part de ces taxes dans les recettes a été supérieure à 20 pour cent dans quatre pays et à 10 pour cent dans 15, mais, globalement, elle a eu tendance à diminuer. En outre, elle a été instable à cause des variations des taux d'imposition, des taux de change, des cours internationaux et du volume des exportations.

Par le passé, quelques pays ont eu recours à ces taxes pour orienter leur développement économique. En Argentine, par exemple, entre 1940 et 1972, les taxes à l'exportation ont extrait, en moyenne, la moitié environ du revenu agricole, au coût des facteurs. L'effet direct de ces taxes (15 pour cent) a été

beaucoup moins important que leur effet indirect (34 pour cent) d'abaissement des prix intérieurs. Toutefois, ces effets ont été très variables durant la période examinée².

¹ Richard Goode, «Government Finance in Developing Countries», *Studies of Government Finance*, The Brookings Institution, Washington, 1984.

² D. Cavallo et Y. Mundlak, «Agriculture and Economic Growth in an Open Economy: the Case of Argentina», IFPRI, Rapport de recherche n° 36, Washington, 1982.

LE SECTEUR PRIVÉ

Faute de données détaillées, il est difficile de suivre le financement de l'agriculture par l'Etat dans les pays en développement. La tâche est encore plus ardue pour le secteur privé car on sait peu de choses des investissements agricoles de ce secteur, de la capacité d'épargne rurale, du fonctionnement des marchés financiers ruraux et des investissements étrangers directs dans l'agriculture. Le développement des marchés financiers ruraux et celui des investissements étrangers directs ont été présentés comme des solutions propres à remédier aux problèmes de financement du secteur agricole.

Dans les pages qui suivent, nous examinerons d'abord le financement privé de l'agriculture dans une optique macro-économique, puis les marchés financiers ruraux. Ils ont souvent fait l'objet de distorsions au profit de certaines catégories d'agriculteurs et on a souvent négligé de les renforcer. Enfin, nous traiterons brièvement des investissements étrangers directs dans l'agriculture.

Vue d'ensemble

On peut se faire une idée générale des emprunts contractés par le secteur privé pour financer le développement agricole, d'autres investissements et la consommation en examinant l'expansion du crédit intérieur. Par définition, le crédit intérieur est égal à la masse monétaire (monnaie + quasi-monnaie + autres) moins les avoirs extérieurs nets¹⁷:

$$\begin{array}{rclcl} \text{Masse} & = & \text{Avoirs} & + & \text{Crédit} & + & \text{Crédit} \\ \text{monétaire} & & \text{extérieurs} & & \text{intérieur} & & \text{intérieur} \\ & & \text{nets} & & \text{au} & & \text{à l'Etat} \\ & & & & \text{secteur} & & \text{(y compris} \\ & & & & \text{privé} & & \text{secteur} \\ & & & & & & \text{para-} \\ & & & & & & \text{étatique)} \end{array}$$

Dans l'échantillon de 35 pays, le crédit intérieur au secteur privé en pourcentage du PIB a augmenté de 9 points entre 1974 et 1984, passant de 16 à 25 pour cent (figure 3.4). Le crédit à l'Etat a été inférieur pendant toute cette période mais il a augmenté aussi dans la même proportion, passant de 11 à 20 pour cent du PIB. Les différences du rapport entre le crédit intérieur et le PIB selon les régions sont dues à plusieurs facteurs: institutions bancaires, degré d'intermédiation financière, niveau et évolution du revenu réel, politiques budgétaires et monétaires, tailles relatives du secteur public et du secteur privé.

C'est en Extrême-Orient que le crédit intérieur au secteur privé a le plus augmenté; en 1974, il était déjà nettement plus élevé que dans les autres régions: 20 pour cent du PIB contre 13 à 17 pour cent au Proche-Orient, en Afrique et en Amérique latine. Depuis, l'écart n'a fait que se creuser puisqu'en 1984 ces chiffres étaient passés respectivement à 34 pour cent et 21 à 25 pour cent. Nous verrons plus loin que ces différences entre régions s'expliquent par l'état des marchés financiers ruraux.

On constate par ailleurs que, pendant la même période, le crédit intérieur au secteur privé a progressé plus rapidement que le crédit intérieur à l'Etat en Extrême-Orient. Au Proche-Orient, le crédit au secteur privé, qui demeurait plus réduit que le crédit à l'Etat, a augmenté à partir de 1980 et l'écart entre les deux s'est resserré. En Afrique et en Amérique latine, c'est le crédit à l'Etat qui s'est accru le plus vite entre 1974 et 1982, mais il a ensuite régressé sous l'effet des mesures d'ajustement interne visant à réduire le déficit budgétaire.

Le crédit à l'Etat sert essentiellement à financer le déficit budgétaire (création de monnaie ou emprunt local). En 1983, les deux tiers du déficit budgétaire de 21 des 35 pays ont été épongés avec des ressources intérieures et un tiers avec des prêts et dons extérieurs. Le paiement de l'intérêt sur les emprunts intérieurs et extérieurs a représenté en moyenne 11,4 pour cent des dépenses publiques de ces pays (tableau 3.20), la fourchette allant de moins de 6 pour cent en République de Corée à 35 pour cent au Mexique.

La réduction générale du déficit budgétaire après 1982 a permis au secteur privé de disposer d'une part plus importante du crédit intérieur pour le financement du développement agricole et d'autres activités. En pourcentage du PIB, le crédit intérieur à l'Etat a baissé de près de 2 points de 1982 à 1984, dans l'échantillon de 35 pays, tandis que le crédit au secteur privé a augmenté d'un peu plus de deux points: au total, le crédit intérieur s'est donc légèrement accru. Cette évolution se vérifie dans toutes les régions, sauf en Amérique latine où, en pourcentage du PIB, le crédit au secteur privé a baissé de près de 2 points et où le crédit total a légèrement diminué. Le crédit à l'Etat a globalement augmenté durant cette période bien qu'il ait fléchi en 1984.

En résumé, le crédit intérieur a nettement augmenté en Extrême-Orient durant toute la période 1974-1984 et au Proche-Orient à partir de 1979. Les données disponibles ne permettent pas de ventiler ces flux entre dépenses d'équipement et de fonctionnement dans l'agriculture et dans les autres secteurs. Nous examinons ci-après les marchés financiers ruraux, leur degré de développement et leur capacité de mobiliser des ressources à investir dans le secteur agricole et d'autres activités rurales.

¹⁷ Pour plus de détails, voir FMI, *Statistiques financières internationales*.

TABLEAU 3.20 Financement du déficit budgétaire dans certains pays, 1983

21 des 35 pays de l'échantillon	Déficit budgétaire	Financement du déficit budgétaire		Paiement des intérêts
		extérieur	intérieur	
(en pourcentage des dépenses des administrations centrales)				
EXTRÊME-ORIENT				
<i>Inde</i>	3,4	3,6	30,6	11,3
<i>Indonésie</i>	10,9	6,4	4,5	6,9
<i>République de Corée</i>	5,4	3,3	2,1	5,6
<i>Pakistan</i>	29,3	4,9	24,3	12,5
<i>Philippines</i>	14,1	10,2	3,9	9,4
<i>Sri Lanka</i>	32,3	15,5	16,7	16,3
<i>Thaïlande</i>	21,5	4,6	16,8	12,5
AMÉRIQUE LATINE				
<i>Argentine</i>	45,0	3,2	41,8	8,8
<i>Bolivie</i>	60,0	0,0	60,0	5,8
<i>Brésil</i>	11,7	− 1,4	13,1	12,4
<i>Costa Rica</i>	8,4	6,4	2,0	8,0
<i>République dominicaine</i>	17,8	3,6	14,2	8,0
<i>Mexique</i>	29,7	12,2	17,5	35,0
<i>Pérou</i>	38,6	19,3	19,3	20,0
AFRIQUE				
<i>Kenya</i>	18,8	8,9	9,8	14,3
<i>Malawi</i>	24,1	23,0	1,1	13,6
<i>Maroc</i>	23,9	10,2	13,6	11,0
<i>Sénégal</i>	22,0	16,6	5,4	6,4
<i>Sierra Leone</i>	61,4	9,6	51,8	8,6
PROCHE-ORIENT				
<i>Egypte</i>	17,6	2,5	15,1	6,7
<i>Turquie</i>	17,3	...	...	6,7
Moyenne des 21 pays	25,9	8,1 ¹	18,2 ¹	11,4

Source: FMI, *Government Finance Statistics Yearbook*.¹ Moyenne, non compris la Turquie.**Marchés financiers ruraux**

On entend par marchés financiers ruraux les règles et réglementations qui déterminent le comportement des ruraux vis-à-vis de l'épargne, l'utilisation de celle-ci, la circulation, la détention des fonds dans le secteur rural, l'allocation de ressources privées et publiques pour l'investissement et l'intégration des activités financières rurales et des institutions nationales et internationales. A côté des sources de crédit officiel ou institutionnel (organismes publics ou privés tels que banques d'Etat, banques de développement agricole, banques commerciales, coopératives et mutuelles, épargne postale, etc.), on trouve des sources non institutionnelles de crédit: prêteurs privés (négociants, amis, parents), arrangements entre propriétaires et locataires, associations locales.

Les marchés financiers ruraux sont aussi caractérisés par les coutumes, usages et attitudes en matière

d'épargne et recouvrent aussi bien la thésaurisation et les formes d'épargne non monétarisées que les institutions qui ont pour vocation officielle de mobiliser l'épargne rurale. Ils jouent donc un rôle important d'intermédiation financière en facilitant le transfert des ressources entre agents et secteurs économiques, entre ceux qui disposent d'un excédent d'épargne et ceux qui ont des besoins de crédit ou d'investissement. Le développement et la croissance économiques dépendent étroitement de l'efficacité de ce processus ¹⁸.

¹⁸ Pour plus de détails, voir R.L. Tinnermeier, «Agricultural Finance and Rural Development», dans *Issues in Third World Development*, publié sous la direction de K.C. Nobe et R.K. Sampath, 1983.

Développement des institutions selon les régions

Les institutions des marchés financiers ruraux diffèrent d'une région à l'autre, tant par leur nature que par leur degré de développement (voir l'annexe page. 00). En Extrême-Orient, il existe un réseau étendu de banques coopératives, privées et d'Etat. Malgré les grands progrès réalisés dans ce domaine et la priorité accordée aux petits agriculteurs, beaucoup de ces derniers n'ont toujours pas accès aux services bancaires dans de nombreux pays d'Asie. On peut se demander si ces institutions et marchés financiers ruraux, relativement développés, sont capables de réagir rapidement et avec souplesse à l'évolution du crédit intérieur.

On ne dispose pas d'une étude générale des institutions financières rurales en Amérique latine. Les réseaux de banques de développement (banques coopératives

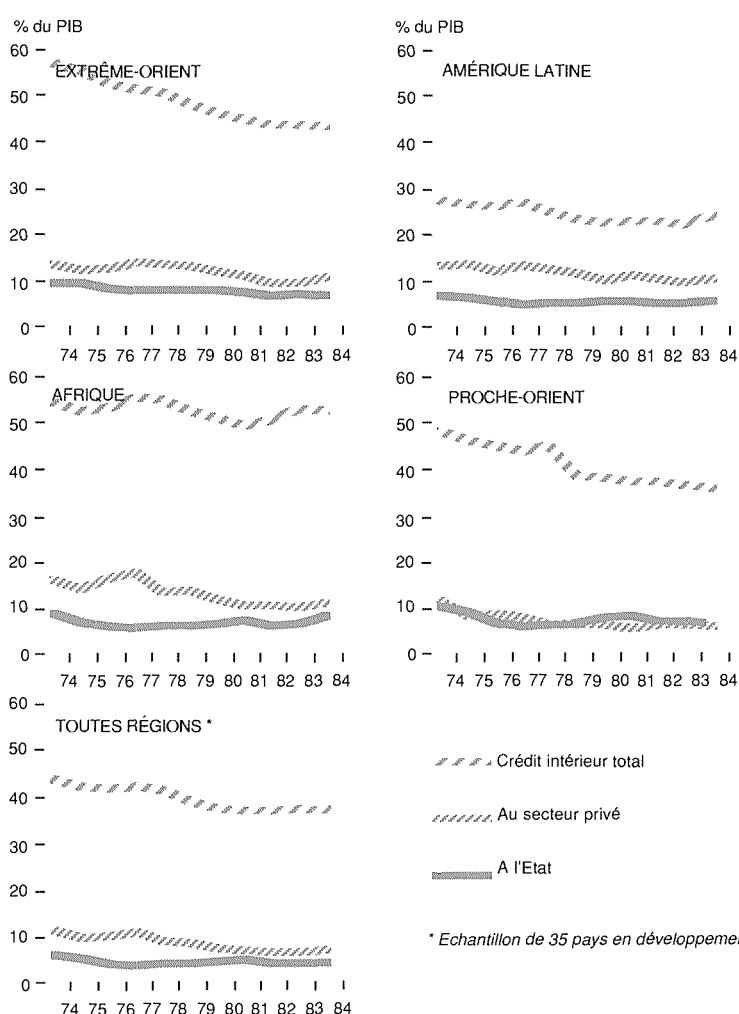
rurales et banques de crédit agricole) se sont considérablement étendus depuis 20 ans. Il n'empêche que ce sont encore surtout les gros exploitants qui profitent des services financiers ruraux; les petits agriculteurs n'y ont guère accès ¹⁹.

Au Proche-Orient, le crédit agricole est fourni par des organismes publics spécialisés ou par des coopératives contrôlées et soutenues par l'Etat. Certains organismes de crédit agricole ont aussi des services d'épargne mais les dépôts sont réduits par rapport aux prêts.

¹⁹ Voir aussi C. Gonzales-Vega, *Strengthening Agricultural Banking and Credit Systems in Latin America and the Caribbean*, FAO, Rome, avril 1986.

CRÉDIT INTÉRIEUR AU SECTEUR PRIVÉ ET À L'ÉTAT, PAR RÉGION,
1974-1984

Figure 3.4



En général, les gouvernements africains ont créé des organismes paraétatiques de crédit agricole — souvent en liaison avec les projets de développement — qui octroient des prêts mais ne gèrent pas de comptes de dépôt. Il existe des banques coopératives rurales dans certains pays comme Maurice, le Cameroun, le Ghana, le Kenya, le Rwanda, mais relativement moins qu'en Extrême-Orient. En Afrique, malgré le grand nombre de projets de développement rural dans lesquels le crédit agricole joue un grand rôle, la majorité des agriculteurs n'a toujours pas accès aux institutions financières car le réseau des succursales reste très limité. Le nombre de ruraux par succursale est de l'ordre de 150 000 à 300 000 contre 5 000 à 20 000 dans les pays plus peuplés d'Extrême-Orient.

Bien qu'on se soit efforcé de renforcer les institutions financières rurales, une grande partie de la population rurale des pays en développement, en particulier les petits paysans, doit principalement compter sur des sources de crédit telles que parents, amis, prêteurs, négociants, clubs d'épargne. La proportion des agriculteurs qui ont accès aux services bancaires est estimée à moins de 50 pour cent et à environ 10-20 pour cent seulement en Afrique.

La plus grande partie du crédit rural officiel étant destinée aux agriculteurs, la plupart des entreprises rurales non agricoles ne peuvent en bénéficier directement et doivent donc elles aussi s'adresser aux marchés non officiels qui recyclent des prêts agricoles. Au Bangladesh par exemple, la Grameen Bank finance toutes sortes d'activités rurales non agricoles qui bénéficient aux agriculteurs et sont en outre une source d'emploi et de revenu pour les ruraux pauvres.

Le rôle du crédit dans le développement agricole et l'évolution des marchés financiers ruraux

Le crédit agricole subventionné est devenu un puissant moyen de canaliser des fonds vers les agriculteurs pauvres et de promouvoir l'adoption de technologies modernes propres à favoriser le développement. Le Programme d'action de la Conférence mondiale sur la réforme agraire et le développement rural (CMRADR) de 1979 indique expressément que les gouvernements devraient envisager de «concevoir des programmes de crédit institutionnel qui accroissent le volume de crédits mis à la disposition des paysans producteurs par l'intermédiaire d'établissements publics et privés de prêt», et invite ces derniers à «réorienter leurs pratiques afin de fournir aux petits exploitants les prêts au logement, à la consommation et à la production dont ils ont besoin».

Beaucoup de programmes de crédit agricole ont bénéficié de l'appui financier d'organismes d'aide extérieure et de subventions de l'Etat. Entre 1974 et 1982, les fonds multilatéraux affectés au crédit agricole ont pro-

gressé de 22 pour cent l'an, en valeur réelle, et leur part dans le total des apports multilatéraux destinés à l'agriculture a doublé, atteignant presque 16 pour cent²⁰. La banque de données de la FAO sur l'aide extérieure au profit de l'agriculture confirme généralement cette évolution. La part du crédit agricole dans les engagements d'aide publique à l'agriculture (au sens large) est passée de 6,5 pour cent en 1975-1977 à près de 9 pour cent en 1982-1984, soit une progression moyenne de 15 pour cent par an. Les engagements multilatéraux sont de loin les plus importants (plus de 90 pour cent du total) mais les engagements bilatéraux ont progressé rapidement.

Des efforts considérables ont été faits pour faciliter le financement de l'agriculture en renforçant les organismes financiers ruraux, souvent dans le cadre de programmes officiels de crédit financés de sources extérieures. Toutefois, les organismes ainsi mis en place et leur viabilité varient d'une région à l'autre, car, souvent, les programmes officiels de crédit n'ont pas fait une place suffisante au développement des institutions, et la gestion a souffert d'un manque de compétences et d'expérience dans beaucoup de pays, notamment en Afrique. Parfois, l'existence même d'un programme de crédit utilisant des fonds prêtés à des taux d'intérêt subventionnés, canalisés par un organisme parapublic — et provenant souvent de sources extérieures —, a provoqué l'atrophie des institutions financières locales. L'une des conséquences possibles de ces programmes de crédit est que les agriculteurs pauvres ne reçoivent pas des ressources suffisantes; en outre, l'épargne privée n'est pas mobilisée et peut même être découragée par le bas niveau des taux d'intérêt servis sur les dépôts.

Souvent, les planificateurs du développement agricole considèrent, à tort, le crédit comme un intrant plutôt que comme une créance sur des ressources et des services. Pourtant, le crédit ne peut favoriser le développement que si on remédie à d'autres problèmes — bas prix à la production, pénurie d'intrants et de technologies appropriées, manque de débouchés dû à l'insuffisance du réseau routier, faiblesse et irrégularité des rendements.

Malgré ces inconvénients, les bas taux d'intérêt sur les prêts sélectifs destinés aux agriculteurs à faible revenu ont été justifiés par le fait qu'ils compensent d'autres distorsions de prix et peuvent assurer un transfert de revenus au profit des ruraux pauvres. Toutefois, les crédits sont très fongibles et peuvent servir à d'autres usages et bénéficiaires que ceux qui étaient prévus. S'ils sont offerts à des taux bien inférieurs à ceux du marché,

²⁰ Voir Maurice J. Williams et Thomas W. Stephens, «Resource Flows Through the Multilateral System for Food and Agriculture: Trends of the Decade», *Food Policy*, vol. 9, n° 4, novembre 1984.

ENCADRÉ 3.7

Mobilisation de l'épargne rurale: Indonésie et République dominicaine

Indonésie. La Bank Rakyat Indonesia (BRI) a institué il y a peu un nouveau programme général de crédit rural (KUPEDES) qui a profondément modifié l'organisation des services financiers dans les zones rurales. KUPEDES fait suite au programme BIMAS, qui octroyait un gros volume de prêts subventionnés et ciblés pour la riziculture et qui avait ouvert, pour les distribuer, 3 600 banques dans les villages. Au milieu des années 70, 3,4 millions d'agriculteurs bénéficiaient de ce programme, mais le recouvrement s'effectuant mal, les prêts commencèrent à diminuer. En 1983, le taux de recouvrement des prêts octroyés dans le cadre d'un programme BIMAS beaucoup plus restreint était inférieur à 80 pour cent. Les banques villageoises couvraient avec peine 40 pour cent de leur coût de fonctionnement et BIMAS risquait d'être interrompu.

En juin 1983, le Gouvernement indonésien a réalisé de grandes réformes monétaires: suppression de nombreuses limitations quantitatives des prêts bancaires, libération des taux d'intérêt, effort de mobilisation de l'épargne. Ces réformes ont encouragé la BRI à maintenir son système de succursales villageoises et à y apporter de grands changements, notamment en augmentant les taux d'intérêt sur le crédit, pour couvrir les coûts de fonctionnement, et en donnant aux directeurs des banques le pouvoir de distribuer et recouvrer des prêts de tous ordres. On a relevé les taux d'intérêt sur les comptes de dépôts pour encourager l'épargne. Qui plus est, la BRI a commencé de lier l'accès à ses fonds au montant des dépôts. Pour chaque unité mobilisée par une succursale villageoise, la BRI prête une somme d'un montant double à un taux d'intérêt équivalant au taux maximal consenti aux épargnants (15 pour cent en 1986). Certaines succursales ont aussi été autorisées à fusionner ou à n'ouvrir qu'un ou deux jours par semaine, selon le volume des affaires. Fin 1986, bon nombre d'entre elles arrivaient à couvrir leurs coûts de fonctionnement, les défauts de remboursement étaient inférieurs à 3 pour cent et l'épargne, en pourcentage des prêts, augmentait.

République dominicaine. La banque agricole de la République dominicaine a commencé de se restructurer en 1983. Fondée dans les années 40, elle était le principal fournisseur de prêts agricoles et gérât de 25 à 30 lignes de crédit ciblées, principalement de la banque centrale.

Elle n'acceptait pas les dépôts privés dans ses 30 succursales et était entièrement tributaire des fonds publics ou des donateurs. Le recouvrement se faisait mal.

Les restrictions budgétaires et la réticence des donateurs à financer des programmes traditionnels de crédit agricole ont mis la banque dans une situation difficile au début des années 80. Pour pouvoir continuer d'octroyer des prêts, il fallait qu'elle mobilise l'épargne. Une fois autorisée à accepter des dépôts, elle a demandé au gouvernement de réduire la couverture obligatoire, puis elle a ouvert un service de dépôt dans quelques succursales pilotes. Outre des taux d'intérêt stimulants, on a offert des primes aux épargnants. Les employés recevaient aussi des primes spéciales proportionnelles à l'épargne qu'ils mobilisaient. En quelques années, la banque a ouvert quelque 35 000 comptes d'épargne et mobilisé l'équivalent de 8 millions de dollars dans une économie souffrant pourtant de graves difficultés financières.

Aujourd'hui, la banque dépend moins de l'Etat et des donateurs pour son financement, elle offre un éventail plus vaste de services à ses clients, octroie les prêts avec plus de circonspection et s'est créé l'image d'une banque sérieuse et solide.

déterminés par le secteur informel, ils seront rationnés parce que la demande excédera largement l'offre. Ils finiront donc probablement entre les mains des ruraux les plus aisés ou les plus influents, et ne seront pas nécessairement utilisés à des fins agricoles. Les institutions financières rurales devraient être prêtes à octroyer des crédits à *toute activité rurale* qui en vaut la peine, au lieu de se limiter aux seules activités agricoles.

Viabilité des institutions bancaires rurales

L'un des principaux défauts des programmes classiques de crédit agricole dans les pays en développement est que l'on n'a pas tenu compte du caractère souvent embryonnaire des systèmes financiers sur lesquels ils viennent se greffer. On a ainsi des systèmes qui, en général, sont en grande partie tributaires de sources de financement contrôlées par l'Etat et souvent alimentées dans une certaine mesure de l'extérieur. Les institutions, paraétatiques dans la plupart des cas, reçoivent en général de fortes subventions pour couvrir le coût des opérations, et des rallonges sont nécessaires à cause des défauts de paiement ou du non-remboursement des prêts. Cette situation est difficilement supportable lorsque l'austérité budgétaire est de mise et qu'il faut réduire les emprunts à l'extérieur.

L'une des idées forces de ce chapitre est que le financement de l'agriculture dans les pays en développement devra de plus en plus s'appuyer sur l'épargne

intérieure, ce qui suppose la création ou le soutien de systèmes financiers viables et des institutions qui les composent dans les zones rurales. La banque centrale a un rôle clé à jouer dans ce domaine: au lieu de se cantonner dans son rôle traditionnel de régulation, elle devrait favoriser la mise en place d'une structure financière solide et, plus particulièrement, de marchés financiers ruraux efficaces. Les principales questions qui se posent sont examinées ci-après.

Mobilisation de l'épargne. Les approches classiques du crédit agricole ont souvent négligé la mobilisation de l'épargne. Beaucoup d'établissements de crédit agricole parrainés par l'Etat n'offrent pas de services de dépôt. L'un des principaux effets des programmes de crédit financés par des lignes d'escompte à des conditions de faveur des banques centrales est de dissuader les organismes de crédit de mobiliser l'épargne volontaire. Il est plus facile et moins coûteux pour le système bancaire d'accepter de gros prêts publics à des taux de faveur que d'entreprendre la tâche difficile de mobiliser l'épargne sous la forme d'un grand nombre de petits dépôts privés. Par ailleurs, on continue souvent à penser que les ruraux pauvres sont trop pauvres pour faire des économies, qu'ils ne les déposeront pas en banque et que leur épargne n'est pas fonction de l'évolution des taux d'intérêt.

Il est rare que les ruraux soient encouragés à épargner sous une forme financière et puissent le faire de manière

ENCADRÉ 3.8

Solutions novatrices au Zimbabwe

Ces 20 dernières années, quelque 5 500 clubs d'épargne se sont formés au Zimbabwe, dont les deux tiers sont encore actifs. Les adhérents sont 140 000, à raison de 20 à 30 par club, principalement des femmes. En 1984, l'épargne mobilisée s'élevait au total à l'équivalent de plus de 2,7 millions de dollars.

Tout adhérent peut retirer les fonds qu'il a déposés quand il le veut mais en général l'épargne est utilisée à des fins collectives, surtout pour l'investissement agricole, notamment dans l'achat d'intrants (engrais). C'est le responsable du club qui organise les opérations et répartit les intrants entre les membres en fonction de leur contribution à l'épargne collective.

Les clubs d'épargne ont permis à de nombreux agriculteurs d'accroître sensiblement leur production grâce aux intrants améliorés. En particulier, l'épargne

collective et l'achat d'engrais en gros rendent la petite agriculture attrayante pour les services agricoles privés.

avantageuse. Pourtant, on s'aperçoit de plus en plus qu'il est possible de mobiliser une épargne rurale non négligeable dans toutes sortes de situations. On peut citer, comme exemple de réussite, les coopératives agricoles ou les associations d'exploitants en Chine et en République de Corée où, en 1979, les prêts représentaient respectivement 73 et 50 pour cent des actifs (dépôts plus capital versé et réserves). En République de Corée, la propension moyenne des ménages d'agriculteurs à épargner variait, en 1974, entre 0,22 pour les ménages disposant de moins de 0,5 ha de terre et 0,40 pour les ménages disposant de 2 ha ou davantage²¹. La moyenne globale pour quelque 2 500 ménages était de 0,33, et elle avait plus que doublé en 12 ans. D'autres exemples de programmes d'épargne rurale dans les pays en développement sont présentés à l'annexe page 130.

La mobilisation de l'épargne rurale contribue aussi au développement de marchés financiers ruraux efficaces en facilitant l'examen des demandes de crédit et le recouvrement des prêts. Les emprunteurs, quand ils sont aussi des épargnants, sont mieux connus des prêteurs qui, de leur côté, examineront plus soigneusement les demandes de crédit si ce sont leurs économies, et celles de leurs voisins et de leurs amis, qui sont en jeu.

L'existence d'un grand nombre de clubs informels d'épargne ou d'associations d'épargne et de crédit tournant en Afrique, en Extrême-Orient et aux Caraïbes témoigne de la volonté d'épargner des populations rurales. Il reste à resserrer les liens entre ces institutions et le système bancaire, afin d'encourager l'épargne financière.

Un autre moyen d'encourager l'épargne consiste à relever le taux d'intérêt sur les lignes d'escompte de la banque centrale de manière que les fonds provenant de cette source ne soient pas meilleur marché que ceux mobilisés par les dépôts. Autre solution: faire dépendre l'accès aux lignes de réescompte à des conditions de faveur de la mobilisation de l'épargne.

Recouvrement des prêts. Les faibles taux de remboursement ont été l'un des principaux problèmes dans beaucoup de projets de crédit agricole. Les arriérés sont souvent de l'ordre de 20 à 50 pour cent, voire davantage. Le tableau 3.21 donne des exemples pour l'Asie; la situation est probablement pire dans d'autres régions. Dans certains cas extrêmes, les montants remboursés ne couvrent même pas les frais.

Les défauts de paiement compromettent la viabilité des établissements de crédit, les obligent à consacrer un temps précieux aux problèmes de recouvrement, alour-

dissent le coût des programmes de crédit et enveniment les relations entre emprunteurs et prêteurs.

Les problèmes de recouvrement sont dus à plusieurs facteurs: octroi peu judicieux des prêts, inefficacité des services de prêt, ce qui grève le coût des emprunts, manque d'incitations à recouvrer les prêts, aléas climatiques, défaut délibéré. On peut y ajouter l'absence de «paquets» techniques bien définis, les liaisons insuffisantes entre le crédit, l'approvisionnement en intrants, la commercialisation et la vulgarisation, et le manque de compétence en matière de gestion.

En général, les prêteurs essaient de limiter les risques de défaut de paiement en exigeant des garanties. Toutefois, les lacunes des systèmes juridiques, les imperfections du régime des titres fonciers, le coût de recouvrement des garanties en cas de défaut de paiement et la difficulté de saisir les avoirs d'agriculteurs à bas revenu limitent considérablement les possibilités, pour une banque, d'utiliser les biens hypothéqués.

Coût des opérations. Il s'agit des frais engagés par les banques rurales pour octroyer, traiter et recouvrer les prêts, et parfois pour mobiliser l'épargne. Ils peuvent être étonnamment élevés dans les zones rurales pour les prêteurs officiels parce qu'il y a en général beaucoup de petites opérations à court terme et que les emprunteurs ne sont pas toujours accessibles (tableau 3.22). Le coût administratif des prêts aux petits exploitants (non compris le coût du capital) peut représenter de 10 à 30 pour cent, voire davantage, de la valeur du prêt. Par exemple, selon les estimations, le coût des opérations dans le cadre d'un projet de crédit pour l'achat d'engrais en Afrique s'élevait à 62 pour cent en 1985, alors que le taux d'intérêt appliqué aux emprunteurs était de 10 pour cent. Les coûts s'élevaient en 1984-1985 à 3-10 pour cent pour des programmes relativement efficaces au Honduras et en République dominicaine.

Le coût des opérations augmente souvent en raison de la nécessité d'établir des rapports détaillés sur les programmes de prêts sélectifs. Il n'est pas rare qu'une banque agricole gère de 20 à 30 lignes de crédit (dans un cas extrême, jusqu'à 200).

Les prêteurs doivent se doter de coûteux systèmes de comptabilité qui ventilent les prêts de chaque programme. Avec ce genre de systèmes, il est relativement aisé, par exemple, de déterminer le nombre de prêts consentis aux petits agriculteurs, pour l'achat d'engrais, pour la culture du maïs, etc., mais il est plus difficile d'obtenir des informations utiles à une bonne gestion de l'intermédiaire financier.

Le coût des opérations est parfois aussi très lourd pour les emprunteurs: les procédures compliquées qui nécessitent de fréquentes visites à la banque, et le déblocage tardif des prêts, notamment ceux sous forme d'intrants, peuvent grever sensiblement le coût des

²¹ Voir Dale W. Adams, «Mobilizing Household Savings Through Rural Financial Markets», *Economic Development and Cultural Change*, vol. 20, 3 avril 1978.

emprunts auprès des prêteurs officiels, notamment pour les petits emprunteurs.

Taux d'intérêt. La fixation des taux d'intérêt est une question d'importance majeure dans de nombreux pays en développement. Il est certes compréhensible que les emprunteurs essaient d'obtenir des taux d'intérêt peu élevés, mais de tels taux gonflent la demande, ce qui se solde par un rationnement du crédit, par des distorsions du système financier rural et par des dissensions dans les communautés, les uns ayant accès au crédit subventionné et les autres pas.

Le bas niveau des taux d'intérêt décourage aussi l'épargne, ce qui rend les banques encore plus tributaires des fonds publics et des apports extérieurs. En outre, les faibles marges entre les taux d'intérêt sur les dépôts et sur les prêts, qui doivent couvrir le coût des opérations de la banque et les défauts de paiement, compromettent la viabilité des établissements bancaires. Beaucoup d'entre eux, notamment les établissements para-étatiques, ne peuvent pas couvrir de cette manière le coût de leurs opérations, ce qui les empêche de concurrencer plus activement les prêteurs non officiels, dont la plupart des petits exploitants continuent à dépendre. Comment, dans ces conditions, les marchés financiers ruraux pourraient-ils se développer?

A cause de gros écarts entre les taux d'intérêt nominaux et les taux d'inflation, les taux d'intérêt réels ont souvent été négatifs et instables (tableau 3.23), ce qui a freiné considérablement l'épargne financière tout en étant très avantageux pour les emprunteurs. L'instabilité des taux freine également l'épargne et l'investissement. La subvention des taux d'intérêt à des fins particulières, par exemple pour des prêts agricoles sélectifs, n'accroît pas nécessairement l'investissement agricole. Il peut être préférable de favoriser directement le développement rural, par exemple par des investissements dans des routes et autres infrastructures, plutôt que par des moyens indirects tels que la subvention des taux d'intérêt pour certaines activités agricoles.

Beaucoup de pays en développement doivent ajuster leurs politiques de taux d'intérêt afin de permettre la mobilisation de l'épargne intérieure et la mise en place d'institutions bancaires financièrement saines. Toutefois, lorsque les taux d'intérêt font l'objet de graves distorsions, comme dans le cas des taux de change, le retour à un niveau plus normal risque de poser des problèmes d'ajustement, d'où la nécessité d'une transition parfois assez lente²². Le relèvement des taux d'intérêt risque d'aggraver le déficit budgétaire. Comme nous l'avons vu,

les coûts imputables aux taux d'intérêt représentent une part relativement importante des dépenses de l'Etat dans les pays en développement (11 pour cent dans 21 des 35 pays de l'échantillon).

Organisation sur le terrain. Lorsqu'on s'efforce de mettre en place des institutions financières viables en milieu rural, on est confronté à un dilemme fondamental: d'une part, la nécessité d'effectuer les opérations financières à un coût minimal et, d'autre part, la nécessité parallèle d'améliorer l'accès des exploitants aux services financiers, ce qui suppose le développement du réseau de succursales rurales. On a essayé différentes méthodes pour surmonter ces difficultés:

- Mini-succursales, gérées par un seul responsable à temps partiel.
- Agents itinérants chargés des prêts et de l'épargne, qui se rendent dans les centres ruraux, par exemple les jours de marché (cette solution est populaire en Extrême-Orient où la population est dense, mais coûte cher en transport en Afrique).
- Mise en place d'intermédiaires non bancaires: co-opératives d'épargne et de crédit, petits groupes de paysans volontaires tels que ceux qui existent en Chine, en République de Corée et en Thaïlande, mais aussi en Afrique (Malawi et Ghana), et clubs d'épargne informels (voir encadré 3.8).
- Utilisation des filières de commercialisation des intrants ou des produits pour distribuer et recouvrer les prêts agricoles, par exemple par l'intermédiaire des négociants ou, comme aux Philippines, des rizeries.

Pour réussir, ces approches exigent du personnel compétent et des institutions efficaces qui font cruellement défaut dans les zones qui ont le plus besoin de services financiers. L'utilisation du système commercial comme intermédiaire permet de réduire le coût des opérations, mais peut se heurter à des oppositions du fait des préjugés défavorables au secteur commercial dans certains pays. Les coopératives peuvent être sujettes à des manipulations politiques et, comme nous l'avons vu, l'existence d'organismes ruraux para-étatiques offrant des crédits subventionnés, même si ces crédits sont censés être sélectifs, n'incite guère à mettre en place des intermédiaires bancaires officiels.

Liens entre les marchés financiers officiels et non officiels

Dans la plupart des pays en développement, la majorité des agriculteurs, notamment ceux qui ont un bas revenu, doit encore passer par les marchés informels pour se procurer des crédits. Ces marchés sont souvent

²² Un taux d'intérêt réel de 2-3 pour cent a été la norme pour le long terme, mais, ces dernières années, les anticipations inflationnistes ont provoqué une hausse.

TABLEAU 3.21 Recouvrement des prêts agricoles en Asie

Pays	Institution/ programme	Arriérés en pourcentage des prêts décaissés	Années
Bangladesh	Prêts agricoles totaux	43	1981-1984
Chine	Prêts agricoles totaux	12	1983
Inde	Sociétés primaires de crédit agricole	43	1978-1983
	Banques primaires d'aménagement foncier	46	1978-1983
	Banques commerciales	47	1978-1983
	Banques rurales régionales	18	1978-1983
Indonésie	Crédit capital de roulement (KMKP)	42	En sept. 1984
République de Corée	Prêts NACF	9	1973-1983
Malaisie	Bank Pertanian Malaysia	26	1977-1983
Népal	Banque de développement agricole	36	1979-1984
Pakistan	Système de crédit contrôlé	5-10	1983-1984
	Autres prêts agricoles		
	A court terme	40	1983-1984
	A long terme	38	1983-1984
Philippines	Programme de crédit Masagana 99		
	Banques rurales	48	1973-1983
	Banques d'Etat	62	1973-1983
Sri Lanka	Prêts agricoles totaux	46	1967-1983
Thaïlande	BAAC: Agriculteurs individuels	20-24	1979-1983
	Coopératives	55-63	1979-1983
	Associations d'agriculteurs	65-71	1979-1983

Source: B.R. Quinones, Jr, *An Overview of Agricultural Credit Systems in Selected Asian Countries*, Association régionale du crédit agricole pour l'Asie et le Pacifique, Bangkok (Thaïlande), 1985.

critiqués en raison de leurs médiocres performances et de l'exploitation qu'ils entraînent; cela vaut notamment pour les négociants prêteurs. Et pourtant, ces marchés continuent à offrir des services rapides et efficaces à des coûts généralement faibles, et en exigeant une documentation minimale, voire nulle. Il existe certes des cas d'exploitation, mais les intérêts perçus reflètent généralement les taux du marché et correspondent aux risques courus. Une meilleure liaison entre les secteurs financiers officiels et non officiels pourrait être très fructueuse. Les prêteurs du secteur informel peuvent être emprunteurs sur le marché officiel.

Il faudrait évaluer plus précisément et plus régulièrement les performances du secteur informel: satisfaction des besoins des clients, efficacité économique, notam-

ment coûts des opérations et utilisation du marché pour l'établissement des taux d'intérêt et l'affectation des fonds. Dans ce domaine, il faut entreprendre de nouvelles recherches appliquées sur le terrain.

Trois autres mesures sont nécessaires:

- i) Assouplissement des réglementations qui régissent les activités des institutions officielles de financement pour leur permettre de concurrencer le secteur informel, notamment en ce qui concerne les taux d'intérêt.
- ii) Informations sur les conditions d'épargne et de crédit et sur les taux d'intérêt en vue d'une meilleure transparence des marchés financiers informels.
- iii) Renforcement du pouvoir de négociation et du poids des emprunteurs les plus vulnérables par la formation de groupes. Toutefois, si on essaie d'«officialiser» ces grou-

TABLEAU 3.22 Coûts des opérations de crédit au niveau des exploitations dans certains pays, selon l'importance des prêts

Coût des opérations selon l'importance des prêts	Bangladesh	Equateur	Honduras	Panama	Pérou
EN POURCENTAGE DU MONTANT DES PRÊTS					
Moyenne de l'échantillon	21,7	2,8	3,0	5,2	1,2
Petit prêt	29,4	5,3	5,9	5,7	3,9
Prêt moyen	17,5	2,0	1,6	3,0	1,3
Prêt important	7,0	0,6	0,2	2,0	1,0
EN POURCENTAGE DES INTÉRÊTS EXPLICITES					
Moyenne de l'échantillon	180,8	22,9	23,1	46,4	4,0
Petit prêt	245,0	47,7	45,4	50,9	13,0
Prêt moyen	145,8	17,3	12,3	26,8	4,3
Prêt important	58,1	4,1	1,5	17,9	3,3

Source: Carlos E. Cuevas et Douglas H. Graham, "Rationing Agricultural Credit in LDCs: The Role and Determinants of Transaction Costs for Borrowers", *Economics and Sociology Occasional Paper No. 1178*, Department of Agricultural Economics and Rural Sociology, Université de l'Etat de l'Ohio, décembre 1984.

pes en leur imposant une réglementation, leur existence même peut être menacée.

Investissements étrangers directs dans les pays en développement

Les investissements étrangers directs sont un apport de ressources privées aux pays en développement, le plus souvent en provenance de sociétés transnationales (STN) des pays industrialisés. Ils se distinguent des autres sources extérieures de fonds à investir par le fait qu'ils ne sont habituellement pas générateurs de dettes et que les actifs créés par l'investissement deviennent la propriété de l'investisseur. Ils se concentrent sur quelques pays, sur un secteur unique ou sur quelques sous-secteurs et sont le fait de quelques sociétés d'un nombre limité de pays. Cela tient au fait que les STN qui se spécialisent dans certains types de production jouent un rôle prédominant en matière d'investissements étrangers directs.

En général, ces investissements se concentrent dans quelques pays en développement: Brésil, Mexique, Singapour, Philippines, Malaisie, République de Corée, Indonésie, Thaïlande, Hong-kong (tableau 3.24). En outre, ils s'orientent le plus souvent vers les pays à revenu assez élevé. En 1981, par exemple, 70 pour cent des investissements étrangers directs dans les pays en développement non producteurs de pétrole sont allés aux pays ayant un PIB supérieur à 1 500 dollars par habitant, contre 20 pour cent seulement aux pays ayant un PIB par habitant de moins de 500 dollars (part du Brésil: 20 pour cent)²³.

Selon le FMI, les investissements étrangers directs dans les pays en développement ont atteint 141 milliards de dollars en 1982, et 21 milliards de dollars de bénéfices ont été exportés, mais ce dernier chiffre est probable-

ment sous-estimé parce que les bénéfices peuvent être transférés aux sociétés mères des STN de diverses manières — fixation de prix de transfert, redevances, frais de gestion. Les pays en développement représentent environ un quart du volume et des flux d'investissements étrangers directs²⁴.

Les principaux pays investisseurs sont les Etats-Unis, la France, le Royaume-Uni, la République fédérale d'Allemagne et le Japon. La part des Etats-Unis dans les investissements étrangers directs des pays de l'OCDE était de 44 pour cent en 1982-1984, alors que celles du Royaume-Uni, de la République fédérale d'Allemagne, de la France et du Japon variaient entre 8 et 10 pour cent pour chacun de ces pays. La part de la CEE était égale à celle des Etats-Unis. Ce dernier pays joue un rôle prédominant dans les investissements étrangers directs en Amérique latine et sa part progresse en Extrême-Orient, tandis que les investissements des autres pays sont plus dispersés géographiquement²⁵.

Les investissements étrangers directs dans les pays en développement ont été influencés par les restrictions et réglementations des pays hôtes, par la conjoncture économique nationale et internationale, par l'évolution

²³ CNUCED, *Flow of Financial Resources to, from and among Developing Countries*, Commission des invisibles et du financement lié au commerce, Conseil du commerce et du développement, Genève, 25 février 1985.

²⁴ Centre des Nations Unies sur les sociétés transnationales, *Trends and Issues in Foreign Direct Investment and Related Flows*, ST/CTD 59, New York, 1985.

²⁵ Sheila Page, «The Structure of Foreign Investment: Implications of Recent Changes for Europe and the Third World», in *EEC and the Third World: A Survey* 6, sous la direction de C. Stevens et J. Verloren van Themaat, Londres, Hodder and Stoughton, 1987.

TABLEAU 3.23 Ecart entre les taux d'intérêt sur les dépôts¹ et le taux d'inflation dans certains pays en développement, 1976-1984

(en pourcentage)

Région/pays	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984
AFRIQUE									
<i>Cameroun</i>	10	-7	-1	-5	-4	-6	-11	-12	7
<i>Côte d'Ivoire</i>	-6	-22	-8	-11	-7	1	2	1 ²	3
<i>Ghana</i>	-49	-109	-64	-42	38	-103	-14 ²	-114	-27
<i>Kenya</i>	-6	-10	-8	-3	-7	-4	-11	2	2
<i>Nigéria</i>	-19	-18	-16	-6	-14	-15	0	-16 ²	-31
<i>Sénégal</i>	5	-5	2	-4	-3	0	-9	-5	-5
<i>Sierra Leone</i>	-10	-1 ²	-4	-14	-2	-13	-21	-59	-55
<i>Tanzanie</i>	-3	-8	-7	-10	-24	-20	-23	-21	-32
EXTRÊME-ORIENT									
<i>Bangladesh</i>	-4	0	3	-7	-5	-2	-1	3 ²	1
<i>Inde</i>	16	-2	3	1	-4	-5	-1	...	...
<i>Indonésie</i>	-5	1	1	-12	-10	-3	-1	-6 ²	6
<i>Pakistan</i>	4	0	4	2	-2	-1	5	...	...
<i>Philippines</i>	6	4	4	-6	-5	0	...	...	...
<i>Thaïlande</i>	4	0	0	-2	-8	-1	10	14 ²	...
PROCHE-ORIENT									
<i>Egypte</i>	-5	-7	-5	-2	-12	0	...	...	...
<i>Turquie</i>	-11	-21	-36	-47	-78	...	...	...	...
AMÉRIQUE LATINE									
<i>Argentine</i>	-253	-25	-35	-22	-8	27	...	...	...
<i>Bolivie</i>	5	2	0	-4 ²	-29	1	-101	-224	-1 142
<i>Brésil</i>	7	-5	20	3	15	4	21	...	...
<i>Colombie</i>	5	-8	7	1	7	10	5	8 ²	13
<i>Costa Rica</i>	10	9	12	9	0	...	-72 ²	-13	3
<i>Mexique</i>	...	-18	-6	-1	0	2	-7	-47	-17
<i>Pérou</i>	-22	-24	-26	-35	-28	-12	7	-101 ²	-102

Sources: Bernhard Fischer *et al.*, Sparkapitalbildung in Entwicklungsländern: Engpässe und Reformansätze, Munich: Weltforum Verlag, 1986. Sources des données 1983-1984: i) Khatkhate Deena R., "Assessing the Level and Impact of Interest Rates in Less Developed Countries", FMI, document interne, 1985; et ii) FMI, *Statistiques financières internationales: Annuaire*, 1986.

¹ Taux d'intérêt sur les dépôts à terme (un an). - ² Interruption des séries chronologiques disponibles.

TABLEAU 3.24 Investissements étrangers directs dans les pays en développement, 1974-1984

(en milliards de dollars)

	1974	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984
Investissements étrangers directs nets dans sept des principaux pays en développement ¹	1,7	2,8	1,6	2,5	3,7	4,3	4,2	6,3	4,6	2,5	2,7
Investissements étrangers directs nets dans l'ensemble des pays en développement	6,6	10,5	7,9	9,4	10,8	12,4	10,5	15,7	9,9	6,3	10,0
Investissements étrangers directs bruts dans les pays en développement non producteurs de pétrole	5,1	5,3	5,3	5,3	7,1	9,6	9,1	13,6	12,2	8,9	9,4

Sources: FMI, *Foreign Private Investment in Developing Countries*, Occasional Paper No. 33, janvier 1985; et Sheila Page, *op. cit.*, 1987.¹ Argentine, Brésil, République de Corée, Indonésie, Mexique, Philippines et Venezuela.

des emprunts auprès des sources extérieures privées, et par les changements de stratégie des STN. Lorsque les emprunts sont devenus plus intéressants, dans les années 70, les prêts générateurs de dettes (notamment ceux contractés auprès de banques privées) ont gagné du terrain par rapport aux prises de participation (investissements étrangers directs). Ceux-ci ont continué à progresser au début des années 80 et ont généralement conservé leur part (14 pour cent) des flux totaux de ressources vers des pays en développement, mais en variant de 5 à 20 pour cent.

Le volume et la répartition entre régions des investissements étrangers directs, dont le flux a commencé à beaucoup diminuer en 1983, ont nettement changé. Du point de vue régional, on note que la part de l'Amérique latine dans les investissements étrangers directs dans les PMA non producteurs de pétrole est tombée de 68 pour cent en 1969-1973 à 52 pour cent en 1979-1983 alors que la part de l'Extrême-Orient et de l'Afrique a progressé (respectivement de 30 à 37 pour cent et de 2 à 11 pour cent).

De 1982 à 1983, selon les estimations, les investissements étrangers directs bruts sont tombés de 6,5 à 3,8 milliards de dollars en Amérique latine, soit une baisse de 2,7 milliards, et de 14,9 à 12,4 milliards de dollars dans l'ensemble des pays en développement (y compris l'Amérique latine), soit une baisse de 2,5 milliards. En 1984, la baisse s'est poursuivie en Amérique latine (400 millions de dollars) tandis qu'il y a eu une augmentation de 1,4 milliard pour les autres pays en développement ²⁶.

Les investissements étrangers directs et les prêts privés ont tous deux beaucoup fléchi depuis 1981, mais les premiers moins que les seconds. Le fléchissement des investissements étrangers directs est essentiellement dû aux incertitudes croissantes de l'économie mondiale, à la récession dans la plupart des pays en développement et à des taux d'intérêt élevés qui ont accru le coût d'opportunité des capitaux.

Investissements étrangers directs dans l'agriculture

Il est plus difficile de chiffrer les investissements étrangers directs dans l'agriculture que d'autres apports extérieurs tels que les engagements d'aide publique à l'agriculture ou les prêts privés des banques commerciales, mais on s'accorde généralement à penser qu'ils sont relativement faibles. Les investissements étrangers directs nets se sont élevés en moyenne à quelque 10 milliards de dollars entre 1980 et 1984, dont probablement moins de 5 pour cent, soit 500 millions de dollars, dans l'agriculture ²⁷. Toutefois, les investissements étrangers directs dans l'agriculture peuvent être importants dans certains pays comme la Thaïlande, où ils représentaient 14 pour cent des investissements étrangers directs entre 1979 et 1982.

Ces chiffres sont relativement faibles, mais la part des investissements étrangers directs dans certaines activités des pays en développement peut être importante, voire prédominante, comme c'est le cas pour les exportations de certains produits d'Amérique latine. Ainsi, 80 à 90 pour cent des exportations de blé, maïs, café, thé et cacao des pays en développement étaient contrôlés par des STN en 1980 ²⁸. Cela tient en grande partie aux moyens que possèdent ou gèrent les STN (notamment installations de manutention et de triage des céréales, entrepôts, installations portuaires, moyens de transport) et à l'accès qu'elles ont aux marchés et aux devises. Les investissements étrangers directs représentaient 93 pour cent des investissements dans la production de pâte et de papier en Amérique latine et les deux tiers des investissements forestiers dans neuf pays d'Afrique. Dans certains cas, seule une STN a la surface nécessaire pour se lancer dans telle ou telle entreprise. Son pouvoir de négociation peut alors devenir une question politique majeure.

²⁷ FMI, *Foreign Private Investment in Developing Countries*, Occasional Paper No. 33, janvier 1985.

²⁸ FAO, *Le rôle des sociétés transnationales dans les secteurs de l'alimentation, de l'agriculture, des forêts et des pêches des pays en développement*, CFS 87/6, février 1987.

²⁶ Centre des Nations Unies sur les sociétés transnationales, *op. cit.*, 1985.

Les investissements étrangers directs dans l'agriculture sont apparemment moins axés sur la production alimentaire et de plus en plus sur l'approvisionnement en intrants, la gestion des plantations, l'agriculture sous contrat, les activités consultatives et la transformation, commercialisation et distribution des produits alimentaires. Par ailleurs, la coopération se fait plus étroite entre investisseurs et pays hôte, souvent sous forme de coentreprises qui augmentent le risque du pays hôte, mais lui donnent une plus grande maîtrise des opérations.

Sociétés transnationales: évolution et caractéristiques

En général, les sociétés transnationales recherchent le profit, sont techniquement très avancées et choisissent les secteurs ou sous-secteurs où la demande émane de catégories à revenu relativement élevé ou qui offrent des débouchés potentiels pour l'exportation²⁹.

Les investissements étrangers directs dans le secteur primaire des pays en développement ont eu tendance à fléchir récemment en raison surtout de la baisse des prix de nombreux produits primaires, du haut niveau des taux d'intérêt et de la stagnation de l'économie mondiale. En revanche, ils ont augmenté dans les industries manufacturières et les services, car le coût de la main-d'œuvre est bas et les marchés sont en expansion dans les pays en développement.

Beaucoup de pays en développement, étant déjà très endettés, s'intéressent de plus en plus aux investissements étrangers directs comme source de financement pour certains secteurs, notamment l'agriculture. Les pays en développement ont aussi beaucoup appris au contact des sociétés transnationales; ils en connaissent mieux les avantages et les inconvénients, et de plus en plus de leurs entreprises sont désormais capables de les concurrencer ou de collaborer avec elles. En général, les sociétés transnationales présentent plusieurs avantages pour le pays hôte: capacité de gestion, technologie avancée, accès aux devises et aux marchés internationaux.

Néanmoins, les pays en développement préfèrent souvent solliciter des prêts auprès des banques commerciales étrangères: ces prêts portent sur une période déterminée, ils sont souples, gérés par des fonctionnaires nationaux et ne grèvent pas les ressources nationales. En revanche, une société transnationale peut, indépendamment des besoins et objectifs du pays hôte, y demeurer pendant un temps indéfini et accumuler du capital qui

n'est pas forcément réinvesti d'une façon compatible avec la stratégie nationale de développement.

Une société transnationale, compte tenu du rapatriement des bénéfices et de l'accroissement de ses fonds propres, peut coûter beaucoup plus cher au pays hôte que l'intérêt sur un prêt comparable. Toutefois, dans les investissements étrangers directs, le risque est assumé par l'investisseur alors que pour les prêts bancaires il est partagé. En revanche, le remboursement du prêt est indépendant de la rentabilité du projet, alors que pour les investissements étrangers directs — c'est là leur principale caractéristique — il est directement lié à la rentabilité de l'investissement.

On a beaucoup critiqué le rôle des sociétés transnationales dans les pays en développement. Or, certaines seulement des accusations portées contre elles sont étayées par des preuves, les études sur la question étant souvent peu concluantes. On a cité des cas où les opérations d'une société transnationale sont allées à l'encontre des objectifs du pays hôte, mais il semble que ces conflits soient minoritaires et qu'ils auraient bien souvent pu être évités, en particulier s'il avait existé un organisme de contrepartie dans le pays.

Les sociétés transnationales axent généralement leur stratégie sur trois points: capture d'un marché étranger, matières premières disponibles et main-d'œuvre bon marché. Elles investissent des capitaux à risque qui de toute façon n'iraient probablement pas à des projets d'infrastructure, souvent d'un grand intérêt social mais guère rentables. Elles cherchent une rentabilité relativement élevée à cause des risques dus à l'instabilité politique et économique des pays dans lesquels elles investissent. C'est pourquoi leur choix dépend de la situation économique tant dans le pays hôte que dans leur pays, ainsi que des perspectives de débouchés extérieurs. Il arrive que les raisons pour lesquelles un pays en développement accueille une société transnationale n'aient rien à voir avec les objectifs de celle-ci, d'où des malentendus possibles.

Les sociétés transnationales étant axées sur le profit (ce ne sont pas des organismes d'aide au développement), il y a peu de chances qu'elles investissent dans la petite agriculture qui approvisionne le marché intérieur en produits de base, car ce n'est pas une activité assez rentable. Elles s'intéressent plutôt aux produits demandés par des catégories à revenu assez élevé parce qu'elles ont acquis la technologie nécessaire dans des pays riches et cherchent des débouchés dans les pays où le revenu progresse. Elles visent aussi l'exportation parce qu'elles ont accès au marché international et que souvent le marché d'un pays en développement ne leur permet pas de faire des économies d'échelle.

Les pays en développement et les détenteurs de capitaux internationaux à risque pourraient trouver des moyens de collaborer dans des secteurs spécifiques avec

²⁹ Hal Hill et Brian Johns, «The Role of Direct Foreign Investment in Developing East Asian Countries», dans *Weltwirtschaftliches Archiv*, Heft 2, Institut d'économie de Kiel, Tübingen, 1985.

des objectifs bien définis, comme il ressort des travaux récents des 128 membres de la Société financière internationale (SFI), affiliée à la Banque mondiale. La SFI finance et conseille les entreprises privées qui souhaitent investir dans ses 107 pays membres en développement, sans recourir à des capitaux intérieurs privés. Le but est d'amener les entrepreneurs étrangers et locaux à s'associer dans des entreprises productives financées par des capitaux extérieurs ou intérieurs, et qui contribuent au développement économique. Dans cet esprit, la SFI a, par exemple, encouragé l'élevage des crevettes parce que c'est une activité très lucrative et propre à favoriser le développement de beaucoup de pays. En 1984, 8 pour cent des investissements de la SFI sont allés au secteur du bois, de la pâte et du papier, et 3 pour cent à celui de l'agro-industrie. En 1986, elle a créé un service consultatif spécial pour attirer et ordonner les investissements étrangers directs.

Afin de réduire les «risques politiques» et d'encourager ainsi les investissements étrangers directs dans les pays en développement, la Banque mondiale a commencé à mettre en place une agence multilatérale de garantie des investissements. Un comité préparatoire s'est réuni en septembre 1986 pour arrêter les statuts et politiques de cette agence, qui garantira les investissements contre les risques non commerciaux et conduira des programmes de consultation, de recherche et d'assistance technique. Elle commencera de fonctionner quand au moins cinq pays industriels et 15 pays en développement auront souscrit au minimum au tiers du capital-actions, à savoir 1,082 milliard de dollars. En janvier 1987, 51 pays avaient signé la convention relative à cette agence, mais sept seulement l'avaient ratifiée. Plusieurs programmes bilatéraux de garantie des investissements fonctionnent déjà mais ils ne couvrent qu'une part minime des investissements étrangers directs.

ORIENTATIONS FUTURES DE LA RECHERCHE

Le financement du secteur agricole est un domaine de recherche fort vaste. Les questions les plus complexes et les plus difficiles à cerner concernent les relations entre l'agriculture et les autres secteurs économiques dans les pays en développement et les meilleurs moyens de financer la stratégie choisie de développement en fonction des ressources intérieures et extérieures disponibles. Toutefois, avant d'aborder ces questions complexes, de nombreux points doivent être étudiés:

1. *Définitions et concepts.* Le concept d'agriculture reste confus, ce qui rend hasardeuse la comparaison des flux de financement agricoles. Les définitions sont assez précises dans certains domaines, notamment en ce qui concerne la comptabilité économique (investissement, engagements d'aide publique à l'agriculture), mais semblent l'être beaucoup moins dans d'autres (par exemple dépenses agricoles publiques).

2. *Données et informations.* Ce chapitre sur le financement du développement agricole a demandé un gros effort de collecte de données, pour l'essentiel limité à l'échantillon de 35 pays. Cet effort n'a pas toujours donné les résultats escomptés, en particulier dans les domaines suivants:

— Dépenses publiques consacrées à l'agriculture, en particulier dépenses du secteur paraétatique, subventions et impôts qui ne relèvent pas directement du ministère de l'agriculture, ventilation entre dépenses de fonctionnement et dépenses d'équipement et répartition par affectation. Il est probable que plus d'un gouvernement ne connaît pas le montant des dépenses consacrées à l'agriculture.

— Investissement dans les activités agricoles. Les définitions de la comptabilité nationale sont assez détaillées mais, pour la période examinée, on n'a trouvé de données que sur une vingtaine de pays. Certaines sont incomplètes et il n'y a quasiment pas de ventilation entre investissement public et investissement privé.

— Si les données sur les engagements d'aide publique à l'agriculture et sur les déboursments effectifs sont assez complètes et bien étayées, on ne peut en dire autant de celles sur les prêts privés extérieurs qui sont moins bien ventilées entre les divers sous-secteurs et très irrégulières. Peut-être cela tient-il à la nature même de ces prêts.

— On n'a guère de données concrètes sur l'épargne rurale et les marchés financiers ruraux en général. La plupart des estimations sont tirées des montants déposés dans les succursales rurales. Or, celles-ci ne sont pas les uniques dépositaires de l'épargne rurale qui peut

aussi être confiée à des succursales urbaines. Il faudrait examiner de plus près la propension à l'épargne en milieu rural et la relation entre les taux d'intérêt, le développement des organismes financiers et le taux d'épargne. Il y a plusieurs questions fondamentales: la viabilité des organismes bancaires ruraux (mobilisation de l'épargne rurale, coût des opérations et recouvrement des prêts); les marchés financiers informels et leurs liens avec le secteur officiel; et les politiques économiques et financières, y compris le rôle de la banque centrale, dont dépend l'efficacité des marchés financiers ruraux.

— Si l'on connaît le montant global des investissements étrangers directs (bien que l'on n'ait pas de données aussi cohérentes que pour les prêts privés extérieurs, créateurs de dettes), en revanche on ne sait guère comment ils se répartissent par secteur dans chaque pays. Des estimations des rapatriements des bénéfices et autres transferts permettraient d'évaluer les investissements étrangers directs nets par secteur.

— Les données sur la fiscalité agricole sont incomplètes. Les sources classiques de références telles que les annuaires des finances publiques du FMI renseignent parfaitement sur les impôts et taxes perçus par les administrations centrales (sans ventilation par secteur) mais pas sur ceux perçus par les administrations locales. Les droits de sortie sur les produits primaires peuvent frapper aussi des produits non agricoles tels que les minéraux. Seul un examen précis pour chaque pays peut mettre à jour ces détails. Il faut évaluer la fiscalité agricole implicite (marges excessives des monopsones, manipulation des taux de change). Avec son étude sur les prix agricoles qui donne une estimation des distorsions provoquées par les politiques et les taux de change, la FAO a ouvert la voie³⁰. De la même façon, on pourrait évaluer le poids des subventions à la production agricole, question à ce jour peu documentée.

L'objet de ces travaux préliminaires serait d'améliorer la transparence des politiques agricoles, condition indispensable pour démêler l'écheveau des relations complexes entre le financement de l'agriculture et le rythme du développement économique.

³⁰ FAO, *op. cit.*, 1987.

ANNEXE. Programmes d'épargne rurale dans certains pays en développement, 1985-1986

Pays et programme	Caractéristiques
ASIE	
Bangladesh Grameen Bank	S'adresse aux pauvres qui sont encouragés à former des groupes homogènes de cinq à sept membres, se réunissant une fois par semaine; chaque membre dépose 1 taka (0,03 dollar) par semaine sur un compte collectif. Les prêts à la production sont proportionnels à l'épargne.
Chine Coopératives de crédit rural	Plus de 300 000 coopératives (370 000 adhérents à plein temps et 320 000 à temps partiel) ont un programme d'épargne rurale qui a attiré au total 96,2 milliards de yuan RMB (environ 25,846 milliards de dollars) en 1986 soit les deux tiers de l'épargne rurale mobilisée par la Banque agricole de Chine.
Inde Banques rurales régionales	Ce programme lancé en 1975 avait déjà mobilisé en 1982 3,8 milliards de roupies (395 millions de dollars au taux de change de 1982).
Indonésie KUPEDES-SIMPEDES	Au milieu de 1983, les taux d'intérêt sur l'épargne, les dépôts à terme et les certificats d'épargne ont été libérés et les plafonds de crédits abolis. La Banque Rakayat a lancé un programme de crédit rural, KUPEDES, visant à promouvoir un système de banques villageoises capable de s'autofinancer. En 1986, pour la première fois, le système a dégagé un profit et un nouveau mécanisme d'épargne a été introduit, SIMPEDES, qui offre des taux d'intérêt appropriés sans limiter les possibilités de retrait. A la fin de 1986, il y avait 3,5 millions de comptes d'épargne individuels, soit l'équivalent de 100 millions de dollars et en moyenne près de 29 dollars par compte. SIMPEDES a fourni 53 pour cent des fonds qui financent les prêts dans le cadre de KUPEDES.
Népal Promotion des petits paysans	Petits exploitants, agriculteurs sans terres et autres ruraux pauvres s'organisent en groupes pour pouvoir accéder au crédit et à d'autres services et pour épargner collectivement. Amorcé en 1975, ce programme anime aujourd'hui 250 projets dans 60 districts. En juillet 1986, il y avait 6 000 groupes (5 295 groupes d'hommes et 705 groupes de femmes) représentant 54 155 ménages ruraux; 263 millions de roupies (12,4 millions de dollars) avaient été prêtés aux adhérents, dont 96 millions (4,5 millions de dollars) avaient été recouvrés. Ce programme vise aussi à promouvoir l'épargne collective: en juillet 1986, il avait déjà mobilisé 3,7 millions de roupies (environ 175 000 dollars).
Philippines Financement rural intégré	Ce programme, lancé en 1985, prévoit des activités de recherche comprenant la conception et l'expérimentation à l'échelle pilote de divers mécanismes visant à encourager les agriculteurs à déposer de l'argent en banque. Le programme a commencé par une période d'expérimentation de deux ans qui devrait être prolongée.
Programme pilote de financement rural intégré	L'objet de ce programme de crédit spécialisé, amorcé en 1983, est de permettre aux agriculteurs d'arriver à s'autofinancer en épargnant. Dans les 11 endroits où le programme est implanté, les associations paysannes jouent un rôle très important de sensibilisation à l'épargne.
Programme de développement intégré des plantations	Lancé par la Land Bank of the Philippines, ce programme répond en priorité aux besoins de financement et autres des bénéficiaires de la réforme agraire. Il s'agit d'un ensemble intégré de services d'appui qui mobilisent l'épargne des participants organisés en coopératives (Samahang Nayons).

Sri Lanka

Banques rurales coopératives

Programme établi en 1984 par la Banque populaire pour étendre ses services dans les villages. En 1984, il y avait 888 banques rurales coopératives qui avaient ouvert 1 802 036 comptes d'épargne et collecté 905,5 millions de roupies (34,5 millions de dollars).

Banques coopératives

Des sociétés d'épargne et de crédit efficacement gérées ont été progressivement transformées en banques coopératives qui ont créé des plans d'épargne offrant des taux d'intérêt comparables sur les dépôts, ainsi que des plans originaux de crédit. En 1984, il y avait 1 685 banques et l'épargne accumulée s'élevait à 113,2 millions de roupies (4,3 millions de dollars).

Système de banques d'épargne itinérantes dans le secteur des plantations de thé

Ce plan a été lancé en 1970 par la Hatton National Bank Ltd à l'intention des travailleurs des plantations de thé. En 1984, la banque avait collecté 285,23 millions de roupies (10,9 millions de dollars) dans les zones rurales.

Thaïlande

Associations informelles d'épargne et de crédit tournant

Ces associations sont nombreuses dans les zones rurales de Thaïlande et on a proposé d'étudier les possibilités de les lier aux institutions bancaires.

AFRIQUE

Burkina Faso

Coopératives villageoises d'épargne et de crédit

L'Union des coopératives d'épargne et de crédit du Burkina Faso (UCECB), créée en 1970, comptait 40 coopératives et 3 480 adhérents à la fin de 1986. En 1986, elle a mobilisé 111,7 milliards de francs CFA (346 000 dollars). L'Union offre divers services aux coopératives affiliées (formation, inspection et appui). L'Union régionale des Caisses populaires de la Bongouriba, créée en 1972, et l'Union des Caisses populaires de Gorom-Gorom, créée en 1986, sont des coopératives d'épargne et de crédit.

Caisse nationale de crédit agricole

En octobre 1986, la Caisse nationale de crédit agricole a établi un programme d'épargne pour ses trois succursales.

Burundi

Coopératives d'épargne et de crédit

Ce programme, qui a débuté en mai 1985 avec l'aide technique du Centre international de crédit mutuel (France), encourage la création de coopératives d'épargne et de crédit. La première année, 20 coopératives (11 921 adhérents) ont mobilisé 12 millions de francs burundais (environ 107 000 dollars). C'est une expérience nouvelle qui s'inspire des banques populaires du Rwanda.

Cameroun

Mutuelles de crédit

Programme lancé en 1963; en 1984, il y avait 200 mutuelles de crédit composées de 53 000 adhérents et disposant de 5,3 milliards de francs CFA de parts/épargne (environ 11 millions de dollars). Un programme de crédit à la production a été lancé pour les petits agriculteurs en 1975.

Côte d'Ivoire

Coopératives d'épargne et de crédit

Programme qui a débuté en 1976 avec l'ouverture de la première coopérative à Kauto; en 1981, il y avait 66 mutuelles, ayant des comptes d'épargne de 35 600 francs CFA en moyenne (environ 124 dollars), certaines atteignant une moyenne de 60 000 francs CFA (209 dollars) par épargnant. En raison de difficultés internes, le mouvement a cessé de s'étendre à partir de 1981. Toutefois, au milieu de 1986, on a proposé de créer une Fédération nationale et d'étendre le programme avec l'aide du Crédit mutuel français.

Ghana

Banques rurales

De 1975 à 1985, la Banque centrale du Ghana a créé 100 banques rurales privées, qui en 1984 géraient quelque 267 000 comptes d'épargne d'un montant moyen d'environ 45 dollars.

Guinée

Coopératives d'épargne et de crédit

Un projet a été lancé au début de 1987 avec l'aide de la France dans le Fouta Djallon (Labé).

Kenya

Unions coopératives de district et sociétés primaires

Plan d'épargne coopérative lancé en 1969. A la fin de 1986, il y avait environ 540 000 comptes d'épargne étroitement liés aux programmes d'investissement et de crédit agricoles. Environ 55 millions de dollars avaient été mobilisés; l'encours des prêts aux adhérents représentait moins de 40 pour cent de cette somme.

Lesotho

Mutuelles de crédit

Les mutuelles ont commencé de se créer en 1961 et rassemblent aujourd'hui le plus grand nombre d'adhérents de coopératives (30 200) au Lesotho. Soixante-six se sont regroupées sous l'égide de la Lesotho Cooperative Credit Union League, qui associe épargne et investissement dans des activités productives. A la fin de 1986, l'épargne accumulée représentait 2 millions de maloti (916 000 dollars), soit 60 pour cent de plus qu'en 1981; les prêts en cours ont augmenté de 38 pour cent atteignant 1,56 million de maloti (714 000 dollars).

Maurice

Coopératives d'épargne

Créées en 1954 pour mobiliser l'épargne des femmes, elles ont commencé à octroyer du crédit en 1962. Au nombre de 75 environ, ces clubs gèrent des dépôts dont le solde dépasse les 5 millions de roupies (environ 381 000 dollars au taux de change de 1986).

Banques coopératives d'épargne scolaire

On compte plus de 189 de ces banques qui desservent quelque 87 000 enfants des écoles primaires et secondaires. Le montant de leurs dépôts dépasse 4,5 millions de roupies (environ 343 000 dollars au taux de 1986).

Programme d'épargne pour les petits entrepreneurs et les petits agriculteurs

Un nouveau programme d'épargne lié au crédit et couvert par une assurance vient d'être créé à l'intention des petits entrepreneurs et cultivateurs à bail. Ce programme dont le financement n'est pas assuré par cotisation a pour objet: *i)* de fournir du crédit à la production qui n'est pas garanti par des biens corporels et *ii)* de verser un capital décès aux ayants droit.

Rwanda

Banques populaires

De 1975 à 1985, la Banque centrale du Rwanda, avec l'assistance technique de la Suisse, a établi 70 banques populaires en vue de promouvoir l'épargne et d'octroyer du crédit (en fonction de l'épargne rurale). Les adhérents sont passés de 24 500 en 1980 à 84 500 en 1985. Depuis 1980, l'épargne a augmenté en moyenne de 30 pour cent par an.

Année	Adhérents	Comptes d'épargne	Epargne (en millions de francs rwandais)
1980	24 522	39 576	4 440 (47,8 millions de dollars)
1985 (au 30 juin)	84 497	94 258	14 448 (140 millions de dollars)

Sénégal

Coopératives d'épargne
et de crédit

Un projet devrait être lancé en 1987 avec l'assistance technique de la France dans la région de Kaolak. Il sera étendu à d'autres zones ultérieurement.

Zambie

Mutuelles

En 1985, la Credit Union and Savings Association of Zambia Ltd se composait de 226 mutuelles dont 20 pour cent établies en zones rurales (47 000 adhérents, 16 millions de kwacha d'épargne, soit environ 2,8 millions de dollars au taux de 1985). Outre leurs fonds propres, ces mutuelles canalisent des fonds publics en faveur des agriculteurs: 16 millions de kwacha en 1986 (1,3 million de dollars au taux de 1986).

Coopératives d'épargne

Le programme de coopératives d'épargne lancé à l'échelle pilote en 1983 s'est agrandi et comprend maintenant quatre unions provinciales et 14 sociétés primaires. A la fin de 1986, il y avait 3 400 comptes de dépôts d'un montant de 431 000 kwacha (environ 34 000 dollars).

Zimbabwe

Clubs d'épargne

De 1970 à 1985, le Savings Development Movement, organisation non gouvernementale, a suscité la formation de 5 500 clubs d'épargne informels regroupant 140 000 adhérents volontaires (principalement des femmes rurales). Ces clubs sont étroitement liés à des programmes agricoles bien définis (semences, engrais, insecticides) qui visent à accroître la productivité. En 1984, ils avaient en dépôts plus de 2,7 millions de dollars d'épargne.

AMÉRIQUE LATINE**République dominicaine**

Programme de mobilisation
de l'épargne

En 1983, la Banque agricole a lancé un programme de mobilisation de l'épargne dans ses 29 succursales, après avoir organisé des programmes de formation à l'intention du personnel et ajusté les taux d'intérêt. En quelques années, 35 000 comptes d'épargne ont été ouverts et l'équivalent de 8 millions de dollars a été mobilisé. Depuis, les montants déposés dans les quatre mutuelles ont été décuplés et le défaut de remboursement, auparavant de l'ordre de 45 à 71 pour cent, est maintenant de l'ordre de 7 à 15 pour cent.

Sources: FAO: compilation de rapports nationaux. Pour les taux de change: FMI, *Statistiques financières internationales*, février 1987.

TABLEAUX ANNEXES

TABLEAU ANNEXE 1. VOLUME DE LA PRODUCTION DES PRINCIPAUX PRODUITS AGRICOLES, HALIEUTIQUES ET FORESTIERS

	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984	1985	1986	VARIAT. ANNUALES 1976-86
.....MILLIERS DE TONNES METRIQUES.....POURCENT												
MONDE												
PRODUITS AGRICOLES												
CEREALES,TOTAL	1479909	1471218	1602064	1553025	1566601	1651068	1710472	1644498	1804346	1846397	1864796	2.41
BLE	425431	387290	451187	428508	446312	455729	482688	494244	516906	505789	535960	2.76
RIZ,PADDY	350446	372260	388046	377324	399344	412475	424023	451946	469978	473550	474148	3.20
ORGE	172157	160258	179939	158214	160117	152300	164258	162156	171778	176073	180730	.51
MAIS	351358	370994	393511	418793	395992	450413	450333	347609	452864	488440	480361	2.62
MILLET ET SORGH0	90139	94177	95339	91435	84330	101476	96758	95026	97474	105552	100168	1.16
TUBERCULES	551278	572172	597795	587383	538190	556232	557513	561215	591833	586522	592418	.34
POMMES DE TERRE	291880	298741	315617	320943	264163	288965	288387	287645	312079	300274	308548	.12
MANIOC	114108	117663	121432	117469	125039	128478	127566	124232	130521	136691	137397	1.72
LEGUMINEUSES SECHES,TOT.	44762	42291	44167	40902	40548	41197	45308	47047	49036	50740	52643	2.06
AGRUMES	49022	50400	49763	51079	56227	56042	54975	58738	56706	56058	59948	1.91
BANANES	33353	35442	35675	35745	37764	38697	38908	38227	40667	40063	41299	1.94
POMMES	31647	30445	32427	36573	34131	32742	41438	39317	39860	38072	40923	2.89
HUILES VEG.EQUIV.D'HUILE	40125	45456	47666	51342	49970	53693	57075	53300	59342	64606	64902	4.34
GRAINES DE SOJA	57402	73807	75381	88714	81076	88143	92105	79462	90652	101122	95839	3.97
ARACHIDES NON DECORT.	17019	17669	18487	17980	17111	20558	18144	18711	20223	21629	21729	2.24
GRAINES DE TOURNESOL	10517	12304	13333	15312	13615	14263	16358	15671	16549	18796	20689	5.56
GRAINES DE COLZA	7612	7904	10570	10538	10512	12344	15066	13997	16548	19050	19716	10.07
GRAINES DE COTON	22067	25659	24444	26424	26650	28740	27920	27489	35149	32278	28491	3.15
COPRAH	5285	4717	4861	4296	4509	4701	4851	4746	3945	4849	5323	-1.19
PALMISTES	1371	1442	1368	1645	1781	1812	2134	1999	2384	2588	2729	7.56
SUCRE CENTRIFUGE BRUT	83191	89659	90360	88379	84185	93264	102740	97231	99976	99052	100090	1.85
CAFE VERT	3521	4408	4723	4947	4808	6036	5053	5692	5225	5923	5188	3.47
FEVES DE CACAO	1351	1461	1487	1679	1664	1736	1611	1608	1748	1963	2002	3.25
THE	1580	1751	1792	1818	1873	1875	1945	2045	2192	2313	2296	3.57
COTON,FIBRE	11949	13967	13258	13946	13875	15287	14851	14315	18275	17166	15048	2.82
JUTE ET FIBRES SIMIL.	3036	3289	3962	3945	3538	3553	3333	3458	3598	6551	3681	2.86
SISAL	559	558	503	501	528	491	492	402	424	480	436	-2.57
TABAC BRUT	5703	5547	5981	5418	5306	5966	6894	5963	6465	7018	6109	1.81
CADUTCHOUX NATUREL	3618	3666	3736	3834	3826	3779	3803	4103	4195	4299	4372	1.89
VIANDE,TOTAL	116158	120226	124865	129742	133579	136073	137264	141651	145381	150559	155040	2.77
LAIT,TOTAL	435737	448160	454730	461142	467732	469820	480831	498837	502793	512886	520751	1.76
OEUFs,TOTAL	23439	24476	25627	26444	27211	28006	28814	29382	30253	31061	31935	3.01
LAINE EN SUINT	2668	2647	2629	2688	2758	2817	2845	2879	2872	2966	3005	1.36
PRODUITS HALIEUTIQUES 1/												
POISSONS EAU DOUCE DIADR	7279	7481	7429	7685	8021	8609	8888	9669	9957	10849		
POISSONS MARINS	54728	52991	54734	55091	55332	57296	58379	58057	63967	64149		
CRUSTAC MOLLUSQ CEPHALOP	6948	7494	7774	8102	8595	8704	9208	9120	9522	9522		
MAMMIFERES AQUATIQUES	421	441	454	492	460	487	457	263	211	184		
ANIMAUX AQUATIQUES	131	237	200	204	128	221	281	428	255	424		
PLANTES AQUATIQUES	2492	3080	3224	3187	3349	3074	3122	3288	3599	3727		
PRODUITS FORESTIERS 2/												
GRUMES DE CONIFERES	605388	619741	637208	645105	614115	581026	561111	623497	642758	647459	647480	.34
GRUMES DE FEUILLUS	236677	241312	253378	256372	263919	250411	239896	251967	259834	257944	259444	.61
BOIS DE TRITUR.+PARTIC.	323441	315850	332541	357378	370658	372407	361952	368631	385551	386811	386811	2.01
BOIS DE CHAUFFAGE	1319548	1331807	1370836	1422373	1479154	1522299	1555849	1583949	1612290	1642302	1667745	2.54
SCIAGES DE CONIFERES	329361	343059	348675	346881	333564	315549	311467	326279	343965	346558	346557	.06
SCIAGES DE FEUILLUS	102777	103250	108061	110327	113119	111459	107739	110502	116514	118311	117686	1.28
PANNEAUX A BASE DE BOIS	95390	101580	104420	106374	101272	100466	95075	101592	105821	108809	109438	.77
PATE DE BOIS POUR PAPIER	112938	114535	120628	125862	128671	128142	122779	131908	139436	140322	137345	2.09
PAPIERS ET CARTONS	147152	151869	159641	168991	169691	170380	166605	177177	190077	192832	198449	2.81
EUROPE OCCIDENTALE												
PRODUITS AGRICOLES												
CEREALES,TOTAL	141806	153145	168203	164351	177511	167203	181333	173591	211434	196224	190243	3.02
BLE	56722	53460	63933	60248	70024	66271	73690	73720	92702	80294	80874	4.62
RIZ,PADDY	1511	1311	1650	1831	1702	1597	1705	1519	1750	1933	1939	2.40
ORGE	42544	51197	55362	52830	57235	50636	53714	49747	62889	58831	53651	1.76
MAIS	24098	29539	28202	32384	31280	32623	35556	34534	36439	37779	38973	4.09
MILLET ET SORGH0	478	604	764	649	618	601	510	466	501	401	399	-4.15
TUBERCULES	45108	55022	53084	52002	49186	48603	48371	42533	50519	50590	48361	-.50
POMMES DE TERRE	44958	54872	52940	51857	49040	48465	48240	42411	50411	50476	48242	-.50
LEGUMINEUSES SECHES,TOT.	1557	1651	1775	1791	1874	1640	1917	2094	2684	3199	3850	8.28
AGRUMES	6626	6603	6305	6488	6627	6772	6731	8651	6352	8023	8565	2.46
BANANES	363	422	431	436	511	522	492	500	490	436	430	1.47
POMMES	10200	7658	10635	10655	10701	7646	12696	9088	10924	9232	10549	.78
HUILES VEG.EQUIV.D'HUILE	2128	2596	2737	2677	3309	2929	3763	3639	4240	4548	4709	7.81

1/ PRISES NOMINALES (POIDS VIF), NON COMPRIS LES BALES

2/ TOUTS LES PRODUITS FORESTIERS, A L'EXCEPTION DE LA PATE A PAPIER ET DES PAPIERS ET CARTONS, SONT EXPRIMES EN MILLIERS DE METRES CUBES

TABLEAU ANNEXE 1. VOLUME DE LA PRODUCTION DES PRINCIPAUX PRODUITS AGRICOLES, HALIEUTIQUES ET FORESTIERS (suite)

	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984	1985	1986	VARIAT. ANNUALES 1976-86
.....MILLIERS DE TONNES METRIQUES.....POURCENT												
GRAINES DE SOJA	57	78	85	102	66	118	233	300	389	523	1142	32.00
ARACHIDES NON DECORT.	17	19	20	21	19	15	14	17	15	17	17	-1.91
GRAINES DE TOURNESOL	772	1010	1149	1276	1302	1219	1736	1891	2476	2934	3566	14.91
GRAINES DE COLZA	1388	1330	1731	1696	2543	2522	3296	3142	4163	4390	4372	14.23
GRAINES DE COTON	300	337	326	284	333	366	285	329	363	446	496	3.80
SUCRE CENTRIFUGE BRUT	13810	15447	15601	15789	15729	19072	18009	14811	16481	16398	16845	1.29
COTON,FIBRE	148	173	165	146	178	196	156	176	196	241	258	4.54
TABAC BRUT	446	391	409	439	401	438	462	436	479	494	495	1.90
VIANDE,TOTAL	25650	26315	27213	28502	29342	29605	29666	30048	30836	30901	31200	1.94
LAIT,TOTAL	129359	132359	136901	139554	141823	142416	146249	150638	149261	147014	148130	1.41
OEUFs,TOTAL	5119	5192	5316	5395	5443	5536	5692	5562	5490	5501	5522	.74
LAINE EN SUINT	154	152	157	157	159	155	157	161	164	170	174	1.10
PRODUITS HALIEUTIQUES 1/												
POISSONS EAU DOUCE OADR	182	183	200	210	260	248	265	273	283	325		
POISSONS MARINS	10888	10945	10288	10037	9951	10007	9502	9747	10199	9765		
CRUSTAC MOLLUSQ CEPHALOP	960	947	953	917	1036	1048	1137	1197	1115	1159		
MAMMIFERES AQUATIQUES	89	80	60	94	81	82	79	23	12	20		
ANIMAUX AQUATIQUES	4	3	5	2	1	1	1	1	1			
PLANTES AQUATIQUES	217	280	295	290	258	217	233	231	253	262		
PRODUITS FORESTIERS 2/												
GRUMES DE CONIFERES	83972	87161	89561	96073	97381	90791	89591	94371	95820	94721	94721	.93
GRUMES DE FEUILLUS	20736	21885	24084	23882	24240	23838	22524	21723	22314	22523	22523	.03
BOIS DE TRITUR.+PARTIC.	79816	73403	75913	83932	83788	86401	84045	82462	88652	91733	91733	1.85
BOIS DE CHAUFFAGE	37006	35486	34084	35526	37305	38303	38905	39520	39931	39826	39832	1.43
SCIAGES DE CONIFERES	47330	49219	49031	53613	54877	50554	50134	51307	53491	51936	51936	.70
SCIAGES DE FEUILLUS	11630	12385	12538	12724	12437	11472	11295	10637	11435	11732	11732	-.82
PANNEAUX A BASE DE BOIS	25140	25132	25535	26607	26602	24960	23575	23887	24026	23764	23764	-.93
PATE DE BOIS POUR PAPIER	24020	23196	24932	26693	26647	26489	25045	26901	29173	29223	29021	2.11
PAPIERS ET CARTONS	38628	39230	41472	45174	44736	44707	43738	45556	49953	50164	50402	2.64
URSS ET EUROPE ORIENTALE												
PRODUITS AGRICOLES												
CEREALES,TOTAL	293808	266091	312719	251009	264130	233882	269542	268902	260613	273597	298087	-.19
BLE	126017	121253	151590	113566	127688	107425	113780	107417	105071	110361	127187	-1.49
RIZ,PADDY	2126	2381	2269	2584	2934	2666	2651	2818	2938	2814	2929	2.87
ORGE	83290	67038	78108	62927	59219	51413	59740	64703	58151	62221	70493	-1.76
MAIS	30909	30955	29062	32920	30619	31776	40048	35974	37951	39389	41460	3.40
MILLET ET SORGH0	3513	2231	2408	1744	2077	2035	2718	2747	2169	3155	2549	.59
TUBERCULES	152736	145232	154405	163116	111251	135403	129664	135629	147334	134604	149883	-.68
POMMES DE TERRE	152734	145229	154403	163113	111249	135399	129661	135627	147332	134603	149882	-.68
LEGUMINEUSES SECHES,TOT.	9328	8231	8620	5052	7132	5290	7800	9866	10215	10883	9343	2.82
AGRUMES	134	234	204	340	161	313	286	415	369	156	294	4.70
POMMES	10436	10946	8967	11301	8567	10002	13278	13125	11935	11572	12322	2.44
HUILES VEG.EQUIV.D*HUILE	4455	4689	4472	4436	4330	4365	4676	4556	4481	4779	5175	.88
GRAINES DE SOJA	834	862	1012	1042	1118	907	1007	953	997	857	1169	1.23
ARACHIDES NON DECORT.	4	4	5	6	7	9	9	8	8	7	6	6.40
GRAINES DE TOURNESOL	6666	7395	6794	7208	6328	6636	7350	6904	6536	7080	7707	.45
GRAINES DE COLZA	1531	1285	1306	574	1129	1097	1064	1312	1718	1932	2321	5.73
GRAINES DE COTON	5066	5366	5210	5615	6100	5901	5690	5647	5278	5398	5120	.05
SUCRE CENTRIFUGE BRUT	11603	13889	13621	12229	10842	10943	12450	13392	13434	12969	13150	.57
THE	92	106	111	118	130	137	140	146	151	152	158	5.19
COTON,FIBRE	2597	2709	2744	2514	2816	2905	2800	2598	2354	2651	2560	-.51
JUTE ET FIBRES SIMIL.	49	47	44	48	52	45	50	55	58	60	63	3.10
TABAC BRUT	712	608	567	627	545	574	637	670	665	693	685	1.00
VIANDE,TOTAL	22258	23831	25051	25245	25096	24844	24737	26042	26902	27261	28124	1.81
LAIT,TOTAL	127514	134505	135205	133850	131386	127756	129328	137330	140558	141251	143330	.85
OEUFs,TOTAL	4769	5174	5397	5498	5630	5818	5853	6053	6172	6256	6413	2.65
LAINE EN SUINT	534	567	578	573	559	574	571	584	595	578	596	.70
PRODUITS HALIEUTIQUES 1/												
POISSONS EAU DOUCE DIAUR	1060	1089	1037	1137	1078	1122	1178	1213	1209	1320		
POISSONS MARINS	10329	9226	8818	8621	9063	9118	9306	9518	10365	10064		
CRUSTAC MOLLUSQ CEPHALOP	109	248	207	437	565	540	732	428	368	478		
MAMMIFERES AQUATIQUES	5	7	7	5	6	9	8	8	8	7		
ANIMAUX AQUATIQUES								1		1		
PLANTES AQUATIQUES	2	2	15	19	20	19	16	15	17	18		

1/ PRISES NUMINALES (POIDS VIF), NON COMPRIS LES BALEINES

2/ TOUTS LES PRODUITS FORESTIERS, A L'EXCEPTION DE LA PATE A PAPIER ET DES PAPIERS ET CARTONS, SONT EXPRIMES EN MILLIERS DE METRES CUBES

TABLEAU ANNEXE 1. VOLUME DE LA PRODUCTION DES PRINCIPAUX PRODUITS AGRICOLES, HALIEUTIQUES ET FORESTIERS (suite)

	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984	1985	1986	VARIAT. ANNUELES 1976-86
.....MILLIERS DE TONNES METRIQUES.....POURCENT												
PRODUITS FORESTIERS 2/												
GRUMES DE CONIFERES	166669	164533	158643	154849	155724	155698	153520	156432	155219	154857	154857	-0.61
GRUMES DE FEUILLUS	35247	35079	34599	33545	33594	33619	33109	33368	33766	33826	33826	-0.41
BOIS DE TRITUR.+PARTIC.	57328	57068	55829	55277	55992	55666	56524	57323	58493	58405	58405	.37
BOIS DE CHAUFFAGE	97125	94855	92055	91301	92415	96413	99294	95838	95956	96770	96776	.32
SCIAGES DE CONIFERES	114640	110966	108612	102829	101494	100809	100153	100268	100630	101091	101091	-1.17
SCIAGES DE FEUILLUS	20031	19551	19365	18638	18260	18269	17623	18255	18357	18297	18297	-0.86
PANNEAUX A BASE DE BOIS	15524	16518	17095	17005	17464	17598	18023	18596	20280	20333	20333	2.67
PATE DE BOIS POUR PAPIER	11598	11843	12161	11489	11607	11774	12052	12869	12990	12992	12500	1.10
PAPIERS ET CARTONS	14079	14428	14520	13989	14102	14264	14356	14993	15377	15615	15615	1.06
AMERIQUE DU NORD DEVELOP												
PRODUITS AGRICOLES												
CEREALES,TOTAL	303102	308361	318607	338726	311336	381936	386618	255321	358183	396617	375677	1.91
BLE	82068	75529	69459	75277	84092	100608	101988	92363	91817	90251	88642	2.33
RIZ,PADDY	5246	4501	6040	5985	6629	8289	6969	4523	6296	6120	6097	1.46
ORGE	18852	21115	20299	16821	19257	24033	25198	21289	23342	25319	26914	3.39
MAIS	163511	169484	189092	206659	174400	212895	215693	111974	201951	232950	216326	1.70
MILLET ET SORGH0	18055	19837	18575	20509	14716	22247	21212	12384	22004	28456	23919	2.50
TUBERCULES	19176	19186	19727	18895	16715	18588	19565	18253	19838	22172	19509	.70
POMMES DE TERRE	18570	18642	19129	18285	16215	18005	18889	17702	19246	21496	18928	.70
LEGUMINEUSES SECHES,TOT.	1111	943	1304	1299	1676	1954	1717	1149	1381	1504	1840	4.03
AGRUMES	13415	13827	12932	12092	14954	13703	10938	12344	9790	9515	10013	-3.63
BANANES	2	3	3	2	2	3	3	2	4	4	4	5.00
POMMES	3345	3468	3898	4121	4553	3933	4162	4283	4213	4072	3971	1.58
HUILES VEG.EQUIV.O'HUILE	8243	11852	12875	15756	11883	13251	14343	10900	13025	14190	13590	2.49
GRAINES DE SOJA	35321	48678	51376	62183	49612	54742	60459	45253	51588	58161	55610	2.35
ARACHIDES NON DECORT.	1696	1685	1793	1800	1045	1806	1560	1495	1998	1870	1677	.65
GRAINES DE TOURNESOL	487	1411	1943	3528	1863	2201	2513	1502	1795	1512	1267	3.15
GRAINES DE COLZA	837	1973	3497	3411	2483	1849	2225	2609	3428	3508	3887	8.80
GRAINES DE COTON	3739	5009	3873	5242	4056	5803	4304	2791	4671	4789	3450	-1.10
SUCRE CENTRIFUGE BRUT	6170	5403	5482	5167	5438	5774	5384	5217	5476	5527	5993	-0.04
CAFE VERT	1	1	1	1	1	1		1	1	1	1	.92
COTON,FIBRE	2304	3133	2364	3185	2422	3406	2605	1692	2827	2924	2130	-1.20
TABAC BRUT	1051	973	1034	771	918	1048	975	760	875	774	607	-3.68
VIANDE,TOTAL	25825	26019	25869	26138	26978	27380	26809	27729	28002	28661	29084	1.22
LAIT,TOTAL	62205	63384	62716	63626	66099	68182	69691	71204	69535	72821	73404	1.81
OEUFs,TOTAL	4115	4125	4276	4417	4463	4477	4459	4380	4374	4383	4363	.53
LAINE EN Suint	51	50	48	49	49	51	50	48	45	41	40	-1.96
PRODUITS HALIEUTIQUES 1/												
POISSONS EAU DOUCE DIADR	328	356	396	433	476	502	485	499	491	565		
POISSONS MARINS	2685	2581	3032	3106	3153	3122	3519	3774	3949	4169		
CRUSTAC MOLLUSQ CEPHALOP	1130	1272	1347	1376	1350	1558	1378	1324	1648	1447		
MAHMIERES AQUATIQUES	150	156	177	177	191	217	178	90	56	20		
ANIMAUX AQUATIQUES	9	9	11	10	2	2	10	10	9	11		
PLANTES AQUATIQUES	189	195	196	195	191	78	103	29	63	105		
PRODUITS FORESTIERS 2/												
GRUMES DE CONIFERES	267372	278553	299879	298266	260961	238884	220996	276510	289792	294985	294985	.27
GRUMES DE FEUILLUS	34953	36846	40908	42727	43206	39834	29093	36240	38131	38294	38294	-0.30
BOIS DE TRITUR.+PARTIC.	139779	136788	146956	157282	163894	164429	156026	161024	168524	165561	165561	1.85
BOIS DE CHAUFFAGE	23891	35679	51645	71933	95976	107410	107595	108119	108119	108119	108119	14.74
SCIAGES DE CONIFERES	106334	117609	122491	122060	109483	98688	99408	109369	122090	124881	124881	.61
SCIAGES DE FEUILLUS	16373	16614	17282	18432	18650	17087	12324	14217	16041	15571	15571	-1.50
PANNEAUX A BASE DE BOIS	33860	37274	37288	36649	31026	32011	26790	33242	34655	36402	36402	-0.27
PATE DE BOIS POUR PAPIER	57186	58462	61368	63750	65241	65672	61122	65863	69877	68593	72543	2.04
PAPIERS ET CARTONS	63548	65498	68440	70896	70229	71502	67307	72157	76588	75407	79718	1.86
OCEANIE DEVELOPEE												
PRODUITS AGRICOLES												
CEREALES,TOTAL	18376	15315	26087	24143	17159	24472	15066	31969	29717	26385	26167	4.43
BLE	12213	9724	18415	16483	11162	16686	9168	22317	18981	16477	17048	3.96
RIZ,PADDY	417	530	490	692	613	728	854	548	632	866	706	4.87
ORGE	3132	2655	4265	3967	2910	3721	2295	5236	6125	5513	4080	5.27
MAIS	316	355	305	348	307	325	382	282	392	466	478	3.44
MILLET ET SORGH0	1151	975	747	1162	936	1231	1355	987	1929	1395	1452	5.11
TUBERCULES	953	1008	1027	1012	1091	1089	1168	1126	1327	1277	1227	3.01
POMMES DE TERRE	945	999	1010	1001	1071	1075	1157	1116	1314	1264	1214	3.63
LEGUMINEUSES SECHES,TOT.	189	106	120	175	209	225	315	321	609	1068	1082	24.91
AGRUMES	428	461	496	489	566	509	534	525	590	641	667	3.84

1/ PRISES NOMINALES (POIDS VIF), NON COMPRIS LES BALEINES

2/ TOUS LES PRODUITS FORESTIERS, A L'EXCEPTION DE LA PATE A PAPIER ET DES PAPIERS ET CARTONS, SONT EXPRIMES EN MILLIERS DE METRES CUBES

TABLEAU ANNEXE 1. VOLUME DE LA PRODUCTION DES PRINCIPAUX PRODUITS AGRICOLES, HALIEUTIQUES ET FORESTIERS (suite)

	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984	1985	1986	VARIAT. ANNUELLES 1976-86
.....MILLIERS DE TONNES METRIQUES.....POURCENT												
BANANES	115	98	113	125	124	130	140	146	145	132	107	1.85
POMMES	447	447	444	525	510	549	520	534	513	622	575	2.83
HUILES VEG.EQUIV.D'HUILE	74	86	140	159	120	126	118	105	164	285	229	9.32
GRAINES DE SOJA	45	55	77	99	82	73	77	53	89	110	105	5.76
ARACHIDES NON DECORT.	35	32	39	62	39	43	58	23	47	42	43	1.05
GRAINES DE TOURNESOL	80	75	158	186	142	139	115	104	170	293	215	8.74
GRAINES DE COLZA	9	16	24	41	18	15	7	18	33	88	100	16.99
GRAINES DE COTON	41	46	72	79	136	161	190	164	230	410	382	25.83
SUCRE CENTRIFUGE BRUT	3296	3318	2902	2963	3330	3435	3536	3170	3548	3350	3350	.84
COTON,FIBRE	25	28	44	53	83	99	134	101	141	249	258	26.29
TABAC BRUT	18	19	19	19	18	17	15	15	16	14	14	-3.04
VIANOE,TOTAL	4032	4089	4307	4102	3799	3812	3850	3923	3579	3775	3762	-1.17
LAIT,TOTAL	12984	12582	11724	12202	12248	12079	12203	12593	13711	14077	14247	1.32
OEUF,TOTAL	263	264	274	268	264	277	272	272	261	246	243	-.70
LAINE EN SUINT	1066	1005	988	1025	1066	1082	1080	1073	1091	1188	1188	1.48
PRODUITS HALIEUTIQUES 1/												
POISSONS EAU DOUCE OIAOR	4	5	5	5	4	4	4	4	5	4		
POISSONS MARINS	105	122	136	171	170	202	209	290	308	300		
CRUSTAC MOLLUSQ CEPHALOP	72	81	81	93	113	121	150	158	149	139		
PLANTES AQUATIQUES	1	1	1	1	1	1	1	1	1			
PRODUITS FORESTIERS 2/												
GRUMES DE CONIFERES	7595	7178	6913	7021	8443	8607	8357	7703	7308	7622	7622	.55
GRUMES DE FEUILLUS	6631	6518	6336	5846	5881	6077	5725	4569	4556	4734	4734	-3.99
BOIS DE TRITUR.+PARTIC.	7191	8596	8335	8330	9890	10177	9513	9865	10455	11083	11083	3.85
BOIS DE CHAUFFAGE	1607	1619	1636	1447	1458	1818	2118	2524	2924	2924	2930	8.13
SCIAGES DE CONIFERES	3067	2917	2559	2743	3101	3370	3414	3141	3156	3484	3484	2.15
SCIAGES DE FEUILLUS	2430	2340	2063	1986	2069	2145	2013	1790	1747	1845	1845	-2.75
PANNEAUX A BASE DE BOIS	1054	1043	1059	1073	1166	1215	1228	1053	1199	1240	1240	1.73
PATE DE BOIS POUR PAPIER	1660	1714	1699	1699	1824	1913	1896	1794	1877	1943	1932	1.56
PAPIERS ET CARTONS	1761	1890	1867	1942	2104	2151	2188	2101	2214	2297	2297	2.59
AFRIQUE EN DEVELOPPEMENT												
PRODUITS AGRICOLES												
CEREALES,TOTAL	48691	43624	46227	45546	49042	47323	51075	47342	46368	58823	61923	2.32
BLE	5760	3634	4789	4646	5422	4371	5644	4617	5024	6349	6712	2.92
RIZ,PAOY	5760	5725	5794	6063	6317	6507	6566	6692	6852	7097	7379	2.61
ORGE	4699	2468	3894	3769	4464	3150	4435	2882	3157	5292	5252	2.24
MAIS	15658	14970	14788	13468	13188	14869	15052	13849	14346	17957	18898	1.62
MILLET ET SORGH0	15480	15598	15553	15930	17958	16954	17642	17847	15926	20153	21167	2.64
TUBERCULES	80599	80146	80642	81058	84754	86832	89864	87726	91442	101617	102698	2.54
POMMES DE TERRE	2673	2665	3044	3125	3264	3278	3543	3757	3538	3777	3903	3.88
MANIOC	46780	46706	45490	45523	48303	49831	51199	50405	53169	58371	60720	2.70
LEGUMINEUSES SECHES,TOT.	5072	4296	4634	5092	4791	4701	5200	5177	4438	5448	6407	1.93
AGRUMES	2394	2486	2699	2498	2617	2549	2499	2396	2556	2507	2886	.62
BANANES	3995	3943	3990	4164	4476	4582	4602	4633	4624	4722	4834	2.17
POMMES	56	61	61	64	73	81	82	84	103	118	126	8.36
HUILES VEG.EQUIV.O'HUILE	4003	3752	3834	3653	3866	3770	3880	3789	3863	4066	4326	.74
GRAINES DE SOJA	137	142	172	178	202	183	204	170	185	199	230	3.75
ARACHIDES NON DECORT.	4445	3629	4000	3281	3407	3614	3686	3144	3392	3513	3942	-1.11
GRAINES DE TOURNESOL	125	149	157	150	140	134	137	139	155	170	168	1.62
GRAINES DE COLZA	22	22	22	21	22	16	16	24	16	23	23	-.47
GRAINES DE COTON	933	936	962	907	912	893	874	958	1152	1207	1201	2.66
COPRAH	167	161	170	180	178	173	187	195	195	193	202	2.12
PALMISTES	656	647	549	659	706	685	663	585	651	681	692	.62
SUCRE CENTRIFUGE BRUT	3105	3040	3366	3524	3524	3726	3900	3920	3938	3992	4205	3.13
CAFE VERT	1165	1235	1064	1088	1161	1265	1199	1183	1158	1254	1360	1.18
FEVES DE CACAO	860	944	902	1034	1024	1068	883	891	1049	1070	1061	1.43
THE	157	192	202	197	185	195	206	219	235	266	258	4.22
COTON,FIBRE	505	500	515	493	510	493	496	554	606	679	662	3.03
JUTE ET FIBRES SIMIL.	8	7	8	8	8	8	9	9	9	8	9	1.03
SISAL	223	204	175	156	168	146	142	124	117	104	104	-7.31
TABAC BRUT	249	224	224	259	275	211	232	254	303	283	299	2.33
CAOUTCHOUC NATUREL	204	205	195	194	196	200	198	199	228	238	249	1.93
VIANOE,TOTAL	3989	4218	4391	4510	4639	4759	4923	4951	4895	5063	5213	2.43
LAIT,TOTAL	6796	7051	7380	7599	7611	7736	8064	8051	7816	7959	8190	1.63
OEUF,TOTAL	508	548	571	612	644	675	734	784	821	873	936	6.21
LAINE EN SUINT	76	67	69	70	73	76	82	95	89	98	97	3.85

1/ PRISES NOMINALES (POIDS VIF), NON COMPRIS LES BALEINES

2/ TOUS LES PRODUITS FORESTIERS, A L'EXCEPTION DE LA PATE A PAPIER ET DES PAPIERS ET CARTONS, SONT EXPRIMES EN MILLIERS DE METRES CUBES

TABLEAU ANNEXE 1. VOLUME DE LA PRODUCTION DES PRINCIPAUX PRODUITS AGRICOLES, HALIEUTIQUES ET FORESTIERS (suite)

	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984	1985	1986	VARIAT. ANNUELES 1976-86
.....MILLIERS DE TONNES METRIQUES.....POURCENT												
PRODUITS HALIEUTIQUES 1/												
POISSONS EAU DOUCE DIADR	1343	1396	1346	1314	1282	1268	1330	1404	1403	1332		
POISSONS MARINS	1411	1507	1558	1491	1516	1707	1664	1775	1796	1780		
CRUSTAC MOLLUSQ CEPHALOP	57	56	59	57	82	103	120	131	129	105		
ANIMAUX AQUATIQUES	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1		
PLANTES AQUATIQUES	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5		
PRODUITS FORESTIERS 2/												
GRUMES DE CONIFERES	1137	1292	1316	1032	1286	1241	1339	1177	1271	1239	1239	4.42
GRUMES DE FEUILLUS	14947	15867	16225	16814	17952	17845	16892	16571	17085	17320	17320	1.05
BOIS DE TRITUR.+PARTIC.	2213	2255	2610	2171	2002	2008	2037	2050	2138	2101	2101	-1.12
BOIS DE CHAUFFAGE	273436	284111	292402	300348	310064	319180	328328	336910	346610	355719	364993	2.90
SCIAGES DE CONIFERES	506	527	461	494	508	570	584	531	551	532	532	1.01
SCIAGES DE FEUILLUS	3184	3587	4354	4432	5194	5310	5091	4822	5125	5510	5510	4.74
PANNEAUX A BASE DE BOIS	752	847	912	955	1141	1151	1213	1231	1277	1365	1309	5.85
PATE DE BOIS POUR PAPIER	336	321	343	409	435	471	359	381	376	390	364	1.01
PAPIERS ET CARTONS	219	265	281	344	377	398	397	412	422	443	452	6.88
AMERIQUE LATINE												
PRODUITS AGRICOLES												
CEREALES,TOTAL	86258	86099	85307	84105	88498	104513	105348	99912	106957	110237	107421	3.03
BLE	19336	11540	14969	15103	14874	15202	22727	20110	21910	20197	21586	4.58
RIZ,PAODY	15418	15111	13425	14445	15623	17541	14758	16974	17151	17151	17518	1.79
ORGE	1883	1376	1716	1330	1302	1262	1147	1161	1331	1262	1198	-3.36
MAIS	37388	43729	40151	39751	45242	55316	47861	47214	51012	55568	53061	3.54
MILLET ET SORGH0	10982	13215	13727	12281	9572	16052	14785	15083	14255	15008	12778	2.04
TUBERCULES	45200	46029	46454	45627	44047	46466	45756	41575	43480	44756	47186	-2.22
POMMES DE TERRE	9738	10102	10903	10988	10360	11848	11752	10089	12142	11329	11499	1.44
MANIOC	31326	31966	31580	30941	30206	31223	30503	28031	27610	29624	32109	-7.70
LEGUMINEUSES SECHES,TOT.	3911	4601	4719	4580	4303	5334	5486	4348	5153	5080	5006	1.87
AGRUMES	12788	13413	13813	14540	16928	17560	18181	18057	21559	19291	21204	5.44
BANANES	17655	18412	18189	17808	18598	18792	19099	18340	19584	19661	20426	1.19
POMMES	1198	1329	1449	1670	1652	1683	1704	1691	2074	1859	2161	5.05
HUILES VEG.EQUIV.D*HUILE	4652	5390	5241	5834	6493	6312	6148	6594	7356	8401	7760	5.17
GRAINES DE SOJA	12643	14960	12927	15464	19814	20499	18655	20331	24425	27168	21989	7.10
ARACHIDES NON DECORT.	1058	1157	1014	1389	1099	1012	915	817	899	853	813	-3.70
GRAINES DE TOURNESOL	1192	955	1717	1550	1756	1353	2068	2463	2268	3309	4275	12.83
GRAINES DE COLZA	111	91	61	75	96	64	32	17	17	44	109	-9.43
GRAINES DE COTON	2354	3369	3220	3098	2958	2796	2454	2307	3080	3415	2748	-8.08
COPRAH	229	232	236	214	235	227	282	282	239	184	189	-1.01
PALMISTES	297	311	298	327	328	314	307	309	292	310	323	1.15
SUCRE CENTRIFUGE BRUT	25930	27225	26909	26272	26394	27227	28886	28590	29385	28466	28031	1.00
CAFE VERT	1905	2673	3096	3259	2966	4074	3138	3792	3396	3899	3020	4.13
FEVES DE CACAO	432	459	520	572	552	561	606	572	532	712	731	4.22
THE	44	52	39	44	51	39	49	54	55	66	73	4.47
COTON,FIBRE	1341	1898	1809	1728	1652	1555	1355	1314	1734	1887	1459	-2.43
JUTE ET FIBRES SIMIL.	127	114	100	114	112	132	95	104	113	102	104	-1.31
SISAL	321	342	316	333	346	335	341	270	298	366	323	-2.27
TABAC BRUT	727	740	768	797	732	689	762	713	719	703	689	-2.78
CAOUTCHOUC NATUREL	35	39	41	43	46	51	54	57	58	63	67	6.49
VIANDE,TOTAL	13208	13907	14459	14572	15068	15830	15802	15850	15578	16037	16555	1.96
LAIT,TOTAL	33468	32658	32777	33759	35455	35840	36568	36405	36813	38443	39022	1.79
OEUF,TOTAL	1889	1997	2205	2410	2567	2617	2725	2698	2909	3064	3171	5.05
LAINE EN SUINT	296	314	298	301	306	314	315	324	320	318	325	1.81
PRODUITS HALIEUTIQUES 1/												
POISSONS EAU DOUCE DIADR	226	249	279	235	296	322	338	444	468	454		
POISSONS MARINS	7483	6018	8032	9198	8676	9405	10423	8099	10835	12462		
CRUSTAC MOLLUSQ CEPHALOP	450	437	576	633	538	532	570	591	649	651		
MAMMIFERES AQUATIQUES	23	16	23	20	16	10	1		7	7		
ANIMAUX AQUATIQUES	25	71	52	54	50	49	36	30	46	77		
PLANTES AQUATIQUES	92	99	90	129	124	152	222	213	213	235		
PRODUITS FORESTIERS 2/												
GRUMES DE CONIFERES	21766	23930	22958	26802	29294	28493	29037	30038	31568	32241	32241	4.02
GRUMES DE FEUILLUS	23044	23694	23908	27100	30176	29789	29631	30027	30855	31249	31249	3.31
BOIS DE TRITUR.+PARTIC.	12913	13667	19804	26641	29274	29135	29009	29832	30440	30631	30631	8.58
BOIS DE CHAUFFAGE	213142	218050	223529	230758	235781	240828	247295	254466	260211	265472	270728	2.47
SCIAGES DE CONIFERES	9695	10541	11289	12149	11552	11500	11177	12068	12689	13104	13104	2.47
SCIAGES DE FEUILLUS	10843	11725	11531	12167	13736	14496	14024	14365	15090	15122	15122	3.55
PANNEAUX A BASE DE BOIS	3119	3364	3514	3741	4295	4439	4323	4447	4580	4671	4671	4.16
PATE DE BOIS POUR PAPIER	3291	3734	4180	4485	5485	5370	5684	6162	6242	6588	6477	7.09
PAPIERS ET CARTONS	5306	5637	6263	7026	7730	7451	7723	7962	8759	9167	9761	5.85

1/ PRISES NOMINALES (POIDS VIF), NON COMPRIS LES SALESINES

2/ TOUS LES PRODUITS FORESTIERS, A L'EXCEPTION DE LA PATE A PAPIER ET DES PAPIERS ET CARTONS, SONT EXPRIMES EN MILLIERS DE METRES CUBES

TABLEAU ANNEXE 1. VOLUME DE LA PRODUCTION DES PRINCIPAUX PRODUITS AGRICOLES, HALIEUTIQUES ET FORESTIERS (suite)

	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984	1985	1986	VARIAT. ANNUALES 1976-86
.....MILLIERS DE TONNES METRIQUES.....POURCENT												
PROCHE-ORIENT EN DEVELOP												
PRODUITS AGRICOLES												
CEREALES,TOTAL	56018	51652	54595	53694	55536	59736	58541	55943	53549	62521	67271	1.61
BLE	31354	29206	30324	30634	30782	32145	32553	31091	30834	33984	36504	1.37
RIZ,PAADY	4754	4569	4807	4762	4437	4839	5036	4566	4408	4734	4901	0.07
ORGE	8935	7403	8197	8163	9536	10676	10601	10157	9508	11313	12599	4.08
MAIS	5406	5052	5498	5309	5547	5535	5721	6007	5679	6662	7206	2.69
MILLET ET SORGHU	4186	4132	4557	3625	4161	5503	3733	3297	2330	5046	5389	-0.23
TUBERCULES	5710	5828	5892	6514	7234	7551	7818	7813	7943	8934	8958	4.93
POMMES DE TERRE	5303	5435	5484	6025	6773	7084	7316	7334	7475	8443	8458	5.12
MANIOC	99	95	103	127	122	125	125	125	125	128	130	2.88
LEGUMINEUSES SECHES,TOT.	1904	1860	1734	1687	1857	1920	2284	2471	2301	2552	3025	5.03
AGRUMES	3157	3262	3393	3698	3644	3706	4253	4389	4306	4003	4237	3.23
BANANES	277	298	270	260	291	295	335	340	335	347	355	2.92
POMMES	1626	1685	1850	2359	2567	2513	2966	3205	3508	3338	3315	8.50
HUILES VEG.EQUIV.D'HUILE	1536	1426	1551	1400	1673	1340	1552	1326	1426	1352	1691	-0.15
GRAINES DE SOJA	123	119	197	195	145	209	319	340	297	377	432	13.57
ARACHIDES NON DECORT.	870	1145	923	977	814	842	611	523	496	397	569	-8.49
GRAINES DE TOURNESOL	612	506	524	634	794	630	652	763	755	848	994	5.38
GRAINES DE COLZA	6	14	13	43	12	6	2					-38.91
GRAINES DE COTON	2329	2609	2471	2330	2284	2201	2311	2467	2587	2501	2425	0.27
SUCRE CENTRIFUGE BRUT	2846	2678	2512	2587	2492	3104	3748	3825	3714	3667	3633	4.50
CAFE VERT	4	4	5	5	5	5	4	4	4	5	6	1.29
THE	80	104	113	133	128	76	103	137	154	177	177	6.47
COTON,FIBRE	1364	1520	1446	1376	1360	1318	1379	1442	1500	1455	1360	0.03
JUTE ET FIBRES SIMIL.	14	13	13	13	13	13	13	13	13	14	14	0.15
TABAC BRUT	379	298	344	274	295	238	277	303	246	231	247	-3.60
VIAND,E,TOTAL	2917	3099	3212	3316	3492	3713	3885	4089	4319	4500	4651	4.88
LAIT,TOTAL	13486	13646	14561	15232	15808	16520	16667	16929	16253	17350	17404	2.61
OEUF,TOTAL	597	696	763	715	751	851	917	985	1036	1095	1143	6.40
LAINE EN SUINT	161	163	157	162	167	174	177	183	170	182	190	1.67
PRODUITS HALIEUTIQUES 1/												
POISSONS EAU DOUCE DIADR	133	132	140	161	174	176	181	180	186	185		
POISSONS MARINS	606	486	557	699	771	810	835	900	935	945		
CRUSTAC MOLLUSQ CEPHALOP	40	41	29	37	41	33	36	36	44	52		
MAMMIFERES AQUATIQUES	2	3	2	2	3	1						
PRODUITS FORESTIERS 2/												
GRUMES DE CONIFERES	4796	5265	5216	4718	4964	5218	5214	4190	4150	4060	4060	-2.47
GRUMES DE FEUILLUS	1314	1442	1859	1523	1315	1366	1366	1371	1353	1339	1339	-1.20
BOIS DE TRITUR.+PARTIC.	907	984	1003	1043	672	714	712	765	513	379	379	-9.31
BOIS DE CHAUFFAGE	61608	37801	37827	40679	41839	41021	41561	42005	40174	40776	41619	-1.28
SCIAGES DE CONIFERES	2916	2917	4104	4114	4127	4107	4101	3787	3794	3792	3792	1.79
SCIAGES DE FEUILLUS	646	871	1146	1146	1139	1121	917	916	915	915	915	0.54
PANNEAUX A BASE DE BOIS	615	761	797	843	734	734	724	764	984	1072	1073	4.25
PATE DE BOIS POUR PAPIER	317	340	273	463	494	487	487	517	588	588	366	5.05
PAPIERS ET CARTONS	587	629	560	737	774	832	821	674	808	760	760	2.80
EXTREME-ORIENT EN DEV.												
PRODUITS AGRICOLES												
CEREALES,TOTAL	233715	252275	267448	250759	273697	290001	276050	317384	318575	325110	329226	3.45
BLE	38288	38904	41013	46459	44140	49540	50449	57213	58446	57998	62657	5.29
RIZ,PAADY	152822	171767	181435	162613	186944	193463	184162	209545	211008	223030	219761	3.52
ORGE	5126	3320	3819	3819	2592	3366	2937	2901	2810	2292	2574	-5.54
MAIS	16231	15455	17940	17060	19227	20325	18141	22257	23854	22559	24315	4.52
MILLET ET SORGHU	21163	22738	23155	20725	20705	23226	20268	25390	22378	18884	20230	-0.62
TUBERCULES	49949	51302	56421	55087	58011	60282	59160	59397	65497	65071	58900	2.20
POMMES DE TERRE	9712	9455	10312	12459	10921	12423	12822	12994	15341	16106	13994	5.02
MANIOC	31373	33408	37741	34125	39338	40179	39139	38839	42563	41624	37580	2.20
LEGUMINEUSES SECHES,TOT.	14676	13866	14070	13853	11319	13032	13557	14960	15158	14430	15712	0.97
AGRUMES	3259	2885	3074	3183	3499	3852	3819	4102	4084	3979	3985	3.46
BANANES	9013	10211	10576	10705	11377	11930	11572	11532	12546	11329	11890	2.28
POMMES	891	989	1070	1208	1179	1462	1586	1684	1660	1681	1760	7.35
HUILES VEG.EQUIV.D'HUILE	10651	10934	11414	11684	11861	13676	14211	13974	15283	16605	17309	5.14
GRAINES DE SOJA	1094	1128	1353	1387	1484	1423	1423	1602	2238	2437	2766	9.00
ARACHIDES NON DECORT.	6579	7495	7712	7159	6440	8790	6976	8372	8142	7622	8206	1.58
GRAINES DE TOURNESOL	218	141	154	114	41	91	236	349	504	506	524	16.75
GRAINES DE COLZA	2350	1996	2042	2268	1820	2705	2764	2583	2965	3456	3030	4.90
GRAINES DE COTON	3075	3711	3746	4229	4213	4423	4404	3345	5071	5567	5386	4.56

1/ PRISES NOMINALES (POIDS VIF), NON COMPRIS LES BALEINES

2/ TOUS LES PRODUITS FORESTIERS, A L'EXCEPTION DE LA PATE A PAPIER ET DES PAPIERS ET CARTONS, SONT EXPRIMES EN MILLIERS DE METRES CUBES

TABLEAU ANNEXE 1. VOLUME DE LA PRODUCTION DES PRINCIPAUX PRODUITS AGRICOLES, HALIEUTIQUES ET FORESTIERS (suite)

	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984	1985	1986	VARIAT. ANNUALES 1976-86
.....MILLIERS DE TONNES METRIQUES.....POURCENT												
COPRAH	4564	3963	4086	3500	3706	3899	3984	3869	3053	3994	4490	-5.9
PALMISTES	366	431	465	600	691	739	1086	1024	1352	1496	1610	16.83
SUCRE CENTRIFUGE BRUT	10817	12381	13511	12840	9660	12023	17903	16831	14223	14411	15030	3.29
CAFE VERT	386	435	498	530	604	619	652	636	598	685	718	5.51
FEVES DE CACAO	24	27	33	44	54	71	90	111	134	146	176	23.61
THE	820	889	897	890	911	923	887	919	1024	1054	1003	1.95
COTON,FIBRE	1538	1856	1873	2114	2007	2195	2202	1679	2536	2786	2701	4.63
JUTE ET FIBRES SIMIL.	2436	2643	3217	3186	2767	2688	2595	2712	2604	4236	2701	1.26
TABAC BRUT	851	1001	1060	1003	951	993	1081	1151	1080	1113	1077	1.89
CAOUTCHOUC NATUREL	3252	3269	3331	3431	3415	3346	3342	3612	3657	3737	3774	1.50
VIANDE,TOTAL	4630	4662	5020	5411	5625	5780	5889	6312	6732	7051	7290	4.80
LAIT,TOTAL	38341	39815	40844	42156	43838	45534	47705	50713	53287	57693	60179	4.64
OEUFs,TOTAL	1486	1634	1757	1890	2038	2117	2209	2346	2507	2627	2791	6.21
LAINE EN SUINT	65	70	71	75	80	77	80	83	86	90	94	3.34
PRODUITS HALIEUTIQUES 1/												
POISSONS EAU DOUCE DIADR	2310	2362	2364	2402	2537	2849	2804	3025	2849	2836		
POISSONS MARINS	7039	7823	7947	7863	7792	8243	8214	8763	9655	9182		
CRUSTAC MOLLUSQ CEPHALOP	1668	1799	1801	1972	2087	2140	2204	2215	2262	2120		
ANIMAUX AQUATIQUES	47	100	84	77	24	55	132	249	60	214		
PLANTES AQUATIQUES	312	371	352	372	442	538	477	534	586	645		
PRODUITS FORESTIERS 2/												
GRUMES DE CONIFERES	3119	3250	2920	3629	3367	3430	3471	3666	3645	3706	3727	1.96
GRUMES DE FEUILLUS	75901	75645	80554	78791	81992	74193	77136	82880	83530	80571	82071	.72
BOIS DE TRITUR.+PARTIC.	2943	3331	3367	3388	3436	3167	3123	3430	3507	3482	3482	.98
BOIS DE CHAUFFAGE	428680	437883	448002	457141	467364	476729	486413	496464	506419	516817	526250	2.08
SCIAGES DE CONIFERES	1953	2810	3006	3454	3148	3854	4012	4580	4220	4402	4401	7.23
SCIAGES DE FEUILLUS	20545	22138	23533	23479	25863	25997	28997	30286	31802	33631	33006	5.19
PANNEAUX A BASE DE BOIS	4466	5290	5859	6055	5713	6338	7230	8106	8534	9481	10166	7.93
PATE DE BOIS POUR PAPIER	1466	1508	1666	1830	1801	1875	1976	2587	2769	2959	2725	7.64
PAPILERS ET CARTONS	2332	2916	3361	3764	3807	4190	4151	4770	5358	5681	6142	8.99
ASIE A ECON.CENTR.PLANIF												
PRODUITS AGRICOLES												
CEREALES,TOTAL	272077	264823	293700	313601	303114	310120	341362	373296	394946	370245	381326	4.07
BLE	51006	41724	54471	63333	55823	60338	69362	82589	88918	87196	91671	7.64
RIZ,PADDY	147075	149330	156372	163368	161102	165905	185667	193991	204239	195191	198323	3.56
ORGE	3404	3391	3809	4035	3125	3533	3678	3509	3888	3383	3415	-0.04
MAIS	50501	51803	58522	62634	65434	62070	63491	71401	76815	67424	71552	3.56
MILLET ET SORGH0	14820	14434	15218	14412	12859	13055	14226	16587	15488	12428	11824	-1.17
TUBERCULES	143917	160397	172462	156236	158121	143638	147710	159003	155699	148640	146731	-5.50
POMMES DE TERRE	42640	46843	54145	49792	50982	47205	50123	52031	50153	47727	47291	.39
MANIOC	4398	5350	6378	6613	6925	6969	6444	6670	6863	6758	6670	2.94
LEGUMINEUSES SECHES,TOT.	6757	6436	6908	7131	7169	6879	6773	6492	6833	6315	6126	-5.76
AGRUMES	875	973	948	1150	1345	1464	1680	2067	2251	2675	2900	13.60
BANANES	883	986	1015	1128	1235	1281	1479	1585	1787	2222	2022	9.46
POMMES	2101	2519	2723	3331	2843	3501	2941	4083	3515	4209	4617	6.76
HUILES VEG.EQUIV.D'HUILE	3828	4020	4630	5066	5691	7065	7709	7779	8825	9606	9359	10.57
GRAINES DE SOJA	7019	7646	7957	7844	8339	9748	9480	10214	10173	11025	12116	5.21
ARACHIDES NON DECORT.	2070	2155	2568	2994	3788	4021	4119	4146	5072	7033	6261	12.59
GRAINES DE TOURNESOL	100	170	279	340	910	1332	1286	1341	1705	1901	1700	34.18
GRAINES DE COLZA	1353	1173	1871	2404	2386	4067	5657	4288	4206	5607	5872	17.83
GRAINES DE COTON	4120	4112	4347	4424	5422	5945	7207	9286	12529	8310	7099	9.99
COPRAH	32	40	46	61	64	65	70	98	112	115	121	14.21
PALMISTES	41	40	42	43	40	41	45	47	46	48	49	2.01
SUCRE CENTRIFUGE BRUT	2675	3154	3303	3690	3840	4486	5198	4860	5767	6712	6410	9.43
CAFE VERT	18	21	14	14	16	21	19	20	22	28	29	5.42
THE	277	295	313	325	350	389	444	449	463	483	515	6.69
COTON,FIBRE	2060	2056	2173	2212	2711	2973	3603	4643	6265	4155	3549	9.99
JUTE ET FIBRES SIMIL.	401	463	578	574	584	665	570	564	800	2130	789	9.92
SISAL	9	8	9	8	8	3	3	3	3	4	4	-11.60
TABAC BRUT	1060	1077	1338	1026	994	1591	2279	1485	1909	2554	1833	8.35
CAOUTCHOUC NATUREL	123	149	166	162	164	177	204	232	249	257	277	7.93
VIANDE,TOTAL	10235	10374	11328	13641	15162	16017	17183	18048	19740	22286	24120	9.21
LAIT,TOTAL	3003	3094	3232	3376	3579	3759	4168	4460	4922	5349	5825	7.03
OEUFs,TOTAL	2592	2698	2840	2988	3151	3360	3614	3934	4253	4560	4844	6.69
LAINE EN SUINT	155	156	157	174	196	210	223	214	203	197	202	3.32

1/ PRISES NOMINALES (POIDS VIF), NON COMPRIS LES BALEINES

2/ TOUTS LES PRODUITS FORESTIERS, A L'EXCEPTION DE LA PATE A PAPIER ET DES PAPIERS ET CARTONS, SONT EXPRIMES EN MILLIERS DE METRES CUBES

TABLEAU ANNEXE 1. VOLUME DE LA PRODUCTION DES PRINCIPAUX PRODUITS AGRICOLES, HALIEUTIQUES ET FORESTIERS (fin)

	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984	1985	1986	VARIAT. ANNUALES 1976-86
.....MILLIERS DE TONNES METRIQUES.....POURCENT												
PRODUITS HALIEUTIQUES 1/												
POISSONS EAU DOUCE DIADR	1401	1422	1376	1468	1605	1785	1978	2289	2724	3439		
POISSONS MARINS	4485	4568	4532	4335	4470	4517	4777	4795	5109	5228		
CRUSTAC MOLLUSQ CEPHALOP	1045	1167	1239	1122	1144	1151	1322	1435	1580	1679		
MAMMIFERES AQUATIQUES	2	2	1	1	1	1	1	1	1	1		
ANIMAUX AQUATIQUES	6	13	4	14	10	19	19	20	20	22		
PLANTES AQUATIQUES	965	1434	1606	1519	1601	1399	1419	1535	1675	1726		
PRODUITS FORESTIERS 2/												
GRUMES DE CONIFERES	27944	28588	29311	30973	30984	27923	28442	29419	33965	33965	33965	1.76
GRUMES DE FEUILLUS	17942	18535	19005	20031	19665	18473	18779	19383	22283	22283	22283	2.01
BOIS DE TRITUR.+PARTIC.	4476	4671	4876	5089	5074	4670	4752	4893	5614	5614	5614	1.97
BOIS DE CHAUFFAGE	170100	173263	176538	179956	183467	187081	190792	194587	198435	202372	202990	1.88
SCIAGES DE CONIFERES	11697	12188	12745	13318	13887	14511	15162	15695	18134	18134	18134	4.89
SCIAGES DE FEUILLUS	7039	7445	7728	8025	8323	8652	9019	9291	10742	10742	10742	4.59
PANNEAUX A BASE DE BOIS	1429	1516	2023	2160	2303	2388	2566	2742	2807	2807	2807	6.97
PATE DE BOIS POUR PAPIER	3345	3698	4295	4699	4932	4969	4942	5414	5976	7210	1698	.51
PAPIERS ET CARTONS	4289	4580	5243	6031	6438	6509	7015	8433	9591	11169	11173	10.44

1/ PRISES NOMINALES (POIDS VIF), NON COMPRIS LES BALEINES

2/ TOUS LES PRODUITS FORESTIERS, A L'EXCEPTION DE LA PATE A PAPIER ET DES PAPIERS ET CARTONS, SONT EXPRIMES EN MILLIERS DE METRES CUBES

TABLEAU ANNEXE 2. INDICES DE LA PRODUCTION ALIMENTAIRE

	TOTAL					VARIATION DE 1983 à 1986	PAR HABITANT					VARIATION DE 1985 à 1986
	1982	1983	1984	1985	1986		1982	1983	1984	1985	1986	
.....1979=100.....						POURCENT						POURCENT
MONDE	106	106	111	113	116	2.12	102	101	104	104	105	.49
PAYS DEVELOPPES	104	100	107	108	109	1.26	103	98	104	104	105	.59
EUROPE OCCIDENTALE	105	103	110	106	107	.67	104	102	108	105	105	.47
COMMUNAUTE ECON. EUROP.	104	103	110	107	108	.72	104	102	108	105	106	.54
BELGIQUE-LUXEMBOURG	97	94	104	104	104	-.11	97	94	104	104	104	-.20
DANEMARK	111	105	127	123	126	1.94	111	105	127	124	126	1.94
FRANCE	105	101	110	110	108	-1.96	104	100	108	107	105	-2.26
ALLEMAGNE, REP. FED. D'	109	106	114	108	115	6.41	109	106	114	109	116	6.60
GRECE	109	102	107	103	99	-3.46	107	100	104	99	96	-3.85
IRLANDE	98	99	113	111	106	-4.11	95	96	107	104	99	-5.31
ITALIE	99	108	100	101	101	.08	99	107	99	100	100	-.01
PAYS-BAS	109	107	110	104	111	6.59	108	105	107	101	108	6.23
ROYAUME-UNI	103	105	115	109	112	2.99	103	105	115	108	111	2.96
AUTRES PAYS D'EUROPE OCC.	109	106	110	104	104	.34	108	104	108	102	102	.04
AUTRICHE	112	107	111	109	104	-4.03	112	107	111	109	104	-4.05
FINLANDE	107	117	114	113	112	-1.05	106	115	112	110	108	-1.35
ISLANDE	99	96	98	99	97	-1.79	96	93	93	93	91	-2.59
MALTE	115	114	109	113	119	5.82	113	112	106	108	114	5.00
NORVEGE	109	104	114	111	105	-5.92	108	103	112	110	103	-6.08
PORTUGAL	106	94	103	104	105	.78	104	92	100	100	100	.14
ESPAGNE	103	95	112	107	105	-2.51	102	93	109	104	101	-3.11
SUEDE	106	105	114	103	103		105	104	114	103	103	.11
SUISSE	110	105	108	108	108	-.35	108	103	106	106	105	-.40
YOUgoslavie	109	104	107	99	102	3.38	108	102	104	95	98	2.73
URSS ET EUROPE ORIENTALE	104	108	110	110	117	6.49	103	105	107	106	112	5.64
EUROPE ORIENTALE	104	104	111	109	115	5.86	103	102	109	106	112	5.32
ALBANIE	102	109	109	109	108	-.61	98	102	100	98	95	-2.69
BULGARIE	110	101	109	95	106	11.37	110	101	108	93	104	10.95
TCHECOSLOVAQUIE	109	114	120	117	119	1.78	109	113	119	116	117	1.46
REP. DEMOCR. ALLEMANDE	97	98	105	111	109	-1.69	97	98	106	111	109	-1.83
HONGRIE	112	109	116	108	109	1.23	112	109	116	109	110	1.31
POLOGNE	100	104	107	109	116	6.06	98	101	103	105	110	5.32
ROUMANIE	106	104	116	109	125	14.36	104	102	114	107	121	13.58
URSS	104	109	110	110	117	6.00	102	106	106	105	110	5.02
AMERIQUE DU NORD DEVELOP.	106	89	102	109	106	-2.74	104	87	98	103	100	-3.58
CANADA	117	109	108	112	124	10.66	114	106	104	106	116	9.54
ETATS UNIS	105	90	102	108	104	-3.80	103	87	98	103	98	-4.62
OCEANIE DEVELOPPEE	93	111	106	106	107	.52	91	107	101	100	99	-.66
AUSTRALIE	87	116	110	105	108	2.66	85	111	104	98	100	1.38
NOUVELLE-ZELANDE	104	107	106	116	110	-4.99	104	105	103	112	105	-5.80
AUTRES PAYS DEVELOPPES	100	95	101	104	106	1.42	98	92	97	99	100	.46
ISRAEL	107	117	111	124	116	-6.45	102	110	102	112	103	-7.98
JAPON	99	99	110	110	111	.38	98	97	107	107	106	-.13
AFRIQUE DU SUD	96	79	89	95	99	4.18	92	73	81	84	85	1.58
PAYS EN DEVELOPPEMENT	107	112	116	119	123	2.94	103	105	107	108	109	.98
AFRIQUE EN DEVELOPPEMENT	105	103	103	113	118	3.94	99	95	92	97	98	.74
AFRIQUE DU NORD-OUEST	101	104	105	119	128	7.57	96	96	95	105	109	4.73
ALGERIE	96	102	108	121	125	2.89	90	93	96	104	104	-.35
MAROC	115	105	107	114	137	20.12	110	98	97	101	118	17.39
TUNISIE	91	106	104	134	120	-10.61	88	99	96	121	106	-12.54
AFRIQUE OCCIDENTALE	106	102	110	117	122	4.42	99	93	97	100	101	1.07
BENIN	99	103	126	133	139	4.93	94	94	112	114	116	1.72
BURKINA FASO	105	107	106	130	146	11.94	100	99	96	116	126	9.02
COTE-D'IVOIRE	99	102	117	126	122	-3.68	92	91	101	105	98	-6.95
GAMBIE	143	100	110	136	136	-.45	138	95	102	124	121	-2.57
GHANA	97	89	131	124	138	11.29	91	81	115	106	114	7.61
GUINEE	107	100	102	103	108	4.90	102	93	93	92	94	2.34
LIBERIA	104	112	115	115	118	2.70	97	102	101	98	97	-.57
MALI	116	122	113	109	122	11.84	110	112	101	95	103	8.60
MAURITANIE	99	91	94	98	110	11.71	93	84	84	85	92	8.33
NIGER	100	132	82	104	108	3.72	95	94	73	91	91	.64
NIGERIA	109	137	113	123	129	4.61	102	97	99	104	105	1.02
SENEGAL	122	88	104	123	117	-5.00	115	81	94	109	100	-7.54
SIERRA LEONE	112	116	105	101	112	10.90	109	110	98	93	101	8.79
TOGO	100	94	106	105	100	-4.76	94	87	94	91	84	-7.63
AFRIQUE CENTRALE	103	105	105	109	111	1.60	98	97	94	95	94	-1.18
ANGOLA	101	102	102	102	102	.20	96	94	92	90	87	-2.43
CAMEROUN	103	104	104	103	111	2.74	98	96	93	95	95	-.11
REP. CENTRAFRICAINE	105	106	103	98	108	9.84	100	99	95	87	94	7.22
TCHAD	100	105	96	119	122	2.61	96	98	88	106	106	.14
CONGO	106	102	103	106	108	1.93	101	94	93	93	92	-.80
GABON	104	107	107	105	107	2.32	101	102	100	97	97	.31
ZAIRE	108	110	113	116	117	.99	102	101	101	100	98	-2.03
AFRIQUE ORIENTALE	106	104	97	107	113	3.13	100	95	85	94	93	-.15
BURUNDI	107	106	103	111	115	3.44	101	98	92	97	97	.55

TABLEAU ANNEXE 2. INDICES DE LA PRODUCTION ALIMENTAIRE (fin)

	TOTAL					VARIATION DE 1985 A 1986	PAR HABITANT					VARIATION DE 1985 A 1986
	1982	1983	1984	1985	1986		1982	1983	1984	1985	1986	
.....1979=100.....						POURCENT						POURCENT
ETHIOPIE	107	100	90	99	102	3.19	102	95	82	86	88	2.34
KENYA	114	112	84	111	119	7.36	105	99	72	90	93	2.94
MADAGASCAR	104	110	111	114	114	-0.04	99	101	100	99	96	-2.90
MALAWI	106	103	104	105	106	1.69	100	94	92	90	88	-1.62
MAURICE	121	103	101	111	120	7.77	110	97	93	101	107	6.05
MOZAMBIQUE	102	97	96	98	101	2.89	90	89	86	85	85	0.15
RWANDA	112	119	97	103	106	2.77	104	108	85	87	87	-0.62
SOMALIE	106	101	100	100	108	1.19	100	92	88	92	91	-0.92
TANZANIE	100	104	109	110	114	2.90	94	93	95	93	92	-0.78
UGANDA	117	125	94	140	152	4.10	110	113	83	124	125	0.53
ZAMBIE	98	103	104	114	118	2.78	92	94	91	97	96	-0.68
ZIMBABWE	102	86	88	125	122	-2.35	96	72	77	106	99	-5.81
AFRIQUE MERIDIONALE	104	99	98	101	102	0.96	98	91	87	87	86	-2.06
BUTSWANA	105	98	92	98	99	0.99	97	88	79	81	78	-2.70
LESOTHO	86	89	89	100	93	-7.31	81	83	80	88	79	-9.69
SWAZILAND	108	111	112	111	113	1.88	102	102	99	95	94	-1.31
AMERIQUE LATINE	107	106	110	113	113	0.39	102	99	100	101	99	-1.76
AMERIQUE CENTRALE	102	107	108	109	112	2.90	97	99	97	95	96	0.35
COSTA RICA	94	96	102	105	109	3.33	89	89	92	92	93	0.85
EL SALVADOR	87	92	103	104	100	-4.28	82	84	92	90	84	-7.21
GUATEMALA	111	111	111	112	112	0.16	105	102	100	97	95	-2.69
HONDURAS	102	96	95	100	110	9.00	96	87	83	85	90	6.31
MEXIQUE	102	109	111	111	113	1.80	97	101	100	97	97	-0.60
NICARAGUA	93	92	89	90	91	0.68	87	83	77	76	74	-2.65
PANAMA	102	108	107	112	106	-5.11	98	102	98	100	93	-7.08
CARAIBES	104	104	109	106	107	1.11	101	99	102	98	97	-0.57
BARBADE	86	81	85	86	92	6.92	85	80	84	85	90	6.08
CUBA	108	105	114	112	113	0.81	107	103	111	108	108	0.17
REPUBLIQUE DOMINICAINE	105	111	115	112	111	-0.31	101	103	105	99	97	-2.48
HAITI	100	104	107	106	110	3.34	95	97	97	94	94	0.67
JAMAIQUE	94	102	112	109	108	-0.71	91	98	105	101	99	-2.21
AMERIQUE DU SUD	108	105	110	115	114	-0.32	103	99	101	103	100	-2.37
ARGENTINE	108	105	108	104	109	4.25	104	100	101	96	99	2.74
BOLIVIE	111	84	103	111	104	-6.40	105	78	92	97	89	-9.00
BRESIL	113	108	115	123	119	-3.36	108	101	105	110	104	-5.35
CHILI	104	99	104	108	116	8.02	101	95	98	100	106	6.39
COLOMBIE	101	99	104	106	110	4.00	96	93	96	95	97	1.88
EQUATEUR	107	92	103	117	120	1.96	101	85	92	102	101	-0.84
GUYANE	103	93	88	89	91	1.76	98	88	81	81	81	-0.03
PARAGUAY	108	112	108	121	116	-4.04	101	102	96	104	97	-6.68
PEROU	111	104	115	114	112	-1.15	105	90	104	100	96	-3.60
URUGUAY	112	115	105	106	102	-3.84	111	113	102	102	98	-4.57
VENEZUELA	98	105	103	106	110	3.83	93	96	92	92	93	1.15
PROCHE-ORIENT EN DEVELOP	109	108	106	113	118	4.95	103	100	96	99	101	2.01
PROCHE-ORIENT EN AFRIQUE	106	109	106	115	119	3.63	100	100	96	100	101	1.05
EGYPTE	110	113	113	119	120	1.04	105	105	102	105	104	-1.23
LIBYE	142	142	138	172	178	3.67	131	126	118	141	141	-0.07
SOUDAN	100	102	93	115	123	6.58	94	93	83	100	104	3.55
PROCHE-ORIENT EN ASIE	110	107	106	112	118	5.40	104	100	96	99	101	2.31
AFGHANISTAN	103	104	104	103	99	-4.28	102	102	101	100	92	-8.79
CHYPRE	108	92	103	96	96	0.02	105	89	98	90	89	-1.02
IRAN	113	110	110	114	117	2.84	107	101	98	98	98	0.03
IRAK	115	112	109	132	147	10.79	107	100	94	111	119	7.19
JORDANIE	109	116	121	120	125	3.79	102	105	105	100	100	-0.27
LIBAN	119	106	108	123	129	5.18	120	108	109	123	127	2.98
ARABIE SAOUDITE	124	158	157	240	260	5.72	113	138	132	198	202	1.73
SYRIE	114	113	101	109	123	13.00	107	102	88	91	99	8.91
TURQUIE	107	106	106	110	116	5.28	103	99	98	99	103	3.13
REP. ARABE DU YEMEN	109	102	113	122	140	14.79	103	94	101	106	119	11.49
YEMEN DEMOCRATIQUE	95	100	101	100	98	-2.15	90	92	90	87	83	-5.04
EXTREME-ORIENT EN DEV.	105	114	117	121	123	1.08	101	107	108	109	109	-0.19
ASIE DU SUD	104	116	118	121	123	1.48	100	109	108	109	108	-0.40
BANGLADESH	105	108	110	114	118	2.87	100	99	98	100	100	0.22
INDE	104	118	120	123	124	0.59	100	111	111	112	111	-1.13
NEPAL	99	115	115	116	112	-3.93	94	107	105	103	97	-6.09
PAKISTAN	107	111	113	117	124	6.12	101	101	100	100	104	3.78
SRI LANKA	91	100	90	95	101	6.27	88	95	83	87	91	4.71
ASIE EST ET SUD-EST	107	111	117	120	123	2.05	103	104	108	109	109	0.21
BIRMANIE	118	122	129	136	143	3.65	113	116	119	125	127	1.71
INDONESIE	108	115	127	129	134	3.98	104	108	117	117	119	2.19
COREE, REPUBLIQUE DE	101	103	109	111	117	5.12	98	98	103	103	106	3.39
LAO	111	116	129	141	147	4.05	107	109	118	127	129	1.56
MALAISIE	114	108	115	123	130	5.30	108	100	104	109	112	3.08
PHILIPPINES	101	101	102	106	110	3.58	96	94	93	94	95	1.28
THAILANDE	109	116	118	122	118	-3.19	105	109	109	111	105	-4.73
ASIE A ECON. CENTR. PLANIF.	110	118	125	127	133	5.08	107	113	119	118	123	3.77
CHINE	110	117	125	126	133	5.29	107	113	119	118	123	4.05
KAMPUCHEA DEMOCRATIQUE	118	139	154	160	163	-1.26	113	130	140	147	142	-3.68
COREE, REP. POP. DEM. DE	105	110	116	121	123	1.78	100	102	105	107	106	-0.60
MONGOLIE	107	112	108	109	113	3.46	101	103	97	95	96	0.66
VIET NAM	110	115	122	126	134	4.56	106	109	113	116	119	2.44
AUTRES PAYS EN DEVELOPP.	103	99	109	111	113	1.79	99	92	99	98	97	-0.49

TABLEAU ANNEXE 3. INDICES DE LA PRODUCTION AGRICOLE

	TOTAL					VARIATION DE 1985 A 1986	PAR HABITANT					VARIATION DE 1985 A 1986
	1982	1983	1984	1985	1986		1982	1983	1984	1985	1986	
.....1979-81=100.....						POURCENT						POURCENT
HONDE	106	106	111	114	115	1.26	102	100	104	105	104	-0.35
PAYS DEVELOPPES	104	100	106	108	109	0.86	103	97	103	104	104	0.20
EUROPE OCCIDENTALE	105	103	110	107	107	0.64	104	102	108	105	106	0.44
COMMUNAUTE ECON.EUROP.	104	103	110	107	108	0.67	104	102	108	106	106	0.49
BELGIQUE-LUXEMBOURG	97	94	104	104	104	-0.12	97	94	104	104	104	-0.21
DANEMARK	111	105	127	123	126	1.94	111	105	127	124	126	1.94
FRANCE	105	101	110	107	107	-2.02	103	100	108	107	105	-2.32
ALLEMAGNE, REP. FED. D'	109	106	114	108	115	6.40	109	106	114	109	116	6.59
GRECE	108	102	108	105	102	-2.93	106	100	105	101	98	-3.32
IRLANDE	98	99	112	111	106	-4.09	95	96	107	104	99	-5.30
ITALIE	99	108	100	101	101	-0.02	99	108	99	100	100	-0.11
PAYS-BAS	109	107	110	104	111	6.53	108	105	107	102	108	6.17
ROYAUME-UNI	103	105	115	109	112	2.96	103	105	114	108	111	2.93
AUTRES PAYS D'EUROPE OCC	109	106	110	104	104	0.44	108	104	108	102	102	0.13
AUTRICHE	112	107	111	109	105	-4.03	112	107	111	109	104	-4.04
FINLANDE	107	117	114	113	112	-1.05	106	115	112	110	108	-1.35
ISLANDE	99	96	98	99	97	-1.74	96	93	93	93	91	-2.04
MALTE	115	114	109	113	119	5.82	113	112	106	108	114	5.00
NORVEGE	109	104	114	112	105	-5.82	108	103	112	110	103	-5.98
PORTUGAL	106	94	103	104	105	0.78	104	92	100	100	100	0.14
ESPAGNE	103	95	112	108	105	-2.31	102	93	109	104	101	-2.91
SUEDE	106	105	114	103	103	-0.30	105	104	114	103	103	0.11
SUISSE	109	105	108	108	108	0.00	108	103	106	106	105	-0.35
YOUgoslavIE	110	104	107	99	103	3.51	108	102	104	96	98	2.86
URSS ET EUROPE ORIENTALE	104	108	109	109	116	6.04	103	105	106	105	111	5.20
EUROPE ORIENTALE	104	104	111	109	115	5.65	103	102	109	106	112	5.12
ALBANIE	102	108	108	109	108	-0.57	97	101	99	97	95	-2.64
BULGARIE	110	99	108	94	103	8.84	109	98	107	93	101	8.43
TCHECOSLOVAQUIE	109	114	120	117	119	1.63	109	113	119	116	117	1.31
REP. DEMOCR. ALLEMANDE	97	98	106	111	110	-1.41	98	98	106	112	110	-1.55
HONGRIE	112	109	116	108	109	1.15	112	109	116	109	110	1.23
POLOGNE	99	104	107	109	116	5.73	97	101	103	105	110	4.99
ROUMANIE	105	103	116	109	125	14.16	104	102	114	107	121	13.38
URSS	104	109	109	109	115	5.51	102	106	105	105	109	4.54
AMERIQUE DU NORD DEVELOP	105	88	102	108	104	-3.58	103	86	98	103	98	-4.42
CANADA	116	109	108	112	123	10.09	113	105	104	106	116	8.98
ETATS UNIS	104	88	102	107	102	-4.90	102	85	98	102	96	-5.71
OCEANIE DEVELOPEE	95	109	106	109	109	0.49	93	105	101	102	101	-0.69
AUSTRALIE	90	113	110	109	112	2.73	88	109	104	102	104	1.46
NOUVELLE-ZELANDE	104	106	105	114	108	-5.32	103	104	102	109	103	-6.12
AUTRES PAYS DEVELOPPES	100	95	101	104	105	1.08	98	92	96	98	98	0.12
ISRAEL	107	116	110	123	110	-10.33	102	109	101	111	98	-11.79
JAPON	99	99	108	108	109	0.34	97	97	105	105	104	-0.17
AFRIQUE DU SUD	96	80	90	96	99	3.74	92	75	81	85	85	1.15
PAYS EN DEVELOPPEMENT	107	112	116	120	122	1.62	103	105	107	108	108	-0.32
AFRIQUE EN DEVELOPPEMENT	105	104	104	113	118	3.93	99	95	92	98	98	0.73
AFRIQUE DU NORD-OUEST	102	105	106	121	129	7.16	97	97	96	106	110	4.33
ALGERIE	97	103	109	122	126	2.76	91	94	96	105	105	-0.48
MAROC	115	106	108	114	137	19.79	110	98	97	101	118	17.07
TUNISIE	92	106	104	134	120	-10.38	88	99	96	120	106	-12.31
AFRIQUE OCCIDENTALE	105	102	107	117	122	4.65	99	93	95	100	101	1.29
BENIN	100	105	129	136	145	6.60	94	96	115	117	121	3.33
BURKINA FASO	105	107	106	131	148	12.59	100	100	97	116	128	9.66
COTE-D'IVOIRE	97	101	101	121	118	-2.15	90	90	87	101	95	-5.48
GAMBIE	143	100	110	136	135	-0.44	138	94	102	123	120	-2.56
GHANA	97	89	129	123	137	11.19	91	81	114	105	113	7.52
GUINEE	106	100	102	103	108	4.72	102	94	93	92	94	2.17
LIBERIA	103	107	115	113	116	2.65	97	97	101	97	96	-0.62
MALI	114	121	113	110	123	11.79	108	111	101	96	104	8.55
MAURITANIE	99	91	94	98	110	11.71	93	84	84	85	92	8.33
NIGER	100	102	82	104	108	3.73	95	94	73	91	91	0.65
NIGERIA	109	107	113	123	128	4.63	102	97	99	104	105	1.04
SENEGAL	122	88	105	124	118	-4.55	116	82	95	109	101	-7.11
SIERRA LEONE	111	112	101	101	111	10.82	107	107	94	92	100	8.71
TOGO	100	95	105	108	103	-4.50	94	87	93	93	86	-7.38
AFRIQUE CENTRALE	104	105	107	110	112	2.10	99	96	96	96	95	-0.75
ANGOLA	99	100	101	101	102	1.59	94	93	91	89	88	-1.08
CAMEROUN	105	100	106	107	112	4.61	99	92	95	93	95	1.71
REP. CENTRAFRICAINE	106	105	105	99	108	9.15	101	98	96	88	94	6.54
TCHAD	101	110	97	120	120	0.61	97	103	89	107	105	-1.82
CONGO	106	102	103	106	108	1.69	101	94	93	93	92	-1.04
GABON	104	107	107	105	107	2.32	101	102	100	97	97	0.32
ZAIRE	108	111	113	116	118	0.96	102	102	101	101	99	-2.06
AFRIQUE ORIENTALE	106	104	100	110	114	2.98	100	95	88	95	94	-0.30
BURUNDI	103	107	102	111	113	2.06	98	99	91	97	96	-0.80

TABLEAU ANNEXE 3. INDICES DE LA PRODUCTION AGRICOLE (fin)

	TOTAL					VARIATION OE 1985 A 1986	PAR HABITANT					VARIATION OE 1985 A 1986
	1982	1983	1984	1985	1986		1982	1983	1984	1985	1986	
.....1979-81=100..... POURCENT												
ETHIOPIE	107	101	93	99	103	4.88	102	94	84	87	89	1.99
KENYA	112	113	100	117	127	8.57	103	100	85	95	99	4.11
MAOAGASCAR	104	109	111	113	113	.22	98	100	99	98	96	-2.65
MALAWI	108	105	109	109	112	2.16	102	96	96	94	93	-1.17
MAURICE	119	103	104	113	121	7.07	114	97	96	103	108	5.37
MOZAMBIQUE	101	96	96	97	100	2.84	95	88	85	84	84	.11
RWANDA	110	119	100	104	107	2.42	103	107	87	89	88	-.96
SOMALIE	106	101	100	106	108	1.19	100	92	88	92	91	-.92
TANZANIE	99	102	107	108	111	2.70	92	92	93	90	89	-.97
UGANDA	118	125	97	147	153	3.65	111	114	85	125	125	.10
ZAMBIE	97	103	106	115	119	3.19	91	94	93	97	97	-.28
ZIMBABWE	99	85	101	128	123	-4.08	92	76	88	107	99	-7.48
AFRIQUE MERIOIONALE	103	99	98	101	102	1.00	98	90	87	87	85	-2.03
BOTSWANA	105	98	92	98	99	.99	97	88	79	81	78	-2.71
LESOTHO	87	91	91	101	94	-6.67	83	85	82	89	81	-9.06
SWAZILANO	108	111	112	111	113	1.70	102	102	99	95	94	-1.49
AMERIQUE LATINE	105	105	109	113	111	-1.62	100	98	99	101	97	-3.72
AMERIQUE CENTRALE	101	105	106	106	108	1.56	95	97	95	93	92	-.97
COSTA RICA	97	101	108	115	111	-3.53	92	93	97	101	95	-5.85
EL SALVADOR	84	89	94	94	85	-9.87	79	81	83	81	71	-12.63
GUATEMALA	107	103	105	102	101	-1.09	101	94	93	89	85	-3.90
HONOURAS	102	99	98	102	108	5.72	95	90	85	86	88	2.48
MEXIQUE	102	109	109	109	111	1.54	97	100	98	96	95	-.85
NICARAGUA	98	92	92	91	86	-5.56	92	83	80	77	70	-8.69
PANAMA	103	109	109	113	110	-2.01	98	102	100	101	97	-4.03
CARAIBES	104	103	109	106	106	.33	101	99	102	98	97	-1.33
BARBAOE	86	81	85	86	92	6.92	85	80	84	85	90	6.08
CUBA	109	105	114	112	113	.73	108	103	112	109	109	-.25
REPUBLIQUE OOMINICAINE	105	111	115	111	106	-4.82	101	104	105	99	92	-6.89
HAITI	100	105	107	106	110	3.42	95	97	97	94	94	.75
JAMAIQUE	94	102	111	109	108	-.53	91	98	105	101	99	-2.04
AMERIQUE OU SUO	106	105	109	115	112	-2.58	102	98	100	103	98	-4.58
ARGENTINE	108	104	108	104	108	3.77	104	99	101	96	98	2.27
BOLIVIE	110	84	102	109	103	-6.12	104	78	91	96	87	-8.68
BRESIL	108	107	113	124	115	-7.66	104	101	104	111	101	-9.55
CHILI	104	99	104	108	116	7.89	101	95	98	100	106	6.27
COLOMBIE	101	100	103	103	107	3.55	97	94	94	93	94	1.44
EQUATEUR	107	92	104	119	122	2.86	101	84	93	103	103	.03
GUYANE	102	93	88	89	91	1.75	98	88	81	81	81	-.03
PARAGUAY	108	110	110	129	120	-6.82	102	100	97	111	101	-9.38
PEROU	105	101	113	111	110	-1.00	100	94	101	98	94	-3.46
URUGUAY	112	115	106	109	107	-1.92	110	113	103	105	103	-2.66
VENEZUELA	98	105	103	108	111	3.59	92	96	92	93	94	.91
PROCHE-ORIENT EN DEVELOP	108	108	106	112	117	4.30	103	100	96	98	100	1.39
PROCHE-ORIENT EN AFRIQUE	105	107	105	113	116	2.56	99	99	95	99	99	
EGYPTE	107	108	108	114	115	.91	102	101	98	101	100	-1.35
LIBYE	142	142	137	171	177	3.65	131	126	117	141	141	-.09
SOUOAN	101	105	98	118	123	4.17	96	97	88	102	104	1.21
PROCHE-ORIENT EN ASIE	109	108	106	112	117	4.92	104	100	96	98	100	1.84
AFGHANISTAN	101	103	103	103	99	-4.01	100	101	101	100	91	-8.53
CHYPRE	107	92	103	96	96	-.02	105	89	98	90	89	-1.05
IRAN	113	110	110	113	117	2.97	107	101	98	98	98	.16
IRAK	115	112	110	133	147	10.62	107	101	95	111	119	7.02
JORDANIE	109	117	120	120	124	3.64	102	106	105	100	100	-.41
LIBAN	118	106	107	122	128	5.14	119	107	108	122	125	2.94
ARABIE SAQOITE	124	157	157	245	259	5.68	113	138	132	197	201	1.70
SYRIE	115	116	103	110	124	12.41	107	105	90	93	100	8.34
TURQUIE	107	106	106	110	115	4.67	103	99	98	99	101	2.53
REP.ARABE OU YEMEN	109	102	112	121	139	14.62	103	94	101	106	118	11.32
YEMEN DEMOCRATIQUE	95	101	102	101	99	-2.03	90	93	91	88	84	-4.93
EXTREME-ORIENT EN OEUV.	105	113	117	121	122	1.05	101	106	107	109	108	-.81
ASIE OU SUO	104	114	117	121	122	.43	100	107	108	109	108	-1.43
BANGLAOESH	105	107	109	116	116	.15	100	99	98	101	99	-2.43
INOE	104	117	120	123	123	-.26	100	110	111	112	110	-1.96
NEPAL	98	114	113	115	111	-3.42	94	106	103	102	97	-5.59
PAKISTAN	107	107	115	121	128	5.59	101	98	102	104	107	3.26
SRI LANKA	93	99	91	97	103	5.58	90	94	85	89	92	4.03
ASIE EST ET SUO-EST	107	110	116	120	122	2.21	103	104	107	108	109	.37
BIRMANIE	117	122	128	137	141	3.30	112	115	118	124	126	1.37
INDONESIE	107	114	125	128	133	4.16	103	107	116	116	119	2.37
COREE,REPUBLIQUE OE	102	102	109	110	116	5.10	99	98	102	102	105	3.37
LAO	111	116	129	140	146	4.15	107	109	118	126	128	1.66
MALAISIE	110	106	112	117	122	4.34	105	99	101	104	106	2.14
PHILIPPINES	103	101	102	106	110	3.61	98	94	93	94	95	1.31
THAILANOE	109	115	118	123	120	-2.48	105	109	109	111	107	-4.03
ASIE A ECON.CENTR.PLANIF	112	119	129	129	133	2.98	109	115	123	121	123	1.69
CHINE	112	119	130	129	133	2.99	109	115	123	121	123	1.78
KAMPUCHEA OEMOCRATIQ	117	139	154	167	165	-1.14	113	130	141	148	143	-3.56
COREE,REP.POP.OEM.OE	105	110	116	121	123	1.82	100	102	105	107	106	-.55
MONGOLIE	107	111	106	107	110	3.15	101	102	95	93	94	.36
VIET NAM	110	115	122	129	135	4.57	106	109	113	117	120	2.44
AUTRES PAYS EN DEVELOP	101	100	108	110	112	1.94	97	93	97	97	97	-.34

TABLEAU ANNEXE 4. VOLUME DES EXPORTATIONS DES PRINCIPAUX PRODUITS AGRICOLES, HALIEUTIQUES ET FORESTIERS

	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984	1985	VARIAT. ANNUALES 1975-85
.....MILLIERS DE TONNES METRIQUES.....POURCENT												
MONDE												
PRODUITS AGRICOLES												
BLE+FARINE,EQUIV.DE BLE	73824	69064	74486	84921	81563	99527	105202	104979	111816	116489	104994	5.37
RIZ USINE	7724	8916	10853	9600	11644	12978	13093	12044	11436	12680	10851	3.55
ORGE	12604	13930	13112	14585	14106	16226	20277	18346	17754	23008	21808	6.07
MAIS	52085	62377	57764	68792	76096	80304	79442	70040	69045	68961	69597	2.27
MILLET	207	303	272	315	296	214	242	226	220	178	181	-3.82
SORGH0	10156	11161	11937	10923	11365	11164	14464	13724	11728	12381	12885	2.07
POMMES DE TERRE	3931	4411	4696	4038	4630	4921	4949	5204	4779	4722	5079	2.00
SUCRE,TOTAL(EQUIV.BRUT)	21937	23185	28985	26139	26686	27510	29344	30725	29706	28675	28286	2.40
LEGUMINEUSES SECHES	1788	1906	1981	2116	2349	2815	3148	2968	3148	3289	3683	7.69
GRAINES DE SOJA	16479	19766	20025	24062	25489	26877	26219	28928	26585	25775	25527	4.17
HUILE DE SOJA	1365	1839	2106	2610	2953	3196	3488	3406	3651	4026	3490	9.70
ARACHIDES DECORTIQUEES	899	1035	874	745	744	730	826	730	759	748	805	-2.00
HUILE D'ARACHIDE	402	561	581	418	502	474	320	447	495	290	315	-4.15
COPRAH	1082	1147	941	703	443	461	415	430	256	289	381	-13.29
HUILE DE COPRAH	1043	1374	1110	1334	1142	1216	1357	1264	1324	991	1233	.11
PALMISTES	308	391	279	181	160	201	138	111	120	130	93	-12.01
HUILE DE PALMISTE	2043	2186	2333	2404	2845	3614	3227	3773	4014	4302	5233	9.58
TOURTEAUX+TOURT. MOULUS	14463	18820	19110	21873	23221	25687	27706	27602	31863	28498	30562	7.13
BANANES	6370	6341	6658	7045	6948	6957	6998	7291	6335	6999	6943	.69
ORANGES+TANGER+MANDAR.	5165	5154	5404	5212	4967	5140	4998	5033	4836	5323	4955	-4.43
CITRONS+LIMES	813	967	894	982	921	996	936	1016	951	1018	1011	1.43
CAFE VERT+TORREFIE	3573	3656	2934	3441	3796	3706	3708	3928	4039	4210	4404	2.59
FEVES DE CACAO	1160	1148	972	1086	930	1064	1329	1251	1206	1349	1444	2.79
THE	813	852	904	885	903	981	950	919	980	1081	1080	2.52
COTON,FIBRE	3994	4049	3929	4472	4373	4832	4264	4417	4307	4316	4211	.68
JUTE ET FIBRES SIMIL.	590	668	565	496	561	520	573	513	500	490	340	-3.81
TABAC BRUT	1251	1306	1280	1432	1374	1353	1490	1429	1342	1396	1354	.80
CAOUTCHOUC NATUREL	3011	3249	3292	3317	3422	3330	3148	3116	3450	3654	3685	1.29
LAINE EN SUINT	853	1010	1103	890	937	907	952	874	893	879	905	-4.83
BOVINS 1/	6681	6769	6675	7580	7442	7024	7218	7595	7384	7088	6819	.51
OVINS ET CAPRINS 1/	11830	10776	12430	14776	15267	18639	17607	18572	20420	19238	18763	6.29
PORCINS 1/	6428	6945	6942	7951	8421	10746	9846	9357	9575	10123	10065	4.84
VIANDE,TOTAL	5547	6264	6811	7170	7829	8094	8860	8583	8944	8793	8966	4.71
LAIT SEC	391	457	586	602	662	871	868	816	742	827	844	7.36
OEUFs EN COQUILLE	535	518	573	606	656	746	807	826	794	841	775	5.22
PRODUITS HALIEUTIQUES												
POISSON,FRAIS,CONGELE	2893	2975	3364	3894	4197	4360	4486	4444	4838	4718	4990	5.60
POISSON,SECHE,SALE,FUME	434	437	406	405	445	455	479	448	424	408	405	-4.20
CRUSTACES ET MOLLUSQUES	760	896	848	985	1137	1056	1121	1243	1374	1510	1649	7.40
POISSON EN CONSERVE	721	841	792	844	887	1021	1033	946	910	976	1031	2.93
CRUST ET MOLL EN CONSERV	88	94	115	112	115	138	148	161	184	195	204	9.03
HUILES DE POISSON	597	567	581	696	728	746	728	730	733	948	1049	5.29
FARINES DE POISSON	2188	2118	2056	2101	2342	2369	2178	2687	2360	2648	3239	3.41
PRODUITS FORESTIERS 2/												
GRUMES DE CONIFERES	23898	28411	28593	29773	31753	27909	22485	26315	29386	30888	32577	1.26
GRUMES DE FEUILLUS	36239	45376	47067	48311	45953	42001	32973	33260	32248	29593	29972	-4.33
BOIS DE TRITUR.+PARTIC.	31876	33858	35121	32616	36223	40643	39495	34471	34712	38588	39668	1.63
BOIS DE CHAUFFAGE	2229	1998	2423	1894	2243	2780	2248	2392	2715	2720	2475	2.36
SCIAGES DE CONIFERES	43250	56294	61710	65879	68743	65938	60646	61439	70576	72755	73472	3.53
SCIAGES DE FEUILLUS	7918	11425	11168	11994	13380	12545	10950	10923	12506	12576	11780	2.13
PANNEAUX A BASE DE BOIS	12436	14384	14971	16401	16680	16323	16759	15452	17404	18013	18860	3.06
PATE DE BOIS POUR PAPIER	13660	15523	15594	17489	18704	19749	18746	17310	19748	20271	20610	3.53
PAPIERS ET CARTONS	23074	27090	28292	30273	33278	35034	35356	33618	36721	39789	40439	5.03
EUROPE OCCIDENTALE												
PRODUITS AGRICOLES												
BLE+FARINE,EQUIV.DE BLE	14417	14499	12860	13773	16091	19926	23693	22408	23811	27408	29646	8.88
RIZ USINE	613	660	738	839	874	943	999	933	941	984	1198	5.63
ORGE	5686	5078	4408	8634	7199	8052	10795	7416	8390	11526	12791	8.89
MAIS	5666	5876	4457	4869	5050	5474	4808	5743	7705	7809	7029	3.83
MILLET	15	11	12	12	13	15	20	20	26	20	24	8.31
SORGH0	737	771	385	262	308	206	240	269	159	165	190	-13.40
POMMES DE TERRE	2589	2337	2707	2798	3016	3455	3543	3666	3517	3491	3777	4.63
SUCRE,TOTAL(EQUIV.BRUT)	2249	3072	3924	4448	4632	5628	6147	6466	6078	5631	5258	8.54
LEGUMINEUSES SECHES	323	226	302	353	450	458	448	419	606	814	1237	13.84
GRAINES DE SOJA	111	189	120	237	353	327	160	207	127	88	95	-4.22

1/ MILLIERS DE TETES

2/ TOUTS LES PRODUITS FORESTIERS, A L'EXCEPTION DE LA PATE A PAPIER ET DES PAPIERS ET CARTONS, SONT EXPRIMES EN MILLIERS DE METRES CUBES

TABLEAU ANNEXE 4. VOLUME DES EXPORTATIONS DES PRINCIPAUX PRODUITS AGRICOLES, HALIEUTIQUES ET FORESTIERS (suite)

	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984	1985	VARIAT. ANNUELES 1975-85
	.....MILLIERS DE TONNES METRIQUES.....POURCENT											
HUILE DE SOJA	719	744	767	1099	1208	1204	1272	1380	1387	1427	1324	7.49
ARACHIDES DECORTIQUEES	13	24	21	28	14	18	24	25	17	24	24	2.35
HUILE D'ARACHIDE	74	49	44	45	64	79	68	74	99	62	61	3.22
COPRAH	1	17	3	4	1	2		1				-39.38
HUILE DE COPRAH	203	269	163	119	61	43	58	87	60	57	51	-14.16
PALMISTES	1	1	1	1	2	3	1	2				-26.87
HUILE DE PALMISTE	86	98	111	97	92	123	114	94	123	131	141	3.77
TOURTEAUX+TOURT. MOULUS	2251	2630	2518	3437	3957	4247	4921	5330	6417	6113	6378	12.02
BANANES	35	25	31	41	43	43	48	46	35	47	35	3.02
ORANGES+TANGER+MANDAR.	1999	2057	2113	1921	1907	1799	1659	1880	1702	2425	1956	-2.26
CITRONS+LIMES	461	525	464	505	483	512	430	574	449	532	542	.82
CAFE VERT+TORREFIE	86	92	78	102	130	106	122	126	142	165	202	8.28
FEVES DE CACAO	11	15	30	34	31	44	48	52	52	66	76	18.16
THE	43	46	60	50	46	43	44	43	51	56	56	1.20
COTON+FIBRE	65	89	70	71	60	57	55	75	69	68	98	.91
JUTE ET FIBRES SIMIL.	21	18	17	19	16	17	17	15	16	14	14	-3.23
TABAC BRUT	177	179	153	223	234	197	210	247	249	265	243	4.35
CAOUTCHOUC NATUREL	29	32	27	21	21	16	14	15	16	23	23	-4.62
LAINE EN SUINT	55	64	57	60	65	69	61	57	69	65	62	.98
BOVINS 1/	3416	3121	2979	3322	3340	3412	3620	3546	3493	3537	3480	1.17
OVINS ET CAPRINS 1/	1152	1183	1318	1732	1384	1418	927	784	1196	1137	1411	-1.28
PORCINS 1/	2596	3112	3106	3421	4004	4777	4747	4537	4737	4688	4755	6.25
VIANDE,TOTAL	2433	2395	2648	2894	3173	3673	3900	3785	4075	4303	4451	6.96
LAIT SEC	285	334	433	450	516	660	673	599	531	641	623	7.52
OEUFs EN COQUILLE	326	335	349	382	444	506	538	601	596	586	542	7.05
PRODUITS HALIEUTIQUES												
POISSON,FRAIS,CONGELE	1054	1086	1137	1398	1686	1642	1788	1874	1966	1915	2018	7.35
POISSON,SECHE,SALE,FUME	278	287	259	254	276	279	309	274	271	268	266	-.08
CRUSTACES ET MOLLUSQUES	250	277	234	266	283	280	327	314	344	405	413	5.28
POISSON EN CONSERVE	207	249	249	262	265	258	261	263	266	275	277	1.87
CRUST ET MOLL EN CONSERV	27	32	34	36	38	42	47	57	72	75	80	11.75
HUILES DE POISSON	249	319	339	271	297	333	335	270	265	272	392	.92
FARINES DE POISSON	864	948	1020	871	951	922	846	826	936	1008	970	.31
PRODUITS FORESTIERS 2/												
GRUMES DE CONIFERES	1704	2428	2590	1899	2395	2937	2735	2429	2494	2786	3282	4.02
GRUMES DE FEUILLUS	1665	1833	2077	2017	2055	2257	2128	1928	2011	2335	2458	2.54
BOIS DE TRITUR.+PARTIC.	8627	8173	7575	6846	8321	10313	10737	9666	8771	10597	12176	3.84
BOIS DE CHAUFFAGE	987	816	1033	551	797	965	745	1010	1172	1172	940	2.51
SCIAGES DE CONIFERES	12640	17061	16554	18051	20349	19783	17142	18334	20620	20377	19637	3.17
SCIAGES DE FEUILLUS	1607	2801	2494	2756	2514	2395	2037	1896	2017	2428	2287	-.36
PANNEAUX A BASE DE BOIS	5171	6151	6194	6737	7386	7047	6696	6321	6474	6906	7225	1.87
PATE DE BOIS POUR PAPIER	5199	5697	5578	6705	6852	6654	6210	5612	6726	7068	7183	2.38
PAPIERS ET CARTONS	10655	13098	13753	15659	17385	17423	18108	17770	19624	21939	22807	6.79
URSS ET EUROPE ORIENTALE												
PRODUITS AGRICOLES												
BLE+FARINE,EQUIV.DE BLE	5335	4164	5443	3969	5002	4170	4380	5092	4042	3805	4610	-1.46
RIZ USINE	16	11	11	13	24	33	25	28	38	64	41	16.92
ORGE	1040	943	1725	222	232	336	247	276	276	277	270	-14.05
MAIS	983	1536	1318	1493	554	1325	1770	1326	860	854	977	-2.45
MILLET	3	7	3	3	5	6	3	5	4	3	2	-3.57
SORGH0	10	11	5	7	7	5	9	6	4	4	6	-6.58
POMMES DE TERRE	490	442	682	371	655	322	323	299	185	141	308	-10.27
SUCRE,TOTAL(EQUIV.BRUT)	438	573	808	953	717	738	631	807	762	871	1086	5.20
LEGUMINEUSES SECHES	119	112	117	135	145	122	122	112	118	178	207	3.76
GRAINES DE SOJA	11	10	32	6	30	5	4	5	5	11	6	-8.53
HUILE DE SOJA	2	12	13	7	10	17	14	20	15	35	14	17.03
ARACHIDES DECORTIQUEES					1	1				2		
HUILE DE COPRAH					1	1						
TOURTEAUX+TOURT. MOULUS	49	14	61	53	20	27	91	100	91	63	140	14.87
ORANGES+TANGER+MANDAR.						1	2	2	1	1		
FEVES DE CACAO									5	12		
THE	17	15	22	17	17	20	18	17	26	30	19	3.36
COTON,FIBRE	801	887	976	865	807	863	928	970	826	653	638	-2.25
TABAC BRUT	102	101	99	89	102	103	90	88	85	81	79	-2.54
LAINE EN SUINT	1	1	1	2	3	3	1		1	1	1	-7.18
BOVINS 1/	686	498	540	544	676	577	460	607	705	702	675	1.77
OVINS ET CAPRINS 1/	3457	3025	3504	3800	4719	4598	3720	3654	4179	4233	3576	1.58
PORCINS 1/	944	720	720	1158	1152	1144	1713	1091	973	857	939	1.70
VIANDE,TOTAL	627	547	658	620	744	738	779	715	758	832	801	3.38

1/ MILLIERS DE TETES

2/ TOUS LES PRODUITS FORESTIERS, A L'EXCEPTION DE LA PATE A PAPIER ET DES PAPIERS ET CARTONS, SONT EXPRIMES EN MILLIERS DE METRES CUBES

TABLEAU ANNEXE 4. VOLUME DES EXPORTATIONS DES PRINCIPAUX PRODUITS AGRICOLES, HALIEUTIQUES ET FORESTIERS (suite)

	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984	1985	VARIAT. ANNUALES 1975-85
.....MILLIERS DE TONNES METRIQUES.....POURCENT												
OEufs EN COQUILLE	121	101	120	114	104	90	78	59	55	65	46	-9.14
PRODUITS HALIEUTIQUES												
POISSON,FRAIS,CONGELE	606	607	532	561	594	610	496	412	542	531	605	-1.17
POISSON,SECHE,SALE,FUME	19	12	11	15	21	17	11	6	18	6		-24.42
CRUSTACES ET MOLLUSQUES	1	1	1	1	1	2	1	38	72	70	113	73.46
POISSON EN CONSERVE	45	47	46	37	33	36	35	29	37	38	66	-0.09
CRUST ET MOLL EN CONSERV	3	2	1	1	1	2	1	2	2	1	3	.64
HUILES DE POISSON	4	2	1	1	1	1						
FARINES DE POISSON	19	18	14	21	20	22	12	9	12	8	11	-7.71
PRODUITS FORESTIERS 2/												
GRUMES DE CONIFERES	8884	9534	9919	10281	8774	7430	6783	7025	7762	8085	8257	-2.50
GRUMES DE FEUILLUS	354	201	315	296	404	384	285	289	315	232	198	-2.47
BOIS DE TRITUR.+PARTIC.	12146	12401	12155	11375	12066	12162	12428	10730	12086	13862	13872	.92
BOIS DE CHAUFFAGE	235	92	115	141	143	183	94	70	92	121	132	-3.81
SCIAGES DE CONIFERES	10362	11009	10592	10782	9956	9513	9363	9630	9697	9476	9672	-1.35
SCIAGES DE FEUILLUS	749	714	702	752	600	597	539	487	536	564	294	-6.51
PANNEAUX A BASE DE BOIS	1588	1702	1791	1875	1842	1827	1683	1548	1598	1437	1518	-1.55
PATE DE BOIS POUR PAPIER	673	854	856	926	827	895	896	982	1162	1217	1332	5.55
PAPIERS ET CARTONS	1295	1480	1653	1779	1664	1732	1697	1701	1731	1718	1693	1.84
AMERIQUE OU NORO OEV.												
PRODUITS AGRICOLES												
BLE+FARINE,EQUIV.OE BLE	43589	38974	40736	50841	47174	54495	61342	61264	63319	65263	43504	3.71
RIZ USINE	2139	2107	2288	2279	2301	3054	3133	2540	2385	2141	1940	.21
ORGE	4068	5432	4343	4249	4654	4195	6853	7097	7258	5876	2938	1.50
MAIS	33526	44692	40580	50550	59414	63923	56067	49658	48099	49602	44482	2.06
MILLET				23	15	60	24	28	41	55	39	
SORGHO	5848	5797	6139	5184	5950	8050	8032	6051	5325	6828	7239	1.75
POMMES DE TERRE	369	857	503	282	289	344	395	461	363	296	321	-4.13
SUCRE,TOTAL(EQUIV.BRUT)	291	122	166	149	135	654	1187	154	323	399	436	10.54
LEGUMINEUSES SECHES	390	400	374	390	470	913	1141	854	679	635	646	8.15
GRAINES DE SOJA	12506	15361	16234	20794	20951	21882	21980	25652	22791	19641	17052	3.72
HUILE DE SOJA	355	506	768	916	1110	1081	809	911	786	1043	588	4.80
ARACHIDES DECORTIQUEES	241	130	302	381	356	285	146	201	224	266	311	.99
HUILE D'ARACHIDE	12	48	45	40	5	18	20	10	2	7	17	-14.25
HUILE DE COPRAH	8	26	17	9	5	19	14	13	11	21	19	3.37
TOURTEAUX+TOURT. MOULUS	4105	5370	4740	6793	6845	8009	7471	6917	7517	5563	5619	2.97
BANANES	187	201	199	201	197	205	217	210	188	202	197	.27
ORANGES+TANGER+MANDAR.	481	461	410	356	318	482	443	353	497	374	412	-6.66
CITRONS+LIMES	183	225	236	237	173	171	176	135	163	148	144	-4.56
CAFE VERT+TORREFIE	55	69	106	59	79	79	70	60	43	63	52	-3.08
FEVES DE CACAO	9	10	14	9	9	7	14	14	16	12	11	3.52
THE	4	3	4	5	5	5	4	4	5	5	13	8.59
COTON,FIBRE	871	779	1017	1347	1527	1823	1269	1392	1205	1497	1097	3.85
JUTE ET FIBRES SIMIL.	1	1	2	1								-26.32
TABAC BRUT	293	293	314	364	299	293	300	290	264	275	277	-1.36
CAOUTCHOUC NATUREL	29	29	25	20	21	28	18	16	20	35	41	1.07
LAINE EN Suint	1						1	1	1	1	1	7.11
BOVINS 1/	421	684	651	592	436	424	441	563	440	479	506	-1.60
OVINS ET CAPRINS 1/	344	250	214	153	135	144	225	287	226	332	382	3.34
PORCINS 1/	47	56	54	201	145	254	171	342	483	1362	1171	39.62
VIANDE,TOTAL	472	693	700	721	777	973	1073	987	926	956	1013	6.47
LAIT SEC	17	16	16	7	5	36	37	29	37	19	49	13.14
OEufs EN COQUILLE	22	22	38	39	30	61	87	64	31	25	22	1.91
PRODUITS HALIEUTIQUES												
POISSON,FRAIS,CONGELE	236	250	354	383	414	418	499	546	494	509	558	8.56
POISSON,SECHE,SALE,FUME	47	62	65	63	64	76	87	89	70	65	70	3.06
CRUSTACES ET MOLLUSQUES	42	48	71	93	133	115	88	80	69	64	79	3.28
POISSON EN CONSERVE	36	46	52	63	64	81	93	68	82	82	85	8.06
CRUST ET MOLL EN CONSERV	8	9	9	11	11	11	11	11	4	3	3	-10.00
HUILES DE POISSON	93	91	60	110	101	137	117	98	191	188	133	7.63
FARINES DE POISSON	35	63	61	82	40	108	75	42	95	41	58	1.33
PRODUITS FORESTIERS 2/												
GRUMES DE CONIFERES	12196	14842	14362	15565	17865	15135	11676	15269	17395	18441	19320	3.03
GRUMES DE FEUILLUS	328	470	481	522	630	784	751	506	755	761	602	6.02
BOIS DE TRITUR.+PARTIC.	6867	8337	8710	8210	9463	9887	8382	6605	6422	5847	5498	-3.57
BOIS DE CHAUFFAGE	206	162	200	170	98	63	108	85	85	90	89	-9.05
SCIAGES DE CONIFERES	18553	26379	32305	34492	35407	33612	31770	31423	38296	40879	42219	5.68
SCIAGES DE FEUILLUS	807	814	847	1341	1025	1190	1209	1083	1340	1373	1172	4.72

1/ MILLIERS DE TETES

2/ TOUS LES PRODUITS FORESTIERS, A L'EXCEPTION DE LA PATE A PAPIER ET DES PAPIERS ET CARTONS, SONT EXPRIMES EN MILLIERS DE METRES CUBES

TABLEAU ANNEXE 4. VOLUME DES EXPORTATIONS DES PRINCIPAUX PRODUITS AGRICOLES, HALIEUTIQUES ET FORESTIERS (suite)

	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984	1985	VARIAT. ANNUALES 1975-85
	.....MILLIERS DE TONNES METRIQUES.....											POURCENT
PANNEAUX A BASE DE BOIS	1507	1567	1774	2061	2053	2312	2533	2088	2401	2668	2754	5.88
PATE DE BOIS POUR PAPIER	6672	7666	7723	8132	8906	9838	9261	8531	9428	9611	9791	3.29
PAPIERS ET CARTONS	9726	10935	11232	11124	12326	13675	13134	11931	12918	13390	13045	2.67
OCEANIE DEVELOPPEE												
PRODUITS AGRICOLES												
BLE+FARINE,EQUIV.DE BLE	8201	7875	8196	11134	6933	14955	10677	10998	8312	10647	15782	4.58
RIZ USINE	174	218	255	277	241	457	281	596	405	246	341	6.50
ORGE	1760	2022	2157	1375	1757	3047	1650	1599	852	3231	5482	4.66
MAIS	1	88	79	32	75	37	52	24	73	30	164	17.98
MILLET	21	20	23	15	18	14	11	25	19	18	16	-1.67
SORGH0	856	815	829	385	516	580	463	1271	445	772	1594	3.05
POMMES DE TERRE	21	25	29	20	18	23	21	23	26	21	24	.27
SUCRE,TOTAL(EQUIV.BRUT)	1999	2002	2558	2481	1842	2203	2563	2502	2551	2361	2529	2.00
LEGUMINEUSES SECHES	37	33	42	36	45	72	64	71	106	78	100	12.52
GRAINES DE SOJA	4	32							1			-35.24
HUILE DE SOJA									8		5	-1.55
ARACHIDES DECORTIQUEES	2	2	4	2	2	12	4	4	1			
HUILE D'ARACHIDE								1	1	2	1	.35
TOURTEAUX+TOURT. MOULUS	1	3	2		1	1						8.31
ORANGES+TANGER+MANDAR.	15	19	11	22	25	38	32	28	32	25	30	10.49
CITRONS+LIMES	1	1	1			4	1	2	1	1	1	15.53
FEVES DE CACAO									1	1	1	-14.33
THE	1	1		1								
COTON,FIBRE	8	16	6	10	24	49	59	79	129	81	140	38.21
TABAC BRUT				1		1	1		1			-9.55
CAOUTCHOUC NATUREL						1					1	-2.08
LAINE EN SUINT	588	750	826	630	705	650	680	642	660	659	709	-2.24
BOVINS 1/	13	33	45	71	107	74	109	121	120	96	67	16.23
OVINS ET CAPRINS 1/	1456	1847	3409	4143	3898	6172	5763	6097	7035	6350	6262	15.21
PORCINS 1/	1	1	1	1	1	2	1	1	1	3		2.31
VIANDE,TOTAL	1183	1446	1643	1664	1814	1494	1602	1493	1666	1351	1323	-2.01
LAIT SEC	70	67	113	125	123	157	137	157	146	153	158	8.21
OEUFs EN COQUILLE	2	2	1	1	1	1	1	1	3	6	2	5.56
PRODUITS HALIEUTIQUES												
POISSON,FRAIS,CONGELE	12	19	28	32	54	81	95	88	98	94	96	23.54
POISSON,SECHE,SALE,FUME						1	1	2	1			24.59
CRUSTACES ET MOLLUSQUES	16	15	17	20	32	56	57	70	68	78	80	22.06
POISSON EN CONSERVE	1	1		1	1	3	2	4	5	4	4	29.69
CRUST ET MOLL EN CONSERV	2	2	2	2	2	2	2	2	3	3	3	2.50
HUILES DE POISSON	4	8	6	5	4					2	2	-33.09
FARINES DE POISSON							1			4	4	
PRODUITS FORESTIERS 2/												
GRUMES DE CONIFERES	534	958	1027	936	1236	971	529	479	508	452	361	-8.08
GRUMES DE FEUILLUS	3	1	3	2	1	4	4				1	-21.63
BOIS DE TRITUR.+PARTIC.	3061	3866	5326	5074	5357	7064	6647	6240	6105	7345	7376	7.55
SCIAGES DE CONIFERES	160	232	295	367	509	617	546	515	401	381	489	8.75
SCIAGES DE FEUILLUS	32	23	31	30	41	54	35	34	35	41	29	2.05
PANNEAUX A BASE DE BOIS	61	28	32	52	104	142	138	99	113	93	79	10.96
PATE DE BOIS POUR PAPIER	335	375	452	435	464	475	518	421	471	459	428	2.02
PAPIERS ET CARTONS	204	269	302	332	359	418	447	340	361	342	340	4.01
AFRIQUE EN DEVELOPPEMENT												
PRODUITS AGRICOLES												
BLE+FARINE,EQUIV.DE BLE	27	21	20	46	31	17	19	22	2	8	1	-23.93
RIZ USINE	17	55	46	13	12	21	18	9	8	5	1	-25.08
ORGE	5		1		2							
MAIS	1009	472	434	652	364	69	245	380	727	382	553	-3.37
MILLET	10	79	13	31	78	46	41	36	30	20		
SORGH0	10	2			53	12	3	15	14	1	3	3.54
POMMES DE TERRE	97	91	82	58	50	55	36	30	49	62	60	-6.22
SUCRE,TOTAL(EQUIV.BRUT)	1139	1365	1468	1296	1658	1586	1490	1683	1694	1594	1607	2.94
LEGUMINEUSES SECHES	319	410	262	150	150	220	127	166	167	66	58	-14.43
GRAINES DE SOJA	21	3	13	36	1	1	1		1			
HUILE DE SOJA		2	1	2	1			1				
ARACHIDES DECORTIQUEES	166	286	192	64	82	86	36	56	91	55	46	-13.86
HUILE D'ARACHIDE	226	290	258	94	159	90	36	159	176	92	46	-12.02
COPRAH	42	60	55	52	45	32	22	20	15	12	20	-14.13
HUILE DE COPRAH	9	11	6	9	14	15	18	21	21	30	35	16.02
PALMISTES	269	353	239	152	123	140	107	72	87	98	44	-15.70

1/ MILLIERS DE TETES

2/ TOUS LES PRODUITS FORESTIERS, A L'EXCEPTION DE LA PATE A PAPIER ET DES PAPIERS ET CARTONS, SONT EXPRIMES EN MILLIERS DE METRES CUBES

TABLEAU ANNEXE 4. VOLUME DES EXPORTATIONS DES PRINCIPAUX PRODUITS AGRICOLES, HALIEUTIQUES ET FORESTIERS (suite)

	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984	1985	VARIAT. ANNUALES 1975-85
	.....MILLIERS DE TONNES METRIQUES.....											POURCENT
HUILE DE PALMISTE	209	155	118	96	63	138	85	84	71	73	105	-6.96
TOURTEAUX+TOURT. MOULUS	678	760	712	456	668	478	357	487	468	312	356	-7.45
BANANES	351	317	308	344	292	243	205	187	193	216	221	-6.03
ORANGES+TANGER+MANDAR.	592	664	744	873	672	854	715	661	591	582	602	-1.47
CITRONS+LIMES	1	1	1	2	1	1	1	2	7	5	6	23.48
CAFE VERT+TORREFIE	1106	1147	877	926	1015	896	964	1051	947	900	1010	-0.90
FEVES DE CACAO	818	862	691	778	601	757	970	820	786	890	876	1.32
THE	135	148	165	182	197	180	168	191	200	193	215	3.57
COTON,FIBRE	271	351	300	312	339	336	334	299	329	367	409	2.21
JUTE ET FIBRES SIMIL.					1							
TABAC BRUT	113	141	129	139	132	172	189	148	141	175	172	3.42
CAOUTCHOUC NATUREL	186	159	153	145	142	138	146	151	156	185	189	0.77
LAINE EN SUINT	4	3	4	4	3	4	4	4	4	5	5	2.62
BOVINS 1/	1022	1126	1125	1181	1255	1398	1446	1402	1167	1174	965	0.43
OVINS ET CAPRINS 1/	3515	2548	2461	3066	3047	3644	3410	3659	3085	2575	3222	0.69
PORCINS 1/	13	15	2	1	1	1			1			-32.44
VIANDES TOTAL	102	112	118	99	97	48	44	46	52	51	52	-9.73
LAIT SEC		1		2	4							
OEUF EN COQUILLE	1	1	1			1				1	1	-5.12
PRODUITS HALIEUTIQUES												
POISSON,FRAIS,CONGELE	76	76	83	128	117	173	259	281	367	329	193	17.05
POISSON,SECHE,SALE,FUME	29	17	22	22	25	23	19	20	19	13	9	-6.93
CRUSTACES ET MOLLUSQUES	39	43	43	48	34	34	76	90	132	136	135	15.98
POISSON EN CONSERVE	59	74	69	62	77	79	94	82	101	98	104	5.41
HUILES DE POISSON	12	7	7	7	7	5	11	3	10	7		-28.86
FARINES DE POISSON	83	43	19	39	27	29	28	20	46	31	3	-13.99
PRODUITS FORESTIERS 2/												
GRUMES DE CONIFERES	15	11	2	2	2							
GRUMES DE FEUILLUS	5012	6309	6434	6211	6175	5971	4599	4723	4547	5076	4211	-3.24
BOIS DE TRITUR.+PARTIC.	70	127	100	75	112	84	173	173	173	173	173	9.07
BOIS DE CHAUFFAGE	56	47	51	51	51	5				28	28	
SCIAGES DE CONIFERES	97	113	119	116	126	108	94	81	79	82	78	-4.11
SCIAGES DE FEUILLUS	625	664	682	706	680	611	520	554	598	681	743	-0.17
PANNEAUX A BASE DE BOIS	206	220	241	261	236	272	283	264	287	293	300	3.47
PATE DE BOIS POUR PAPIER	136	235	173	218	240	240	229	192	202	252	243	3.09
PAPIERS ET CARTONS	19	22	19	16	24	21	20	9	8	12	11	-7.94
AMERIQUE LATINE												
PRODUITS AGRICOLES												
BLE+FARINE,EQUIV.DE BLE	2054	3345	6095	1833	4427	4621	3960	4043	10411	7491	9760	13.67
RIZ USINE	437	535	999	732	573	548	638	512	510	538	473	-1.98
ORGE	28	43	130	18	58	72	32	24	59	95	82	5.77
MAIS	5088	4560	6864	5927	5990	3557	9199	5828	7320	5720	7063	2.89
MILLET	94	124	172	196	139	63	136	101	96	54	88	-5.98
SORGHO	2180	3499	4295	4625	3899	1544	5073	5368	5339	4252	3354	3.84
POMMES DE TERRE	50	99	106	67	77	61	45	44	33	43	56	-6.64
SUCRE,TOTAL(EQUIV.BRUT)	11107	10533	13050	12429	12726	12031	12698	13020	12957	12841	12180	1.21
LEGUMINEUSES SECHES	233	312	424	464	395	341	287	286	355	409	365	1.38
GRAINES DE SOJA	3435	3934	3441	2845	3814	4493	3909	2877	3270	5168	7197	4.35
HUILE DE SOJA	285	562	544	570	609	840	1353	1024	1369	1412	1511	16.46
ARACHIDES DECORTIQUEES	60	24	53	52	97	97	86	62	106	104	109	10.59
HUILE D'ARACHIDE	38	140	181	155	209	207	80	113	104	57	108	-1.45
COPRAH	2	2			2			5				
HUILE DE COPRAH	5	5	5	9	8	4	5	6	6	17	3	2.02
PALMISTES	4	2	3	9	7	5	1	4	4	1	2	-8.67
HUILE DE PALMISTE	3	5	3	4	5	1	5	11	14	19	36	24.18
TOURTEAUX+TOURT. MOULUS	4299	5798	7354	7676	7497	8891	10912	10498	12366	12158	13407	10.73
BANANES	4779	4839	5231	5520	5366	5358	5472	5732	5081	5532	5493	1.13
ORANGES+TANGER+MANDAR.	190	173	224	269	314	308	318	393	427	410	462	10.11
CITRONS+LIMES	22	25	29	47	74	53	51	34	58	62	103	12.04
CAFE VERT+TORREFIE	2055	2032	1547	1960	2179	2199	2124	2229	2425	2524	2567	3.29
FEVES DE CACAO	270	209	187	211	226	183	201	247	226	211	296	1.16
THE	23	32	34	41	39	44	35	43	53	54	50	6.84
COTON,FIBRE	806	607	689	903	733	641	608	600	539	480	665	-3.26
JUTE ET FIBRES SIMIL.	1	1		1	2	2		1				
TABAC BRUT	244	255	238	267	276	254	271	273	278	290	269	1.37
CAOUTCHOUC NATUREL	6	7	5	6	4	4	2	3	3	2	2	-10.47
LAINE EN SUINT	108	92	108	107	80	105	125	108	87	79	69	-2.72

1/ MILLIERS DE TETES

2/ TOUTS LES PRODUITS FORESTIERS, A L'EXCEPTION DE LA PATE A PAPIER ET DES PAPIERS ET CARTONS, SONT EXPRIMES EN MILLIERS DE METRES CUBES

TABLEAU ANNEXE 4. VOLUME DES EXPORTATIONS DES PRINCIPAUX PRODUITS AGRICOLES, HALIEUTIQUES ET FORESTIERS (suite)

	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984	1985	VARIAT. ANNUALES 1975-85
.....MILLIERS DE TONNES METRIQUES.....POURCENT												
BOVINS 1/	810	985	983	1551	1277	754	762	929	1044	695	776	-2.67
OVINS ET CAPRINS 1/	93	106	112	125	98	65	312	245	589	308	231	15.99
PORCINS 1/	42	65	31	24	16	1			2	7	2	-34.57
VIANDE,TOTAL	449	775	778	840	815	747	999	1034	1002	797	823	4.19
LAIT SEC	16	34	18	10	4	3	11	18	17	2		
OEUF EN COQUILLE	1	3	3	2	4	12	14	6	3	4	4	11.79
PRODUITS HALIEUTIQUES												
POISSON,FRAIS,CONGELE	145	208	304	370	361	417	367	407	403	367	483	8.87
POISSON,SECHE,SALE,FUME	5	4	7	3	6	8	5	10	4	4	5	.76
CRUSTACES ET MOLLUSQUES	93	97	100	143	169	138	124	161	170	172	172	6.41
POISSON EN CONSERVE	16	29	48	72	82	144	146	103	56	64	49	10.13
CRUST ET MOLL EN CONSERV	3	3	5	2	5	4		4	5	6	6	8.19
HUILES DE POISSON	148	41	49	72	110	107	76	180	25	139	182	4.97
FARINES DE POISSON	909	846	743	845	1023	1054	960	1506	1025	1257	1892	6.87
PRODUITS FORESTIERS 2/												
GRUMES DE CONIFERES	15	23	167	689	968	1029	377	906	1024	902	1271	46.34
GRUMES DE FEUILLUS	55	86	49	60	86	114	65	54	55	68	62	-0.35
BOIS DE TRITUR.+PARTIC.	107	115	53									
BOIS DE CHAUFFAGE	13	21	106	152	214	167	71	23	57	10	7	-11.15
SCIAGES DE CONIFERES	1134	1050	1429	1477	1678	1718	1319	1102	1172	1217	1033	-1.18
SCIAGES DE FEUILLUS	590	629	838	727	1121	1130	994	892	851	908	908	3.67
PANNEAUX A BASE DE BOIS	252	326	374	487	488	625	606	608	584	650	656	9.05
PATE DE BOIS POUR PAPIER	332	382	443	715	1024	1318	1374	1302	1528	1487	1433	17.74
PAPIERS ET CARTONS	155	199	226	276	351	398	497	404	651	939	778	18.36
PROCHE-ORIENT EN DEV.												
PRODUITS AGRICOLES												
BLE+FARINE,EQUIV.DE BLE	15	27	640	2131	876	540	648	709	1139	992	757	35.22
RIZ USINE	130	256	276	223	211	259	159	59	44	107	30	-16.11
ORGE	12	366	302	50	88	229	424	1026	661	320	97	20.08
MAIS	1	14	8	43	111	155	40	53	10	6		
MILLET	4	6	3	4	2	2	3	8	2		1	-7.61
SORGH0	48	75	137	66	196	286	256	423	186	25		
POMMES DE TERRE	209	382	438	292	315	454	394	483	450	489	381	4.96
SUCRE,TOTAL(EQUIV.BRUT)	58	48	64	55	37	45	71	219	318	591	329	27.68
LEGUMINEUSES SECHES	109	121	176	256	303	299	500	573	658	616	399	18.93
ARACHIDES DECORTIQUEES	218	312	175	111	52	51	108	101	24	44	17	-21.01
HUILE D'ARACHIDE	7	2	26	35	16	33	16	18	2	18	3	-3.60
HUILE DE COPRAH			1				1					
HUILE DE PALMISTE								1				
TOURTEAUX+TOURT. MOULUS	452	368	252	225	214	261	145	105	104	122	42	-17.26
BANANES	12	10	5	4	7	19	20	11	10	11	10	4.37
ORANGES+TANGER+MANDAR.	697	716	754	643	619	627	759	705	687	710	669	-0.12
CITRONS+LIMES	118	162	131	151	149	202	206	208	216	217	158	4.72
CAFE VERT+TORREFIE	4	3	3	3	3	2	6	5	6	7	2	2.58
THE	4	8	7	10	16	15	17	5	4	3	3	-7.20
COTON,FIBRE	856	1004	710	768	669	608	532	584	623	644	483	-5.14
TABAC BRUT	75	86	71	84	77	94	138	110	75	72	106	2.14
LAINE EN SUINT	8	7	12	9	8	7	3	6	6	5	5	-6.52
BOVINS 1/	18	11	16	12	21	13	60	112	77	51	28	18.38
OVINS ET CAPRINS 1/	720	828	680	1209	1421	2026	2858	3505	3710	3862	3295	21.78
PORCINS 1/			1	1	3							
VIANDE,TOTAL	14	9	11	15	15	22	74	96	74	90	64	28.59
LAIT SEC	1	1						1	1	1	1	37.39
OEUF EN COQUILLE	12	1	3	7	10	13	18	27	42	71	73	40.33
PRODUITS HALIEUTIQUES												
POISSON,FRAIS,CONGELE	6	4	3	7	17	14	28	30	31	35	28	27.52
POISSON,SECHE,SALE,FUME	12	10	4	3	2	1	1	1	1	1	1	-23.22
CRUSTACES ET MOLLUSQUES	7	9	9	8	11	10	5	7	7	6	10	-1.41
POISSON EN CONSERVE	1	3	4	4	5	8	3	3	2	2	1	-6.11
CRUST ET MOLL EN CONSERV	2	2	3	1	2	3	4	5	7	8	6	15.61
HUILES DE POISSON		1	2	1	1			1	2	5	5	24.97
FARINES DE POISSON						1	1			1		
PRODUITS FORESTIERS 2/												
GRUMES DE CONIFERES	4	3		1	1	1	2	7	11	20	15	31.79
GRUMES DE FEUILLUS	17	10	9	5	3	4	36	36	35	100	76	28.56
BOIS DE CHAUFFAGE	21	22	31	22	20	31	24	16	24	17	17	-3.07
SCIAGES DE CONIFERES	49	60	69	60	103	84	96	94	126	107	82	7.06
SCIAGES DE FEUILLUS	1	1	1		2	3	6	12	7	8	5	33.55
PANNEAUX A BASE DE BOIS	27	29	26	26	24	19	19	24	27	23	23	-1.79

1/ MILLIERS DE TETES

2/ TOUS LES PRODUITS FORESTIERS, A L'EXCEPTION DE LA PATE A PAPIER ET DES PAPIERS ET CARTONS, SONT EXPRIMES EN MILLIERS DE METRES CUBES

TABLEAU ANNEXE 4. VOLUME DES EXPORTATIONS DES PRINCIPAUX PRODUITS AGRICOLES, HALIEUTIQUES ET FORESTIERS (suite)

	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984	1985	VARIAT. ANNUALES 1975-85
.....MILLIERS DE TONNES METRIQUES.....POURCENT												
PATE DE BOIS POUR PAPIER PAPIERS ET CARTONS	4 9	2 10	11	10	16	21	35	35	41	71	56	24.75
EXTREME-ORIENT EN DEV.												
PRODUITS AGRICOLES												
BLE+FARINE,EQUIV.DE BLE	115	83	264	967	801	510	295	157	247	352	469	7.51
RIZ USINE	1862	3534	4732	3043	4965	5331	6033	6050	5495	7020	5776	9.94
ORGE		32	39	13	73	259	275	907	252	1658	134	75.78
MAIS	2276	2483	1768	2196	2146	2342	2721	3030	2859	3473	2904	4.54
MILLET			8	1	6	2	2	1		2	1	
SORGHU	213	182	138	166	170	208	288	317	248	327	334	7.71
POMMES DE TERRE	46	95	73	55	99	106	72	72	62	58	55	-1.17
SUCRE,TOTAL(EQUIV.BRUT)	2900	3639	4511	2822	3269	2722	2930	4093	3762	3113	2957	-4.40
LEGUMINEUSES SECHES	170	191	181	245	291	312	338	379	318	319	432	8.97
GRAINES DE SOJA	32	38	47	30	27	27	27	27	26	23	29	-4.00
HUILE DE SOJA	4	2	4	7	6	27	32	49	76	84	45	45.09
ARACHIDES DECORTIQUEES	86	174	69	24	40	55	113	106	84	72	72	1.14
HUILE D'ARACHIDE	9	10	5	6	16	5	5	6	28	8	9	2.96
COPRAH	834	878	683	445	193	234	172	232	77	73	143	-21.56
HUILE DE COPRAH	760	1004	845	1112	976	1061	1192	1064	1143	779	1045	1.46
PALMISTES	33	33	30	13	23	45	24	15	14	13	25	-6.22
HUILE DE PALMISTE	1726	1897	2067	2168	2638	3303	2963	3487	3709	3951	4808	10.39
TOURTEAUX+TOURTE. MOULUS	2061	3353	2871	2582	3291	3054	3011	3218	3330	2929	3165	2.21
BANANES	872	846	738	832	921	972	924	983	684	842	829	-1.15
ORANGES+TANGER+MANDAR.	137	37	113	65	89	78	50	62	74	69	60	-3.17
CITRONS+LIMES				1	2	1	7	2	3	3	4	44.82
CAFE VERT+TORREFIE	226	264	267	339	335	370	371	403	409	488	519	7.89
FEVES DE CACAO	15	18	18	24	32	41	65	88	89	120	149	28.03
THE	502	512	499	459	445	537	546	481	483	562	558	1.00
COTON,FIBRE	244	218	56	128	133	396	415	329	379	207	363	10.04
JUTE ET FIBRES SIMIL.	566	646	543	467	521	467	515	453	449	430	277	-5.17
TABAC BRUT	198	210	232	224	212	198	259	238	205	197	173	-1.88
CAOUTCHOUC NATUREL	2737	2967	3027	3080	3179	3101	2924	2886	3205	3348	3365	1.35
LAINE EN SUINT	1	2		1			1	1			1	-9.23
BOVINS 1/	74	73	98	78	66	60	36	39	66	76	78	-2.43
OVINS ET CAPRINS 1/	28	80	215	70	100	120	60	26	4	23	56	-13.39
PORCINS 1/	11	23	11	15	19	18	24	129	160	113	187	35.31
VIANDE,TOTAL	33	44	60	68	95	90	103	127	96	103	118	12.08
LAIT SEC	4	5	5	7	10	13	10	10	9	11	13	11.71
OEUF EN COQUILLE	5	6	10	6	5	5	11	8	6	16	20	9.65
PRODUITS HALIEUTIQUES												
POISSON,FRAIS,CONGELE	418	291	542	559	552	569	539	447	538	442	545	2.31
POISSON,SECHE,SALE,FUME	32	30	27	32	27	28	27	29	28	37	38	1.50
CRUSTACES ET MOLLUSQUES	228	288	293	319	362	313	328	378	384	439	472	5.98
POISSON EN CONSERVE	18	27	37	49	47	55	80	100	112	146	177	23.59
CRUST ET MOLL EN CONSERV	27	21	38	35	36	50	55	61	68	72	77	13.14
HUILES DE POISSON	1	1	1	3	2	2	1	1	1	1	2	-1.63
FARINES DE POISSON	57	84	117	141	164	153	151	141	154	157	160	7.91
PRODUITS FORESTIERS 2/												
GRUMES DE CONIFERES	356	423	394	270	396	327	291	127	109	107	38	-18.41
GRUMES DE FEUILLUS	28203	35758	37017	38457	35843	31534	24005	24286	23128	19372	20789	-5.92
BOIS DE TRITUR.+PARTIC.	930	697	1033	860	736	1003	1033	909	1001	605	447	-3.47
BOIS DE CHAUFFAGE	706	810	841	731	799	1181	1164	1086	1229	1208	1186	6.09
SCIAGES DE CONIFERES	134	251	258	425	481	410	254	197	138	186	214	-2.60
SCIAGES DE FEUILLUS	3298	5551	5374	5463	7236	6415	5511	5838	7003	6469	6244	4.14
PANNEAUX A BASE DE BOIS	2512	3110	3198	3342	3159	2933	3590	3428	4772	5059	5499	6.80
PATE DE BOIS POUR PAPIER	2	3	2	2	6	6	10	8	9	15	16	25.22
PAPIERS ET CARTONS	104	175	139	154	146	291	301	222	212	224	293	8.39
ASIE A ECON.CENTR.PLANIF												
PRODUITS AGRICOLES												
BLE+FARINE,EQUIV.DE BLE	4	4	6	8	9	4	9	6	67	75	83	35.23
RIZ USINE	2324	1540	1488	2096	1836	1637	948	994	1279	1466	1050	-5.98
ORGE	6	2		1	2	1			7		2	
MAIS	315	430	356	230	240	104	141	96	92	1043	6391	11.78
MILLET	56	52	37	30	20	5	1	2	2	2	10	-30.31
SORGHU					10	1		3	4	4	150	
POMMES DE TERRE	50	55	53	62	81	77	80	89	78	72	61	3.75
SUCRE,TOTAL(EQUIV.BRUT)	639	678	777	493	514	657	440	463	257	189	403	-9.51

1/ MILLIERS DE TETES

2/ TOUS LES PRODUITS FORESTIERS, A L'EXCEPTION DE LA PATE A PAPIER ET DES PAPIERS ET CARTONS, SONT EXPRIMES EN MILLIERS DE METRES CUBES

TABLEAU ANNEXE 4. VOLUME DES EXPORTATIONS DES PRINCIPAUX PRODUITS AGRICOLES, HALIEUTIQUES ET FORESTIERS (fin)

	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984	1985	VARIAT. ANNUALES 1975-85
.....MILLIERS DE TONNES METRIQUES.....POURCENT												
LEGumineuses seches	83	97	89	76	90	71	111	103	141	171	236	9.25
GRAINES DE SOJA	355	199	130	113	306	140	139	160	367	843	1148	14.26
HUILE DE SOJA		1	2	6	4	4		1	2	9	1	10.13
ARACHIDES DECORTIQUEES	37	45	25	30	49	91	245	127	184	169	197	24.53
HUILE D'ARACHIDE	21	16	5	13	18	21	57	55	72	39	57	20.54
COPRAH								1		2	11	
HUILE DE COPRAH									4	4	7	
PALMISTES								1			1	
TOURTEAUX+TOUR. MOULUS	29	36	30	31	49	87	208	337	1127	937	1238	55.98
BANANES	127	96	140	101	117	109	103	112	134	135	143	1.75
ORANGES+TANGER+MANDAR.	76	52	74	81	73	70	54	57	62	52	67	-2.00
CAFE VERT+TORREFIE	4	12	4	5	5	4	1		14	13	11	8.79
THE	77	77	104	109	126	125	107	126	148	167	157	7.38
COTON,FIBRE	43	65	71	33	22	2	1	17	131	218	261	11.05
JUTE ET FIBRES SIMIL.		2	3	8	20	35	41	43	36	45	49	53.93
TABAC BRUT	42	33	37	35	35	32	28	30	35	32	27	-2.74
CAOUTCHOUC NATUREL	17	49	50	41	50	39	38	41	47	56	58	5.74
LAINES EN SUINT	24	25	21	22	24	23	21	16	16	12	11	-7.58
BOVINS 1/	199	195	195	181	224	272	263	257	252	257	220	2.99
OVINS ET CAPRINS 1/	1030	873	482	443	463	448	330	312	393	415	327	-8.99
PORCINS 1/	2775	2953	3016	3129	3079	4548	3189	3256	3217	3091	3011	.82
VIANDE,TOTAL	205	201	155	210	246	251	250	274	270	292	300	5.24
OEUF EN COQUILLE	39	38	35	42	51	54	56	57	57	60	56	5.52
PRODUITS HALIEUTIQUES												
POISSON,FRAIS,CONGELE	110	135	133	163	129	144	166	165	182	229	200	5.94
POISSON,SECHE,SALE,FUME	5	6	4	6	10	9	6	7	6	9	9	4.59
CRUSTACES ET MOLLUSQUES	44	75	56	64	69	66	70	71	87	99	130	7.57
POISSON EN CONSERVE	6	16	13	22	32	42	32	38	42	37	38	16.64
CRUST ET MOLL EN CONSERV	7	11	10	14	10	10	11	9	11	13	13	2.98
FARINES DE POISSON	1	1		1	1	1	1		1	2	1	8.80
PRODUITS FORESTIERS 2/												
GRUMES DE CONIFERES	177	128	63	32	27	21	33	29	38	35	5	-20.05
GRUMES DE FEUILLUS	17	12	33	42	45	45	33	35	36	59	39	9.66
SCIAGES DE CONIFERES	95	103	19	28	19	10	12	13	13	12	12	-18.30
SCIAGES DE FEUILLUS	133	136	85	103	48	34	26	56	55	53	56	-9.69
PANNEAUX A BASE DE BOIS	770	872	949	1244	1096	885	957	834	884	614	565	-3.66
PATE DE BOIS POUR PAPIER	33	33	33	44	46	49	86	81	64	30	68	6.76
PAPIERS ET CARTONS	132	122	119	116	89	149	174	165	139	217	250	6.90

1/ MILLIERS DE TETES

2/ TOUS LES PRODUITS FORESTIERS, A L'EXCEPTION DE LA PATE A PAPIER ET DES PAPIERS ET CARTONS, SONT EXPRIMES EN MILLIERS DE METRES CUBES

TABLEAU ANNEXE 5. VALEURS UNITAIRES MOYENNES DES EXPORTATIONS MONDIALES DE CERTAINS PRODUITS AGRICOLES, HALIEUTIQUES ET FORESTIERS

	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984	1985	VARIAT. ANNUELLES 1975-85
.....DOLLARS U.S. LA TONNE.....POURCENT												
PRODUITS AGRICOLES												
BLE	169	153	125	131	163	186	188	173	162	157	145	0.71
FARINE DE BLE	237	215	191	199	225	284	294	245	197	215	209	0.14
RIZ USINE	374	277	263	346	324	383	444	344	302	290	271	-0.64
ORGE	140	138	132	137	145	175	175	161	143	147	121	0.23
MAIS	136	123	111	117	128	150	154	128	143	149	125	1.38
POMMES DE TERRE	149	246	197	157	188	185	178	186	168	210	124	-1.57
SUCRE CENTRIFUGE BRUT	555	376	295	341	355	537	504	402	419	418	383	0.27
GRAINES DE SOJA	225	216	272	250	271	264	282	243	256	277	217	0.57
HUILE DE SOJA	695	456	586	617	675	625	542	483	498	715	639	0.17
ARACHIDES DECORTIQUEES	514	467	596	661	679	698	965	666	622	740	617	2.99
HUILE D'ARACHIDE	801	723	814	946	964	777	996	646	601	1005	888	0.18
COPRAH	237	183	314	369	569	393	306	260	350	579	352	5.20
HUILE DE COPRAH	418	361	552	627	938	650	536	463	555	1018	601	4.48
PALMISTES	178	160	266	262	357	267	235	229	263	330	247	3.53
HUILE DE PALME	462	362	514	554	617	563	529	441	441	661	502	1.61
HUILE DE PALMISTE	458	393	554	617	896	662	540	449	575	900	537	2.84
HUILE D'OLIVE	1856	1314	1259	1363	1649	1958	1774	1748	1509	1333	1192	-0.94
GRAINES DE RICIN	207	251	334	332	345	364	351	304	298	376	300	2.75
HUILE DE RICIN	575	557	883	801	803	970	856	824	907	1113	707	3.71
GRAINES DE COTON	135	147	168	177	183	179	196	143	145	186	137	0.21
HUILE DE COTON	675	555	599	607	682	628	627	534	548	748	653	0.39
GRAINES DE LIN	336	291	273	216	281	311	326	286	273	285	265	-0.52
HUILE DE LIN	762	520	500	379	542	611	662	533	416	526	620	-0.60
BANANES	128	138	144	157	168	186	200	206	214	210	220	5.92
ORANGES	206	201	222	268	349	359	347	332	328	304	329	5.23
POMMES	316	274	350	410	399	435	411	437	339	332	329	0.94
RAISINS SECS	716	677	965	1080	1563	1675	1479	1208	1079	887	921	2.62
DATTES	246	240	320	387	414	418	609	653	703	717	818	13.75
CAFE VERT	1180	2264	4229	3168	3153	3319	2258	2312	2335	2558	2528	1.42
FEVES DE CACAO	1404	1509	2800	3138	3283	2663	1771	1590	1636	2103	2126	-0.17
THE	1269	1240	2204	2055	1934	2053	1907	1788	2008	2645	2202	4.85
COTON, FIBRE	1120	1294	1536	1358	1527	1620	1714	1440	1503	1641	1437	2.17
JUTE	237	267	277	337	383	378	312	285	269	323	545	3.97
FIBRE SIMIL. AU JUTE	203	210	250	245	248	260	189	234	236	305	3000	14.01
SISAL	468	341	375	375	479	593	553	501	445	417	408	1.24
TABAC BRUT	2079	2180	2361	2632	2741	2823	2952	3230	3127	2968	2976	4.04
CAOUTCHOUC NATUREL	556	749	806	919	1214	1304	1125	817	988	1017	831	3.26
CAOUTCHOUC NATUR SEC	547	723	796	916	1180	1312	1066	799	963	965	781	2.89
LAINES EN SUINT	1765	1797	2160	2221	2463	2825	2959	2921	2517	2594	2495	4.07
BOVINS 1/	307	290	308	355	416	440	424	399	383	359	378	2.58
BOEUF ET VEAU	1726	1638	1861	2160	2390	2514	2378	2443	2249	1959	1898	1.84
MOUTON ET AGNEAU	1072	1009	1143	1390	1592	1761	1863	1809	1596	1513	1416	4.37
PORCINS 1/	90	90	100	104	111	106	108	113	99	93	88	0.13
BACON, JAMBON	2072	1985	1859	2242	2636	2903	2752	2649	2356	2236	2244	1.80
VIANDE DE VOLAILLE	1129	1175	1224	1295	1361	1431	1338	1161	1029	1078	1032	-1.40
VIANDE PREPAREE	1491	1523	1512	1602	2126	2578	2449	2160	2098	1919	1871	3.50
LAIT CONDENSE ET EVAPORE	661	626	647	746	846	905	902	920	885	770	761	2.72
LAIT ECREME EN POUDRE	992	812	637	742	844	1047	1106	1057	864	785	782	0.52
BEURRE	1729	1677	1733	2246	2280	2468	2631	2704	2404	2021	1702	1.99
FROMAGE	2013	1959	2134	2550	2803	3013	2743	2655	2529	2311	2322	1.78
PRODUITS HALIEUTIQUES												
POISSON, FRAIS, CONGELE	748	888	1039	1139	1255	1270	1311	1251	1150	1201	1198	3.80
POISSON, SECHE, SALE, FUME.	1300	1521	1691	1835	2095	2405	2537	2179	1968	1810	1888	3.28
CRUSTACES ET MOLLUSQUES	2094	2512	2851	3374	3718	3932	3821	3766	3706	3463	3376	4.37
POISSON EN CONSERVE	1330	1456	1730	2046	2274	2329	2448	2296	2402	2264	2312	5.43
CRUST ET MOLL EN CONSERV	2861	3147	3254	3801	4525	4678	4346	4188	4342	4079	3983	3.43
HUILES DE POISSON	338	362	433	435	427	432	399	340	345	349	310	-1.65
FARINES DE POISSON	243	323	427	984	400	468	473	370	427	391	304	0.08
PRODUITS FORESTIERS												
GRUMES DE CONIFERES 2/	51	52	59	62	83	89	81	73	63	63	61	2.00
GRUMES DE FEUILLUS 2/	39	50	54	57	93	105	88	67	85	71	70	6.06
BOIS DE TRIT+PART 2/	25	23	24	25	27	36	40	34	30	29	29	3.18
BOIS DE CHAUFFAGE 2/	20	23	21	21	27	34	34	29	26	25	25	2.71
SCIAGES DE CONIFERES 2/	39	93	101	100	131	138	127	114	114	110	105	1.77
SCIAGES DE FEUILLUS 2/	128	134	152	164	216	245	223	209	215	201	195	4.89
PANNEAUX BASE DE BOIS 2/	183	197	211	226	265	316	294	200	268	249	240	3.19
PATE DE BOIS POUR PAPIER	351	335	313	262	361	444	451	411	357	416	377	2.38
PAPIERS ET CARTONS	411	406	421	455	505	572	567	556	504	519	536	3.11

1/ DOLLARS U.S. PAR TONNE
2/ DOLLARS U.S. LE METRE CUBE

TABLEAU ANNEXE 6. VOLUME DES IMPORTATIONS DES PRINCIPAUX PRODUITS AGRICOLES, HALIEUTIQUES ET FORESTIERS

	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984	1985	VARIAT. ANNUALES 1975-85
.....MILLIERS DE TONNES METRIQUES.....POURCENT												
MONDE												
PRODUITS AGRICOLES												
BLE+FARINE,EQUIV.DE BLE	73950	72258	70922	80087	85540	97876	103020	107775	106010	116653	102605	5.16
RIZ USINE	7553	9158	9955	10164	12165	12933	13794	11472	12066	11478	11875	3.81
ORGE	12512	13703	12355	14749	14767	15011	18633	18670	17691	22726	20080	5.77
MAIS	51708	61873	55050	67879	74971	79204	80186	69276	69293	67726	68572	2.37
MILLET	319	314	359	346	331	263	202	229	217	178	179	-7.00
SORGH0	9339	10605	10928	10432	10208	11014	13751	13500	10998	12875	11793	2.56
POMMES DE TERRE	3758	4329	4724	3906	4569	4678	4713	5135	4758	4771	5197	2.40
SUCRE,TOTAL(EQUIV.BRUT)	22090	22660	27511	24525	26480	27107	28372	29534	28135	28185	27141	2.22
LEGUMINEUSES SECHES	1864	1876	2054	2066	2355	2921	3192	2946	3045	3424	3767	7.66
GRAINES DE SOJA	16313	19983	19623	23411	26125	27048	26294	28533	26785	24704	25419	4.08
HUILE DE SOJA	1374	1616	2078	2404	2873	3244	3252	3698	3721	4144	3426	10.59
ARACHIDES DECORTIQUEES	889	1030	815	805	777	709	720	814	762	747	805	-1.84
HUILE D'ARACHIDE	428	512	596	475	474	513	358	413	507	321	348	-3.52
COPRAH	1033	1215	919	804	458	465	393	477	252	311	364	-13.34
HUILE DE COPRAH	955	1412	1096	1255	1198	1125	1399	1292	1295	1049	1156	.44
PALMISTES	278	349	292	169	161	182	161	123	127	124	98	-10.77
HUILE DE PALMISTE	1884	2018	2471	2318	2701	3411	3225	3694	3910	3968	4877	9.46
TOURTEAUX+TOURT. MOULUS	14911	18475	19221	21972	23854	25376	27069	28436	33112	29334	31998	7.49
BANANES	6311	6346	6582	6875	7039	6735	6781	6760	6067	6586	7087	.38
ORANGES+TANGER+MANDAR.	4991	5188	5288	4971	5067	5241	5023	5160	5155	5237	4929	-0.03
CITRONS+LIMES	830	936	912	961	965	991	969	1049	1004	1001	1008	1.57
CAFE VERT+TORREFIE	3677	3777	3126	3435	3912	3790	3815	3880	4006	4049	4237	1.79
FEVES DE CACAO	1192	1160	1006	1096	1026	1068	1242	1270	1262	1324	1459	2.42
THE	806	846	901	832	891	923	884	891	914	1035	1013	1.94
COTON,FIBRE	4083	4106	4037	4503	4521	5069	4419	4502	4354	4496	4519	.98
JUTE ET FIBRES SIMIL.	579	682	563	492	572	574	534	575	509	387	360	-4.18
TABAC BRUT	1301	1298	1258	1424	1394	1405	1442	1409	1381	1432	1410	.99
CAOUTCHOUC NATUREL	3129	3274	3388	3351	3493	3391	3281	3132	3425	3706	3667	1.03
LAINE EN Suint	844	1034	870	883	919	853	872	834	842	818	947	-.57
BOVINS 1/	6194	6581	6667	7216	7216	6664	6919	7286	7013	6774	6699	.58
PORCINS 1/	6375	6802	6688	7749	8084	10498	9715	9022	9324	9928	9968	4.87
VIANDE,TOTAL	5541	6041	6617	6944	7569	7892	8397	8662	8669	8508	8949	4.77
LAIT SEC	272	345	475	473	516	590	590	574	520	589	585	6.34
OEUFs EN COQUILLE	529	516	573	636	674	742	766	824	821	821	772	5.10
PRODUITS HALIEUTIQUES												
POISSON,FRAIS,CONGELE	2833	2989	3064	3385	3664	4239	4436	4472	4675	4810	4955	6.29
POISSON,SECHE,SALE,FUME	377	367	305	329	365	400	397	362	414	415	408	1.91
CRUSTACES ET MOLLUSQUES	825	945	894	1070	1217	1120	1138	1242	1364	1517	1573	6.20
POISSON EN CONSERVE	733	889	797	875	922	1017	1062	959	894	907	961	1.93
CRUST ET MOLL EN CONSERV	129	146	154	159	160	172	183	200	221	229	238	6.10
HUILES DE POISSON	631	613	569	653	763	752	737	796	729	894	1032	4.72
FARINES DE POISSON	2288	2199	2239	2090	2469	2266	2051	2518	2287	2275	2631	.99
PRODUITS FORESTIERS 2/												
GRUMES DE CONIFERES	24330	27708	29302	29858	31516	28054	23839	26398	30398	31127	33231	1.47
GRUMES DE FEUILLUS	35772	44190	46214	47651	48228	42216	35096	32778	33529	30949	29842	-3.89
BOIS DE TRITUR.+PARTIC.	31445	32398	36670	34187	39249	43086	41366	36452	37634	41357	41752	2.44
BOIS DE CHAUFFAGE	3015	2921	3082	2769	2908	3112	2533	3118	3481	3860	4026	2.79
SCIAGES DE CONIFERES	42394	54302	60767	65298	67388	63311	58325	59664	67629	70117	72391	3.42
SCIAGES DE FEUILLUS	7982	10400	11240	11669	13257	12662	11264	10847	11941	12340	12222	2.47
PANNEAUX A BASE DE BOIS	12380	14559	14548	15866	16789	15657	16637	15468	16885	17865	18801	3.04
PATE DE BOIS POUR PAPIER	13666	15497	15533	17563	18799	19316	18517	17299	19567	20419	20839	3.57
PAPIERS ET CARTONS	23005	26572	27816	30466	32283	33601	34024	33613	35541	39156	40529	5.00
EUROPE OCCIDENTALE												
PRODUITS AGRICOLES												
BLE+FARINE,EQUIV.DE BLE	12459	13184	12602	13384	12981	14127	13336	13964	10586	12624	15529	.47
RIZ USINE	793	1212	1294	1461	1299	1291	1490	1687	1559	1703	1894	6.27
ORGE	5477	6329	6136	6567	5105	5247	5966	6194	6665	5119	4560	-1.33
MAIS	25301	26440	26733	24757	25117	23455	21740	21103	18873	15992	15025	-5.42
MILLET	112	90	182	195	150	98	109	122	110	99	126	-1.65
SORGH0	2767	3017	2216	1453	1196	1273	1103	2149	685	1145	246	-15.71
POMMES DE TERRE	2372	3150	2999	2565	2808	3051	3026	3228	3167	3235	3630	2.70
SUCRE,TOTAL(EQUIV.BRUT)	5275	4608	4235	3521	3459	3139	3074	3195	3148	3789	3119	-4.11
LEGUMINEUSES SECHES	795	821	888	907	1054	1014	924	1067	1306	1429	1867	7.38
GRAINES DE SOJA	10524	11719	11612	14201	15311	16249	14414	16454	15009	13575	13780	2.71

1/ MILLIERS DE TETES

2/ TOUTS LES PRODUITS FORESTIERS, A L'EXCEPTION DE LA PATE A PAPIER ET DES PAPIERS ET CARTONS, SONT EXPRIMES EN MILLIERS DE METRES CUBES

TABLEAU ANNEXE 6. VOLUME DES IMPORTATIONS DES PRINCIPAUX PRODUITS AGRICOLES, HALIEUTIQUES ET FORESTIERS (suite)

	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984	1985	VARIAT. ANNUALES 1975-85
.....MILLIERS DE TONNES METRIQUES.....POURCENT												
HUILE DE SOJA	575	532	502	559	580	675	643	681	743	702	683	3.36
ARACHIDES DECORTIQUEES	603	726	558	541	528	414	389	431	385	396	423	-5.37
HUILE D'ARACHIDE	338	351	355	325	407	446	297	349	396	255	274	-1.95
COPRAH	816	961	670	515	294	253	184	280	113	132	133	-19.61
HUILE DE COPRAH	281	427	331	395	390	414	561	537	512	372	420	3.46
PALMISTES	260	327	271	153	137	147	140	106	96	100	79	-12.32
HUILE DE PALMISTE	797	860	829	781	856	833	723	735	859	718	832	-6.63
TOURTEAUX+TOURT. MOULUS	10102	12778	12863	15320	16704	17397	18205	19297	21471	19780	22424	7.37
BANANES	2332	2256	2430	2525	2460	2221	2172	2178	2018	2183	2305	-1.06
ORANGES+TANGER+MANDAR.	3198	3245	3322	3143	3227	3229	2969	3185	3118	3298	3010	-0.44
CITRONS+LIMES	398	432	408	428	432	429	416	452	451	431	449	0.89
CAFE VERT+TORREFIE	1747	1811	1543	1703	1955	1930	1999	1997	2061	1998	2098	2.32
FEVES DE CACAO	564	566	561	590	569	616	664	721	649	738	793	3.48
THE	289	297	336	250	278	297	244	287	266	306	277	-0.59
COTON,FIBRE	1189	1320	1154	1216	1150	1259	1017	1147	1246	1241	1342	0.32
JUTE ET FIBRES SIMIL.	177	232	208	157	182	132	120	97	85	88	54	-11.84
TABAC BRUT	677	695	677	785	743	701	679	670	682	670	678	-0.47
CADUTCHOUX NATUREL	875	941	950	861	925	892	838	844	830	865	935	-0.50
LAINE EN SUINT	391	528	418	437	444	399	394	353	316	395	422	-1.96
BOVINS 1/	3445	3306	3175	3472	3529	3404	3210	3478	3401	3336	3725	0.49
PORCINS 1/	3314	3629	3284	3875	4382	5202	5496	4680	4889	4879	4977	4.66
VIANDE,TOTAL	3106	3333	3461	3776	3790	3761	3500	3778	3889	3835	4197	2.15
LAIT SEC	97	125	108	115	137	156	132	145	147	145	135	3.33
OEUF EN COQUILLE	311	307	327	366	399	431	431	445	441	467	466	4.71
PRODUITS HALIEUTIQUES												
POISSON,FRAIS,CONGELE	1147	1130	1230	1335	1474	1599	1613	1710	1568	1621	1660	4.27
POISSON,SECHE,SALE,FUME	158	156	158	165	191	196	174	172	210	209	207	3.11
CRUSTACES ET MOLLUSQUES	295	333	277	349	372	416	414	478	520	598	635	8.33
POISSON EN CONSERVE	273	310	296	286	312	335	337	317	350	361	365	2.62
CRUST ET MOLL EN CONSERV	60	64	68	73	80	87	86	90	97	97	101	5.40
HUILES DE POISSON	558	538	511	584	666	666	637	706	613	813	889	4.53
FARINES DE POISSON	1204	1187	1115	1104	1245	1182	1027	1288	1250	1165	1230	0.45
PRODUITS FORESTIERS 2/												
GRUMES DE CONIFERES	3221	4417	4890	4094	4547	5103	4507	4660	4495	4356	4756	1.73
GRUMES DE FEUILLUS	6985	8858	8793	7715	8044	8424	6889	6139	6174	6337	6032	-3.35
BOIS DE TRITUR.+PARTIC.	17920	17252	16718	15037	17463	20877	22039	19447	19125	22488	23729	3.34
BOIS DE CHAUFFAGE	1963	1956	1940	1673	1784	2016	1539	1851	2216	2490	2631	2.66
SCIAGES DE CONIFERES	17176	23111	22096	23684	27274	25507	21507	22714	23839	22948	21753	0.97
SCIAGES DE FEUILLUS	3620	5435	5521	5620	6724	6088	4933	4891	5386	5322	5516	1.24
PANNEAUX A BASE DE BOIS	6076	7564	7524	8440	9652	8951	8956	8462	8980	9491	9930	3.54
PATE DE BOIS POUR PAPIER	7293	8441	8270	9435	10034	10013	9531	8807	9581	10057	10293	2.46
PAPIERS ET CARTONS	9907	12368	12631	13602	15046	15107	15728	15742	17318	18745	19002	5.80
URSS ET EUROPE ORIENTALE												
PRODUITS AGRICOLES												
BLE+FARINE,EQUIV.DE BLE	13457	13099	11996	13101	16167	21293	24583	27256	26829	31340	23559	10.10
RIZ USINE	543	647	725	710	940	994	1599	1127	601	490	585	0.13
ORGE	3283	4118	2225	4137	4559	4311	6007	3247	3531	3326	5911	3.01
MAIS	9131	17664	7493	17809	20175	18863	22075	14959	7837	13415	18059	2.01
MILLET				1	1	1	1	1	1	1	1	
SORGH0	310	1041	705	830	229	1567	3967	2709	2078	1990	1452	18.61
POMMES DE TERRE	514	368	664	301	512	297	330	481	158	136	210	-10.54
SUCRE,TOTAL(EQUIV.BRUT)	3949	4596	5634	4667	4933	5825	6426	8146	7028	6935	5515	4.99
LEGUMINEUSES SECHES	59	39	33	39	41	62	85	60	35	77	42	2.59
GRAINES DE SOJA	520	2089	1544	1409	2360	1707	1653	1906	1938	1205	1122	2.37
HUILE DE SOJA	31	72	94	103	126	154	198	316	256	199	387	22.62
ARACHIDES DECORTIQUEES	59	54	59	57	46	54	61	67	54	68	72	1.98
HUILE D'ARACHIDE	4	2	2	2	2	1	1	1	1	1	1	-14.57
COPRAH	29	25	38	26	18	20	10	14	14	5		
HUILE DE COPRAH	42	93	48	66	58	89	77	99	79	69	60	2.88
PALMISTES	4	4	4	4	3	4						
HUILE DE PALMISTE	17	28	67	58	113	112	184	384	329	292	250	33.56
TOURTEAUX+TOURT. MOULUS	3541	3592	3704	3699	4033	4599	5331	5069	6685	4156	4447	4.08
BANANES	267	224	281	299	298	269	232	155	167	200	217	-4.12
ORANGES+TANGER+MANDAR.	715	693	727	719	690	748	688	645	640	610	691	-1.17
CITRONS+LIMES	310	330	314	326	309	333	308	363	291	286	284	-0.93
CAFE VERT+TORREFIE	205	199	201	178	201	228	203	207	214	236	260	2.19
FEVES DE CACAO	280	256	175	202	198	201	199	178	243	246	248	-0.03
THE	88	82	80	71	79	102	116	107	110	129	151	6.25
COTON,FIBRE	769	679	720	681	718	743	638	693	764	841	829	1.21

1/ MILLIERS DE TETES

2/ TOUTS LES PRODUITS FORESTIERS, A L'EXCEPTION DE LA PATE A PAPIER ET DES PAPIERS ET CARTONS, SONT EXPRIMES EN MILLIERS DE METRES CUBES

TABLEAU ANNEXE 6. VOLUME DES IMPORTATIONS DES PRINCIPAUX PRODUITS AGRICOLES, HALIEUTIQUES ET FORESTIERS (suite)

	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984	1985	VAR IAT. ANNUALES 1975-85
	.....MILLIERS DE TONNES METRIQUES.....										POURCENT	
JUTE ET FIBRES SIMIL.	83	80	68	70	79	93	111	122	93	45	52	-2.05
TABAC BRUT	147	126	133	135	133	178	196	201	189	202	184	4.89
CAOUTCHOUC NATUREL	473	485	409	433	437	441	418	360	446	435	358	-1.79
LAINES EN SUINT	162	162	161	182	188	182	174	173	219	135	160	-0.02
BOVINS 1/	506	195	224	84	176	180	169	167	190	216	173	-3.68
PORCINS 1/	185	59	291	507	442	479	844	565	637	519	532	16.95
VIANDE, TOTAL	545	416	757	267	646	956	1228	1091	1132	916	825	9.41
LAIT SEC	23	28	43	29	42	71	78	90	47	58	70	11.10
OEUF EN COQUILLE	52	37	43	43	47	43	34	36	31	28	21	-6.43
PRODUITS HALIEUTIQUES												
POISSON, FRAIS, CONGELE	141	180	138	202	210	251	145	115	382	468	551	11.70
POISSON, SECHE, SALE, FUME	24	28	18	17	15	20	26	20	40	30	36	5.32
POISSON EN CONSERVE	41	52	41	39	34	38	39	37	34	32	47	-1.55
HUILES DE POISSON	34	4	7	6	5	22	13	25	16	23	46	14.82
FARINES DE POISSON	498	445	407	384	476	310	233	291	218	214	250	-8.28
PRODUITS FORESTIERS 2/												
GRUMES DE CONIFERES	830	787	885	960	720	1050	960	498	655	629	606	-3.92
GRUMES DE FEUILLUS	588	556	556	442	416	454	487	385	367	375	405	-4.29
BOIS DE TRITUR., PARTIC.	1722	1548	1440	1345	1446	1583	1390	1248	1286	1323	1248	-2.48
BOIS DE CHAUFFAGE	32	31	31	27	25	25	25	20	25	25	12	-6.25
SCIAGES DE CONIFERES	3599	2702	3157	3228	2644	2665	2884	2774	2642	2862	3199	-1.00
SCIAGES DE FEUILLUS	442	366	363	326	268	274	331	213	226	222	214	-6.74
PANNEAUX A BASE DE BOIS	1245	1386	1314	1132	1045	1137	1115	942	826	762	812	-5.50
PATE DE BOIS POUR PAPIER	1106	1040	1027	1053	1021	1173	1093	1031	1101	1067	1253	.88
PAPIERS ET CARTONS	1713	1706	1712	1709	1784	2044	1968	1965	1729	1689	1763	.46
AMERIQUE DU NORD OEV.												
PRODUITS AGRICOLES												
BLE+FARINE, EQUIV. DE BLE	17	23	35	1	5	6	1	57	53	101	272	29.48
RIZ USINE	74	80	80	82	91	94	106	126	128	141	174	8.51
ORGE	307	195	180	108	157	140	127	198	141	146	105	-5.51
MAIS	818	838	623	476	849	1228	1276	807	352	541	567	-3.42
MILLET			1									-2.65
SORGHOS				1				2		7		22.69
POMMES DE TERRE	208	213	301	235	242	212	340	344	278	303	330	4.27
SUCRE, TOTAL (EQUIV. BRUT)	4492	5054	6383	4835	5406	4595	5459	3471	3665	4163	3672	-3.66
LEGUMINEUSES SECHEES	44	34	53	43	39	43	61	47	48	55	51	2.76
GRAINES DE SOJA	385	422	318	325	351	483	382	468	315	285	247	-2.70
HUILE DE SOJA	23	31	28	35	22	12	9	4	35	17	42	-3.63
ARACHIDES DECORTIQUEES	61	62	55	66	63	55	72	61	67	70	69	1.52
HUILE D'ARACHIDE	7	8	7	6	5	5	4	4	6	5	4	-5.82
HUILE DE COPIRAH	435	603	495	503	527	422	476	427	475	400	474	-1.59
HUILE DE PALMISTE	483	416	282	173	163	137	138	132	168	161	251	-8.12
TOURTEAUX+TOURTE. MOULUS	301	386	374	426	461	431	443	457	525	690	750	7.49
BANANES	2179	2411	2410	2543	2659	2669	2794	2935	2708	2942	3352	3.36
ORANGES+TANGER+MANDAR.	264	339	380	303	294	320	333	317	329	307	299	
CITRONS+LIMES	23	24	27	34	36	38	43	38	40	51	66	9.43
CAFE VERT+TORREFIE	1324	1290	986	1195	1277	1190	1104	1150	1089	1178	1233	-0.59
FEVES DE CACAO	248	252	186	226	179	162	264	213	233	218	292	1.11
THE	96	106	117	91	101	107	107	103	97	109	97	-0.06
COTON, FIBRE	61	73	53	59	61	65	63	52	61	59	57	-0.92
JUTE ET FIBRES SIMIL.	23	25	14	17	23	10	18	18	16	11	16	-4.43
TABAC BRUT	177	161	142	173	188	191	176	167	163	214	202	1.91
CAOUTCHOUC NATUREL	747	818	903	846	862	695	759	713	772	906	923	.48
LAINES EN SUINT	13	17	12	15	11	14	20	16	20	22	17	4.24
BOVINS 1/	516	1183	1184	1337	758	731	816	1085	1004	792	893	.27
PORCINS 1/	30	46	44	204	137	248	147	295	448	1322	1227	43.43
VIANDE, TOTAL	718	862	755	875	912	854	766	866	808	866	1010	1.59
OEUF EN COQUILLE	12	13	19	18	21	12	12	11	22	30	18	4.08
PRODUITS HALIEUTIQUES												
POISSON, FRAIS, CONGELE	611	709	727	800	776	699	735	676	700	688	760	.42
POISSON, SECHE, SALE, FUME	30	37	30	34	31	26	35	33	32	33	32	.10
CRUSTACES ET MOLLUSQUES	139	157	158	146	155	146	156	175	213	222	235	4.92
POISSON EN CONSERVE	82	103	78	89	95	99	104	112	126	153	187	7.29
CRUST ET MOLL EN CONSERV	27	35	41	40	41	39	47	54	69	73	84	10.48
HUILES DE POISSON	7	11	8	9	9	12	10	8	9	8	10	.18
FARINES DE POISSON	108	128	74	40	82	45	56	79	68	81	234	2.52

1/ MILLIERS DE TETES

2/ TOUTS LES PRODUITS FORESTIERS, A L'EXCEPTION DE LA PATE A PAPIER ET DES PAPIERS ET CARTONS, SONT EXPRIMES EN MILLIERS DE METRES CUBES

TABLEAU ANNEXE 6. VOLUME DES IMPORTATIONS DES PRINCIPAUX PRODUITS AGRICOLES, HALIEUTIQUES ET FORESTIERS (suite)

	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984	1985	VARIAT. ANNUALES 1975-85
.....MILLIERS DE TUNNES METRIQUES.....POURCENT												
PRODUITS FORESTIERS 2/												
GRUMES DE CONIFERES	1728	2025	2174	2043	2458	2146	1674	1772	2683	2887	2837	3.57
GRUMES DE FEUILLUS	318	291	294	409	502	471	415	335	424	585	576	5.86
BOIS DE TRITUR.+PARTIC.	1859	2039	2273	2516	2504	2249	2348	2000	2409	2173	1917	.06
BOIS DE CHAUFFAGE	209	181	303	352	377	268	137	113	113	161	160	-7.09
SCIAGES DE CONIFERES	14175	19583	25061	28675	26582	22839	22542	21694	28483	31316	34407	5.58
SCIAGES DE FEUILLUS	963	1287	1351	1431	1571	1422	1557	912	1246	1407	1432	1.09
PANNEAUX A BASE DE BOIS	3147	3645	3546	3956	3336	2378	2851	2283	3366	3548	3956	-3.34
PATE DE BOIS POUR PAPIER	2712	3271	3393	3522	3857	3528	3563	3245	3645	4085	4069	2.66
PAPIERS ET CARTONS	6165	6982	7017	8387	8322	8118	7595	7303	8291	10235	10631	4.07
OCEANIE DEVELOPPEE												
PRODUITS AGRICOLES												
BLE+FARINE,EQUIV.DE BLE	134	112			32	54	53	51	71	126	67	31.28
RIZ USINE	7	6	9	8	8	8	9	10	12	15	19	9.31
MAIS	1	1	2	3	3	4	5	11	14	9	11	32.18
MILLET					1	1	1	1	1	1	1	
SORGH0								4				
POMMES DE TERRE										1		
SUCRE,TOTAL(EQUIV.BRUT)	192	174	185	166	172	151	120	147	157	169	172	-1.55
LEGUMINEUSES SECHES	20	13	12	13	12	14	13	16	16	22	12	.82
GRAINES DE SOJA	16	10	21	15		13	41	10	23	36	38	16.33
HUILE DE SOJA	18	38	33	29	26	32	29	45	53	48	31	5.76
ARACHIDES DECORTIQUEES	4	8	5	12	4	5	9	12	6	13	8	5.90
HUILE D'ARACHIDE	4	2	4	2	3		1	1	1	1	1	-14.79
COPRAH	12	10	11	5	7	4	6	6	4			
HUILE DE COPRAH	11	18	20	18	19	17	16	20	20	22	20	3.49
HUILE DE PALMISTE	16	17	23	23	28	26	24	20	4	7	9	-10.58
TOURTEAUX+TOURT. MOULUS	15	3	6	30	7	12	19	10	52	11	38	13.91
BANANES	43	29	35	38	35	37	36	36	40	30	60	1.92
ORANGES+TANGER+MANDAR.	18	15	17	18	14	16	16	17	18	24	21	2.32
CITRONS+LIMES				1	1	1	1	1	3	3	4	32.20
CAFE VERT+TORREFIE	35	32	34	26	35	41	38	42	39	37	37	2.17
FEVES DE CACAO	25	16	20	17	15	14	15	13	13	10	7	-8.77
THE	35	33	35	30	30	32	28	30	28	28	27	-2.53
COTON,FIBRE	4	4	5	4	2	2	2	1	1	1	3	-12.83
JUTE ET FIBRES SIMIL.	17	14	12	11	12	9	11	8	8	6	8	-8.23
TABAC BRUT	17	17	13	16	13	15	15	14	14	14	23	.87
CAOUTCHOUC NATUREL	53	61	55	52	53	54	50	48	41	40	45	-3.25
LAINE EN SUINT	1	1	1	1	1							-9.04
BOVINS 1/	1	1	2	1	1	1				1	2	-6.26
VIANDE,TOTAL	2	2	2	1	2	4	4	4	5	8	7	17.25
LAIT SEC	1	1	1	1			1		1		1	-4.15
PRODUITS HALIEUTIQUES												
POISSON,FRAIS,CONGELE	19	19	20	21	22	29	33	33	29	45	48	9.88
POISSON,SECHE,SALE,FUME	4	4	5	3	5	4	4	4	4	5	5	2.21
CRUSTACES ET MOLLUSQUES	1	3	3	2	4	4	6	6	8	12	12	22.53
POISSON EN CONSERVE	23	19	25	26	22	27	27	28	25	21	22	.62
CRUST ET MOLL EN CONSERV	5	7	7	7	6	5	7	8	8	4	4	-3.07
HUILES DE POISSON	1	1	1	1	1			1				-9.09
FARINES DE POISSON	24	13	8	3	4	14	8	8	11	8	8	-2.81
PRODUITS FORESTIERS 2/												
GRUMES DE CONIFERES		5	2	2					1			
GRUMES DE FEUILLUS	41	46	26	17	11	2	1	7	1	1	1	-37.18
BOIS DE CHAUFFAGE	9	4	2	2	2	1	1	1	1			
SCIAGES DE CONIFERES	637	693	754	638	682	697	781	881	642	823	1113	3.49
SCIAGES DE FEUILLUS	282	346	445	311	304	317	306	290	210	282	317	-2.35
PANNEAUX A BASE DE BOIS	123	137	121	89	99	88	104	111	79	102	112	-2.23
PATE DE BOIS POUR PAPIER	302	234	277	239	280	281	286	262	220	243	208	-1.98
PAPIERS ET CARTONS	683	470	652	584	671	739	736	794	558	670	899	2.80
AFRIQUE EN DEVELOPPEMENT												
PRODUITS AGRICOLES												
BLE+FARINE,EQUIV.DE BLE	5367	5350	6362	7946	7744	9076	9059	9433	9351	10480	11795	7.82
RIZ USINE	602	887	1584	1885	2246	2267	2542	2837	2781	2495	2462	13.37
ORGE	173	68	219	647	419	302	459	680	393	771	575	17.43
MAIS	864	685	880	1154	1287	2321	2395	2302	1732	2965	2602	15.04
MILLET	137	123	112	83	101	106	35	41	41	31	2	-25.85

1/ MILLIERS DE TETES

2/ TOUS LES PRODUITS FORESTIERS, A L'EXCEPTION DE LA PATE A PAPIER ET DES PAPIERS ET CARTONS, SONT EXPRIMES EN MILLIERS DE METRES CUBES

TABLEAU ANNEXE 6. VOLUME DES IMPORTATIONS DES PRINCIPAUX PRODUITS AGRICOLES, HALIEUTIQUES ET FORESTIERS (suite)

	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984	1985	VARIAT. ANNUELLES 1975-85
	.....MILLIERS DE TONNES METRIQUES.....POURCENT											
SORGHO	42	118	99	149	132	106	153	157	241	412	375	18.68
POMMES DE TERRE	189	149	211	233	307	245	217	272	451	350	422	9.20
SUCRE,TOTAL(EQUIV.BRUT)	1329	1496	1888	2043	2105	2245	2360	2156	2373	2234	2260	4.81
LEGUMINEUSES SECHES	89	77	91	118	209	217	145	157	214	232	246	11.77
GRAINES DE SOJA	9	16	50	22	31	25	11	35	16	13	23	-1.11
HUILE DE SOJA	156	121	256	312	357	336	336	448	392	367	312	9.38
ARACHIDES DECORTIQUEES	35	17	25	27	12	16	9	12	8	6	40	-7.70
HUILE D'ARACHIDE	8	30	22	10	10	16	16	18	19	10	18	.72
COPRAH	3	3	3	4	4	3	2	2	3	5	3	-1.70
HUILE DE COPRAH	9	18	20	10	9	7	14	12	10	17	13	.57
PALMISTES	1											
HUILE DE PALMISTE	29	68	81	106	98	165	244	293	261	189	211	20.37
TOURTEAUX+TOURT. MOULUS	58	54	102	122	157	188	242	260	225	298	277	18.90
BANANES	38	41	47	31	17	18	28	59	24	28	10	-7.24
ORANGES+TANGER+MANDAR.	12	10	12	12	12	10	9	9	9	8	7	-4.13
CITRONS+LIMES			1	1		1	1	1	1	1	1	3.72
CAFE VERT+TORREFIE	65	78	59	83	76	80	103	69	114	98	102	4.75
FEVES DE CACAO	2	1	3	1	1	1	1	1	5	1	2	1.58
THE	45	42	46	56	70	57	69	57	58	62	68	4.07
COTON,FIBRE	54	46	51	42	48	44	65	86	92	98	89	8.47
JUTE ET FIBRES SIMIL.	80	61	73	58	58	64	52	51	55	39	41	-5.74
TABAC BRUT	53	46	49	62	62	53	49	49	51	46	49	-1.91
CAOUTCHOUC NATUREL	17	18	22	21	20	21	26	23	23	26	26	3.86
LAINE EN SUINT	1	3	3	4	3	2	2	1	2	1	3	-3.61
BOVINS 1/	577	632	697	776	835	824	895	846	962	1075	756	4.34
PORCINS 1/	1	1	1	1	1	1	2	2	3	4	2	16.56
VIANDE,TOTAL	57	84	110	139	137	142	149	214	188	206	235	12.78
LAIT SEC	21	23	23	25	23	32	30	26	30	35	39	5.58
DEUFS EN COQUILLE	8	13	21	44	35	50	52	71	78	49	47	19.38
PRDDUITS HALIEUTIQUES												
POISSON,FRAIS,CONGELE	340	346	250	287	329	891	966	866	866	733	586	12.29
POISSON,SECHE,SALE,FUME	46	58	21	33	44	58	72	43	46	29	38	-1.26
CRUSTACES ET MOLLUSQUES	14	16	17	19	6	8	4	5	23	23	1	-11.12
POISSON EN CONSERVE	82	139	114	152	145	132	137	111	69	54	51	-7.30
CRUST ET MDLL EN CONSERV							3	2	1			10.06
HUILES DE POISSON	1	3	2	3	2		1	1				-31.49
FARINES DE POISSON	12	13	17	27	24	24	25	32	35	48	28	11.67
PRODUITS FORESTIERS 2/												
GRUMES DE CONIFERES	38	43	31	32	73	94	84	110	169	171	171	20.72
GRUMES DE FEUILLUS	153	172	286	197	204	326	225	241	321	318	310	6.40
BOIS DE CHAUFFAGE	26						1	1				
SCIAGES DE CONIFERES	764	829	1251	763	1019	905	1409	1531	1827	1790	1486	8.78
SCIAGES DE FEUILLUS	153	168	155	202	203	194	232	193	183	183	163	1.09
PANNEAUX A BASE DE BOIS	183	192	310	263	316	359	321	258	290	198	199	1.29
PATE DE BOIS POUR PAPIER	56	95	97	102	104	120	135	116	149	143	136	7.42
PAPIERS ET CARTONS	460	456	496	519	529	537	671	579	561	532	550	2.16
AMERIQUE LATINE												
PRODUITS AGRICOLES												
BLE+FARINE,EQUIV.DE BLE	7162	8981	8152	10777	10718	12039	11977	11037	11789	12091	11273	4.39
RIZ USINE	563	489	428	432	1339	1059	789	607	948	616	1034	6.08
ORGE	262	207	203	358	323	479	413	351	474	505	515	9.22
MAIS	3897	2438	3590	4714	3954	8887	7032	3330	8129	5462	4029	5.34
MILLET	4	6	2	4	6	3	2	3	4			
SORGHO	1348	554	1440	1442	1902	2943	3641	3162	3825	3158	3429	16.48
POMMES DE TERRE	196	173	198	205	252	341	208	195	165	184	136	-2.15
SUCRE,TOTAL(EQUIV.BRUT)	113	286	646	882	717	1567	1489	1353	1742	1204	371	15.92
LEGUMINEUSES SECHES	308	299	400	291	284	816	876	520	369	501	488	5.99
GRAINES DE SOJA	127	444	628	971	952	1205	2235	2030	1298	1806	1835	23.79
HUILE DE SOJA	141	243	245	351	372	430	432	587	541	707	562	14.33
ARACHIDES DECORTIQUEES	46	38	8	14	11	13	14	18	9	20	17	-5.50
HUILE D'ARACHIDE	41	64	136	85	9	2	4	1	2	1	2	-38.15
COPRAH	21	1										
HUILE DE COPRAH	40	88	26	39	15	25	19	23	16	15	18	-11.62
PALMISTES	2	2	1		2	1	1	1	3	1		
HUILE DE PALMISTE	3	16	16	8	6	16	12	11	5	5	6	-3.43
TOURTEAUX+TOURT. MOULUS	340	413	593	647	710	968	957	1092	1196	1221	1292	14.04
BANANES	233	184	228	287	391	434	446	316	227	227	227	.94
ORANGES+TANGER+MANDAR.	17	19	26	22	44	57	36	25	20	17	13	-2.14
CITRONS+LIMES	2	3	4	6	4	2	3	2	2	2	1	-7.00

1/ MILLIERS DE TETES

2/ TOUS LES PRODUITS FORESTIERS, A L'EXCEPTION DE LA PATE A PAPIER ET DES PAPIERS ET CARTONS, SONT EXPRIMES EN MILLIERS DE METRES CUBES

TABLEAU ANNEXE 6. VOLUME DES IMPORTATIONS DES PRINCIPAUX PRODUITS AGRICOLES, HALIEUTIQUES ET FORESTIERS (suite)

	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984	1985	VARIAT. ANNUALES 1975-85
.....MILLIERS DE TONNES METRIQUES.....POURCENT												
CAFE VERT+TORREFIE	82	86	54	58	93	49	64	59	67	70	68	-1.32
FEVES DE CACAO	15	7	3	3	2	3	10	13	3	6	9	1.08
THE	10	13	14	16	19	16	14	13	14	13	15	1.43
COTON,FIBRE	69	56	85	71	91	79	93	79	77	118	101	4.42
JUTE ET FIBRES SIMIL.	45	30	15	12	18	36	34	14	14	11	14	-7.66
TABAC BRUT	15	17	18	16	17	28	24	20	19	15	21	1.94
CAOUTCHOUC NATUREL	144	165	170	182	182	187	184	162	165	204	202	2.05
LAINE EN Suint	6	8	6	7	9	13	12	13	9	9	12	6.54
BOVINS 1/	397	516	490	583	928	419	464	436	375	369	388	-3.16
PORCINS 1/	47	59	36	32	21	10	26	57	17	9	9	-13.89
VIANOE,TOTAL	160	183	197	373	365	335	413	338	267	303	380	6.76
LAIT SEC	50	73	181	138	120	153	156	139	118	153	111	5.56
OEUF EN COQUILLE	7	9	14	11	17	19	18	30	15	10	9	3.64
PRODUITS HALIEUTIQUES												
POISSON,FRAIS,CONGELE	126	98	90	109	133	111	96	97	83	70	84	-3.69
POISSON,SECHE,SALE,FUME	67	54	48	46	47	56	52	52	47	46	40	-2.64
CRUSTACES ET MOLLUSQUES	7	4	5	5	9	8	10	9	7	4	6	1.36
POISSON EN CONSERVE	41	43	49	60	74	92	87	79	43	39	62	1.78
CRUST ET MOLL EN CONSERV	1	1	1	1	2	2	1	1	1	1	1	-7.09
HUILES DE POISSON	20	43	27	35	67	43	68	35	68	13	37	.99
FARINES DE POISSON	143	75	66	108	138	163	126	108	63	101	64	-2.79
PRODUITS FORESTIERS 2/												
GRUMES DE CONIFERES	7	43	26	34	54	128	156	162	160	144	143	31.13
GRUMES DE FEUILLUS	134	73	69	105	65	57	30	29	30	75	88	-6.80
BOIS DE TRITUR.+PARTIC.					31	35	24	16	16	8	8	
BOIS DE CHAUFFAGE	9	6	12	4	4	5	7	5	3	4	6	-7.30
SCIAGES DE CONIFERES	1235	1467	1486	1715	1524	2184	1874	1477	1666	1709	1854	2.67
SCIAGES DE FEUILLUS	742	427	520	679	692	917	642	652	597	753	696	2.03
PANNEAUX A BASE DE BOIS	169	184	234	304	401	493	499	482	519	454	430	11.34
PATE DE BOIS POUR PAPIER	544	536	462	530	653	740	762	735	645	766	773	4.66
PAPIERS ET CARTONS	1650	1756	2162	1869	1856	2395	2437	2278	1958	1796	1726	.63
PROCHE-ORIENT EN OEUV.												
PRODUITS AGRICOLES												
BLE+FARINE,EQUIV.OE BLE	8758	7658	9207	10320	10703	12767	13999	14127	16726	20758	17687	9.71
RIZ USINE	939	1106	1456	1548	1887	1790	2020	1991	2247	2477	2188	8.85
ORGE	473	465	991	852	1493	2361	3290	5002	3879	8940	5789	34.71
MAIS	791	1009	1492	1850	2369	2685	3745	3805	4124	4294	4664	19.52
MILLET	3	10	6	4	4	2	2	3	4	4	5	-2.78
SORGH	91	197	189	254	109	101	132	339	59	52	34	-11.15
POMMES DE TERRE	168	164	230	231	282	353	426	422	375	413	336	9.76
SUCRE,TOTAL(EQUIV.BRUT)	2098	1694	2266	2400	3463	3353	3499	3898	3560	3736	3442	7.52
LEGUMINEUSES SECHES	243	234	202	213	258	257	359	332	314	320	305	4.59
GRAINES DE SOJA	28	29	63	138	180	99	116	108	94	161	128	14.33
HUILE DE SOJA	270	332	233	281	381	442	504	519	715	676	617	11.37
ARACHIDES DECORTIQUEES	9	8	15	6	8	16	9	7	5	7	6	-4.75
HUILE D'ARACHIDE	1	2	2	1	1	3	1	1	1	1	1	-19.65
COPRAH	8	7	1	1								
HUILE DE COPRAH	22	31	8	7	4	14	12	16	14	11	17	-0.64
PALMISTES	1	5										
HUILE DE PALMISTE	137	76	148	164	187	148	291	376	418	456	522	18.95
TOURTEAUX+TOURT. MOULUS	100	237	379	459	442	406	543	674	845	1048	1138	21.53
BANANES	255	308	277	289	319	300	316	263	255	222	167	-3.48
ORANGES+TANGER+MANDAR.	532	636	555	472	512	546	619	625	636	626	520	.89
CITRONS+LIMES	32	54	52	45	77	79	77	80	87	96	77	8.80
CAFE VERT+TORREFIE	49	51	53	42	40	46	56	74	77	63	68	4.75
FEVES DE CACAO	4	4	2	4	1	1	5	5	6	4	5	6.98
THE	132	157	150	205	188	183	171	168	195	223	221	3.97
COTON,FIBRE	26	7	37	21	41	22	24	27	27	27	62	7.99
JUTE ET FIBRES SIMIL.	31	40	31	24	41	20	25	37	44	23	29	-1.05
TABAC BRUT	44	45	45	52	60	47	61	75	79	81	69	6.61
CAOUTCHOUC NATUREL	51	50	49	46	37	40	50	65	96	82	84	6.99
LAINE EN Suint	26	27	32	17	18	18	19	13	18	18	22	-3.99
BOVINS 1/	160	184	389	390	386	503	736	713	594	549	341	10.80
PORCINS 1/			5									
VIANOE,TOTAL	251	334	482	582	673	980	1302	1294	1266	1241	1163	17.85
LAIT SEC	3	5	10	11	20	14	24	28	24	24	21	21.97
OEUF EN COQUILLE	81	77	83	84	75	108	139	149	153	146	121	7.72

1/ MILLIERS DE TETES

2/ TOUTS LES PRODUITS FORESTIERS, A L'EXCEPTION DE LA PATE A PAPIER ET DES PAPIERS ET CARTONS, SONT EXPRIMES EN MILLIERS DE METRES CUBES

TABLEAU ANNEXE 6. VOLUME DES IMPORTATIONS DES PRINCIPAUX PRODUITS AGRICOLES, HALIEUTIQUES ET FORESTIERS (suite)

	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984	1985	VARIAT. ANNUALES 1975-85
.....MILLIERS DE TONNES METRIQUES.....POURCENT												
PRODUITS HALIEUTIQUES												
POISSON, FRAIS, CONGELE	41	60	55	70	55	76	107	112	133	153	134	13.45
POISSON, SECHE, SALE, FUME	3	4	2	3	3	4	6	5	4	4	7	7.82
CRUSTACES ET MOLLUSQUES	1	1	2	1	2	2	2	2	2	1	4	11.35
POISSON EN CONSERVE	33	42	46	55	51	70	64	64	63	50	49	3.78
CRUST ET MOLL EN CONSERV					1	1	2	3	2	2	1	42.53
HUILES DE POISSON	2	2	2	1	1	1	1	1		1		-18.22
FARINES DE POISSON	27	51	136	56	52	80	146	113	106	89	149	11.95
PRODUITS FORESTIERS 2/												
GRUMES DE CONIFERES	167	196	231	176	126	173	202	273	317	279	393	7.54
GRUMES DE FEUILLUS	66	86	55	68	42	57	46	5	6	11	11	-23.34
BOIS DE TRITUR.+PARTIC.	8	9	13	36	40	14	4	9	9	4	4	-11.92
BOIS DE CHAUFFAGE	172	180	159	163	119	126	146	183	169	167	122	-1.25
SCIAGES DE CONIFERES	1744	2202	3063	2441	2689	3242	3498	3938	4179	4563	4097	8.86
SCIAGES DE FEUILLUS	294	406	659	620	469	630	550	630	758	811	679	7.12
PANNEAUX A BASE DE BOIS	465	597	749	804	931	1072	1425	1588	1324	1442	1485	12.37
PATE DE BOIS POUR PAPIER	136	159	135	127	113	121	111	110	178	171	201	2.59
PAPIERS ET CARTONS	696	725	866	889	905	975	1042	1008	1006	1204	1623	6.67
EXTREME-ORIENT EN DEV.												
PRODUITS AGRICOLES												
BLE+FARINE+EQUIV. DE BLE	15063	13644	7213	8060	8808	8887	7792	9707	11531	10772	9264	-1.55
RIZ USINE	3023	3698	3848	3465	3392	4497	4384	2089	3225	2468	2641	-3.20
ORGE	539	8	327	107	106	206	270	916	450	1624	313	25.39
MAÏS	1440	1971	2517	3125	4114	3888	4491	4851	6275	4879	5562	13.67
MILLET	13	29	10	1	2	3	3	6	4	5	2	-11.75
SORGH0	204	398	19	49	144	62	178	445	223	420	388	15.00
POMMES DE TERRE	87	93	104	117	143	155	145	170	138	125	111	3.71
SUCRE, TOTAL (EQUIV. BRUT)	1127	1116	1435	1866	1935	2607	2807	2310	2127	2317	4295	11.11
LEGUMINEUSES SECHEES	93	90	91	167	207	207	377	381	366	461	476	21.19
GRAINES DE SOJA	153	433	370	489	728	874	1093	1219	1137	1355	1443	21.47
HUILE DE SOJA	87	194	529	583	841	1004	981	976	922	1353	720	21.22
ARACHIDES DECORTIQUEES	18	43	23	28	39	67	93	152	144	81	104	21.08
HUILE D'ARACHIDE	23	48	64	42	36	38	34	36	55	37	44	1.32
COPRAH	55	96	99	163	74	115	110	81	47	88	136	8.89
HUILE DE COPRAH	34	55	87	158	91	58	149	83	89	86	73	4.54
PALMISTES	4	5	5	6	10	15	6	3	12	5	4	1.25
HUILE DE PALMISTE	277	372	842	847	1058	1757	1436	1561	1677	1943	2533	21.34
TOURTEAUX+TOUR. MOULUS	333	533	717	804	965	1005	1026	1339	1524	1737	1205	14.09
BANANES	56	45	48	57	69	59	49	59	50	71	68	2.51
ORANGES+TANGER+MANDAR.	208	199	215	222	208	238	273	249	286	251	250	2.94
CITRONS+LIMES				4	6	7	8	8	9	10	13	70.59
CAFE VERT+TORREFIE	31	42	32	19	27	19	36	51	72	96	94	12.99
FEVES DE CACAO	9	9	8	12	17	27	45	60	61	50	58	27.08
THE	64	70	81	77	84	86	97	94	110	127	114	6.24
COTON, FIBRE	790	794	843	860	827	888	775	788	863	991	960	1.55
JUTE ET FIBRES SIMIL.	80	123	57	64	80	119	109	165	142	124	112	6.28
TABAC BRUT	53	59	69	64	69	82	88	70	63	68	64	1.61
CAOUTCHOUC NATUREL	123	142	160	193	215	182	208	226	198	277	250	6.73
LAINE EN SUINT	26	27	32	29	30	33	39	34	36	34	50	4.82
BOVINS 1/	286	279	293	324	356	343	362	367	352	301	271	7.76
PORCINS 1/	2796	3004	3023	3123	3095	4552	3194	3414	3323	3188	3214	1.31
VIANDE, TOTAL	149	173	212	279	297	227	266	352	360	330	316	7.80
LAIT SEC	68	84	99	143	159	152	153	130	139	158	194	8.05
OEUFs EN COQUILLE	58	57	64	68	75	76	75	80	78	88	87	4.36
PRODUITS HALIEUTIQUES												
POISSON, FRAIS, CONGELE	148	156	162	185	229	210	258	280	294	367	437	11.09
POISSON, SECHE, SALE, FUME	32	21	18	21	21	28	22	26	26	54	40	6.03
CRUSTACES ET MOLLUSQUES	68	89	95	119	180	122	115	132	139	151	164	6.91
POISSON EN CONSERVE	114	112	84	83	79	96	78	92	51	48	47	-8.00
CRUST ET MOLL EN CONSERV	14	16	15	16	14	18	16	21	22	21	17	3.73
HUILES DE POISSON	2	7	4	4	4	2	2	3	3	5	22	7.30
FARINES DE POISSON	99	84	93	131	164	148	158	251	171	173	187	8.70
PRODUITS FORESTIERS 2/												
GRUMES DE CONIFERES	461	750	1200	2426	2128	1536	1186	1548	2116	2073	2217	11.66
GRUMES DE FEUILLUS	6180	7505	8558	9371	9355	6526	5985	5415	5789	4986	4331	-5.42
BOIS DE TRITUR.+PARTIC.	61		1		2	2	1		3	117	118	
BOIS DE CHAUFFAGE	473	462	546	489	519	560	588	741	749	727	770	5.75
SCIAGES DE CONIFERES	179	214	228	235	80	87	72	45	46	49	37	-18.14

1/ MILLIERS DE TETES

2/ TOUS LES PRODUITS FORESTIERS, A L'EXCEPTION DE LA PATE A PAPIER ET DES PAPIERS ET CARTONS, SONT EXPRIMES EN MILLIERS DE METRES CUBES

TABLEAU ANNEXE 6. VOLUME DES IMPORTATIONS DES PRINCIPAUX PRODUITS AGRICOLES, HALIEUTIQUES ET FORESTIERS (fin)

	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984	1985	VARIAT. ANNUALES 1975-85
.....MILLIERS DE TONNES METRIQUES.....POURCENT												
SCIAGES DE FEUILLUS	981	1463	1741	1829	2345	1850	1762	1910	1840	1774	1372	2.22
PANNEAUX A BASE DE BOIS	392	472	495	575	610	724	821	680	794	652	584	4.57
PATE DE BOIS POUR PAPIER	286	423	555	696	735	728	815	791	1090	1042	1110	12.31
PAPIERS ET CARTONS	1133	1459	1495	1830	1995	2072	2247	2349	2313	2533	2481	7.60
ASIE A ECON.CENTR.PLANIF												
PRODUITS AGRICOLES												
BLE+FARINE,EQUIV.DE BLE	5287	3798	9164	10271	11756	13243	15688	15565	12643	11234	6649	7.12
RIZ USINE	737	784	214	250	619	593	459	566	174	497	487	-2.86
ORGE	174	333	265	336	704	402	354	509	481	430	369	6.29
MAIS	1729	2150	2222	3064	5412	4438	3287	4117	5569	3015	3107	6.70
SORGHO	152	255	394	473	517	417	840	767	534	597	564	11.86
SUCRE,TOTAL(EQUIV.BRUT)	760	952	1895	1587	1368	1114	1294	2373	2130	1456	2091	7.41
LEGUMINEUSES SECHES	33	39	49	68	58	72	91	124	88	91	83	10.88
GRAINES DE SOJA	854	829	985	1172	1696	1529	1682	1516	1420	1345	1470	5.85
HUILE DE SOJA	42	27	149	137	143	136	56	63	36	25	43	-6.04
ARACHIDES DECORTIQUEES				2	1			6				
HUILE D'ARACHIDE					1	3	3	7	20	1		
COPRAH									1	3	7	
HUILE DE COPRAH	47	29	22	19	27	31	26	31	26	27	29	-1.09
PALMISTES							2	1				
HUILE DE PALMISTE	12	3	30	14	48	63	26	24	18	21	73	15.45
TOURTEAUX+TOURT. MOULUS	1	29	41	55	1	9	14	15	33	61	73	24.30
BANANES	10	15										
ORANGES+TANGER+MANDAR.				1		2	1	1	5	2	3	
CAFE VERT+TORREFIE		7	6	6	5	6	7	17	30	16	11	32.26
FEVES DE CACAO	8	11	12	15	17	17	4	23	10	12	6	-1.74
THE	6	5	5	6	5	5	4	4	5	6	6	-6.64
COTON,FIBRE	412	428	422	818	835	1235	1021	824	521	369	360	-3.38
JUTE ET FIBRES SIMIL.	22	27	34	39	36	47	25	44	36	25	21	-8.49
TABAC BRUT	11	13	15	19	22	32	54	46	21	28	45	13.17
CAOUTCHOUC NATUREL	298	248	316	300	333	358	220	225	326	309	261	-6.62
LAINE EN SUINT	13	22	22	28	51	60	94	112	116	85	145	26.35
BOVINS 1/	8	1				2		1	1	4	10	
PORCINS 1/		2	1	4	3	3	5	3	3	2	2	14.24
VIANDE,TOTAL	29	10	4	11	18	16	23	27	28	31	35	12.83
PRODUITS HALIEUTIQUES												
POISSON,FRAIS,CONGELE	4	4	6	4	4	2	3	3	3	4	4	-3.20
POISSON,SECHE,SALE,FUME	7	1	1	1	1	1	1					-38.60
CRUSTACES ET MOLLUSQUES	4	3	4	9	14	20	2	5	4	2	2	-6.79
POISSON EN CONSERVE	2	5	1	1	1	2	2	2	2	3	3	3.04
CRUST ET MOLL EN CONSERV						1	1		1	1	1	16.99
HUILES DE POISSON	3	2	2	3	3	2	2	2	2	5	3	2.57
FARINES DE POISSON	95	136	124	142	168	154	160	226	205	262	309	10.43
PRODUITS FORESTIERS 2/												
GRUMES DE CONIFERES	614	618	419	389	422	630	1181	3115	5391	6776	7576	37.45
GRUMES DE FEUILLUS	3887	4437	6236	7127	6760	6481	5491	4837	5975	4704	4630	
BOIS DE TRITUR.+PARTIC.	88	711	711	728	1069	843	1957	1192	2005	1563	1626	22.64
SCIAGES DE CONIFERES	21	29	29	29	29	31	10	6	11	15	9	-11.68
SCIAGES DE FEUILLUS	23	30	38	56	96	139	197	293	423	519	529	41.54
PANNEAUX A BASE DE BOIS	3	12	13	24	36	51	260	287	314	710	551	70.49
PATE DE BOIS POUR PAPIER	219	235	175	208	210	427	525	440	683	672	670	15.97
PAPIERS ET CARTONS	174	217	297	411	427	650	662	510	678	634	731	14.40

1/ MILLIERS DE TETES

2/ TOUS LES PRODUITS FORESTIERS, A L'EXCEPTION DE LA PATE A PAPIER ET DES PAPIERS ET CARTONS, SONT EXPRIMES EN MILLIERS DE METRES CUBES

TABLEAU ANNEXE 7. INDICES DE LA VALEUR DES EXPORTATIONS DE PRODUITS AGRICOLES, HALIEUTIQUES ET FORESTIERS

	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984	1985	VARIAT. ANNUELES 1975-85
.....1979-81=100.....POURCENT												
MONDE												
PRODUITS AGRICOLES	58	61	70	77	91	105	105	94	92	97	89	5.04
ALIMENTATION HUMAINE	61	59	64	75	88	105	108	95	92	96	88	5.09
ALIMENTATION ANIMALE	37	54	67	73	86	101	113	105	116	101	82	8.57
MATIERES PREMIERES	57	68	78	83	95	104	100	90	91	97	87	3.87
BOISSONS	44	67	97	93	105	110	85	88	91	103	105	5.20
PRODUITS HALIEUTIQUES	41	53	63	86	94	101	105	101	104	106		
PRODUITS FORESTIERS	50	60	65	73	94	107	98	89	91	96	96	6.26
PAYS DEVELOPPES												
PRODUITS AGRICOLES	57	58	63	74	88	105	107	96	92	93	84	5.33
ALIMENTATION HUMAINE	58	58	61	73	87	105	108	96	91	92	83	5.18
ALIMENTATION ANIMALE	38	50	59	74	88	103	109	103	115	96	81	8.74
MATIERES PREMIERES	56	63	79	81	95	104	102	96	90	97	88	4.51
BOISSONS	47	54	69	79	101	103	96	96	93	98	106	7.26
PRODUITS HALIEUTIQUES	45	55	65	93	95	102	103	97	100	98		
PRODUITS FORESTIERS	52	61	66	74	93	107	100	91	92	99	100	6.22
EUROPE OCCIDENTALE												
PRODUITS AGRICOLES	53	54	62	75	91	106	103	96	93	94	94	6.49
ALIMENTATION HUMAINE	54	54	61	75	89	106	104	96	92	92	92	6.28
ALIMENTATION ANIMALE	36	46	57	70	87	97	116	119	132	119	104	12.58
MATIERES PREMIERES	65	75	74	95	113	99	88	88	92	102	96	3.10
BOISSONS	46	53	65	78	101	103	96	95	93	98	109	7.79
PRODUITS HALIEUTIQUES	46	55	67	101	94	104	102	92	96	92		
PRODUITS FORESTIERS	50	59	63	72	93	109	98	89	89	96	100	6.45
URSS ET EUROPE ORIENTALE												
PRODUITS AGRICOLES	74	73	88	84	98	103	100	94	84	80	75	.53
ALIMENTATION HUMAINE	77	72	86	82	98	103	100	90	79	80	74	.11
ALIMENTATION ANIMALE	58	134	134	117	113	96	91	109	91	71	78	-2.31
MATIERES PREMIERES	68	74	96	89	95	102	103	105	93	77	73	.73
BOISSONS	67	65	78	93	104	103	94	97	103	95	91	3.63
PRODUITS HALIEUTIQUES	74	76	70	82	105	105	90	89	114	110		
PRODUITS FORESTIERS	69	74	84	88	97	104	99	96	99	99	99	3.39
AMERIQUE DU NORD DEVELOP												
PRODUITS AGRICOLES	57	59	60	73	85	104	110	94	94	98	73	5.06
ALIMENTATION HUMAINE	60	60	58	71	84	104	112	95	94	98	72	4.87
ALIMENTATION ANIMALE	37	51	58	75	88	107	105	93	106	83	67	6.83
MATIERES PREMIERES	51	54	71	81	92	108	106	91	86	102	84	5.65
BOISSONS	27	49	111	75	94	110	95	91	79	91	88	7.24
PRODUITS HALIEUTIQUES	33	44	57	85	98	94	108	105	102	97		
PRODUITS FORESTIERS	50	62	66	74	93	105	102	91	96	104	100	6.66
OCEANIE DEVELOPPEE												
PRODUITS AGRICOLES	59	61	69	67	81	106	113	104	89	91	95	5.59
ALIMENTATION HUMAINE	62	61	63	65	77	109	114	104	87	90	93	5.54
ALIMENTATION ANIMALE	51	55	125	119	127	74	100	103	95	73	60	.50
MATIERES PREMIERES	91	65	84	71	95	100	110	103	92	95	100	5.88
BOISSONS	65	67	63	65	74	94	130	139	157	177	158	12.65
PRODUITS HALIEUTIQUES	33	33	53	55	63	103	114	128	134	152		
PRODUITS FORESTIERS	40	45	54	57	85	100	111	94	83	89	81	8.23

TABLEAU ANNEXE 7. INDICES DE LA VALEUR DES EXPORTATIONS DE PRODUITS AGRICOLES, HALIEUTIQUES ET FORESTIERS (fin)

	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984	1985	VARIAT. ANNUELLES 1975-85
.....1979-81=100.....POURCENT												
PAYS EN DEVELOPEMENT												
PRODUITS AGRICOLES	59	67	82	84	95	104	101	90	94	103	98	4.53
ALIMENTATION HUMAINE	68	63	73	79	91	102	107	93	94	105	100	4.86
ALIMENTATION ANIMALE	37	58	76	73	84	98	118	106	116	106	84	8.42
MATIERES PREMIERES	59	73	78	85	96	105	99	84	91	96	87	3.20
BOISSONS	42	74	112	100	107	113	80	84	89	106	105	4.30
PRODUITS HALIEUTIQUES	36	49	59	76	93	99	108	108	111	118		
PRODUITS FORESTIERS	37	54	59	66	101	110	89	82	88	82	79	6.59
AFRIQUE EN DEVELOPEMENT												
PRODUITS AGRICOLES	66	78	102	99	105	105	90	83	78	89	90	-0.76
ALIMENTATION HUMAINE	76	76	90	102	102	106	92	80	72	83	84	-0.32
ALIMENTATION ANIMALE	78	97	124	76	129	94	77	80	83	56	49	-5.45
MATIERES PREMIERES	61	76	78	78	89	100	110	92	97	110	102	4.95
BOISSONS	51	82	129	102	115	105	80	84	82	93	97	1.46
PRODUITS HALIEUTIQUES	46	47	49	63	79	95	126	122	141	139		
PRODUITS FORESTIERS	50	68	71	78	91	124	85	70	67	69	66	-0.95
AMERIQUE LATINE												
PRODUITS AGRICOLES	58	66	82	85	94	104	101	90	98	102	100	4.75
ALIMENTATION HUMAINE	69	63	73	78	91	102	108	90	100	103	103	4.97
ALIMENTATION ANIMALE	32	52	76	71	79	95	125	104	122	109	84	9.90
MATIERES PREMIERES	62	70	84	98	95	101	104	91	82	85	82	1.86
BOISSONS	38	78	105	102	107	116	77	85	90	102	103	4.53
PRODUITS HALIEUTIQUES	35	46	53	78	91	107	102	108	105	112		
PRODUITS FORESTIERS	32	32	40	48	81	111	109	90	95	114	97	14.30
PROCHE-ORIENT EN DEVELOP												
PRODUITS AGRICOLES	65	79	80	86	90	98	112	109	103	105	87	3.72
ALIMENTATION HUMAINE	45	56	64	78	84	97	119	122	112	110	89	8.57
ALIMENTATION ANIMALE	125	115	113	78	94	121	85	62	49	65	25	-11.52
MATIERES PREMIERES	96	118	108	101	99	100	102	90	90	100	86	-1.76
BOISSONS	36	48	68	79	104	85	111	74	63	58	41	-0.99
PRODUITS HALIEUTIQUES	49	55	76	60	87	94	119	134	139	157		
PRODUITS FORESTIERS	41	49	56	46	78	86	136	152	164	211	161	18.65
EXTREME-ORIENT EN DEVEL.												
PRODUITS AGRICOLES	52	59	73	74	91	105	103	90	91	109	93	6.18
ALIMENTATION HUMAINE	59	58	68	67	88	101	112	99	91	117	98	6.83
ALIMENTATION ANIMALE	41	66	72	79	91	103	106	109	97	96	78	5.98
MATIERES PREMIERES	44	60	65	76	96	109	95	73	88	88	76	4.73
BOISSONS	45	59	115	95	95	115	90	81	98	139	124	7.19
PRODUITS HALIEUTIQUES	38	49	69	76	100	93	107	109	111	117		
PRODUITS FORESTIERS	34	57	62	67	110	108	82	80	88	74	76	5.65
ASIE A ECON.CENTR.PLANIF												
PRODUITS AGRICOLES	83	71	69	83	94	106	100	99	111	127	151	6.72
ALIMENTATION HUMAINE	94	74	65	82	91	107	102	92	94	110	140	4.69
ALIMENTATION ANIMALE	11	16	14	10	23	95	182	100	349	255	297	51.22
MATIERES PREMIERES	67	62	89	95	113	105	82	110	156	178	179	9.34
BOISSONS	38	43	81	93	106	105	89	107	116	146	143	12.24
PRODUITS HALIEUTIQUES	24	56	52	64	92	99	109	103	111	127		
PRODUITS FORESTIERS	42	55	62	62	101	96	103	67	93	85	79	5.79

TABLEAU ANNEXE 8. INDICES DU VOLUME DES EXPORTATIONS DE PRODUITS AGRICOLES, HALIEUTIQUES ET FORESTIERS

	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984	1985	VARIAT. ANNUALES 1975-85
.....1979-81=100.....POURCENT												
MONDE												
PRODUITS AGRICOLES	77	83	85	91	95	101	105	104	106	109	109	3.58
ALIMENTATION HUMAINE	74	80	84	90	94	101	106	105	106	109	108	3.90
ALIMENTATION ANIMALE	54	71	73	88	89	100	111	115	125	116	123	8.04
MATIERES PREMIERES	88	94	95	100	99	102	99	98	99	101	100	.90
BOISSONS	89	92	83	90	100	99	101	104	107	114	118	3.08
PRODUITS HALIEUTIQUES	70	78	85	91	97	99	104	107	110	114		
PRODUITS FORESTIERS	73	87	90	96	101	102	97	93	103	107	109	2.87
PAYS DEVELOPPES												
PRODUITS AGRICOLES	72	78	81	88	93	102	105	103	104	107	105	3.98
ALIMENTATION HUMAINE	72	77	80	88	92	102	106	104	103	107	105	4.12
ALIMENTATION ANIMALE	54	67	65	86	91	102	106	112	123	108	110	7.57
MATIERES PREMIERES	80	87	94	96	99	103	98	98	96	99	95	1.31
BOISSONS	76	82	87	83	99	98	103	104	108	118	123	4.69
PRODUITS HALIEUTIQUES	75	82	85	90	97	99	105	105	107	111		
PRODUITS FORESTIERS	72	86	88	94	100	102	98	95	105	110	112	3.42
EUROPE OCCIDENTALE												
PRODUITS AGRICOLES	73	77	78	85	94	100	107	107	112	118	123	5.61
ALIMENTATION HUMAINE	72	76	78	85	93	100	107	106	111	117	122	5.60
ALIMENTATION ANIMALE	52	61	61	82	90	95	114	134	149	143	152	12.25
MATIERES PREMIERES	89	95	85	102	107	97	96	99	107	116	113	2.34
BOISSONS	76	83	85	83	99	97	104	106	111	121	128	5.03
PRODUITS HALIEUTIQUES	80	86	87	89	97	98	105	106	114	120		
PRODUITS FORESTIERS	67	83	84	93	101	100	99	97	107	116	119	4.65
URSS ET EUROPE ORIENTALE												
PRODUITS AGRICOLES	99	96	107	96	100	100	100	102	97	99	99	-0.04
ALIMENTATION HUMAINE	101	96	108	96	101	99	100	100	96	103	105	.15
ALIMENTATION ANIMALE	71	138	117	115	112	96	92	108	67	66	91	-3.32
MATIERES PREMIERES	98	103	111	99	96	101	103	109	95	80	80	-1.98
BOISSONS	80	80	91	93	98	100	102	104	114	114	107	3.50
PRODUITS HALIEUTIQUES	114	113	106	101	104	106	90	80	104	103		
PRODUITS FORESTIERS	100	106	108	112	103	100	97	97	102	103	103	-0.40
AMERIQUE DU NORD DEVELOP												
PRODUITS AGRICOLES	65	72	75	89	91	104	104	101	98	99	83	3.32
ALIMENTATION HUMAINE	66	73	74	88	91	103	106	103	99	100	82	3.46
ALIMENTATION ANIMALE	54	68	64	87	90	108	102	98	109	88	85	4.94
MATIERES PREMIERES	71	69	82	97	98	110	93	93	85	95	83	1.85
BOISSONS	58	70	105	75	94	107	99	89	75	88	90	2.27
PRODUITS HALIEUTIQUES	47	54	76	90	94	97	109	107	106	103		
PRODUITS FORESTIERS	72	84	88	91	99	103	98	92	103	106	106	3.05
OCEANIE DEVELOPPEE												
PRODUITS AGRICOLES	76	89	99	96	94	106	100	99	98	97	114	2.23
ALIMENTATION HUMAINE	75	85	96	99	92	109	99	99	96	95	114	2.38
ALIMENTATION ANIMALE	80	120	142	137	151	66	83	107	105	68	76	-4.01
MATIERES PREMIERES	78	100	107	88	100	97	102	99	104	102	114	1.91
BOISSONS	96	100	89	83	84	98	118	117	142	151	150	5.89
PRODUITS HALIEUTIQUES	53	51	63	66	85	104	110	128	132	139		
PRODUITS FORESTIERS	55	67	79	81	94	105	101	87	88	89	87	3.64

TABLEAU ANNEXE 8. INDICES DU VOLUME DES EXPORTATIONS DE PRODUITS AGRICOLES, HALIEUTIQUES ET FORESTIERS (fin)

	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984	1985	VARIAT. ANNUALES 1975-85
.....1979-81=100.....												POURCENT
PAYS EN DEVELOPPEMENT												
PRODUITS AGRICOLES	85	93	93	95	98	98	104	106	110	112	117	2.91
ALIMENTATION HUMAINE	81	90	97	94	97	97	106	108	112	114	118	3.37
ALIMENTATION ANIMALE	53	75	83	90	86	97	116	118	127	126	139	8.53
MATIERES PREMIERES	96	103	96	104	99	100	100	97	103	103	105	.49
BOISSONS	96	97	81	93	101	100	99	103	107	111	115	2.30
PRODUITS HALIEUTIQUES	63	73	85	92	97	100	103	109	113	120		
PRODUITS FORESTIERS	77	97	98	104	107	102	91	86	94	93	92	.02
AFRIQUE EN DEVELOPPEMENT												
PRODUITS AGRICOLES	112	116	100	101	99	98	104	103	97	98	103	-1.01
ALIMENTATION HUMAINE	115	119	106	103	95	99	106	102	97	98	99	-1.55
ALIMENTATION ANIMALE	115	135	137	93	132	96	72	92	99	64	73	-6.08
MATIERES PREMIERES	88	100	88	93	94	101	105	93	94	109	114	1.75
BOISSONS	115	116	94	99	106	94	101	109	98	95	106	-0.89
PRODUITS HALIEUTIQUES	63	68	71	83	84	90	126	133	173	159		
PRODUITS FORESTIERS	86	109	107	107	108	106	86	84	84	93	85	-1.93
AMERIQUE LATINE												
PRODUITS AGRICOLES	80	86	92	97	100	96	104	103	113	111	118	3.43
ALIMENTATION HUMAINE	76	86	100	98	101	93	105	104	114	110	119	3.47
ALIMENTATION ANIMALE	47	66	82	85	82	97	120	115	134	131	143	10.21
MATIERES PREMIERES	100	91	97	119	102	98	100	92	88	83	94	-1.37
BOISSONS	94	93	72	91	102	101	97	102	111	115	118	3.22
PRODUITS HALIEUTIQUES	72	73	79	87	96	107	97	110	95	102		
PRODUITS FORESTIERS	46	49	59	71	92	105	103	94	113	127	118	10.71
PROCHE-ORIENT EN DEVELOP												
PRODUITS AGRICOLES	90	109	98	106	95	95	110	118	115	116	93	1.13
ALIMENTATION HUMAINE	71	91	94	102	90	92	118	130	125	127	99	4.25
ALIMENTATION ANIMALE	55	82	68	74	95	122	84	52	53	53	22	-7.02
MATIERES PREMIERES	123	142	106	113	102	99	99	101	101	101	86	-3.15
BOISSONS	51	64	74	77	100	85	114	81	71	61	47	-0.46
PRODUITS HALIEUTIQUES	78	60	94	83	101	92	107	126	133	148		
PRODUITS FORESTIERS	59	66	69	59	90	85	124	138	163	224	178	14.69
EXTREME-ORIENT EN DEVEL.												
PRODUITS AGRICOLES	74	88	89	87	93	101	106	110	108	117	117	4.24
ALIMENTATION HUMAINE	67	83	88	79	92	100	108	118	113	125	120	5.89
ALIMENTATION ANIMALE	57	85	83	105	92	98	110	124	99	111	119	5.38
MATIERES PREMIERES	88	96	93	96	97	102	101	97	105	104	107	1.55
BOISSONS	82	88	87	92	90	105	105	102	103	120	124	3.92
PRODUITS HALIEUTIQUES	60	71	93	97	103	97	100	108	115	121		
PRODUITS FORESTIERS	83	108	108	111	112	102	86	83	90	82	86	-2.08
ASIE A ECON.CENTR.PLANIF												
PRODUITS AGRICOLES	97	92	86	95	100	103	96	106	127	143	178	5.71
ALIMENTATION HUMAINE	105	92	84	94	99	105	95	98	108	126	173	4.23
ALIMENTATION ANIMALE	43	53	13	11	26	89	186	196	436	351	457	41.03
MATIERES PREMIERES	87	109	110	112	113	96	91	122	168	182	175	6.35
BOISSONS	65	69	87	93	107	105	89	115	137	152	140	8.15
PRODUITS HALIEUTIQUES	55	88	85	103	91	98	111	106	118	139		
PRODUITS FORESTIERS	94	99	98	126	107	92	101	93	96	85	83	-1.76

TABLEAU ANNEXE 9. INDICES DE LA VALEUR DES IMPORTATIONS DE PRODUITS AGRICOLES, HALIEUTIQUES ET FORESTIERS

	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984	1985	VARIAT. ANNUALES 1975-85
.....1979-81=100.....POURCENT												
MONDE												
PRODUITS AGRICOLES	58	61	69	77	91	105	105	95	92	96	91	5.10
ALIMENTATION HUMAINE	61	59	64	74	88	104	108	97	92	95	90	5.24
ALIMENTATION ANIMALE	40	53	68	72	88	100	112	106	115	100	86	8.39
MATIERES PREMIERES	59	68	77	84	96	106	98	87	89	97	90	3.76
BOISSONS	45	63	97	93	103	109	88	87	89	99	101	4.92
PRODUITS HALIEUTIQUES	44	55	64	78	96	100	104	105	105	105		
PRODUITS FORESTIERS	50	60	67	75	95	108	97	94	91	96	95	6.14
PAYS DEVELOPPES												
PRODUITS AGRICOLES	61	65	74	81	95	105	101	92	90	94	91	4.03
ALIMENTATION HUMAINE	66	65	68	79	93	104	103	93	88	92	90	3.89
ALIMENTATION ANIMALE	41	55	68	72	88	100	112	104	112	94	82	7.51
MATIERES PREMIERES	63	74	81	87	99	105	96	87	90	98	92	3.02
BOISSONS	45	64	98	93	104	110	86	87	88	98	101	4.78
PRODUITS HALIEUTIQUES	45	56	67	79	99	99	102	104	107	108		
PRODUITS FORESTIERS	52	62	68	76	98	108	94	91	88	94	94	5.41
EUROPE OCCIDENTALE												
PRODUITS AGRICOLES	61	65	77	86	99	106	95	92	87	87	88	3.23
ALIMENTATION HUMAINE	67	65	73	85	98	106	96	92	86	84	86	2.64
ALIMENTATION ANIMALE	39	53	66	72	89	101	109	106	107	95	83	8.10
MATIERES PREMIERES	62	76	82	91	101	106	93	86	87	96	97	2.88
BOISSONS	44	61	96	91	104	110	86	86	86	92	95	4.56
PRODUITS HALIEUTIQUES	46	52	62	75	94	108	98	96	93	90		
PRODUITS FORESTIERS	50	62	67	72	94	110	96	89	84	88	88	5.05
URSS ET EUROPE ORIENTALE												
PRODUITS AGRICOLES	56	60	61	66	83	102	115	98	93	96	88	6.14
ALIMENTATION HUMAINE	53	58	52	61	80	101	119	100	90	97	88	7.11
ALIMENTATION ANIMALE	53	57	73	69	82	94	124	100	134	81	68	5.30
MATIERES PREMIERES	72	71	82	80	97	107	97	88	98	94	89	2.72
BOISSONS	56	68	99	89	96	112	92	91	94	101	103	4.16
PRODUITS HALIEUTIQUES	77	90	92	94	104	107	89	85	99	89		
PRODUITS FORESTIERS	87	78	83	84	86	106	107	101	90	89	96	1.72
AMERIQUE DU NORD DEVELOP												
PRODUITS AGRICOLES	60	69	81	88	99	104	98	86	91	105	105	4.41
ALIMENTATION HUMAINE	70	69	72	81	95	102	104	87	92	104	106	4.33
ALIMENTATION ANIMALE	54	73	82	88	104	93	102	91	108	132	111	6.44
MATIERES PREMIERES	55	73	76	83	102	99	99	78	91	114	93	4.43
BOISSONS	44	68	100	101	106	109	85	89	88	104	106	4.90
PRODUITS HALIEUTIQUES	50	68	75	80	96	96	108	113	130	133		
PRODUITS FORESTIERS	53	66	77	96	103	97	100	102	115	134	135	8.28
OCEANIE DEVELOPEE												
PRODUITS AGRICOLES	70	63	80	92	90	107	104	109	95	114	116	5.52
ALIMENTATION HUMAINE	82	65	75	89	91	103	107	125	104	126	118	5.88
ALIMENTATION ANIMALE	92	24	43	186	48	87	164	75	339	107	193	14.96
MATIERES PREMIERES	66	74	76	86	87	109	104	91	76	89	105	3.10
BOISSONS	50	49	94	100	90	114	96	92	87	111	120	7.01
PRODUITS HALIEUTIQUES	54	52	69	73	81	96	123	119	108	125		
PRODUITS FORESTIERS	65	58	73	70	85	104	110	122	83	103	117	6.60

TABLEAU ANNEXE 9. INDICES DE LA VALEUR DES IMPORTATIONS DE PRODUITS AGRICOLES, HALIEUTIQUES ET FORESTIERS (fin)

	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984	1985	VARIAT. ANNUELLES 1975-85
.....1979-81=100.....POURCENT												
PAYS EN DEVELOPPEMENT												
PRODUITS AGRICOLES	51	49	57	66	80	105	115	102	98	103	90	8.17
ALIMENTATION HUMAINE	53	48	54	64	78	105	117	104	99	103	89	8.45
ALIMENTATION ANIMALE	30	40	67	71	82	99	119	122	140	160	122	16.01
MATIERES PREMIERES	46	54	68	76	88	108	104	89	86	93	86	6.13
BOISSONS	47	60	86	93	101	100	99	86	96	108	106	6.20
PRODUITS HALIEUTIQUES	39	45	49	70	81	104	115	111	97	88		
PRODUITS FORESTIERS	41	49	63	69	84	104	112	107	104	106	101	9.80
AFRIQUE EN DEVELOPPEMENT												
PRODUITS AGRICOLES	54	48	60	71	80	106	114	100	93	94	95	7.32
ALIMENTATION HUMAINE	54	46	56	69	78	106	115	102	94	94	96	7.95
ALIMENTATION ANIMALE	20	23	47	60	79	98	123	118	92	124	112	18.97
MATIERES PREMIERES	66	63	78	84	97	101	102	104	103	107	106	5.44
BOISSONS	55	70	101	98	92	104	104	72	84	75	73	5.59
PRODUITS HALIEUTIQUES	33	43	37	67	67	106	127	90	74	48		
PRODUITS FORESTIERS	56	58	73	71	82	94	124	108	110	97	89	6.47
AMERIQUE LATINE												
PRODUITS AGRICOLES	47	48	52	63	78	110	112	87	86	88	76	6.97
ALIMENTATION HUMAINE	47	47	49	62	74	111	115	88	87	87	75	7.07
ALIMENTATION ANIMALE	29	37	64	62	81	102	116	116	125	126	100	14.47
MATIERES PREMIERES	47	52	65	73	95	108	98	81	79	104	87	6.27
BOISSONS	41	55	68	67	128	87	86	63	57	58	58	8.86
PRODUITS HALIEUTIQUES	53	45	50	71	91	103	106	105	76	54		
PRODUITS FORESTIERS	49	54	63	63	74	111	115	114	89	84	82	6.60
PROCHE-ORIENT EN DEVELOP												
PRODUITS AGRICOLES	49	44	53	62	74	102	124	117	114	129	109	11.99
ALIMENTATION HUMAINE	49	42	49	58	73	102	126	118	112	127	106	12.28
ALIMENTATION ANIMALE	19	42	74	83	84	87	129	136	190	211	201	22.57
MATIERES PREMIERES	69	72	91	86	88	93	119	109	140	131	135	7.38
BOISSONS	42	52	83	113	93	107	100	102	113	139	131	9.89
PRODUITS HALIEUTIQUES	24	33	52	68	65	104	131	116	112	101		
PRODUITS FORESTIERS	46	54	78	75	78	103	119	116	107	112	113	9.23
EXTREME-ORIENT EN DEVEL.												
PRODUITS AGRICOLES	63	62	65	73	85	102	113	98	102	114	98	6.42
ALIMENTATION HUMAINE	67	62	61	70	83	103	114	98	102	110	94	6.17
ALIMENTATION ANIMALE	38	43	69	71	86	103	111	122	137	169	100	13.19
MATIERES PREMIERES	52	65	82	81	92	102	106	93	94	114	101	5.96
BOISSONS	51	68	92	83	95	97	108	112	136	181	193	12.05
PRODUITS HALIEUTIQUES	45	52	59	73	90	101	109	136	126	136		
PRODUITS FORESTIERS	35	47	56	71	99	101	100	96	95	99	92	9.56
ASIE A ECON.CENTR.PLANIF												
PRODUITS AGRICOLES	40	37	54	64	86	106	108	101	82	69	57	6.22
ALIMENTATION HUMAINE	45	37	56	63	88	101	111	110	89	73	57	6.29
ALIMENTATION ANIMALE	40	60	86	118	42	94	164	120	150	203	148	14.04
MATIERES PREMIERES	31	37	47	67	80	118	101	81	65	58	55	5.90
BOISSONS	17	51	115	77	96	96	109	69	121	89	84	9.67
PRODUITS HALIEUTIQUES	33	42	47	78	96	107	97	105	110	132		
PRODUITS FORESTIERS	21	32	49	67	77	110	114	109	144	156	145	20.74

TABLEAU ANNEXE 10. INDICES DU VOLUME DES IMPORTATIONS DE PRODUITS AGRICOLES, HALIEUTIQUES ET FORESTIERS

	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984	1985	VARIAT. ANNUALES 1975-85
.....1979-81=100.....POURCENT												
MONDE												
PRODUITS AGRICOLES	78	84	85	90	96	100	104	105	106	109	110	3.58
ALIMENTATION HUMAINE	75	81	84	89	95	100	105	107	107	110	110	3.97
ALIMENTATION ANIMALE	57	71	76	88	93	98	109	119	129	117	129	7.96
MATIERES PREMIERES	91	95	93	99	100	102	98	97	98	102	103	.95
BOISSONS	90	93	84	89	100	99	101	102	105	109	114	2.50
PRODUITS HALIEUTIQUES	76	84	84	90	98	98	103	107	111	114		
PRODUITS FORESTIERS	72	86	90	96	102	101	96	94	101	106	108	2.89
PAYS DEVELOPPES												
PRODUITS AGRICOLES	85	92	90	94	99	99	102	104	104	107	110	2.39
ALIMENTATION HUMAINE	84	91	90	93	98	99	103	105	104	108	109	2.47
ALIMENTATION ANIMALE	58	73	76	89	93	98	109	117	127	111	124	7.18
MATIERES PREMIERES	98	104	98	103	103	101	97	97	99	104	106	.17
BOISSONS	91	93	83	89	100	100	100	102	103	108	113	2.39
PRODUITS HALIEUTIQUES	78	87	86	91	100	98	103	108	114	117		
PRODUITS FORESTIERS	75	89	91	97	104	101	94	92	99	105	108	2.38
EUROPE OCCIDENTALE												
PRODUITS AGRICOLES	88	94	92	97	100	100	99	104	103	104	111	1.87
ALIMENTATION HUMAINE	89	95	95	99	101	101	99	104	103	103	109	1.52
ALIMENTATION ANIMALE	55	70	74	90	94	98	108	119	119	114	128	7.86
MATIERES PREMIERES	97	109	102	106	104	101	94	94	96	101	107	-.31
BOISSONS	89	90	84	87	100	98	102	103	105	105	112	2.54
PRODUITS HALIEUTIQUES	77	79	80	85	96	103	101	108	110	116		
PRODUITS FORESTIERS	69	86	87	92	103	101	96	94	102	106	107	3.24
URSS ET EUROPE ORIENTALE												
PRODUITS AGRICOLES	73	79	75	77	89	99	112	110	104	106	101	4.42
ALIMENTATION HUMAINE	66	75	70	73	87	98	115	113	100	107	100	5.33
ALIMENTATION ANIMALE	71	73	78	78	85	100	115	115	160	90	97	5.23
MATIERES PREMIERES	99	92	91	93	98	103	99	99	110	105	102	1.25
BOISSONS	101	97	93	84	92	106	102	98	100	109	115	1.54
PRODUITS HALIEUTIQUES	136	149	123	102	109	104	87	87	111	119		
PRODUITS FORESTIERS	101	94	97	96	92	105	103	97	90	90	97	-.49
AMERIQUE DU NORD DEVELOP												
PRODUITS AGRICOLES	92	102	95	101	103	97	100	97	101	110	117	1.38
ALIMENTATION HUMAINE	91	106	104	103	103	95	101	96	102	109	119	1.11
ALIMENTATION ANIMALE	75	91	88	102	107	94	98	99	110	143	154	5.52
MATIERES PREMIERES	94	101	101	102	105	95	100	91	98	115	114	1.00
BOISSONS	95	95	79	97	103	100	97	101	100	109	113	1.95
PRODUITS HALIEUTIQUES	88	107	99	100	103	95	102	107	122	127		
PRODUITS FORESTIERS	76	91	96	109	107	97	96	87	107	123	129	3.30
OCEANIE DEVELOPPEE												
PRODUITS AGRICOLES	110	101	102	97	96	103	101	119	116	123	130	2.32
ALIMENTATION HUMAINE	115	95	102	99	97	101	102	133	134	142	138	3.68
ALIMENTATION ANIMALE	140	36	52	218	56	95	150	83	371	83	275	11.15
MATIERES PREMIERES	112	126	105	109	97	104	99	96	86	94	123	-1.39
BOISSONS	96	91	98	81	95	105	100	111	101	112	119	2.47
PRODUITS HALIEUTIQUES	81	80	94	89	88	99	114	121	113	135		
PRODUITS FORESTIERS	97	83	100	86	96	100	104	113	83	100	125	1.84

TABLEAU ANNEXE 10. INDICES DU VOLUME DES IMPORTATIONS DE PRODUITS AGRICOLES, HALIEUTIQUES ET FORESTIERS (fin)

	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984	1985	VARIAT. ANNUALES 1975-85
.....1979-81=100.....POURCENT												
PAYS EN DEVELOPPEMENT												
PRODUITS AGRICOLES	59	63	72	81	89	102	109	109	112	115	111	7.19
ALIMENTATION HUMAINE	57	60	70	80	88	102	110	110	113	116	111	7.78
ALIMENTATION ANIMALE	43	51	70	81	87	101	112	134	148	173	173	14.92
MATIERES PREMIERES	70	71	79	89	92	106	102	97	96	98	97	3.52
BOISSONS	80	93	93	93	102	93	105	101	117	119	118	3.51
PRODUITS HALIEUTIQUES	65	68	69	81	88	103	108	105	99	94		
PRODUITS FORESTIERS	63	72	85	89	93	101	106	104	111	112	110	5.46
AFRIQUE EN DEVELOPPEMENT												
PRODUITS AGRICOLES	58	62	78	89	90	102	108	111	111	113	120	7.26
ALIMENTATION HUMAINE	54	57	74	89	89	102	108	112	111	113	121	8.17
ALIMENTATION ANIMALE	22	28	49	60	82	96	122	130	107	144	145	20.06
MATIERES PREMIERES	96	88	95	99	101	97	102	107	113	117	112	2.40
BOISSONS	93	104	118	96	89	94	116	92	115	108	111	1.02
PRODUITS HALIEUTIQUES	47	64	49	63	70	110	121	89	80	57		
PRODUITS FORESTIERS	70	75	91	83	90	93	117	105	115	105	96	4.03
AMERIQUE LATINE												
PRODUITS AGRICOLES	55	61	68	81	86	107	107	93	99	96	91	5.54
ALIMENTATION HUMAINE	53	59	67	80	83	109	108	93	100	95	89	5.82
ALIMENTATION ANIMALE	43	51	68	75	84	109	107	126	134	135	143	12.78
MATIERES PREMIERES	73	75	85	88	97	103	99	91	87	110	105	3.24
BOISSONS	75	83	70	75	129	79	92	75	75	77	78	-2.20
PRODUITS HALIEUTIQUES	86	69	64	78	98	102	100	87	69	60		
PRODUITS FORESTIERS	78	77	86	81	84	110	106	99	88	83	82	1.18
PROCHE-ORIENT EN DEVELOP												
PRODUITS AGRICOLES	51	55	67	74	85	99	116	121	127	144	131	11.24
ALIMENTATION HUMAINE	48	52	64	72	84	99	117	122	126	144	129	11.92
ALIMENTATION ANIMALE	25	49	78	88	91	89	119	146	177	208	235	20.70
MATIERES PREMIERES	100	96	102	84	91	88	121	115	149	130	135	4.38
BOISSONS	75	90	89	106	97	101	102	114	124	131	132	5.15
PRODUITS HALIEUTIQUES	39	49	71	73	75	103	122	117	113	102		
PRODUITS FORESTIERS	58	70	88	83	86	101	112	121	122	135	136	8.36
EXTREME-ORIENT EN OEVEL.												
PRODUITS AGRICOLES	79	84	79	85	92	102	106	107	116	121	123	5.02
ALIMENTATION HUMAINE	80	84	75	83	90	103	107	106	116	117	120	4.98
ALIMENTATION ANIMALE	55	58	73	86	93	101	106	136	153	192	174	13.38
MATIERES PREMIERES	81	86	96	97	97	101	101	103	109	124	119	3.67
BOISSONS	79	94	95	83	95	93	112	123	155	183	174	8.58
PRODUITS HALIEUTIQUES	81	79	94	102	99	101	100	127	130	142		
PRODUITS FORESTIERS	57	75	85	101	108	95	97	96	103	103	100	4.11
ASIE A ECON.CENTR.PLANIF												
PRODUITS AGRICOLES	47	45	65	79	94	103	103	108	93	78	72	5.76
ALIMENTATION HUMAINE	47	44	72	79	98	98	105	116	102	87	76	6.64
ALIMENTATION ANIMALE	68	65	76	125	48	91	161	130	161	208	192	12.95
MATIERES PREMIERES	46	47	51	79	85	116	99	89	71	56	62	3.29
BOISSONS	23	70	68	64	95	99	105	147	233	81	28	6.68
PRODUITS HALIEUTIQUES	69	62	68	90	111	92	96	127	110	136		
PRODUITS FORESTIERS	48	56	71	86	86	103	111	106	146	152	150	12.02

TABLEAU ANNEXE 11. IMPORTANCE DE L'AGRICULTURE DANS L'ECONOMIE

PAYS	PIB AGRICOLE EN % DU PIB TOTAL 1984	POPULATION AGRIC EN % DE LA POPULATION TOTALE 1985	EXPORT. AGRICOLES EN % DES EXPORT. TOTALES 1985	IMPORT. AGRICOLES EN % DES IMPORT. TOTALES 1985	EXPORT. AGRICOLES EN % DE LES IMPORT. TOTALES 1985
ALGERIE	8	26		22	1
ANGOLA		72	7	36	9
BENIN	45	66	81	10	8
BOTSWANA	6	67	7	17	8
BURKINA FASO	44	86	86	35	29
BURUNDI		92	82	17	52
CAMEROUN	22	66	49	14	51
CAP-VERT	23	47	17	36	1
REP. CENTRAFRICAINE	39	68	54	30	60
TCHAD		79	78	34	124
COMORES		81	79	22	40
CONGO	7	61	1	14	2
COTE-D'IVOIRE	26	61	77	19	127
DJIBOUTI		79		34	
EGYPTE	20	43	18	37	7
GUINEE EQUATORIALE		61	60	13	44
ETHIOPIE		77	66	34	29
GABON	6	72		17	1
GAMBIE	28	83	47	41	21
GHANA	52	53	62	17	52
GUINEE	42	78	5	17	6
GUINEE-BISSAU		81	57	29	17
KENYA	31	79	71	12	47
LESOTHO		83	60	28	4
LIBERIA	36	72	30	24	29
LIBYE	2	14		16	
MADAGASCAR		79	85	17	63
MALAWI		80	95	6	83
MALI	56	83	91	23	53
MAURITANIE	28	67	10	44	16
MAURICE	14	25	41	20	36
MAROC	17	41	17	21	9
MOZAMBIQUE		83	49	25	8
NAMIBIE		39			
NIGER	53	89	19	29	18
NIGERIA	31	66	3	15	4
REUNION		14	99	24	9
RWANDA		92	82	18	26
SAO TOME*-ET-PRINCIPE	37	69	61	24	42
SENEGAL	17	80	14	27	8
SEYCHELLES		79	5	18	2
SIERRA LEONE	44	66	47	34	38
SOMALIE		73	90	35	29
AFRIQUE DU SUD		18	6	5	6
SOUDAN	27	66	66	27	28
SWAZILAND		70	44	12	29
TANZANIE		82	75	10	33
TOGO	32	71	42	37	28
TUNISIE	16	29	8	15	5
UGANDA		84	92	4	117
ZAIRE		69	17	29	25
ZAMBIE	15	71	2	9	2
ZIMBABWE		71	41	4	51
BARBADE	7	8	11	17	6
BELIZE		36	54	32	48
BERMUDES		3	1	18	
CANADA	3	4	8	6	9
COSTA RICA	22	28	67	8	58
CUBA		21	86	13	65
DOMINIQUE	33	31	57	21	29
REP. DOMINICAINE	15	41	59	16	34
EL SALVADOR	21	41	58	11	45
GRENADE		31	66	19	21
GUADELOUPE		12	79	22	9
GUATEMALA		54	65	10	62
HAITI		63	47	25	16
HONDURAS	27	60	71	8	55
JAMAIQUE	6	32	27	20	13
MARTINIQUE		10	56	22	15
MEXIQUE	8	33	7	15	11
NICARAGUA	24	42	81	12	30
PANAMA		28	47	10	12
TRINITE-ET-TOBAGO		9	2	24	3
ETATS-UNIS		3	15	6	9
ARGENTINE		12	67	6	136
BOLIVIE	25	44	5	19	5
BRESIL		28	36	9	67
CHILI		15	15	9	19
COLOMBIE	20	31	69	12	63
EQUATEUR	15	35	22	7	26
GUYANE FRANCAISE		29	4	18	1
GUYANA	25	24	41	6	16
PARAGUAY		49	95	9	59

TABLEAU ANNEXE 11. IMPORTANCE DE L'AGRICULTURE DANS L'ECONOMIE (fin)

PAYS	PIB AGRICOLE EN % DU PIB TOTAL	POPULATION AGRIC EN % DE LA POPULATION TOTALE	EXPORT. AGRICOLES EN % DES EXPORT. TOTALES	IMPORT. AGRICOLES EN % DES IMPORT. TOTALES	EXPORT. AGRICOLES EN % DE LES IMPORT. TOTALES
	1984	1985	1985	1985	1985
PEROU		39	9	16	16
SURINAME		18	12	13	11
URUGUAY	12	15	57	9	68
VENEZUELA	7	13	1	22	3
AFGHANISTAN		58	23	9	19
BANGLADESH	55	72	22	25	9
BHOUTAN		92			
BRUNEI		56		17	
BIRMANIE	47	50	41	12	44
CHINE	36	71	19	6	14
CHYPRE	10	23	38	15	14
HONG-KONG	1	2	5	12	5
INDE	33	65	29	11	18
INDONESIE	26	49	14	9	26
IRAN		30	1	20	1
IRAK		24		16	
ISRAEL	4	5	13	10	10
JAPON		8		13	1
JORDANIE	8	8	15	21	5
KAMPUCHEA DEMOCRATIQUE		72	63	10	7
COREE, REP. POP. DEMOCR.		38	2	7	1
COREE, REP. DE	14	28	2	10	2
KOWEIT	1	2	1	14	2
LAOS		74	21	10	11
LIBAN		12	13	15	4
MALAISIE		35	25	12	30
MALOIVES		66		11	
MONGOLIE		35	29	9	24
NEPAL		92	6	11	4
OMAN		45	1	14	1
PAKISTAN	24	55	28	20	12
PHILIPPINES	25	49	24	9	19
KATAR		2		19	
ARABIE SAOUDITE, ROYAUME	2	44		14	
SINGAPOUR	1	1	8	9	7
SRI LANKA	29	53	50	17	35
SYRIE	20	27	13	19	5
THAILANDE	19	64	45	6	35
TURQUIE	20	49	27	6	19
EMIRATS ARABES UNIS	1	3		12	1
VIET NAM		64	42	22	20
YEMEN, REP. ARABE DU	21	66	22	45	1
YEMEN DEMOCRATIQUE	11	36	1	14	
AUTRICHE	4	6	5	7	4
BELGIQUE-LUXEMBOURG	3	2	11	12	11
BULGARIE		14	9	8	9
TCHECOSLOVAQUIE		11	3	10	3
DANEMARK	5	6	27	10	26
FINLANDE	7	10	5	6	5
FRANCE	4	6	17	12	15
REP. DEMOCR. ALLEMANDE		9	2	7	2
ALLEMAGNE, REP. FEDERALE	2	4	5	13	6
GRECE	18	24	30	14	13
HONGRIE	17	15	22	9	23
ISLANDE		7	3	11	2
IRLANDE		15	25	13	26
ITALIE	5	8	8	16	7
MALTE	5	4	6	16	3
PAYS-BAS		5	21	15	22
NORVEGE	4	7	1	6	2
POLOGNE		22	8	12	8
PORTUGAL	9	21	8	17	6
ROUMANIE	18	22	8	7	11
ESPAGNE		13	14	11	11
SUEDE		5	3	7	3
SUISSE		4	4	9	3
ROYAUME-UNI	2	2	7	12	6
URSS		16	2	22	3
YOUUGOSLAVIE	15	25	10	9	9
AUSTRALIE	5	6	34	5	35
FIDJI	18	42	48	18	25
POLYNESIE FRANCAISE		16	13	17	1
KIRIBATI		17	53	21	18
NOUVELLE-CALÉDONIE		48		19	
NOUVELLE-ZÉLANDE		10	57	7	54
PAPOUASIE NOUV. GUINEE		72	35	14	36
ILES SALOMON		49	43	17	43
TOKELADU		17			
TONGA		17	62	27	11
VANUATU		49	54	10	23

TABLEAU ANNEXE 12A. LES RESSOURCES ET LEUR EMPLOI DANS L'AGRICULTURE

PAYS	TERRES ARABLES EN % DU TERRITOIRE TOTAL 1984	TERRES IRRIGUEES EN % DES TERRES ARABLES 1984	FORETS EN % OU TERRITOIRE TOTAL 1984	POPULATION AGRIC. PAR HA DE TERRE ARABLE 1984	MAIN-D'OEUVRE AGRIC. EN % DE LA POPULATION AGRIC. 1985
ALGERIE	3	4	2	.8	23
ANGOLA	3		43	1.8	42
BENIN	16	1	34	1.4	49
BOTSWANA	2	1	2	.5	34
BURKINA FASO	10		25	2.2	54
BURUNDI	51		2	3.2	53
CAMEROUN	15		54	.9	40
CAP-VERT	10	5		3.9	37
REP. CENTRAFRICAINE	3		58	.9	50
TCHAO	3		10	1.2	36
COMORES	43		16	3.7	46
CONGO	2	1	62	1.5	41
COTE-D'IVOIRE	13	2	25	1.4	41
DJIBOUTI					45
EGYPTE	2	100		8.1	27
GUINEE EQUATORIALE	8		46	1.0	43
ETHIOPIE	13	1	25	2.4	44
GABON	2		78	1.8	45
GAMBIE	16	20	19	3.2	48
GHANA	12		37	2.5	36
GUINEE	6	4	42	2.9	47
GUINEE-BISSAU	10		38	2.4	48
KENYA	4	2	7	6.7	41
LESOTHO	10			4.2	48
LIBERIA	4	1	39	4.2	37
LIBYE	1	11		.2	25
MADAGASCAR	5	33	26	2.6	45
MALAWI	25	1	49	2.3	44
MALI	2	17	7	3.2	32
MAURITANIE		4	15	6.3	31
MAURICE	58	16	31	2.5	37
MAROC	19	6	12	1.1	31
MOZAMBIQUE	4	3	19	3.7	55
NAMIBIE	1	1	22	.9	31
NIGER	3		2	1.4	52
NIGERIA	34	4	17	2.0	38
REUNION	22	9	35	1.4	39
RWANDA	40	1	20	5.4	50
SAO TOME-ET-PRINCIPE	38			1.8	40
SENEGAL	27	3	31	1.0	45
SEYCHELLES	26		19	8.4	45
SIERRA LEONE	25	1	29	1.3	38
SOMALIE	2	16	14	3.1	43
AFRIQUE DU SUD	11	9	4	.4	30
SOUDAN	5	14	20	1.1	32
SHAZILAND	8	42	6	3.1	42
TANZANIE	6	3	48	3.5	49
TOGO	26		28	1.4	42
TUNISIE	30	4	4	.4	31
UGANDA	33		29	1.9	46
ZAIRE	3		78	3.1	39
ZAMBIE	7		40	.9	34
ZIMBABWE	7	6	62	2.2	39
BARBADE	77			.6	50
BELIZE	2	4	44	1.1	33
BERMUDES			20		49
CANADA	5	1	35		50
COSTA RICA	13	13	31	1.1	34
CUBA	29	32	17	.7	40
DOMINIQUE	23		41	1.4	42
REP. DOMINICAINE	30	13	13	1.7	30
EL SALVADOR	35	15	6	3.1	32
GRENADE	41		9	2.5	41
GUADELOUPE	23	5	40	1.0	44
GUATEMALA	17	4	39	2.3	28
HAITI	33	8	2	4.5	45
HONDURAS	16	5	33	1.4	29
JAMAIQUE	25	13	18	2.8	43
MARTINIQUE	19	30	26	1.8	45
MEXIQUE	13	20	24	1.1	33
NICARAGUA	11	7	34	1.1	31
PANAMA	7	5	53	1.1	35
TRINITE-ET-TOBAGO	23	18	44	.9	38
ETATS-UNIS	21	10	29		44
ARGENTINE	13	5	22	.1	36
BOLIVIE	3	5	52	.8	31
BRESIL	9	3	67	.5	37
CHILI	7	23	21	.3	35
COLOMBIE	5	6	48	1.6	32
EQUATEUR	9	21	51	1.3	30
GUYANE FRANCAISE			82	3.9	35
GUYANA	3	26	83	.5	35
PARAGUAY	5	3	51	.8	32

TABLEAU ANNEXE 12A. LES RESSOURCES ET LEUR EMPLOI DANS L'AGRICULTURE (fin)

PAYS	TERRES ARABLES EN % DU TERRITOIRE TOTAL 1984	TERRES IRRIGUEES EN % DES TERRES ARABLES 1984	FORETS EN % DU TERRITOIRE TOTAL 1984	POPULATION AGRIC. PAR HA DE TERRE ARABLE 1984	MAIN-D'OEUVRE AGRIC. EN % DE LA POPULATION AGRIC. 1985
PEROU	3	33	55	2.1	30
SURINAME		78	97	1.2	31
URUGUAY	8	6	4	.3	39
VENEZUELA	4	9	36	.6	35
AFGHANISTAN	12	33	3	1.2	30
BANGLADESH	68	21	16	7.8	29
BHOUTAN	2		70	12.7	45
BRUNEI	1	14	54	18.0	42
BIRMANIE	15	11	49	1.8	45
CHINE	11	44	14	7.4	58
CHYPRE	47	22	19	.4	47
HONG-KONG	8	38	12	11.4	52
INDE	57	24	23	2.9	41
INDONESIE	12	26	67	3.9	41
IRAN	9	39	11	.9	30
IRAK	13	32	4	.7	27
ISRAEL	21	64	5	.5	38
JAPON	13	68	67	2.1	52
JORDANIE	4	9		.7	23
KAMPUCHEA DEMOCRATIQUE	17	3	76	1.7	49
COREE, REP. POP. DEMOCR.	19	46	74	3.4	45
COREE, REP. DE	22	55	67	5.4	45
KOWEIT		33		9.7	37
LAOS	4	13	58	3.4	49
LIBAN	29	29	8	1.1	29
MALAISIE	13	8	62	1.2	42
MALDIVES	10		3	39.4	36
MONGOLIE	1	3	10	.5	47
NEPAL	17	28	17	6.4	42
OMAN		87		11.6	29
PAKISTAN	26	76	4	2.7	28
PHILIPPINES	26	18	39	3.3	37
KATAR				1.7	46
ARABIE SAOUDITE, ROYAUME	1	35	1	4.3	29
SINGAPOUR	11		5	5.5	48
SRI LANKA	34	25	37	3.8	37
SYRIE	31	11	3	.5	25
THAILANDE	38	18	30	1.7	55
TURQUIE	36	8	26	.9	47
EMIRATS ARABES UNIS		31		2.9	51
VIET NAM	21	26	40	5.6	48
YEMEN, REP. ARABE DU	7	18	8	3.3	24
YEMEN DEMOCRATIQUE	1	37	5	4.6	26
AUTRICHE	18		39	.3	54
BELGIQUE-LUXEMBOURG	25		21	.3	40
BULGARIE	37	29	35	.3	51
TCHECOSLOVAQUIE	41	4	37	.3	53
DANEMARK	62	15	12	.1	54
FINLANDE	8	3	76	.2	50
FRANCE	35	6	27	.2	48
REP. DEMOCR. ALLEMANDE	47	3	28	.3	57
ALLEMAGNE, REP. FEDERALE	30	4	30	.3	56
GRECE	30	26	20	.6	43
HONGRIE	57	4	18	.3	47
ISLANDE			1	2.2	61
IRLANDE	14		5	.6	39
ITALIE	42	24	22	.4	46
MALTE	41	8		1.3	36
PAYS-BAS	26	59	9	.8	40
NORVEGE	3	10	27	.4	47
POLOGNE	49	1	29	.6	59
PORTUGAL	30	23	40	.8	42
ROUMANIE	46	25	28	.5	56
ESPAGNE	41	16	32	.3	37
SUEDE	7	2	64	.2	45
SUISSE	10	6	26	.7	58
ROYAUME-UNI	29	2	9	.2	49
URSS	10	8	42	.2	51
YOUgosLAVIE	30	2	37	.8	50
AUSTRALIE	6	3	14		47
FIDJI	13		65	1.2	33
POLYNESIE FRANCAISE	20		31	.4	33
KIRIBATI	52		3	.3	36
NOUVELLE-CALÉDONIE	1		38	3.7	32
NOUVELLE-ZÉLANDE	2	48	39	.7	44
PAPOUASIE NOUV. GUINEE	1		85	6.6	48
ILES SALOMON	2		93	2.4	32
TOKELAOU					36
TONGA	81		12	.3	32
VANUATU	6		1	.7	32

TABLEAU ANNEXE 12B. LES RESSOURCES ET LEUR EMPLOI DANS L'AGRICULTURE

PAYS	FCCB AGRICOLE \$ PAR HA DE TERRE ARABLE 1984	FCCB AGRICOLE \$ PAR TRAVAILLEUR AGRICOLE 1984	CONSUMMATION ENGRAIS PAR HA DE TERRE ARABLE KG/HA 1984	NOM. DE TRACTEURS PAR 1000 HA DE TERRE ARABLE 1984	ENGAG. OFFIC. POUR L'AGRICULTURE \$ PAR HABITANT 1985
ALGERIE			29	8	3.0
ANGOLA			2	3	.5
BENIN			4		6.1
BOTSWANA	2.8	16.8	1	2	19.7
BURKINA FASO	.1	.1	4		7.5
BURUNDI			1		13.4
CAMEROUN			7		7.6
REP. CENTRAFICAINE			1		10.8
TCHAD			2		7.0
COMORES					2.8
CONGO			4	1	12.5
COTE-D IVOIRE			10	1	7.0
EGYPTE	314.5	148.4	344	17	3.8
ETHIOPIE			2		3.0
GABON	48.1	57.3	6	3	
GAMBIE			13		11.6
GHANA			3	1	6.6
GUINEE					11.8
GUINEE-BISSAU					12.6
KENYA	32.0	11.6	34	3	3.8
LESOTHO	48.7	24.5	15	5	10.5
LIBERIA			3	1	9.1
LIBYE	400.0	6197.8	55	13	
MADAGASCAR			2	1	7.7
MALAWI			25	1	15.8
MALI			11		10.1
MAURITANIE			2	2	26.9
MAURICE	75.7	84.4	253	3	2.8
MAROC			30	4	12.9
MOZAMBIQUE			1	2	3.5
NAMIBIE				4	
NIGER					8.2
NIGERIA			9		
REUNION			127	31	
RWANDA			2		6.4
SAO TOME*-ET-PRINCIPE				3	
SENEGAL			4		9.6
SEYCHELLES				5	
SIERRA LEONE			1		1.6
SOMALIE			4	2	19.1
AFRIQUE DU SUD	32.2	263.1	73	14	
SOUDAN			4	1	7.1
SWAZILAND	104.2	80.9	59	26	15.3
TANZANIE	8.3	4.8	7	4	3.6
TOGO			6		2.3
TUNISIE	67.5	485.0	18	6	25.3
UGANDA				1	4.3
ZAIRE			2		3.0
ZAMBIE			11	1	16.8
ZIMBABWE	45.5	52.9	54	8	9.7
BARBADE			200	18	
BELIZE			37	17	
CANADA	67.4	5690.8	51	14	
COSTA RICA	92.3	241.0	149	10	20.8
CUBA			179	20	
DOMINIQUE			147	5	
REP. DOMINICAINE			40	2	2.8
EL SALVADOR	12.7	13.2	76	5	15.7
GRENADE				2	
GUADELOUPE			202	25	
GUATEMALA	41.5	62.7	50	2	1.9
HAITI			4	1	3.9
HONDURAS			21	2	9.7
JAMAIQUE			86	11	29.7
MARTINIQUE			530	50	
MEXIQUE			67	6	5.9
NICARAGUA			38	2	4.1
PANAMA			50	7	18.3
TRINITE-ET-TOBAGO			52	22	.9
ETATS-UNIS	87.7	4736.6	104	25	
ARGENTINE			4	6	3.7
BOLIVIE			2		4.4
BRESIL			45	10	3.4
CHILI			33	6	
COLOMBIE			64	5	.1
EQUATEUR			29	3	19.8
GUYANE FRANCAISE			117	32	
GUYANA			30	7	20.2
PARAGUAY			4	4	15.8
PEROU			21	5	3.4
SURINAME			199	28	
URUGUAY			37	23	.2
VENEZUELA	63.7	305.5	71	11	2.0

TABLEAU ANNEXE 12B. LES RESSOURCES ET LEUR EMPLOI DANS L'AGRICULTURE (fin)

PAYS	FCCB AGRICOLE \$ PAR HA DE TERRE ARABLE 1984	FCCB AGRICOLE \$ PAR TRAVAILLEUR AGRICOLE 1984	CONSUMMATION ENGRAIS PAR HA DE TERRE ARABLE KG/HA 1984	NOM. DE TRACTEURS PAR 1000 HA DE TERRE ARABLE 1984	ENGAG. OFFIC. POUR L'AGRICULTURE \$ PAR HABITANT 1985
AFGHANISTAN			9		
BANGLADESH			65		4.3
BHOUTAN			2		2.6
BRUNEI				10	
BIRMANIE			19	1	4.1
CHINE			194	9	.4
CHYPRE	128.7	761.6	41	26	11.4
HONG-KONG				1	
INDE	42.7	37.1	47	3	1.5
INDONESIE			90	1	6.1
IRAN	156.1	526.8	62	7	
IRAK	358.4	1834.1	22	7	
ISRAEL	258.2	1272.9	229	64	
JAPON	146.1	126.3	440	345	
JORDANIE			36	12	15.3
KAMPUCHEA DEMOCRATIQUE			1		
COREE, REP. POP. DEMOCR.			335	29	
COREE, REP. DE	651.1	275.5	359	4	.6
KOWEIT			150	9	
LAOS				1	
LIBAN			170	10	
MALAISIE	104.4	205.8	140	2	8.1
MONGOLIE			13	8	
NEPAL			18	1	7.3
OMAN			20	2	8.0
PAKISTAN	30.4	40.6	61	7	4.9
PHILIPPINES			33	2	2.4
KATAR			151	21	
ARABIE SAOUDITE, ROYAUME			190	1	
SINGAPOUR			833	9	
SRI LANKA			87	12	12.8
SYRIE	93.0	738.6	39	7	1.9
THAILANDE	30.0	33.3	24	6	2.4
TURQUIE			56	20	7.2
EMIRATS ARABES UNIS	10893.0	6808.3	235		
VIET NAM			60	6	
YEMEN, REP. ARABE DU	85.6	110.4	13	2	9.8
YEMEN DEMOCRATIQUE			14	7	13.0
AUTRICHE	470.9	2719.1	256	214	
BELGIQUE-LUXEMBOURG	394.0	3102.9	517	146	
BULGARIE			233	14	
TCHECOSLOVAQUIE			339	26	
DANEMARK	209.0	3020.2	251	65	
FINLANDE	397.4	3653.5	217	102	
FRANCE	177.1	1915.3	307	81	
REP. DEMOCR. ALLEMANDE			314	31	
ALLEMAGNE, REP. FEDERALE	418.2	2242.2	427	199	
GRECE	90.4	337.7	168	43	
HONGRIE			288	10	
ISLANDE	5462.5	53972.7	3330	1750	
IRLANDE	325.8	1420.2	697	159	
ITALIE	304.3	1698.9	171	98	
MALTE	250.8	543.3	86	34	
PAYS-BAS	1117.3	3607.4	786	217	
NORVEGE	691.5	4192.9	295	171	
POLOGNE			222	54	
PORTUGAL			78	29	6.4
ROUMANIE			159	16	
ESPAGNE			80	30	
SUEDE	235.4	3438.5	152	63	
SUISSE			437	251	
ROYAUME-UNI	211.9	2293.3	370	77	
URSS			99	12	
YOUgoslavie	108.2	238.3	125	74	1.7
AUSTRALIE			26	7	
FIDJI			66	20	43.8
POLYNESIE FRANCAISE			24	2	
NOUVELLE-CALÉDONIE			25	62	
NOUVELLE-ZÉLANDE	1121.0	3578.1	1042	152	
PAPOUASIE NOUV. GUINEE			18	3	16.1
TONGA	77.4	683.3	2	1	
VANUATU				1	

TABLEAU ANNEXE 13. MESURES DE LA PRODUCTION ET DE LA PRODUCTIVITE DE L'AGRICULTURE

PAYS	PIB AGRICOLE \$ PAR HABITANT (POPULAT. AGRICOLE) 1984	TAUX D'ACCROISSE MENT DU PIB AGRICOLE 1975-84 %	IND. DE LA PRODUCC. ALIMENTAIRE PAR HABIT. 1979-81=100 1984-86	IND. DE LA PRODUCC. AGRIC. TOTAL PAR HABIT. 1979-81=100 1984-86	DISPONIB. ENERGET. PAR HABIT. 1979-81=100 EN % DES BESOINS 1984	IND. DE LA VALEUR DES EXPORT. AGRIC. 1979-81=100 1983-85
ALGERIE	693	12.9	114	98	112	103
ANGOLA			102	89	84	110
BENIN	154	8.8	133	118	94	118
BOTSWANA	87		97	80	96	126
BURKINA FASO	62	5.5	127	113	81	106
BURUNDI	118	10.2	109	94	91	101
CAMEROUN	252	7.9	111	97	90	98
CAP-VERT	125	6.0	96	87	112	92
REP. CENTRAFICAINE	126	4.9	106	95	91	114
TCHAD	56		112	99	63	299
COMORES			113	97	90	80
CONGO	138	4.1	106	93	115	132
COTE-D'IVOIRE	302	6.0	121	94	108	75
DJIBOUTI						134
EGYPTE	439	7.6	117	100	130	137
GUINEE EQUATORIALE						72
ETHIOPIE	59	5.8	97	87	72	255
GABON	256	6.3	106	98	104	111
GAMBIE	90	5.2	129	116	93	116
GHANA	568	20.5	134	113	76	92
GUINEE	185	4.3	104	93	75	87
GUINEE-BISSAU			143	130	84	59
KENYA	102	4.6	101	91	93	119
LESOTHO	68	4.0	94	84	103	119
LIBERIA	228	6.8	117	99	100	97
LIBYE	1416	12.3	162	133	153	100
MADAGASCAR	131	6.1	113	98	109	69
MALAWI	75	6.0	106	93	106	66
MALI	85	2.2	114	100	76	167
MAURITANIE	150	6.8	101	87	90	129
MAURICE	443		110	103	121	78
MAROC	223	3.2	125	111	111	84
MOZAMBIQUE			99	85	72	134
NAMIBIE			98	84	83	105
NIGER	112	3.9	96	83	96	89
NIGERIA	369	11.5	116	98	86	72
REUNION			90	85	129	90
RWANDA			102	88	83	133
SAO TOME*-ET-PRINCIPE	132		79	70	104	81
SENEGAL	80		115	101	98	102
SEYCHELLES						90
SIERRA LEONE	167	9.0	107	96	79	59
SOMALIE			105	90	90	103
AFRIQUE DU SUD	630	4.5	95	84	122	160
SOUDAN	164	1.6	110	98	74	93
SWAZILAND			112	96	111	119
TANZANIE	150	13.4	111	91	101	95
TOGO	103	1.9	103	91	97	126
TUNISIE	529	4.2	119	107	119	94
UGANDA			135	115	89	53
ZAIRE	78	3.3	115	100	97	95
ZAMBIE	87	3.6	112	95	93	62
ZIMBABWE	105	4.0	114	103	86	157
BARBADE	3309	6.6	88	87	129	89
BELIZE			102	91	114	76
BERMUDES						112
CANADA	9771	5.6	115	109	129	95
COSTA RICA	1037	4.5	99	92	125	82
CUBA			113	110	135	104
DOMINIQUE	893		124	119	109	112
REP. DOMINICAINE	606	7.1	113	101	109	98
EL SALVADOR	421	5.5	103	79	94	94
GRENADE	464		93	88	98	89
GUADELOUPE			122	119	111	86
GUATEMALA			108	86	105	73
HAITI			105	93	82	98
HONDURAS	300	10.1	108	92	98	52
JAMAIQUE	179		112	104	115	108
MARTINIQUE			128	127	116	85
MEXIQUE	567	5.4	110	96	136	88
NICARAGUA	831	10.0	89	77	108	119
PANAMA	673	7.9	111	102	105	108
TRINITE-ET-TOBAGO	2296	13.3	95	87	124	114
ETATS-UNIS			104	98	139	101
ARGENTINE	2365	157.6	107	99	122	47
BOLIVIE	735	15.2	107	93	90	95
BRESIL	637	5.7	119	105	110	60
CHILI	992	10.3	109	100	107	58
COLOMBIE	767	9.3	106	93	111	106
EQUATEUR	563	9.7	113	99	90	134
GUYANE FRANCAISE						92
GUYANA	388		96	87	110	56
PARAGUAY	777	13.8	114	102	121	80

TABLEAU ANNEXE 13. MESURES DE LA PRODUCTION ET DE LA PRODUCTIVITE DE L'AGRICULTURE (fin)

PAYS	PIB AGRICOLE \$ PAR HABITANT (POPULAT. AGRICOLE) 1984	TAUX D'ACCROISSE MENT DU PIB AGRICOLE 1975-84 %	IND. OE LA PRODUCC. ALIMENTAIRE PAR HABIT. 1979-81=100 1984-86	IND. OE LA PRODUCC. AGRIC. TOTAL PAR HABIT. 1979-81=100 1984-86	DISPONIB. ENERGET. ALIMENT. PAR HABIT EN % DES BESOINS 1984	IND. OE LA VALEUR DES EXPORT. AGRIC. 1979-81=100 1983-85
PEROU	294		114	98	92	76
SURINAME	1039	9.6	122	116	119	103
URUGUAY	1208	5.9	104	102	101	52
VENEZUELA	1532	11.7	103	90	105	94
AFGHANISTAN			102	97	91	80
BANGLADESH	95	2.4	113	99	86	115
BHOUTAN	70		113	102		143
BRUNEI			123	99	126	135
BIRMANIE	165	7.2	136	122	118	68
CHINE	136	9.8	130	125	110	56
CHYPRE	1236	6.1	99	93	140	109
HONG-KONG	1762	4.4	127	115	118	106
INDO	110	7.1	122	111	99	132
INDONESIE	258	8.9	120	108	117	77
IRAN			109	95	130	125
IRAK			125	105	121	111
ISRAEL	3452	4.0	113	100	119	88
JAPON			110	104	122	96
JORDANIE	1031	14.4	123	102	120	113
KAMPUCHEA DEMOCRATIQUE			161	144	95	30
COREE, REP. POP. DEMOCR.			120	106	135	59
COREE, REP. OE	980	6.9	114	104	121	87
KOWEIT	4312	18.2				107
LAOS			139	124	100	25
LIBAN			120	118	121	87
MALAISIE			123	104	120	117
MALDIVES			125	106	92	87
MONGOLIE			109	93	116	69
NEPAL			115	101	92	129
OMAN	473	20.8				163
PAKISTAN	122	8.9	118	104	93	131
PHILIPPINES	317	7.3	106	94	104	104
KATAR						116
ARABIE SAOUDITE, ROYAUME	543	25.3	215	171	129	112
SINGAPOUR	4999	6.2	104	98	120	122
SRI LANKA	188	8.2	97	90	107	85
SYRIE	1322	18.1	112	95	128	141
THAILANDE	251	7.6	120	109	111	105
TURQUIE	382		111	100	126	193
EMIRATS ARABES UNIS	8039	18.2				92
VIET NAM			128	116	104	45
YEMEN, REP. ARABE OU	157	9.0	123	107	93	101
YEMEN DEMOCRATIQUE	105	4.0	100	88	97	105
AUTRICHE	4869	2.6	107	107	134	86
BELGIQUE-LUXEMBOURG	7705	1.0	103	103	140	91
BULGARIE			101	99	147	125
TCHECOSLOVAQUIE			119	118	140	75
DANEMARK	9208	4.4	126	126	132	86
FINLANDE	7457	5.2	113	110	112	72
FRANCE	5292	2.2	109	107	133	85
REP. DEMOCR. ALLEMANOE			108	109	145	93
ALLEMAGNE, REP. FEDERALE	5108	4	113	114	130	88
GRECE	2131	5.9	103	101	149	120
HONGRIE	2061	7.4	108	109	132	68
ISLANOE			98	92	116	88
IRLANOE			110	103	153	81
ITALIE	3838	4.4	101	100	140	93
MALTE	2400	6.8	114	109	103	76
PAYS-BAS			109	106	124	94
NORVEGE	6803	3.1	109	107	121	73
POLOGNE			110	105	125	46
PORTUGAL	797		101	98	129	93
ROUMANIE	1339	9.1	116	113	128	48
ESPAGNE			107	104	136	89
SUEOE			107	106	115	81
SUISSE			109	107	128	87
ROYAUME-UNI	6005	5.9	110	110	124	81
URSS			112	106	134	105
YUGOSLAVIE	972	4.3	101	98	142	71
AUSTRALIE	8945	6.1	108	104	127	107
FIDJI	685	3.6	110	100	110	97
POLYNESIE FRANCAISE			101	90	109	99
KIRIBATI						68
NOUVELLE-CALÉDONIE			108	96	110	82
NOUVELLE-ZELANDE			111	105	128	112
PAPOUASIE NOUV. GUINEE			112	97	82	79
ILES SALOMON			128	107	80	111
TONGA	1408	7.4	95	85	108	104
VANUATU			109	89	88	86

TABLEAU ANNEXE 14. STOCKS DE REPORT DE QUELQUES PRODUITS AGRICOLES

	1981	1982	1983	CAMPAGNE PRENANT FIN EN 1984	1985	1986 ¹	1987 ²
	....EN MILLIONS DE TONNES....						
CEREALES							
PAYS DEVELOPPES	147.7	187.9	234.8	156.8	202.7	286.9	328.2
CANADA	14.0	16.2	18.5	13.3	12.2	14.8	23.6
ETATS-UNIS	71.8	111.2	152.2	79.5	98.8	181.1	211.7
AUSTRALIE	2.6	5.3	2.5	8.1	8.8	6.1	3.9
CEE	20.8	18.2	22.8	15.6	33.6	35.9	28.6
JAPON	8.8	7.1	5.2	4.8	5.2	5.6	6.3
URSS	15.0	13.0	18.0	23.0	29.0	31.0	40.0
PAYS EN DEVELOPPEMENT	102.3	108.8	106.0	123.4	133.5	130.2	123.2
EXTREME-ORIENT	76.8	78.2	78.3	97.3	106.9	98.2	89.1
BANGLADESH	1.3	0.7	0.6	0.8	1.0	1.0	0.9
CHINE	48.0	46.0	51.0	58.0	64.0	52.0	46.0
INDE	7.1	7.7	7.6	12.8	18.1	17.0	14.4
PAKISTAN	1.5	2.2	2.2	2.2	1.5	1.8	2.3
PROCHE-ORIENT	10.1	12.8	11.9	14.0	13.4	13.7	14.1
TURQUIE	0.5	1.1	1.0	0.3	0.7	0.5	0.6
AFRIQUE	3.4	4.7	4.6	3.1	2.9	6.1	8.3
AMERIQUE LATINE	11.9	13.2	11.2	9.0	10.2	12.1	11.6
ARGENTINE	1.0	1.5	1.8	1.7	1.0	0.9	1.2
BRESIL	2.8	3.3	3.1	1.5	2.0	3.4	4.3
TOTAL MONDIAL							
DONT:	250.0	296.7	340.8	280.2	336.2	417.0	451.4
BLE	98.6	105.7	122.0	134.4	152.9	159.2	164.7
RIZ (BASE RIZ USINE)	43.9	45.8	42.8	47.7	53.9	54.8	49.6
CEREALES SECONDAIRES	107.5	145.2	176.0	98.0	129.3	203.0	237.1
SUCRE (BRUT)							
TOTAL MONDIAL 1 ^{ER} SEPTEMBRE	25.5	33.3	39.1	39.9	40.3	37.4	...
CAFE ³	2.50	2.97	3.26	3.08	3.05	2.59	...
LAIT ECREME EN POUDRE							
	....MILLIERS DE TONNES....						
ETATS-UNIS	404	582	628	566	459	312	...
CEE	368	670	996	664	597	821	...
TOTAL	772	1 252	1 624	1 280	1 056	1 133	...

SOURCE: FAO, DIVISION DES PRODUITS ET DU COMMERCE INTERNATIONAL.

¹ ESTIMATIONS. - ² PREVISIONS. - ³ STOCKS BRUTS AU DEBUT DES CAMPAGNES CAFEIERES, 1^{ER} OCTOBRE.

TABLEAU ANNEXE 15. VARIATIONS ANNUELLES DES PRIX A LA CONSOMMATION: TOUS ARTICLES ET PRODUITS ALIMENTAIRES

REGION ET PAYS	TOUS ARTICLES				PRODUITS ALIMENTAIRES			
	1970	1975	1980	1984	1970	1975	1980	1984
	A	A	A	A	A	A	A	A
	1975	1980	1985	1985	1975	1980	1985	1985
....EN POURCENTAGE ANNUEL....								
PAYS DEVELOPPES								
EUROPE DE L'OUEST								
AUTRICHE	7.4	3.8	4.8	3.2	6.7	4.4	4.1	2.2
BELGIQUE	8.3	6.4	13.3	4.8	4.6	7.5	7.5	3.5
DANEMARK	9.5	10.4	7.9	4.7	10.7	...	8.1	4.2
FINLANDE	2.0	10.6	8.5	5.8	12.4	10.8	9.3	7.7
FRANCE	8.8	10.4	9.6	5.8	9.6	10.0	9.7	4.9
ALLEMAGNE, REP. FED.	6.2	4.0	3.8	2.2	5.6	3.3	3.2	0.8
GRECE	13.1	16.3	20.5	19.3	14.7	17.6	29.6	19.5
ISLANDE	24.8	42.0	50.5	32.3	28.3	41.0	53.1	37.5
IRLANDE	13.0	84.9	12.1	5.3	14.3	13.7	10.0	3.8
ITALIE	11.4	3.0	13.8	9.2	11.6	15.6	12.5	8.7
PAYS-BAS	8.6	6.1	4.0	2.2	6.9	...	3.3	0.8
NORVEGE	8.3	8.4	8.9	5.7	8.3	7.4	6.6	17.7
PORTUGAL	15.3	...	23.9	19.3	16.3	21.0	24.2	...
ESPAGNE	12.0	18.6	12.3	8.8	12.1	16.0	12.3	9.5
SUEDE	7.8	10.5	8.9	7.4	7.9	10.7	11.7	7.4
SUISSE	7.9	2.4	4.1	3.4	7.3	2.9	4.9	3.0
ROYAUME-UNI	12.3	14.4	6.8	6.1	15.1	13.9	5.5	3.1
YUGOSLAVIE	19.3	18.2	45.7	73.5	19.1	19.4	47.1	70.4
AMERIQUE DU NORD								
CANADA	7.4	8.4	7.3	4.0	11.1	9.9	5.9	2.9
ETATS-UNIS	6.7	8.9	5.2	3.6	9.5	7.6	3.8	2.4
OCEANIE								
AUSTRALIE	10.2	10.6	8.4	6.7	9.8	12.0	7.8	6.2
NOUVELLE-ZELANDE	9.8	14.8	11.3	15.5	9.4	16.8	9.6	14.7
AUTRES PAYS DEVELOPPES								
ISRAEL	23.9	60.0	193.7	304.7	25.1	65.0	192.9	316.5
JAPON	12.0	6.5	2.6	2.0	13.0	5.5	2.6	1.7
AFRIQUE DU SUD	9.3	12.0	13.7	16.2	11.7	13.0	12.9	11.9
PAYS EN DEVELOPPEMENT								
AMERIQUE LATINE								
ARGENTINE	59.5	100.0	207.9	672.2	58.0	...	327.0	624.1
BAHAMAS	9.5	6.9	5.5	4.6	11.8	7.7	5.1	5.6
BARBADE	18.6	10.0	6.1	3.9	21.0	9.1	6.1	5.2
BOLIVIE	23.7	17.0	51.6 ¹	1 168.0	27.2	16.4	...	1 128.0
BRESIL	23.5 ²	46.0	133.7	201.6	25.9 ²	49.0	142.8	210.3
CHILI	225.4	70.0	41.0	30.7	245.5	70.0	18.0	28.3
COLOMBIE	19.5	23.0	21.9	25.3	24.0	25.0	22.5	32.9
COSTA RICA	13.7	8.1	36.3	14.5	3.7	9.6	38.5	12.3
REPUBLIQUE DOMINICAINE	11.1	8.3	10.6 ¹	...	13.3	3.4	8.6 ¹	...
EQUATEUR	13.7	11.7	27.2	28.0	18.4	11.2	35.6 ¹	30.7
EL SALVADOR	8.4	...	14.0	22.3	8.8	...	14.3	18.9
GUATEMALA	2.9	10.7	...	18.7	3.3	9.4	...	20.5
GUYANA	8.2	12.8	19.6 ¹	...	12.2	14.1	26.5 ¹	...
HAITI	13.7	8.0	8.8	10.8	15.5	9.3	6.6	11.7
HONDURAS	6.5	9.2	7.1	1.8	8.0	9.6	4.2	1.7
JAMAIQUE	14.9	22.0	...	25.8	17.2	24.0	15.7	25.6
MEXIQUE	12.4	21.0	18.9	57.7	13.9	19.5	63.7	59.7
PANAMA	7.8	6.9	9.6	1.0	9.9	6.6	3.6	0.3
PARAGUAY	12.6	14.7	3.1	...	15.4	14.9	...	...
PEROU	12.1	37.0	100.2	163.3	13.9	50.0	87.8	...
PORTO RICO	8.8	5.6	2.9	0.4	12.6	5.5	2.8	0.4
SURINAME	8.2	11.5	6.4	10.9	9.5	12.2	4.8	9.9
TRINITE-ET-TOBAGO	13.7	12.9	13.1	7.7	17.1	11.1	14.8	8.5
URUGUAY	73.4	55.0	43.7	72.2	76.0	55.0	43.1	63.0
VENEZUELA	5.5	11.4	10.5	11.9	8.5	15.7	13.6	20.8
EXTREME-ORIENT								
BANGLADESH	39.0 ³	7.6	10.1	9.0	42.0 ³	5.0	10.9	8.6
BIRMANIE	17.8	3.8	4.5	6.7	21.0	2.6	4.2	9.8
INDE	13.2	1.3	6.9	3.3	14.2	0.8	6.7	2.7
INDONESIE	21.3	...	10.1	4.7	25.2	...	8.4	2.4
COREE, REP. DE	14.3	17.2	6.3	2.5	16.8	17.2	5.4	3.7
MALAISIE	6.7	4.6	4.5	0.3	10.4	3.7	2.5	-2.5
NEPAL	10.3	6.7	11.6	27.6	9.8	6.1	4.1	-0.4
PAKISTAN	15.2	9.0	7.6	7.2	16.6	8.0	7.5	5.8
PHILIPPINES	18.7	12.0	20.6	23.1	20.1	11.0	20.2	22.3
SRI LANKA	8.0	9.9	12.6	1.5	9.1	10.7	12.6	0.1
THAILANDE	9.8	10.4	4.6	3.2	11.9	10.6	3.0	-2.0

TABLEAU ANNEXE 15. VARIATIONS ANNUELLES DES PRIX A LA CONSOMMATION: TOUS ARTICLES ET PRODUITS ALIMENTAIRES (fin)

REGION ET PAYS	TOUS ARTICLES				PRODUITS ALIMENTAIRES			
	1970	1975	1980	1984	1970	1975	1980	1984
	A	A	A	A	A	A	A	A
	1975	1980	1985	1985	1975	1980	1985	1985
....EN POURCENTAGE ANNUEL....								
AFRIQUE								
ALGERIE	5.1	12.4	7.1 ¹	...	7.2	15.7	4.0 ¹	...
BOTSWANA	...	12.4	8.5	8.1	...	13.8	...	9.6
BURUNDI	...	18.3	8.9	3.8	...	16.2	9.4	7.8
CAMEROUN	10.2	10.7	11.6	11.1	11.5	11.8	...	...
ETHIOPIE	3.7	15.7	6.6	19.4	2.7	19.2	6.8	26.4
GABON	11.4	12.9	10.1	7.4	2.7	...	...	...
GAMBIE	10.5	10.2	12.0	17.3	12.8	9.7	13.4	18.2
GHANA	17.4	70.0	118.5	10.4	20.3	45.0	51.3	-11.1
COTE D'IVOIRE	8.2	16.7	11.7	1.8	9.3	19.3	4.2	1.6
KENYA	13.9 ³	9.8	15.3	11.3	14.7 ³	10.2	12.9	13.8
LESOTHO	14.7 ³	15.1	13.7	16.1	16.4 ³	18.6	13.1	11.3
LIBERIA	12.1	8.8	3.4	-1.0	13.7	8.1	2.1	-3.6
MADAGASCAR	9.7	9.2	20.0	10.6	12.0	9.0	19.8	12.6
MALAWI	8.9	9.2	...	18.7	10.7	9.5	...	9.1
MAURICE	13.1	16.9	...	6.7	14.7	16.3	...	7.2
MAROC	5.4	9.7	9.7	7.7	7.2	9.3	10.3	7.6
NIGER	7.9	14.6	6.8	-1.0	10.6	14.8	8.4	-2.5
NIGERIA	11.5	14.4	19.9	5.5	13.1	20.0	21.3	3.9
SENEGAL	13.0	6.8	12.3	13.1	16.5	6.4	11.5	9.1
SIERRA LEONE	8.4	13.8	45.0 ¹	...	11.0	12.9	43.1 ¹	...
SWAZILAND	9.3	13.2	13.9	18.2	9.8	14.0	13.7	12.9
TANZANIE	13.1	14.5	12.9	33.3	17.7	13.4	30.5	29.3
TOGO	8.9	8.1	6.3	-1.8	9.7	9.9	5.3	-8.3
TUNISIE	4.8	...	10.2 ¹	7.8	5.2	...	10.8 ¹	9.2
ZAIRE	18.6	...	...	...	21.2	...	...	...
ZAMBIE	7.1	15.2	19.4	36.2	7.4	13.7	19.9	36.2
ZIMBABWE	...	9.8	15.9	8.5	...	8.4	17.8	6.6
PROCHE-ORIENT								
CHYPRE	8.0	...	6.4	5.0	10.2	...	7.2	4.6
EGYPTE	5.8	12.9	14.9	14.1	8.6	14.4	15.9	...
IRAN	9.6	16.1	16.1	4.4	10.0	18.9	15.4	5.2
IRAQ	11.3	...	14.5	...	18.1	...	...	5.7
JORDANIE	6.0	11.6	...	3.0	9.2	9.8	...	2.2
KOWEIT	10.1	7.1	4.6	1.5	15.4	6.1	2.6	-0.1
ARABIE SAOUDITE	...	11.3	-0.1	-3.0	...	9.5	0.9	-2.8
SOUDAN	11.6	16.8	27.2 ¹	...	12.0	14.2	26.6 ¹	...
SYRIE	16.7	10.9	12.0	17.5	18.2	...	11.2	18.9
TURQUIE	6.2	50.0	42.6 ⁴	44.9	7.7	47.0	...	40.7

SOURCE: BUREAU INTERNATIONAL DU TRAVAIL, *BULLETIN DES STATISTIQUES DU TRAVAIL*, 1986-4.¹ 1980-1984. - ² 1972-1975. - ³ 1973-1975. - ⁴ 1982-1985.

TABLEAU ANNEXE 16. DISPONIBILITES ENERGETIQUES D'ORIGINE ALIMENTAIRE PAR HABITANT DANS CERTAINS PAYS DEVELOPPES ET EN DEVELOPPEMENT

PAYS	1969-71	1974-76	1977-79	1980-82	1983-85
----- CALORIES PAR HABITANT PAR JOUR -----					
ALGERIE	1825	2168	2433	2662	2710
ANGOLA	2033	1972	2159	2109	1947
BENIN	2078	2019	2197	2089	2136
BOTSWANA	2138	2117	2123	2163	2164
BURKINA FASO	1968	1961	2002	2037	1961
BURUNDI	2363	2275	2377	2385	2217
CAMEROUN	2185	2270	2218	2127	2074
CAP-VERT	1894	2166	2490	2540	2614
REP. CENTRAFRICAINE	2159	2240	2135	2116	2045
TCHAD	2139	1755	1828	1703	1575
COMORES	2219	2091	2021	2102	2090
CONGO	2174	2274	2370	2487	2532
EGYPTE	2499	2692	2851	3122	3262
ETHIOPIE	1702	1575	1655	1768	1692
GABON	1895	2016	2138	2284	2434
GAMBIE	2249	2124	2179	2211	2229
GHANA	2199	2165	1917	1702	1679
GUINEE	1907	1933	1883	1747	1724
GUINEE-BISSAU	1926	1793	1792	1939	1979
COTE-D'IVOIRE	2369	2310	2421	2603	2448
KENYA	2245	2250	2240	2186	2162
LESOTHO	2020	2080	2341	2341	2346
LIBERIA	2209	2280	2393	2374	2342
LIBYE	2367	3468	3595	3670	3619
MADAGASCAR	2494	2533	2486	2508	2467
MALAWI	2323	2478	2515	2462	2429
MALI	1836	1766	1763	1766	1793
MAURITANIE	1988	1803	1918	2056	2076
MAURICE	2300	2556	2705	2720	2721
MAROC	2424	2573	2732	2725	2687
MOZAMBIQUE	2075	1937	1850	1775	1664
NAMIBIE	1961	1935	1945	1930	1875
NIGER	2002	1958	2275	2362	2265
NIGERIA	2131	2083	2198	2250	2060
REUNION	2519	2729	2815	2928	2916
RWANDA	1967	1923	2009	2104	2013
SAO TOME-ET-PRINCIPE	2152	1953	2251	2434	2435
SENEGAL	2371	2269	2336	2381	2339
SEYCHELLES	1993	2151	2271	2304	2289
SIERRA LEONE	1956	1941	2016	2031	1834
SOMALIE	2181	1975	2015	2062	2059
AFRIQUE DU SUD	2718	2908	2889	2942	2945
SOUDAN	2115	2102	2263	2312	2003
SWAZILAND	2224	2456	2465	2518	2562
TANZANIE	1949	2257	2386	2410	2314
TOGO	2194	2085	2080	2227	2202
TUNISIE	2271	2610	2729	2774	2827
UGANDA	2282	2253	2205	2229	2291
ZAIRE	2253	2291	2164	2144	2154
ZAMBIE	2192	2320	2267	2164	2123
ZIMBABWE	2115	2105	2151	2087	2094
ANTIGUA-ET-BARBUDA	2293	2074	1989	2180	2105
BAHAMA	2640	2306	2241	2606	2703
BARBADE	2889	2947	3025	3131	3129
BELIZE	2463	2621	2702	2655	2546
BERMUDES	2934	2615	2531	2541	2530
CANADA	3349	3373	3376	3404	3442
COSTA RICA	2404	2561	2605	2633	2772
CUBA	2573	2647	2736	2902	3094
DOMINIQUE	2174	2196	2320	2474	2615
REP. DOMINICAINE	2083	2234	2275	2339	2468
EL SALVADOR	1854	2058	2134	2153	2148
GRENADE	2347	2140	2209	2339	2371
GUADELOUPE	2333	2423	2434	2560	2672
GUATEMALA	2101	2158	2179	2248	2298
HAITI	1920	1940	1912	1899	1838
HONDURAS	2151	2110	2170	2191	2208
JAMAIQUE	2531	2661	2639	2555	2576
MARTINIQUE	2360	2500	2603	2711	2830
MEXIQUE	2703	2827	2931	3102	3147
ANTILLES NEERLANDAISES	2449	2571	2726	2792	2850
NICARAGUA	2432	2381	2382	2328	2423
PANAMA	2346	2341	2311	2366	2420
SAINT-LEUCIE	2123	2236	2251	2271	2233
SAINT-VINCENT	2132	2128	2232	2353	2421
TRINITE-ET-TOBAGO	2252	2243	2276	2541	2684
ETATS-UNIS	2567	2631	2743	2894	2967
	3467	3477	3554	3604	3652
ARGENTINE	3318	3263	3250	3221	3195
BOLIVIE	1971	2015	2050	2115	2114
BRESIL	2472	2497	2555	2631	2636
CHILI	2674	2582	2575	2644	2589
COLOMBIE	2158	2346	2452	2540	2578
EQUATEUR	1957	2035	2053	2058	2031
GUYANE FRANCAISE	2619	2514	2624	2660	2783
GUYANA	2292	2305	2390	2426	2492
PARAGUAY	2753	2730	2779	2781	2813

TABLEAU ANNEXE 16. DISPONIBILITES ENERGETIQUES D'ORIGINE ALIMENTAIRE PAR HABITANT DANS CERTAINS PAYS DEVELOPPES ET EN DEVELOPPEMENT (fin)

PAYS	1969-71	1974-76	1977-79	1980-82	1983-85
----- CALORIES PAR HABITANT PAR JOUR -----					
PEROU	2289	2272	2196	2188	2144
SURINAME	2340	2304	2447	2578	2666
URUGUAY	3002	2931	2751	2840	2720
VENEZUELA	2412	2445	2652	2645	2550
AFGHANISTAN	2185	2207	2225	2225	2196
BANGLADESH	2013	1861	1845	1878	1859
BRUNEI	2339	2546	2716	2798	2790
BIRMANIE	2069	2134	2242	2420	2517
CHINA	1974	2055	2187	2345	2564
CHYPRE	3066	3006	3195	3344	3497
HONG-KONG	2659	2650	2692	2738	2715
INDO	2021	1986	2117	2075	2161
INDONESIE	2012	2191	2327	2462	2504
IRAN	2216	2766	2832	2951	3115
IRAK	2249	2353	2540	2813	2901
ISRAEL	3018	3069	3036	3014	3049
JAPON	2751	2782	2826	2855	2804
JORDANIE	2617	2366	2563	2843	2962
KAMPUCHEA DEMOCRATIQUE	2286	1882	1822	1910	2115
COREE, REP. POP. DEMOCR.	2501	2766	2954	3081	3131
COREE, REP. OE	2528	2757	2816	2817	2822
KOWEIT	2777	2781	3092	3162	3135
LAOS	2025	1808	1883	2129	2242
LIBAN	2477	2578	2758	2932	3014
MACAO	2155	2196	2131	2079	2109
MALAISIE	2409	2535	2587	2611	2634
MALDIVES	1684	1679	1852	1994	1992
MONGOLIE	2385	2510	2690	2717	2811
NEPAL	1996	1925	1951	2009	2048
PAKISTAN	2027	2112	2164	2240	2186
PHILIPPINES	2053	2135	2292	2344	2313
ARABIE SAOUDITE, ROYAUME	1887	1992	2526	2916	3093
SINGAPOUR	2587	2639	2648	2678	2728
SRI LANKA	2260	2145	2329	2185	2410
SYRIE	2355	2498	2662	3000	3198
THAILANDE	2258	2378	2394	2406	2440
TURQUIE	2819	2951	3054	3122	3180
EMIRATS ARABES UNIS	3130	3559	3657	3620	3644
VIET NAM	2170	2008	2017	2110	2234
YEMEN, REP. ARABE DU	1841	2037	2146	2218	2254
YEMEN DEMOCRATIQUE	2078	1910	2010	2282	2293
ALBANIE	2556	2583	2714	2757	2740
AUTRICHE	3303	3318	3366	3483	3484
BELGIQUE-LUXEMBOURG	3483	3524	3516	3640	3700
BULGARIE	3500	3530	3559	3648	3626
TCHECOSLOVAQUIE	3417	3435	3411	3477	3479
DANEMARK	3394	3346	3442	3611	3529
FINLANDE	3141	3142	3049	3097	3008
FRANCE	3257	3252	3282	3339	3337
REP. DEMOCR. ALLEMANOE	3348	3470	3570	3678	3768
ALLEMAGNE, REP. FEDERALE	3273	3280	3372	3433	3475
GRECE	3189	3531	3501	3629	3660
HONGRIE	3338	3428	3491	3515	3522
ISLANOE	2920	2969	3052	3139	3041
IRLANOE	3508	3565	3616	3761	3795
ITALIE	3422	3452	3546	3561	3486
MALTE	3057	2878	2814	2709	2590
PAYS-BAS	3247	3285	3306	3350	3355
NORVEGE	3078	3097	3299	3348	3203
POLOGNE	3333	3469	3493	3338	3253
PORTUGAL	3008	2960	3013	3104	3135
ROUMANIE	3068	3310	3406	3335	3394
ESPAGNE	2868	3265	3326	3346	3335
SUEOE	2924	3014	3016	3077	3053
SUISSE	3495	3325	3476	3501	3440
ROYAUME-UNI	3337	3219	3217	3144	3130
URSS	3348	3388	3397	3387	3403
YOUgosLAVIE	3327	3508	3518	3613	3599
AUSTRALIE	3285	3314	3421	3358	3343
FIDJI	2708	2485	2664	2818	2932
POLYNESIE FRANCAISE	2840	2707	2800	2860	2860
KIRIBATI	2189	2449	2560	2676	2616
NOUVELLE-CALÉDONIE	2871	2848	2893	2940	2909
NOUVELLE-ZÉLANDE	3411	3453	3408	3424	3402
PAPOUASIE NOUV. GUINEE	2042	2086	2111	2178	2157
SAMOA	2070	2215	2366	2403	2373
ILES SALOMON	2146	2102	2132	2112	2085
TONGA	2524	2743	2814	2863	2870
VANUATU	2586	2570	2432	2384	2331

TABLEAU ANNEXE 17. PART DESTINÉE À L'AGRICULTURE (AU SENS LARGE) DANS LES ENGAGEMENTS D'AIDE PUBLIQUE À TOUS LES SECTEURS, PAR SOURCES MULTILATÉRALES ET BILATÉRALES, 1978-1985

	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984	1985 ¹
	....EN POURCENTAGE....							
ENGAGEMENTS, Y COMPRIS LES ENGAGEMENTS A DES CONDITIONS DE FAVEUR								
INSTITUTIONS MULTILATERALES ²	39	36	38	36	35	35	29	31
BANQUE MONDIALE ³	41	37	35	32	32	38	27	28
BANQUES REGIONALES DE DEVELOPPEMENT ³	31	33	45	44	43	27	30	33
AIDE MULTILATERALE DE L'OPEP ³	30	7	16	16	17	21	22	28
SOURCES BILATERALES	9	..	..	..	..	..	..	..
CAD/CEE	11	12	11	11	11	11	11	11
AIDE BILATERALE DE L'OPEP	3	..	..	..	..	..	..	..
TOUTES SOURCES (MULTILATERALES+BILATERALES)	17	..	..	..	..	..	..	..
ENGAGEMENTS A DES CONDITIONS DE FAVEUR UNIQUEMENT (APD)								
INSTITUTIONS MULTILATERALES ²	49	49	49	53	49	47	47	53
BANQUE MONDIALE ³	52	52	45	58	43	51	48	54
BANQUES REGIONALES DE DEVELOPPEMENT ³	48	53	62	65	57	39	33	47
AIDE MULTILATERALE DE L'OPEP ³	29	7	15	14	30	26	46	65
SOURCES BILATERALES	13	16	13	14	16	15	15	14
CAD/CEE	17	18	16	18	17	17	17	15
AIDE BILATERALE DE L'OPEP	3	7	1	4	12	5	3	5
TOUTES SOURCES (MULTILATERALES+BILATERALES)	19	21	19	21	22	20	20	21

SOURCES: FAO ET OCDE.

¹ DONNÉES PRÉLIMINAIRES. - ² Y COMPRIS PNUD, GCRAI, FAO/FF, FAO/PCT ET FIDA (À PARTIR DE 1978). - ³ NON COMPRIS LES ENGAGEMENTS EN FAVEUR DU GCRAI.

TABLEAU ANNEXE 18. VENTILATION DES ENGAGEMENTS D'AIDE PUBLIQUE MULTILATERALE ET BILATERALE A L'AGRICULTURE (AU SENS LARGE), 1978-1985

	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984	1985 ¹
	....EN POURCENTAGE....							
ENGAGEMENTS, Y COMPRIS LES ENGAGEMENTS A DES CONDITIONS DE FAVEUR								
INSTITUTIONS MULTILATERALES	58	52	59	58	59	63	55	61
BANQUE MONDIALE ²	43	34	35	34	35	44	29	38
BANQUES REGIONALES DE DEVELOPPEMENT ²	10	12	15	17	15	11	17	15
AIDE MULTILATERALE DE L'OPEP ²	2	—	1	1	2	2	2	2
AUTRES ³	3	6	8	6	7	6	6	6
SOURCES BILATERALES	42	48	41	42	41	37	45	39
CAD/CEE	40	44	40	40	35	35	44	37
AIDE BILATERALE DE L'OPEP	2	4	1	2	6	2	1	2
TOUTES SOURCES (MULTILATERALES + BILATERALES)	100	100	100	100	100	100	100	100
ENGAGEMENTS A DES CONDITIONS DE FAVEUR UNIQUEMENT (APD)								
INSTITUTIONS MULTILATERALES	41	37	45	43	40	41	36	43
BANQUE MONDIALE ²	26	18	21	21	20	18	20	25
BANQUES REGIONALES DE DEVELOPPEMENT ³	8	11	12	12	7	11	6	7
AIDE MULTILATERALE DE L'OPEP ³	2	—	1	1	2	2	2	2
AUTRES ³	5	8	11	9	11	10	8	9
SOURCES BILATERALES	59	63	55	57	60	59	64	57
CAD/CEE	56	59	53	54	51	56	62	54
AIDE BILATERALE DE L'OPEP	3	4	2	3	9	3	2	3
TOUTES SOURCES (MULTILATERALES + BILATERALES)	100	100	100	100	100	100	100	100

SOURCES: FAO ET OCDE.

¹ DONNEES PRELIMINAIRES. - ² NON COMPRIS LES ENGAGEMENTS EN FAVEUR DU GCRAI. - ³ Y COMPRIS PNUD, GCRAI, FAO/FF, FAO/PCT ET FIDA (A PARTIR DE 1978).

TABLEAU ANNEXE 19. PAYS DU CAD: ENGAGEMENTS BILATERAUX D'AIDE PUBLIQUE AU DEVELOPPEMENT (APD) ET PART DESTINEE A L'AGRICULTURE (AU SENS LARGE)

	APD BILATERALE POUR TOUS LES SECTEURS					PART DE L'APD DESTINEE A L'AGRICULTURE				
	1981	1982	1983	1984	1985 ¹	1981	1982	1983	1984	1985 ¹
	.....EN MILLIONS DE DOLLARS.....					.....EN POURCENTAGE.....				
AUSTRALIE	590	545	536	694	532	14	11	5	10	8
AUTRICHE	265	291	183	79	65	10	1	2	1	3
BELGIQUE	432	320	183	169	118	4	3	5	1	2
CANADA	1 011	807	1 139	1 575	1 172	39	15	25	22	25
DANEMARK	225	282	260	288	340	44	51	22	38	34
FINLANDE	111	123	96	171	233	19	11	24	13	11
FRANCE	4 431	4 358	4 380	4 403	3 756	8	8	11	10	10
ALLEMAGNE, REP. FED.	3 467	2 713	2 271	2 800	2 427	13	18	15	14	15
IRLANDE	—	12	14	13	17	—	—	—	—	24
ITALIE	481	641	882	903	1 340	6	17	20	20	16
JAPON	3 437	3 622	3 483	3 968	4 076	24	18	17	19	24
PAYS-BAS	1 066	934	901	902	731	27	22	23	27	19
NOUVELLE-ZELANDE	52	47	40	41	47	33	30	15	15	23
NORVEGE	262	309	288	350	346	26	25	17	35	23
SUEDE	518	579	526	576	566	39	32	24	26	25
SUISSE	253	207	239	218	307	46	31	55	22	26
ROYAUME-UNI	1 000	1 112	927	1 009	731	8	8	12	14	14
ETATS-UNIS	5 135	6 112	6 989	8 144	9 156	16	14	14	15	11
TOTAL DES PAYS DU CAD	22 736	23 014	23 337	26 303	25 960	17	15	15	16	15

SOURCE: OCDE.

¹ CHIFFRES PRELIMINAIRES.

TABLEAU ANNEXE 20. VENTILATION DES ENGAGEMENTS D'AIDE PUBLIQUE A L'AGRICULTURE (NON COMPRIS LES DONNS D'ASSISTANCE TECHNIQUE), PAR AFFECTATION, 1978-1985

	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984	1985 ¹
	....EN POURCENTAGE....							
MISE EN VALEUR DES TERRES ET DES EAUX ²	26	18	25	17	22	20	20	20
SERVICES AGRICOLES	12	10	13	7	12	15	17	11
APPROVISIONNEMENTS EN INTRANTS	5	3	6	5	4	6	5	5
PRODUCTION VEGETALE	8	7	7	6	8	6	7	6
ELEVAGE	4	3	2	2	1	2	2	4
PECHES ³	3	3	3	3	2	2	2	2
RECHERCHE, VULGARISATION, FORMATION ⁴	4	3	5	5	5	6	9	6
FORETS	2	3	2	2	3	2	3	5
AGRICULTURE (MONTANTS NON ATTRIBUES)	12	17	9	14	11	9	12	16
TOTAL, AGRICULTURE AU SENS ETROIT	76	67	72	61	68	68	77	74
DEVELOPPEMENT RURAL/INFRASTRUCTURE	15	16	19	22	23	21	12	14
FABRICATION D'INTRANTS ⁵	4	11	2	10	4	1	5	2
AGRO-INDUSTRIES	5	6	7	5	4	7	3	4
DEVELOPPEMENT REGIONAL	—	—	—	2	1	3	3	6
TOTAL, AGRICULTURE AU SENS LARGE	100	100	100	100	100	100	100	100

SOURCE: BANQUE INFORMATISEE DE DONNEES SUR L'AIDE EXTERIEURE A L'AGRICULTURE (FAO).

¹ DONNEES PRELIMINAIRES ET ESTIMATIONS PARTIELLES. - ² Y COMPRIS L'AMENAGEMENT DES RESEAUX HYDROGRAPHIQUES. - ³ Y COMPRIS DES MOYENS DE PRODUCTION TELS QUE CHALUTIERS ET ENGINS DE PECHE. - ⁴ Y COMPRIS DES ENGAGEMENTS EN FAVEUR DU GCRAI. - ⁵ PRINCIPALEMENT DES ENGRAIS.

NOTE: DANS CE TABLEAU, L'AGRICULTURE AU SENS ETROIT INCLUT LES FORETS.

TABLEAU ANNEXE 21. REPARTITION PAR REGIONS ET GROUPES ECONOMIQUES DES ENGAGEMENTS D'AIDE PUBLIQUE A L'AGRICULTURE AU SENS LARGE (NON COMPRIS LES DONNS D'ASSISTANCE TECHNIQUE), TOUTES SOURCES CONFONDUES, 1978-1985

	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984	1985 ¹
	....EN POURCENTAGE....							
ENGAGEMENTS, Y COMPRIS LES ENGAGEMENTS A DES CONDITIONS DE FAVEUR								
EXTREME-ORIENT ET PACIFIQUE	49	46	46	42	49	42	48	47
AFRIQUE	22	24	22	28	28	26	27	25
AMERIQUE LATINE	21	22	24	23	18	24	18	19
PROCHE-ORIENT	8	8	8	7	5	9	7	9
TOTAL 4 REGIONS EN DEVELOPPEMENT DONT:	100	100	100	100	100	100	100	100
PAYS A BAS REVENU ET A DEFICIT VIVRIER ²	60	65	66	64	65	62	69	60
PAYS LES MOINS AVANCES ³	13	18	19	19	19	21	17	18
ENGAGEMENTS A DES CONDITIONS DE FAVEUR								
EXTREME-ORIENT ET PACIFIQUE	53	55	50	48	46	48	53	52
AFRIQUE	26	23	26	32	39	31	34	30
AMERIQUE LATINE	14	13	14	12	9	12	7	11
PROCHE-ORIENT	7	9	10	8	6	9	6	7
TOTAL 4 REGIONS EN DEVELOPPEMENT DONT:	100	100	100	100	100	100	100	100
PAYS A BAS REVENU ET A DEFICIT VIVRIER ²	70	75	78	78	78	78	82	70
PAYS LES MOINS AVANCES ³	21	24	27	28	30	36	26	29
ENGAGEMENTS SANS CONDITIONS DE FAVEUR								
EXTREME-ORIENT ET PACIFIQUE	41	24	37	31	53	33	38	39
AFRIQUE	17	27	12	20	11	19	17	18
AMERIQUE LATINE	33	42	47	44	33	40	38	32
PROCHE-ORIENT	9	7	4	5	3	8	7	11
TOTAL 4 REGIONS EN DEVELOPPEMENT DONT:	100	100	100	100	100	100	100	100
PAYS A BAS REVENU ET A DEFICIT VIVRIER ²	43	41	36	38	44	40	45	46
PAYS LES MOINS AVANCES ³	1	3	1	2	1	1	1	2

SOURCE: BANQUE INFORMATISEE DE DONNEES SUR L'AIDE EXTERIEURE A L'AGRICULTURE (FAO).

¹ DONNEES PRELIMINAIRES ET ESTIMATIONS PARTIELLES. - ² 64 PAYS (PNB PAR HABITANT DE 790 DOLLARS AU MAXIMUM EN 1985). JUSQU'EN 1984, 65 PAYS, Y COMPRIS LE MALAWI, LE NEPAL ET LE PAKISTAN, MAIS NON COMPRIS LE SWAZILAND. EN 1985, 64 PAYS, Y COMPRIS LE SWAZILAND, MAIS NON COMPRIS LE MALAWI, LE NEPAL ET LE PAKISTAN. -

³ 36 PAYS.



**WHERE TO PURCHASE FAO PUBLICATIONS LOCALLY
POINTS DE VENTE DES PUBLICATIONS DE LA FAO
PUNTOS DE VENTA DE PUBLICACIONES DE LA FAO**

- **ALGERIE**
ENAPEP - Entreprise nationale des messageries de presse
47, rue Didouche Mourad, Alger
- **ANGOLA**
Empresa Nacional do disco e de Publicacoes, ENDIPU-U.E.E.
Rua Clitilo de Conceicao Silva, No. 7, C.P. No. 1314-C Luanda.
- **ARGENTINA**
Libreria Agropecuaria S.A.
Pasteur 743, 1028 Buenos Aires.
- **AUSTRALIA**
Hunter Publications
58A Gipps Street,
Collingwood, Vic. 3066.
- **AUSTRIA**
Gerold & Co.
Graben 31, 1011 Vienna.
- **BAHRAIN**
United Schools International
PO Box 725, Manama.
- **BANGLADESH**
Association of Development Agencies in Bangladesh
House No. 48A, Road No. 6A, Dhanmondi R/A, Dhaka.
- **BELGIQUE**
M. J. De Lannoy
202, avenue du Roi,
1060 Bruxelles. CCP 000-0808993-13.
- **BOLIVIA**
Los Amigos del Libro
Peru 3712, Casilla 450, Cochabamba;
Mercado 1315, La Paz.
- **BOTSWANA**
Botsako Books (Pty) Ltd
PO Box 1532, Gaborone.
- **BRAZIL**
Fundação Getulio Vargas
Praça de Botafogo 190,
C.P. 9052, Rio de Janeiro.
Livraria Canuto Ltda
Rua Consolidação, 348 - 2º andar,
Caixa Postal 19198, São Paulo.
- **BRUNEI-DARUSSALAM**
SST Trading Sdn. Bhd.
Bangunan Tekno No. 385, Jln 5/59,
PO Box 227, Petaling Jaya, Selangor.
- **CANADA**
Renouf Publishing Co. Ltd.
61 Sparks St., Ottawa, Ont.
211 Yonge St., Toronto, Ont.
Editions Renouf Lite
route Transcanadienne, Suite 305,
St-Laurent (Montréal) Qué.
Toll free calls: Ontario, Québec and
Maritime - 1-800-267-1805;
Western Provinces and
Newfoundland - 1-800-267-1826.
Head Office/Siège Social:
1294 Algoma Road, Ottawa, Ont.
- **CHILE**
Librería - Oficina Regional FAO
Avda. Santa María 6700,
Casilla 13055, Santiago.
Teléfono: 228-90-66.
- **CHINA**
China National Publications
Import Corporation
PO Box 83, Beijing.
- **CONGO**
Office national des librairies
populaires
B.P. 577, Brazzaville.
- **COSTA RICA**
Librería, imprenta y
Litografía Lehmann S.A.
Apartado 10011, San José.
- **CUBA**
Editoriales Cubanas, Empresa
de Comercio Exterior de
Publicaciones
Obispo 461, Apartado 605,
La Habana.
- **CYPRUS**
MAM
PO Box 1722, Nicosia.
- **CZECHOSLOVAKIA**
ARTIA,
Ve Smetkachi 30,
PO Box 790, 111 27 Prague 1.
- **DENMARK**
Munksgaard Export and
Subscription Service
35 Nørre Søgade,
DK 1370 Copenhagen K.
- **ECUADOR**
Libri Mundi, Librería Internacional
Juan León Mera 851,
Apartado Postal 3029, Quito.
St Librería Cia. Ltda
García Moreno 1172 y Mejía,
Apartado Postal 2556, Quito.
- **EL SALVADOR**
Librería Cultural Salvadoreña, S.A.
de C.V.
7ª Avenida Norte 121,
Apartado Postal 2296, San Salvador.
- **ESPAÑA**
Mundi-Preesa Libros S.A.
Castelló 37, 28001 Madrid.
Librería Agrícola
Fernando VI 2, 28004 Madrid.
- **FINLAND**
Akateeminen Kirjakauppa
1 Kesäkuukatu,
PO Box 128, 00101 Helsinki 10.
- **FRANCE**
Editions A. Pedone
13, rue Soufflot, 75005 Paris.
- **GERMANY, FED. REP.**
Alexander Horn Internationale
Buchhandlung
Kirch Gasse 39,
Postfach 9340, 6200 Wiesbaden.
UNO Verlag
Poppelsdorfer Allee 55,
D-5300 Bonn 1.
Triops Verlag
Pfeilsteinstr. 24, 6050 Langen.
- **GHANA**
Ghana Publishing Corporation
PO Box 3632, Accra.
- **GREECE**
G.C. Eleftheroudakis S.A.
4 Nikis Street, Athens (T-126).
John Mihalopoulos & Son S.A.
75 Hermou Street,
PO Box 73, Thessaloniki.
- **GUATEMALA**
Distribuciones Culturales y
Técnicas "Artemis"
5ª Avenida 12-11, Zona 1,
Apartado Postal 2023, Guatemala
- **GUINEA-BISSAU**
Conselho Nacional da Cultura
Avenida da Unidade Africana,
C.P. 294, Bissau.
- **GUYANA**
Guyana National Trading
Corporation Ltd
45-47 Water Street,
PO Box 306, Georgetown.
- **HAITI**
Librairie "A la Caravelle"
26, rue Bonne Foi,
B.P. 111, Port-au-Prince.
- **HONDURAS**
Escuela Agrícola Panamericana,
Librería RTAC
Zamorano, Apartado 93,
Tegucigalpa.
Oficina de la Escuela Agrícola
Panamericana en Tegucigalpa
Blvd. Morazan, Apdo. Glapson,
Apartado 93, Tegucigalpa.
- **HONG KONG**
Swindon Book Co.
13-15 Lock Road, Kowloon.
- **HUNGARY**
Kultura
PO Box 149, 1389 Budapest 62
- **ICELAND**
Snældur Jónsson and Co. h.f.
Hafnarstræti 8, PO Box 1131,
101 Reykjavik.
- **INDIA**
Oxford Book and Stationery Co.
Scindia House, New Delhi 100 001;
17 Park Street, Calcutta 700 016
Oxford Subscription Agency,
Institute for Development Education
1 Anesuya Ave, Kilpauk,
Madras 600 010.
- **INDONESIA**
P.T. Inti Buku Agung
13 Kwitang, Jakarta.
- **IRAQ**
National House for Publishing,
Distributing and Advertising
Jamhuriya Street, Baghdad.
- **IRELAND**
The Controller
Stationery Office, Dublin 4.
- **ITALY**
Distribution and Sales Section, FAO
Via delle Terme di Caracalla,
00100 Rome.
Libreria Scientifica
Dott. Lucio de Blasio "Aejou"
Via Meravigli 16, 20123 Milan.
Libreria Commissionaria
Sansoni S.p.A. "Licosa"
Via Lamarmora 45,
C.P. 552, 50121 Florence.
- **JAPAN**
Maruzen Company Ltd
PO Box 6560,
Tokyo International 100-31.
- **KENYA**
Text Book Centre Ltd
Kijabe Street, PO Box 47540, Nairobi.
- **KOREA, REP. OF**
Eulwoo Publishing Co. Ltd
46-1 Susong-Dong, Jongro-Gu,
PO Box 362, Kwangwha-Mun,
Seoul 110.
- **KUWAIT**
The Kuwait Bookshops Co. Ltd
PO Box 2942, Safat.
- **LUXEMBOURG**
M. J. De Lannoy
202, avenue du Roi
1050 Bruxelles (Belgique).
- **MALAYSIA**
SST Trading Sdn. Bhd.
Bangunan Tekno No. 385, Jln 5/59,
PO Box 227, Petaling Jaya, Selangor.
- **MAROC**
Librairie "Aux Boîtes Images"
281, avenue Mohammed V, Rabat.
- **MAURITIUS**
Nalanda Company Limited
30 Bourbon Street, Port-Louis.
- **NETHERLANDS**
Keuning b.v.
Hogelweg 13, 1101 CB Amsterdam
Postbus 1118, 1000 BC Amsterdam.
- **NEW ZEALAND**
Government Printing Office
Bookshops
25 Rutland Street,
Mail orders: 85 Beach Road,
Private Bag, CPO, Auckland;
Ward Street, Hamilton;
Mulgrave Street (Head Office),
Cubavale World Trade Centre,
Wellington;
159 Herford Street, Christchurch;
Princes Street, Dunedin.
- **NICARAGUA**
Librería Universitaria,
Universidad Centroamericana
Apartado 69, Managua.
- **NIGERIA**
University Bookshop
(Nigeria) Limited
University of Ibadan, Ibadan.
- **NORWAY**
Johan Grundt Tanum Bokhandel
Karl Johansgate 41-43,
PO Box 1177, Sentrum, Oslo 1.
- **PAKISTAN**
Mirza Book Agency
65 Shahrah-e-Qaid-e-Azam,
PO Box 729, Lahore 3.
Sasi Book Store
Zabunnisa Street, Karachi.
- **PARAGUAY**
Agencia de Librerías Nizza S.A.
Casilla 2595, Eligio Ayala 10/3,
Asunción.
- **PERU**
Librería Distribuidora "Santa Rosa"
Jirón Apurimac 375, Casilla 4937,
Lima 1.
- **POLAND**
Ars Polona
Krakowskie Przedmiescie 7,
00-068 Warsaw.
- **PORTUGAL**
Livraria Portugal,
Dias y Andrade Ltda.
Rua do Carmo 70-74, Apartado 2691,
1117 Lisbonne Cedex.
- **REPÚBLICA DOMINICANA**
Editora Taller, C. por A.
Isabel la Católica 309,
Apartado de Correos 2160,
Zl Santo Domingo.
Fundación Dominicana de Desarrollo
Casa de las Gargolas,
Mercedes 4, Apartado 857,
Zl Santo Domingo.
- **ROMANIA**
Ilexim
Str. 13 Decembrie No. 3-5,
Bucharest Sector 1.
- **SAUDI ARABIA**
The Modern Commercial
University Bookshop
PO Box 394, Riyadh.
- **SINGAPORE**
MPH Distributors (3) Pte. Ltd.
71/77 Stamford Road, Singapore 6.
Select Books Pte. Ltd.
215 Tanglin Shopping Centre,
19 Tanglin Rd., Singapore 1024.
- **SOMALIA**
"Samatar's"
PO Box 936, Mogadishu.
- **SRILANKA**
M.D. Gunasekera & Co. Ltd
217 Olcott Mawatha,
PO Box 246, Colombo 11.
- **SUDAN**
University Bookshop,
University of Khartoum
PO Box 321, Khartoum.
- **SUISSE**
Librairie Payot S.A.
Lausanne et Genève.
Buchhandlung und Antiquariat
Heinmann & Co.
Kirchgasse 17, 8001 Zurich.
- **SURINAME**
VALCO n.v. in Suriname
Dominestraat 26,
PO Box 1841, Paramaribo
- **SWEDEN**
Books and documents:
C.E. Fritzes Kungl.
Hovbokhandel, Regeringsgatan 12,
PO Box 16356, 103 27 Stockholm.
Subscriptions:
Vennberg-Williams AB
PO Box 30004, 104 25 Stockholm.
- **TANZANIA**
Dar-es-Salaam Bookshop
PO Box 9030, Dar-es-Salaam.
Bookshop, University
of Dar-es-Salaam
PO Box 893, Morogoro.
- **THAILAND**
Suksoyan Panit
Mansion 9, Rajadamnern Avenue,
Bangkok.
- **TOGO**
Librairie du Bon Pasteur
B.P. 1164 Lomé.
- **TUNISIE**
Société tunisienne de diffusion
5, avenue de Carthage, Tunis.
- **TURKEY**
Kultur Yayinlari Is-Turk Ltd Stl.
Ataturk Bulvari No. 191,
Kat. 21, Ankara
Bookshops in Istanbul and Izmir.
- **UNITED KINGDOM**
Her Majesty's Stationery Office
49 High Holborn,
London WC1V 6HB (callers only).
HMSO Publications Centre,
Agency Section
51 Nine Elms Lane,
London SW8 5JR (trade and London
area mail orders).
13a Castle Street,
Edinburgh EH2 3AR.
90 Chichester Street,
Belfast BT1 4JY.
Brazennose Street,
Manchester M6B 8AS.
258 Broad Street,
Birmingham B1 2HE.
Southey House, Wine Street,
Bristol BS1 2BQ.
- **UNITED STATES OF AMERICA**
UNIPUB
4611 F. Assembly Drive,
Lanham, MD 20706.
- **URUGUAY**
Librería Agropecuaria S.R.L.
Alzibar, 1326, c.c. 1755, Montevideo.
- **YUGOSLAVIA**
Jugoslovenska Knjiga, Trg.
Republike 5/8,
PO Box 36, 11001-Belgrade
Cankarjeva Založba
PO Box 201-IV, 61001 Ljubljana
- **ZAMBIA**
Kingstons (Zambia) Ltd.
Kingstons Building
President Avenue, PO Box 139,
Ndola.
- Other Countries**
Autres Pays
Otros Países
Distribution and Sales Section, FAO,
Via delle Terme di Caracalla,
00100 Rome, Italy

